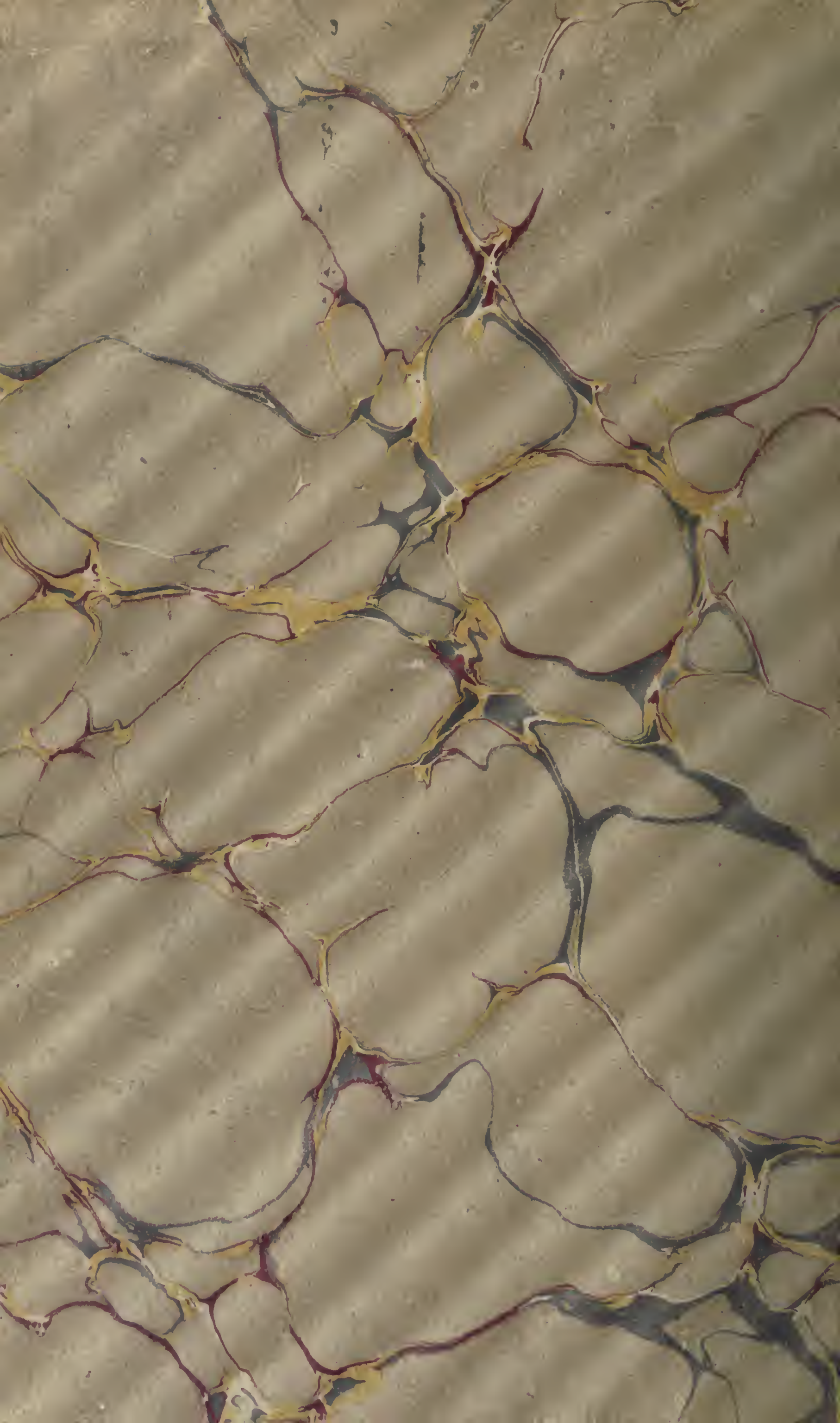
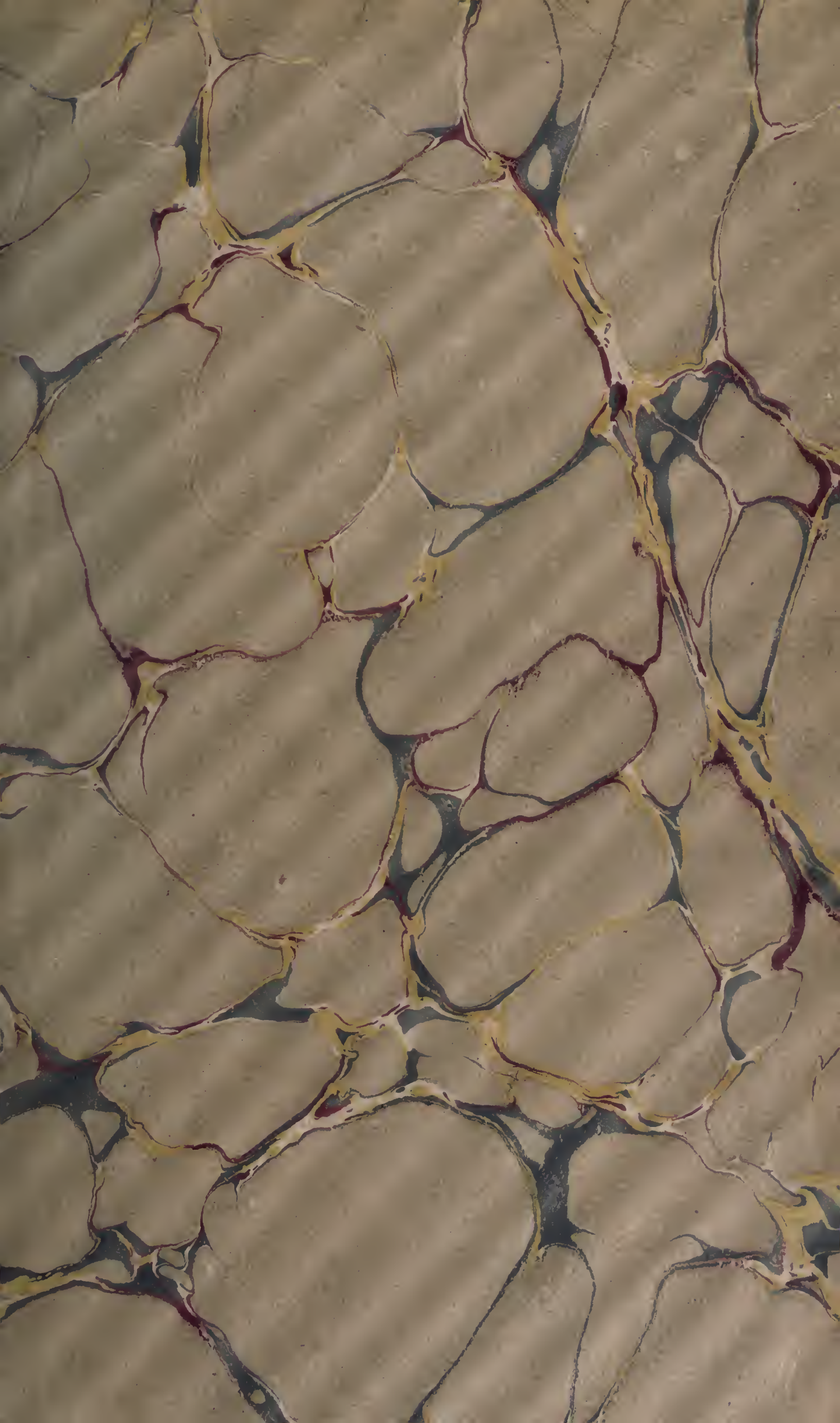

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01495048 9





BISMARCK

ET SON TEMPS

BISMARCK ET SON TEMPS

Tome I. — **La Préparation** (1815-1862). 1 vol. in-8°, 1905. . 10 fr.

Tome II. — **L'Action** (1862-1870). 1 vol. in-8°, 1906 . . . . 10 fr.

DU MÊME AUTEUR

La Prusse et la Révolution de 1848. 1 vol. in-16 de la *Bibliothèque d'histoire contemporaine* (Félix Alcan, éditeur, 1903). . . . 3 fr. 50

BISMARCK

ET SON TEMPS

PAR

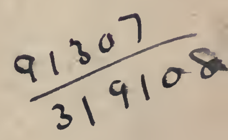
PAUL MATTER

Substitut au Tribunal de la Seine, docteur en droit.

III

TRIOMPHE, SPLENDEUR ET DÉCLIN

1870-1898





PARIS

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1908

BISMARCK

ET SON TEMPS

CHAPITRE PREMIER

LES PENSÉES DE BISMARCK

Traditions de famille et pensées anciennes. — L'influence des événements de 1866. — Bismarck croit la guerre inévitable et en veut profiter. — Les raisons du conflit : L'évolution de l'empire français. La rivalité de la France et de la Prusse. Risques et espérances. L'unité allemande par la guerre étrangère. Nécessité d'une provocation française à l'heure favorable. — Menaces de coalition contre la Prusse. — La France entre deux feux.

Un soir de mai 1867, le comte de Bismarck s'entretenait avec M. de Bernhardi dans son cabinet de la Wilhelmstrasse. C'était au lendemain de l'affaire du Luxembourg; depuis trois jours, les diplomates négociaient à Londres ; la paix semblait assurée. Néanmoins, le chancelier fédéral s'étendait longuement sur toutes les difficultés, intérieures et extérieures, auxquelles était soumise l'Allemagne naissante. Bernhardi écoutait et concluait. « Qui sait, se disait-il, si la guerre ne serait pas le meilleur moyen de donner aux nouvelles relations en Allemagne la cohésion nécessaire [1]. » A la manière de Socrate, Bismarck avait amené son interlocuteur à dévoiler son propre dessein : la guerre avec la France.

1. Bernhardi. *Aus dem Leben*, 10 mai 1867, t. VII, p. 375.

Cette guerre n'avait rien qui choquât Bismarck[1] : il sortait d'un milieu où le combat contre l'ennemi héréditaire était un culte que ni Leipzig ni Waterloo n'avaient éteint ; il était né pendant les Cent Jours et les récits d'un vieux cousin sur les guerres contre Napoléon avaient exercé, de son aveu, « la plus vive influence » sur sa jeunesse. Il avait vingt-cinq ans, l'âge des ineffaçables impressions, quand l'Allemagne vibra de colère en 1840 et pensa à se ruer tout entière sur le Rhin. En 1848, il déplorait « que le premier essor de l'unité et de la force allemandes n'eût pas été d'arracher l'Alsace à la France et de planter sur la cathédrale de Stras-

1. Il a été longtemps admis en Allemagne comme un dogme national qu'après 1866 Bismarck fut un pacifique; il n'aurait recherché la formation de l'empire allemand que par le développement naturel de la Confédération du Nord; l'incident Hohenzollern, la guerre de 1870 l'auraient surpris à l'improviste dans ce paisible travail. C'est la donnée que Bismarck se plut jadis à répandre; sur ses indications, Sybel l'a amplement développée, *Die Begründung des deutschen Reichs*, t. VII. (1894), p. 237 et suiv., et *Neue Mittheilungen zur Begründung des deutschen Reichs* (1895), p. 1 et suiv. ; et les intimes de Bismarck se plaisent encore à cette explication, Keudell, *Bismarck et sa famille*, p. 400 et suiv. De nombreuses publications ont modifié cette version ; plusieurs historiens ont adopté une opinion intermédiaire ; Bismarck ne désirait pas la guerre, mais voyant que les Français la récherchaient, il la préparait en défensive et profita de l'incident Hohenzollern pour la faire éclater à l'heure favorable ; Lenz, *Geschichte Bismarcks*, p. 341 et suiv., Rathlef, *Zur Frage nach Bismarcks Verhalten in der Vorgeschichte des deutsch-französischen Krieges* (1903, avait paru en essai dans le *Bismarck-Jahrbuch*, t. III, p. 433 et suiv.), p. 4 et suiv., Klein Hattingen, *Bismarck und seine Welt*, t. II (1902), p. 495 et suiv., Erich Marcks, *Kaiser Wilhelm I* (1897), p. 268. Cf. Otto Kaemmel, *Kritische Studien zu Fürst Bismarcks Gedanken und Erinnerungen*, dans les *Grenzboten*, 1899, t. II, p. 561 et suiv. Plusieurs auteurs vont plus loin ; ils admettent, en se fondant sur les textes officiels, les récits des contemporains et l'enchaînement des faits que Bismarck a voulu la guerre, l'a préparée soigneusement à l'avance et a développé l'affaire Hohenzollern pour qu'elle en sortît ; Schultze, *Die Thronkandidatur Hohenzollern und Graf Bismarck* (1902), Hans Delbrück. *Das Geheimniss der Napoleonischen Politik im Jahre* 1870, dans les *Preussische Jahrbücher*, octobre 1895, p. 28, 34 et suiv. ; Rössler, *Sybels Werk über die Begründung des Reichs*, même recueil, janvier 1895, p. 124 et suiv. ; M. Busch, *Bismarck und sein Werk* (1898), p. 52, 77 et suiv. C'est la théorie admise en France et par beaucoup à l'étranger. Malmesbury, *Memoirs of an ex-Minister*, t. II, p. 414 et suiv.

bourg le drapeau allemand [1]». Devenu diplomate, il conserva secrets ses desseins et ses pensées. Il les modifia provisoirement, car il n'était pas l'homme des immuables principes et pratiquait la politique des intérêts actuels ; en 1859, il ne fut point parmi les patriotes qui cherchaient à « mettre l'Europe entière en flammes pour tirer d'affaire l'Autriche aux frais de la Prusse [2] » ; au début de son gouvernement, il chercha à faire de Napoléon un allié, et ne parvint à en faire qu'une dupe. Mais, lorsqu'il vit que l'empereur des Français ne combattrait point pour faciliter l'unité allemande, il comprit qu'une nouvelle guerre se préparait sur le Rhin, et désormais cette pensée ne le quitta point.

En 1866, à la veille de tomber sur l'Autriche, il songe un moment à transformer la guerre fratricide en une croisade nationale contre la France [3]. Lorsqu'au lendemain de Sadowa, il apprend l'intervention de Napoléon, il s'écrie violemment : « Louis le paiera cher [4] », et, dans ses conversations avec Benedetti, en août, il cherche à se procurer des armes pour agir sur les neutres, au jour du grand combat [5]. Il en parle rarement ; parfois, devant quelque intime, un mot lui échappe, qui révèle ses secrètes pensées. « La guerre est inévitable avec la France, et elle s'approche [6] », dit-il à M. de Seebach, ministre de Cobourg. « La guerre avec la France est fatale

1. Lettre de Bismarck à la rédaction de la *Gazette de Magdebourg*, 20 avril 1848. *Supra*, t. I, p. 123.

2. Bismarck à sa femme, 4 juin 1859, *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 435. Cf. Annie Mittelstädt. *Der Krieg von* 1859. *Bismarck und die öffentliche Meinung in Deutschland* (1904).

3. Friedjung. *Der Kampf um die Vorherrschaft in Deutschland*, t. II, p. 522.

4. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 269.

5. *Supra*, t. II, p. 529 et suiv.

6. M. de Seebach au duc Ernest de Cobourg, janvier 1867. *Aus meinem Leben*, t. III, p. 635.

dans les cinq années prochaines », déclare-t-il à un conservateur, M. Bethusy-Huc [1]. S'il ne cherche pas à envenimer l'affaire du Luxembourg, c'est qu'il croit la France plus forte qu'elle n'est et qu'il préfère attendre un moment meilleur : il indique à Bernhardi qu'il faut laisser le temps aux nouveaux régiments de s'organiser et aux relations nationales de se fortifier [2].

Quelques mois plus tard, dans une conversation intime avec un ami d'enfance, le comte Keyserlingk, il parle encore de cette guerre et suppute les fruits et dangers de la victoire, la conquête de l'Alsace, le conflit perpétuel avec la France [3]. Chaque fois, il proclame la pureté de ses intentions, son attitude purement défensive, sa volonté de n'engager une guerre « que pour des raisons nécessaires ». Mais ses proches ne s'y trompent pas : quand Lothar Bucher, un de ses plus intimes collaborateurs, le voit s'engager dans l'affaire Hohenzollern, il ne s'y méprend point : le chancelier fédéral tend un « piège » à Napoléon [4] ; et Busch, dès son entrée au service de Bismarck, transperce les desseins de son maître ; « pour parler clair, il fallait provoquer les Français [5] ». Ainsi, tout l'indique, Bismarck ruminait lentement la guerre avec la France : s'il en parlait rarement, il y pensait toujours.

Ses motifs étaient multiples, car dans cette puissante intelligence les raisons s'enchevêtraient et se complétaient les unes les autres.

1. Poschinger. *Bismarck und die Parlementarier*, t. III, p. 248 et suiv.

2. Bernhardi. *Aus dem Leben*, 10 mai 1867, t. VII, p. 375.

3. Baronne Taube, née comtesse Keyserlingk. *Lebensbild des Grafen Keyserlingk*, p. 543 et suiv.

4. Déclaration de Lothar Bucher à Busch, 25 avril 1888 et 5 janvier 1892. M. Busch. *Tagebuchblätter*, t. III, p. 238 et suiv., 330 et suiv.

5. Moritz Busch. *Bismarck und sein Werk*, p. 79. *Tagebuchblätter*, passim.

Bismarck croyait inévitable le choc entre l'empire français à son déclin et la nouvelle Allemagne en formation. Pendant dix années, Napoléon III avait été l'arbitre du monde, et rien ne s'était fait sans son consentement ; mais il avait usé sa puissance dans la malheureuse expédition du Mexique, dans les combinaisons tortueuses de sa politique en Europe, et son pouvoir était contesté dans son pays même. Sadowa lui avait porté un coup douloureux ; désormais, on tirait le canon en Europe sans sa permission, et, lorsqu'il voulut au moins jouer le rôle d'un honnête courtier, son offre avait été repoussée avec hauteur, comme tout « pourboire » lui avait été refusé. Le coup porté à la grandeur de la France avait atteint la dynastie impériale ; l'empire se transformait, il était né de la force, et la force lui faisait défaut ; il avait pour principe le succès, et le succès manquait ; le 2 décembre se faisait libéral, beaucoup y voyaient une contradiction, et s'efforçaient de réagir. L'empereur, affaibli par la maladie, était peut-être sincère dans ses déclarations pacifiques et ses tentatives constitutionnelles, mais il était dépassé par les siens, non par son ministère, mais par le groupe des impérialistes d'autorité qui le serraient étroitement, des généraux, hardis et de tête prompte, Gramont et quelques diplomates à folles combinaisons, une influence plus proche encore [1]. Dans ce milieu, Sadowa paraissait une défaite pour l'honneur français, le régime libéral un désastre pour l'empire, et quand ni l'empereur, ni le ministère, ni le pays ne désiraient la guerre, cette *camarilla* la voulait pour prendre une double revanche, à l'intérieur et à l'extérieur.

L'ambition de la Prusse rendait fatale cette guerre ; en

1. L'influence de l'impératrice a été indiquée avec une précision pleine de tact par M. de La Gorce dans les trois derniers volumes de son *Histoire du Second Empire.*

cinq années, le royaume avait passé du rôle de puissance secondaire à la place de seconde puissance en Europe : la Russie était absorbée dans sa renaissance intérieure, l'Autriche était défaite et effacée, l'Italie ne comptait pas encore, l'Angleterre se contentait du règne des mers ; sur le continent, deux seules restaient en présence, la France et la Prusse. Ce tête-à-tête ne suffisait pas aux généraux de Berlin : en 1867, Moltke et ses élèves avaient réclamé l'immédiat combat et Bismarck avait eu peine à les calmer : il ne croyait pas encore l'heure venue, mais il savait qu'elle viendrait, et que la guerre sur le Rhin serait la lutte pour la suprématie en Europe, entre deux races qui se la disputent depuis vingt siècles.

Il n'était pas seul à penser ainsi ; en France même, les gens de clair regard, diplomates, hommes politiques, publicistes, prévoyaient ce combat, et le plus pénétrant des gens de lettres, Prévost-Paradol, annonçait dès 1868 que « la marche envahissante de la Prusse » préparait à la France « l'épreuve la plus redoutable qu'elle eût encore traversée[1] ».

Dans un tel combat, la Prusse avait plus à perdre ou à gagner que la France. En cas de défaite, la France pouvait perdre l'Alsace et balayer le régime impérial, mais elle restait une patrie indivisible ; battue, la Prusse perdait non seulement une province, mais la suprématie en Allemagne, qui lui échappait pour toujours ; l'Autriche interviendrait pour reprendre sa place d'antan, les royaumes du Sud s'adjoindraient à elle, et c'en était fait à jamais des espérances prussiennes. La victoire, au contraire, ne donnerait à la France

1. Prévost-Paradol. *La France nouvelle*, p. 374-377. Cf. M. Thiers. Discours de mai 1866. Benedetti, *Ma Mission en Prusse*, p. 251. Jules Favre. *Gouvernement de la Défense nationale*, p. 31. Colonel Stoffel. *Rapports militaires*, p. 289. M. Rothan dans ses nombreux rapports de Hambourg.

qu'un territoire sur la rive gauche du Rhin et une gloire de quelques années ; cette victoire assurerait à la Prusse outre la conquête de l'Alsace, — rêve ancien de Bismarck, — l'hégémonie en Allemagne, la couronne impériale, la réalisation de ses grandes ambitions. Et c'était ici la plus profonde des pensées de Bismarck, le projet qu'il avait le plus longtemps et soigneusement creusé.

Depuis quatre ans, l'unité allemande n'avait point progressé aussi vite que l'avait espéré Bismarck ; dans les nouvelles acquisitions de la Prusse, en Hanovre, dans le Schleswig, dans la Hesse, à Francfort, nombreux étaient les gens qui regrettaient leurs rois et leur régime d'autrefois ; dans le Sud, le grand-duché de Bade seul était favorable, Darmstadt était douteux, la Bavière et le Wurtemberg demeuraient hostiles et cette inimitié croissait chaque année ; à Stuttgart, M. de Varnbüler cédait au mouvement général ; à Munich, le prince de Hohenlohe était amené à se retirer du pouvoir. Le débat religieux, si vif à cette époque, l'ultramontanisme en travail, l'approche du grand concile, augmentaient le particularisme de la Bavière [1]. Le Parlement douanier, où Bismarck avait espéré fondre en un bloc toutes les parcelles allemandes, avait souligné fâcheusement l'antagonisme du Nord et du Sud. Quelques démarches avaient été tentées, au commencement de 1870, pour amener les rois du Sud à demander le rétablissement de l'empire allemand : elles avaient complètement échoué [2]. A un homme dépourvu d'illusions, il apparaissait clairement que l'unité allemande aurait peine à se réaliser par voie régulière et pacifique [3].

1. Otto Kaemmel. *Kritische Studien*, dans les *Grenzboten* de 1899, t. II, p. 564.

2. M. Rothan au duc de Gramont, mai 1870. *L'Allemagne et l'Italie*, t. I, p. 363 et suiv.

3. Le roi Guillaume, optimiste par nature, estimait en 1868 que deux

Tout serait modifié si l'Allemagne recevait une secousse de colère et de patriotisme ; en 1813, de Leipzig jusqu'à Waterloo, c'était la lutte commune contre la France qui avait suscité en Allemagne un élan national jusqu'alors inconnu ; en 1840, en 1859, au bruit de guerre sur le Rhin, « partout où résonne la langue allemande », avait passé un vent d'enthousiasme unitaire. Cette flamme pouvait renaître, et Bismarck se savait de taille à l'attiser. « J'étais convaincu, a-t-il écrit plus tard, que l'abîme creusé, au cours de l'histoire, entre le nord et le sud de la patrie, ne pouvait pas être plus heureusement comblé que par une guerre nationale contre le peuple voisin... Je ne doutais pas qu'il ne fallût faire une guerre franco-allemande avant que l'organisation générale de l'Allemagne eût pu être réalisée [1]. » La patrie naîtrait de communes souffrances et d'un commun succès.

Ce combat de deux races ne pouvait surgir d'un différend misérable et sans intérêt. Pour donner à l'Allemagne entière un frisson de patriotisme, il fallait qu'une grande question fût soulevée, qui mît en jeu l'honneur, l'existence même de la nation ; il était nécessaire que l'attaque vînt de l'étranger, pour que la Prusse ne révélât point ses ambitions, mais que les Allemands se sentissent soulevés dans un même élan, pour la défense de la patrie. La question du trône d'Espagne semblait étrangère à l'Allemagne, mais dès 1869 peut-être, en février 1870 certainement, Bismarck comprit qu'en la suivant dans le mystère pour la laisser éclater soudain, il pourrait susciter en France une brusque « fermentation » d'où naîtrait le grand combat.

générations seraient nécessaires pour unifier l'Allemagne. « Mon petit-fils verra cela », disait-il à lord Loftus. *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. I, p. 237.

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 61, 106.

Pour une telle guerre, où se jouerait le grand va-tout du destin, il fallait agir à temps, ni trop tôt, ni trop tard ; en 1867, Bismarck avait cru l'heure prématurée ; mais, depuis lors, les nouveaux régiments avaient acquis toute solidité, le commandement prussien s'était étendu et imposé jusqu'aux moindres bataillons du Sud. La Prusse semblait prête, la France ne l'était pas [1] ; Niel avait vaillamment lutté pour réorganiser son armée, il s'était heurté à l'indifférence des uns, à l'hostilité des autres ; il était mort, et ce n'était pas le maréchal Le Bœuf qui galvaniserait l'organisme militaire. A ce point de vue, le moment était donc favorable pour l'action ; par ailleurs, l'heure pressait, car il fallait écarter un péril redoutable, une quadruple coalition contre la Prusse.

Napoléon et ses conseillers intimes rêvaient d'unir contre la jeune ambitieuse les forces de l'Autriche, de l'Italie, du Danemark et de la France. L'union des cours de Florence et de Berlin n'avait été qu'un mariage d'intérêts, suivi d'un divorce immédiat ; dès 1868, un rapprochement se préparait entre la France et l'Italie ; en 1869, les hommes d'État berlinois étaient convaincus qu'entre les deux États une alliance était signée au détriment de la Prusse [2]. En Autriche, beaucoup étaient inconsolables de la défaite de Sadowa et combinaient une revanche par un accord avec la France ; ce projet semblait en 1870 prêt à aboutir ; l'archiduc Albert, le vainqueur de Custozza, venait à Paris et s'entretenait d'une alliance des deux armées contre l'ennemi commun ; Napoléon III envoyait en mai à Vienne le général Lebrun pour

1. M. Busch. *Bismarck und sein Werk*, p. 79 et suiv.

2. Bernhardi. *Aus dem Leben*, t. VIII, passim dans les années 1868 et 1869. On sait que tout s'était borné à une correspondance entre l'empereur Napoléon et le roi d'Italie sur l'utilité de cette alliance ; le roi voulait Rome, et Napoléon refusait d'abandonner le pape. Bourgeois et Clermont. *Rome et Napoléon III* (1907), p. 221 et suiv.

dessiner avec l'état-major autrichien un plan d'attaque générale ; l'officier français était reçu à Vienne avec un enthousiasme mitigé de prudence; l'archiduc Albert, l'empereur François-Joseph engageaient vivement la France à marcher pour « forcer » l'Autriche à la suivre ; on esquissa des plans fort beaux sur le papier, mais tout resta « verbal [1] » ; la cour de Vienne se retranchait derrière les lenteurs de sa mobilisation pour se réserver le temps de voir où serait le succès ; une victoire des Français sur le Rhin serait suivie de l'intervention armée de l'Autriche, de l'Italie, du Danemark.

Bismarck connaissait ces projets, et résolut de les couper net en brusquant la rupture avec la France. « Nous savons, disait-il à l'ambassadeur d'Angleterre, que l'on trame des plans secrets, qui éclateront à notre détriment comme un ouragan [2]. » De Berlin ou de Varzin, silencieux et attentif, il suivait les négociations de la France à Vienne ou à Florence et développait dans l'ombre la candidature Hohenzollern, décidé à la mettre brusquement à jour, quand le projet de quadruple alliance deviendrait une menace pour son pays [3]. Le général Lebrun quitta Vienne le 15 juin ; la candidature Hohenzollern fut divulguée à Madrid le 30 et la dépêche d'Ems est du 13 juillet.

Dans l'affaire espagnole, Bismarck voyait enfin cet autre avantage d'opposer au vague rêve de la quadruple alliance la forte réalité d'un pacte qui prendrait la France entre deux feux [4] ; il était convaincu que l'Espagne se solidariserait

1. Général Lebrun. *Souvenirs militaires*, p. 78, 81, 148, 151.

2. Lord Loftus. *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. II, p. 276.

3. W. Schultze, *Die Thronkandidatur Hohenzollern*, p. 54. Delbrück, *Das Geheimniss der Napoleonischen Politik im Jahre* 1870, p. 3 et suiv. Rössler, *Sybels Werk über die Begründung des Reichs*, p. 123. Otto Kaemmel, *Kritische Studien, loc. cit.*, p. 566, 636.

4. O. Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 269. Kaemmel, *Kritische Studien, loc. cit.*, p. 631.

avec la puissance qui lutterait pour lui donner un roi et planterait ce qu'Abeken appelait pittoresquement « une mouche espagnole, — une cantharide, — dans le dos de Napoléon[1] » ; la piqûre de cet insecte ressemblait singulièrement à un coup de poignard, et, à la grande indignation du bouillant Otto, « le noble Cid[2] » refusa de le porter.

Ainsi Bismarck tenait pour fatale la guerre de son pays avec la France ; loin de la redouter, il la désirait comme propre à compléter ses grands desseins, mais il la voulait susciter à son heure, quand ses préparatifs seraient terminés, et à sa façon, pour que la France parût provoquer le combat. Il prépara lentement « la bombe espagnole », et la fit éclater au moment favorable. Il vit avec clairvoyance et agit avec une dure résolution.

1. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 363.
2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 96.

CHAPITRE II

LA CANDIDATURE HOHENZOLLERN

§ I. Les prodromes. — La révolution espagnole et les candidats au trône. — La branche cadette des Hohenzollern : le prince Léopold. — Les premières paroles. — Voyage de Rances à Berlin et mission de Bernhardi en Espagne. — Inquiétude de Benedetti. — Combat de presse. — Entrevue de Benedetti et Bismarck. — La reprise des négociations, le voyage de Salazar et le refus des Hohenzollern.

§ II. L'affaire enterrée. — La troisième demande des Espagnols. — Les perplexités de Guillaume. — La décision de Bismarck : rapport au roi. — Conseil royal à ce sujet. — Les hésitations des princes Léopold et Frédéric de Hohenzollern. — Mécontentement de Bismarck. — Refus de Léopold.

§ III. L'acceptation du prince Léopold. — Mission de Lothar Bucher et de Versen en Espagne. — Versen auprès des Hohenzollern. — L'intervention du *Kronprinz* de Prusse. — Bismarck arbitre. — M. de Gramont au quai d'Orsay. — Alexandre, Guillaume et Bismarck à Ems. — Démarches de Bismarck et de Prim auprès du prince Léopold : son acceptation. — Correspondance de Bismarck en Espagne et discours de Prim. — Salazar et Bucher auprès du prince Léopold ; acquiescement du roi Guillaume ; acceptation définitive du prince Léopold. Le rôle de Bismarck. — Clôture hâtive des Cortès. Divulgation du secret.

§ IV. L'action du duc de Gramont. — Ignorance du gouvernement français. Entretien de Prim et de Mercier de Lostende. Arrivée de la nouvelle à Paris. Les ordres du duc de Gramont. — Entretien de MM. Le Sourd et de Thile. Gramont ne s'engage qu'à Berlin. — Conseil des ministres à Saint-Cloud le 6 juillet. La déclaration ministérielle à la Chambre. L'émotion à Paris. — Les prudents conseils de l'étranger : nouvelles démarches de Gramont.

§ V. Les négociations d'Ems et le retrait de la candidature Hohenzollern. — Voyage de M. Benedetti à Ems. Opinion du roi Guillaume. — Premier entretien du roi et de Benedetti. —

Négociations de Guillaume avec le prince Antoine de Hohenzollern. Impatience de Gramont. Nouvel entretien du roi et de Benedetti. — Hésitations et craintes des princes de Hohenzollern. Le retrait de la candidature Hohenzollern.

§ I

Au mois de septembre 1868, éclata en Espagne une de ces révolutions si fréquentes alors dans la péninsule ibérique ; la reine Isabelle fut invitée à vivre à l'étranger ; le pouvoir fut exercé provisoirement par un triumvirat composé du maréchal Serrano, de l'amiral Topete et du général Prim ; et, ayant chassé leur reine, les Espagnols se mirent en quête d'un roi [1]. Nombreux furent les noms prononcés à cette occasion ; parmi les Espagnols, les uns tenaient à maintenir la couronne dans la famille des Bourbons d'Espagne, et parlaient du prince des Asturies, fils d'Isabelle, ou du duc de Montpensier, ou de sa femme, dona Maria-Luisa, ou de leur fils, un enfant de neuf ans. Les autres voulaient emprunter un prince à la monarchie voisine et désiraient le roi régnant de Portugal, don Luiz, ou son père, l'ancien roi, Ferdinand de Cobourg. D'autres, enfin, voulaient un changement plus radical et demandaient, qui, Amédée, duc d'Aoste, qui, le prince Frédéric-Charles de Prusse, ou encore un archiduc d'Autriche, un fils de la reine Victoria, un prince de Saxe, ou enfin le prince héritier de Hohenzollern, Léopold.

A Dusseldorf en hiver, à Sigmaringen en été, vivait alors le duc Charles-Antoine de Hohenzollern, ancien président du cabinet prussien, gouverneur militaire de la province

1. Sur la suite de ces événements, voyez Léonardon. *Prim et la candidature Hohenzollern, Revue historique* de novembre 1900. Emile Ollivier. *La Révolution d'Espagne* (1868). *Prim, Napoléon III, Bismarck. Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1906. J. de Witte. *Quinze ans d'histoire* (1905), p. 102 et suiv.

rhénane, et chef de la deuxième branche cadette de la maison de Hohenzollern. Son lien de famille avec le roi Guillaume était lointain, car les deux lignées sont séparées depuis six cents ans[1]. La branche cadette est demeurée catholique, tandis que les rois de Prusse sont les piliers du protestantisme allemand ; mais, malgré la différence de religion et l'éloignement de parenté, les deux rameaux cousinent et le roi Guillaume appelait dans l'intimité le prince Antoine *der Vetter*[2], le cousin. Le prince Antoine avait trois fils, l'aîné, Léopold, appelé à lui succéder un jour ; le second, Charles, qui régnait en Roumanie ; le troisième, Frédéric, lieutenant au service de la Prusse.

Dès le mois d'octobre 1868[3], on parlait du prince Léopold comme d'un candidat convenable au trône d'Espagne ; ses partisans lui trouvaient mille avantages ; de religion catholique, il était beau-frère du roi de Portugal, et allié de Napoléon III par les familles Murat et Beauharnais ; déjà les lanceurs de sa candidature l'opposaient au duc de Montpensier et le tenaient pour bien vu aux Tuileries. Mais sa propre famille était sans illusions. « La France à cause de nos liens avec la Prusse, écrivait le prince Antoine, ne permettra jamais que les Hohenzollern s'établissent au delà des Pyrénées[4]. » Ceci est à noter ; dès le mois de décembre 1868, les Hohenzollern étaient fixés sur l'accueil réservé par la France à la candidature d'un prince de leur sang[5].

1. Delbrück. *Das Geheimniss der Napoleonischen Politik*, p. 35.

2. Le roi Guillaume à la reine, 10, 11, 13 juillet 1870.

3. *Aus dem Leben König Karls von Rumanien*, 14 octobre 1868, p. 297.

4. Le duc Antoine de Hohenzollern à son fils Charles de Roumanie, 9 décembre 1868. *Aus dem Leben*, t. I, p. 311.

5. D'après le maréchal Randon, *Mémoires*, t. II, p. 306, Napoléon III aurait dit à Prim en septembre 1869 : « Pourquoi ne penseriez-vous pas au prince de Hohenzollern, qui est mon parent. » Cette parole est plus qu'invraisemblable, elle est impossible venant après les démarches de Le

Le projet sommeilla pendant quelques mois ; tout était alors incertain en Espagne ; mais, en janvier 1869, les élections envoyèrent aux Cortès une majorité monarchique et la question de personne se posa avec instance. Peu après, en février, un député libéral, M. Salazar y Mazarredo, publia à grand tapage une brochure où il proposait, pour le trône espagnol, en première ligne l'ex-roi Ferdinand de Portugal, ou, à son défaut, le prince Léopold de Hohenzollern. Un mois plus tard, un personnage de marque, M. Rances y Villanova, arrivait à Berlin où il avait été ambassadeur, avant de se rendre à Vienne, son nouveau poste ; il donna de sa visite un motif de pure politesse, le désir de féliciter le roi Guillaume pour le 72e anniversaire de sa naissance, mais il s'entretint longuement avec Bismarck, dont ce n'était point le jour de fête, et le sujet de la conversation demeura inconnu ; il s'est défendu fort d'avoir parlé de la candidature Hohenzollern [1], mais son affirmation est sujette à caution, car dix jours après, Th. de Bernhardi partait en Espagne pour une mission dont il a gardé le secret [2] ; le choix de cet envoyé spécial, son rôle en Italie pendant la guerre de 1866, la durée de son séjour qui se prolongea jusqu'en 1871, ses allées et venues, tout prouve que cette mission était d'importance ; le roi de Prusse n'entretenait pas un attaché spécial en Espagne pour qu'il admirât la Giralda et les Velasquez ; et, malgré l'affirmation de Sybel [3], on peut croire que la candidature Hohenzollern ne fut pas étrangère à ce voyage.

Sourd en mars et de Benedetti en mai 1869. Ce n'est là qu'une de ces erreurs dont Randon est coutumier.

1. Pirala. *Historia contemporanea.* t. III, p. 730.

2. Le diplomate-littérateur a raconté son voyage en Espagne dans un volume intitulé *Reise Erinnerungen aus Spanien* (1886), qui contient des descriptions charmantes, mais point de politique. Le 9e volume de ses *Tagebücher*, paru en 1907, est aussi discret.

3. Ou même à cause de cette affirmation, car le septième volume a été

Cependant le cabinet impérial s'inquiétait du voyage de M. Rances, qui lui avait été signalé avec clairvoyance par M. Benedetti[1]; l'ambassadeur français ne doutait pas que son collègue d'Espagne fût venu à Berlin pour négocier l'avènement du prince Léopold au trône espagnol; ému, le ministre du quai d'Orsay télégraphia à M. Benedetti pour le prier d'interroger le cabinet de Berlin à ce sujet. Bismarck était absent, Benedetti ne rencontra que Thile, qui parut stupéfait de la question et « donna l'assurance la plus formelle qu'il n'avait, à aucun moment, eu connaissance d'une indication quelconque pouvant autoriser une semblable conjecture », et que M. Rances, pendant son séjour à Berlin, « n'y avait pas même fait allusion[2] ». Et, pour finir, M. de Thile « crut devoir engager sa parole d'honneur ». A cette affirmation solennelle, M. Benedetti n'attacha pas une foi absolue, non qu'il doutât de la parole du sous-secrétaire d'État, mais parce qu'il savait que le chancelier lui dissimulait certaines choses pour lui permettre de les dénier en toute honnêteté.

La candidature Hohenzollern cheminait doucement; on en parlait à Lisbonne et à Madrid[3], avec discrétion, comme avec réticence, et, malgré les voies détournées par où arrivaient ces conseils, — l'ambassadeur d'Italie à Lisbonne, le représentant du Portugal à Bruxelles, un gentilhomme portugais, — ils semblaient provenir de Bismarck[4]. Le 26 avril 1869, la *Gazette d'Augsbourg*, dans une prétendue

rédigé sur les données et sur l'inspiration de Bismarck même et tous les critiques allemands sont sévères à son égard. « Ce n'est pas de l'histoire, mais de la diplomatie... et qui prête à rire », dit en résumé M. Delbrück. *Das Geheimniss der Napoleonischen Politik*, p. 34.

1. M. Benedetti au ministre des Affaires étrangères, 27 mars 1869. *Ma Mission en Prusse*, p. 304.

2. M. Benedetti au même, 31 mars 1869.

3. De Los Rios. *Mi Mision en Portugal*, p. 338 et suiv.

4. Léonardon. *Prim et la candidature Hohenzollern*, p. 290.

correspondance de Paris, posait à grand fracas la candidature du prince Hohenzollern, en vantant sa jeunesse, son esprit et ses précieuses alliances. On n'en peut douter, l'article était inspiré par Bismarck[1]; le jour même où il parut, Antoine de Hohenzollern écrivait à son fils Charles : « Beaucoup et du nouveau, que je ne puis écrire, te sera raconté par ton frère[2] ».

L'article fit sensation à Paris, la presse s'en empara, le journal *La France* sonna la cloche d'alarme et le gouvernement impérial s'inquiéta derechef. M. Benedetti, mandé à Paris, reçut de Napoléon III l'ordre de s'en expliquer « directement avec M. de Bismarck » ; le bruit courait que les Tuileries ne seraient pas hostiles à la candidature d'un des princes Hohenzollern[3]; l'empereur déclara formellement à son ambassadeur « que son pays ne le supporterait pas » et recommanda simplement la prudence de langage nécessaire pour éviter tout conflit.

Benedetti eut audience de Bismarck le 11 mai 1869; loin de décliner le sujet de conversation, le chancelier fédéral s'expliqua abondamment sur les motifs qui devaient déterminer le prince Léopold à refuser « une souveraineté éphémère », et le roi Guillaume à engager son jeune parent à l'abstention. M. Benedetti remercia, et approuva, mais n'eut point confiance; il avait de la politesse dans la plume; il écrivit à son ministre cette jolie phrase : « J'incline à croire que M. de Bismarck ne m'a pas exprimé sa pensée tout entière[4]. » De la conversation, chaque interlocuteur pouvait

1. Schultze. *Die Thronkandidatur Hohenzollern*, p. 6.

2. *Aus dem Leben König Karls von Rumanien*, t. I, p. 348.

3. A. Forbes. *The life of Napoleon III*, p. 263 ; Da Carnota, *Memoirs of the Duke de Saldanha*, t. II, p. 405.

4. Benedetti au ministre des Affaires étrangères, 11 mai 1869.

tirer cette conclusion : Benedetti qu'il y avait secret en cours, Bismarck que la France s'opposerait à la candidature d'un prince allemand au trône d'Espagne avec tant d'énergie qu'elle irait jusqu'à la guerre.

Avec cette conversation se termine la première phase de l'affaire Hohenzollern ; le gouvernement provisoire fit-il au prince Léopold une offre ferme[1] ? Se borna-t-il à engager de simples pourparlers ? La seconde hypothèse semble la plus vraisemblable. Pendant quelques mois, la candidature de Léopold resta dans l'ombre, on en parlait encore, mais officieusement[2], et le prince séjournait en Roumanie chez son frère, aussi loin de l'Escurial de pensée que de distance.

L'affaire reprit en septembre, et très vivement. Salazar, le député libéral et l'auteur du libelle de février, tenta de renouer un fil qui semblait brisé ; après s'être entretenu à Vichy avec Prim, qui était plein de perplexité, Salazar se rendit à Munich pour demander à l'ambassadeur prussien, Werthern, qu'il avait connu en Espagne, de le présenter au prince Antoine de Hohenzollern. Le baron de Werthern était un diplomate prudent et un fonctionnaire soumis ; il est incontestable qu'il prit l'avis de son chef avant de se livrer à une telle démarche[3]. Bismarck n'était pas homme à tolérer pareille incartade d'un subordonné, Usedom pouvait l'attester. Ayant reçu l'approbation de son ministre, Werthern sollicita le 17 septembre une audience secrète du prince de Hohenzol-

1. Sybel. *Die Begründung des deutschen Reichs*, t. VII, p. 243.

2. Lettre d'un banquier berlinois au maréchal Serrano, 14 juillet 1869. Pirala, *Historia contemporanea*, t. III, p. 392.

3. Rathlef. *Zur Frage nach Bismarcks Verhalten in der Vorgeschichte des deutsch-französischen Krieges*, p. 28 et suiv. Klein-Hattingen. *Bismarck und seine Welt*, t. II, p. 504, n. 1. D'après Sybel, *Die Begründung*, t. VI, p. 436, n. 1 et Keudell, *Bismarck et sa famille*, p. 401 et suiv., Bismarck n'aurait appris ces démarches qu'en février ou juillet 1870 ; cette assertion est aujourd'hui controuvée même en Allemagne.

lern qui séjournait au château de la Weinburg avec ses trois fils[1]. Admis à cette audience, Werthern demanda au prince Antoine l'autorisation de lui présenter Salazar « qui venait pour proposer à son fils Léopold la couronne d'Espagne ». La négociation ne fut point facile[2] ; le prince héritier hésitait, pris entre le désir de tenter l'aventure et la douceur de vivre dans sa tranquille principauté ; c'était la lutte de Don Quichotte et de Sancho Pança ; l'homme timoré demandait un vote unanime des Cortès, et Salazar, qui ne pouvait le lui garantir, se tourna vers son frère, Charles de Roumanie. Celui-ci se récria : il était à un devoir d'honneur dans sa principauté : il ne l'abandonnerait pas. Et Salazar retourna en Espagne sans avoir pu obtenir du prince Léopold une réponse définitive.

§ II

L'affaire entrait dans une seconde phase de sommeil. Salazar espérait encore la tirer d'une léthargie définitive, et, au mois d'octobre, il publia à Madrid une lettre où il exposait à nouveau tous les avantages de son favori[3]. Mais le gouvernement espagnol était engagé dans d'autres voies : il proposait la couronne de Charles-Quint au duc de Gênes, neveu du roi d'Italie, et il avait quelques raisons de penser à un prompt couronnement.

Brusquement, tout s'effondra : le 3 janvier 1870, Victor-Emmanuel refusa, au nom de son neveu, le trône en déshé-

1. *Aus dem Leben König Karls von Rumanien*, t. II, p. 5 et suiv. Certaines contradictions dans les dates permettent de croire que le journal du prince a été remanié après sa rédaction. E. Marcks. *Kaiser Wilhelm I*, p. 404.

2. Werthern a fait à ce sujet des confidences à Sybel qui les a reproduites dans *Die Begründung*, t. VII, p. 247 et *Neue Mitteilungen*, p. 58.

3. Cette lettre a été traduite par Hirth. *Tagebuch des deutsch-französischen Krieges*, t. I, col. 9 et suiv.

rence, et derechef l'Espagne se trouva veuve de roi. Prim, désespéré, revient alors au projet Hohenzollern et l'infatigable Salazar reprend le chemin de l'Allemagne. Mais, instruit par l'expérience, il tente de vaincre les hésitations du prince Antoine par la décision du gouvernement prussien : le 17 février, il part pour Berlin avec des lettres de Prim au roi, au kronprinz, à Bismarck.

Le roi Guillaume ne s'attendait à rien de tel et la lettre de Prim « lui tomba comme un éclair d'un ciel serein[1] » ; récemment encore, « il plaisantait avec le prince Léopold » sur son ancienne candidature et tous deux se réjouissaient du refus : maintenant la question était brusquement reposée. Le roi demeurait perplexe, résolu en tous cas à ne point transformer la candidature Hohenzollern en négociation officielle pour le gouvernement prussien, mais à lui conserver un caractère d'affaire de famille. Le prince Frédéric-Guillaume trouvait incertaine la situation en Espagne, et, loin d'encourager le prince Léopold, il l'avertissait avec douceur que le gouvernement prussien n'aurait pas toujours intérêt à intervenir en Espagne[2]. Le prince de Hohenzollern et son fils hésitaient, découragés par la prudence du roi, les réserves du kronprinz, l'hostilité de la France[3]. Alors intervint Bismarck avec le feu de sa nature puissante et résolue.

Au contraire de son maître, il considérait la candidature du prince Léopold comme une chose d'État, non comme une affaire de famille[4]. Il l'envisageait comme utile à son pays,

1. Le roi Guillaume à Bismarck, 26, février 1870. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 207.

2. Bismarck en avisa lui-même plus tard le candidat avec franchise. Werthern. *General von Versen*, p. 83.

3. *Aus dem Leben König Karls von Rumanien*, t. II, p. 62.

4. Kaemmel. *Kritische Studien, loc. cit.*, p. 628. Vainement le prince de Bismarck a-t-il soutenu le contraire dans ses *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 97 et suiv.

néfaste à un voisin dangereux, capable d'engendrer une guerre nécessaire. A cette époque de février 1870, il avait réfléchi et pesé toutes choses : sa résolution était prise, il voulait la guerre avec la France. Mais il connaissait le vieux roi, ses perplexités, sa difficulté à une prompte décision ; il tint donc à ne le point brusquer, à l'amener doucement à modifier son opinion, à le tourner, quitte à le mettre un jour en présence d'un fait accompli.

Dès qu'il eut reçu la lettre apportée par Salazar, il comprit le parti qu'il en pouvait tirer. « Faites condamner ma porte, dit-il à Keudell, je viens de recevoir une lettre du maréchal Prim au sujet du trône d'Espagne. Il faut que j'aie ma tranquillité pour la méditer. » Et, solitaire, absorbé, l'esprit tendu, il réfléchit. Depuis des mois, il avait soupesé les avantages et les inconvénients de la candidature Hohenzollern ; en une nuit, il résuma et cristallisa ses pensées. Le lendemain, il appela son fidèle conseiller et lui dicta un long rapport au roi [1].

Il est avantageux à la Prusse et à l'Allemagne, exposait Bismarck, que le prince Léopold de Hohenzollern devienne roi d'Espagne : son avènement « amènerait un accroissement très sensible des sympathies entre les deux nations », ramènerait dans la presqu'île le commerce jadis florissant de l'Allemagne, et constituerait une utile menace envers le gouvernement français. Cette dernière considération est particulièrement mise en relief : les relations intimes de la France et de l'Espagne feraient craindre une alliance de leurs troupes ; la présence d'un prince allemand sur le trône d'Espagne obligerait au contraire « les Français à laisser un corps d'armée sur la frontière du Sud ». Cette expectative engagera

1. Cette dictée a été conservée et publiée par Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 394 et suiv., qui ne comprend pas combien elle est défavorable à sa thèse, la surprise du pacifique chancelier.

le gouvernement impérial « à des sentiments pacifiques vis-à-vis de l'Allemagne ». Enfin, l'avènement de Léopold en Espagne donnera à la dynastie de Hohenzollern un « prestige » qui rejaillira sur la maison royale de Prusse. Le refus du prince, au contraire, mécontenterait l'opinion publique en Allemagne, et « offenserait gravement une nation qui demande à être sauvée de l'anarchie »; il assurerait la république en Espagne, « événement qui pourrait avoir sa répercussion à Paris »; et « les dangers d'une république en France » menaceraient la paix. Il est donc du devoir du roi d'engager son cousin à accepter une couronne que l'Espagne lui offrira « presque à l'unanimité ».

Splendeur des Hohenzollern, puissance de la Prusse, extension du commerce allemand, voilà ce qu'offrait Bismarck à son maître. Paroles profondes et habiles, car, annonçant en apparence la paix, elles préparaient la guerre. Bismarck savait par Benedetti, par ses correspondances de Paris, par son représentant à Madrid, que l'avènement du prince Léopold produirait en France une explosion de colère d'où sortirait à sa propre volonté le combat sur le Rhin [1].

Les superbes perspectives dévoilées par Bismarck ne séduisirent pas le roi; il hésitait encore, et, avant de prendre sa décision, il résolut de consulter les intéressés et ses meilleurs conseillers. Les deux princes de Hohenzollern furent priés à dîner au château royal, et, après le repas, on en délibéra; simple conseil de famille, se plut à dire depuis lors le prince de Bismarck [2]; étrange réunion de famille, où, à côté du roi Guillaume, de son fils Frédéric-Guillaume, des princes

1. De là le mystère dans lequel fut tenue la candidature Hohenzollern, tandis que jusqu'alors l'avènement d'un prince étranger sur un trône vacant avait toujours été précédé de négociations européennes.

2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 96.

Antoine et Léopold de Hohenzollern, se tenaient et opinaient Bismarck, Roon, Moltke, Schleinitz[1], Thile et Delbrück, c'est-à-dire les chefs de l'armée et de la diplomatie prussiennes[2]; ceci ressemblait à un conseil de guerre plus que de famille. Généraux, ministres, diplomates n'eurent qu'un cri : « Il faut que le prince Léopold accepte la couronne d'Espagne », et comme quelqu'un s'inquiétait de l'hostilité de la France et demandait : « Si Napoléon prend ombrage, sommes-nous prêts », Moltke le rassura par une énergique affirmation[3]. Malgré cet avis unanime, les deux principaux intéressés hésitaient encore ; le roi Guillaume redoutait des complications qui menaceraient la paix, le prince Léopold ne pouvait se décider à jouer un grand rôle, et, à la fin de la réunion, se prononça pour un refus, mais sans énergie.

Bismarck était mécontent de ces tergiversations et modifia brusquement ses projets : Hohenzollern pour Hohenzollern, autant valait le cadet Frédéric que l'aîné Léopold, et, sur son incitation, le prince Antoine télégraphia le lendemain à son « Fritz » qui voyageait dans les environs de Nice, pour lui proposer le trône d'Espagne et l'inviter à revenir sur-le-champ à Berlin[4]. Cette dépêche n'atteignit le prince Frédéric

1. Dans une lettre à son fils Charles, du 20 mars 1870, le prince Antoine de Hohenzollern parle de la présence à ce conseil de Schleinitz (ministre de la maison du roi) ; plusieurs auteurs ont cru à une coquille, et ont lu Schweinitz (ambassadeur à Vienne). Cf. Keudell, *loc cit.*, p. 398. Schultze, *Die Thronkandidatur Hohenzollern*, p. 11. Nous croyons que la présence de Schleinitz à ce conseil était non seulement naturelle, mais indispensable, car il s'agissait d'une décision relative à la famille des Hohenzollern. « Donner un avis au roi sur de semblables propos est le devoir du ministre de la maison royale », écrivait Bismarck peu après. Pirala. *Historia contemporanea*, t. III, p. 392.

2. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 343.

3. Delbrück. *Das Geheimniss der Napoleonischen Politik*, p. 37, d'après un des assistants qui est à coup sûr le président Delbrück.

4. Le prince Antoine de Hohenzollern à son fils Charles de Roumanie, 20 mars 1870. *Aus dem Leben König Karls von Rumanien*, t. II, p. 70, 72.

qu'avec un grand retard et le jeune homme témoigna le même genre d'enthousiasme que son aîné : content de son sort modeste, il ne tenait pas à tenter en Espagne une aventure, que l'histoire des derniers règnes démontrait périlleuse. Son père, d'ailleurs, trouvait lui-même la tâche lourde pour le jeune lieutenant, sans expérience des hommes et des affaires ; il connaissait les choses d'Espagne, et trouvait nécessaire une réforme complète de l'armée, qui rendît impossible les pronunciamentos, une revision de la constitution, une évolution des partis politiques [1]. Effarouché, le jeune prince Frédéric déclarait qu'il n'accepterait une candidature que sur l'ordre formel du roi ; les conseillers prussiens se retournaient vers le prince Léopold dont ils espéraient fléchir les scrupules ; mais le prince Antoine posait de nouvelles conditions : élection par les Cortès à la majorité des deux tiers, garanties contre une banqueroute possible, abrogation des lois anticléricales ; et Léopold hésitait toujours.

Homme de prompte résolution, Bismarck s'étonnait de ces tergiversations ; il pressait sans cesse les princes de Hohenzollern de prendre une décision, invoquait la raison d'État et s'irritait de leur résistance. Pour la vaincre, il cherchait de nouveaux arguments : il envoyait en Espagne un de ses plus fins conseillers, Lothar Bucher, et un officier hardi et brillant, au courant des mœurs et de la langue espagnoles, M. de Versen [2], en les chargeant de le renseigner sur l'opinion publique en Espagne. Mais cette mission exigeait quelques jours, il fallait de lapatience, ce qui n'était pas le propre du chancelier fédéral. Sa colère était si vive qu'elle réagissait sur sa santé, il en était malade et se réfugiait à Varzin pour s'y calmer [3].

1. Le prince Antoine au prince Charles, 1er avril 1870.
2. Général von Werthern. *General von Versen*, p. 78.
3. Horst Kohl. *Bismarck Regesten*, t. I, p. 395.

Pendant son absence, les événements se précipitèrent. L'honneur castillan s'émouvait, surpris que tant de princes se trouvassent pour faire fi de la couronne de Charles-Quint. Prim réclame une réponse catégorique et à bref délai ; le roi mande à Berlin les princes de Hohenzollern, et, tout en se refusant à leur donner un ordre, les invite à se décider : alors Léopold refuse, Frédéric se dérobe et leur père considère avec chagrin l'effondrement de ses espérances. « L'affaire est enterrée, écrit-il à son fils de Roumanie, une grande heure historique est passée pour la maison de Hohenzollern, une heure comme il n'y en eut jamais et qui ne reviendra jamais[1]. »

Tout semblait fini ; Bismarck n'avait pas dit son dernier mot.

§ III

L'affaire paraissait enterrée, car « personne ne voulait dire ni oui ni non[2] », et le gouvernement d'Espagne ne pouvait demeurer dans un éternel provisoire. A ce moment, Prim s'attaqua de nouveau à l'ancien roi de Portugal, et lui exposa avec vigueur les avantages d'une réunion des deux monarchies ibériques ; mais Ferdinand était heureux de son sort honoraire, et déclina une fois encore les propositions espagnoles. Rebuté mais non lassé, Prim se retourna encore vers l'Allemagne : son regard se croisa avec celui de Bismarck.

Le chancelier fédéral voyait trop d'avantages à la candidature Hohenzollern pour l'abandonner définitivement. Au commencement de mai, ses deux enquêteurs étaient rentrés d'Espagne à Berlin ; Lothar Bucher émettait un avis si favo-

1. Le prince Léopold de Hohenzollern au prince Charles de Roumanie, 22 avril 1870.

2. Klein-Hattingen. *Bismarck und seine Welt*, t. I, p. 517.

rable aux espérances des Hohenzollern, que le roi se méfiait : « Les attentions dont on l'a comblé, disait-il, lui font voir la situation trop en rose [1]. » Quant à Versen, il garantissait l'élection par les Cortès et un accueil enthousiaste du peuple espagnol [2] : il était stupéfait de la froideur du roi et des princes de Hohenzollern, et déplorait l'absence de Bismarck, seul capable de les réchauffer. De désespoir, le bouillant commandant s'adressa au kronprinz.

Frédéric-Guillaume n'était pas enthousiaste de l'aventure ; mais il était le protecteur naturel des jeunes princes allemands, et ne pouvait refuser d'en pousser un dans une affaire qui pouvait devenir avantageuse ; il consentit donc à remettre le 20 mai à Versen une lettre pour le prince Antoine. Non sans peine, Versen atteint à Nauheim le vieux prince, le remonte, dissipe ses craintes, et arrive « à une bonne solution ». Le prince Antoine écrit au prince royal de Prusse que son fils a « quelques scrupules » de son précédent refus ; il redoute d'avoir offensé les intérêts de la maison de Hohenzollern et négligé ses devoirs envers son pays ; il laisse donc le kronprinz juge de l'opportunité pour le prince Léopold de revenir sur son refus. Deux jours après, Léopold envoie au kronprinz une lettre analogue.

Pendant le voyage de Versen, Frédéric-Guillaume avait entretenu Bismarck de la négociation [3] et il en avait reçu un vif encouragement. En lisant les lettres des princes de Hohenzollern, il résolut donc d'agir personnellement auprès du roi son père ; le 29 mai, il lui écrivit pour lui envoyer les deux lettres et lui recommander une prompte reprise de la négociation [4].

1. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 379.
2. Werthern. *General von Versen*, p. 81.
3. Philippson, *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 219.
4. Le prince royal Frédéric-Guillaume à Bismarck, 30 mai 1870. H. Kohl. *Bismarck-Jahrbuch*, t. IV, p. 96.

La première impression du roi Guillaume fut désagréable ; il était vexé que son fils eût agi « derrière son dos [1] », et ennuyé de la reprise d'une affaire « qu'il avait considérée comme abandonnée ». Il refusa de recevoir personnellement le prince Léopold, mais accepta que Bismarck se remît à la besogne ; Frédéric-Guillaume pria donc le chancelier de mander auprès de lui le candidat et de le presser de se prononcer définitivement.

Ainsi le roi, son fils, les princes de Hohenzollern et les hommes d'État espagnols, tous s'en rapportaient à la décision de Bismarck. Il avait attendu cette heure décisive ; en réalité, et le prince Antoine ne s'y méprenait pas [2], le chancelier fédéral avait tout mené dans la coulisse, en attendant le moment d'agir brusquement au grand jour.

A cette époque, fin de mai 1870, deux événements, l'un inquiétant, l'autre favorable, déterminèrent Bismarck à accélérer son action. Une crise de politique intérieure entraînait la démission des deux hommes les plus calmes et perspicaces du cabinet Ollivier, le comte Daru et M. Buffet. Le duc de Gramont, qui prenait le portefeuille des Affaires étrangères, avait toutes les qualités extérieures du diplomate, un grand nom, une belle fortune, un aspect séduisant et de la dignité mondaine ; mais, comme certain buste du bon fabuliste, l'intérieur ne répondait point à l'extérieur. « Combien de grands seigneurs sont bustes en ce point. » Très persuadé de son propre génie, il se prenait volontiers pour M. de Talleyrand [3], et il ne fut que le mauvais berger de la France ; tête légère, parole prompte, il croyait à ses affirmations comme à des

1. Déclaration de Bismarck à Versen, 6 juin 1870. Werthern, *loc. cit.*, p. 83.

2. Le prince Antoine à son fils Charles de Roumanie, 26 mai 1870.

3. Ludovic Halévy. *Notes et Souvenirs*, p. 159. Malmesbury, *Mémoires d'un ancien Ministre*, p. 373.

réalités, et déniait ce qui lui déplaisait. Son arrivée au quai d'Orsay fit une impression fâcheuse en Europe ; on ne le trouvait pas du « calibre[1] » d'un tel poste ; on le savait hostile à la Prusse, il l'avait montré, trop, et on redoutait qu'il entraînât son pays dans quelque aventure par goût autrichien[2]. Bismarck ne broncha pas, mais il agit.

Au même moment, une occasion se présentait pour lui permettre de resserrer ses liens d'amitié avec la Russie. Le tzar Alexandre était en villégiature à Ems et reçut au commencement de juin la visite de son oncle, le roi Guillaume ; Bismarck était de l'entretien, ce qui donnait à la conversation une allure politique ; sans doute il y fut question de la candidature Hohenzollern, de la possibilité d'un conflit avec la France, des affaires d'Orient[3]. Le chancelier fédéral put constater l'entente complète entre les deux cours du Nord. Et ceci le décida.

Depuis quelques jours, les événements se précipitaient ; à la fin de mai ou au commencement de juin, Bismarck adressait aux princes de Hohenzollern un mémoire où il les engageait « instamment » à reprendre la négociation et conseillait à Léopold d'accepter la couronne d'Espagne « dans l'intérêt de l'Allemagne[4]. » Prim télégraphiait pour renouveler sa demande ; le roi Guillaume, qui s'était entretenu de la question avec Bismarck fléchissait dans son opposition[5]. Pressé de toutes parts, le prince Léopold se détermina enfin : le 4 juin, il

1. Lord Loftus. *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. II, p. 268.

2. Rothan. *L'Allemagne et l'Italie*, 1870-1871, p. 361.

3. Rothan à M. de Gramont, 30 juin 1870. Albert Sorel, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. I, p. 47. O. Lorenz, *Kaiser Wilhelm un d die Begründung des Reichs*, p. 249.

4. *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 93.

5. Le prince Frédéric-Guillaume à Bismarck, 30 mai 1870.

déclara qu'il était prêt à porter la couronne d'Espagne [1].

Bismarck résolut de hâter les choses. Le 8 juin, le conseiller Lothar Bucher partait à nouveau pour Madrid ; il est permis de penser qu'il apportait à Prim une lettre du chancelier fédéral, réponse tardive à la missive du 17 février [2] ; Bismarck y déclarait la candidature Hohenzollern « une chose excellente, qu'il ne fallait pas abandonner et qui, à un moment donné, pouvait être opportune ». En même temps, Bucher emportait une seconde lettre de Bismarck, destinée à un « docteur » de l'entourage de Prim ; le grand trompeur s'y montrait tout entier [3] : il prévoyait une « fermentation passagère » en France et recommandait qu'on n'introduisît pas son propre nom « dans la relation de ces négociations. — En vérité, ajoutait-il, je ne suis pas engagé officiellement. Je n'ai pas aidé le roi de mes conseils en tant que Président du Conseil des ministres, mais comme chargé des Affaires étrangères, à titre d'homme de confiance... Je crois que

1. Le rédacteur d'*Aus dem Leben König Karls von Rumänien* a placé à cette date la lettre des princes Antoine et Léopold au roi Guillaume, qui fut écrite en réalité le 19 juin (*Infra* p. 31.) Voy. Sybel, *Neue Mittheilungen*, p. 539. Marcks, *Kaiser Wilhelm*, p. 404. Mais il ne faut pas croire que le prince Léopold donna son acquiescement à cette date du 19 seulement. Dès le commencement de juin, il fit connaître son acceptation, mission de Bucher et le discours de Prim aux Cortès ne s'expliquent pas autrement. Dès le 30 mai, le prince royal de Prusse prévoyait cette acceptation dans sa lettre à Bismarck.

2. M. de Gramont a eu connaissance de cette lettre, dont il a donné quelques extraits dans son ouvrage sur *la France et la Prusse avant la guerre* (1872) p. 21, et dans sa déposition lors de l'*Enquête parlementaire*, t. III, p. 573. M. de Chaudordy en a parlé devant quelques intimes. Legrelle, *la France et la Prusse*, (1874) p. 586 ; enfin cette lettre a été connue en Angleterre. Jerrold, *Life of Napoleon III*, t. IV, p. 456. Le prince de Bismarck dans ses *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 96, s'est borné à critiquer certaines expressions, qui ont pu être défigurées dans une double traduction.

3. Cette lettre a été publiée par un historien espagnol, très bien renseigné sur tout ce qui concerne Prim, Pirala, *Historia contemporanea*, t. III, p. 392, et traduite par M. Léonardon. *Prim et la candidature Hohenzollern*, *loc. cit.*, p. 301. Son authenticité n'a jamais été sérieusement contestée.

le gouvernement espagnol fera mieux de ne publier que la lettre du général Prim et la réponse du prince. Nous aurions ainsi une position inexpugnable devant le public européen. Si l'on fait du bruit en France, nous demanderons avec simplicité : Que voulez-vous ? Voulez-vous dicter les décisions de la nation espagnole et d'un particulier allemand ? « Ainsi Bismarck esquissait en traits précis l'action qu'il devait suivre avec éclat un mois plus tard.

Lothar Bucher avait-il une mission plus secrète et plus grave encore ? Devait-il amener l'Espagne à lier double partie contre la France ? Le choix même du délégué, homme de confiance du chancelier[1], son affirmation ultérieure que toute la candidature fut « un piège tendu par Bismarck à Napoléon[2] », le silence des négociateurs, contraire aux traditions diplomatiques, l'indignation de Bismarck quand l'Espagne refusa de franchir les Pyrénées, le cours même des événements permettent de tout supposer.

Le 11 juin 1870, Prim annonçait aux Cortès le refus de Ferdinand de Portugal, des ducs d'Aoste et de Gênes, mais il faisait une allusion discrète à ses nouvelles démarches auprès d'un quatrième candidat. « On me permettra, dit-il, de ne pas prononcer son nom, ce serait un manque de tact, il pourrait s'ensuivre des complications, et, au surplus, j'ai engagé ma parole d'honneur à ce sujet[3]. » Sur les bancs de la Chambre nul ne se méprit, il s'agissait de Léopold de Hohenzollern. A ce moment[4], Prim avait reçu la lettre de

1. Schultze. *Die Thronkandidatur Hohenzollern und Graf Bismarck*, p. 49.

2. Busch. *Tagebuchblätter*, t. III, p. 238, 331.

3. Prim aux Cortès, 11 juin 1870.

4. Il règne un certain flottement dans ces dates ; il est permis d'admettre que Bucher partit le 7 ou le 8 de Berlin, arriva le 10 ou le 11 à Madrid ; Salazar partit peu de jours après, et parvint à Sigmaringen le 19 juin.

Bismarck et les explications de Bucher : l'acceptation des Hohenzollern était certaine ; ravi d'obtenir enfin solution à une question qui semblait insoluble, plus hardi que réfléchi, meilleur capitaine que diplomate, Prim dépêcha en Allemagne avec pleins pouvoirs le propre père de la candidature Hohenzollern, M. Salazar. Le député espagnol partit le 14 juin, en compagnie, semble-t-il, de Bucher[1].

Le 19 juin, tous deux arrivaient à Sigmaringen ; Salazar ne parlait pas l'allemand, non plus que les princes de Hohenzollern l'espagnol; le commandant de Versen, qui depuis cinq jours pressait de toutes ses forces sur l'hésitant Léopold, leur servit d'interprète[2]. L'acceptation du jeune prince était bien molle et dépourvue d'enthousiasme, car Salazar et Versen employèrent toute leur éloquence à la fortifier. Encore Léopold voulut-il un acquiescement en belle forme du roi Guillaume, chef de sa race, et le prince Antoine rédigea une épître où Léopold ajouta qu'il n'accepterait la couronne d'Espagne que par esprit « de sacrifice, pour l'honneur de la famille et le bien de la patrie », sans quoi il ne se résoudrait « jamais » à pareille extrémité. Salazar et Bucher se chargèrent de porter cette missive à Ems[3], où le roi commençait sa cure, et, non sans « de longs combats », ils obtinrent du roi un acquiescement écrit à la décision du prince Léopold ; le monarque redouta de surexciter l'Espagne par un refus qui la porterait vers la République, et les considérations dynastiques et personnelles le déterminèrent moins que les intérêts du droit monarchique[4]. Tandis que Bucher se rendait à Varzin pour

1. Schultze. *Die Thronkandidatur Hohenzollern*, p. 15.

2. Werthern. *General von Versen*, p. 83-84.

3. Busch. *Tagebuchblätter*, t. III, p. 167; t. II, p. 65. D'après Werthern, Salazar aurait attendu la réponse à Sigmaringen.

4. Bismarck. Rapport sur son entretien avec Napoléon, du 2 septembre 1870. *Bismarck-Jahrbuch*, t. II, p. 620.

rendre compte de sa mission à son chef, Salazar s'empressait de retourner à Sigmaringen pour arracher, — enfin, — l'acceptation définitive de Léopold. Le 23 juin, il repartait pour l'Espagne, joyeux du plein succès de son voyage. Il emportait une lettre de Léopold, très courte, où le prince se disait flatté des ouvertures espagnoles et disposé à les accepter si les Cortès les renouvelaient à la majorité[1].

Dans toutes ces négociations, Bismarck n'avait point paru; en réalité, il les dirigeait en personne; Versen était allé prendre ses instructions à Varzin le 6 juin[2], Bucher se tenait en communication constante avec son autoritaire ministre, les Hohenzollern méditaient le mémoire que leur avait remis Bismarck[3], et le kronprinz agissait d'accord avec le chancelier fédéral. Mais celui-ci restait dans l'ombre, guettant l'heure de son intervention.

Dès le 19 ou 20 juin, Salazar avait télégraphié à Prim que Léopold acceptait l'offre espagnole et au Président des Cortès pour lui annoncer son propre retour le 26 juin : il apporterait le consentement du prince, les Cortès voteraient immédiatement, et une délégation de 15 membres se rendrait à Sigmaringen pour offrir la couronne à Léopold[4]. Malgré cet avis si précis et pressant, les Cortès se séparèrent le 23 juin. Pour expliquer cette clôture singulière d'une session qui allait devenir intéressante, le gouvernement espagnol a prétendu qu'une erreur dans le déchiffrage de la dépêche avait fait croire que Salazar ne reviendrait à Madrid que le 15 juillet[5] : on ne voulut point faire attendre les députés si long-

1. Mercier de Lostende à M. de Gramont, 5 juillet 1870.

2. Werthern. *General von Versen*, p. 83.

3. *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 93.

4. Werthern. *General von Versen*, p. 84.

5. Pirala. *Historia contemporanea*, t. III, p. 393. Sybel. *Die Begründung*, . VII, p. 260.

temps dans le climat malsain de Madrid ; on renvoya donc l'affaire en novembre, ainsi qu'on eût fait d'un projet de loi sur le curage du Manzanarès. Cette explication paraît invraisemblable et elle a été très justement contestée [1]. Si Prim accepta la dissolution des Cortès au moment même où leur réunion devenait indispensable; c'est qu'il voulut gagner du temps ; il connaissait l'hostilité du gouvernement français à l'avènement d'un Hohenzollern au trône d'Espagne, peut-être avait-il deviné dans les paroles de Bucher une menace pour la France et un danger pour l'Espagne ; il espérait fléchir Napoléon en conversant avec lui à Vichy, où il comptait faire sa cure annuelle en même temps que l'empereur ; le consentement obtenu, l'affaire pourrait être reprise sans danger.

Mais ce retard de trois mois était un coup droit à la politique de Bismarck, qui tendait à préparer dans le mystère ce que le roi Guillaume appela « la bombe espagnole ». La divulgation de la candidature Hohenzollern, au contraire, forçait le gouvernement de Madrid à prendre une décision et produisait l'explosion désirée. Bismarck prit-il part à cette divulgation? On la lui a attribuée, on ne prête qu'aux riches et ce procédé serait dans son faire habituel, mais il n'y a point ici de certitude absolue [2]. Une autre explication semble plus naturelle : en arrivant à Madrid, le 28 juin, Salazar s'étonne de la dissolution prématurée des Cortès ; vainement cherche-t-il Prim, qui est en excursion aux monts de Tolède ; la joie du négociateur heureux est telle qu'il ne peut dissimuler son

1. Léonardon. *Prim et la candidature Hohenzollern,* p. 300 et suiv.

2. On doit même ajouter que Bismarck n'a point tenu son ambassadeur en Espagne, Canitz, au courant de ses intrigues, que Bucher était à Varzin, et que Bernhardi partait pour le Portugal. Les *Reise Erinnerungen aus Spanien* du dernier ne donnent à cet égard que des indications insuffisantes qui seraient utilement comblées par le tome IX des *Tagebücher*, s'il paraît un jour.

triomphe, les Espagnols ont enfin un roi. La nouvelle transpire ; ce n'est d'abord qu'un petit vent qui rase terre, il va *rinforzando*, il éclate splendidement. A son retour, dans la nuit du 1er au 2 juillet, Prim trouve à la gare de Madrid deux députés qui le félicitent de son heureuse négociation ; le général fronce les sourcils, froisse un gant qu'il tenait à la main : « Labeur perdu, candidature perdue, s'écrie-t-il ! Et Dieu veuille que ce ne soit que cela. »

§ IV

Le gouvernement français était dans l'ignorance de toute l'intrigue. L'empereur souffrait cruellement de la maladie dont il était depuis longtemps atteint ; le duc de Gramont, nouvellement installé, n'avait pas relevé dans les diverses correspondances de ses agents les fils épars qui lui auraient permis de deviner, sinon de débrouiller l'écheveau [1]. Et M. Ollivier annonçait à la Chambre que les vents étaient à la paix. « Le gouvernement n'a aucune inquiétude ; à aucune époque, le maintien de la paix en Europe ne lui a paru plus assuré. De quelque côté qu'il porte les regards, il ne voit aucune question irritante engagée [2]. »

Cependant, à Madrid, le représentant de la France, M. Mercier de Lostende apprenait par la rumeur publique que l'Espagne était en possession d'un candidat allemand et que le Conseil des ministres s'était réuni pour en délibérer ; il se rendait donc le 2 juillet auprès de Prim et percevait « quelque chose de gêné dans sa manière d'être, habituellement si

1. M. Mercier de Lostende, en effet, était assez bien renseigné sur la candidature Hohenzollern, au commencement de l'année tout au moins. *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 62.

2. M. Ollivier à la Chambre des Députés, 30 juin 1870. *Moniteur Universel*, 1870, p. 1143.

amicale ». Brusquement, le général l'entraîne dans son cabinet. « J'ai, dit-il, à vous parler d'une chose qui ne sera pas agréable à l'Empereur, je le crains, et il faut que vous m'aidiez à éviter qu'il ne la prenne en trop mauvaise part. » Et il lui révèle l'affaire Hohenzollern, en lui présentant candidature et candidat sous leur meilleur jour. « Comment croyez-vous que l'Empereur prendra la chose ? » ajoute-t-il avec inquiétude. M. Mercier de Lostende ne lui dissimule point qu' « il n'y a pas deux manières de la prendre », et, s'attaquant avec hardiesse et perspicacité à l'auteur réel de l'intrigue, il continue : « Oh ! je me suis bien aperçu depuis assez longtemps que M. de Bismarck cherchait à se glisser dans vos affaires, et vous avouerez que s'il ne croyait pas avoir beaucoup à y gagner, il ne se hasarderait pas à jouer si gros jeu. » Prim proteste, il n'a jamais parlé politique avec M. Bernhardi ni avec M. de Canitz, mais il a entrevu depuis la veille la gravité de l'aventure ; il recule, épouvanté de ses conséquences.

L'affaire ne s'est traitée qu'un jour à Madrid ; la question de la succession d'Espagne va désormais s'agiter entre la France et l'Allemagne.

La nouvelle de la candidature Hohenzollern arriva à Paris le 3 juillet, au public, par une dépêche de l'agence Havas, au quai d'Orsay, par un télégramme de M. Mercier de Lostende, qui annonçait l'envoi d'un rapport confié à un attaché d'ambassade[1]. L'impression fut immédiate : l'opinion publique se monta et le ministre des Affaires étrangères perdit tout sang-froid. Le même jour, le duc de Gramont communiqua cette nouvelle à son chargé d'affaires en Prusse, M. Le Sourd, et, dans un style de journaliste en délire, l'invita à demander

1. Rapport de M. Mercier de Lostende à M. de Gramont, 3 juillet 1870.

à la Wilhelmstrasse des explications sur cette « intrigue », ce « regrettable incident ». Tel fut le début du combat de paroles qui devait précéder le combat des armes.

Sur une communication venant d'Espagne, sur un simple télégramme, et sans attendre les détails d'un rapport annoncé pour le lendemain [1], sur une affaire espagnole, sans soumettre la question au Conseil des ministres, sans prendre l'avis du chef de l'armée [2], M. de Gramont engageait la France. Ses amis l'ont défendu par cette excuse que, ne voulant s'attaquer au faible Castillan, le noble duc voulait demander compte au puissant Prussien d'une intrigue ourdie contre son pays. Ses ennemis ont répondu qu'il profitait d'un incident pour assouvir de vieilles rancunes et des rivalités personnelles. La froide impartialité oblige à ces constatations : l'imprudence d'un homme d'État qui s'engageait à la minute, dans un mouvement de colère, sans attendre, sans consulter, sans réfléchir ; la légèreté d'un ministre, connaissant en personne son redoutable adversaire, averti des ambitions allemandes par tous ses agents, Benedetti, Stoffel, Rothan, avisé exactement de la force armée de la Prusse et de ses alliés, sachant que ses propres alliances se bornaient à des conversations « académiques », la folie de ce diplomate qui se lança dans cette aventure, comme un oiseau dans un piège. M. le duc de Gramont partait en guerre ; la France paya.

Obéissant aux ordres donnés, M. Le Sourd se rendit le lendemain 4 juillet à la Wilhelmstrasse où il ne rencontra que M. de Thile. Par sa fonction même, M. de Thile était l'homme le plus mal renseigné du royaume : l'ignorance était son rôle, et il le jouait à ravir. Ce jour-là, néanmoins, il laissa

1. Télégramme Mercier de Lostende à M. de Gramont, 3 juillet 1870.

2. Déposition du maréchal Le Bœuf. *Enquête parlementaire*, t. I, p. 41.

percer « un visible embarras », même quelque « émotion » ; il se retrancha derrière la nécessité « de prendre directement les ordres du Roi » ; il ajouta « que le gouvernement prussien ignorait absolument tout de cette affaire et qu'elle n'existait pas pour lui[1] » ; il était fidèle à la consigne, la candidature n'était qu'une affaire de famille, où M. Guillaume de Hohenzollern n'était intervenu qu'en vieux parent donnant conseils à des cousins de province. Quant au ministre d'Espagne à Berlin, M. de Rascon, il avait une attitude plus simple encore : il niait l'existence même de la candidature.

M. de Gramont reçut le même jour le rapport Mercier de Lostende et le télégramme de M. Le Sourd. Vingt-quatre heures s'étaient écoulées sur la première surprise, le temps de la réflexion était arrivé ; le gouvernement prussien voulait tout ignorer de la candidature Hohenzollern ; la seule communication officielle provenait de Madrid, où l'on annonçait maintenant la convocation des Cortès pour le 20 juillet. Pourquoi M. de Gramont ne s'adressait-il à l'Espagne, au lieu de la laisser au second plan et de mettre en vedette les ambitions de la Prusse[2] ? Persévérant dans sa conduite de la première heure, le ministre dénonçait la politique du cabinet de Berlin avec une âpreté de langage qui donnait prise à tous les soupçons. « Nous ne pouvons tolérer une combinaison qui, en cas de guerre avec la Prusse, nous obligerait à immobiliser un corps d'armée sur la frontière d'Espagne », disait-il à l'ambassadeur d'Angleterre, lord Lyons[3]. « Cela

1. M. Le Sourd à M. de Gramont, 4 juillet 1870. M. Le Sourd à M. Rothan, 13 juillet 1870 ; Rothan. *L'Allemagne et l'Italie en* 1870-1871, t. I, p. 8.

2. Le journal *Le Français* du 6 juillet 1870.

3. Lord Lyons à lord Granville, 5 juillet 1870. Voyez sur ces journées les pages de M. de La Gorce, *Histoire du Second Empire*, t. VI, p. 216 et suiv., et Pierre Lehautcourt, *Histoire de la guerre de* 1870-71, t. I, p. 220 et suiv.

ne se fera point, nous nous y opposerons par tous les moyens, dût la guerre avec la Prusse en résulter », ajoutait-il à l'ambassadeur d'Autriche, M. de Metternich [1]. « Si la Prusse insiste pour l'avènement du prince de Hohenzollern, c'est la guerre », écrivait-il au général Fleury [2]. Et à l'ambassadeur de Prusse, M. de Werther, le duc de Gramont déclarait « catégoriquement que la France ne tolérerait pas l'établissement du prince de Hohenzollern, ni d'aucun autre prince prussien sur le trône d'Espagne [3]. » Et Werther de répliquer, en bon factionnaire fidèle à la consigne, « qu'il ne savait rien [4] ».

L'énervement est contagieux ; la surexcitation du duc de Gramont se propagea à son entourage, bientôt au Parlement, et; lorsqu'un excellent homme, modéré, pacifique, M. Cochery, déposa une demande d'interpellation, son appel répondit à l'inquiétude générale.

Dans la matinée du 6 juillet, l'empereur et ses ministres délibérèrent à Saint-Cloud sur les déclarations que le ministre des Affaires étrangères devait porter à la tribune du Palais-Bourbon. Tel qu'était disposé M. de Gramont, la question de la guerre s'imposait; le maréchal Le Bœuf remit un état de la situation militaire et « promit » 250 000 soldats d'armée régulière dans les quinze jours, 50 000 dans la troisième semaine, 120 000 hommes de la garde mobile ensuite ; le duc de Gramont exposa les relations avec les puissances étrangères, — ce qu'on appelait les alliances, — et ses collègues

1. Le prince de Metternich au comte de Beust, 8 juillet 1870.

2. Le duc de Gramont au général Fleury, 6 juillet 1870. *La France et la Russie en* 1870, d'après les papiers du général Fleury, p. 117.

3. Rapport Lyons, du 5 juillet 1870.

4. Le roi Guillaume à la reine de Prusse, 5 juillet 1870. Cette importante correspondance a été publiée par M. Oncken, *Unser Heldenkaiser* (1897), p. 185 et suiv., avec l'autorisation de l'empereur Guillaume II.

comptèrent « sur une attitude de neutralité armée, telle, qu'une partie des forces allemandes pût se trouver immobilisée[1] ». Sur ces paroles rassurantes, on arrêta le texte de la déclaration ministérielle[2].

A deux heures et demie, l'animation était grande au Palais-Bourbon et le sentiment patriotique vivement surexcité lorsque le duc de Gramont donna lecture du document qui ressemblait plus à un cri de guerre qu'aux explications d'un diplomate. « Nous ne croyons pas, y était-il dit, que le respect des droits d'un peuple voisin nous oblige à souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, puisse déranger à notre détriment l'équilibre actuel des forces en Europe et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France. Cette éventualité, nous en avons le ferme espoir, ne se réalisera pas... S'il en était autrement, forts de votre appui, messieurs, et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse. » Cette fanfare belliqueuse fut accueillie par les applaudissements enthousiastes des bonapartistes *ultra;* le centre était dans la consternation et un de ses membres les plus respectés, M. Josseau, interrogeait anxieusement le maréchal Le Bœuf et le duc de Gramont : « C'est donc la guerre ? » la gauche protestait contre des phrases tout ensemble si menaçantes et si impérieuses, et M. Picard, M. Jules Favre, M. Crémieux, M. Arago réclamaient la communication des pièces diplomatiques ; M. Thiers, entré sur les dernières paroles du ministre, s'écriait : « Mais c'est une folie ». Et

1. Déposition du maréchal Le Bœuf. *Enquête parlementaire*, t. I, p. 42.

2. Les plus vives discussions se sont élevées entre les ministres sur la rédaction de cette pièce et son remaniement au dernier moment. Une note mise en vente en 1903 (journal *L'Eclair* du 17 décembre 1902, *Le Temps* du 18 décembre), comme constituant l'original de la déclaration, ne peut être accueillie qu'avec une grande réserve.

M. Emile Ollivier étonné du succès, inquiet aussi, écrivait à l'empereur : « On eût dit que c'était une déclaration de guerre[1]. »

Du Palais-Bourbon, la vibration s'était étendue à Paris, à la France entière. Dès la veille, certains journaux, en annonçant la nouvelle de la candidature Hohenzollern, avaient réclamé à grands cris une action immédiate : « Quoi ! on permettrait à la Prusse d'installer un proconsul sur notre frontière, avait écrit M. Ed. About dans le *Soir*. Mais nous sommes trente-huit millions de prisonniers si la nouvelle n'est pas fausse. Il faut absolument qu'elle soit fausse. Elle le sera si l'on veut; mais le gouvernement est-il encore capable de vouloir? » Après la déclaration ministérielle, les journaux même officieux ne se crurent plus tenus à une réserve que le gouvernement n'avait point gardée. Seuls, le *Temps* et le *Journal des Débats* détonnaient par une modération qu'on taxait de pusillanime[2]; l'ensemble de la presse et des journalistes, du *Pays* à la *Liberté*, de Granier de Cassagnac à Émile de Girardin, rivalisaient de violentes déclamations. Sur les boulevards et les places publiques, les journaux étaient lus avec avidité et commentés avec passion. La Bourse, ses innombrables dépendances qui vont des banques aux comptoirs, étaient la proie des spéculateurs de tous ordres.

Le ministère entier était entraîné par cette allure. Les avertissements ne lui manquaient pourtant point de l'étranger. Le gouvernement anglais se montrait sympathique, mais engageait à la froide sagesse : le chef du Foreign Office reconnaissait que « le secret avec lequel les négociations avaient

1. D'après Giraudeau. *La Vérité sur la campagne de* 1870, p. 27.

2. Le *Constitutionnel*, qui passait pour recevoir les inspirations de M. Ollivier, garda pendant plusieurs jours une attitude réservée.

été conduites, avait donné une juste cause d'offense [1] », mais lord Lyons engageait le bouillant ministre du quai d'Orsay à un calme que celui-ci ne voulait pas revêtir. « Je suis forcé de vous dire sans réticence, répondait le duc de Gramont aux conseils du lord, que l'avènement du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, c'est la guerre [2]. » Le cabinet autrichien avait débuté en appuyant très énergiquement à Berlin les réclamations de la France [3]; mais il s'effaroucha de la déclaration belliqueuse du 6 juillet, redouta d'être entraîné plus loin que ne le permettait l'état intérieur du pays, et se retrancha sur une prudente réserve [4]. En Russie, le tzar et le prince Gorschakoff manifestaient une sympathie intéressée, et, lorsque le général Fleury parlait d'outrage fait à la France, ils répondaient par l'humiliation imposée à la Russie en 1856. « Il serait nécessaire, insinuait le ministre, que le cabinet des Tuileries nous donnât sur le terrain d'Orient des gages de son esprit conciliant [5]. » Et l'Italie prêchait la paix, de peur d'être entraînée dans la guerre.

Malgré ces conseils de prudence, le duc de Gramont fonçait en avant, sans rien entendre. Il était engagé à Madrid dans des négociations qui pouvaient aboutir, et, si Prim ne répondait à ses demandes que par des lamentations, — « comment sortir de là [6] », — l'ambassadeur de France perçut que le gouvernement provisoire « désirait sortir

1. Lord Granville à lord Loftus, 6 juillet 1870. Tous ces documents dans le Livre bleu intitulé *Correspondence respecting the negociations preliminary to the war between France and Prussia*.

2. Lord Lyons à lord Granville, 7 juillet.

3. M. de Beust au baron de Munch à Berlin, 6 juillet.

4. M. de Beust au prince de Metternich, 11 juillet 1870, et les autres documents cités par Beust, *Mémoires* t. II, p. 314 et suiv.

5. Le général Fleury au duc de Gramont, les 7, 9 et 11 juillet 1870.

6. M. Mercier de Lostende au duc de Gramont, 7 juillet 1870.

de l'affaire d'une manière convenable[1]. » La diplomatie n'a point d'autre raison d'être que de trouver ces « manières convenables », mais M. de Gramont n'avait d'un diplomate que l'habit : il ne sut attendre; le ministère de la Wilhelmstrasse ne voulait point parler, prétextant que la candidature était une affaire de famille; le ministre français résolut de ne s'adresser ni au candidat même, ni à son père, mais à son cousin, le roi Guillaume. Ainsi faisait-il toujours davantage de l'affaire Hohenzollern un débat entre la France et la Prusse : il n'était pas possible d'entrer plus complètement dans la politique de Bismarck.

Le 7 juillet 1870, à onze heures quarante-cinq du soir, le duc de Gramont télégraphiait à M. Benedetti à Wildbad, de « partir pour Ems [2] ». L'ambassadeur devait obtenir de Guillaume cette « réponse catégorique » : le gouvernement du roi n'approuve pas l'acceptation du prince de Hohenzollern et lui donne l'ordre de revenir sur cette détermination prise sans sa permission. Il était interdit à M. Benedetti de voir le prince de Hohenzollern, « l'Empereur ne voulait faire aucune démarche auprès de lui[3] ». Ce voyage précipité rappelait celui de 1866 ; à ce jour comme alors, M. Benedetti intervenait à la dernière heure dans une affaire mal engagée et perdue par avance; il y mit du soin, de la prudence, de l'habileté; il crut aboutir, mais les ordres de son ministre rendaient vains ses efforts et impossible son succès.

1. M. Mercier de Lostende au duc de Gramont, 7 juillet 1870.

2. Il semble résulter des instructions données par le duc à M. Benedetti que celui-ci avait offert lui-même à son ministre de se rendre à Ems. M. Benedetti n'a pas reproduit dans son ouvrage la lettre où il faisait cette proposition.

3. Le duc de Gramont à M. Benedetti, 7 et 9 juillet 1870. Benedetti, *Ma Mission en Prusse*, p. 319 et suiv.

§ V

M. Benedetti parvint à Ems le 8 juillet, en même temps qu'un attaché de cabinet qui apportait les instructions de son chef ; le même jour, l'ambassadeur de la Confédération de l'Allemagne du Nord à Paris, M. de Werther, était arrivé auprès du roi. Guillaume allait ainsi connaître par deux voies différentes les intentions du cabinet impérial.

Le roi Guillaume n'avait été qu'un tiède partisan de la candidature Hohenzollern, dès son début ; en février 1870, le mémoire de son ministre ne l'avait point séduit ; il avait d'abord engagé son jeune cousin à décliner la couronne d'Espagne, et, s'il avait modifié ensuite son opinion, il ne l'avait fait que sur les vives instances de Bismarck et du prince royal ; au mois de juin, encore, il n'avait donné son assentiment « qu'après de longs combats [1] ». A ce moment, il croyait à une négociation lente et prudente, qui permettrait de ménager la France et d'éviter un conflit qu'il ne désirait pas ; il ne connaissait pas les manœuvres de Bismarck et ne se doutait pas de ce que déguisait pour l'astucieux ministre la candidature du prince Léopold [2]. Il fut surpris de l'explosion de la bombe espagnole [3] ; M. de Werther l'informa de l'état d'âme de Gramont et des ministres ; M. de Solms, conseiller d'ambassade à Paris,

1. Werthern. *General von Versen*, p. 84. Il semble que Versen ait tenu ce détail du prince royal.

2. E. Marcks. *Kaiser Wilhelm I*, p. 290-299. C'est l'opinion généralement admise. M. O. Lorenz, au contraire, n'admet pas que les affaires aient été conduites par Bismarck et soutient que le roi a dirigé habilement la négociation avec Benedetti pour en faire sortir la guerre. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 261. Mais nous avons déjà dit que, sous l'influence du grand-duc de Bade, M. Lorenz exagère le rôle du roi Guillaume.

3. Le roi Guillaume à la reine, 5 juillet 1870. Oncken, *Unser Heldenkaiser*, p. 185.

le renseignait jour par jour, presque heure par heure, sur les déclamations des journaux, la phraséologie de l'empereur, la surexcitation de la population parisienne[1]; il traita donc avec Benedetti calmement et agit auprès des princes de Hohenzollern pour qu'ils battissent en retraite. Il faut le reconnaître, il ne dépendit ni du roi ni de l'ambassadeur français que la querelle s'apaisât : la guerre vint d'ailleurs.

Le 9 juillet, l'entretien s'engagea entre Guillaume et Benedetti sur le fond même du débat[2]; Benedetti lui exposa « l'état de choses créé par la candidature du prince Hohenzollern..., l'émotion qu'elle avait causée en France..., la vive préoccupation qu'elle avait suscitée dans d'autres pays, en Angleterre notamment. — Le roi, ajouta-t-il, peut conjurer toutes ces calamités. Le prince de Hohenzellern ne peut accepter la couronne d'Espagne sans y avoir été autorisé par Sa Majesté; que le roi le détourne d'une pareille entreprise, et les alarmes qui se sont emparées des esprits cessent à l'instant même ». Guillaume répondit de façon « dilatoire » : il s'agissait d'une affaire de famille, lui-même n'avait donné son consentement à son jeune cousin que comme chef des Hohenzollern, non comme roi de Prusse, et, s'il ne pouvait user de son autorité pour déterminer le prince Léopold à retirer la parole qu'il avait donnée, il s'abstiendrait de l'en détourner. « Il avait avisé le prince Antoine de l'émotion causée en France » par l'acceptation de son fils et l'avait « interpellé » sur ses nouvelles intentions : il n'y avait qu'à attendre sa réponse[3].

1. Le roi Guillaume à la reine, 7, 10 juillet 1870.

2. Cet entretien et les suivants sont parfaitement connus par les nombreux télégrammes ou rapports de Benedetti et les lettres du roi à la reine; ils ne diffèrent que sur des points de détail; il importe seulement de résumer ces conversations.

3. M. Benedetti au duc de Gramont, télégramme, rapport et lettre personnelle du 9 juillet 1870.

Cette réponse parvint à Guillaume le lendemain, 10 juillet. Le « cousin de Sigmaringen » était « très agité »; il trouvait difficile de retirer spontanément la candidature de son fils, surtout en l'absence de Léopold qui voyageait dans les Alpes tyroliennes; lui-même désirait que la rupture (*rompiren*) vînt du roi, chef de la famille. Cela n'était point pour satisfaire Guillaume ; il dépêcha à Sigmaringen le colonel Strantz, qui était en séjour à Ems, avec une lettre où il exposait au prince Léopold les nouvelles alarmantes de Paris et l'informait qu' « il acquiescerait avec joie à une *rupture* de sa part[1] ».

Le duc de Gramont s'impatientait de ces retards ; chaque jour, il écrivait et télégraphiait à M. Benedetti pour le presser d'obtenir « une réponse décisive ». Cette hâte avait deux raisons : d'une part, la population parisienne était irritée, la chambre nerveuse, la presse abondante en fanfaronnades. « A coups de crosse dans le dos, nous contraindrons les Prussiens à repasser le Rhin » s'écriait Émile de Girardin — « Nous forcerons la main au gouvernemement », ajoutait un autre[2]. Sous ces excitations, l'opinion publique s'exaltait, le gouvernement se déclarait débordé, sans comprendre que lui-même avait déchaîné ce mouvement par sa proclamation du 6 juillet. « Nous ne pouvons plus attendre », écrivait le duc de Gramont à M. Benedetti[3].

D'autre part, le ministre était inquiet des apprêts militaires de la Prusse; il savait que le gouvernement berlinois faisait ses préparatifs et craignait qu'il gagnât sur la France « un temps précieux ».

1. Le roi Guillaume à la reine, 10 et 11 juillet 1870.

2. Voyez les nombreuses citations de Giraudeau. *La vérité sur la campagne de* 1870, passim.

3. M. de Gramont à M. Benedetti, 10 juillet 1870.

Sur les instances de son chef, M. Benedetti se rendit, le 11 juillet, auprès du roi, qu'il avait simplement rencontré la veille sur la promenade. Il lui exposa « l'impatience du Sénat et du Corps Législatif et l'obligation où se trouvait le gouvernement de l'empereur d'y satisfaire » ; il lui demanda donc l'autorisation d'annoncer au quai d'Orsay que le roi « inviterait le prince de Hohenzollern à renoncer à sa candidature » ; cette déclaration suffirait « pour calmer toutes les appréhensions[1] ». Le roi se retrancha derrière ses précédentes explications ; il n'était intervenu que comme chef de famille, il avait prévenu ses cousins de la nouvelle situation, il ne pouvait qu'attendre leur réponse : le prince Léopold devait rentrer dans la journée à Sigmaringen ; les Hohenzollern enverraient certainement leur réponse le soir même ou le lendemain. Tout en répétant ces anodines déclarations, le roi comprenait la gravité du moment. « Dieu veuille, écrivait-il à la reine, que les Hohenzollern voient clair » ; dans la journée, il renvoyait Werther à Paris et appelait par télégramme Bismarck auprès de lui.

La petite cour de Sigmaringen était dans une vive inquiétude. Le prince Antoine était « très impressionné de la tournure que les choses prenaient à Paris[2] » et trouvait que cette agitation préparait un mauvais début au règne de son fils en Espagne : déjà la situation intérieure du royaume rendait difficile toute administration, ce serait pis encore si le nouveau monarque apportait la guerre comme don de joyeux avènement. D'ailleurs le roi Guillaume ne dissimulait pas son opinion ; la France veut vraisemblablement la guerre, écrivait-il ; si le prince Antoine obtient de son fils le retrait de sa candidature, lui-même, comme chef de famille, donnera son acquies-

1. M. de Benedetti à M. de Gramont, télégramme et rapport du 11 juillet 1870.

2. Le roi Guillaume à la reine, 11 juillet 1870.

cement à cette renonciation, comme il l'avait donné quelques semaines auparavant à l'acceptation du prince[1]; et le colonel Strantz envoyé par Guillaume, communiquait la correspondance officielle, en dépeignant la situation sous son jour le plus noir. En outre, cette affaire devenait dangereuse pour le second des Hohenzollern, le prince de Roumanie : son agent à Paris, Strat, avait anxieusement interrogé le duc de Gramont et le ministre ne lui avait pas dissimulé que l'irritation de la France contre les Hohenzollern se tournerait contre le prince Charles[2]; Strat savait l'opinion roumaine très favorable à la France, le prince Charles risquait donc sa couronne et l'agent roumain se dépêcha vers Sigmaringen pour engager le prince Antoine à une sage retraite. Enfin, d'Espagne aussi arrivaient des conseils de prudence : Prim et Serrano décidaient d'envoyer au prince Léopold un agent qui lui exposerait « dans les formes les plus courtoises toutes les considérations qui rendent désirable la retraite de sa candidature[3] ».

Ces diverses raisons agirent sur le prince Antoine. Le 12 juillet à midi, sans attendre le retour de son fils, comprenant l'urgence de sa décision, il télégraphiait à Prim et à l'ambassadeur espagnol en France, il annonçait officiellement à Strantz qu'il retirait au nom du prince Léopold sa candidature au trône d'Espagne . « Les complications qu'elle paraît rencontrer, mandait-il à Prim, la situation pénible que les derniers événements ont créée au peuple espagnol » n'assureraient pas au suffrage des Cortès « la sécurité et la spontanéité sur lesquelles mon fils avait compté ». C'était la fin de la candidature Hohenzollern.

Il sembla à beaucoup que c'était également la fin du débat.

1. *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 101.
2. *Aus dem Leben König Karls, loc. cit.*, p. 99, 104.
3. Mercier de Lostende au duc de Gramont. 10 juillet 1870.

« C'est une pierre ôtée de mon cœur », écrivit le roi Guillaume à la reine lorsqu'il reçut le télégramme du colonel Strantz qui lui annonçait « à mots couverts » la grande nouvelle. La France avait gain de cause en obtenant la retraite d'une mesure qu'elle tenait pour un danger éventuel. Les diplomates étrangers l'engageaient à « se tenir pour satisfaite de cette renonciation [1] », et les diplomates français se félicitaient de cette heureuse solution. « Il est évident que voilà une reculade », écrivait M. Le Sourd dans une lettre intime à M. Rothan. Et, tout en prévoyant que les rapports avec la Prusse empireraient, il ajoutait ces phrases qui résumaient exactement l'impression des cours : « L'incident est clos... Le fait est un succès pour nous [2]. »

La destinée n'avait point encore jeté ses dés d'airain ; pour les précipiter sur la table où se joue la vie des peuples, deux hommes s'empressèrent : Gramont et Bismarck.

1. Le duc de Gramont au comte de Beust, 8 janvier 1873. Beust *Mémoires*, t. II, p. 361. Cf. Loftus. *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. II, p. 272.

2. M. Le Sourd à M. Rothan, 13 juillet 1870. Rothan. *L'Allemagne et l'Italie* 1870-1871, t. II, p. 9. Le *Constitutionnel* qui était inspiré par M. Emile Ollivier, s'exprimait dans le même sens à la même date.

CHAPITRE III

LA DÉPÊCHE D'EMS. LA DÉCLARATION DE GUERRE

§ I. Les inquiétudes de Bismarck. — Bismarck à Varzin. Son attitude et sa correspondance. — Colère contre Gramont : articles officieux et télégrammes au roi. — Départ de Varzin : le coup de tierce et quarte. — Arrivée à Berlin. — Dépit du retrait de la candidature Hohenzollern. Un repas de chagrin. — La matinée du 13 juillet. — Entretiens avec le prince royal, lord Loftus, Gortschakoff. *Do ut des.*

§ II. Le « truquage » d'une dépêche. — La demande de garanties. Projet de lettre remis par Gramont à Werther. — Gramont et Napoléon III. Télégramme du 12 juillet à Benedetti. Entretien de Guillaume et de Benedetti le 13 juillet. Arrivée à Ems du rapport de Werther et du projet de lettre de Gramont. Irritation du roi. Télégramme d'Abeken à Bismarck. — Le chancelier et le rapport de Werther. Le dîner historique : Bismarck, Roon et Moltke. Arrivée du télégramme d'Abeken. Conciliabules et rédaction. Les deux textes. Le truquage. La publicité. — L'effet produit : la guerre en expectative. — Le message impérial à la Chambre française.

§ III. La déclaration de guerre. — Le retour du roi Guillaume à Berlin. Le pouls de l'Allemagne. — La mobilisation allemande. — Conseil de guerre et Bundesrath. — L'attitude des neutres. L'intervention de l'Angleterre. — La réunion du Reichstag. — La déclaration de guerre.

§ I

Bismarck était parti pour Varzin le 8 juin 1870 en congé de six semaines [1] ; officiellement et en apparence il dénom-

1. Bismarck à Roon, 7 juin 1870. *Denkwürdigkeiten aus dem Leben des Grafen von Roon*, t. II, p. 424.

brait ses coupes, regardait monter ses avoines et buvait de l'eau de Carlsbad [1]. En réalité, il suivait d'un œil attentif le cours des événements : peut-être n'attendait-il pas un dénouement aussi brusque qu'il advint ; mais, au moment où il écrivait à Prim et à son ami pour les engager à persévérer dans la candidature Hohenzollern, alors qu'il négociait avec l'Espagne dans un mystère significatif, par des lettres personnelles ou des agents officieux, quand il annonçait l'effervescence qui se produirait fatalement en France au jour des grandes révélations, — il ne pouvait, il ne devait se désintéresser d'une affaire dont il exposait lui-même la gravité, dont dépendaient la guerre avec la France et la formation de l'Allemagne nouvelle [2]. C'est méconnaître et amoindrir cet homme de volonté et de ruse, entier et autoritaire, que d'en faire, en juin et jusqu'au 7 juillet, un laboureur en sabots, soucieux uniquement de ses vaches et de ses carottes.

Le départ des Cortès lui déplut, car on renvoyait ainsi à l'automne un résultat presque acquis. Fut-il surpris de la divulgation du mystère ? Peut-être, mais il n'en fut point fâché, car l'affaire était mûre. Il est certain que Thile le tint au courant de la démarche de Benedetti le 4 juillet [3] ; dès lors, il attendit ; le lendemain, il télégraphiait avec inquiétude au roi pour le prier de « s'assurer une conception aussi froide

1. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 371.

2. Cette démonstration a été faite de façon péremptoire, en Allemagne même, par M. O. Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 266.

3. Bismarck, bien qu'en congé, se faisait mettre au courant de toutes les affaires importantes ; c'est ainsi qu'il reçut à Varzin successivement la visite de Versen (Werthern, *General von Versen*, p. 83 ; légère erreur de date), de Bucher, « détaché pour plusieurs mois à Varzin », de Keudell « pour conférer sur des questions intéressant le personnel » (Keudell, *Bismarck et sa famille*), d'un autre diplomate, M. de Schlözer (Sybel, *Die Begründung*, t. VII, p. 287), etc. D'après Abeken, *loc. cit.*, le chancelier recevait depuis quelques jours tant de télégrammes que l'effet de sa cure en était annulé.

que possible de la situation [1] » ; le 6, pendant même que le duc de Gramont développait au Palais-Bourbon sa belliqueuse déclaration, M. de Keudell partait pour Varzin, comme au hasard, « pour conférer sur des questions intéressant le personnel ».

Le 7, Bismarck reçoit par dépêche un résumé du discours de Gramont ; il reste encore sur une réserve prudente ; il télégraphie à Busch d'exprimer dans la presse non officieuse un « sévère étonnement de l'arrogance française », et d'expliquer dans les journaux officieux que la « retenue est nécessaire tant que les Cortès n'ont point parlé [2] ». En même temps, il adresse à ses représentants à l'étranger une dépêche-circulaire où il développe la thèse officielle, que la Prusse est étrangère aux négociations entre Madrid et Sigmaringen, et dénonce les paroles menaçantes de Gramont, qui rendent impossible toute négociation [3].

Le 8 juillet, il reçoit le texte complet de la déclaration française et sa colère monte. « Mais c'est la guerre, dit-il à Keudell, Gramont ne pourrait pas tenir ce langage violent si la guerre n'était pas une chose décidée [4]. » Il parle d'une mobilisation immédiate, « pour tomber sur les Français ». Il est sur le point de télégraphier au roi que cette mesure est indispensable [5]. Il se maitrise et se contente de télégraphier à Thile qu' « il ne peut pas élever contre le discours de Gramont des réclamations par voie internationale, mais notre

1. *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 98.

2. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 31. Extraits de ces articles dans Hahn, *Fürst Bismarck*, t. II, p. 15 et suiv.

3. L'enchainement de ces faits dans Schultze. *Die Thronkandidatur Hohenzollern*, p. 33 et suiv.

4. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 393.

5. Andræ de Roman, *Kreuzzeitung* de septembre 1895, d'après un récit de Maurice de Blanckenburg, p. 436. Ce récit a été très vivement contesté. Rathlef. *Zur Frage nach Bismarck Verhalten*, p. 135.

presse doit protester très rudement, et cela dans le plus grand nombre de feuilles possible [1] ». Il est excité, énervé, il passe une nuit sans sommeil : il avait prévu, préparé, voulu le conflit ; mais il est inquiet, comme le chasseur à la veille de l'ouverture ; et il repasse dans sa tête ses pistes et ses traquées.

Ceci l'inquiète, que le roi se laisse endoctriner par Benedetti ; déjà, il était en souci de savoir la reine à Wildbad en conversation avec l'ambassadeur de France [2] ; son tourment est plus vif encore lorsqu'il apprend le voyage de Benedetti à Ems. Il télégraphie le 9 juillet à son maître de se méfier ; « si l'ambassadeur devient pressant, Sa Majesté pourrait répondre : « Mon ministre des Affaires étrangères est à Varzin [3] ». Il hausse le ton de ses journaux : il envoie à Busch le thème de violents articles, pour attaquer Napoléon, Gramont « le serviteur non de la paix, mais de la politique personnelle », le gouvernement français « qui veut le scandale », la France « prête à se précipiter sur la Prusse ».

Son mécontentement croît encore les jours suivants, car il trouve que le roi s'engage trop profondément et avec trop de mansuétude, dans des négociations qui regardent le chancelier fédéral. « Dans tout ce que je vois, dit-il à Bucher, nous sommes les provoqués [4]. » Et c'est le thème qu'il donne à Busch pour que les journaux le développent à satiété. Il est plus vexé encore lorsqu'il apprend que Guillaume agit à Sigmaringen pour amener les Hohenzollern à retirer leur candidature : toute la combinaison va-t-elle échouer ? Sans connaître le

1. Busch. *Tagebuchblätter,* t. I, p. 33.

2. Thile à Bismarck, 8 juillet 1870. *Aus Bismarck Briefwechsel,* p. 436.

3. D'après Andræ de Roman, *loc. cit.*, et conforme au souci constant de Bismarck.

4. Poschinger. *Tischgespräche,* t. II, p. 47.

fond même de l'intrigue, le monarque devine à peu près la pensée de son ministre[1], et peut-être n'est-il pas mécontent d'être privé de ses autoritaires services ; car Bismarck lui a télégraphié pour lui proposer de venir à Ems[2], et le roi tarde à accepter. L'irascible chancelier bout d'impatience ; il envoie à chaque heure des télégrammes qui parviennent à Ems en paquets : il supplie le roi de conserver une attitude ferme et décidée[3].

Le 11, enfin, il reçoit du souverain un télégramme qui l'appelle. Il décide immédiatement son départ, et, taciturne, s'assied le lendemain matin dans sa berline de voyage à côté de Keudell. Il sait qu'il part pour la guerre ; en passant à Wussow et en apercevant sur le seuil du presbytère son vieil ami, le pasteur Mulert, il esquisse du bras un coup de tierce et quarte, pour indiquer que l'heure est venue de se fendre à fond. En wagon, il demeure silencieux et absorbé.

A six heures du soir, le 12 juillet, il arrive à Berlin et trouve au ministère un paquet de télégrammes ; il les ouvre, il apprend que les Hohenzollern retirent leur candidature, le roi se réjouit, la paix est assurée. Le dépit de Bismarck est extrême, tout est à recommencer. La situation est la même qu'en 1865 et 1866, le roi veut la paix, le ministre recherche la guerre, et, maintenant comme alors, le monarque a échappé à la volonté de son serviteur. Un travail de longs mois, une négociation mystérieuse et subtile, les excitations de la presse, l'irritation du peuple allemand, tout a été vain ; le roi de Prusse a cédé, et, pour la première fois de sa carrière politique, Bismarck le tout-puissant a éprouvé un échec[4]. Sa

1. Le roi Guillaume à la reine, 12 juillet 1870.
2. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 404.
3. E. Marcks. *Kaiser Wilhelm*, p. 403.
4. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 348 et suiv., qui rectifie sur certains points le récit de Bismarck même.

déception est telle, qu'il ne la dissimule pas : il annonce qu'il va donner sa démission[1], il renonce à continuer son voyage et envoie Eulenburg à Ems à sa place[2]; il déclare qu'il ne restera pas à Berlin, qu'il retournera à Varzin après quelques jours de repos, et il se met à table avec Moltke et Roon, abattu, mécontent de la vie.

Le repas fut maussade, les vins étaient aigres et la chère avait un goût de cendre. Bismarck était amer, il déclarait que sa patrie « avait reçu un soufflet de la France » ; il en faudrait bien venir à la guerre, pour laver cette offense, et la Prusse aurait alors l'air d'un « chercheur de noises ». Roon approuvait ; Moltke restait silencieux. Ce monologue ne calma point Bismarck ; il se retira énervé, vibrant ; il ne dormit point de la nuit ; il cherchait une combinaison d'où sortît une guerre « qu'il regardait comme une nécessité ».

Toute la journée du lendemain, 13 juillet, il guetta l'occasion, en s'entretenant avec les divers personnages qu'il rencontra. Trois conversations eurent une signification particulière ; au prince royal, il déclara que la paix était assurée par la renonciation des Hohenzollern ; lui-même se disposait à retourner à Varzin, mais il était surpris et inquiet de la tournure des choses à Paris[3]. Devant lord Loftus, son attitude fut très différente[4] ; comme l'ambassadeur d'Angleterre le félicitait du maintien de la paix, il exprima ses doutes que la crise fût terminée. L'extrême modération du roi, sa courtoisie

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 101.

2. Eulenburg, qui avait accepté d'inaugurer une exposition à Cassel, fut chargé par Bismarck d'engager le roi à rompre avec Benedetti. Unruh. *Erinnerungen*, p. 293.

3. *Aus Kaiser Friedrich's Tagebuch*, 1870-71. Dans la *Deutsche Rundschau*, octobre 1888, p. 4.

4. Lord Loftus à lord Granville, 13 juillet 1870. *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. II, p. 274. Cette dépêche a été longuement étudiée par Rathlef, *Zur Frage nach Bismarcks Verhalten*, p. 144 et suiv.

envers M. Benedetti n'avaient point été approuvées par le pays, ainsi que le démontraient de nombreux télégrammes arrivés au ministère. Le peuple était indigné de l'attitude française, des menaces des journaux parisiens. On n'ignorait pas les préparatifs faits au delà du Rhin pour une guerre qui devait être la revanche de Sadowa. Lui-même, chancelier fédéral, « ne pouvait avoir communication officielle avec l'ambassadeur de France, après le langage tenu à la Prusse, en face de l'Europe, par le ministre français. Il était impossible que la Prusse demeurât tranquille après l'affront fait au roi et à la nation par ce langage menaçant ». Il fallait donc que le gouvernement français se déclarât satisfait, en rendant justice à la modération du roi, et qu'il s'engageât à ne plus soumettre ses relations avec la Prusse « à des influences désordonnées ». Dans l'état de l'opinion française, ajoutait Bismarck, la guerre semble inévitable.

Pendant que l'ambassadeur anglais mettait au net ces déclarations pessimistes, Bismarck recevait Gortschakoff. Le chancelier russe était de passage à Berlin, avant sa cure de Wildbad[1] : son ambassadeur, M. de Brunnow, l'avait tenu au courant des nouvelles difficultés ; il s'empressa auprès de son vieil ami, le chancelier fédéral : ce fut l'entretien décisif de la la journée. Les détails n'en sont pas connus, mais le secret a pu en être percé dans son ensemble. Bismarck renouvela devant Gortschakoff ses plaintes sur « la trop grande condescendance du roi envers les exigences françaises après le langage menaçant du duc de Gramont[2] » ; mais ce ne fut pas

1. En arrivant de Varzin par la gare de Stettin, et en suivant les *Tilleuls*, Bismarck croisa le prince russe ; les deux hommes firent arrêter leurs voitures, se serrèrent les mains, et se donnèrent rendez-vous pour le lendemain. Prince Kraft de Hohenlohe Ingelfingen. *Aus meinem Leben*, t. IV (1907), p. 6.

2. Ces paroles furent reproduites immédiatement après par Gortschakoff à lord Loftus. *Diplomatic reminiscences*, *loc. cit.*, p. 278.

tout, l'on ne peut douter que Bismarck alla plus loin et chercha à s'assurer la neutralité bienveillante de son voisin oriental pendant la guerre occidentale. Par la convention sur les affaires de Pologne, la Russie avait contracté une dette politique qu'elle avait payée en 1866 ; en lui demandant un nouveau service, Bismarck était obligé d'accorder une contre-partie, car, suivant la jolie expression de lord Loftus, Gortschakoff n'était pas homme à se contenter d'un *quid pro quo* ; les deux hommes traitèrent donc sur la base du *do ut des* ; la Russie obtint la mer Noire comme prix de sa neutralité dans la guerre, et, probablement, de sa menace d'intervention si l'Autriche bougeait.

Ainsi, ce 13 juillet 1870, Bismarck s'assurait la liberté à l'Est et au Sud ; il pouvait se lancer à l'Ouest. Le même jour, presque à la même heure, le dieu de la guerre et la présomption du duc de Gramont lui offraient l'occasion de « se fendre en quinte et quarte ». Il ne la manqua point.

§ II

La renonciation des Hohenzollern avait paru aux diplomates français marquer la fin de l'incident ; elle ne suffisait point à leur chef ; un mot commençait à courir le Palais et la Ville, lancé au hasard des bureaux de rédaction, colporté à la Chambre, recueilli par le duc de Gramont comme un programme de gouvernement : il fallait des *garanties*.

Le 12 juillet, à la même heure, deux ambassadeurs parurent au quai d'Orsay ; M. Olozaga venait annoncer la retraite de la candidature Hohenzollern ; M. de Werther, arrivé d'Ems le matin, était mandé par le ministre. Dès qu'il aperçut le représentant de la Prusse, le duc de Gramont développa son nouveau thème : il était indispensable que le roi de Prusse affirmât

la pureté de ses intentions en écrivant à l'empereur des Français une lettre personnelle; et saisissant une plume, le ministre français esquissa lui-même le canevas de cette épître : « En daignant autoriser le prince Léopold de Hohenzollern à accepter la couronne d'Espagne, Sa Majesté le roi de Prusse n'avait pas cru heurter les intérêts ni la dignité de la nation française. Elle s'associe à la renonciation du prince de Hohenzollern et le fait avec le désir et l'espoir de voir disparaître dès lors tout sujet de dissentiment entre nos deux gouvernements. » M. Emile Ollivier, qui parut à la fin de l'entretien, approuva les termes de la missive; tout en protestant avec douceur, le baron de Werther emporta l'autographe du duc, qui servit de base à sa dépêche officielle [1].

Il s'agissait de tenir M. Benedetti au courant de ces exigences, sinon nouvelles car elles avaient déjà été esquissées, au moins précisées et aggravées. Le duc de Gramont résolut de consulter l'empereur, et partit pour Saint-Cloud. Leur entretien est demeuré secret : deux jours avant, Napoléon avait annoncé qu'il se contenterait de la renonciation du prince Léopold [2]; mais il était affaibli de corps et d'esprit, maniable à qui lui parlait en dernier; il fut, pendant ces journées de juillet, sous l'influence discrète de l'impératrice, qui n'entrait pas aux conseils, mais exerçait la sûre pression des entretiens intimes. Lorsque Gramont le vint trouver, Napoléon ne prit point avis de M. Emile Ollivier ni de ses autres conseillers, il s'en rapporta à la parole de son ministre des Affaires étrangères; après le départ du diplomate, quelqu'un parla avec plus d'ardeur encore; car M. de Gramont reçut dans la soirée de nouveaux ordres, qui haussaient encore le

1. Le baron de Werther au roi de Prusse à Ems, 12 juillet 1870. Duc de Gramont, *La France et la Prusse avant la guerre*, p. 120 et suiv.

2. M. Vimercati au roi Victor-Emmanuel, 10 juillet 1870.

ton des exigences. Ainsi fut lancée la demande de garanties, d'où sortit la guerre.

Dès son retour de Saint-Cloud, le duc de Gramont télégraphia à M. Benedetti pour lui annoncer le refus définitif des princes de Hohenzollern. « Pour que cette renonciation produise tout son effet, ajoutait-il, il paraît nécessaire que le roi de Prusse s'y associe, et nous donne l'assurance qu'il n'autoriserait pas de nouveau cette candidature. Veuillez vous rendre immédiatement auprès du roi pour lui demander cette déclaration, qu'il ne saurait refuser, s'il n'est véritablement animé d'aucune arrière-pensée. » Ce télégramme parvint à M. Benedetti dans la nuit.

Le 13 juillet, dès le matin, l'ambassadeur se rendit auprès de l'aide de camp de service, le prince de Radziwill, pour solliciter audience du roi. Guillaume était sorti, M. Benedetti se mit à le quérir, et le rencontra dans le parc, au coin d'une allée désormais historique, désignée aujourd'hui par une plaque commémorative[1]. Avec prudence, en « s'attachant à l'atténuer dans la forme », l'ambassadeur français s'acquitta de sa difficile mission. Surpris de cette demande, « nouvelle et inattendue », le roi « se refusa absolument à y acquiescer. Vous me demandez, dit-il un engagement sans terme et pour tous les cas ; je ne saurais le prendre. » Il ajouta qu'il attendait la réponse officielle du prince Antoine ; dès qu'il l'aurait reçue, il en donnerait personnellement connaissance à l'ambassadeur de France. L'entretien se termina dans les formes de la plus correcte politesse[2].

1. Le roi venait de lire un numéro spécial de la *Gazette de Cologne*, annonçant la renonciation du prince Antoine, et il avait chargé Abeken de remettre la feuille à M. Benedetti. Celui-ci profita de l'occasion pour accoster le roi. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 375.

2. Télégrammes et rapports de M. Benedetti, 13 juillet 1870 et ses observations personnelles. *Ma Mission en Prusse*, p. 371 et suiv.

En réalité, le roi était irrité des nouvelles demandes de la France : son mécontentement redoubla peu après. Au milieu du jour, Abeken reçut le rapport de Werther, où étaient exposées les exigences du cabinet français ; stupéfait, il porta la dépêche au comte Eulenburg, et tous deux se rendirent auprès de Guillaume. Fort embarrassé, Abeken expliqua à son monarque qu' « il avait reçu une dépêche de Werther, mais qu'elle ne pouvait être montrée au roi de Prusse ; certainement, Bismarck ne le ferait pas. — Bien, repartit le souverain, alors admettez que nous sommes pour quelque temps des personnes privées ». Et il lut le rapport où on lui demandait une lettre d'excuse [1].

Son dépit fut vif. « A-t-on jamais vu pareille insolence, écrivit-il sur le moment même. Je dois donc paraître devant le monde entier comme le pécheur repentant d'une affaire que je n'ai point dirigée et que l'on met hors du débat. Devant de telles prétentions, Werther aurait dû abandonner la place et renvoyer ses interlocuteurs à Bismarck [2] ». Irrité, il modifie ses décisions ; au lieu d'accorder à M. Benedetti une seconde audience, il lui envoie son aide de camp, le prince Radziwill, pour l'informer que « le roi est obligé de refuser catégoriquement de s'engager dans une nouvelle discussion au sujet des engagements et assurances pour l'avenir ; ce qu'il a dit le matin est le dernier mot dans cette affaire, le comte peut s'en tenir absolument à ces paroles [3] ». Et, sur son ordre, à trois heures cinquante, Abeken télégraphie à Bismarck une dépêche qui devait être historique.

Le chancelier fédéral avait reçu dans la journée, et proba-

1. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 374. Récit du roi Guillaume au comte Nigra. Mémoires de Nigra. *Giornale d'Italia*, 3 juillet 1907.

2. Le roi Guillaume à la reine, 13 juillet 1870. Oncken, *Unser Heldenkaiser*, p. 191.

3. Rapport officiel du prince Antoine Radziwill.

blement par télégramme[1], le rapport de Werther sur son entrevue avec MM. de Gramont et Ollivier ; il en avait été irrité non moins que son maître, et, sur l'heure, il avait lancé deux télégrammes, l'un à Abeken pour que le rapport ne fût pas communiqué au roi, l'autre à Werther même pour le mettre en congé et lui enjoindre d'informer le duc de Gramont, avant son départ, que le chancelier ne pouvait soumettre au souverain la nouvelle demande de la France. Puis il avait réfléchi sur ce nouvel incident et sur les résultats qu'on en pourrait obtenir.

Le soir, Roon et Moltke revinrent dîner au ministère de la Wilhelmstrasse[2]. Tout en mangeant, raconte Bismarck, le chancelier leur exposait les nouvelles de la journée : ses entretiens avec le prince royal, les hommes d'État russe et anglais, le télégramme de Werther ; la Prusse avait eu beau jeu dans cette partie, Bismarck avait groupé ses atouts, mais la condescendance du roi avait tout brouillé. Bismarck était donc décidé à se retirer. Furieux, les deux militaires

1. Car le service des postes et des voies ferrées, à cette époque, n'aurait pas permis au rapport d'arriver en temps utile à Berlin. Bismarck raconta le lendemain à lord Loftus qu'il n'avait eu connaissance du rapport de Werther que par un télégramme du roi. Loftus, *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. II, p. 280. Il résulte au contraire du récit d'Abeken que Bismarck lui télégraphia spontanément de ne pas montrer au roi le rapport Werther. Abeken, *Ein schlichtes Leben*, p. 274. Il semble également résulter des souvenirs de lord Loftus que Bismarck n'avait pas encore eu officiellement connaissance de l'entretien de Werther et des ministres français quand il reçut l'ambassadeur anglais, mais qu'il prévoyait seulement la demande de garanties dont on parlait depuis deux ou trois jours à Paris et que lui avait rapportée ses agents officieux.

2. Les récits de Bismarck sur ce dîner fatal ont tellement varié, qu'on ne peut les reproduire que comme une légende. Lenz, *Geschichte Bismarcks*, p. 350. La famille du chancelier a longtemps produit une lettre qui établirait que Bismarck dîna ce soir du 13 juillet chez sa sœur, Mme d'Arnim. H. Kohl. *Bismarck-Regesten*, t. I, p. 396, le fameux dîner ne serait qu'un mythe. Mais, pour placer cette lettre au 13 juillet 1870, il faut admettre que Bismarck a passé une partie de la journée avec Roon dans la propriété de celui-ci à Gütergotz, à une heure de Berlin, ce qui paraît inadmissible en raison des nombreuses réceptions du chancelier ce même jour et de ses télégrammes au roi dans l'après-midi. Il semble donc que la lettre doit être reportée à une autre date, et le récit du dîner devient admissible.

reprochaient avec une amertume voilée au ministre civil de les abandonner. Tous étaient abattus.

Ils étaient encore à table, lorsqu'on apporta au chancelier un télégramme d'Abeken qui relatait les incidents du jour. Le conseiller intime reproduisait une lettre du roi, où étaient contés « l'indiscrète » insistance de l'ambassadeur français et le refus « assez sévère » de Guillaume ; il ajoutait que le souverain avait résolu « de ne plus recevoir le comte Benedetti et lui avait fait dire simplement par un aide de camp » que le prince Antoine de Hohenzollern avait confirmé officiellement son refus ; « le roi n'avait plus rien à dire à l'ambassadeur ». Guillaume laissait à son chancelier le soin d'apprécier si ces faits devaient être communiqués « tant à nos ambassadeurs qu'aux journaux ». Le ton était sec, avec une nuance d'agacement, mais dans la forme pâle et polie que conserve le langage diplomatique. A peine le roi avait-il laissé percer son irritation dans deux adjectifs ; pour le reste, il s'en tenait à son attitude antérieure[1].

1. Nous reproduisons en regard le télégramme d'Abeken et ce qu'il devint sous la plume de Bismarck.

Ems, 13 juillet 1870. 3 h. 50 après midi.

Sa Majesté m'écrit : « Le comte Benedetti m'a arrêté au passage à la promenade pour me demander finalement d'une manière très indiscrète, de l'autoriser à télégraphier aussitôt à l'empereur que je m'engageais pour l'avenir à ne plus donner mon consentement si les Hohenzollern revenaient à leur candidature. Je finis par refuser assez sévèrement, attendu qu'on ne devait ni ne pouvait prendre de pareils engagements à tout jamais. Je lui dis naturellement que je n'avais encore rien reçu, et, puisqu'il était, par la voie de Paris et de Madrid, informé plus tôt que moi, il voyait bien que mon gouvernement était de nouveau hors de cause. » — Sa Majesté a depuis reçu une lettre du prince. Comme Sa Majesté avait dit au comte Benedetti qu'elle attendait des nouvelles du prince, elle a résolu sur la proposition du comte Eulenburg et la mienne, de ne plus recevoir le comte Benedetti à cause de sa prétention, et de lui faire dire simplement par un aide de camp que Sa Majesté avait reçu du prince confirmation de la nouvelle que Benedetti avait déjà eue de Paris, et qu'Elle n'avait plus rien à dire à l'ambassadeur. Sa Majesté laisse à Votre Excellence le soin de décider si la nouvelle exigence de Benedetti et le refus qui lui a été opposé ne doivent pas être aussitôt communiqués tant à nos ambassadeurs qu'à nos journaux.

La nouvelle du renoncement du prince héritier de Hohenzollern a été officiellement communiquée au gouvernement impérial français par le gouvernement royal espagnol. Depuis, l'ambassadeur français a encore adressé à Ems, à Sa Majesté le Roi, la demande de l'autoriser à télégraphier à Paris, que Sa Majesté le Roi, à tout jamais, s'engageait à ne plus donner son consentement si les Hohenzollern devaient revenir à leur candidature. Sa Majesté le Roi là-dessus a refusé de recevoir encore l'ambassadeur français et lui a fait dire par l'aide de camp de service que Sa Majesté n'avait plus rien à communiquer à l'ambassadeur.

De cette correction, tous trois furent désolés ; le roi avait manqué une belle occasion de se fâcher, de rompre hautement avec l'ambassadeur français, de se dire provoqué et d'amener la France à cette guerre que désiraient si vivement ses meilleurs conseillers; c'était un second Olmütz[1]. « Attérés », le regard morne, les deux généraux ruminaient de noires pensées et « en perdaient le boire et le manger ». L'homme d'esprit prompt et délié s'était vivement ressaisi, et son œil pénétrant fouillait le télégramme pour en extraire quelque expédient. Le roi avait rompu avec l'ambassadeur ; sous une forme polie et détournée, il avait décliné toute nouvelle visite, il lui avait signifié « qu'il n'avait plus rien à lui dire ». Présentée avec quelque habileté, cette réponse royale pouvait devenir une offense, le « drapeau rouge » brandi devant le « taureau gaulois ». Lancée par la voie des journaux, ainsi que le permettait le souverain, elle pouvait produire une explosion des deux côtés du Rhin, soulever en Allemagne un éclat de patriotisme en révolte contre les exigences françaises, susciter en France une fusée de colère contre l'outrage adressé par le roi au représentant de la nation. C'était la guerre, voulue des deux peuples, mais commencée par la France. C'était l'expédient rêvé.

Bismarck se redresse : il demande à Moltke s'il est avantageux pour la Prusse d'ouvrir promptement les hostilités. La belle question : depuis quatre ans, le ministre de la Guerre ne prépare-t-il pas l'armée de la Prusse, de la Confédération du Nord, de l'Allemagne entière, pour cette grande guerre contre l'ennemi héréditaire ? Le chef du grand état-major n'a-t-il pas dressé des plans, revus et corrigés sur les lieux mêmes ? Les officiers n'ont-ils pas parcouru le terrain, scruté

1. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck. Neue Folge*, p. 54.

les défenses de l'adversaire, préparé les voies d'attaque, assuré les moyens de ravitaillement? Et les deux généraux répondent d'une même voix : « Nous sommes prêts. »

Bismarck reprend le télégramme d'Abeken ; il enlève à la prose diplomatique ses formules correctes; le récit de l'honnête conseiller devient un aigre dialogue, une fin d'acte où volent les gifles. D'après cette version dramatisée, le roi a refusé de recevoir M. Benedetti, — affirmation mensongère, — et lui a fait savoir qu'il n'a plus rien à lui dire. C'est là un outrage imaginaire, perfidement inventé par le narrateur de Berlin, car l'ambassadeur français s'attendait simplement à recevoir une communication du roi et n'a point sollicité une seconde audience. Un passage du télégramme officiel disparaît, la communication à l'ambassadeur du refus définitif des Hohenzollern; il n'en est plus question, car cette narration du prince Antoine est une humiliation pour l'Allemagne, et un succès pour la France; désormais, ceci domine, que le roi a fait affront à l'ambassadeur, à la nation entière, en lui refusant sa porte et en rompant avec lui toute négociation. La question est définitivement réglée, et sur un outrage. Et, satisfait, Bismarck tend sa prose à ses amis.

Était-ce un faux? Le mot est gros, pris au point de vue pénal, car le chancelier pouvait dire qu'il falsifiait la vérité, mais non le texte du roi, qu'il ne publiait point; le mot de « truquage » est juste, dans son sens vulgaire mais énergique, car en transformant une démarche de son maître, en dissimulant les paroles conciliantes pour publier les mots d'agacement, en y ajoutant un refus d'audience, — outrage international, — Bismarck lançait une fausse nouvelle et lui donnait toutes les apparences de la vérité officielle.

A lire cet écrit insolent, les deux généraux sont ravis. « Voilà qui sonne autrement, s'écrie avec satisfaction Moltke,

au lieu de la retraite, c'est la fanfare. » L'appétit leur est revenu, et leur joie belliqueuse éclate pleinement, grassement. Tout en mangeant fort et buvant sec, ils échangent des propos tantôt mystiques et tantôt gaillards. Roon invoque le « Dieu des anciens jours », et Moltke, le silencieux, perdant une heure son masque de mystère, les rides de son visage devenues joyeuses, se frappe la poitrine en criant avec enthousiasme : « S'il m'est donné de vivre assez pour conduire nos armées dans une pareille guerre, que le diable emporte aussitôt après cette vieille carcasse. » Quant à Bismarck il se borne à constater sa probité politique [1].

Il est assez de se réjouir, il faut agir. Le nouveau télégramme est de suite communiqué à la presse et une édition spéciale de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* le répand dans les rues de Berlin ; à la lueur falote des réverbères, le peuple prussien s'indigne de l'outrage reçu et rendu par son roi. Après la presse, les agents officiels ; et les télégrammes partent successivement à onze heures et demie du soir pour Dresde, Hambourg, Munich et Stuttgart, à deux heures et demie du matin pour Pétersbourg, Florence, Bruxelles et Berne [2], apportant la nouvelle à titre officieux, mais par voie officielle [3], si bien que le ministre se dissimulait, tout en revêtant sa communication du cachet de l'État. Le 14 juillet, au matin, la nouvelle était connue de l'Europe entière.

« C'est la guerre », tel fut le cri unanime, si naturel qu'on le prêta même au roi Guillaume [4]. En Allemagne, l'opinion

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 108 ; récit qu'on doit lire sous toutes réserves. Busch. *Unser Reichskanzler*, t. II, p. 65.

2. Le chancelier de Caprivi au Reichstag, 23 novembre 1892.

3. Plusieurs ministres prussiens à l'étranger s'y trompèrent et firent d'un télégramme officieux une communication officielle ; ainsi agirent le général de Zœder à Berne, M. de Werthern à Munich.

4. D'après un propos du comte Eulenburg (*Ausburger Abendzeitung*,

publique, peu portée au combat, se retourna comme par enchantement ; il fut désormais établi pour tous que le gouvernement français avait de propos délibéré insulté le noble roi Guillaume et l'avait fait avec l'intention caractérisée de provoquer la guerre[1]. A l'étranger, les neutres étaient inquiets et mécontents des exigences de Gramont ; favorables à la France dans l'affaire Hohenzollern, ils lui devenaient hostiles dans la question des garanties[2]. En France, la dépêche d'Ems porta bien le coup médité par Bismarck : dans cette fatale journée du 14 juillet, les nouvelles se succédaient, rapides, impressionnantes, le congé sur ordre de Werther, le rapport de Benedetti sur son entretien avec le roi, la conversation de lord Loftus avec Bismarck, la dépêche d'Ems et sa communication aux puissances étrangères : c'était bien « l'effet du drapeau rouge sur le taureau gaulois ». Le Conseil des ministres délibérait sous la présidence de l'empereur, du matin à minuit, dans la fièvre et l'incertitude, passant d'un projet de congrès aux ordres de mobilisation, d'avis de sagesse à un message de guerre, en conciliabules de nerfs où agissait, décisive, l'influence d'une femme[3].

Ainsi fut préparé le malencontreux message dont le duc de Gramont donna lecture le lendemain au Sénat et M. Emile Ollivier au Corps Législatif. « Nous n'avons rien négligé pour éviter une guerre, y était-il dit ; nous allons nous préparer à soutenir celle qu'on nous offre en laissant à chacun la part de responsabilité qui lui revient. » La même fièvre qui avait

17 juillet 1895), contredit par Delbrück, *Das Geheimniss der Napoleonischen Politik im Jahre* 1870. p. 48.

1. M. Rothan au duc de Gramont, 17 juillet 1870. Rothan. *L'Allemagne et l'Italie*, t. I, p. 24.

2. Le roi Guillaume à la reine, 14 juillet 1870.

3. Malmesbury. *Mémoires d'un ancien Ministre*, p. 373, d'après un récit de Gramont.

énervé le Conseil des ministres, agitait la Chambre et sa commission. Des pièces lues en hâte, un rapport rédigé sur un coin de table, un discours imprudent de M. Emile Ollivier décidèrent du sort de la France. A ce moment deux hommes se dressèrent pour opposer à ce cataclysme le feu de leur génie différent, la puissance de leur éloquence dissemblable, l'ardeur de leur patriotisme égal, MM. Thiers et Gambetta. Rien ne fit : la roue de la fortune tourna ; la guerre fut décidée.

§ III

Le 14 juillet, alors que les événements se précipitaient, le roi Guillaume décida brusquement son retour à Berlin ; dans l'après-midi, il se rendit à Coblentz auprès de la reine ; M. Benedetti se présenta à la gare, le roi lui dit simplement « qu'il n'avait plus rien à lui communiquer » ; le soir même, l'ambassadeur partit pour Paris ; il avait travaillé sincèrement à une impossible œuvre de paix.

Le voyage du roi, d'Ems à Berlin, fut le lendemain une « marche triomphale » ; aux stations se massait une foule en liesse, poussant des « hourrahs » et brandissant des drapeaux [1] ; dans les villes récemment annexées, à Cassel, à Göttingue, les conseils locaux vinrent protester de leur dévouement et de leur patriotisme, et ceci était de bon augure pour la lutte en commun [2]. Cet enthousiasme belliqueux influait sur le monarque dont la décision vacillait encore [3]. A Brandebourg, sur le quai de la gare, attendaient le prince royal, Bismarck, Moltke et Roon.

1. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 377. Unruh. *Erinnerungen*, p. 294.
2. Le roi à la reine, 15 juillet 1870.
3. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck, neue Folge*, p. 75.

Depuis deux jours, Bismarck contemplait son œuvre ; par les rapports de ses préfets, par les télégrammes des conseils municipaux et provinciaux, il apprenait que la fièvre guerrière s'était emparée du pays ; de ses yeux même, il constatait l'animation presque joyeuse de la capitale, l' « activité d'énergie [1] » poussée vers le combat ; par les dépêches de ses agents, il savait que les petits États de l'Allemagne se groupaient autour de la Prusse, comme en Camargue un troupeau se serre autour du taureau le plus fort à l'heure du danger ; à Stuttgart, Varnbüler déclarait que « toute l'Allemagne se lèverait comme un seul homme » pour s'unir à la Prusse [2] ; les grands-ducs de Bade et de Hesse, en grand danger de voir leurs terres envahies, se proclamaient Allemands de la Grande Allemagne [3] ; le cabinet de Bavière avouait qu'il serait « forcé de faire cause commune avec la Prusse [4] » ; et l'Allemagne entière était soulevée dans un même élan de patriotisme unitaire [5]. Bismarck savait cela.

Il résolut de se rendre à la rencontre du roi pour lui exposer l'état du pays, la tension des rapports avec la France, la nécessité de la guerre. Déjà, il avait convaincu le prince Frédéric-Guillaume [6], il lui proposa d'aller avec Roon et Moltke à Brandebourg pour y attendre le souverain. En apercevant soudain son fils et ses trois conseillers, Guillaume fut surpris ; mais il comprit, car toute la journée il avait senti battre le pouls de l'Allemagne. Les quatre hommes montèrent

1. Stosch. *Denkwürdigkeiten*, p. 186.

2. Le roi Guillaume à la reine, 13 juillet 1870.

3. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 221.

4. Le comte de Saint-Vallier, ministre français à Stuttgart, au duc de Gramont, 15 juillet 1870.

5. Duc Ernest de Cobourg. *Aus meinem Leben*, t. III, p. 652.

6. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 1870-1871, 15 juillet. *Deutsche Rundschau*, octobre 1888, p. 4.

dans le wagon royal, au milieu des acclamations de la foule. Dès le départ du train, Bismarck fit son exposé, précis et net. Le roi acquiesça à une prompte mobilisation et résolut de réunir son conseil le lendemain[1].

La gare de Berlin était pleine d'Excellences : les ministres, des généraux, à leur tête le vieux maréchal Wrangel. Dès que Bismarck eut posé le pied sur le quai, Thile s'avança pour présenter à son chef un télégramme : c'était un résumé du message du ministère Ollivier, qui valait une déclaration de guerre. Déjà une dépêche de l'agence Wolff annonçait à l'Allemagne la détermination du peuple, son voisin. Dans un salon modeste, salle d'attente transformée pour la circonstance en chambre du conseil, le roi se retira, suivi de son fils, de ses trois conseillers; au second plan se tenaient, discrets, les ouvriers de seconde classe, Thile, le jeune Roon[2]. Le roi reconnut que la situation était grave, dans vingt-quatre heures les Français seraient devant Mayence, il fallait mobiliser les 7e et 8e corps d'armée pour couvrir cette clef de la Prusse rhénane. Le prince royal intervint; ce moyen était insuffisant, il fallait mobiliser l'armée et la marine entières[3]. Guillaume demanda à Roon si cette mesure était possible. D'une voix forte, le ministre répondit : « Oui, Majesté, cela ne souffre pas de difficulté; tout est prêt. » Le roi ordonna le rassemblement de toutes les forces prussiennes. Le prince Frédéric-

1. Le roi à la reine, 15 juillet 1870. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 15 juillet 1870. *Denkwürdigkeiten aus dem Leben von Roon* (récit du fils du ministre), t. II, p. 425 et suiv.

2. Cette scène a été reproduite dans un tableau célèbre, actuellement au Musée Hohenzollern, château Monbijou, à Berlin.

3. D'après Sybel, *Die Begründung*, t. VII, p. 355 et Klein-Hattingen, *Bismarck und seine Zeit*, t. I, p. 604, ce serait Bismarck qui aurait réclamé la mobilisation de l'armée entière. Mais le prince royal a inscrit dans ses tablettes le jour même que lui, le premier, a demandé cette mesure, qui lui avait probablement été indiquée par le chancelier. Le témoin oculaire invoqué par Sybel est évidemment Bismarck même.

Guillaume s'avança sur le perron de la gare et annonça à haute voix : « La mobilisation de l'armée est décidée. » La foule acclama frénétiquement ses paroles. Le roi et son fils partirent dans une même voiture et le peuple entonna *Die Wacht am Rhein*.

Le soir même, un conseil de guerre se réunit au château sous la présidence du roi et en présence de Bismarck ; le roi signa la mobilisation générale[1] ; immédiatement, les télégrammes volèrent dans toutes les directions.

A cet acte décisif, il fallait associer les représentants de la Confédération. Le Reichstag fut convoqué pour le 19 juillet ; dès le 16, Bismarck présida le Bundesrath. Il y exposa en détails, mais à sa manière[2], aux délégués des princes les événements de juillet, et conclut en rejetant sur le gouvernement français toute la responsabilité de la rupture. « Il n'y a plus d'autre choix, dit-il en terminant ; ou la guerre, ou des garanties du gouvernement français contre le retour de pareilles menaces à la paix et à la tranquillité européennes. » Au nom du cabinet saxon, et « d'accord avec les autres gouvernements fédéraux », M. de Friesen exprima son approbation aux actes de la Présidence fédérale. « La France veut le combat, dit-il en terminant, puisse la guerre être menée le plus vite et le plus vigoureusement possible. »

Les royaumes du Sud suivaient l'impulsion : la Bavière et Baden mobilisèrent le 16 juillet, le Wurtemberg le 17. A ce moment, une des puissances neutres tenta une dernière intervention.

Les nations étrangères avaient suivi avec tristesse la déroute de leurs efforts pacifiques. Chacune avait agi pour

1. Moltke. *La guerre de* 1870, traduction Jæglé, p. 9.

2. La communication de Bismarck *in extenso* dans Poschinger, *Fürst Bismarck und der Bundesrath,* t. I, p. 326 et suiv.

la paix, sans se compromettre. Épouvanté d'avoir déchaîné la tempête, le gouvernement espagnol tentait d'apaiser l'ouragan par le seul moyen qui fût en sa possession, la retraite de la candidature Hohenzollern [1] : mais le conflit n'était plus sur cette question. Le tzar restait sur une prudente réserve, et se bornait à affirmer que « la trame ourdie par le maréchal Prim n'aboutirait pas [2] » ; son chancelier ne dissimulait pas ses sympathies prussiennes ; tous deux regardaient plus la mer Noire que le Rhin. Le cabinet italien donnait des conseils de prudence et faisait quelques préparatifs, à toutes fins, car les hommes d'État n'étaient pas d'accord, le roi voulait la guerre avec la Prusse, certains de ses ministres la neutralité, et d'autres la prise de Rome [3]. M. de Beust avait « envisagé l'éventualité de la guerre », mais il désirait laisser à la France l'honneur des premiers combats ; son enthousiasme se refroidissait à mesure qu'accroissait la jactance du duc de Gramont, et aux appels du cabinet français, qui rappelait les pourparlers de la veille, il répondait que rien n'était définitif et ajoutait de bons conseils [4]. Le Danemark, bien embarrassé, suivait le langage de la saine raison et proclamait sa neutralité [5].

Restait l'Angleterre : de tous les gouvernements, le cabinet de Saint-James fut le plus actif et le plus dévoué à l'œuvre de paix ; tout en regrettant les exagérations du duc de Gramont et de la presse française, les lords Granville et Loftus se dépensaient en efforts pour assurer, — pour imposer

1. Mercier de Lostende au duc de Gramont, 18 juillet 1870.

2. Le général Fleury au duc de Gramont, 9 juillet 1870.

3. Alessandro Guiccioli. *Quintino Sella*, t. I, p. 259 et suiv. Govone, *Mémoires*, p. 362 et suiv.

4. M. de Beust au prince de Metternich, 11 juillet 1870, au duc de Gramont, 4 janvier 1873. Beust, *Mémoires*, t. II, p. 327 et suiv.

5. M. Rothan au duc de Gramont, 17 juillet 1870.

moralement, — la médiation de l'Angleterre : le gouvernement prussien refusait avec énergie et même avec hauteur [1]. Malgré cet échec, à la dernière heure le cabinet de Saint-James télégraphia à son ambassadeur en Prusse d'offrir à la cour prussienne les « bons offices » de l'Angleterre, conformément au traité de Paris de 1856. Lord Loftus se rendit le 17 juillet auprès de Bismarck pour lui présenter une note officielle en ce sens. Le chancelier répondit qu'il était tout « disposé à des négociations pacifiques sur une base honorable pour l'Allemagne, mais que l'initiative de ces négociations devait provenir de la France, qui avait pris l'initiative de la guerre. »

Trois jours plus tard, Bismarck rappelait à la Wilhelmstrasse lord Loftus pour l'informer qu'il avait soumis au roi Guillaume la note du gouvernement anglais : il ne pouvait que renouveler sa déclaration antérieure, et cette réponse, faite « avec un grand calme, sans irritation », ne comportait plus de réplique [2].

Ainsi tombèrent les sages paroles que personne ne voulait écouter.

L'état de guerre existait virtuellement : le 18 juillet, dans une circulaire à ses agents, Bismarck l'admettait comme réel. Il insistait sur ce point, que le gouvernement prussien n'avait pas eu de négociations avec le cabinet français, et, supprimant par hypothèse les entretiens d'Ems [3], il considérait la rupture comme une agression brutale de la France, en pleine paix, sans délibérés préalables. Cette conduite est telle, ajoutait-il en terminant, que « la France ne trouvera aucun allié dans une guerre déclarée si méchamment et sans droit [4] ».

1. Lord Granville à lord Lyons, 14 juillet 1870.

2. Lord Loftus. *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. II, p. 281 et suiv.

3. Qu'il expliqua à sa manière au Reichstag le 20 juillet, infra p. 78.

4. Le chancelier fédéral, comte de Bismarck, aux représentants en

Le lendemain, la guerre fut proclamée. A midi, un service évangélique réunit roi, ministres et députés dans la cathédrale où le pasteur Hoffmann développa ce texte sacré : « Avec Dieu, nous voulons accomplir des exploits. » Puis tous se transportèrent dans la Salle Blanche du château pour entendre la lecture du discours du trône [1]. Bismarck, qui l'avait écrit, connaissait le thème de ces déclarations, ayant déjà rédigé l'appel du roi à son peuple en 1866 : habile exposé des faits, dénonciation des intrigues de l'adversaire, invocation de l'honneur allemand, éloge de la paix, appel au Dieu juste et fort, le chancelier de fer avait aligné avec éloquence tous ces mots, car il les jugeait nécessaires pour monter le patriotisme national, mais sans illusion, car il croyait à la force des canons et non à la puissance des paroles.

Avant de se rendre à la salle du Reichstag, Leipziger-Strasse, Bismarck passa au ministère. Un homme l'y attendait, un papier à la main : M. Le Sourd, chargé d'affaires de la France apportait la déclaration fatale ; après un court exposé du conflit, tiré moins de la correspondance officielle que du faux télégramme d'Ems [2], il était dit que le gouvernement français se considérait désormais « comme en état de guerre avec la Prusse ». Bismarck prit l'écrit, s'inclina légèrement et d'un pas ferme se rendit à la Chambre. Dans ses yeux brillait une joie fière [3]. Il demanda la parole, et, de sa voix faible mais bien timbrée, prononça : « J'informe la haute Assemblée,

Allemagne et à l'étranger, 18 juillet 1870. Hahn, *Fürst Bismarck*, t. II, p. 45 et suiv.

1. Blum. *Auf dem Wege zur deutschen Einheit*, t. II, p. 144 et suiv.

2. Notamment sur le refus qu'aurait exprimé le roi d'accorder audience à M. Benedetti.

3. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. IV, p. 263. Unruh. *Erinnerungen*, p. 294.

qu'aujourd'hui le chargé d'affaires français m'a remis la déclaration de guerre. »

Les destinées des peuples sont régies par des lois obscures et mystérieuses, auxquelles les hommes résistent en vain. Rares et brèves sont les heures où la volonté d'un seul peut agir sur l'avenir d'une nation ; l'instant enfui ne revient point. Le 13 juillet 1870, d'une main ferme et brutale, Bismarck empoigna l'occasion de la fortune.

CHAPITRE IV

DE BERLIN A SEDAN

§ I. Préparatifs de combat. — Les motifs de la guerre. — Les occupations de Bismarck. La presse et Maurice Busch. — Le Reichstag; l'adresse et le vote des crédits ; le message de clôture. — L'enthousiasme en Prusse; les provinces annexées. Les princes confédérés. — Les États du Sud; Bade; Hesse. La Bavière: le ministère et les Chambres, le roi Louis II; l'ordre de mobilisation. L'opinion populaire et le vote des crédits. — Le Wurtemberg. — Les neutres. Les voisins des hostilités : Luxembourg, Suisse et Belgique. — L'Angleterre. Le Danemark. Neutralité bienveillante de la Russie. La sagesse de l'Espagne. La prudence de l'Autriche. Beust et Andrassy. La réserve de l'Italie, la question de Rome, Bismarck, Pie IX et Garibaldi. — La publication des exigences françaises en 1866. — La formation des armées.

§ II. Débuts de la campagne. — Départ de Berlin : les collaborateurs du chancelier. Séjour à Mayence : sourd conflit de Bismarck et des généraux. — Correspondance d'Otto. — Premières victoires allemandes. L'entrée en France. Les combats de Metz. La marche sur Châlons. Les gîtes et les soirées; les articles de journaux et l'organisation de l'Alsace-Lorraine ; correspondance officielle. La marche sur Sedan.

§ III. Sedan. — Marche des Français vers l'Est, des Allemands vers le Nord. — Bataille de Beaumont (30 août). Négociations en Belgique. — La journée du 31. — Sedan. Le coteau de la Marfée. La bataille. Envoi de parlementaires allemands. Arrivée de Reille : la lettre du vaincu et la réponse du vainqueur. Départ du roi. — Installation de Bismarck à Donchéry. Négociations avec le général de Wimpffen. — Napoléon. L'entretien de Donchéry. — Conseil des généraux français. Négociation de Bellevue et signature de la capitulation. L'entrevue des souverains. — La chevauchée des vainqueurs et le repas du triomphe. — Effondrement de l'Empire.

§ I

La guerre était déclarée. En une brusque passe d'armes, le grand combat de deux peuples s'était engagé, sur un incident passager en apparence, une candidature abandonnée sitôt posée. Ce n'était point pour si peu que tant d'hommes quittaient famille et travail, se ruaient aux champs de bataille, et jonchaient de leurs cadavres les plaines de France. L'enjeu du duel engagé entre les deux nations, c'était la suprématie en Europe. Bismarck l'entendait ainsi, car, avec le temps, son ambition avait grandi : en 1862, il avait pris le pouvoir pour conserver intacte la couronne prussienne ; il avait travaillé ensuite pour accroître la puissance de son maître, pour égaler son roi aux grands monarques, ses voisins ; en 1864, il avait guerroyé pour augmenter le territoire prussien et traiter en égal avec l'Autriche ; en 1866, il avait déchaîné la guerre fraternelle pour transformer l'étendue de sa patrie prussienne, grouper autour de son roi les princes de second plan, et chasser l'Autriche de l'Allemagne ; la lutte nouvelle non seulement déciderait de l'unité allemande, mais fixerait en même temps le premier rang en Europe. Et le ministre de Berlin voulait que son roi, accueilli à grand'peine quinze ans auparavant au Congrès de Paris, tînt désormais la première place dans les conseils du monde.

Pendant les jours de préparation, alors que, des Pyrénées à la Vistule, de la Méditerranée à la mer du Nord, se massaient les soldats prêts à combattre, Bismarck travaillait jour et nuit. Il s'agissait avant la bataille de surexciter le sentiment national, de resserrer les alliances, d'empêcher toute intervention étrangère. A ce triple travail, il s'activait sans trêve.

Pour agir sur le peuple, le meilleur levier était la presse, la grande puissance officieuse. Bismarck connaissait de longtemps sa force et il en avait fait un instrument souple et discipliné entre ses mains. Depuis quelques mois, un nouveau personnage était entré au ministère de la Wilhelmstrasse, érudit, curieux, bavard, jaloux des gens en place : M. Maurice Busch, docteur en philologie, grand voyageur devant l'Éternel, littérateur à ses heures et journaliste par profession, avait été chargé en février des relations avec la presse [1] ; la situation était spéciale, point tout à fait officielle, car il n'y avait pas de droit à la retraite, ce brevet du parfait fonctionnaire, mais non plus officieuse, car Busch fut admis à l'uniforme pendant la campagne de France ; la fonction n'était point facile, Bismarck parlait, le subalterne prenait des notes, et rentré dans le silence en tirait diverses moutures pour les nombreux journaux subventionnés, officieux, amis ou parfois ennemis. Busch s'y complut, écrivit de sa meilleure encre et ouvrit larges ses oreilles ; il avait mauvais caractère, mais cœur fidèle ; il était collectionneur par goût et aimait les petits papiers ; il devint l'historiographe de son maître en campagne [2], un Dangeau qui ne laissait rien perdre, et conservait les scories avec les pierres de choix. Dans ces derniers jours de juillet 1870, chaque soir le ministre mandait son folliculaire et lui inspirait les articles les plus variés, sur les menées du parti guelfe, les ambitions françaises, les embarras des neutres, les propositions de Benedetti en 1866, la platitude de l'Espagne, les haines de Beust, la générosité de la Prusse : répandus dans la *Gazette de la Croix*, la

1. M. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 2.

2. M. Busch a successivement publié : *Le comte de Bismarck et sa suite pendant la guerre de France* (1879), ses *Tagebuchblätter* traduits en français sous le titre inexact de *Mémoires de Bismarck* (1899), une étude sur *Bismarck und sein Werk* (1898), etc.

Gazette de Cologne, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, la *Nationalzeitung*, la *Gazette de Spener*, ces articles passaient pour l'expression de l'opinion publique en Allemagne ; Bismarck allait plus loin et envoyait sa copie même aux journaux de Belgique ou d'Angleterre [1], et lorsqu'un reporter passait à Berlin, il le recevait « de la manière la plus charmante », lui dépeignait la « situation », lui exposait ses vues sur la France, les Français, l'empereur, ses ministres et le renvoyait sur une citation de Shakespeare [2].

En même temps qu'avec les représentants de la presse, Bismarck traitait avec les représentants du peuple. Réuni pour approuver la guerre et donner les moyens de la faire, le Reichstag tint une courte session, nerveuse, vibrante. Le 19 juillet, après le discours du trône, les députés reçurent de Bismarck la déclaration de guerre au milieu des hourrahs ; pendant plusieurs minutes, leurs cris d'enthousiasme interrompirent la séance, et les spectateurs des tribunes se joignirent à l'allégresse de la salle [3]. L'adresse, rédigée par Miquel le soir même et adoptée le lendemain à l'unanimité par la Chambre [4], refléta cet entrain général : « Une seule pensée, une seule volonté dirige le peuple allemand, y était-il dit ; comme au temps glorieux des guerres d'indépendance, un Napoléon nous contraint aujourd'hui au saint combat pour notre droit et notre liberté... Nous avons confiance dans le courage et le patriotisme de nos frères en armes, nous avons confiance dans la direction expérimentée de l'héroïque roi à cheveux blancs, général de l'armée allemande, qui terminera au soir de sa vie le grand combat qu'il a commencé comme jeune

1. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 46.
2. Russell. *My diary during the last great war* (1874), p. 22, 23.
3. Unruh. *Erinnerungen*, p. 294.
4. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 60 et suiv. Texte et vote de l'adresse.

homme il y a plus d'un demi-siècle. » Et les députés faisaient appel au dévouement de l'Allemagne entière, unie et restaurée dans la lutte contre l'ennemi héréditaire. En recevant la délégation chargée de lui apporter l'adresse, le roi exprima de pareilles espérances.

Le même jour, Bismarck vint au Reichstag pour appuyer la demande de 120 millions de thalers, déposée par son gouvernement[1]. Dans un rapide exposé, il raconta à la Chambre et à sa manière le conflit avec la France : à l'en croire, le cabinet de Paris n'avait fait au gouvernement prussien que deux communications officielles, l'une le 4 juillet à M. de Thile, et l'autre, le 19, qui était la déclaration de guerre ; il omettait la double conversation de Benedetti, en 1869 ; il tenait pour « conversations privées » les entretiens du roi et de l'ambassadeur français à Ems ; les entretiens du duc de Gramont et de M. de Werther étaient réduits « à la demande inacceptable d'une lettre d'excuses que Sa Majesté devait écrire » ; le chancelier traitait avec un dédain plein de modestie « le fameux télégramme de journal, — la dépêche d'Ems dont il était l'auteur, — une communication de journal, ... qui n'était point une pièce officielle, mais un télégramme d'information », et dont il n'avait donné connaissance à ses agents que pour les « orienter sur le développement de l'affaire ». Enfin Bismarck exposa plus longuement l'essai d'entremise d'un gouvernement ami » et la réponse qu'il avait envoyée à lord Loftus. De ses négociations avec les hommes de Madrid, des délibérations à Berlin en mars, des missions de MM. Bernhardi, Bucher, Versen en Espagne et Salazar en Allemagne, du mystère où tout s'était tramé, de l'origine réelle du « fameux télégramme », il n'était mot ; et il serait exagéré de l'en cri-

1. Bismarck au Reichstag, 20 juillet 1870. *Discours*, t. II, p. 411 et suiv.

tiquer : l'heure de la lumière devait tarder de longues années.

Le vote du crédit ne souffrit aucune difficulté ; il n'y eut au scrutin que deux opposants, amis de la paix, honnis par leurs adversaires comme amis des Français[1], MM. Bebel et Liebknecht.

Il était inutile de maintenir en session une assemblée désormais sans objet et dont beaucoup de membres étaient appelés sous les drapeaux ; le 21 juillet, Bismarck donna lecture, au Palais du Reichstag, du message de clôture : « Après les paroles que Sa Majesté le roi a par deux fois adressées au Reichstag, dit-il simplement, il ne me siérait pas d'ajouter quoi que ce fût à ces paroles royales, si Sa Majesté ne m'eût expressément ordonné d'exprimer au Reichstag combien Elle est touchée et reconnaissante de la promptitude et de l'unanimité avec lesquelles vous êtes, de votre côté, venus en aide aux besoins de la patrie. » Et le Président Simson prononça la clôture de la session sur un solennel « Vive le roi Guillaume de Prusse, le chef suprême de l'armée allemande ! »

Les députés, unis étroitement à la monarchie, représentaient exactement le pays. En Prusse, l'enthousiasme était grand, et, plus grande encore la colère contre l'ennemi maudit[2] ; le chant de la *Wacht am Rhein* était devenu l'hymne national ; les diplomates français, en remettant leurs papiers à l'ambassade anglaise[3], et en prenant le chemin de Paris, voyaient partout le départ des soldats résolus « à se venger sur l'adversaire de la dure contrainte à laquelle ils étaient réduits[4] ». Même dans les pays récemment annexés à la Prusse, les

1. *Franzosenfreunde*, écrit M. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. IV, p. 265.

2. Wickede. *Kriegsbilder* (1872), p. 4.

3. Lord Loftus. *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. II, p. 287.

4. Albert Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. II, p. 205.

hommes partaient de plein gré; si la vieille noblesse de Hanovre et de Cassel demeurait attachée à ses princes et manifestait son mécontentement d'une guerre qui lui rappelait de récentes humiliations[1], la population manifestait son loyalisme prussien par de nombreuses adresses[2], des députations, et sa fidélité au devoir militaire. Bismarck avait craint que les officiers et les soldats de l'ancienne légion guelfe[3], dont beaucoup habitaient Paris, se joignissent aux soldats français pour reconquérir l'indépendance de leur patrie, et il avait rendu le 19 juillet une ordonnance qui édictait les peines de haute trahison pour tous les sujets allemands qui prendraient place dans les armées de France; puis il manda auprès de lui un ancien conseiller du roi Georges, jusqu'alors guelfe intransigeant, Meding, qui vivait en Suisse[4]; le chancelier de fer voulait parler haut et dur, Meding l'arrêta net; il avait déjà vu à Paris les officiers de la légion et obtenu d'eux la promesse de ne pas se joindre aux troupes françaises. Satisfait, presque étonné de la puissance du sentiment allemand, Bismarck distribua des pensions à ces anciens adversaires, et, le 3 août, une amnistie fut accordée à tous les délinquants politiques.

Les princes de la Confédération du Nord se conformaient aux ordres de la présidence fédérale, la plupart avec enthousiasme, quelques-uns, peu nombreux, avec une résignation de mauvaise humeur[5]; le duc de Brunswick, le grand-duc de Mecklembourg-Strelitz suivaient le mouvement sans prendre d'initiative et comme à regret; le grand-duc d'Oldenbourg,

1. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 44 et *Mémoires de Bismarck*, t. I, p. 26.

2. Le roi Guillaume à la reine, 19 juillet 1870. Oncken. *Unser Heldenkaiser*, p. 196.

3. Voyez *supra*, t. II, p. 640.

4. Meding, *Memoiren*, t. III, p. 492 et suiv.

5. Rothan. *L'Allemagne et l'Italie*, 1870-1871, t. I, p. 39.

le grand-duc de Mecklembourg-Schwerin, les sénats de Hambourg et de Lübeck notifiaient au représentant français la rupture des relations diplomatiques. Ernest de Cobourg rentrait en hâte dans son duché pour préparer son bataillon[1]; Pierre d'Oldenbourg qui possédait quelques territoires sur la rive gauche du Rhin, manifestait grand zèle[2]; le roi de Saxe se conformait avec beaucoup de fidélité à ses devoirs fédéraux[3]. A cette allure générale, même les grognons du début étaient gagnés; presque tous venaient à Berlin[4], pour solliciter quelque commandement et s'empressaient auprès de Bismarck.

Dans les quatre Etats du Sud, l'opinion publique manifestait très généralement dans le sens patriote et un journal la reflétait exactement lorsqu'il écrivait: « Le sang versé contre l'ennemi commun sera le plus ferme ciment de l'unité allemande[5]. » Les gouvernements étaient plus divisés. Ils avaient reçu, des représentants de la Confédération du Nord, communication de la note envoyée par Bismarck dans la nuit du 13 au 14 juillet[6], — la dépêche d'Ems; ils avaient pu prévoir, réfléchir et se décider. Le 16, le chancelier fédéral avait invoqué les conventions militaires, le *casus fœderis*, et mis en demeure les quatre princes de mobiliser leurs troupes[7]. Confiant en quelques rapports inexacts, le cabinet français croyait encore à leur neutralité. Son erreur fut tôt détrompée.

Le grand-duc de Bade avait double raison pour se rallier

1. Ernest de Cobourg. *Aus meinem Leben*, t. III, p. 653.

2. Jansen. *Grossherzog Peter von Oldenburg*, p. 75.

3. Hassel. *Aus dem Leben des Königs Albert von Sachsen*, t. II. p. 310 et suiv.

4. *Aus Kaiser Friedrich's Tagebuch*, 22 juillet 1870.

5. *Augsburger Allgemeine Zeitung*, du 20 juillet 1870.

6. Louise von Kobell. *König Ludwig II und Fürst Bismarck im Jahre 1870* (1899), p. 9.

7. Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, 1866-1871, p. 306.

promptement à l'ordre fédéral; gendre du roi de Prusse, il y était naturellement porté par ses sentiments personnels; limitrophe de la France, il redoutait le premier choc de l'ennemi; dès le 13 juillet, il avait écrit au roi Guillaume pour lui offrir ses « faibles services » et le 16, il put répondre à l'injonction prussienne que l'ordre de mobilisation était déjà donné; le soir même, on mettait en armes la citadelle de Rastatt[1]. Le grand-duc de Darmstadt avait une situation mixte, car il appartenait à la Confédération du Nord pour la moitié de ses États, la Hesse supérieure, et avait conservé son indépendance pour l'autre partie, indépendance bien amoindrie par sa convention militaire; non moins que son voisin, il pouvait redouter la première invasion des Français; il se hâta donc d'invoquer la protection des armées prussiennes, et, le 16 juillet, ordonna la mobilisation de ses troupes. Son premier ministre, M. de Dalwigk, vieil adversaire de Bismarck, esquissa un essai de résistance auquel le chancelier fédéral coupa court par ses entretiens personnels avec le délégué et les députés de la Hesse à Berlin[2].

En Bavière, la situation était plus confuse. Depuis quatre ans, les classes dirigeantes avaient conservé rancune des événements de 1866 et regimbé au joug prussien. Le prince de Hohenlohe avait vainement tenté de ramener la paix entre son pays et le gouvernement de Berlin, il s'était brisé à l'opposition du parti « patriote », d'exclusivisme bavarois, et il avait dû se retirer au commencement de 1870. Son successeur, baron Bray, favorable aux ultramontains, très lié avec le comte de Beust et porté à l'alliance autrichienne, considérait la convention de 1866 comme une calamité et tenait pour son devoir de la restreindre à ses limites les plus

1. Meyer. *Die Reichsgründung und das Grossherzogthum Baden* (1896.)
2. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. IV, p. 267.

étroites[1]. A la Chambre des députés, le parti clérical et exclusiviste avait la majorité : le cabinet et le Parlement semblaient donc décidés à repousser l'injonction de la Prusse ; la marche à la guerre vint du peuple et du roi.

Pendant les jours mêmes où la guerre était en débat, la Chambre bavaroise épluchait le budget militaire et marquait son hostilité la plus vive à l'alliance prussienne[2] ; un des chefs du parti catholique, le professeur Sepp, déclarait tout net en faisant allusion aux événements en cours : « Nous n'accorderons ni hommes ni argent, car nous ne reconnaîtrons ni le *casus fœderis*, ni le *casus belli*. » Le roi était en voyage. L'opinion publique s'émouvait, habilement travaillée par la presse amie de la grande Allemagne. Le 15 juillet au soir, Louis II revint brusquement à son château de Berg.

Le roi Louis de Bavière était une nature singulière et déconcertante : plus artiste qu'homme d'État, il se plaisait à la musique, aux arts plastiques, à l'architecture surtout, où il avait pris pour modèle le style ample et pompeux de Louis XIV ; brillant cavalier, il errait à cheval dans ses parcs, solitaire comme dans la vie, sans cure le plus souvent des affaires d'État, acceptant les projets de ses ministres, se contentant de leur exprimer son désir par un court billet[3]. Parfois, il prenait rapide sa décision sur les plus difficiles affaires, croyant agir spontanément, inspiré en réalité par un de ses conseillers ou un de ses voisins, le roi de Saxe ou le grand-duc de Bade[4]. Puis il retombait dans ses rêveries lointaines et dans son indifférence maladive.

1. Mohl. *Lebens-Erinnerungen*, t. II, p. 323. M. de Mohl représentait à cette époque le grand-duc de Bade à Munich.

2. O. Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 287 et suiv.

3. Heigel. *König Ludwig II von Bayern*, p. 61 et suiv.

4. Mohl. *Lebens-Erinnerungen*, t. II, p. 340.

En arrivant à Berg, le roi hésitait encore sur le parti à prendre, inclinant plutôt à une solution pacifique ; son chef de cabinet, Eisenhart, le retourna dans la nuit ; puis, pendant que Louis dormait, Eisenhart allait à Munich, prenait l'avis des partisans de la Prusse, revenait en hâte à Berg et surprenait le roi au lit pour lui exposer l'émotion publique, le danger d'y résister. Alors soudain Louis s'écrie : « *Bis dat, qui cito dat*, rédigez mon ordre de mobilisation et communiquez-le à la presse[1]. » Le sort était jeté pour la maison de Wittelsbach.

Pour les adversaires de la Prusse, les « patriotes » bavarois, cet ordre de mobilisation ne signifiait pas nécessairement la marche de bataille, mais pouvait préparer simplement une neutralité armée. A la Chambre, le parti catholique s'efforça d'amoindrir l'acte du roi. Le 18 juillet, le cabinet déposa une demande de crédits nécessaires pour la mobilisation et l'entretien de l'armée sur le pied de guerre pendant le reste de l'année 1870. La première impression des députés fut défavorable et la commission, élue pour en délibérer, contint une majorité hostile au projet ministériel. Le lendemain, M. Jörg lut un rapport qui déniait le *casus fœderis* et réclamait la neutralité armée. Mais, depuis quelques jours, il s'était créé dans le pays un de ces mouvements publics qui entraînent tout : le roi avait été salué le 17 à son entrée à Munich par des cris d'enthousiasme qui approuvaient bruyamment sa décision de mobiliser ; pendant les délibérations de la Chambre, une émotion régnait dans les rues qui se communiquait à la salle des séances ; le comte Bray et le ministre de la Guerre, Prankh, se conformant à l'ordre de leur roi, déclaraient que la Bavière était contrainte à la guerre par ses traités, et ne pouvait

1. Louise von Kobell. *König Ludwig II und Fürst Bismarck*, p. 3 et suiv.

manquer à sa parole ; le professeur Sepp, patriote exclusiviste de la veille, se proclama converti, « comme le prophète, venu pour maudire et qui bénit ». Et, enlevée d'enthousiasme, la seconde Chambre vota les crédits à une forte majorité ; la Chambre haute les adopta le lendemain sans débat[1].

En apprenant ces décisions, le roi Guillaume adressa à Louis de Bavière un télégramme de chaleureux remerciement : « Votre attitude, vraiment allemande, a électrisé votre peuple, lui écrivait-il. Toute l'Allemagne marche ensemble, comme jamais encore. » Et quand le prince royal de Prusse arriva le 27 juillet pour prendre le commandement des soldats bavarois, il trouva à Munich un « accueil enthousiaste[2] ».

Le gouvernement de Wurtemberg avait ordonné, comme ses trois voisins, la mobilisation de ses troupes le 16 juillet, puis il avait attendu, avec prudence, l'inspiration qui lui viendrait de Bavière. M. de Varnbüler, ministre-président, était un homme prompt à se retourner ; autrichien avant Sadowa, il était devenu ami fidèle de la Prusse en 1866, mais son amitié s'était refroidie quand l'opinion publique s'était montrée hostile au régime militaire de la Prusse ; en juillet 1870, il regarda où soufflait le vent ; il se rendit prestement à Munich, y assista au revirement général et revint nationaliste à Stuttgart. Il manifesta un grand zèle à la Chambre, et, le 21 juillet, obtint avec plus d'éclat que de difficulté les crédits de guerre : l'opinion publique s'était prononcée en Wurtemberg avec autant de force qu'en Bavière pour la marche avec la Prusse[3].

1. Toute cette procédure dans Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 63 et suiv. Kobell. *König Ludwig II und Fürst Bismarck*, p. 8 et suiv. Graf Otto von Bray-Steinburg, *Denkwürdigkeiten aus seinem Leben* (1901), p. 126 et suiv.

2. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 28 juillet 1870.

3. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck*, p. 19 et suiv. M. de Mittnacht était alors et pour longtemps ministre en Wurtemberg.

Ainsi toute l'Allemagne était unie contre la France. Encore fallait-il que personne de l'étranger n'intervînt dans le combat. Ce fut l'œuvre de Bismarck.

Le 19 juillet, il avait communiqué à ses représentants la déclaration de guerre remise par M. Le Sourd et annoncé que toute la « nation allemande » se lèverait pour se soustraire « à une humiliation qu'elle ne pouvait supporter[1] » ; la guerre était le seul fait de la France, Bismarck n'y était pour rien, — ô beauté des mots. Et de suite il s'efforçait de limiter la guerre aux frontières franco-allemandes. Ces frontières touchaient trois États neutres : pour le Luxembourg, la convention de 1867 suffisait à éviter une invasion, d'ailleurs impossible. La Suisse, où que fussent ses sympathies, manifestait sa ferme volonté de respecter et de faire respecter sa neutralité ; par une dépêche à son représentant en Suisse, général de Röder, le 21 juillet, Bismarck assurait au gouvernement fédéral que la neutralité de la Suisse serait observée « conformément aux traités ». Il devait en être de même de la Belgique ; le gouvernement anglais s'agitait avec inquiétude, et, sans confiance dans le traité de 1839, demandait une nouvelle garantie des belligérants. Les cabinets de Paris et de Berlin promettaient de respecter le territoire belge[2] ; cet engagement oral ne suffisait pas au cabinet de Saint-James qui signait de nouveaux traités, le 5 août avec la Prusse, le 11 avec la France, pour assurer l'inviolabilité de la Belgique.

Satisfait de ces engagements, le gouvernement anglais maintint le principe de sa neutralité, qu'il avait proclamée dès le 19 juillet ; Bismarck s'occupa activement à arrêter la

1. Bismarck aux représentants de la Confédération du Nord. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 59 et suiv.

2. Bismarck à Loftus, 22 juillet 1870. Horst Kohl, *Bismarck Regesten* à cette date.

contrebande de guerre ; comme la flotte française était maitresse de la mer, la Prusse ne pouvait empêcher l'entrée en France du charbon et des munitions ; le chancelier fédéral demanda au cabinet de Saint-James de s'opposer à ce commerce ; lord Granville lui répondit par un refus poli, mais catégorique [1].

Neutre aussi demeurait le Danemark, à regret, le cœur marri de manquer si belle occasion de récupérer son territoire perdu, mais par voie de saine prudence ; Bismarck lui demanda avec une précision catégorique de proclamer sa neutralité, sans quoi les troupes prussiennes envahiraient le Jutland. Le roi Christian était pris entre deux tentations, car le gouvernement français lui adressait les plus séduisantes propositions : sur le conseil de l'Angleterre et de la Russie, il prit le parti de l'abstention et proclama le 25 juillet la neutralité de son Etat.

La Russie avait annoncé de même sa neutralité, mais il y a neutralité et neutralité ; si le gouvernement de Pétersbourg ne guerroyait point par ses soldats, il ne demeurait pas inactif et s'employait énergiquement en faveur de la Prusse. La cour de Berlin obtenait un troisième et splendide résultat de sa politique amicale envers la Russie ; l'obéissance aux ordres du tzar en 1850, la neutralité bienveillante pendant la guerre de Crimée, l'intimité de Bismarck avec l'empereur Alexandre et ses conseillers pendant son ambassade à Pétersbourg, la convention de février 1863 avaient noué entre les deux États un lien d'intimité qui permit à la Prusse d'écraser le Danemark en 1864, l'Autriche en 1866, la France en 1870. Tout récemment, avec le tzar et son chancelier Bismarck avait à nouveau contracté un pacte d'échange [2], liberté aux uns sur

1. Sybel. *Die Begründung des deutschen Reichs*, t. VII, p. 376 et suiv.

2. Voyez *supra*, t. III, p. 56.

la mer Noire, liberté à l'autre sur le Rhin, et les Russes témoignaient à voix basse, mais nette, qu'ils interviendraient si quelqu'un cherchait noise à leur ami [1] ; leurs ambassadeurs donnaient de bons conseils à Vienne et à Copenhague, de ces avis où sourd une menace, et promettaient à Berlin que nul ne bougerait. « La Russie, écrivait le roi Guillaume, a non seulement exprimé sa neutralité bienveillante, mais encore laissé entrevoir davantage [2]. »

Bismarck avait espéré un autre appui, celui de l'État directement intéressé à la candidature Hohenzollern, l'Espagne [3]. Au lendemain de la déclaration de guerre, il fit demander au maréchal Prim quel contingent l'Espagne mettrait en ligne [4]. Loin de partir en guerre, le gouvernement de Madrid ne pensait qu'à se retirer du combat ; le 18 juillet, il avait annoncé qu'il enverrait aux princes de Hohenzollern, au roi Guillaume, à Bismarck un agent spécial pour retirer la candidature [5], — comme si cette question était encore en jeu. Et lorsque l'incendie eut éclaté, l'Espagne s'empressa de proclamer sa neutralité. Bismarck en fut indigné, et ne tarit point en brocards sur le déshonneur des Espagnols, peuple abâtardi, incapable de loyauté [6]. Sa colère s'est prolongée jusqu'aux historiens allemands de notre temps [7].

Restaient les deux États dont le cabinet français avait

1. Sir A. Buchanan à lord Granville, 23 juillet 1870.

2. Le roi Guillaume à la reine, 19 juillet 1870. Oncken, *Unser Heldenkaiser*, p. 196. Cf. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 28 juillet 1870.

3. Voyez *supra*, t. III, p. 11.

4. D'après un propos de Bismarck à Angelo de Miranda. Poschinger. *Tischgespräche*, t. I, p. 57.

5. Mercier de Lostende au duc de Gramont, 18 juillet 1870.

6. Propos de Bismarck devant Busch. 17 novembre 1870. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 411. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 96 et suiv.

7. E. Lorenz. *Kaiser Wilhelm I und die Begründung des Reichs*, p. 309.

escompté le secours, l'Autriche et l'Italie : à la veille même de la déclaration de guerre, il croyait encore à leur intervention, et leur retraite fut pour lui une double déception.

Plus la France s'avançait dans la voie belliqueuse, plus l'Autriche se refroidissait. Le gouvernement de Vienne était partagé : l'empereur voulait la paix, il l'avait dit le 14 juin au général Lebrun, la situation intérieure et extérieure de son peuple l'y contraignait[1]. M. de Beust, qui avait été très favorable à l'alliance française, et avait peut-être rêvé une revanche de Sadowa, était effrayé des dangers de la guerre pour la monarchie autrichienne, de l'attitude de la Russie, de l'opinion des Hongrois : avant la guerre, il donnait avec bon sens des conseils pacifiques, après la déclaration, il envoyait à Paris « non des assurances qui nous engageaient, mais seulement des déclarations amicales[2] », et il attendait les premières victoires pour prendre sa décision ; l'allure n'était pas héroïque, tenant moins de don Quichotte que de Sancho Pança ; mais elle réussit à l'Autriche. Le ministre-président en Hongrie, M. Andrassy, prenait une attitude nette et contraire : il déclarait fortement au Parlement magyar qu'il n'y avait aucun accord entre les gouvernements de Paris et de Vienne, et l'on a pu conclure de ses paroles, de sa politique et de ses actes, qu'il s'était entendu secrètement avec Bismarck en assurant toute liberté à la Prusse sur le Rhin. L'archiduc Albert, le vainqueur de Custozza, préparait des plans de guerre, mais personne ne l'écoutait. Et, lorsque l'empereur réunit ses conseillers le 18 juillet, malgré Beust qui voulait quelques préparatifs, Andrassy l'emporta : le conseil royal se prononça pour la neutralité pure et simple. Mécontent de

1. Général Lebrun. *Souvenirs militaires* (1895), p. 58.

2. M. de Beust au comte Andrassy, 28 avril 1874. *Mémoires du comte de Beust*, t. II, p. 325.

cette décision trop formelle à son gré, Beust négocia encore à Paris et à Florence, et, pendant quelques jours, ses estafettes et ses projets parcoururent les grands chemins [1].

Le gouvernement italien était dans un profond embarras ; partagée en trois partis, — le roi et les généraux tenant pour l'intervention en faveur de la France, certains ministres pour une neutralité par bienveillance envers la Prusse, d'autres pour une action vers les États pontificaux, — la cour de Florence faisait quelques préparatifs, constatait la pénurie de ses finances [2] et le désarroi de son armée, et pensait à tirer nouveau bénéfice sans danger. Elle avait profité en 1866 des victoires prussiennes : *bis repetita placent.* Elle proclamait sa neutralité officielle le 24 juillet, et une seule éventualité l'aurait déterminé à intervenir dans la grande guerre, la permission d'entrer à Rome ; mais, si le gouvernement autrichien acceptait cette évolution nécessaire, le cabinet français se refusait énergiquement à y consentir ; Vitzthum d'Eckstädt courait de Vienne à Florence, pour porter un projet de triple alliance où l'invasion des Italiens dans la Ville Eternelle était le salaire des Florentins ; Vimercati poursuivait Napoléon jusqu'à Metz pour lui présenter l'acte à signer ; l'empereur refusa, circonvenu par le parti ultramontain, Gramont, l'impératrice, et un mot circulait, légendaire mais significatif : « Mieux vaudrait les Prussiens à Paris que les Piémontais à Rome [3]. »

1. Sybel. *Die Begründung*, t. VII, p. 386, d'après les mémoires inédits de Vitzthum d'Eckstädt qui prit grande part à ces négociations.

2. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 28 juillet 1870. Govone. *Mémoires*, p. 368 et suiv.

3. Sur les relations des cours de Paris et de Florence. Guiccioli, *Quintino Sella*, t. I, p. 277 et suiv.; Corsi, *Italia*, 1870-1895, p. 1 et suiv.; Nigra, *Ricordi Diplomatici*, p. 5 et suiv.; Prince Napoléon. *Les alliances de l'Empire en 1869 et 1870*. *Revue des Deux Mondes* du 1er avril 1877; Bourgeois, *Manuel historique de Politique étrangère*, t. III, p. 720 et suiv.; Bour-

Pendant ces négociations, Bismarck jouait un double jeu : à Rome, il faisait montre de politesse et de bons procédés, recommandant à son ambassadeur, Arnim, de prouver hautement sa déférence envers le Vatican et les décisions du Concile ; il envoyait même auprès du pape, et d'accord avec le grand-duc de Bade, un envoyé spécial, M. Gelzer, si bien que le Saint-Père pouvait croire que son meilleur appui était à Berlin [1] ; et ce n'était pas la moindre singularité de ce temps, que la protestante Prusse manifestât en faveur du pape qu'abandonnait la catholique Autriche. Mais ce n'était que vaine apparence ; en même temps, Bismarck rouvrait d'anciennes relations [2] avec Garibaldi pour amener par ses conseils et son argent les patriotes italiens à tenter un coup de main sur Rome si le gouvernement de Florence s'alliait à la France [3]. Au début de la guerre, les républicains italiens lui envoyaient des délégués auxquels il promettait son appui financier si le roi intervenait en faveur de la France [4]. La négociation n'eut point de suite : la bataille de Wœrth et la série des défaites françaises arrêtèrent net les bonnes intentions du roi Victor-Emmanuel. « F..., s'écria-t-il en apprenant le désastre de Frœschwiller, je l'ai échappé belle [5]. »

geois et Clermont. *Rome et Napoléon III* (1907), p. 243 et suiv. On doit remarquer, d'ailleurs, que l'intervention de l'Italie seule n'eût point suffi à modifier le cours des choses, car celle-ci ne pouvait mettre en ligne que 60 000 hommes et manquait d'argent. Cf. à cet égard l'article de M. Welschinger, *Journal des Débats*, 5 août 1906.

1. O. Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs* 1866-71, p. 323.

2. *Supra*, t. II, p. 641. Cf. A. Boullier. *Bismarck et Mazzini*, p. 252 et suiv.

3. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 46 et la note.

4. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 123. Le 31 août 1870, il écrivait au démocrate italien Cucchi, qu'il reconnaîtrait immédiatement la prise de Rome et s'opposerait à toute intervention de l'Autriche en faveur de la papauté. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. IV, p. 295.

5. Rothan. *L'Allemagne et l'Italie* t. II, p. 80.

A la fin de juillet, Bismarck considéra comme chancelante la neutralité de l'Autriche et de l'Italie, douteuse l'amitié de l'Angleterre, digne d'affermissement l'abstention de la Belgique, de la Russie et de la Hollande, et il tira de son portefeuille un papier qui somnolait depuis quatre ans : c'était le projet d'alliance entre la Prusse et la France, au détriment de la Belgique, — l'acte que M. Benedetti lui avait si imprudemment remis au mois d'août 1866 [1]. Le 25 juillet, le *Times*, largement ouvert aux communiqués de la Wilhelmstrasse, publiait le texte de cette proposition, et les jours suivants le chancelier fédéral montrait l'original à tous venants, grands ambassadeurs ou petits souverains ; il faisait mieux ; il en ordonnait la reproduction par la photographie, pour l'envoyer à tous les cabinets, et les épreuves couraient la ville, le moindre rédacteur aux affaires étrangères s'en offrait un exemplaire [2]. Cette publication, les commentaires dont l'accompagna Bismarck [3], produisirent en Europe un effet « immense [4] » ; la presse anglaise s'indigna, les petits États tremblèrent [5], et les populations de l'Allemagne du Sud s'unirent avec plus d'enthousiasme encore à leur protecteur du Nord.

Ainsi les menées de Bismarck avait surexcité le patriotisme en Prusse, lié les royaumes du Sud à la maison de Hohenzollern, écarté toute intervention étrangère. L'Allemagne avait la voie libre pour le combat : trois armées marchaient sur la frontière [6], la première, conduite par le général de

1. *Supra*, t. II, p. 538.

2. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 54.

3. Bismarck à Bernstorff, 28 juillet, aux représentants de la Confédération de l'Allemagne du Nord, 29 juillet 1870. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 75 et suiv.

4. Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. I, p. 223.

5. Discailles. *Charles Rogier*, t. IV, p. 316.

6. *La guerre franco-allemande de* 1870-71, par le Grand État-Major

Steinmetz, remontait la vallée de la Moselle; la seconde, commandée par le prince Frédéric-Charles, se dirigeait sur la Saar; et, dans la troisième, le prince royal de Prusse unissait Bavarois et Prussiens, Badois et Wurtembergeois, — ainsi l'avait demandé Bismarck, — dans une même marche au long du Rhin; le roi Guillaume avait le commandement suprême, Moltke, lèvres serrées, œil fixe, dirigeait tout d'un sombre génie.

Le 25 juillet 1870[1], le lieutenant badois von Winsloë franchissait la frontière et tombait sur un territoire qui n'est plus français[2].

§ II

Le 31 juillet 1870, à six heures du soir, un long train partait de Berlin dans la direction de l'Ouest : il conduisait à leur nouvelle fortune Guillaume, Roon, Moltke et Bismarck. Les employés de la gare avaient eu le choix heureux et ironique, ils avaient attribué au chancelier le wagon de l'ex roi Georges;[3] ainsi Bismarck traversa-t-il le Hanovre dans les meubles mêmes de l'ancien souverain. Le voyage fut une « marche triomphale », coupée de longs arrêts à travers la campagne, d'acclamations dans les villes, d'envois d'instructions variées et de réceptions de nouvelles contradictoires. Le 2 août au matin, le roi et ses conseillers s'arrêtaient pour

prussien, p. 47 et suiv. Moltke. *La guerre de* 1870, p. 8. Général Bonnal. *La manœuvre de Saint-Privat*, p. 62 et suiv.

1. Charles Malo. *Le premier combat et la première victime de la guerre franco-allemande. Journal des Débats* du 23 juillet 1904.

2. Bismarck avait cru que les Français — « la bande de brigands », écrivait-il, — entreraient dès le 24 juillet sur le territoire allemand. Bismarck à son frère, 23 juillet 1870. *Bismarckbriefe*, p. 462.

3. Abeken à sa femme, 1er août 1870. Abeken, *Ein schlichtes Leben*, p. 378.

quelques jours à Mayence : le chancelier s'installa dans la maison d'un riche négociant [1].

Les derniers jours de Berlin avaient été pour Bismarck tout de tension nerveuse : du matin au soir, — et presque du soir au matin, — il avait reçu princes et ambassadeurs, ministres ou journalistes, il avait transmis ses ordres ou ses insinuations dans toutes les directions, il avait travaillé son pays et l'Europe, comme un boulanger travaille la pâte où il répand son ferment. En même temps, cet homme en partie double, chef d'Etat et père de famille, avait préparé ses fils à combattre, fait ses adieux aux siens, communié en famille [2]. Puis il était parti, casque en tête, sanglé, en héros, prêt à la lutte ; autour de lui étaient ses meilleurs collaborateurs : Abeken, le confident des intimes pensées, qui minutait exactement les idées du chef ; Keudell, l'homme de confiance, prêt à tout souffrir de son dieu ; Charles de Bismarck-Bohlen, le cousin dévoué et le garde du corps ; le comte de Hatzfeldt, longtemps secrétaire d'ambassade à Paris et rompu aux finesses de la langue française ; Busch, le journaliste disert et apte à développer toute thèse dont son maître lui indiquait le sens [3] ; mais soudain la vie intense de la Wilhelmstrasse s'arrêtait, le travail diplomatique disparaissait, les soldats seuls dominaient.

Bismarck en fut étonné, déçu, furieux : pendant la cam-

1. L'existence personnelle de Bismarck pendant la campagne de France est connue, heure par heure, par ses lettres à sa femme, celles du roi à la reine, les souvenirs ou récits de Busch, Abeken, Keudell, et les travaux de Horst-Kohl, Poschinger ; il importe de n'en retracer ici que ce qui tient à l'histoire et non aux faits divers. On n'a point d'avantage l'intention d'exposer dans cet ouvrage l'histoire des opérations militaires.

2. Il avait même convié ses collaborateurs à communier avec lui. Aucun ne vint.

3. Il ne fut appelé par Bismarck que le 6 août et rejoignit le chancelier à Sarrebrück.

pagne de Bohême, il avait assisté aux conseils de guerre et parfois convaincu le roi à sa pensée ; Moltke et son état-major en avaient conservé rancune, et avaient décidé d'exclure ce « civil » des délibérations militaires[1] ; dès le premier voyage, à Cologne, Bismarck surprit une conversation entre généraux où il crut percevoir même l'abandon du fidèle Roon[2] ; dans les distributions de logements, il remarqua un parti pris de le mettre à l'écart[3], un respect servile des « spectateurs princiers », largement installés, alors qu'il ne lui était assigné qu'une « maison étroite »[4] ; vexé, il épancha sa mauvaise humeur à haute voix et ne manqua point de critiquer avec vivacité les « fautes » qu'il remarquait dans le cours des opérations ; les militaires relevèrent ces observations et ainsi surgit entre le chancelier et les généraux un conflit qui devint aigu à Versailles.

La correspondance intime s'en ressentait, non moins que des conditions mêmes de la guerre ; elle prenait ce ton spécial, qu'elle eut pendant toute la campagne, de dureté impitoyable que mitige seulement une profonde tendresse pour sa femme et ses enfants ; le vieux tempérament des Bismarck, brutal et belliqueux, se retrouve dans Otto, le *tollejunker* d'antan. Il déclare que la guerre est l'état normal et naturel de l'homme[5] : jamais il n'a vécu en aussi parfaite santé. L'ennemi est une horde d'« incendiaires », de « brigands[6] ».

1. Le conflit de Moltke et Bismarck commença dès le 20 juillet sur la question des commandements. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 20 juillet 1870.

2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 114 et suiv.

3. Bismarck à Roon, 10 août 1870. Poschinger. *Bismarck-Portefeuille II*, p. 189 et suiv.

4. Bismarck à sa femme, 8 août 1870. *Lettres de Bismarck à sa femme pendant la guerre de* 1870, traduction Schröder et Bruck Gilbert, p. 14-15.

5. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 114.

6. Bismarck à sa femme, 6 août; à son frère, 23 juillet 1870.

Il applique joyeusement les lois les plus dures de la guerre, en plaisantant et comme en se jouant ; un pauvre abbé de campagne défend son clocher, il en fait un « cordelier », la « corde au cou ». Quand le village de Bazeilles est en flammes, il plaisante allègrement sur l'odeur d'oignon rôti qu'exhalent les corps des paysans français morts dans la défense de leurs foyers [1]. Et le même homme s'inquiète avec une tendre sollicitude des migraines de sa femme, se réjouit de rencontrer son Bill « extrêmement crasseux » et porteur d'un cochon, se lance à cheval, dans la nuit, pour rechercher son aîné blessé ; dans cette course, il n'a cure de l'ennemi prochain, il oublie les affaires publiques, il ne se souvient que de son petit et ne s'arrête que lorsqu'il l'a retrouvé et installé dans sa propre voiture.

Cependant la grande lutte avait commencé ; à l'illusoire victoire de Sarrebruck avaient succédé pour les Français les désastres de Wissembourg le 4 août, de Wœrth-Reichshoffen et de Spickeren le 6 ; l'armée de Napoléon était en retraite et le sol français profondément envahi. Dans un « irrésistible élan », Prussiens, Bavarois, Wurtembergeois « se précipitaient tête baissée en avant », et, fier d'une « émulation » qu'il avait surexcitée, Bismarck sentait prochaine l'union allemande [2]. Le roi et ses conseillers suivaient le mouvement, passaient de Mayence à Hombourg, à Sarrebruck, et, le 11 août, franchissaient la frontière : en entrant sur le territoire ennemi, le roi lançait une proclamation, rédigée probablement par son chancelier, adressée aux « bourgeois de France », pour leur promettre « entière sécurité dans leurs personnes et leurs pro-

1. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 164 et *Le Comte de Bismarck et sa suite pendant la campagne de France*, p. 87. Poschinger. *Tischgespräche*, t. I, p. 182.

2. Bismarck à sa femme, 5 et 8 août 1870.

priétés, tant qu'ils ne m'obligent pas à protéger les troupes allemandes contre leurs entreprises criminelles ». Trois jours après, Bismarck et son maître arrivaient dans les environs de Metz. Ils y passaient une dizaine de jours[1], tournant à grande distance autour de la vieille citadelle française, l'oreille attentive au son lointain du canon, surveillant l'armée ennemie coupée en deux tronçons, Bazaine à Metz, Mac-Mahon en retraite sur Châlons. Ils visitaient les champs de bataille, Borny, où tombèrent 5.000 Prussiens, Mars-la-Tour, où une perte de 32.000 hommes arrêta les deux adversaires dans le combat et la poursuite, Gravelotte et Saint-Privat, où l'on sacrifia 21.000 soldats, les meilleurs de Prusse, pour entourer Bazaine d'un cercle de fer. Autour de Bismarck, dans cette petite noblesse terrienne dont il sortait, les deuils étaient nombreux et avaient frappé dans maintes familles amies de la sienne, Kleist, Senfft, Auerswald, Schwerin, Reuss, Itzenplitz. Bismarck maugréait contre ces tueries, jetait, sincère, un regret aux disparus et pensait à ses fils.

Le 23 août, le grand état-major changea brusquement sa direction. Le prince Frédéric-Charles et la première armée, forte de 150.000 hommmes, restèrent devant Metz pour y bloquer étroitement le maréchal Bazaine. Deux armées comprenant 223.000 hommes, commandées par les princes royaux de Prusse et de Saxe, se dirigèrent vers l'Ouest pour briser l'armée de Châlons. Guillaume et son état-major suivirent la marche de leur troupe principale : Bismarck était attaché à son maître, et le voyage reprit, au hasard des étapes.

Depuis son entrée en France, Bismarck menait la vie des camps, qu'il avait rêvée dans sa jeunesse, et qu'il aimait par tradition : il couchait tantôt dans une villa luxueuse, tantôt dans

1. Le roi Guillaume à la reine, 12 août et jours suivants; dans Oncken. *Unser Heldenkaiser*, p. 200 et suiv.

une masure, à la lueur des chandelles enfoncées dans des bouteilles vides. Il se nourrissait à l'aventure, d'un œuf cassé sur le panneau de son sabre, ou d'une poule « qui deux heures avant le repas, vivante encore, avait fait ma connaissance ». Et cette vie lui convenait, avec son imprévu et ses aventures, les soirées passées, pipe aux dents, devant un verre de vin de Moselle, à deviser avec ses gens ou un hôte de passage, M. Bamberger, député au Reichstag, le général Sheridan [1], autorisé par le Président Grant « à visiter l'Europe », et suivant depuis le 17 août l'état-major allemand comme s'il en faisait partie, sans manquer une bataille ni perdre un projet; et le général américain était si féru d'amour pour le chancelier fédéral qu'il le revoyait dans ses rêves et murmurait en dormant : « O dear Count. » Parfois la conversation prenait plus d'importance, quand l'interlocuteur était quelque personnage de marque, le prince royal de Prusse, le prince Albert de Saxe, et Bismarck posait ses jalons pour tracer la route de l'unité allemande [2].

Il posait également les premières pierres dans la presse d'Allemagne et d'Angleterre. Chaque jour, il appelait Busch et lui dictait le canevas d'un article sur la rivalité de la France et de l'Allemagne, la nécessité pour les petits États de chercher leur sécurité dans une étroite union de toutes les forces germaniques, l'élan commun des soldats allemands, accourus de toutes parts et unis par de mêmes périls et de mêmes espérances. Il insistait sur le besoin d'obtenir par la paix « une barrière solide, qui pût être opposée aux désirs de conquête des Français ». Car, dès le début de la campagne, Bismarck

1. Sheridan. *Personal Memoirs* (Londres 1888), t. II, p. 363 et suiv.

2. Albert de Saxe au roi Jean, 22 août 1870. Hassel, *Aus dem Leben des Kœnigs Albert von Sachsen*, t. II, p. 392 et suiv. Freytag. *Der Kronprinz und die Kaiserkrone*, p. 20-27.

exposait nettement, brutalement, la nécessité d'annexer une province pour en faire la forteresse de l'Allemagne. « Une indemnité de guerre ne constitue qu'un affaiblissement passager de la France, écrivait Busch sur son ordre[1]. Ce qu'il nous faut, c'est une plus grande sûreté des frontières allemandes et nous ne l'atteindrons qu'en transformant en ouvrages de défense les forteresses qui nous menacent. Strasbourg et Metz, de forteresses agressives françaises, doivent devenir forteresses défensives allemandes. » Et l'Alsace-Lorraine était organisée en province d'Empire, définitivement. Un cousin du chancelier, Frédéric de Bismarck-Bohlen[2], général de cavalerie, déjà commandant du Hanovre en 1866, est nommé le 14 août gouverneur général d'Alsace; une carte fixe ses territoires le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et le département de la Moselle comprenant Metz, Thionville, Sarreguemines, Château-Salins et Sarrebourg[3]; ce sont les pays annexés six mois plus tard : seul Belfort y manquera.

Les autres départements envahis sont confiés à des administrateurs provisoires: les candidats se pressent au quartier général, le comte Henckel, M. de Kuhlwetter, le comte Renard, et tous s'installent dans les cabinets des préfets impériaux.

De grandes affaires, Bismarck n'en traite guère, car toutes sont en attente du succès définitif qui permettra la réalisation des grandes espérances[4] ; avec le roi de Bavière, il correspond sur la question allemande ; avec la Russie, Bismarck négocie discrètement, inquiet un peu des amitiés que la France

1. Busch. *Tagebuchblätter*, 28 août 1870, t. I, p. 124. Cf. l'article de la *Provinzial-Correspondenz* du 31 août dans Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 113.

2. Comte Frédéric de Bismarck-Bohlen, 1818-1894, qu'il ne faut pas confondre avec son cousin Charles, le fidèle garde-corps du chancelier.

3. Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. I, p. 277.

4. Abeken à sa femme, 4 août 1870. *Ein schlichtes Leben*, p. 381.

conserve à Pétersbourg. « Gortschakoff se présente moins bien que son empereur[1]. » Avec la Belgique, il traite encore la question de neutralité, l'invasion possible des Français, le transport des blessés. Surtout, il attend.

Le 25 août, Moltke apprend que le maréchal de Mac-Mahon tente de glisser une armée le long de la frontière pour délivrer Bazaine. Le chef de l'état-major allemand modifie brusquement son plan de campagne et résout de couper la voie à cette nouvelle armée française. Le lendemain, le roi et ses conseillers abandonnent la route de Paris pour se tourner vers le Nord. C'est la marche sur Sedan.

§ III

Le 17 août, l'empereur Napoléon avait réuni ses généraux à Châlons moins en conseil de guerre que pour un échange de vues. On s'y était entretenu de la nécessité de secourir Bazaine et son armée, mais on était resté dans l'imprécis, rien n'avait été décidé[2]. A Paris, au contraire, l'avis était catégorique : l'impératrice, les ministres, le parti de la cour tenaient pour indispensable un mouvement d'offensive, seul capable de sauver l'armée de Metz, de ranimer l'opinion publique, de raffermir la dynastie. Ainsi fut résolue la marche sur l'Est non d'une décision ferme et raisonnée sur les faits, mais par manière de politique chez les uns, de résignation chez les autres.

C'était là une entreprise difficile et périlleuse ; pour y réussir, il fallait une armée forte et cohérente, un général tenace et prompt, une action d'une rapidité foudroyante, et le secours

1. Bismarck à sa femme, 31 août 1870.

2. Déposition du maréchal de Mac-Mahon. *Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la Défense nationale*, t. I, p. 29.

de l'assiégé qu'on tentait de sauver. L'armée de Châlons ne rencontra point ces conditions : composée de corps divers, la plupart fatigués par de longues marches et découragés par de récentes défaites [1], elle aurait eu besoin pour se former d'un temps de travail et de repos que ne permettaient point les circonstances. Le maréchal de Mac-Mahon, mieux fait pour l'obéissance que pour le commandement, était pris entre les ordres qui lui arrivaient de Paris, et les scrupules de son bon sens qui lui démontrait les périls de la tentative [2] ; il était — le mot est de lui — « assez indécis », et son indécision se manifestait par des ordres contradictoires qui lançaient, dans de vaines marches et contre-marches, des troupes déjà lassées et démoralisées; surpris par ces contradictions, le service de l'intendance était en désarroi et les soldats recevaient tard une nourriture mauvaise et insuffisante ; la cavalerie, chargée de l'avant-garde et de l'éclairage, se trouvait subitement entourée d'infanterie; et les chefs de corps étaient exposés aux nouvelles les plus étranges comme aux malentendus les plus singuliers. Au lieu de foncer droit et ferme, avant que les Allemantls eussent eu le temps de se former en bataille, le maréchal de Mac-Mahon avait pris un moyen terme; il avait porté ses forces au Nord, sur Reims, pour les tourner ensuite par une brusque volte vers l'Est ; mais, une semaine encore il hésita, pendant que ses troupes erraient sur les plateaux de l'Argonne ; et, le 27 août, il ordonnait la retraite sur Paris, pour reprendre quelques heures après la marche sur Metz. Il attendait un signe de son frère d'armes, pendant que Bazaine, vaniteux sans grandeur, roué sans ampleur, roulait de vagues ambitions, annonçait qu'il *allait* s'ébranler

1. Déposition du général Schmitz au procès Trochu contre le *Figaro*. *L'Empire et la défense de Paris*, p. 142.

2. Général Lebrun. *Bazeilles-Sedan*, p. 38.

de Metz et y restait par mollesse, par incapacité et pour quelque dessein secret et inavoué.

L'état-major allemand connaissait ce désarroi par ses éclaireurs et par les télégrammes qu'il recevait de Londres [1]. Aussi résolut-il d'abandonner son plan primitif et de se porter brusquement au Nord pour prendre de flanc l'armée de Mac-Mahon. Bismarck était favorable à ce mouvement, car il espérait un décisif combat qui permît d'écourter la campagne. « Mac-Mahon nous échappe sur Reims, écrivait-il à sa femme. Il a fait un crochet, comme on dit à la chasse, et nous cherchons à le couper en le poursuivant pour le forcer à livrer bataille [2]. » Pendant les jours de cette marche en angle, les avant-postes seuls arrivèrent en contact, le maréchal français semblait éviter le combat avec une prudence qui ne fut qu'intermittente, et Bismarck s'irritait : « L'oiseau s'est encore envolé... Il est ennuyeux de courir après ces Français, faudra-t-il les suivre jusqu'à ce que, à Boulogne ou à Dieppe, la mer mette une barrière à leur retraite [3]. » A ce moment, le dieu des batailles lui donna satisfaction.

Les lignes de marche des deux armées vinrent se heurter à Beaumont. Pendant les journées de préparation, Moltke avait serré son action froidement, sûrement, comme un mathématicien aligne un théorème. L'armée de la Meuse, commandée par le prince royal de Saxe, marchait vers le Nord-Est pour heurter en angle les soldats de Mac-Mahon ; deux corps étaient appelés de Metz, où ils étaient en réserve, pour attaquer de face les Français ; enfin, le prince royal de Prusse s'avançait vers le Nord pour prendre l'ennemi par derrière et le tourner ; ainsi les mâchoires de cet immense étau devaient se fermer

1. Moltke. *La guerre de* 1870, p. 83.
2. Bismarck à sa femme, de Clermont en Argonne, 27 août 1870.
3. Bismarck à sa femme, de Grandpré, 29 août 1870.

pour broyer l'armée de Mac-Mahon, le dernier espoir de la France.

Le 30 août, le général de Failly est surpris à Beaumont par le quatrième corps prussien (de l'armée du prince royal de Saxe); la mêlée devient générale; Prussiens et Français reçoivent des secours; jusqu'au soir ils combattent avec acharnement; à la tombée de la nuit, les Français sont contraints de se replier sur la rive gauche de la Meuse, et au Nord vers Sedan.

Le roi et Bismarck avaient assisté de loin à l'engagement, prêtant l'oreille au bruit aigu des mitrailleuses « comme lorsqu'une machine lâche la vapeur », suivant à la lunette les mouvements des troupes et les galopades de l'escorte impériale. Vers le soir, le combat avait repris avec l'acharnement du désespoir ; un village flambait rouge dans la nuit tombante. Au sommet d'un coteau, Guillaume était assis sur une chaise, devant un feu de paille, tendant machinalement ses mains à la flamme réchauffante, le roi, Moltke, Bismarck regardaient les derniers obus éclatant en fusée, les charges suprêmes des uhlans et les lignes noires des Français qui se repliaient vers le Nord[1]. La bataille était gagnée.

Serrée de trois côtés par les troupes allemandes, l'armée française devait reculer jusqu'à la frontière, et il était à prévoir qu'elle chercherait à la franchir. Le soir même, Bismarck télégraphia à son représentant à Bruxelles d'aviser le gouvernement belge de cette éventualité et d'exprimer la ferme espérance que les soldats français seraient désarmés dès leur arrivée sur le territoire étranger[2]. Dès le 31, des détachements français arrivaient en effet à l'extrême limite de leur patrie.

1. Busch: *Tagebuchblätter*, t. I, p. 133. Abeken à sa femme, 31 août 1870. *Ein schlichtes Leben*, p. 402.

2. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. IV, p. 295.

Ce jour, les troupes allemandes activèrent leur marche vers le Nord, en refoulant les Français en retraite, s'attachant sur leurs pas pour enlever leurs traînards, prenant position sur les collines qui dominent la Meuse, et jetant des ponts pour occuper les deux rives du fleuve[1]. L'état-major prussien pouvait craindre une retraite de son adversaire au Nord-Ouest vers Mézières, d'où s'avançait à sa rescousse un nouveau corps d'armée ; il installa donc solidement deux corps en avant de Donchéry, à trois kilomètres en aval de Sedan ; par une aberration singulière, ce point stratégique, clef de la retraite, n'était pas gardé[2] ; le lendemain matin, les troupes du prince royal de Prusse passèrent la Meuse et coupèrent définitivement aux Français le chemin du retour. Le roi et ses conseillers avaient suivi les mouvements des troupes allemandes, parcourant le champ de bataille de Beaumont, et pointant en avant avec tant de hardiesse qu'Abeken et Keudell risquèrent d'être enlevés par un peloton de Français. Le soir, Guillaume et Bismarck bivouaquèrent à Vendresse, petit bourg à 25 kilomètres de Sedan. Dès lors, ils savaient l'avenir : la catastrophe des Français était « inévitable[3] ».

Au pied de sa vieille citadelle, le long de la Meuse, Sedan allonge ses rues droites, ses maisons hautes et serrées, ses usines et ses comptoirs. Les fortifications, construites au XVIIe siècle, sont hors d'usage[4] depuis l'emploi des canons à

1. Sur la bataille de Sedan. *Revue d'histoire, rédigée par l'état-major de l'armée française*, novembre 1906 à janvier 1907; *La guerre de 1870-71*, par le Grand Etat-Major allemand.

2. Une compagnie de génie, envoyée pour le détruire, mais sans poudre ni outils, était rentrée à Sedan.

3. Busch. *Le comte de Bismarck et sa suite*, p. 73. Sheridan. *Personal Memoirs*, t. II, p. 399. Le 27 août, un Français qui connaissait bien la région, disait en montrant Sedan des hauteurs de la Marfée : « Voilà où notre armée ira se faire prendre. » Souvenirs personnels de M. Gabriel Monod, infirmier volontaire en 1870.

4. Les remparts ont été rasés depuis la guerre.

longue portée, car au Nord comme au Sud s'étagent des collines toujours plus hautes qui dominent les remparts jusqu'à les écraser. En face de la ville et sur l'autre rive, la colline remonte brusquement jusqu'au bois de la Marfée qui la couronne de ses frondaisons ; au milieu de la pente, un champ de trèfle bordé de quelques arbrisseaux forme une terrasse étendue, d'où le regard plonge sur la vallée, le cours serpentant de la Meuse, la ville de Sedan, Bazeilles à l'Est, et le château de Bellevue à l'Ouest ; au Nord, les lignes ondulantes des Ardennes ferment ce paysage gracieux et varié. De ce belvédère, le roi de Prusse suivit l'effondrement de l'armée française.

Pendant la nuit, les troupes allemandes avaient avancé leurs positions, et déjà elles esquissaient le mouvement double et tournant où les Français devaient être écrasés ; à l'Est, les Bavarois s'étaient avancés jusqu'à Bazeilles ; à l'Ouest, les troupes du prince royal de Prusse avaient franchi la Meuse à Donchéry et inondaient la route de France ; seule la voie du Nord était libre encore, mais elle ne menait qu'à la frontière de Belgique. Pour échapper à l'étouffement, les soldats français devaient briser en quelque point ce cercle qui allait se resserrant à chaque instant ; à six heures du matin, Mac-Mahon se portait vers Bazeilles, pour assister à l'attaque première des Bavarois et tenter de percer dans leurs rangs une trouée vers l'Est, lorsqu'il est atteint d'un éclat d'obus ; Ducrot, désigné par le maréchal, est pour prendre le commandement et ordonner la retraite encore possible vers l'Ouest, lorsque de Wimpffen, arrivé de la veille, exhibe une lettre du ministre le chargeant du commandement en chef, et prescrit de foncer vers l'Est où les masses profondes des ennemis s'opposent irrémédiablement à la marche des Français. « Nous sommes perdus », s'écrie Ducrot ; il avait la vue juste.

A ce moment, le roi Guillaume et Bismarck montaient sur

le coteau de la Marfée ; partis de Vandresse à six heures, ils arrivaient à huit heures en vue du champ de bataille, au moment même où une grande batterie bavaroise ouvrait le feu contre la citadelle[1]. Et, de leur poste bien choisi, ils surveillaient d'heure en heure les incidents du combat. D'autres les avaient rejoints, les deux conseillers de guerre, Moltke et Roon, des princes, le grand-duc héritier de Mecklembourg, les ducs de Cobourg et de Weimar, le prince Charles de Prusse, des officiers étrangers, l'Anglais Walker et l'Américain Sheridan, et des généraux, des aides de camp, des conseillers de ministère, des journalistes[2]. Dans cette brillante assistance, nulle anxiété : les âmes n'étaient point serrées d'angoisse, comme au jour de Sadowa, car le résultat était certain ; tout au plus l'émotion d'un beau spectacle, le lancement d'un grand navire, avec un battement de cœur à l'instant où la poupe va flotter : ce bateau, c'était la nef de l'Allemagne nouvelle, que baptisait le sang de 25000 braves.

La journée s'avançait, et chaque heure marquait un progrès des Allemands ; à l'Est, Bazeilles était en flammes, flammes non de guerre, mais de colère et de vengeance ; la maison des *Dernières Cartouches*, criblée de projectiles, se rendait à son tour et un officier bavarois arrivait à temps pour sauver la vie aux vaincus et l'honneur aux vainqueurs ; la villa Beurmann s'effondrait sous le choc des obus ; les Allemands franchissaient le vallon de la Givonne et cernaient les Français par le Nord. A l'Ouest, les soldats du prince Frédéric-Guillaume s'avançaient rapidement par les ponts de Donchéry, envahissaient la rive droite de la Meuse,

1. Le roi Guillaume à la reine, 1er septembre 1870. Oncken. *Unser Heldenkaiser*, p. 147.

2. Sheridan. *Personal Memoirs*, t. II, p. 401 et suiv. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 148 et suiv. Stosch. *Denkwürdigkeiten*, p. 193-194.

remontaient au nord de Sedan pour rejoindre leurs frères d'armes. En vain Ducrot porte-t-il contre eux l'effort de ses réserves, Margueritte tombe mortellement atteint, Galliffet lance sur les Prussiens ses cavaliers enivrés d'héroïsme; sous les balles et les baïonnettes, ils tombent et se fondent. « Ah! les braves gens », aurait dit le roi de leurs ennemis. C'était fini, le désastre était à son plein, la débâcle commençait.

Du coteau de la Marfée, Guillaume et ses conseillers jugeaient passée l'heure du combat, arrivé le moment de la capitulation. A trois heures, le roi donna l'ordre au colonel de Bronssart et au capitaine de Winterfeld, de se rendre à Sedan pour sommer la place et l'armée de se rendre[1]. Les deux officiers descendent au trot la colline, et les rangs des Français s'ouvrent devant leur drapeau blanc. Sur le coteau, le feu s'est arrêté par ordre du roi, et, en attendant le retour des parlementaires, on discute tout en mangeant; les soldats ont apporté une collation, des côtelettes, quelques légumes, du vin et l'eau d'une source; un verre de sherry à la main, Bismarck discute l'ampleur du succès, le nombre des prisonniers, les victoires du lendemain, et comme le général Sheridan suppose que l'empereur Napoléon est dans la place, le chancelier l'interrompt, sceptique et goguenard: « Oh! non, levieux renard est trop rusé pour être pris en pareil piège; il s'est sans doute évadé sur Paris. » Mais le vieux renard avait perdu tout flair.

Un silence profond se produit, car un officier remonte au galop la pente, le capitaine de Winterfeld qui proclame à

1. Le roi à la reine, 1er septembre 1870. Oncken. *Unser Heldenkaiser*. p. 148. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 1er septembre 1870. Duc Ernest de Cobourg, *Aus meinem Leben*, t. III, p. 657. Sheridan, *Personal Memoirs*, t. II, p. 404. *La guerre franco-allemande* de 1870-1871 par le Grand État-Major prussien, p. 1216.

haute voix la capitulation de l'empereur, l'envoi d'un général français muni de pleins pouvoirs. Un drapeau blanc se lève sur la citadelle pour annoncer sa reddition. Et le colonel de Bronssart se précipite pour confirmer le plein triomphe. « Votre Majesté, Sedan capitule avec toute l'armée et l'empereur qui s'y trouve. » La joie déborde, générale et sans ombrage ; chacun félicite le roi et le roi félicite chacun. Et Bismarck, pensant aux vieilles luttes pour la couronne, ajoute ces paroles devant le prince héritier de Würtemberg : « Ce jour assure et affermit les princes allemands et les principes conservateurs [1]. »

Un nouveau silence se fait, car un homme monte lentement la colline, à cheval, en uniforme de général français, mais sans épée ; à dix pas du roi, Reille s'arrête, descend de sa monture, et, le visage grave et triste, « respectueux mais digne [2] », tend au vainqueur la lettre du vaincu. « Monsieur mon frère. N'ayant pas pu mourir au milieu de mes troupes, il ne me reste qu'à remettre mon épée entre les mains de Votre Majesté. Je suis de Votre Majesté le bon frère, Napoléon. Sedan le 1er septembre 1870 [3]. » Reille s'est retiré, le roi et son fils sont isolés, trois hommes seuls les approchent, Bismarck, Roon [4] et Moltke. Le chancelier lit la lettre, qui ne le contente pas, car il n'y est question que de l'épée de Napoléon, et non des armes de ses soldats ou du drapeau de la

1. Comte Fred. Frankenberg. *Kriegstagebücher* 1866 *und* 1870 (Stuttgart, 1896), p. 158-159.

2. Le prince royal de Prusse dans son *Tagebuch, loc. cit.* Cf. Gén. von Blumenthal. *Tagebuchblätter*, p. 93. Comte P. Hatzfeldt, *Feldzugsbriefe*, 2 sept. 1870.

3. Les reproductions photographiques de ce document se trouvent dans divers ouvrages allemands, notamment dans la *Guerre franco-allemande de* 1870-71, p. 1217.

4. Son fils aîné venait d'être mortellement blessé. *Roons Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 461. D'après Sheridan et le prince de Prusse, il assista néanmoins à ces délibérations. La lettre de Roon à sa femme n'est point parvenue à destination.

France[1]. Tous cinq combinent la réponse ; un conseiller, Hatzfeldt, la rédige sous leur dictée ; un officier, d'Alten, tient sur un genou une chaise, son sabretache sert de sous-main, et, sur cette table improvisée, le roi de Prusse écrit à l'empereur des Français : « Monsieur mon frère. En regrettant les circonstances dans lesquelles nous nous rencontrons, j'accepte l'épée de Votre Majesté, et je la prie de vouloir bien nommer un de vos officiers muni de vos pleins pouvoirs pour traiter de la capitulation de l'armée qui s'est si bravement battue. De mon côté, j'ai désigné le général de Moltke à cet effet. Je suis de Votre Majesté le bon frère, Guillaume. Devant Sedan, le 1er septembre 1870. » Le général Reille redescend la colline ; le roi, son fils ne peuvent retenir leurs larmes. Bismarck ne pleure pas, il pense aux négociations, où l'impitoyable dureté est son domaine, il veille au départ de Guillaume qui disparaît au galop loin des discussions où il ne faut pas qu'il soit. Et l'ombre du soir, l'ombre douce et fine de septembre, descend lentement sur ce spectacle, des villages en flammes, 5.000 cadavres, 20.000 blessés qui gémissent douloureusement.

Au pas lent de leurs chevaux, Bismarck et Moltke descendent la colline et la route de Mézières ; ils débattent les conditions de la capitulation, et leur accord est parfait, il ne faut point ménager les vaincus qui ne pourraient accepter avec résignation leur défaite. La nuit est noire lorsqu'ils s'arrêtent au bourg de Donchéry ; dans la grande rue, une maison bourgeoise étale sa façade blanche et ses volets verts, demeure paisible d'un médecin de campagne, où sera discutée la reddition de cent mille soldats et d'un empereur[2].

1. C'est la remarque qu'il fit peu d'heures après aux généraux de Wimpffen et de Castelnau. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 157.

2. C'est par erreur que le général prince Bibesco, *Belfort, Reims et*

A neuf heures, arrive le général de Wimpffen ; en vain a-t-il voulu se soustraire à ce pénible devoir en offrant sa démission de commandant en chef, ses frères d'armes ont protesté qu'en présentant au matin sa lettre de service il s'était obligé à diriger l'armée même dans sa capitulation et il a dû s'incliner devant l'ordre de son maître. Le général Faure, son chef d'état-major, le général Castelnau, représentant personnel de l'empereur, d'autres officiers l'accompagnent.

Quelques hommes s'asseyent devant une table, Bismarck et Moltke d'un côté, Wimpffen et Castelnau de l'autre, un officier allemand, Nostitz, sténographie les paroles qu'ils échangent[1]. Le général de Wimpffen expose que son désir personnel était de continuer la lutte, mais l'empereur a exigé la cessation d'un combat sanglant ; il demande que l'armée française puisse se retirer avec armes et bagages dans une province française sous l'engagement de ne plus servir contre les armées allemandes pendant la durée de la guerre. Mais Moltke réplique net et court : « Toute l'armée sera prisonnière de guerre. » Wimpffen s'indigne, cite des précédents, Mayence, Gênes, Ulm, se débat. Bismarck alors intervient : « C'est la France qui a déclaré la guerre, dit-il. L'Allemagne désire le prompt rétablissement de la paix ; nous ne devons donc négliger aucun moyen de diminuer la durée de la lutte et l'un des plus efficaces est de priver la France d'une armée importante... Aussi, après en avoir délibéré, nous avons décidé que nos conditions seraient celles-ci : votre armée déposera les armes et sera conduite prisonnière en Allemagne. » Le

Sedan, p. 170, a écrit que ces premières négociations eurent lieu au château de Bellevue.

1. Récit de Moltke dans *la Guerre franco-allemande de* 1870-1871, p. 1220 ; de Wimpffen dans son livre sur *Sedan*, p. 239 et suiv. ; de Bismarck, dans Busch, *Tagebuchblätter*, t. I, p. 155 et suiv. Ces récits concordent à peu près, les mots diffèrent, le sens est le même.

général de Castelnau objecte que l'empereur n'a rendu son épée au roi que dans l'espoir d'une capitulation honorable. « Quelle épée, réplique Bismarck ; celle de la France ou celle de l'empereur? — Celle de l'empereur. C'est assez. — Eh bien ! dit vivement Moltke avec un sourire de contentement, il ne peut être question d'autres conditions. »

Bismarck renchérit : « On pourrait discuter sur d'autres bases si vous aviez un gouvernement durable et solidement établi [1]. Mais êtes-vous sûrs d'avoir demain le gouvernement que vous avez aujourd'hui et pouvez-vous répondre que celui-là ratifiera nos conditions. » Sur un point seulement, les deux Allemands cèdent ; les officiers français pourront se retirer dans leurs foyers en engageant leur parole de ne plus servir pendant la guerre ; pour le reste, les Prussiens sont intraitables ; avec sa rude franchise, Bismarck découvre sa dureté de demain, sa volonté d'exiger une indemnité de quatre milliards et la cession de l'Alsace et de la Lorraine allemande, « seule garantie pour nous, dit-il, car la France nous menace sans cesse et il faut que nous ayons, comme protection solide, une bonne ligne stratégique avancée ». Et comme Wimpffen se révolte à nouveau, parle de reprendre le combat, Moltke l'interrompt pour lui proposer de promener un officier français dans les positions « d'où il peut brûler Sedan en quelques heures [2] ». Puis il ajoute : « Dès demain au point du jour nous recommencerons le feu. » Bismarck allonge cet ultime délai jusqu'à neuf heures du matin. Et l'entretien se termine après minuit, sans échange de signatures, car Wimpffen veut consulter les autres généraux français, mais

1. Bismarck et ses conseillers étaient renseignés sur l'opinion publique en France aussi bien que le gouvernement impérial. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 401.

2. Bibesco, *Belfort, Reims et Sedan*, p. 172, d'après une note d'un officier de l'état-major de Wimpffen.

avec une conclusion forcée : déjà Hatzfeldt traduit en français les clauses de la capitulation.

Bismarck dormait encore, lorsqu'il est réveillé par son domestique, Engel, qui lui crie qu'un général français est à la porte. C'est Reille qui demande à parler au nom de Napoléon. L'empereur, l'auteur de tout cela, avait passé la nuit à la sous-préfecture en songeries douloureuses. A l'aube, il se décide à rejoindre le roi Guillaume pour obtenir de lui de meilleures conditions ; il part à cinq heures en voiture vers Donchéry, et s'arrête à deux kilomètres du village ; il envoie Reille quérir Bismarck, et le chancelier s'empresse à cheval, en vieille casquette et grandes bottes [1] ; il rejoint Napoléon qu'entourent Castelnau, Reille, Moskowa, quelques officiers ; se voyant seul, le junker de Schönhausen exquisse un geste à son revolver, l'empereur s'étonne, l'homme des cours se ressaisit, et, à pied, casquette à la main, s'approche de l'impérial vaincu : « Je salue, dit-il, Votre Majesté comme je ferais à mon roi. » Ils se regardent un instant, l'empereur l'œil vague et lointain, le ministre le regard dur et droit ; Fontainebleau, Biarritz, Paris avaient été leurs étapes, à chacune, l'un avait grandi, l'autre était descendu ; dans cette claire matinée d'automne, ils se retrouvaient une dernière fois sur la grande route du destin.

L'empereur exprima le désir de voir le roi. Mais Bismarck ne voulait pas que cela fût, car Guillaume aurait pu céder sur quelque point et tout devait rester inexorable. Le chancelier répondit que son maître était à Vendresse, à vingt

1. Rapport de Bismarck au roi, 2 septembre 1870. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 109 et suiv. Bismarck à sa femme, 3 septembre. Récits de Bismarck à Busch, *Tagebuchblätter*, t. I, p. 158 et suiv. ; à Sheridan, *Personal Memoirs*, t. II, p. 406 et suiv. ; à W. Russel, *My diary during the last great war*, p. 260 et suiv. ; au prince de Hohenlohe, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 201.

kilomètres de distance; Napoléon demanda quelle décision était prise à son égard et où il devait se rendre; Bismarck répliqua qu'il ne connaissait pas la région et proposa de conduire le souverain à sa maison de Donchéry; Napoléon acquiesça et les deux hommes cheminèrent vers le bourg.

A cinq cents mètres du village, deux maisons dominent la route, chétives demeures de paysans ou d'artisans. Napoléon s'arrête devant la seconde, et s'enquiert si l'on y peut entrer; Bismarck-Bohlen va la visiter, et trouve ouvert le logement du tisserand Fournaise [1], il ordonne de nettoyer une chambre et revient dire que c'est là une pauvre maison; l'empereur la préfère ainsi et monte avec Bismarck le court sentier qui mène de la route au seuil; par un méchant escalier en échelle, tous deux parviennent dans une salle que meublent quelques chaises, un buffet, une table en bois blanc; ils s'asseyent et la conversation s'engage, pénible, coupée de longs silences. L'empereur déplore cette guerre, il ne l'a point désirée, dit-il, il y a été contraint par l'opinion publique; il espère obtenir pour son armée des conditions plus douces, le droit pour ses soldats de conserver leur liberté en déposant les armes; mais Bismarck répond que cette question est du domaine exclusif des militaires; Moltke a été prévenu, il paraît même un moment et repart pour s'entretenir avec son roi. Bismarck ajoute qu'on peut délibérérer dès maintenant sur les conditions de la paix; mais Napoléon objecte à son tour qu'il est prisonnier et ne peut prendre de décision à cet égard, le gouvernement de Paris seul en a le droit. Après trois quarts d'heure, l'empereur désire respirer le grand air; tous deux

1. Note de M. Fournaise, remise à l'auteur; M. Fournaise n'occupait qu'une partie de la maison; son frère et un autre ménage habitaient le reste. Cf. Comte P. Hatzfeldt, *Feldzugsbriefe*, 2 septembre 1870.

descendent et s'asseyent au jardin sur des chaises dépaillées[1] ; plus loin les officiers des deux armées font cercle ; la pénible conversation continue, puis Bismarck retourne à Donchéry, pour changer ses vêtements de combat ; et l'empereur reste seul, marchant à pas lents le long des buissons, allumant des cigarettes que machinalement il rejette, tandis que, dans les plants de pâquerettes et de verveine, les abeilles bourdonnent doucement.

A dix heures, Bismarck revient et propose à Napoléon de le conduire au petit château de Bellevue, où les militaires pourront signer la capitulation et les monarques s'entretenir ensuite. L'empereur accepte et part en voiture, accompagné d'une escorte d'honneur qui était de soldats prussiens. Sur un éperon qui domine une courbe de la Meuse, le château de Bellevue blottit entre de hauts arbres ses pignons et ses vérandas. En même temps que Napoléon et Bismarck, y sont arrivés les généraux de France et d'Allemagne. Dans la matinée, un grand conseil de guerre a réuni tous les chefs de la défense, et Wimpffen a développé les conditions qu'imposait l'adversaire : plusieurs se sont révoltés, Lebrun a protesté contre le sort privilégié réservé aux officiers[2], deux généraux se sont refusés à accepter les exigences des Allemands ; mais un colonel prussien, envoyé par Moltke, vient presser la délibération, et le conseil est contraint de céder. Wimpffen retrouve à Bellevue Moltke et Bismarck, il combat encore et avec tant de vaillance, que, pour n'être point entraîné, Bismarck sort et laisse le général français à Moltke seul ; avec celui-ci, la pitié n'est point à craindre. Enfin, à midi, tout est signé.

1. La chaise de l'empereur est au musée Bismarck à Schönhausen.

2. Lebrun. *Bazeilles-Sedan*, p. 166. Cette clause a présenté les plus grands inconvénients et ne devra plus être admise.

Rien ne s'oppose maintenant à l'entrevue des souverains. Depuis quelque temps, le roi Guillaume attend sur une hauteur près de Sedan ; Bismarck va le trouver ; le prince royal, Roon, Moltke sont là également, et ils discutent sur le sort de l'impérial prisonnier, qui les embarrasse depuis la veille [1] ; le prince Frédéric-Guillaume propose un départ discret pour le château de Wilhelmshöhe, ancienne résidence des électeurs de Hesse ; ainsi en est-il décidé. Puis, vers deux heures, tous s'avancent vers le château de Bellevue. A la porte d'une véranda, l'empereur paraît, le roi le rejoint, la porte est close [2].

Guillaume a préparé sa première phrase : « Sire, le sort des armes a décidé entre nous, mais il m'est bien pénible de revoir Votre Majesté dans cette situation [3]. » Dans l'élégante villa comme dans l'humble chaumière, la conversation est difficile ; elle roule sur la bravoure des combattants, la situation des corps d'armée, le départ du vaincu, la responsabilité de cette guerre. « Je n'en ai point voulu, renouvelle Napoléon, l'opinion publique m'y a forcé. — L'opinion publique forcée par le ministère », réplique gravement le roi. Il disait vrai.

Au bout de vingt minutes, l'entretien prend fin ; les monarques sortent ; le prince royal, Bismarck, les généraux des deux armées s'avancent, et les présentations se font, comme à la cour. Puis tous se séparent.

Dans un vent d'enthousiasme et d'orgueil, Guillaume

1. Abeken à sa femme, 3 septembre 1870. *Ein schlichtes Leben*, p. 405.

2. Le roi à la reine, 3 septembre 1870. Oncken. *Unser Heldenkaiser*, p. 206. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 2 septembre 1870.

3. Ces paroles, reproduites par le roi à la reine, dans la lettre du 3 septembre, ont été entendues par le prince de la Moskowa, aide de camp de l'empereur au moment où il se retirait. Prince de la Moskowa. *Quelques notes intimes sur la guerre de 1870. Le Correspondant*, du 10 décembre 1904, p. 968.

parcourt jusqu'au soir le champ de sa victoire, et Bismarck à son côté dresse sa taille gigantesque ; les tambours allemands battent, les soldats prussiens acclament, tandis que mornes et désespérés les Français déposent leurs armes et brûlent leurs drapeaux. Le cortège royal passe la Meuse, monte à Illy, descend à Bazeilles, dans l'odeur de la poudre et des incendies. « Pouah, ces Français qui brûlent », disait Bismarck à Sheridan [1]. Le cortège ne se disloque qu'à la nuit noire, au milieu des éclairs et d'une pluie déchaînée.

Le lendemain, le roi réunissait à son quartier de Vendresse ses conseillers du triomphe, et, à la fin du repas, il levait son verre « à vous, ministre Roon, qui avez aiguisé l'épée ; à vous, général de Moltke, qui l'avez dirigée; à vous, comte de Bismarck, qui avez porté à sa hauteur actuelle la politique prussienne en la dirigeant de longues années. » A la même heure, Napoléon III prenait la route de la prison et de l'exil, et les soldats français s'entassaient dans la presqu'île d'Iges, le *camp de la misère*.

Deux jours après, l'Empire s'effondrait. La régente et le jeune prince étaient en fuite ; le Sénat et le Corps législatif s'évanouissaient; des hommes nouveaux prenaient le pouvoir ; des armées de la France, l'une était prise à Sedan et l'autre prisonnière à Metz ; plus de frontières, plus de gouvernement, plus de soldats, il ne restait plus rien.

« Il restait la France. »

1. Sheridan. *Personal Memoirs*, t. II, p. 412.

CHAPITRE V

DE SEDAN A VERSAILLES

§ I. L'Europe et les désastres français. — L'Italie : le regard vers Rome. — L'Angleterre et la ligue des neutres. L'Autriche. La cordialité de la Russie envers la Prusse. — Mécontentement de Bismarck : articles de journaux. — Conséquences de Sedan : M. Jules Favre au quai d'Orsay. L'opinion publique en Italie. Rome capitale. Le Pape et Bismarck. La rancune du Vatican. — La sympathie de l'Angleterre. Lord Lyons demande à Bismarck une entrevue pour Jules Favre.

§ II. Reims, Meaux et Ferrières. — Marche des armées allemandes. Les négociations de Reims. Avec qui traiter? L'Alsace-Lorraine, les circulaires des 13 et 16 septembre. — Séjour à Meaux. Mission de sir Edward Malet. — L'investissement de Paris. Départ de Meaux et entrevue de Montry : Bismarck et Jules Favre. — Installation à Ferrières : reprise des négociations avec Jules Favre. — Régnier : son voyage à Hastings et son entretien avec Bismarck. — Troisième conversation de Bismarck avec Jules Favre : les propositions d'armistice et leur refus par le gouvernement de la Défense nationale. — Second entretien avec Régnier : son envoi à Metz. Bazaine. Départ de Bourbaki : son voyage en Angleterre. — Retour de Régnier à Ferrières : ses dernières intrigues. — Progrès des armées allemandes : prudence de l'Europe. Départ de Ferrières.

§ III. Chute de Metz et investissement de Paris. — Installation à Versailles : l'hôtel Jessé. Une vie pittoresque. — Situation de l'armée de Metz : demande de sauf-conduit pour le général Boyer. Refus du prince Frédéric-Charles et intervention de Bismarck. — Mission du général Boyer à Versailles. Les propositions de Bismarck. — Retour de Boyer à Metz, son voyage en Angleterre ; négociations de l'ex-impératrice. — Capitulation de Metz. — Mission de M. Th. Gautier à Versailles. — Négociations de Bismarck avec le gouvernement républicain, M. Burnside, le comte de Chambord, M. Rameau. Les journaux prussiens de Versailles. La politique intérieure de la Prusse et ses relations

extérieures. — Voyage de M. Thiers; son passage à Versailles, son arrivée à Paris. — Négociations de M. Thiers et Bismarck : leur rupture.

§ IV. Le prix de la neutralité russe. — Attitude de la Russie pendant la guerre. Circulaire Gortschakoff du 19-31 octobre 1870. Irritation générale en Europe. M. Odo Russell à Versailles. Bismarck propose la réunion d'une conférence. Les retards à sa convocation. La conférence de Londres.

§ I

La France a souvent fait de la politique de sentiment; il ne lui a jamais été répliqué que par de la politique d'intérêts. Les gouvernements amis de l'Empire attendaient le résultat des premiers combats ; victorieux, le gouvernement français eût joui de leur intervention ; vaincu, il ne put que constater leur retraite ; les affaires sont les affaires.

Le cabinet de Florence restait sur la réserve; les soldats français avaient quitté Rome; la Ville Éternelle semblait vouée à une nouvelle destinée, et le gouvernement de Paris lui-même abandonnait le Vatican. Le 20 août, le prince Napoléon arrivait à Florence pour échanger le pouvoir temporel des papes contre un secours italien en France[1]; mais Victor-Emmanuel préférait recevoir sans rien donner; il allégua qu'il ne pouvait agir sans consulter l'empereur d'Autriche, la proposition française fut envoyée au cabinet de Vienne, qui prit longuement le temps de la réflexion, autant par sagesse naturelle que pour attendre les événements. Le gouvernement italien n'était d'ailleurs pas pressé ; il était engagé dans d'autres voies, et, dès le 10 août, il avait accédé « chaleureusement » à la proposition faite par le cabinet anglais, de « ne point abandonner la neutralité sans une entente préalable[2] ».

1. Prince Napoléon. *Les Alliances de l'Empire, loc. cit.*, p. 499.
2. Lord Granville à lord Lyons, 10 et 16 août 1870.

De fait, sa situation était embarrassante ; il avait obtenu une province de chacune des belligérantes : la Lombardie de la France, la Vénétie de la Prusse ; il espérait obtenir Rome de leur conflit. A prendre parti dans la querelle, il risquait d'irriter la Prusse et de perdre la ligne du Mincio[1]. Bismarck avait travaillé, d'ailleurs, et très habilement, l'opinion publique, les journaux, les hommes politiques. Quelques « irrédentistes » rêvaient déjà de reprendre Nice et la Savoie. Fort bien renseigné, le cabinet florentin prévit la chute de Napoléon III, et, dès le 12 août décida par avance d'en profiter[2] ; il fit faire volte-face à ses troupes et les tourna vers Rome[3] ; certaines nations ont d'heureuses destinées ; le peuple italien devait former son unité dans les victoires des autres.

L'idée anglaise, — l' « entente préalable », — répondait trop aux désirs des divers gouvernements européens pour ne point faire fortune ; elle fut l'origine de ce qu'on appela un peu pompeusement la *Ligue des Neutres*. Le cabinet de Londres avait été froissé de l'échec de ses tentatives pacifiques, en juillet[4] ; il ne lui messeyait pas de prendre sa revanche par une attitude boudeuse, qui n'empêchait pas le commerce anglais de profiter de la guerre voisine. Le gouvernement autrichien, qui avait paru hésiter en juillet, ne doutait plus en août après les batailles de Wœrth et de Frœschviller ; où il avait été question d'alliance, on ne parlait plus que de sympathie ; M. de Beust se faisait tout petit, très « inoffensif », il acceptait avec joie les propositions de l'Angleterre[5] et conju-

1. Rothan. *L'Allemagne et l'Italie*, t. II, p. 90.

2. Bolton King. *Histoire de l'unité italienne*, t. II, p. 389. Bourgeois et Clermont. *Rome et Napoléon III*, p. 318 et suiv.

3. Govone, *Mémoires*, p. 384. Corsi, *Italia* 1870-1895, p. 19 et suiv.

4. Duvergier de Hauranne. *L'alliance anglaise et la Ligue des neutres pendant la guerre de* 1870-1871. *Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1872.

5. Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*. t. I, p. 249 et suiv.

guait avec ardeur le verbe : « Je suis neutre, tu es neutre, nous sommes neutres[1]. »

Dans cette symphonie du silence, la Russie jouait une partie spéciale. Comme les autres concertants, elle promettait de ne point intervenir, si chacun restait coi ; mais, en outre, elle menaçait d'avancer, si les autres bougeaient. Le tzar et le roi de Prusse échangeaient par lettre les témoignages de la plus cordiale confiance, et le grand-duc de Saxe-Weimar, apparenté à l'un et à l'autre, leur servait de trait d'union ; le 29 août, un courrier russe apportait au roi Guillaume et au grand-duc de Weimar, à Varennes, des lettres où le tzar « se déclarait prêt à servir la chose allemande[2] », tout en recommandant d'épargner la France ; ce dernier conseil n'était que de forme, dicté par Gortschakoff qui redoutait un accroissement exagéré de la puissance prussienne, et, après un entretien avec le grand-duc de Weimar, Bismarck était convaincu que « la neutralité de la Russie serait ferme et bienveillante ».

Ainsi, dans le grand drame, les puissances européennes se bornaient aux rôles de figurants : chacune avait des sympathies personnelles, mais aucune ne bronchait. Cette attitude ne pouvait qu'être favorable au vainqueur, car une intervention ne se serait naturellement produite qu'à son détriment. Et le vainqueur n'était pas satisfait.

Bismarck était mécontent de ce que certaines nations osaient manifester leurs sympathies, et quelques cabinets recommander la modération. Sur son ordre, Busch envoyait aux journaux d'Allemagne des articles protestant par avance contre toute intervention étrangère[3] ; le chancelier avait de

1. Comte de Beust. *Mémoires*, t. II, p. 393.

2. D'après le *Tagebuch* du grand-duc de Saxe-Weimar, publié en partie par Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 623 et suiv.

3. *Gazette de l'Allemagne du Nord*, 22 août ; *Mercure de Souabe*, 1er septembre 1870.

précieuses amitiés dans la presse anglaise, et le *Times*, le *Daily News* exposaient la nécessité pour l'Allemagne d'obtenir « dans l'Alsace une garantie contre la France » ; il entretenait ainsi outre-Manche ce qu'il appelait un « courant d'opinion publique favorable à l'Allemagne » et son ambassadeur, M. de Bernstorff, déplorait amèrement auprès de lord Granville l'attitude malveillante du gouvernement anglais [1].

Sedan, la chute de l'Empire, la naissance de la République ne pouvaient qu'affermir les neutres dans leur neutralité [2]. A Paris, leurs représentants causaient spontanément avec le nouveau ministre des Affaires étrangères, M. Jules Favre [3], mais ce n'était là que des conversations officieuses, et Bismarck se réjouissait de leur caractère naturellement pâle et effacé. « C'est pour nous un gros avantage, écrivait son confident le plus intime, que les puissances neutres n'aient plus personne à Paris avec qui traiter contre nous, personne au cou de qui jeter leurs sympathies françaises. Elles se taisent et restent jusqu'à présent tranquilles et muettes [4]. » Les malheurs de la France soulevaient en Angleterre, en Italie, en Autriche, d'inoffensives sympathies et de douces protestations. Le dur vainqueur s'en indignait. « Comment cela est-il possible, s'écriait avec indignation le roi Guillaume. La ligue des neutres va-t-elle redresser ses antennes [5] ? »

Au delà des Alpes, les antennes — qui avoisinent des

1. Note du comte de Bernstorff à lord Granville, 30 août 1870.

2. Ce fut une légende bonapartiste de prétendre que la Révolution du 4 septembre interrompit des négociations qui devaient sauver la France. Le gouvernement impérial s'était heurté partout à des refus polis mais catégoriques.

3. Jules Favre. *Le Gouvernement de la Défense Nationale*, t. I, p. 103 et suiv.

4. Abeken à sa femme, 9 septembre 1870. *Ein schlichtes Leben*, p. 410.

5. Le roi Guillaume à la reine, 7 septembre 1870. Oncken. *Unser Heldenkaiser*, p. 215.

pinces très prenantes, — se dirigeaient vers Rome. L'effondrement de l'Empire avait étouffé les derniers scrupules du cabinet florentin. Le ministre de la Guerre, Govone, très sympathique à la France, s'était senti « fatigué [1] » et se retira le 7 septembre ; à la Chambre, toute la gauche menaçait de démissionner si le gouvernement ne profitait des circonstances pour donner Rome comme capitale à l'Italie. Le ministre des Affaires étrangères, Visconti-Venosta, hésitait encore, et parlait d'occuper les États pontificaux, sauf Rome [2]. Il fut débordé par l'opinion publique. Personne ne défendait plus le pape : à Paris, Jules Favre déclarait au chevalier Nigra qu' « il n'avait ni le pouvoir ni la volonté d'entraver l'action de son gouvernement », et qu'il ne s'opposerait à rien ; l'Italie pouvait aller à Rome sous sa propre responsabilité [3]. Bismarck était trop aise de voir le cabinet florentin se tourner vers le Sud, pour intervenir : dès le début de la guerre, il avait espéré et facilité cette volte-face [4]. Le comte d'Arnim, ambassadeur de Prusse auprès du Saint-Père, jouait au médiateur, mais sans dissimuler qu'il agissait spontanément, « et comme pour son compte [5] ». En réalité, le gouvernement prussien laissait faire, pour agir librement de son côté. Le cabinet florentin le comprit ainsi et marcha promptement ; le 20 septembre, les soldats italiens entraient dans la Ville Éternelle.

Même après le désastre de son pouvoir temporel, le pape ne désespéra pas de rallier Bismarck à sa défense. Le chancelier ne s'était-il pas montré, en juillet, pieusement dévoué

1. Govone. *Mémoires*, p. 389.

2. M. Visconti-Venosta aux agents diplomatiques de l'Italie, 7 septembre 1870.

3. J. Favre. *Rome et la République française*, p. 7.

4. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 123. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 46.

5. Corsi. *Italia* 1870-1895, p. 46.

à l'Église[1] ? Au commencement d'octobre, le cardinal Antonelli prévoyait l'abandon de Rome par Pie IX et demanda au comte d'Arnim si le Saint-Père pouvait compter sur l'appui de la Prusse pour lui assurer son départ libre et digne[2] ; Bismarck promit son appui et engagea immédiatement des négociations avec le cabinet de Florence pour « assurer en toutes circonstances la liberté et la dignité du pape » ; il se défendait fort de s'immiscer par là dans la politique intérieure de l'Italie, et n'agissait que pour respecter les convictions des catholiques allemands[3]. Le Vatican se crut encouragé, et, en novembre, l'archevêque de Posen, Mgr Ledochowski, vint à Versailles solliciter une protestation de la Prusse contre l'événement du 20 septembre, car, disait-il, le pouvoir temporel du pape est garanti par le traité de Vienne. Le roi voulait refuser catégoriquement, Bismarck préféra répondre évasivement, pour ménager les susceptibilités des ultramontains bavarois[4]. Les négociations traînèrent encore plusieurs semaines ; le subtil chancelier essaya de soutirer du clergé français une pression sur les catholiques de leur pays, pour qu'ils acceptassent la paix à son gré. Mgr de Bonnechose ne voulut point se prêter à ce trafic. A la fin de décembre, il était encore question d'une nouvelle visite de cardinaux de curie à Versailles, le projet tomba à son tour. Le Vatican sentit qu'il était joué, et conserva sa rancune pour l'exhaler à l'heure propice. Bismarck place à cet instant le début du Kulturkampf[5] ; peut-être n'a-t-il point tort.

1. *Supra*, t. III, p. 91.

2. Note officieuse de la *Neue Allgemeine Zeitung*, 19 janvier 1871.

3. Bismarck au comte Brassier à Florence, 8 octobre 1870.

4. Abeken à sa femme, 4 et 9 novembre 1870. *Ein schlichtes Leben*, p. 444, 448. O. Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 487 et suiv.

5. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 148.

Aux malheurs de la France, l'Angleterre s'émouvait de quelque compassion. Le cabinet de Saint-James sentait vaguement que tout serait bouleversé en Europe par les victoires de l'Allemagne et il était pris de la peur de l'inconnu. Dès le 6 septembre, Jules Favre avait sollicité la médiation de l'Angleterre « sur la base de l'intégrité du territoire français » ; et M. Thiers partait le 12 septembre pour appuyer à Londres cette prière. Mais c'était demander beaucoup de la réserve anglaise ; les deux Français le comprenaient, et, en même temps, Jules Favre se décidait à une nouvelle démarche, une visite directe à M. de Bismarck « pour interroger la Prusse sur les conditions auxquelles elle prétendait nous soumettre[1] ».

L'initiative était hardie, car il était à craindre que le gouvernement prussien, enivré de ses victoires, n' « éconduisît dédaigneusement » le missionnaire pacifique et « abaissât ainsi aux yeux de l'Europe la France républicaine ». Jules Favre s'en ouvrit donc le 9 septembre à lord Lyons, qui approuva le projet ; le lord envoya sur-le-champ un courrier au quartier-général prussien et demanda à son gouvernement d'appuyer la demande du ministre français. Bismarck montra le dédain humiliant du grand seigneur qui châtie les croquants : après une réponse dilatoire, il demanda des garanties ; les troupes de Metz ou de Strasbourg reconnaîtraient-elles les arrangements acceptés par le gouvernement actuel ou *celui qui lui succéderait probablement*[2] ? Cette dernière phrase était le début d'un jeu habile où il se complut pendant quatre mois : de ce jour jusqu'à l'heure de la signature définitive, il menaça le gouvernement du 4 septembre de reprendre les négociations avec le pouvoir déchu. Malgré cette réponse

1. Jules Favre. *Le Gouvernement de la Défense nationale*, t. I, p. 131.
2. Jules Favre à M. Thiers, 14 septembre 1870.

hautaine, Jules Favre ne se rebuta pas, et demanda à lord Lyons de nouvelles démarches; l'ambassadeur anglais s'y prêta de bonne grâce.

Et les soldats allemands envahissaient le territoire de la France.

§ II

Au lendemain de Sedan, le roi Guillaume et Moltke résolurent de marcher promptement sur Paris. Bismarck n'était point de leur avis : il eût préféré négocier avec l'impératrice-régente avant de nouveaux combats, et il redoutait une révolution qui rendrait impossibles ces négociations[1]. La journée du 4 septembre anéantit ses intentions. Les républicains osaient annoncer une résistance à outrance. D'ailleurs toute l'armée allemande, des généraux aux simples soldats, réclamait à grands cris la prise de Paris, et selon Sheridan, « chacun désirait plus descendre triomphalement les Champs-Élysées qu'obtenir un haut grade. » Le 4 septembre, le roi, son chancelier et l'état-major général s'arrêtèrent à Rethel ; le lendemain, ils arrivèrent à Reims.

Pendant une dizaine de jours, les opérations militaires furent moins vives et moins sanglantes. Les Français se repliaient en hâte sur la capitale, où le corps de Vinoy, — dernier débris de l'armée impériale, — formait le noyau de la défense; au Nord, au Sud, à l'Ouest se groupaient les nouvelles recrues de la patrie en danger. A Metz, Bazaine hésitait, aveuli depuis le 18 août ; le prince Frédéric-Charles con-

1. Sheridan. *Personal Memoirs*, t. II, p. 414 et suiv. Le général américain ne quitta pas Bismarck à ce moment. En Allemagne on croyait à la fin de la guerre. Kobell. *König Ludwig II*. p. 24. Cf. les Souvenirs du colonel von Bronsart, insérés dans l'ouvrage de l'état-major *Moltke in Versailles*, *Militär-Wochenblatt* de 1902, t. 87, p. 2980.

solidait ses positions, sûr du résultat depuis le 1er septembre. Le gros de l'armée allemande s'avançait à petites journées, reformait ses cadres appauvris par tant de batailles et si sanglantes. Et Bismarck avait repris place au travail.

Dans l'hôtel de M. Dauphinot, où le chancelier s'était installé avec ses secrétaires, coulait un perpétuel défilé de gens, ministres prussiens, officiers généraux, diplomates étrangers, journalistes de tous pays. « Maintenant que les armes reposent pendant quelques jours, écrivait Bismarck à sa femme, les paperasses me montent jusque par-dessus la tête[1]. » Il faisait face à tout avec son habituelle activité, soucieux des moindres détails, nerveux, tendu, colère[2]. Seul civil dans cette foule de généraux, il était plus isolé que jamais; Roon était couché, malade du chagrin que lui avait causé la mort de son fils à Sedan[3]; Moltke entendait agir à sa guise, et, sur une misérable question, les deux hommes se heurtaient en conflit, à la grande indignation des militaires[4]. Et Roon était si découragé qu'il doutait même que son ami, « le grand magicien », pût terminer la guerre « sans dissonance ».

Bien qu'il l'eût prévue, la révolution du 4 septembre avait dérouté Bismarck. Il croyait maintenant à la nécessité de continuer la guerre, et le plus vivement possible[5], car il ne savait avec qui traiter. A cet égard, son opinion était faite, il signerait avec quiconque lui assurerait l'Alsace, la Lorraine allemande et quelques milliards de francs. On avait

1. Bismarck à sa femme, 6 septembre 1870.

2. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 408, 411. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 420.

3. Roon à M. de Blanckenburg, 6 septembre, à sa femme 8 septembre 1870. *Denkwürdigkeiten* , t. II, p. 464 et suiv.

4. Stosch à sa femme, 13 septembre 1870. *Denkwürdigkeiten*, p. 196.

5. Bismarck à sa femme, 12 septembre 1870. Sheridan. *Personal Memoirs* t. II, p. 416. Prince Kraft de Hohenlohe-Ingelfingen. *Aus meinem Leben*, t. IV, p. 374.

pensé, au quartier-général, à faire du maintien perpétuel des Bonaparte en France une condition essentielle de la paix [1]; et lui-même le désirait, mais sans impératif catégorique. Il se refusait à signer pour l'instant avec le gouvernement de la Défense nationale, parce qu'il ne le croyait pas solide et durable. Aussi repoussa-t-il la demande d'audience de Jules Favre. « Avec qui pouvons-nous traiter à Paris, disait-il au représentant du *Times*; quelles garanties ces gens nous donnent-ils? Il nous est impossible de hasarder avec eux le bénéfice de notre labeur [2]. » Et il en concluait à la nécessité d'assiéger Paris.

Dès lors, il posait les conditions de la paix, non à des négociateurs français, mais au monde entier et les journaux de Berlin publiaient deux circulaires que le chancelier avait adressées à ses agents diplomatiques, le 13 septembre de Reims et le 16 de Meaux [3]. Après avoir rejeté sur la France toute la responsabilité du conflit, il constatait que la nation vaincue ne pardonnerait jamais sa défaite, même si le vainqueur renonçait à toute annexion et à toute indemnité pour se contenter de la gloire de ses armes. La guerre actuelle entrainerait donc une nouvelle guerre : la paix devait avoir pour but, disait-il, « de protéger la frontière de l'Allemagne, surtout au Sud jusqu'alors sans défense, contre les attaques de la France, de telle façon que nous reportions plus loin cette frontière et par là le lieu des attaques françaises, et que les forteresses, d'où la France nous menace, rentrent dans le sys-

1. La comtesse de Bismarck à son mari, septembre 1870, avec annotations du chancelier.

2. Bismarck à Russell, 11 septembre 1870. Russell. *My diary*, p. 261. Communiqué de l'autorité prussienne au journal l'*Indépendant rémois*, 11 septembre. Récit de M. Wehrlé, maire de Reims, dans le *Figaro* du 14 septembre 1882.

3. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 125 et suiv. Ces circulaires ont été publiées dans le *Staatsarchiv* du 23 septembre 1870.

tème défensif de l'Allemagne... Nous nous défendons de toute immixtion dans les affaires intérieures de la France. Il nous est indifférent quel gouvernement la nation française se veut donner. Pour l'heure, le gouvernement de l'empereur Napoléon est le seul que nous reconnaissions formellement. Nos conditions de paix sont tout à fait indépendantes de cette question du gouvernement, elles sont dictées par la nature des choses et la loi de la nécessité contre un voisin violent et belliqueux. Tant que la France restera en possession de Strasbourg et de Metz, son organisation offensive sera plus forte que notre défensive sur tout le sud de l'Allemagne et sur la rive gauche du Rhin. Strasbourg est entre les mains de la France une porte de sortie toujours ouverte sur l'Allemagne du Sud. Dans les mains de l'Allemagne, au contraire, Strasbourg et Metz acquièrent un caractère défensif ».

A l'heure où le cabinet anglais s'entremettait en faveur de la paix, Bismarck posait ainsi, comme en public, les conditions de cette paix. Strasbourg et Metz seraient des remparts allemands, et nul ne devait l'ignorer.

Cependant le flot des soldats allemands venait battre jusqu'aux murs de Paris. Le quartier général s'ébranlait à son tour, et, le 14 septembre, quittait Reims pour descendre la vallée de la Marne ; il s'installait le soir à Château-Thierry ; le lendemain, il reprenait la route de Paris et se fixait pour quatre jours à Meaux. Le soir même, un jeune homme élancé, à chevelure noire, élégant et fin [1], se présentait soudain à la maison occupée par Bismarck, rue Tronchon. C'était sir Edward Malet, secrétaire de l'ambassade d'Angleterre à Paris, qui apportait au chancelier fédéral une nouvelle lettre de lord Lyons.

1. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 196.

La veille, 14 septembre, Jules Favre avait rédigé une courte note en réponse au refus premier de Bismarck ; il y proposait la signature d'un armistice, la délibération d'un traité de paix, la réunion d'une Assemblée nationale pour le ratifier[1]. Le cabinet de Londres, auquel ce projet fut soumis, le trouva « excellent » et consentit à envoyer de Paris au camp prussien un secrétaire de son ambassade pour préparer une entrevue de Jules Favre et Bismarck, en « approuvant fortement » cette conversation personnelle des deux ministres. Sir Edward Malet était parti le lendemain de Paris et tombé à l'improviste au quartier du roi Guillaume à Meaux[2].

Le chancelier le reçut avec affabilité, en dissimulant son dépit de cette visite fâcheuse, le pria à dîner, fit déboucher son meilleur kirschwasser, et montra son amabilité de bon dogue qui rentre ses crocs. Il lui attesta « son entière disposition de traiter avec toute personne que désignerait le gouvernement français[3] ». Le jeune diplomate, ravi de ce succès, rentra le 16 au soir à Paris, et le lendemain, au moment de partir pour Tours, lord Lyons informa M. Jules Favre que le chancelier l'attendait. Le ministre français résolut de partir le lendemain.

Après avoir refusé de recevoir Jules Favre, Bismarck désirait maintenant le voir « pour apprendre à le connaître[4] » ; il l'attendit à Meaux le 17 et le 18 ; nul ne parut. Le 19, le quartier général s'ébranla : ce jour même, l'investissement de Paris se complétait, la capitale était séparée du pays pour quatre mois par un cercle de fer. Le roi résolut de se porter

1. Jules Favre. *Le Gouvernement de la Défense Nationale*, t. I, p. 148.

2. « Bismarck était indigné contre les avant-postes qui l'avaient laissé passer », écrivait Roon à sa femme le 17 septembre. Roon. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 476.

3. Lord Lyons à lord Granville, 17 septembre 1870.

4. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 17 septembre 1870.

sur la route de Versailles, où il comptait s'installer, et de séjourner quelques jours au château de Ferrières. Bismarck avait reçu la veille au soir une lettre de Jules Favre proposant « d'essayer une transaction honorable avant d'engager sérieusement les hostilités sous les murs de Paris » ; il se mettait donc « à la disposition » du chancelier et demandait « comment et où » tous deux pourraient conférer. Bismarck avait immédiatement proposé au ministre français de le recevoir le lendemain à Meaux. Il l'attendit toute la matinée. A midi, Jules Favre n'était pas arrivé ; le chancelier fédéral laissa pour lui une lettre à la mairie et prit à cheval la route du Sud. A dix kilomètres de Meaux, pour éviter un encombrement, il enfila un chemin de traverse [1]. En rejoignant la grande route, il apprit que Jules Favre et ses compagnons venaient de passer. Hatzfeldt piqua en arrière pour les rejoindre. Il les rencontra près de Montry ; l'attelage des Français était fourbu ; ils descendirent de leur voiture devant une pauvre ferme presque en ruines et s'assirent sur quelques débris. Bismarck arriva.

Dix-sept jours auparavant, il avait traité avec l'empereur ; il n'y avait plus d'Empire, et c'était l'adversaire éclatant des Bonaparte qui parlait au nom de la France.

Les deux hommes se saluèrent. Leurs réunions furent nombreuses, à Ferrières, à Versailles, à Francfort ; jamais le contraste ne fut plus frappant entre eux que sur cette grande route, au milieu de ces ruines, dans cette désolation : Bismarck, droit et de haute taille, dans ses grandes bottes et son uniforme de cuirassier, le regard dur sous les sourcils proéminents ; Jules Favre en redingote poudreuse, le chapeau « Gibus » mal brossé, la taille voûtée, son fin visage d'ora-

1. Busch. *Tagebuchblätter*, t. II, p. 209.

teur attristé par les angoisses de la patrie. L'un avait la parole sèche et autoritaire, sûre de l'expérience de vingt négociations heureuses, appuyée sur les succès de ses armées. L'autre avait le verbe abondant et riche, il parlait d'humanité et de justice, alors qu'on ne lui répondait que par le droit du plus fort, il représentait un gouvernement de quinze jours, un pays en désarroi, des armées en déroute. Il pouvait douter de la France, mais il eut foi en elle et ce fut son honneur.

Pour délibérer tranquillement, ils montèrent au château de la Haute-Maison, petit manoir situé sur une colline. Tout en marchant, Bismarck parlait « des exploits des francs-tireurs, dont les environs sont infestés ; ce ne sont pas des soldats, ajoutait-il, nous les traitons comme des assassins. — Ce sont, répondit Jules Favre, des Français qui défendent leur territoire, leurs maisons, leurs foyers. — Nous ne pouvons connaître, repartit le chancelier, que les soldats soumis à une discipline régulière, les autres sont hors la loi. » M. J. Favre rappela les édits prussiens de 1813 et la sainte croisade prêchée contre les Français. « En effet, répliqua Bismarck, mais nos arbres ont conservé la trace des habitants que vos généraux y ont pendus. » Et il simula de nouvelles craintes d'une attaque subite des francs-tireurs. Jules Favre s'assura qu'il n'y avait que des soldats prussiens[1].

Ils étaient arrivés au château ; ils s'assirent dans une salle basse et Jules Favre prit la parole. « J'ai cru, dit-il, qu'avant d'engager une lutte définitive sous les murs de Paris, il était impossible de ne pas tenter une transaction honorable, préve-

1. Jules Favre a dicté immédiatement à un secrétaire la relation de ses entretiens avec Bismarck (récit publié dans son ouvrage sur le *Gouvernement de la Défense Nationale*, t. I, p. 162 et suiv.). Il en a fait ensuite un rapport officiel à ses collègues qui a été inséré au *Journal Officiel* du 25 septembre. M. de Bismarck a rectifié certains points de détail dans une circulaire du 27 septembre. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 137 et suiv.

nant d'incalculables malheurs, et j'ai voulu connaître à cet égard les intentions de Votre Excellence. Notre situation bien qu'irrégulière, est parfaitement nette. Nous n'avons pas renversé le gouvernement de l'empereur. Il est tombé de lui-même, et, en prenant le pouvoir, nous n'avons fait qu'obéir à une loi de suprême nécessité. C'est à la nation qu'il appartient de prononcer elle-même sur la forme de gouvernement qu'elle entend se donner et sur les conditions de la paix. C'est pour cela que nous l'avons convoquée. Je viens vous demander si vous voulez qu'elle soit interrogée, ou si c'est à elle que vous faites la guerre avec le dessein de la détruire, ou de lui imposer un gouvernement.

— Nous ne demandons que la paix, répondit le chancelier. Ce n'est pas l'Allemagne qui l'a troublée. Vous nous avez déclaré la guerre sans motifs, dans l'unique dessein de nous prendre une portion de notre territoire. En cela, vous avez été fidèles à votre passé. Depuis Louis XIV, vous n'avez cessé de vous agrandir à nos dépens. Vous ne renoncerez jamais à cette politique. L'Allemagne n'a pas cherché cette occasion, elle en profitera pour garantir sa sécurité par une cession de territoire. Strasbourg est une menace perpétuelle contre nous. C'est la clef de notre maison et nous la voulons.

— Alors c'est l'Alsace et la Lorraine, s'écria Jules Favre.

— Je n'ai pas parlé de toute la Lorraine[1], répliqua Bismarck; mais quant à l'Alsace, je suis très net. Nous la regardons comme absolument indispensable à notre défense ».

La conversation se prolongea un instant sur ces conditions éventuelles. Bismarck s'était déridé, il allait « presque jusqu'à la bonhomie », sans perdre d'ailleurs aucun de ses avan-

1. Il semble résulter, non du récit de Jules Favre, mais de la circulaire de Bismarck, que celui-ci indiqua dès lors, comme passible d'annexion, les arrondissements de Sarrebourg, Château-Salins, Sarreguemines, Metz et Thionville.

tages « d'homme d'affaires », mais avec cette franchise pleine d'astuce, cette rondeur habile où il excellait à dissimuler le diplomate retors sous les formes d'une bienveillante jovialité.

« Peu nous importe votre forme de gouvernement, déclarait-il au ministre français. Si nous croyions Napoléon plus favorable à nos intérêts, nous vous le ramènerions. Ce que nous voulons, c'est notre sécurité.

— C'est notre destruction que vous voulez, rétorquait Jules Favre, car pour avoir la paix, il faudra que vous forciez notre gouvernement. Vous en serez responsable devant l'Europe, qui probablement trouvera bon de ne pas le souffrir, et vous entrerez dans une période d'agitation et de luttes dont nul ne peut prévoir la fin. Je vous propose un moyen simple de sortir de cette impasse ; laissez-vous convoquer une Assemblée. Vous traiterez avec elle ; si vous êtes vraiment politiques, vous lui imposerez des conditions acceptables, et vous aurez une paix solide.

— Pour cela, répliqua le chancelier, un armistice serait nécessaire, et nous n'en voulons à aucun prix ».

Le jour baissait. Bismarck devait rejoindre son roi au château de Ferrières ; en se séparant, les deux hommes s'y donnèrent rendez-vous.

Dans la région boisée de Tournan, au milieu de pièces d'eau, de parterres et d'arbres rares, s'élève un royal château, résidence du baron de Rothschild, chef de la branche française. M. de Bismarck le connaissait bien, y ayant chassé en 1865[1] : il pouvait l'indiquer au roi comme un lieu agréable. Le quartier général y séjourna pendant quinze jours, alors

1. *Supra*, t. II, p. 354. C'est par erreur que M. Busch, *Tagebuchblätter*, t. I, p. 215, raconte que Bismarck avait chassé à Ferrières le 3 novembre 1856. A cette date, Bismarck était à Francfort.

que l'armée allemande se cantonnait en investissant Paris.

La conversation reprit le soir même entre Bismarck et Jules Favre. Après quelques digressions de politique générale, — rivalité des deux nations, nature du caractère français, développement de la candidature Hohenzollern, — l'entretien se fixa sur la nécessité de l'armistice ; c'était l'objet essentiel du voyage de Jules Favre, car la suspension des hostilités était indispensable au Gouvernement provisoire pour réunir les électeurs, et le ministre français *plaida* sa cause avec toute la force de son patriotisme. Il se heurta sans cesse au refus du chancelier fédéral qui déclarait l'armistice « essentiellement défavorable à nos opérations militaires et par là même précieux pour vous ». Et, comme on parlait de Metz, le Prussien lança ce trait : « Il n'est pas hors de propos de vous faire observer que Bazaine ne vous appartient pas. J'ai de fortes raisons de croire qu'il demeure fidèle à l'empereur et par là même qu'il refuserait de vous obéir. » Il faisait allusion aux négociations suivies peu auparavant entre le prince Frédéric-Charles et le maréchal Bazaine. La conversation prit fin sur cette flèche barbelée. Les deux hommes convinrent de se retrouver le lendemain, lorsque le chancelier aurait consulté son roi et les généraux.

Le 20 septembre, tout au matin, un homme se présentait au château et sollicitait audience du chancelier : un conseiller, Hatzfeldt, le reçut rapidement ; l'homme pria le diplomate d'informer son chef qu' « il arrivait d'Hastings. » Bismarck causait à ce moment avec le roi ; avisé par une note de son collaborateur, il fit immédiatement dire qu'il recevrait cet homme : c'était Régnier.

Au bord de la Seine, entre Melun et Corbeil, dans une maison agréable, vivait alors une façon d'hurluberlu, raté de la médecine et du droit, sans scrupules comme sans cons-

cience[1]. A lire des romans historiques, il avait conçu un mode original de dénouer les grands drames des peuples, un scénario qui visait à jouer Vitrolles et qui n'était que de Vidocq. Il résolut de rejoindre en Angleterre l'impératrice Eugénie ; peut-être avait-il eu déjà quelques intelligences au quartier général des Prussiens[2] ; il se présenta à Hastings où l'ancienne souveraine résidait avec son fils ; il écrivit lettres sur lettres ; il y proposait de servir d'intermédiaire entre la régence déchue et le gouvernement prussien ; on ne le congédia pas d'emblée ; il obtint audience de Mme Lebreton, sœur du général Bourbaki et dame d'honneur de l'impératrice, de M. Filon, précepteur du jeune prince, enfin de l'ex-souveraine ; on le congédia sans trop le comprendre, car il était verbeux et bafouilleur « Je n'ai aucune confiance en vous, lui disait Eugénie, du reste ce serait un crime d'entraver la défense du pays[3]. » Il obtint que le prince impérial écrivît au bas d'une photographie d'Hastings quelques lignes pour son père et sa signature. Ce fut le seul viatique de l'aventurier ; ayant appris que M. Jules Favre serait reçu par le chancelier fédéral, il partit précipitamment pour le devancer.

Bismarck le reçut sur-le-champ ; ce n'était pourtant qu'un médiocre personnage, mais l'habile ministre ne négligeait rien qui pût lui être utile ; tel un banquier opulent et soigneux ramasse à terre une épingle. Malgré la journée du 4 septembre, le chancelier n'avait point abandonné toute intention de traiter avec Napoléon ou Eugénie ; il en avait parlé à diverses personnes à Reims, il avait reçu « de faux ramiers de la

1. Sur les origines de ce personnage, voyez dans les *Débats du procès Bazaine* (éd. Ghio, 1874) le réquisitoire du général Séré de Rivières, p. 30, et la lettre de Régnier, p. 79.

2. Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. I, p. 347.

3. Déposition Lamey au procès Bazaine, *loc. cit.*, p. 324.

paix [1] » et « un monsieur Helwig ou Helwitz », qui voyageait pour le « comte de Pierrefonds [2] ». A la visite de Régnier, Bismarck voyait un autre et plus grand avantage : elle lui permettait de persuader aux républicains qu'il était en pourparlers avec le régime déchu, de les menacer de signer la paix et de ramener les Bonaparte dans les fourgons de l'étranger ; cette manœuvre devait assouplir les républicains ; elle frisait le chantage ; mais, en temps de guerre, trompe qui peut, et Bismarck usa de l'artifice avec Jules Favre la veille même de la signature définitive ; ce fut peut-être la seule raison de l'incident Régnier.

Régnier, s'il faut l'en croire [3], tint au chancelier un long discours sur la situation, la possibilité de la paix, la nécessité de traiter avec les Bonaparte. Bismarck l'eut vite jugé : « C'est un escroc », écrivit-il à son ambassadeur en Angleterre [4]. Mais cet escroc pouvait lui être utile ; il lui répondit qu'il traiterait avec le gouvernement qui serait, *en fait et en droit*, en situation de lui accorder ce qu'il exigeait. Puis, sans le congédier définitivement, il l'écarta pendant quelques heures.

Régnier fut remplacé par Jules Favre [5]. Le chancelier avait préparé deux entrées en matière, des caricatures françaises, qui bafouaient la Prusse, et la photographie d'Hastings, que lui avait confiée Régnier. Il les présenta successivement au

1. Bismarck à sa femme, 12 septembre 1870.

2. Busch. *Tagebuchblätter*, 18 septembre 1870, t. I, p. 207.

3. *Quel est votre nom ? N ou M ? Une étrange histoire dévoilée.* Bruxelles, 1870, p. 20 et suiv.

4. Bernstorf à lord Granville, 4 octobre 1870. « Regnier makes the impression of being a swindler. « (*Document inédit.*)

5. Une faute d'impression dans l'ouvrage de Jules Favre sur son *Gouvernement*, t. I, p. 181, place ce second entretien au 19 alors qu'il est du 20. Cette erreur se retrouve dans plusieurs ouvrages allemands. Oncken, *Das Zeitalter des Kaiser Wilhelms*, t. II, p. 209, etc.

ministre français, les unes comme symptômes « du relâchement de l'esprit public en France », l'autre comme preuve de ses intelligences avec l'ex-régente. Jules Favre ne s'émut que du second document. « Quand hier vous vous défendiez de servir la politique bonapartiste, dit-il, vous n'étiez pas tout à fait d'accord avec les faits... Cette conférence, quelle qu'elle soit, démontre que vous vous réservez toutes les éventualités.

— Je ne puis dire ni oui, ni non, répondit Bismarck, nous n'avons pris aucun parti, et le personnage en question ne me paraissant pas sérieux, je l'ai éconduit. »

On en vint au but même de la conférence, l'armistice. Bismarck s'en était entretenu avec le roi, Moltke et Roon ; le gouvernement prussien consentait à une suspension d'armes, mais à ces conditions : l'occupation de toutes les forteresses assiégées dans les Vosges, un gage sur Paris ; les élections auraient lieu immédiatement, « sauf en Alsace et dans la partie de la Lorraine que nous retenons », déclara le chancelier. « Vous avouez par là que si vous les interrogiez, elles seraient unanimes à vous repousser » objecta Jules Favre. « Je le sais parfaitement », répliqua Bismarck. M. de Schwerin avait déjà caractérisé cette manière, *Macht geht vor Recht*. Les deux hommes ne purent se mettre d'accord. Le chancelier sortit pour consulter son roi. Quand il revint, il tenait un papier où étaient écrites les conditions de l'armistice ; le gage sur Paris était précisé : c'était « un fort dominant l'enceinte, comme par exemple le Mont-Valérien ». Autant valait livrer de suite la place ; il n'y avait pas à insister ; M. Jules Favre se leva ; trois jours de « tortures » morales l'avaient anémié ; il eut un moment de défaillance ; il se ressaisit, annonça une prompte réponse, et partit.

L'homme fort ne comprenait pas les angoisses d'autrui.

« C'est une comédie », dit-il à ses gens[1]. « La question de l'Alsace donne aux Français de telles coliques, qu'il fallut nous arrêter là », écrivait-il généreusement à sa femme[2]. L'entretien l'avait fatigué, il fit une agréable promenade dans le parc et s'étendit sous un arbre, où il reprit doucement ses esprits[3].

Le soir même, M. Jules Favre exposait ces négociations à ses collègues de la Défense nationale. Ils lui témoignèrent « une excessive froideur », et se récrièrent sur les conditions draconiennes de la Prusse ; unanimement, ils refusèrent de les examiner. M. Jules Favre fut chargé d'en aviser le chancelier fédéral ; il le fit dans une lettre très courte, où il écrivait que le Gouvernement provisoire « désirait un armistice ayant pour objet l'élection et la réunion d'une Assemblée nationale, mais ne pouvait souscrire aux conditions auxquelles Votre Excellence le subordonnait ». Cette lettre arriva au quartier général de Ferrières dans la nuit du 22 au 23 septembre, elle ne surprit personne ; Bismarck avait posé à l'armistice de telles conditions, qu'elles forçaient à un refus. Mais le malin chancelier informa l'Europe que, par ce refus, le Gouvernement provisoire prouvait sa crainte de consulter les populations, lesquelles étaient pacifiques, et disposées à traiter aux conditions allemandes[4].

Peu d'heures après le départ de Jules Favre, dans la soirée du 20 septembre, le puissant chancelier avait mandé l'aventurier de bas étage. Celui-ci, étonné de sa fortune, avait modifié ses projets. Il proposa[5] de se rendre à Metz et Stras-

1. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 242.

2. Bismarck à sa femme, 22 septembre 1870.

3. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 418.

4. Circulaires de Bismarck des 27 septembre et 1er octobre 1870. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 137 et 142.

5. *Quel est votre nom*, p. 24 et suiv. D'après la déposition de Régnier lue au procès Bazaine, *loc. cit.*, p. 314, l'initiative de ce voyage à Metz remonterait à Bismarck même.

bourg pour convaincre les commandants de ne livrer ces places qu'au nom de l'Empereur; il irait ensuite à Wilhelmshöhe et engagerait Napoléon à une contre-révolution. Bismarck le laissait parler; il était fixé sur la valeur du personnage, mais il ne lui déplaisait pas qu'à Metz on crut le gouvernement prussien en négociation avec Napoléon; tout ce qui partageait la France, politiquement ou par les armes, profitait à l'Allemagne. Il remit à Régnier un sauf-conduit, qu'il signa lui-même, et lui promit de télégraphier au prince Frédéric-Charles pour faciliter son entrée à Metz.

Régnier parvint le lendemain soir au camp prussien, où le prince était prévenu de son arrivée; il y fut accueilli avec une faveur marquée par les officiers prussiens; il paraissait être des leurs[1]; le 23, il se présenta aux avant-postes français; il se fit annoncer comme « un envoyé d'Hastings », on crut que c'était un émissaire de l'ex-empereur; il fut admis par Bazaine. Le maréchal n'était pas sorti de son affaissement moral; il accueillit cet inconnu, arrivé sous les auspices de la Prusse et porteur d'une photographie signée d'un enfant, comme un plénipotentiaire de salut. Régnier ne s'en étonna point : il avait pris l'habitude de n'être point jeté à la porte. Il se présenta comme employé à la maison de l'impératrice, il avait vu Bismarck en son nom, il comptait obtenir du chancelier « des conditions possibles pour la France..., il espérait porter bientôt un traité à signer à l'impératrice... Celle-ci désirait avoir auprès d'elle le maréchal Canrobert ou le général Bourbaki[2] ». Bazaine crut tout cela, par inintelligence voulue ou ambition dévoyée. Il fit appeler Canrobert qui

1. Dépositions Arnous-Rivière, Garcin, Boyer, Bourbaki au procès Bazaine. D'Andlau, *Metz* (1871), p. 224 et suiv.

2. Cette partie, d'après le rapport du général Bourbaki au ministre de la Guerre, 7 octobre 1870. (*Document inédit.*)

refusa « pour des raisons personnelles » ; il manda Bourbaki, qui consentit « à faire tout ce qui pourrait être utile à la France et à l'armée », mais exigea un ordre écrit et l'insertion explicative de son départ au rapport. Le maréchal Bazaine promit tout, pressa vivement son subordonné, lui remit ses habits bourgeois et jusqu'à ses bretelles ; puis il l'embrigada dans un groupe de médecins luxembourgeois qui franchissait la frontière ; Régnier était du lot ; à l'aisance de ce voyage, il fut certain pour le général « que les Prussiens savaient qui il était et qu'il passait avec l'autorisation de M. de Bismarck ».

La frontière franchie, les deux hommes se séparèrent. Le général Bourbaki se rendit immédiatement auprès de l'impératrice, qui s'étonna de son voyage, ne l'ayant point appelé. Le général Bourbaki perçut l'imposture. Il s'empressa de solliciter, par l'intermédiaire du Foreign Office, la possibilité de rentrer à Metz, et dès que Bismarck la lui eût donnée[1], il repartit pour rejoindre son poste. Il fut arrêté par quelque difficulté aux avant-postes prussiens, et, avant de les avoir franchis, il fut atteint[2] par une dépêche du délégué du gouvernement à Tours le priant de se rendre dans cette ville « où il serait reçu admirablement et pourrait rendre les plus grands services ». Il s'empressa de déférer à cette invitation.

Cependant Régnier était retourné à Ferrières et il avait obtenu une troisième audience de Bismarck. Il présenta au chancelier une photographie signée de Bazaine, — c'était là son viatique ordinaire, — et prétendit traiter la question de frontière[3]. Le Prussien l'arrêta net et lui demanda s'il avait des pouvoirs réguliers : l'autre ne put que balbutier ; le chan-

1. Lord Granville au général Bourbaki, 4 octobre 1870. (*Document inédit*).

2. Par l'intermédiaire de la légation de France à Bruxelles. Toute cette partie d'après la correspondance inédite du ministre de France à Bruxelles.

3. *Quel est votre nom*, p. 35 et suiv.

celier fit demander à Metz « si le maréchal Bazaine accepterait, pour la reddition de l'armée, les conditions que stipulerait M. Régnier en restant dans les instructions qu'il tiendrait de M. le Maréchal ». Toujours « incertain », Bazaine déclara qu' « il ne saurait répondre d'une manière absolument affirmative »; il renia Régnier, parla « de capitulation avec les honneurs de la guerre », et proposa l'envoi de son premier aide de camp, le général Boyer[1]. Bismarck alors congédia Régnier. Le sire se rendit en Angleterre, où il fut reçu de façon vive par le commandant Lamey; il donna, sur l'état de la garnison bloquée, des détails qu'il n'avait probablement point cachés aux Allemands; il fut fortement renvoyé[2]. Il alla en Allemagne, mais n'obtint point audience de Napoléon; il rôda à Cassel, à Cologne, trainant de louches intrigues auprès des officiers prisonniers. En février, il était à Versailles, parlant de ses pourparlers avec Bismarck et tenant « un tas de propos incohérents[3] ».

Pendant ces négociations et ces intrigues, l'armée allemande enfonçait son talon dans le sol de la France. Toul était pris le 23 septembre et Strasbourg le 28, — les Français de là-bas ont dit après quel siège; la journée de Châtillon avait assuré aux assiégeants les hauteurs qui dominent Paris; un coup d'audace leur eût livré la capitale; mais il fallait ce siège et ces souffrances pour régénérer la patrie.

L'étranger parlait sans bouger. En Autriche, M. de Beust constatait « qu'il y avait toujours une France vis-à-vis de l'Allemagne[4] », et puis s'écriait « qu'il n'y avait plus d'Europe ».

1. Télégramme de Bismarck, transmis par parlementaire de l'armée prussienne le 29 septembre. Réponse du maréchal Bazaine, même date. Procès Bazaine, réquisitoire du général Pourcet, *loc. cit.* p. 323.

2. Déposition du commandant Lamey.

3. Dépositions Soulié, Pozzo di Borgo, Yung.

4. Le comte de Beust au comte Chotek. Beust. *Mémoires*, t. II, p. 394.

En Angleterre, on se désolait par avance du bombardement de Paris, et on faisait montre de « sentimentalité[1] », mais l'action était remplacée par une sympathie, d'ailleurs sincère, et des « bons offices », d'ailleurs platoniques. L'Italie était heureuse de Rome. La Russie montrait quelque mécontentement, n'ayant encore rien reçu : le roi Guillaume recommandait à la reine d'écrire à la grande-duchesse Hélène[2] « pour miner les intrigues de Gortschakoff, qui oppose son véto à toute annexion[3] ». Et, tout en chassant les faisans de Ferrières, Bismarck surveillait l'Europe.

Le 5 octobre, le cercle de fer était solidement forgé ; rien ne s'opposait à l'installation de Guillaume à Versailles.

§ III

Dans un des plus paisibles quartiers de Versailles, rue de Provence, se dresse une maison à deux étages, aux larges fenêtres et péristyle élégant ; ce n'est pas un château, mais c'est une demeure de large aisance. La porte franchie, on est frappé du charme du parc, avec ses vastes pelouses, ses hauts arbres et ses eaux courantes. Dans cet asile discret habitait une famille de vieille et haute bourgeoisie qui avait fui l'invasion. Les hasards de la répartition en firent le centre diplomatique de l'Europe pendant cinq mois. Le roi Guillaume habitait à la Préfecture, le prince royal aux Ombrages, près de la gare des Chantiers, Roon rue Colbert, près du château, Moltke rue Neuve, dans un hôtel qu'aurait

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 135.

2. Princesse Hélène de Wurtemberg, épouse du grand-duc Michel et belle-sœur du tzar.

3. Le roi Guillaume à la reine, 7 septembre 1870. Oncken. *Unser Heldenkaiser*, p. 215.

habité la marquise de Pompadour ; Bismarck s'installa le 5 octobre, dans l'après-midi, 12 rue de Provence, dans l'hôtel Jessé [1].

La vie qu'il y mena fut agitée et pittoresque. Ses compagnons n'ont pas manqué de décrire, jusqu'en leurs moindres détails, les chambres occupées par Bismarck et ses secrétaires, l'installation à la mode des camps, avec les bougies fichées dans les bouteilles, les armes trainant sur les actes diplomatiques, et la robe de chambre passée sur l'uniforme militaire. Ils ont dit les repas truculents, les propos de table, les savantes discussions sur les pâtés de carpes, l'accommodage des lièvres et la confection des saucisses. Bismarck avait repris sa vie paradoxale de Berlin : levé tard, il rendait visite au roi dans l'après-midi ou faisait quelque promenade à cheval dans le grand parc, aux avant-postes. Le soir, il recevait, car c'était un perpétuel défilé de personnages variés, diplomates de tous pays, princes allemands, délégués officieux de tous genres. Dans la nuit, il travaillait solitaire, fiévreux, incapable de sommeil; parfois, pour se calmer, il descendait au jardin et dans les allées dorées par l'automne on voyait la haute stature et la casquette blanche du chancelier sortir de l'ombre et apparaitre au clair de lune, puis se promener lentement [2].

A ses côtés travaillaient avec ardeur une demi-douzaine d'hommes dévoués à leur maitre : le vieil Abeken, quoique frappé d'une légère attaque, préparait jour et nuit les dépêches diplomatiques et ne se reposait qu'en cueillant, pour sa jeune femme, les violettes ou les perce-neige dont le parc

1. Actuellement 20. Les détails sur ces installations dans l'ouvrage de M. Delerot sur *Versailles pendant l'occupation* (1872) et des papiers inédits.

2. Busch, *Le comte de Bismarck et sa suite pendant la Campagne de France*, p. 155. Comte Paul Hatzfeldt, *Feldzugsbriefe*, novembre 1870.

est tapissé[1]. Keudell servait de chef du secrétariat, triait les visiteurs ou la correspondance et calmait par ses mélodies au piano les nerfs du chancelier[2]. Hatzfeldt était chargé plus spécialement des relations avec les Français. Lothar Bucher s'occupait de la question allemande. Charles de Bismarck-Bohlen était le garde du corps. Et Busch rédigeait les articles haineux ou ironiques, produits normaux de la guerre. Parfois quelque alerte secouait la maison, car, jusqu'à la prise de Metz et même en novembre, la situation des Allemands à Versailles leur semblait peu sûre[3]. Bismarck parlait d'une retraite possible, et la maison du roi préparait subitement son départ. L'émoi ne durait pas. Schlestadt, Soissons, Neuf-Brisach étaient pris ; la vallée de la Loire était envahie ; les Parisiens étaient repoussés à la Malmaison et au Bourget ; Metz capitulait.

Les troupes enfermées dans la vieille ville lorraine avaient essayé en vain de rompre le cercle qui les enserrait. Les munitions et les vivres commençaient à manquer ; des soldats étaient pris quand ils allaient déterrer des pommes de terre ou se rendaient pour un morceau de pain. L'état-major allemand connaissait parfaitement cette situation[4] ; et, sans même bombarder la place, attendait les effets inévitables de l'investissement. Le maréchal Bazaine résolut de réunir tous les commandants de corps pour couvrir de leur responsabilité des fautes qu'ils n'avaient point commises[5]. Le 10 octobre, ce conseil de guerre décida d'accepter une « con-

1. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 440 et suiv.

2. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 521 et suiv.

3. *Aus Roon's Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 492. Duc Ernest de Cobourg. *Aus meinem Leben*, t. III, p. 659.

4. Moltke. *La guerre de* 1870, p. 184.

5. Général Deligny. *L'Armée de Metz*, p. 48. D'Andlau. *Metz*, p. 287. Bazaine. *L'Armée du Rhin*, p. 195 et suiv.

vention militaire honorable »; si l'ennemi prétendait à des conditions incompatibles avec l'honneur et le devoir militaires, l'armée française tenterait de se frayer un passage les armes à la main. Bazaine convainquit ses frères d'armes d'envoyer son premier aide de camp, le général Boyer, non à son adversaire direct, le chef des assiégeants, mais à Versailles. Il sollicita un sauf-conduit pour cet émissaire.

Le prince Frédéric-Charles refusa net le 11 octobre[1]; il faut voir dans ce refus une forme de la rivalité des généraux et de Bismarck. Ils ne voulaient pas que ce civil intervînt dans des négociations militaires. Le prince, ardent et autoritaire, considérait la capitulation de Metz comme chose sienne. Mais il ne put pas dissimuler cette démarche au roi : on en délibéra à Versailles, et non sans orage ; Bismarck voulait accepter la proposition de Bazaine et s'entretenir lui-même avec le général Boyer, Roon et Moltke se refusaient à recevoir toute communication de Metz[2]; le roi finit par se rallier à l'avis de son chancelier, et le prince Frédéric-Charles informa Bazaine le 12 octobre que les lignes allemandes s'ouvriraient pour le général Boyer[3]. Celui-ci partit de suite, porteur d'une note où Bazaine livrait toute sa pensée[4] : la question militaire était jugée, l'armée allemande était victorieuse ; mais le roi de Prusse n'avait pas d'intérêt à l'anarchie du pays ; or l'armée de Metz pouvait « devenir le palladium de la société menacée par l'attitude qu'a prise un parti violent. — Cette armée contribuerait à l'avènement d'un pouvoir régulier et légal, avec lequel les relations de toute nature pourraient être reprises sans secousse et naturellement ». Tourner son armée contre

1. D'Andlau. *Metz*, p. 301-302.
2. *Aus Kaiser Friedrich's Tagebuch*, 10-12 octobre 1870.
3. Procès Bazaine. Rapport du général de Rivière. 3e partie, chap. III.
4. Note du 10 octobre 1870. Bazaine. *L'armée du Rhin*, p. 176.

les Parisiens, compenser les défaites de la frontière par une réaction en France, jouer au protecteur, tel était le vague rêve du maréchal, et déjà, en 1793, Dumouriez avait prétendu à ce rôle[1] : aucune des deux ambitions ne se réalisa ; mais, en 1870, la France paya.

Le général Boyer arriva à Versailles le 14 octobre sous la surveillance d'un officier prussien. Il ne vit que des Allemands, c'était un ordre de Bismarck, il fallait que rien ne parvînt au général que de la bouche du chancelier. Et il lui esquissa la situation en traits noirs, l'anarchie régnant en France, les départements de l'Ouest livrés à la guerre religieuse, les villes industrielles ouvrant leurs portes sans résistance, les francs-tireurs faisant autant de mal aux Français qu'aux Allemands ; il dépeigit à sa façon les hommes du gouvernement parisien, les diverses compétitions qui, « en dehors de l'Empire, se disputaient le pouvoir ». Ayant ainsi posé ses préliminaires, il ajouta que les soldats de Metz ne devaient pas obtenir meilleur sort que leurs frères de Sedan. « Pourtant, ajouta-t-il, je puis, moi, faire valoir des considérations politiques et obtenir de meilleures conditions. » Mais, et c'était sa réserve essentielle, il fallait qu'il pût traiter avec un gouvernement régulier ; il s'assura que l'armée de Metz n'avait pas pris d'engagement avec le gouvernement de la Défense nationale. « Nous pouvons nous entendre, dit-il enfin, je ne vous propose pas de traiter avec l'empereur ; il est prisonnier et l'on pourrait admettre qu'on exerce une pression sur ses décisions. Il n'en est point de même de l'impératrice ; elle est sur un terrain neutre et en dehors de toute action directe du gouvernement. » Et il termina en indiquant que l'armée de Metz devrait manifester « sa fidélité à la régente » et « obtenir

1. Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. II, p. 288.

de l'impératrice la signature des préliminaires de la paix »[1]. Bismarck croyait-il à la possibilité de cette combinaison ? Cherchait-il seulement à compromettre Bazaine ? Voulait-il gagner le temps d'affamer la garnison? c'était là une de ces combinaisons compliquées où il excellait et dont il tirait des profits imprévus. Le lendemain après en avoir conféré avec le roi et son conseil, il renouvela ses propositions politiques et militaires. Le général Boyer n'osa accepter sans en avoir référé à son chef et repartit pour Metz.

Le 18 octobre, le général Boyer exposa en conseil de guerre les conditions politiques de Bismarck, la nécessité pour l'armée de Metz de se déclarer « toujours l'armée de l'Empire, décidée à soutenir le gouvernement de la régence », les démarches à obtenir de l'impératrice, l'éventualité d'un traité de paix entre le gouvernement allemand et la régente. La discussion fut confuse, contradictoire [2]. Le conseil résolut de tout tenter pour obtenir une convention militaire honorable. Il décida d'envoyer le général Boyer auprès de l'impératrice, pour négocier sur les bases indiquées par Bismarck ou obtenir que l'armée fût déliée de son serment à l'empereur. Le 22, le général Boyer était auprès de l'ex-souveraine : celle-ci télégraphiait à Bismarck par l'intermédiaire de l'ambassade prussienne à Londres et elle écrivait directement au roi Guillaume, sollicitant un armistice avec vivres pour l'armée de Metz. De ravitaillement, Bismarck ne voulait point : il répondit le 25 qu'il ne lui était pas possible d'accorder une suspension d'armes. La veille, il avait écrit à Bazaine qu'aucune des conditions qu' « il avait désignées

1. Déposition du général Boyer au procès Bazaine, *loc. cit.*, p. 349 et suiv.

2. Procès-verbal de la conférence des commandants de corps, 18 octobre 1870.

au général Boyer comme indispensables avant d'entrer en négociations avec la régence impériale, n'avait été réalisée ; les propositions arrivées de Londres étaient inacceptables. Il n'entrevoyait plus aucune chance d'arriver à un résultat par des négociations diplomatiques ».

Le temps s'était écoulé, les provisions des assiégés étaient épuisées, — c'était peut-être le but même des négociations de Bismarck. Après un dernier conseil de guerre, le 27 octobre, Bazaine rendait son armée sans conditions : 175.000 hommes partaient en captivité et les Allemands prenaient possession de Metz la Française.

Les négociations ne s'arrêtèrent point immédiatement entre Bismarck et l'ex-souveraine. Elle avait envoyé à Versailles un ancien sous-préfet, M. Théophile Gautier fils, avec une lettre pour le roi et une mission auprès du chancelier [1]. M. Théophile Gautier parvint à Versailles le 25 octobre, alors que les négociations relatives à la capitulation de Metz étaient échouées. Le délégué arrivait avec des propositions plus étendues encore, car elles avaient pour but le traité de paix même : il offrait au vainqueur Strasbourg et son territoire, la Cochinchine et une indemnité de deux milliards; sur le refus du chancelier, M. Théophile Gautier proposa de constituer l'Alsace en territoire neutre, sorte d'État-tampon, avec plus ou moins d'indépendance à son gré. Avec sa rude franchise, Bismarck déclara qu'il préférait garder l'Alsace. « Si le roi et moi rentrions chez nous sans la rapporter, disait-il, nous serions reçus à coups de pierres. » M. Th. Gautier resta à Versailles jusqu'à la fin du mois : l'armée de Metz était prisonnière ; les Bonaparte n'avaient plus en France un point d'appui; Bismarck n'avait plus à traiter avec eux ; il le dit sans fard à

1. Théophile Gautier fils. *Une visite au comte de Bismarck* (octobre 1870).

M. Th. Gautier et chargea M. de Bernstorff, son ambassadeur, d'en informer l'impératrice.

Tout en négociant avec Chislhurst, Bismarck traitait avec Paris.

« Il dînait de l'autel et soupait du théâtre. »

Au général Boyer, il promettait de signer la paix avec l'impératrice seule et non avec le gouvernement de la Défense nationale qu'il ne connaissait pas. Par l'agence Reuter il annonçait que le « gouvernement de la République ne constituait pas un danger pour l'Allemagne », et il indiquait par là qu'il était prêt à traiter avec lui. Un général américain, Burnside, servit d'intermédiaire pour les nouvelles négociations. Il avait succédé à Sheridan dans l'amitié du chancelier fédéral. C'était un excellent homme, doué des meilleures intentions, très désireux de contribuer au rétablissement de la paix ; à son insu, il servait d'indicateur à Bismarck, qui, à table et à l'improviste, obtenait de lui les plus précieux renseignements sur l'état des approvisionnements à Paris [1]. M. Burnside vint à Paris, s'entretint avec les membres du gouvernement, se rendit à Versailles et eut plusieurs conversations avec Bismarck : on parla vaguement [2] d'un armistice de quarante-huit heures, puis tout échoua.

Après les républicains et les impérialistes, les royalistes traitaient avec l'ondoyant ministre. Le comte de Chambord avait écrit au roi Guillaume pour lui annoncer qu'il se conformerait au vœu de *son* peuple, mais qu'il se refusait à toute annexion [3], et Bismarck écarta dédaigneusement sa proposition.

1. Busch. *Tagebuchblätter*, 6 octobre 1870, t. I, p. 274.

2. Comte d'Hérisson. *Journal d'un officier d'ordonnance*, p. 162 et suiv. L'auteur servait d'interprète et de parlementaire au général Burnside.

3. *Aus Kaiser Friedrich's Tagebuch*, 9 octobre 1870.

Il ne négligeait aucun renseignement, ne renvoyait personne, accueillait les plus modestes diplomates et sollicitait les avis. Il mandait parfois auprès de lui le maire de Versailles, M. Rameau : très fin, très ferme, ce fonctionnaire s'était rendu de lui-même à l'hôtel Jessé pour traiter de questions administratives et électorales ; il avait plu ; et Bismarck le priait de venir à lui sous divers prétextes, en réalité pour sonder l'opinion publique dans la personne de son premier représentant. Il lui parlait « des racines que Napoléon III avait encore dans le pays », maltraitait les républicains, et se retranchait derrière l'autorité du général Burnside pour les qualifier « de fous et de tyrans » ; le tout était dit pour connaître l'avis de M. Rameau ; mais celui-ci répondait tranquillement qu'il était « bon républicain », et que la République française ne désirait rien qu'une paix honorable[1].

Pour éclairer l'opinion française, Bismarck avait sa gazette, *Le Nouvelliste de Versailles, journal quotidien, politique*, qui exposait à sa façon les batailles et les négociations ; pour compromettre quelques adversaires, il y publiait les papiers saisis de divers côtés, et, dès son premier numéro, annonçait que Garibaldi négociait le retour à l'Italie de Nice et de la Savoie[2]. Le préfet prussien, M. de Brauchitsch, continuait en outre à publier le *Recueil officiel de Seine-et-Oise*, pour répandre la bonne parole dans les mairies du département. Busch travaillait à jet continu pour les feuilles de l'Allemagne et de l'étranger sous la direction du chancelier qui n'admettait pas l'intervention d'un tiers en pareille matière. Schneider, le lecteur du roi, osait fré-

1. Delerot. *Versailles pendant l'occupation*, p. 128 et suiv., d'après les notes de M. Rameau.

2. Le *Nouvelliste* du 15 octobre 1870.

quenter des journalistes étrangers[1] et envoyer quelques informations : Bismarck s'emportait contre son « manque de tact » et ses « fausses nouvelles[2] ».

Absorbé par la pénible naissance de l'Empire allemand[3], le chancelier ne pouvait suivre les affaires intérieures de la Prusse ; il avait laissé l'administration du royaume au comte Eulenburg, ministre de l'Intérieur, mais il n'était pas possible à son tempérament autoritaire d'abdiquer entre les mains d'autrui la moindre parcelle de son gouvernement, et il se plaignait chaque jour des actes de son lieutenant : Jacoby, le démocrate prussien, était-il arrêté pour ses opinions pacifiques? on avait eu tort, « l'homme politique ne doit point se venger[4] ». Les journaux de Berlin dépassaient-ils envers l'Angleterre les bornes de l'impertinence ? c'était la faute d'Eulenburg, qui ne daignait pas lire les dépêches de son chef[5]. Bismarck s'en consolait en constatant la docilité des puissances étrangères. « La Russie se montre très aimable, écrivait-il ; l'Angleterre, à part les fournitures d'armes, pas méchante ; Beust, incertain comme toujours ; et nos amis américains ne savent plus très bien, depuis que la France est devenue une République, de quel côté du visage ils doivent sourire avec le plus de bienveillance. Ils continuent à nous aimer ; mais la République ! Ils ne peuvent plus haïr le Français[6] ! ».

En vérité, il lui eût été malaisé de n'être point satisfait de l'attitude de l'Europe. M. Thiers avait été reçu à Londres, Vienne, Pétersbourg et Florence avec une politesse déférente

1. L. Schneider. *Aus meinem Leben*, t. III, p. 334 et suiv.
2. *Aus Kaiser Friedrich's Tagebuch*, 9 octobre 1870.
3. Voyez ci-dessous, chapitre VI. *La renaissance de l'Empire allemand.*
4. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, 306.
5. *Aus Kaiser Friedrich's Tagebuch*, 11 novembre 1870.
6. Bismarck à sa femme, 8 octobre 1870.

et une froideur décourageante ; on lui avait prodigué partout des bonnes paroles et des conseils à la résignation ; après quarante jours de voyage, de raisonnements sensés, de démonstrations lumineuses, il était arrivé à ce médiocre résultat, le mot de « médiation » murmuré par l'Autriche [1], des « représentations » pacifiques adressées par l'Angleterre aux deux belligérants [2], et un sauf-conduit demandé pour lui par la Russie [3]. A Tours, on eût désiré obtenir l'armistice par l'entreprise du cabinet anglais ; M. Thiers préféra suivre les conseils russes et traiter personnellement avec Bismarck. Il télégraphia à Gortschakoff pour obtenir un sauf-conduit pour Paris, et comme Bismarck tardait, — attendant la capitulation de Metz, — M. Thiers résolut de s'adresser directement au chancelier. Bismarck prétendit n'accorder un sauf-conduit que pour Versailles [4]. Il lui importait de converser avec le voyageur avant de lui permettre l'entrée dans Paris. Doucement poussé par les cabinets de Londres et de Pétersbourg, il se décida enfin à envoyer un sauf-conduit pour toutes les lignes allemandes.

M. Thiers traversa Versailles le 30 octobre, le jour même où les soldats français étaient refoulés au Bourget. Il ne fit au chancelier qu'une visite de quelques minutes, pour ne le point froisser, et il a résumé ses courtes paroles dans cette jolie phrase : « Je ne puis vous parler que pour vous dire que je ne puis vous parler [5]. » Quelques mots

1. Le comte de Beust à ses ambassadeurs à Berlin et Pétersbourg, 12 et 13 octobre 1870.

2. Lord Granville à lord Lyons à Tours, lord Loftus à Berlin, Bismarck à Versailles, 20 octobre 1870.

3. Le tsar Alexandre au roi Guillaume, 3 octobre 1870. Gortschakoff à Bismarck, 22 octobre 1870.

4. Sur les négociations à ce sujet. Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. II, p. 42 et suiv.

5. Les négociations de M. Thiers et de Bismarck ont été relatées par le

encore furent échangés sur la difficulté des communications avec Paris, les dangers auxquels elles exposaient les parlementaires, et M. Thiers gagna la capitale sans encombre.

Le soir même, il apprenait aux membres du gouvernement de la Défense nationale la capitulation de Metz : ce fut pour eux un coup terrible [1], car les défenseurs de Paris devaient en être aussi découragés que leurs adversaires enflammés pour le combat. Sur le conseil de M. Thiers, les membres du gouvernement résolurent de solliciter un armistice qui permît les élections, avec ravitaillement proportionnel à sa durée et avec liberté du vote dans toute la France. Le lendemain, à deux heures, M. Thiers repartit pour apporter à Bismarck cette proposition ; à ce moment, Paris était en insurrection : c'était la journée du 31 octobre.

Le 1er novembre, à midi, M. Thiers entrait à l'hôtel de la rue de Provence. Bismarck l'attendait. Entre les deux hommes, il n'y avait point d'inégalité personnelle, car ils avaient même expérience des hommes et des choses, et la finesse de l'un valait l'énergie de l'autre. Mais l'un représentait un pays envahi, un gouvernement nouveau et en deux tronçons, des armées en déroute ou en formation ; l'autre s'appuyait sur un gouvernement vigoureux et 500 000 hommes de bonne troupe ; il avait toute la force de ses précédents succès et des victoires de ses armées. La différence des situations faussait entre eux les conditions de la lutte.

premier à quatre reprises différentes : *Rapport aux puissances*, 9 novembre 1870. *Déposition devant la commission d'enquête sur les actes du gouvernement de la Défense nationale*, p. 23-27. *Id., sur les événements du 18 mars*, p. 15-22. *Note et Souvenirs. Négociations pour un armistice*, p. 61-106, (publiés en 1904). M. Georg Küntzel, qui a passé ces documents à une critique très sévère (*Thiers und Bismarck*, Bonn, 1905), conclut que ces *Notes et Souvenirs*, quoique rédigés postérieurement, constituent le plus sûr et le plus complet de ces documents. C'est à ce récit que nous nous attachons en le rectifiant néanmoins sur quelques points.

1. Jules Favre. *Le gouvernement de la Défense nationale*, t. I, p. 317.

La conversation s'engagea, immédiate et rapide, comme l'assaut de deux fines lames. M. Thiers exposa qu'il avait reçu du gouvernement de Paris les pouvoirs nécessaires pour conclure l'armistice conseillé par les puissances neutres, et ayant pour objet principal la convocation d'une Assemblée nationale avec laquelle on pût traiter de la paix. Tout en contestant l'intervention des neutres, Bismarck accepta le principe de l'armistice, mais à condition que les soldats allemands occupassent un des forts dominant Paris.

« C'est inadmissible, car ce serait donner Paris », s'écria M. Thiers et sur un tel ton que le chancelier n'insista pas et se rabattit sur la vanité des élections ; il reprit l'argument qu'il servait aux républicains et parla de la possibilité d'une restauration impériale.

« Vous savez, dit-il, que l'empereur Napoléon a appelé auprès de lui les maréchaux et d'autres chefs de l'armée, nos prisonniers[1]. Ceux-ci se sont rendus à son appel ; l'impératrice s'est jointe à eux, et ils délibèrent en ce moment. Nos deux ou trois cent mille prisonniers pourraient leur composer une armée, ils appelleraient le Sénat et le Corps législatif et déclareraient non avenu le gouvernement qui siège à l'Hôtel de Ville ».

Cette argumentation dans les nuages n'était point faite pour décontenancer un homme de la finesse de M. Thiers, et la conversation reprit sur la question de l'armistice. Le délégué français demandait un ravitaillement de vingt-cinq jours, le ministre prussien alléguait la difficulté des approvisionnements et les objections des généraux prussiens. Bismarck prétendait exclure des élections l'Alsace et la Lorraine allemande.

1. Après la chute de Metz, les maréchaux Bazaine, Le Bœuf et Canrobert avaient été envoyés à Cassel à la demande de Napoléon III. On envisagea leur réunion comme « un petit Coblentz », et Napoléon sollicita lui-même leur départ. *Papiers inédits.*

« Ah ! quant à cela, non, non, répondit M. Thiers. L'armistice n'est pas le traité de paix ; jamais nous ne laisserons, dans un armistice, préjuger une question de territoire. » Le chancelier, frappé de la vivacité de la réponse, proposa un moyen terme, de choisir dans les deux provinces des notables sans recourir à la formalité de la convocation, pour y prévenir toute agitation électorale. M. Thiers y consentit et la conversation dévia sur les conditions de la paix. M. de Bismarck exposa tout net que l'Alsace et Metz étaient indispensables à l'Allemagne, et il voulut traiter la question par l'argument historique ; mais il avait un rude adversaire, qui riposta par l'histoire de la formation prussienne, et le chancelier se rabattit sur les raisons de nécessité : les garanties que donnerait à l'Allemagne l'acquisition des nouveaux territoires, les exigences de l'opinion publique outre-Rhin. A ces arguments de la force, M. Thiers n'avait rien à répondre.

Les deux hommes se séparèrent, Bismarck s'engageant à soumettre ces pourparlers au roi et à son conseil, M. Thiers promettant de rédiger un projet d'armistice, pour servir de base à de nouvelles négociations. Guillaume et ses conseillers en délibérèrent le lendemain matin[1] ; sans admettre toutes les conditions de M. Thiers, ils en acceptèrent au moins la discussion. La conversation reprit dans l'après-midi entre le comte de Bismarck et M. Thiers[2]. Celui-ci donna lecture de son projet de convention ; chaque article en fut discuté et plusieurs avec vivacité. Le chancelier ne voulait donner des vivres que si on lui livrait un fort.

« Non, rétorquait le délégué français, point de fort et des

1. *Aus Kaiser Friedrich's Tagebuch*, 2 novembre 1870.

2. Ce second entretien eut lieu le 2 novembre. Dans les *Mémoires et Souvenirs* de M. Thiers, p. 81, il est reporté au 3 novembre. C'est là une simple faute d'impression, ainsi qu'il est facile de le constater en vérifiant les dates des 3 et 4 novembre, p. 89 et 94.

vivres, sinon point d'armistice. » Bismarck n'admettait pas qu'un tiers arbitre fût pris parmi les neutres ; il contestait le droit de prise, et il s'emporta contre toutes les « atrocités » commises par les soldats français. Le petit vieillard se leva, prêt à sortir.

« Je me suis appliqué, rétorqua-t-il vivement, à ne mettre aucune amertume dans nos pénibles discussions, et je m'étonne que vous exprimiez devant moi, sur l'armée française, un reproche que je ne saurais entendre. » Le chancelier se calma et la conversation reprit, allant des conditions de l'armistice au régime futur de la France, du ravitaillement au gouvernement des Bourbons, des princes d'Orléans ou de la République. Les deux hommes n'étaient pas loin de s'entendre, à croire Bismarck tout au moins. « Nous sommes d'accord sur presque tous les points, disait-il ; mais le ravitaillement devant prolonger la résistance de Paris, les militaires n'en veulent point, et sans eux je ne puis rien faire. » Et il demanda jusqu'au lendemain pour consulter le roi et donner une réponse définitive.

En quittant la rue de Provence, le fin homme d'État se méfiait ; il lui semblait que les Allemands n'avaient consenti à ouvrir la négociation que pour ne pas indisposer les neutres et sans avoir jamais eu l'intention d'accorder l'armistice, — cette hypothèse paraît plus que vraisemblable, — et médiocre était son espoir d'aboutir à une suspension d'armes [1]. Bismarck s'y attendait moins encore. « Il sera bien difficile de tomber d'accord », disait-il à ses collaborateurs [2] ; et il écri-

1. Dans ses dépositions, il a, pour des raisons politiques, exagéré ses espérances d'armistice, qu'il a réduites à leur réalité dans ses *Notes et Souvenirs*, p. 89. Voyez G. Küntzel. *Bismarck und Thiers*, p. 53.

2. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 343 et 345. Bismarck ajoutait en se vantant qu'il avait sondé habilement le négociateur, « ils n'ont plus que pour trois ou quatre semaines de vivres » ; il avait trouvé son maître en finesse, car ces trois semaines furent trois mois.

vait dans l'intimité « qu'il n'avait jamais compté un instant sur l'armistice[1] ». Le roi s'opposait aux demandes essentielles de ses adversaires[2]. L'état-major tenait à continuer les hostilités. Il n'y avait donc qu'à rompre des négociations en y mettant quelques formes.

Le lendemain, 3 novembre, dès que M. Thiers parut, Bismarck lui annonça que la Commune avait été proclamée à Paris : si la nouvelle était vraie, elle arrêtait net les négociations. M. Thiers envoya immédiatement à Paris son secrétaire, M. Cochery, qui revint le soir en annonçant qu'après la journée tumultueuse du 31 octobre, l'ordre paraissait rétabli dans la capitale. Le chancelier « sembla en être à peine satisfait ». Probablement avait-il compté sur une révolution parisienne pour terminer des pourparlers sans objet. Il déclara, alors, à son interlocuteur que les militaires ne pouvaient accorder le ravitaillement de Paris sans qu'on leur livrât un fort. « Nous aurions fait des sacrifices, ajouta-t-il ; mais l'insurrection de Paris et l'abominable proclamation de Tours[3] nous ont fait perdre tout espoir. »

M. Thiers comprit que c'en était fini de ces négociations ; le lendemain, il eut encore une entrevue avec Bismarck ; les conditions de paix furent examinées ; le chancelier laissa entrevoir la possibilité de maintenir Metz à la France, — ce n'était là qu'une vaine parole, qu'il aurait retirée en s'excusant sur les exigences de l'état-major. Le soir, M. Thiers donna lecture d'une note où il avait résumé leurs entretiens. Après « un peu d'humeur », ils convinrent de déclarer

1. Bismarck à sa femme, 3 et 12 novembre 1870.

2. *Aus Kaiser Friedrich's Tagebuch*, 3 novembre 1870.

3. La proclamation de Gambetta au peuple français après la chute de Metz.

qu'ils n'avaient pu se mettre d'accord sur le ravitaillement et qu'ils avaient rompu sur cette question.

Le 5 novembre, M. Thiers se rendit aux avant-postes français où il trouva Jules Favre et le général Ducrot : il leur exposa le résultat négatif de ses efforts : ou l'armistice aurait lieu sans ravitaillement, — ce que la population parisienne n'accepterait pas ; ou les élections procéderaient sans armistice, par permission des généraux prussiens. Jules Favre demanda à en référer à ses collègues de la Défense nationale. Le lendemain, il adressa une dépêche à M. Thiers pour l'inviter à rompre toute négociation et à quitter le quartier général prussien. M. Thiers se rendit immédiatement chez M. de Bismarck pour lui notifier cette décision et lui faire ses adieux.

En annonçant, selon son habitude, à l'Europe l'échec de ces négociations, Bismarck déclarait que « les gouvernements actuels n'avaient jamais désiré sérieusement prendre l'avis du peuple français par de libres élections pour une Assemblée représentative [1] ». Son entourage était plus franc ; le duc de Cobourg avait déclaré nettement à M. Thiers que l'armistice n'était pas possible [2] ; Roon écrivait que « ces importantes négociations n'avaient eu *naturellement* aucun résultat [3] » ; Bismarck lui-même avouait dans l'intimité qu'il n'avait jamais cru à leur succès. Il savait que l'état-major allemand n'accorderait l'armistice qu'à des conditions inacceptables pour les Français. En eut-il regret ? A ce moment il engendrait l'Empire allemand ; les délégués des États du

1. Circulaire de Bismarck, 8 novembre 1870. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 163 et suiv. Le roi Guillaume à la reine, 6 novembre 1870. Oncken. *Unser Heldenkaiser*, p. 217.

2. Duc Ernest de Cobourg. *Aus meinem Leben*, t. III, p. 660 et suiv.

3. Roon à sa femme, 6 novembre 1870. *Roon's Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 501.

Sud négociaient à Versailles et il leur racontait à sa guise ses pourparlers avec M. Thiers[1]; il savait que les princes alliés seraient plus maniables sous le feu de l'ennemi que dans le calme de leurs résidences, et que l'Empire allemand naîtrait plus facilement à Versailles qu'à Berlin.

§ IV

Aux défaites de la France, la Russie n'avait encore rien obtenu. Après la capitulation de Metz, au moment où M. Thiers se rendait à Versailles, on pouvait croire à la paix. Le 31 octobre[2], le prince Gortschakoff adressa aux puissances signataires du traité de Paris une circulaire pour en dénoncer une clause gênante.

En 1863, Bismarck avait lié la Russie et la Prusse d'un lien d'amitié, d'intérêts communs et de reconnaissance. On avait cru alors que la Russie était seule bénéficiaire de ce pacte, qui lui avait facilité la répression des Polonais; un prompt avenir modifia cet avis; de cet accord, la Prusse avait tiré le plus d'avantage, car la bienveillante neutralité de la voisine orientale lui avait permis d'écraser les Danois, de chasser l'Autriche hors de l'Allemagne, de s'annexer quatre provinces et de préparer la renaissance de l'Empire germanique. Le pacte subsistait encore en 1870, et il avait amené le tzar Nicolas à menacer sourdement l'Autriche de son action si celle-ci intervenait. Mais le cabinet de Pétersbourg trouvait lointains les avantages de la convention de 1863 et nécessaires de nouvelles compensations. Bismarck perçut ces désirs : il pensa utile de libérer la mer Noire

1. Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 504.
2. 19 octobre, style russe.

des charges imposées par le traité de Paris, ce serait la prime à sa neutralité, et, au moment de la déclaration de guerre, il sonda le prince Gortschaköff en ce sens [1]. Le chancelier russe avait été, jusqu'au mois de juillet, porté à quelque bienveillance envers la France ; avant la guerre, il déclina les propositions de Bismarck ; pendant la guerre, il les reprit à son compte.

En août et septembre, les négociations se multiplièrent entre les cours russe et allemande, négociations presque de famille, passées par l'intermédiaire de parents ou d'amis, la grande-duchesse Hélène, le grand-duc de Weimar. Le tzar Alexandre abondait en politesses, envoyait des décorations nouvelles à chaque nouvelle victoire, mais restait sur la réserve. Le chancelier Gortschakoff, quoique prudent, ne dissimulait pas son intention qui était de provoquer un congrès pour mettre fin à la sanglante guerre et en régler les résultats. De cela, Bismarck ne voulait absolument pas, et il le déclarait très haut au grand-duc de Weimar, pour que ses paroles fussent rapportées à Pétersbourg. Dès le 24 septembre, le grand-duc attirait l'attention du roi Guillaume sur la possibilité de gagner Gortschakoff par des concessions sur la mer Noire, et des pourparlers s'engageaient à ce sujet entre le grand-duc et Bismarck [2]. A ce moment même arrivait au quartier général une lettre du tzar conseillant la convocation d'un congrès « non seulement pour enregistrer les conventions passées entre la France et l'Allemagne, mais aussi pour poser les bases du nouvel équilibre européen ». Bismarck s'indignait, et opposait au projet de congrès un énergique « jamais » ; mais il ne refusait pas de s'engager

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 121.

2. Notes du grand-duc de Weimar, citées par Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 492 et suiv., 505.

dans la voie de transaction indiquée par le grand-duc de Weimar.

Les succès des armées allemandes, la possibilité d'une paix prochaine, obligeaient la cour de Pétersbourg à prendre une décision : le projet de congrès, favorable à la France et à la justice, présentait des inconvénients pour la Russie même. Gortschakoff l'abandonna résolument et décida d'écouter la voix criarde des intérêts russes. Mais il connaissait ses adversaires ; il voulut les mettre en présence d'un fait accompli ; le 31 octobre, il écrivit la circulaire qui dénonçait les articles du traité de Paris sur la limitation des forces russes dans la mer Noire ; il envoya cette circulaire à ses agents pour la communiquer aux gouvernements de leur résidence, dépêcha à Versailles un délégué spécial, le général Annenkoff, puis s'enferma dans son cabinet, isolé de tous, attendant avec anxiété la réponse des puissances étrangères[1].

La circulaire fut portée le 4 novembre à la connaissance des gouvernements anglais et autrichien, et l'impression fut très mauvaise, à Vienne comme à Londres. M. de Beust répondit par deux dépêches dont lui-même reconnaît « le ton un peu acerbe[2] » ; il y déclarait ne concevoir ni admettre un doute sur la force de l'engagement réciproque », passé à Paris en 1856 et y manifestait « sa profonde surprise sur les conséquences d'un procédé qui porte atteinte à un acte international signé par toutes les Grandes Puissances[3] ». Lord Granville exprima d'analogues sentiments de surprise et de protestation contre ce mépris d'un traité solennel[4] ; estimant qu'une entente était nécessaire entre les puissances euro-

1. Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. II, p. 518.
2. Comte de Beust, *Mémoires*, t. II, p. 421.
3. Le comte de Beust au comte Chotek à Pétersbourg, 16 octobre 1870.
4. Lord Granville à lord Buchanan, à Pétersbourg, 10 novembre 1870.

péennes pour passer des mots aux faits, il envoya Odo Russell, sous-secrétaire d'État du Foreign Office, à Versailles, pour gagner à son opinion le puissant chancelier ; ainsi les deux principales intéressées au débat, la Russie et l'Angleterre, déléguaient en même temps un avocat auprès de Bismarck : pour la première fois, le ministre prussien devenait l'arbitre de l'Europe.

Le geste de la Russie n'avait pu causer une vive surprise au camp prussien, où il était prévu, mais il avait vexé par sa vivacité. Le roi Guillaume le traitait sans fard de « coup de Jarnac[1] ». Le général Annenkoff avait apporté au roi de Prusse une lettre du tzar, pour lui expliquer les raisons de sa promptitude ; Guillaume répondait qu'il ne tendrait jamais plus la main au prince Gortschakoff : pour cet homme d'une parfaite politesse, c'était là le dernier des outrages. Bismarck n'était pas moins irrité. « Les sots garçons, s'écriait-il, ils ont commencé quatre semaines trop tôt[2]. » Point si sots, car s'ils avaient agi après la conclusion de la paix, tous leur auraient fait opposition. Le chancelier fédéral ne pouvait critiquer les revendications russes, qu'il avait lui-même provoquées ; mais il en déplorait la forme et la précipitation qui le gênaient singulièrement. Pendant les trois mois de la guerre, il avait réussi à écarter toute intervention en faveur de la France ; l'acte de la Russie rendait inévitables des protestations, des explications et des rivalités qui pourraient modifier la situation en Europe ; il était à craindre que dans cette mêlée générale le vaincu parvînt à soulever un mouvement d'opinion en sa faveur et capable de gêner le vainqueur. La Prusse

1. Konyi. *Beust und Andrassy ; Deutsche Revue ;* XV, II, 28, d'après les Souvenirs d'Andrassy.

2. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch,* 19 novembre 1870. Bismarck à sa femme, 16 novembre.

n'avait qu'un intérêt : apaiser cette querelle et gagner du temps ; un moyen était tout trouvé et Bismarck s'y arrêta sur-le-champ : la réunion d'une conférence.

Le 20 novembre, M. Odo Russell arriva à Versailles : il entretenait depuis dix ans avec le prince de Prusse des relations « d'estime et d'affection » ; il trouvait en lui le meilleur appui de la politique anglaise ; le 21 novembre, au milieu de la journée, il fut reçu par Bismarck qui lui fit un « excellent accueil[1] » ; le chancelier exprima son étonnement de l'initiative russe et dissimula probablement ses négociations de l'été avec le cabinet de Pétersbourg ; à l'en croire, il ne désirait pendant la guerre avec la France s'immiscer dans aucune question étrangère, ni même répondre officiellement à la circulaire du prince Gortschakoff ; mais il voulait s'entremettre pour éviter l'explosion d'une nouvelle guerre et conseillait la réunion d'une conférence internationale à Constantinople[2]. Il annonça à l'envoyé anglais qu'il télégraphiait à Pétersbourg pour proposer ce remède adoucissant. A trois heures, il quittait Odo Russell pour se rendre à la Préfecture, où le roi donnait un dîner pour fêter l'anniversaire de la naissance de son fils ; le ministre y annonça comme certaine la réunion de la conférence ; le soir, en effet, survint une dépêche du tsar qui acceptait la proposition du cabinet prussien[3] ; et, à neuf heures, Odo Russell en arrivant à la rue de Provence apprenait que le gouvernement prussien proposait officiellement

1. Odo Russell à lord Granville, 22 novembre 1870. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 17 novembre et suiv. Rapport de Bismarck au Bundesrath, 30 novembre 1870. Poschinger. *Fürst Bismarck und das Bundesrat*, t. I, p. 330.

2. W. Russell. *My diary during the great war*, p. 494.

3. On peut croire que Bismarck avait déjà fait sonder à cet égard la cour russe. Car il est difficile d'admettre qu'il ait télégraphié à trois heures à son ambassadeur à Pétersbourg, que celui-ci ait vu Gortschakoff, et que sa réponse soit arrivée à Versailles à neuf heures.

la réunion d'une conférence pour statuer sur les revendications de la Russie.

C'était un coup de maître[1] ; quelques jours auparavant, l'Angleterre et la Russie tentaient d'imposer à Bismarck leur médiation en faveur de la France ; à l'heure actuelle, elles sollicitaient Bismarck de servir de médiateur. Bon prince, il renvoyait le délibéré devant un tribunal européen, mais encore voulait-il que la France n'y pût obtenir audience. Les préparatifs de la conférence traînèrent deux mois. Bismarck ne mettait nul hâte à les activer, car il gagnait un temps précieux aux armées allemandes. Il compliquait ces négociations de vagues récriminations sur la violation par le Luxembourg[2] de sa propre neutralité. Il déconseillait au prince Charles de Roumanie de solliciter l'intervention des puissances signataires du traité de Paris, car la France eût été priée à l'égale de la Prusse[3] ; et surtout il tendait de savantes embûches pour empêcher le représentant de la France de paraître à Londres : difficultés pour accorder un sauf-conduit à Jules Favre, insinuation que ce ministre ne pouvait quitter son poste de combat et d'honneur à Paris. En même temps, il multipliait les avis amicaux à Londres et les témoignages d'affection à Pétersbourg[4], avec tant de souci, une telle tension d'esprit qu'il en passait « de nombreuses nuits sans sommeil ». Il réussit. Lorsqu'enfin, le 17 janvier 1871, la Conférence se réunit à Londres, la France n'y était pas représentée, et Paris était près de succomber.

1. Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. II, p. 104.

2. Bismarck au gouvernement luxembourgeois, 3 décembre 1870.

3. Bismarck à M. de Radowitz, consul général en Roumanie, 9 décembre 1870 ; au prince Charles, 10 janvier 1871. *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II.

4. Le prince Henri VII de Reuss à Bismarck, janvier 1871. *Aus Bismarck's Briefwechsel*, p. 436.

Le résultat final du débat lui importait peu ; prenant l'Alsace et la Lorraine, il admettait que la Russie se libérât sur la mer Noire. Dès que la France, épuisée, eut crié merci, il consentit à l'entrée du duc de Broglie dans la représentation européenne, et le traité de Londres fut signé quinze jours après les préliminaires de la paix, dix jours après leur ratification. Ainsi avait voulu l'homme d'implacable génie : dans la discorde européenne, il avait trouvé un nouveau et sûr moyen d'écarter tout fâcheux de sa propre querelle ; pendant que les neutres se chamaillaient sur la navigation dans les Dardanelles, il écrasait la France.

CHAPITRE VI

LA RENAISSANCE DE L'EMPIRE ALLEMAND

§ I. Les idées de chacun. — L'enthousiasme des premiers jours en Allemagne et le découragement ultérieur. — Les progressistes et le régime parlementaire. L'opportunisme national-libéral. L'intransigeance du parti prussien. — Les princes fédérés du Nord. — Les monarques du Sud : Hesse et Bade; Bavière et Würtemberg. — Bismarck et la politique des réalités progressives.

§ II. Les premiers jalons. — Premières conversations avec les princes. Effet des premières victoires en Allemagne. Les réserves du Sud et les parlementaires du Nord. — L'initiative de Bade. Le projet bavarois. Mission de Delbrück en Saxe et en Bavière : conférences de Munich ; leur résultat. — Demande du grand-duc de Bade. — Concessions demandées aux unitaires.

§ III. L'Allemagne par les princes. — Projet de Congrès des Princes. La force d'inertie du roi Louis II de Bavière. Action et réaction en Wurtemberg. Départ des ministres du Sud pour Versailles. — Le travail de Bismarck. — L'acquiescement des Badois : arrivée du grand-duc Frédéric. — La résignation de la Hesse. — M. de Mittnacht et les concessions wurtembergeoises. — M. de Bray et les espérances bavaroises; les deux Allemagne. Les inquiétudes du roi Louis. — La reculade du Wurtemberg ; colère de Bismarck. — L'argument du fait accompli. Le traité du 15 novembre avec Bade et Hesse. — L'agitation bavaroise et les revirements du roi Louis. — Nouvelles négociations de Bismarck avec les ministres bavarois : le traité du 23 novembre. — Négociation à Berlin avec les ministres wurtembergeois : le traité du 25 novembre. L'Allemagne est faite.

§ IV. L'assentiment des peuples. — Les parlementaires à Versailles. Les partis et leur mécontentement. Inquiétudes de Bismarck : il ne peut quitter Versailles. — Le Reichstag : rôle de Delbrück. L'acquiescement du Bundesrath et du Reichstag. — Délégation parlementaire à Versailles. La réception du 18 décembre 1870.

— Les Chambres de Carlsruhe et de Darmstadt. Les Parlements de Wurtemberg et de Bavière.

§ V. L'Empereur. — Les idées de Bismarck sur le titre impérial. Les premières victoires et l'opinion publique. Nécessité d'une offre par le roi de Bavière, Louis II; mission du comte Holnstein à Versailles. — Lettre de Bismarck au roi Louis et retour de Holnstein en Bavière. — Réponse de Louis II et nouveau voyage d'Holnstein à Versailles. Circulaire du roi de Bavière. Adhésion des cours allemandes. Acquiescement de l'Autriche. — Noel à Versailles. — Regrets du roi Guillaume. — Les discussions de protocole. — La cérémonie du 14 janvier 1871. — L'empire allemand.

§ I

L'enthousiasme simplifie tout; qu'il s'envole, les difficultés paraissent. Dans l'élan du départ, au bruit des premières victoires, toute l'Allemagne avait battu d'un même cœur, vibré d'une même émotion : l'unité germanique semblait faite. Au Reichstag, l'adresse d'adieu avait affirmé que « le peuple allemand trouverait enfin l'unité libre et pacifique, désirée par tous les peuples[1] ». Dans les provinces nouvellement acquises à la Prusse, l'orgueil du triomphe commun avait calmé les ressentiments du patriotisme local. Même dans les États du Sud, les susceptibilités fondaient dans la splendeur du succès. Le Conseil municipal de Munich votait le 19 août une adresse où était exprimé l'espoir que « la paix rende plus solide le lien noué par la guerre autour des peuples germaniques. L'Allemagne sortira unie et puissante du glorieux combat ». Et la *Gazette d'Augsbourg* résumait les aspirations unanimes dans cette formule saisissante : « Strasbourg et Metz à nous! Finie la ligne du Main[2] ! » Les victoires d'août, le triomphe de Sedan, l'effondrement de l'Empire

1. Adresse rédigée par Miquel, 20 juillet 1870.
2. *Augsburger Allgemeine Zeitung*, du 31 août 1870.

permirent de croire à une paix prochaine ; et le retour des guerriers devait amener l'unité glorieuse, favorable à tous, conciliant toutes les contradictions.

Les jeunes armées de la République, des soldats sans apprentissage et des généraux inconnus eurent l'audace de résister à des troupes qui avaient balayé en un mois les cohortes impériales et les maréchaux réputés. Chaque jour, la paix semblait s'éloigner. En même temps, les négociations sur la « chose allemande » revélaient des divergences presque inconciliables. Tout était remis en question.

Les opinions différaient profondément sur la renaissance de l'Allemagne. Le parti progressiste reprenait les idées de 1848, de l'Église Saint-Paul et du groupe de Gotha[1] ; il voulait l'unité par les peuples, la constitution préparée par les Parlements et votée par une Assemblée nationale, le pouvoir exercé par un ministère responsable, sous le contrôle des députés issus de la nation ; c'était l'Empire aux couleurs de Francfort, noir, rouge et or[2]. Le parti national-libéral se déclarait prêt à toute transaction d'où pouvait naître l'unité germanique et il se montrait ainsi fidèle à son programme politique, qui avait l'opportunisme pour base ; il représentait exactement l'opinion populaire qui acclamait le futur Empire, sans souci de ses origines et de ses moyens. Le parti prussien, tout au contraire, avait un but précis, l'absorption de l'Allemagne entière par la Prusse, pour la gloire de la dynastie de Hohenzollern, et au profit de l'aristocratie prussienne qui avait le monopole de l'administration et de l'armée. Roon, Blanckenburg, Abeken gémissaient par avance sur les concessions

1. Voyez *supra*, t. I, chap. VI et VII.

2. Ludwig von Gerlach. *Aufzeichnungen aus seinem Leben*, t. II, p. 334.

au nationalisme allemand et les atteintes aux privilèges de la couronne prussienne[1].

Les princes fédérés du Nord, inféodés en 1866, n'étaient point défavorables à l'extension de l'État fédéral et à la création de l'Empire ; il leur convenait mieux d'être les vassaux d'un empereur allemand que du roi de Prusse, et les souvenirs du Saint-Empire, de l'indépendance des monarques germains, leur promettaient une situation meilleure dans le Grand Empire que dans la Confédération du Nord. Le roi Jean de Saxe, très fidèle allié depuis 1866, écrivait en octobre au roi Guillaume : « Mon intime désir est que la Confédération puisse s'étendre à toute l'Allemagne et qu'ainsi le lien noué dans l'ardeur du combat reste aussi solide pendant la paix[2]. » Le duc Ernest de Cobourg, heureux de la réalisation de ses lointaines espérances, reprenait ses projets de 1849, parlait d'élection par les princes réunis en collège impérial, et remettait à Bismarck un mémoire où il proposait la formation d'une grande Allemagne, comprenant les États du Sud, l'Alsace, la Lorraine, le Luxembourg ; l'Empire allemand renaîtrait et ainsi « serait reconstruite la grande demeure[3] ». Les grands-ducs d'Oldenbourg et de Weimar approuvaient, tout en insinuant que « l'empereur ne devait être qu'un *primus inter pares* [4]».

Les quatre monarques du Sud étaient divisés, deux portés à l'union, et deux à l'indépendance. Le grand-duc de Hesse, membre de la Confédération pour la moitié de son petit État, n'avait rien à perdre à la formation de l'Empire ; son premier

1. Roon. *Denkwürdigkeiten aus seinem Leben*, t. II, p. 494 et suiv. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 460.

2. Le roi Albert de Saxe au roi Guillaume de Prusse, 20 octobre 1870. Hassel. *Aus dem Leben des Königs Albert von Sachsen*, t. II, p. 459.

3. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 9 octobre 1870. Duc Ernest de Cobourg. *Aus meinem Leben*, t. III, p. 663.

4. Mémoire du grand-duc d'Oldenbourg, octobre 1870.

ministre, M. de Dalwigk, la veille encore exclusiviste passionné, était devenu impérialiste par résignation. Le grand-duc de Bade était depuis longtemps l'apôtre unitaire du Sud ; en 1866, il avait demandé l'entrée de ses États dans la Confédération allemande ; au commencement de 1870, son premier ministre, Jolly, avait approuvé une proposition analogue, née au Reichstag berlinois ; dès les premières victoires, le prince et son ministre résolurent de travailler activement à la réalisation du grand dessein[1]. Dans ces deux États, d'ailleurs, les populations étaient fermement acquises à l'esprit unitaire.

En Bavière et en Wurtemberg, la situation était bien différente. Le roi Louis, las de la décision prise en juillet, s'isolait dans quelqu'un de ses châteaux, mélancolique, impénétrable ; le ministre-président, comte Bray, pesait froidement les avantages et les inconvénients de l'unité allemande[2], et s'efforçait de ne sacrifier l'indépendance de la Bavière que sous garanties ou moyennant bénéfice territorial. Le roi Charles de Wurtemberg reconnaissait « les devoirs nouveaux que lui créait l'attitude du peuple allemand », prenait le vent, et, par prudence, remplaçait M. de Varnbüler, l'homme de toutes les évolutions, par un unioniste modéré, M. de Mittnacht[3]. Dans ces deux royaumes, l'opinion publique était partagée, ondoyante au gré des victoires, tout ensemble enthousiaste d'unité et jalouse de son indépendance. Car l'Allemand porte au cœur deux passions, l'amour du grand Empire germanique et l'amour de sa petite patrie.

1. Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 328 et suiv., d'après les archives badoises, mais avec des erreurs de détails, p. ex. p. 342.

2. Graf Otto von Bray Steinburg. *Denkwürdigkeiten aus seinem Leben*, p. 136.

3. Baron von Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck* (1re série, 1904), p. 1 et suiv.

Telles étaient les opinions flottantes en Allemagne et qui se reflétaient au quartier général, dans le cortège « colossal, incroyable », qui traversait les provinces de France. Là, trois hommes étaient aux prises, le roi, le prince Frédéric-Guillaume, Bismarck ; entre eux se jouait le destin de l'Allemagne.

Le prince de Prusse était impérialiste avec passion. Dans le parti libéral où étaient ses amis politiques, ses conseillers, ses soutiens, il avait puisé les idées d'unité nationale qui y avaient cours depuis 1848 ; il voulait fondre toutes les monarchies allemandes en un seul Empire où les princes ne conserveraient que leurs titres et leurs droits personnels, où les petits États se dissoudraient dans le grand tout, où l'arbitraire des monarques serait remplacé par les droits du peuple. « Le roi de Prusse doit devenir empereur », écrivait-il dès le commencement de la campagne[1], et il ajoutait que pour amener les princes à consentir leur propre effacement, il fallait aller jusqu'à la « menace » et à la « contrainte[2] », mais il n'enlevait aux souverains leurs droits que pour les confier au peuple ; le nouvel Empire devait se fonder sur le régime parlementaire, avec une Chambre haute, où prendraient place comme des lords les princes amoindris, un Reichstag issu des élections directes, un ministère d'Empire, responsable devant le Reichstag et devant la nation. L'âme des grands francfortois de 1848, de Gagern et de Radowitz, tressaillit d'allégresse ; un prophète leur avait succédé, et plus qu'un prophète, l'héritier même de l'Empire.

Le roi Guillaume était l'exact opposé de son fils. Il était Prussien, uniquement Prussien, et, dans son âme honnête et droite, il ne voyait aucune tiare plus belle que la couronne de Prusse, aucun titre comparable au nom de roi de Prusse ;

1. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 242 et suiv.

2. *Aus Kaiser Friedrich's Tagebuch*, 14 novembre 1870.

fidèle à la tradition de ses ancêtres, il désirait augmenter son royaume et « prendre son bien où il le trouverait » ; il n'était donc point hostile à l'unité allemande, mais à condition qu'elle se réalisât à son profit seulement, et d'après le tempérament prussien[1]. Il avait parfaitement oublié qu'en 1849, en 1860, il avait eu quelques velléités libérales : le conflit avec les députés, la guerre de 1866, la renaissance de l'Allemagne par le mode de la force l'avaient ancré dans les idées de tradition et d'autorité, qui lui étaient naturelles. L'Empire libéral et parlementaire lui semblait un crime de lèse-divinité ; seule, la prière unanime des princes le contraindrait à accepter la couronne impériale, car il ne consentirait à ce sacrifice, presque à cette déchéance, que pour lutter avec les élus de Dieu contre l'esprit damné de la Révolution.

Avant de « tailler et recoudre », Bismarck réfléchit. Il n'est inféodé à aucun groupe, lié à aucune idée ; selon sa coutume, il agit en solitaire, à sa guise, sans parti pris. Il désire l'unité, mais faite par les princes et non par le peuple, pour la plus grande gloire de la race germanique et non au profit du parlementarisme importé de l'étranger ; il est bon Prussien, mais il croit utile d'accorder dans la constitution du nouvel Empire quelque indépendance et quelque influence aux monarques de second rang ; il est homme d'autorité, mais il pense nécessaire de laisser au peuple le droit de parler et même de protester, pourvu qu'il ne puisse agir. Il n'a point souci de construire sur un plan idéal, et d'après des conceptions de théorie ; car il est l'homme des réalités et il n'envisage que les besoins politiques et les possibilités de l'heure présente. Il tient compte de toutes les opinions, et cherche à n'en mécontenter aucune, quitte à n'en

1. Erich Marcks. *Kaiser Wilhelm I*, p. 297 et suiv.

satisfaire complètement aucune : il tirera une diagonale entre des forces divergentes[1], — c'était sa façon de labourer et l'histoire a montré que son sillon fut profond et fécond.

Il ne veut rien brusquer; il annonçait, au début de son avènement, qu'il agirait à la façon du chasseur en marais « qui n'avance un pied que si l'autre est bien affermi sur une motte solide »; il a traversé la grande part du marais allemand, il ne veut point s'envaser dans son dernier élan; il avance prudemment, à l'irritation du prince royal, qui le trouve trop lent. Il ne parle d'abord que de Confédération allemande, puis il admet le mot d'État, *Reich;* et, lorsque l'unité est faite par des traités dûment signés, il avance le titre d'empereur, qui vient naturellement sur les lèvres allemandes, et ne peut plus choquer les susceptibilités des princes. Il ne veut forcer personne, et le prince royal s'indigne encore, car il est des résistances difficiles à tourner, mais l'homme de fer ne violente que ses adversaires irréductibles, ceux qu'il veut écraser à jamais; il ménage les alliés du lendemain. Ainsi a-t-il lié en 1866 à la maison de Brandebourg les petits monarques du Nord. Les princes amenés à l'Empire par la « contrainte » conserveraient à jamais la rancœur de leur affaiblissement; le sacrifice leur sera facile, s'ils croient agir spontanément; et toute l'habileté de Bismarck consiste à les convaincre qu'ils agissent à leur gré : ils sont décapités par conviction.

Il faut tout concilier, les scrupules du roi et les impatiences de l'héritier, les craintes des monarques et les ambitions des unitaires, les droits de la Couronne prussienne et les revendications des libéraux allemands, les souvenirs de l'Autriche et

1. Max Lenz. *Geschichte Bismarcks,* p. 367.

les susceptibilités des grandes puissances; œuvre énorme, énervante, paradaxole, très convenable à Bismarck.

§ II

Pendant les premières semaines de campagne, les opérations militaires absorbaient l'attention générale et primaient les négociations diplomatiques. Bismarck se bornait à de simples conversations avec les princes en visite au quartier général. A deux reprises, il s'entretenait avec le prince royal de Prusse sur la renaissance de l'Empire allemand et Frédéric-Guillaume lui remettait, le 14 août, un mémoire sur les conditions de la paix future dont la conclusion devait amener l'unité de l'Allemagne [1]. Le 22 août, le chancelier reprenait le même sujet avec le prince royal de Saxe, et proposait la réunion d'un Congrès des princes allemands en France, pour statuer sur la question allemande : l'acquisition de l'Alsace-Lorraine serait le don de joyeux avènement du nouvel Empire [2]. Ce n'étaient là que des avant-projets. Il fallait attendre le résultat des victoires : Bismarck surveillait soigneusement leur effet en Allemagne.

Les triomphes d'août avaient donné au peuple allemand la secousse électrique qui fait de parcelles métalliques un bloc homogène. Les soldats étaient unis sous le feu de l'ennemi, les vieilles haines fondirent, et Prussiens ou Bavarois, Hanovriens ou Badois se sentirent frères allemands. Au soir de Sedan, les généraux crurent terminée la guerre et parfaite l'unité allemande [3]. Cet enthousiasme se reflétait dans leur pays. Le

1. Le prince Frédéric-Guillaume à Bismarck, 14 août 1870. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 250.

2. Le prince Albert au roi Jean de Saxe, 22 août 1870. Hassel. *Aus dem Leben des Königs Albert von Sachsen*, t. II, p. 392 et suiv.

3. Jansen. *Grosshergoz Peter von Oldenburg*, p. 79.

30 août, une grande réunion se tenait à Berlin et envoyait au roi Guillaume une adresse pour réclamer la formation, d'un État allemand, homogène à l'intérieur, fort sur ses frontières. La principale feuille du Würtemberg, le *Schwabische Merkur*, demandait l'annexion de l'Alsace à la Prusse qui deviendrait le centre de la Confédération germanique.

La Bavière était plus farouche. Les journaux de Munich constataient la part décisive prise par les soldats bavarois dans plusieurs combats, vantaient la grandeur de la Bavière et concluaient à la nécessité de son indépendance; s'ils admettaient la possibilité d'une union germanique, ils étaient très réservés sur sa forme, et semblaient y mettre pour condition l'annexion de l'Alsace au grand-duché de Bade qui céderait son Palatinat à la Bavière. Le gouvernement royal n'était pas moins discret. Bismarck avait tenté de dissiper ces craintes et son sous-secrétaire d'État, M. de Thile, avait affirmé à l'ambassadeur bavarois, Perglas, que la Prusse ne ferait aucune violence à la Bavière. « On n'a point à chercher ni à faire l'unité allemande, elle est là », — avait déclaré le diplomate prussien. Il avait ajouté que « jamais la Prusse n'oublierait ce qu'avait fait la Bavière [1] », mais la Bavière ne croyait pas aux belles paroles et se méfiait.

Après Sedan, le parti de la Grande Allemagne s'agita même à Munich, et demanda aux chefs nationaux-libéraux de Berlin de venir à son aide. Les parlementaires prussiens estimèrent, non sans raison, que l'initiative devait provenir de la Bavière [2] ; en réclamant l'unité allemande les Prussiens paraîtraient désireux de violenter leurs frères du Sud ; ils résolurent donc d'envoyer en Bavière deux missionnaires de la

1. Perglas à Bray, 6 août 1870. Graf von Bray-Steinburg, *Denkwürdigkeiten*, p. 146.

2. Unruh. *Erinnerungen*, p. 309.

foi unitaire, Lasker et Forkenbeck, pour convertir les païens du particularisme. Les deux hommes partirent sans mission officielle, mais avec l'approbation de Bismarck : ils s'entretinrent à Munich, Stuttgart et Carlsruhe avec les chefs parlementaires et avec les ministres ; tous admirent que l'unité allemande devait surgir de la guerre, mais les hommes d'État bavarois et wurtembergeois insistèrent pour qu'on maintînt une certaine indépendance à leurs États [1].

A ce moment, le gouvernement de Bade prit l'initiative que déclinait le cabinet de Munich ; le 2 septembre, M. Jolly, premier ministre du grand-duc, remit à la Prusse une note pour demander l'entrée de son État dans la Confédération du Nord, la transformation de cette union en corps de toute l'Allemagne, le rétablissement du titre impérial. Bismarck attendit quelques jours avant de répondre ; il transmit le 12 septembre une note très prudente ; il y traitait surtout la question d'Alsace-Lorraine, mais restait très discret sur les destinées de l'Allemagne. « L'entente commune et personnelle des princes allemands, y était-il dit, ne peut demeurer sans résultat. » L'initiative devait rester aux gouvernements du Sud [2]. C'était tout ; Bismarck se réservait ; il appréciait la fidélité du grand-duc de Bade, mais il attendait mieux, l'initiative du roi de Bavière.

Le cabinet de Munich se décida, non sans soupirs et restrictions. Le 12 septembre, le comte Bray remit au nom du cabinet à son souverain un long mémoire où il exposait la nécessité d'unir l'Allemagne en Confédération nationale [3]. L'État né en 1866 ne peut être que provisoire, y était-il dit ; les

1. Les lettres de Lasker dans « *Aus Eduard Laskers Nachlass* ». *Deutsche Revue*, XVII[e] année, p. 46, 166, 296.

2. W. Busch. *Die Kämpfe um Reichsverfassung und Kaisertum*, 1870-1871, p. 18.

3. Graf von Bray-Steinburg. *Denkwürdigkeiten aus seinem Leben*, p. 136 et suiv.

institutions adoptées alors par les Etats du Nord ne peuvent s'étendre à l'Allemagne entière ; il ne faut donc point que la Bavière prenne simplement sa modeste place dans la Confédération du Nord, mais qu'une nouvelle Union soit créée, où entreront les États du Nord et du Sud ; cette fédération comprendra un Parlement avec compétence restreinte et une armée homogène en temps de guerre; mais chaque État conservera le droit d'ambassade et de traité, le commandement de ses troupes en temps de paix, sa législation et son budget, la direction de ses services de postes et de ses chemins de fer. Telle était la conception du ministère bavarois, pleine de réticences, timorée à l'excès, donnant peu, craignant beaucoup. D'ordre du roi Louis, le projet fut transmis au quartier général prussien.

En recevant cette communication, Bismarck ne fut point étonné, car il ne s'attendait pas à un amoureux abandon de la Bavière; peu auparavant, le roi Guillaume avait déclaré au duc de Cobourg qu'« il n'y avait pas à compter sur la Bavière » et que Bismarck ne voulait exercer sur elle aucune pression[1]. Le chancelier pouvait donc considérer la timide proposition du comte Bray commme une invite à traiter, une première base susceptible d'élargissement. Le cabinet bavarois demandait soit qu'on négociât au quartier général en France, soit que Delbrück vînt à Munich pour délibérer sur le projet de réforme. Bismarck préféra la voie la plus lente; Delbrück était alors auprès de lui à Château-Thierry; il résolut de l'envoyer en Bavière.

Bismarck poussait à l'extrême la jalousie de son autorité; il brisa chez ses collaborateurs toute velléité d'émancipation; mais, à ce moment, un homme lui était indispensable comme

1. Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 333.

premier lieutenant en Allemagne, et il trouva en Delbrück une rare intelligence des affaires, de l'initiative, de la prudence et de la sagacité; pendant sept mois, cet homme courut les capitales allemandes, toujours en voyage d'Allemagne en France, inventant de nouvelles solutions à des difficultés sans cesse renouvelées; à côté de Bismarck, il fut l'homme « indispensable [1] » et le jaloux chancelier daigna le reconnaître.

Déjà, le 3 septembre, Delbrück s'était rendu à Dresde sur l'ordre de Bismarck pour s'entretenir avec le roi Jean et M. de Friesen sur « l'extension de la Confédération du Nord aux États du Sud [2] »; l'habile ministre avait développé ce thème que le royaume de Saxe avait un intérêt particulier à l'union avec les monarchies du Sud; car, État moyen, il était seul de son espèce dans la Confédération du Nord, isolé entre la Prusse et les tout petits; par la formation d'une grande Allemagne, la Saxe trouverait des égaux. Le roi Jean ne demandait qu'à suivre son puissant allié et se déclara prêt à négocier la renaissance de la grande patrie : il en avisa tout ensemble Delbrück et le gouvernement bavarois.

A peine rentré à Berlin, Delbrück reçut un télégramme de Bismarck qui l'appelait au quartier général du roi; le 10 septembre, les deux hommes examinèrent ensemble à Reims les moyens de transformer la Confédération du Nord en Union allemande, puis en Empire. Gagné par le kronprinz au programme libéral, Bismarck pensait à convoquer le Zollparlament, représentant de l'Allemagne entière, pour exercer par cet intermédiaire une pression sur les princes; Delbrück déconseilla cette mesure, car, disait-il, « il faudrait découvrir devant les députés les desseins de la Prusse, et cet aveu pour-

1. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 425.

2. Delbrück. *Lebenserinnerungen*, t. II, p. 407 et suiv. Hassel. *Aus dem Leben des Kœnigs Albert von Sachsen*, t. II, p. 458.

rait tout brouiller »; d'ailleurs la situation des partis était obscure et la majorité incertaine [1]. Il engageait donc son chef à provoquer l'initiative des gouvernements : l'accueil du roi de Saxe était d'un favorable présage. Ces idées étaient trop naturelles à Bismarck pour qu'il ne s'y ralliât point.

A ce moment, le cabinet munichois, ébranlé par la double poussée de la Saxe et de Bade, émit sa timide proposition. Bismarck résolut de la prendre pour base de négociations et envoya son fidèle lieutenant à Munich. Il lui donna pour instruction de moins parler qu'écouter, et de moins proposer que recevoir les propositions d'autrui. Le 21 septembre, Delbrück arriva à Munich, il y était bientôt rejoint par M. de Mittnacht, premier ministre du Wurtemberg : ainsi s'engagèrent les premières délibérations entre les représentants des trois rois du futur Empire [2]. Le premier geste des Bavarois fut un mouvement d'effroi : le comte Bray déclara que le gouvernement se refusait à entrer dans la Confédération du Nord. Sans s'émouvoir, Delbrück demanda au ministre bavarois quel était donc son projet, car on ne pouvait se borner à critiquer, il fallait délibérer sur un texte. Mis en demeure de se décider, le comte Bray proposa comme base de discussion — le texte même de la constitution fédérale du Nord. C'était où voulait l'amener son habile partenaire : il était dès lors certain qu'on arriverait par voie de concessions à adapter ce texte au nouvel État ; tout n'était qu'une question de temps et de tact.

Les exigences des Bavarois étaient grandes et ils s'efforcèrent de retrancher, article après article, dans la Constitu-

1. W. Busch. *Die Kämpfe um Reichsverfassung und Kaisertum* 1870-1871, p. 31. C'est le meilleur travail sur ces négociations et il en a été très largement tiré profit.

2. Ces négociations ont été rapportées par les trois principaux délégués, Delbrück. *Lebenserinnerungen*, p. 415 et suiv. Bray. *Denkwürdigkeiten*, p. 140 et suiv. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck*, p. 20, 24.

tion de 1867 toutes les atteintes à l'indépendance des gouvernements alliés; en leur ensemble, ces revendications reproduisaient le programme présenté le 12 septembre par le comte Bray au roi Louis; Mittnacht approuvait, tout en restant sur une prudente réserve. Delbrück résistait, sans céder aucun point ni résister catégoriquement, car il n'avait pas pouvoir de décider, mais simplement mission de scruter. Il était convaincu que les Bavarois et les Wurtembergeois accepteraient les grandes lignes de la constitution fédérale; les « brusqueries » même du roi Louis, dont il eut audience [1], le confirmaient dans sa pensée ; et, lorsqu'il quitta Munich, le 29 septembre, il écrivait fortement : « L'union allemande est assurée ».

Bismarck ne s'attendait point à un tel succès. « Favorables nouvelles de Delbrück à la surprise de Bismarck », écrivait le prince royal de Prusse à la date du 30 septembre [2]. Le chancelier agit avec son habituelle promptitude, et, le 2 octobre, il télégraphiait à son représentant à Carlsruhe d'engager le gouvernement badois à renouveler sa demande d'entrée dans la Confédération du Nord [3]; le grand-duc, tout dévoué à la politique prussienne, formula le jour même le vœu sollicité par Bismarck, et qui pouvait provoquer d'analogues démarches des cabinets bavarois et wurtembergeois. Ainsi les particularistes du Sud seraient amenés à conciliation; il fallait engager les unitaires à quelque concession, pour réaliser ce jeu où excellait Bismarck.

Le chef des libéraux unitaires n'était autre que le prince royal de Prusse. Le chancelier s'attaqua immédiatement à

1. Louise von Kobell. *König Ludwig II und Fürst Bismarck im Jahre* 1870, p. 26.

2. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch,* 30 septembre 1870.

3. O. Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 343.

lui. Dans une série d'entretiens, à Ferrières et à Versailles, il lui exposa les réticences de la Bavière et du Wurtemberg et la nécessité de n'y point résister catégoriquement. Le kronprinz n'y contredit pas. Ainsi les deux partis extrêmes, jusqu'alors inconciliables, semblaient se rapprocher. Mais pour les accorder, il fallut une haute lutte. Elle se déroula dans les négociations de Versailles.

§ III

Le roi Guillaume et son chancelier étaient décidés à faire l'Allemagne par les princes, quitte à solliciter ensuite l'approbation des peuples. Une procédure leur paraissait simple et rapide, la réunion des Princes en Congrès, suivie de la convocation d'un Reichstag allemand. A la fin d'octobre, Bismarck croyait encore à la prochaine réunion de ces deux assemblées à Versailles [1], et, comme le roi Louis semblait hostile à ce projet, il proposait à deux reprises une entrevue préalable à Fontainebleau des deux rois de Prusse et de Bavière, pour déterminer les termes du pacte, que les moindres seigneurs puis le peuple auraient à ratifier [2].

Mais le roi Louis opposait à ces demandes la force d'inertie de ses rêves. Isolé du monde, il s'occupait moins de l'unité allemande que de l'infaillibilité du pape [3], et ne voulait point quitter le charme mélancolique de ses châteaux. En vain, le roi Guillaume lui faisait-il les offres les plus séduisantes, lui promettant une résidence de poète à Fontainebleau ou à Trianon; inutilement, ses propres ministres et son chef de

1. Bismarck à sa femme, 28-29 octobre 1870.
2. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 363.
3. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 9 octobre 1870.

cabinet l'engageaient-ils à se rendre en France [1], préparaient-ils le wagon royal prêt à l'emporter en voyage triomphal. Le roi se dérobait et murmurait comme excuse qu'il n'accepterait son déplacement que moyennant compensation : la Bavière avait cédé à l'Est quelques territoires à la Prusse en 1866, il lui était dû un agrandissement à l'Ouest.

Le roi de Wurtemberg hésitait, pris entre les influences contradictoires. Dans l'enivrement des victoires allemandes, son peuple devenait unitaire, et il se créait en faveur de l'Empire allemand un mouvement d'opinion dont il eût été imprudent de ne pas tenir compte [2]. Parmi ses conseillers, plusieurs, Mittnacht, Suckow, étaient gagnés à la cause nationale et s'efforçaient seulement de conserver à leur petite patrie un semblant d'indépendance : suivant la jolie expression des Chinois, ils voulaient «sauver la face ». Mais dans l'entourage immédiat du roi Charles, existait un parti de réaction qui voulait sauver le corps entier de l'État, l'indépendance totale de la monarchie. A la fin de septembre, à cet instant décisif, le roi était abandonné à cette dernière influence ; Mittnacht était à Munich auprès de Delbrück ; Suckow était en mission au quartier général du roi Guillaume et négociait avec Bismarck sur la renaissance de l'Allemagne [3] ; sous la pression des particularistes, Charles de Wurtemberg se renfermait dans une attitude de mauvaise humeur. Il avait grand'peur de paraître « sous la coupe » du roi Louis, et pourtant agissait à son instar : il refusait de se rendre personnellement en France.

1. L. von Kobell. *König Ludwig II und Fürst Bismarck im Jahre* 1870, p. 26.

2. Sur ce mouvement, Busch, *Die Kämpfe um Reichsverfassung und Kaisertum*, p. 42 et suiv.

3. Voyez les *Notes* de Suckow. *Deutsche Revue*, 22e année, t. I, p. 304 et suiv.

Mais Mittnach et Suckow, de retour à Stuttgart, combattaient ces influences de cour ; ils obtenaient une concession décisive ; le 7 octobre, Suckow télégraphiait à Bismarck que si le roi Charles n'acceptait pas d'aller à Versailles, il consentirait à y envoyer ses ministres pour dessiner les lignes du nouveau pacte fédéral ; le 12, le chancelier répondait par une invitation officielle.

Le même jour, Bismarck répondait à la demande que le gouvernement badois lui avait adressée le 2 octobre, d'entrer dans la Confédération du Nord : il remerciait pour cette nouvelle preuve de dévouement à la cause unitaire et invitait la cour grand-ducale à envoyer également des représentants à Versailles [1]. La réponse de Bade était facile à prévoir. Pendant quelques jours on put croire que la Bavière serait séparée des négociateurs [2] ; mais Mittnacht redouta d'être isolé à Versailles et pressa vivement sur le comte Bray pour que la Bavière fût représentée également à ces délibérations. Les hommes d'État redoutèrent à leur tour la formation de l'Allemagne sans la Bavière et l'isolement de leur petite patrie en Europe. Pendant une visite du roi Louis dans sa capitale, son premier ministre parvint à lui arracher une décision : le 18 octobre, le cabinet bavarois annonça le départ pour Versailles de trois ministres, le comte Bray, des Affaires étrangères, Lutz, de la Justice et Prankh, de la Guerre.

Ce fut alors une course à qui arriverait le premier [3]. Les Wurtembergeois, Mittnacht et Suckow, remportèrent le prix d'obstacles, et entrèrent à Versailles le 22 octobre ; les Badois, Jolly et Freydorf, parvinrent le 23 en même temps

1. Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 342.

2. Busch. *loc. cit.*, p. 46. R. von Nohl. *Lebenserinnerungem, passim.*

3. Bray. *Denkwürdigkeiten*, p. 153. Dates erronées dans Busch. *loc. cit.*, p. 48.

que les trois Bavarois ; MM. de Dalwigk et Hofmann arrivèrent de Darmstadt bons derniers le 26. Bismarck et Delbrück les reçurent au nom de la Confédération du Nord. Ainsi se réunit le concile de Versailles.

Les semaines qui suivirent comptèrent dans la vie de Bismarck parmi les plus remplies. Il traitait tout ensemble avec M. Thiers la question de l'armistice et de la paix, avec les généraux allemands la question de la guerre, avec les Anglais et les Russes la question de la mer Noire, avec les délégués du Sud et les députés au Reichstag la question allemande. En désaccord avec le roi et le prince royal, en conflit avec l'état-major, il ne trouvait qu'un homme pour l'aider, Delbrück, et encore dut-il bientôt l'envoyer à Berlin. A ce « travail de galérien [1] » ses nerfs se brisaient ; il vivait dans une irritation perpétuelle, et les mots « d'intrigues », de « marchandages », d' « utopies » revenaient sans cesse sous sa plume vibrante. Mais il fit marcher les événements.

Les négociations du chancelier fédéral avec les représentants des quatre souverains n'ont pas suivi un ordre exact et chronologique : les entretiens officiels et les visites privées se sont enchevêtrés et les négociateurs passaient de la table verte à la table de thé. Mais il est possible de distinguer quelques phases dans cet imbroglio.

L'entente se fit sans difficulté avec les ministres badois. Bismarck trouvait en eux un complet abandon et il ne manquait pas de les en remercier. « Malgré les refus que j'ai dû vous opposer, disait-il avec reconnaissance à Freydorf, vous avez persévéré dans votre politique unitaire et l'avez même affermie [2] ». Il se plaignait en termes amers de ne pas

1. Bismarck à sa femme, 16 novembre 1870.

2. Freydorf, *Tagebuch*, 26 octobre 1870 et suiv. Lorenz, *loc cit.* p. 348 et suiv.

trouver un pareil accueil auprès des représentants wurtembergeois et bavarois; ceux-ci tenaient leurs collègues de Carlsruhe pour des suppôts de la Prusse et conservaient envers eux une attitude froide et réservée, qui ne faisait qu'accroître la dévotion des Badois envers le chancelier fédéral. Bismarck n'eut pas à intervenir personnellement avec ceux-ci dans les négociations de détails : l'entrée de Bade dans la Confédération fut acceptée au nom du chancelier par Delbrück et ne demanda qu'un seul entretien. L'organisation militaire exigea plus de délibérations, car les Badois étaient plus Prussiens que la Prusse et demandaient l'incorporation de leur armée dans l'armée prussienne, tandis que Roon tenait à conserver *son* armée pure de tout mélange étranger. La venue du grand-duc, le 3 novembre, facilita ces difficultés secondaires. Frédéric de Bade arrivait au moment voulu, pour seconder son gendre, le prince royal de Prusse : d'un caractère aimable et ferme, il s'entretint avec chacun, prince ou ministre [1], pour jouer le rôle de calmant dans ce milieu nerveux, tendu, vibrant.

Les négociations avec les ministres hessois furent aussi aisées : Dalwigk était résigné, et s'il poussait parfois les soupirs du dernier soubresaut, il les étouffait par crainte de l'ogre. L'ogre se montrait bon enfant, et Dalwigk faisait du zèle : il se montrait « très coulant », et, bien que le prince de Prusse l'eût reçu « froidement », il entrait complètement dans ses idées d'Empire libéral. Le 1er novembre, il entreprenait les ministres, ses collègues, et divers princes, pour les convertir au régime parlementaire, avec ministère responsable et Chambre haute ; mais le comte Bray se déroba sous le prétexte, fort élégant, que Bismarck était opposé à ce système [2].

1. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 3 novembre et jours suivants.
2. Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. II, p. 294.

Dalwigk délaissa son projet et s'abandonna à son sort. Que pouvait la Hesse, déjà fédérale à demi, prise entre Bade et la Prusse ? Mourir ou se résigner : Dalwigk préféra vivre.

Le Wurtemberg parut d'abord prêt à toutes concessions. Le ministère de Stuttgart agissait avec énergie. Un vote de la Chambre des députés avait démontré qu'il n'y existait pas la majorité des deux tiers, nécessaire pour adopter une revision constitutionnelle et accepter la formation du nouvel État allemand ; le cabinet résolut de consulter le pays et prononça le 22 octobre la dissolution de la Chambre : les électeurs étaient convoqués à brève échéance. Le même jour, MM. de Mittnacht et Suckow arrivaient à Versailles et leurs premiers entretiens attestèrent leur bonne volonté. Dès le 25, Roon et Sulkow tombaient d'accord sur une convention militaire, qui devait intervenir entre la Prusse et le Wurtemberg, et serait analogue au traité qui reliait la Saxe au grand royaume. Il ne restait en suspens que des détails, qui semblaient d'un règlement facile, et un ministre badois écrivait avec satisfaction : « Aucune difficulté sérieuse ne proviendra des Wurtembergeois ; ils veulent sauver quelque chose pour leurs postes et télégraphes, peut-être obtenir une paire de modifications ; dans l'ensemble, ils acceptent la constitution actuelle[1]. » Bismarck était si convaincu de leur adhésion, qu'il leur demandait de faciliter sa propre tâche. Le 30 octobre, à dix heures du soir, il se présentait à l'improviste chez Mittnacht, il lui exposait la résistance des Bavarois et lui demandait si le Wurtemberg « dont les projets ne font aucune difficulté », accepterait de traiter même sans la Bavière. Mittnacht répondit par une acceptation. Le chancelier fit un nouveau pas, et demanda si le roi Charles consentirait à

1. Lettre de Jolly, du 28 octobre 1870. Baumgarten-Jolly. *Staatsminister Jolly*, p. 187.

prendre l'initiative pour la proclamation de l'Empire. Sur ce point Mittnacht était dépourvu d'instructions et dut déclarer qu'il en référerait à son gouvernement[1]. Mais l'entretien avait été si cordial que Bismarck se croyait en droit de compter sur l'acquiescement du Wurtemberg à la constitution fédérale du Nord[2].

Tout était arrêté par les exigences de la Bavière. Bismarck avait fait aux ministres du roi Louis un accueil plein de coquetterie, avec un aimable enjouement et une invitation à un fin diner au pavillon Henri IV à Saint-Germain[3]; il croyait facile de les séduire, car il était trompé par une démarche du prince Luitpold[4]. L'aide de camp du prince, M. Berchem, s'était rendu en grand mystère auprès de Keudell, et lui avait demandé « confidentiellement » s'il agréerait au roi de Prusse de recevoir « la parure de la couronne impériale »; l'ami de Bismarck avait répondu naturellement que cette demande serait « fort bien accueillie[5] ». Cette démarche dissimulait une malice diplomatique : la cour bavaroise spéculait sur le désir des Prussiens d'obtenir la couronne impériale pour leur maitre, et elle espérait, en faisant cette concession, obtenir pour elle-même un régime meilleur. Aussi, dès les premières négociations, Bray posa-t-il à la renaissance de l'Empire de telles conditions que Bismarck et Roon se rebiffèrent : les Bavarois voulaient conserver l'indépendance de leur diplomatie et de leur armée, et cela semblait intolérable aux Prussiens[6].

1. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck*, p. 25.

2. Il y comptait depuis le commencement du mois. Abeken à sa femme, 8 octobre 1870. *Ein schlichtes Leben*, p. 425.

3. Bray à sa femme, 25 octobre 1870. *Denkwürdigkeiten*. p. 156.

4. Le régent actuel de la Bavière.

5. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 425.

6. Sur ces négociations, W. Busch, *loc. cit.*, p. 52 et suiv.

Bray ne perdit point contenance ; il prévoyait, à ce moment, l'adhésion de Bade, de la Hesse et du Wurtemberg à la Confédération du Nord, et il en conçut une nouvelle idée, qui flattait singulièrement l'orgueil bavarois. Il proposait d'unir cette nouvelle Confédération et la Bavière par un traité d'étroite amitié qui conserverait à chacune son individualité, tout en les liant intimement. « A côté de l'empereur allemand, écrivait-il au roi Louis, le roi de Bavière paraîtrait comme représentant de l'Empire allemand ; ainsi ces deux souverains représenteraient chacun une partie de l'Allemagne, et ensemble le tout.[1] » Cette combinaison, qui conservait à la maison de Wittelsbach son ancienne splendeur, devait plaire à l'âme grandiloquente de Louis II, et déjà le comte Bray parlait de se rendre auprès de son roi pour prendre ses instructions définitives.

A un examen sérieux, l'enfant du comte Bray n'était pas viable. Dans le sillon du puissant Empire allemand, le petit royaume de Bavière n'eût été qu'un modeste satellite, emporté dans le mouvement du grand astre. Dans les querelles possibles de l'Allemagne et de l'Autriche, sa situation eût été aussi délicate que dangereuse. Enfin cette combinaison ne donnait pas satisfaction au sentiment militaire qui, sous l'impression des victoires allemandes, bouillonnait fortement en Bavière.

Le roi Louis n'entrait point dans les idées de son premier ministre. Il était inquiet, mécontent, agité. « Pourquoi le Wurtemberg, Bade et la Hesse traiteront-ils avant mon gouvernement », disait-il nerveusement ; son trouble était tel qu'il pensait à abdiquer et appelait à Hohenschwangau son frère et héritier, pour s'en entretenir avec lui ; mais le prince Otto

1. Le comte Bray au roi Louis de Bavière, 3 novembre 1870. *Denkwürdigkeiten*, p. 178.

refusait net la couronne et tout était laissé en suspens[1].

Quoique ennuyé du retard que le projet du comte Bray amènerait dans la conclusion définitive, Bismarck ne s'en émut point, et tandis que Delbrück « en tombait de sa chaise », le narquois chancelier plaisantait avec quelque amertume « l'empereur alternatif » inventé par le ministre bavarois[2]. A ce moment, Bismarck se croyait en droit de compter sur la décision du Wurtemberg, et déjà il convenait avec le comte Bray de suspendre les négociations de la Bavière jusqu'au jour où la Confédération du Nord aurait signé le pacte avec le Wurtemberg, Bade et la Hesse[3]. Déjà le 6 novembre, Delbrück avait eu avec les représentants de ces trois États une conférence qui semblait présager un prochain accord. Suckow et Roon avaient rédigé la convention militaire. On devait signer les traités le 12 novembre. Soudain, se produisit un coup de théâtre.

Le 11 novembre, le Wurtemberg recula brusquement.

A la cour de Stuttgart se jouaient des influences nombreuses. A côté du parti unitaire, dont Mittnacht et Suckow étaient les membres les plus influents, existait un groupe important, composé des serviteurs les plus anciens de la monarchie, et qui avaient le culte de l'indépendance du Wurtemberg. Le départ des deux ministres avait décapité le groupe de la Grande Allemagne ; les particularistes étaient restés maîtres de la situation, et parvinrent, semble-t-il, à rallier la reine Olga à leur opinion[4]. Sous leur influence, le roi Charles prit peur « pour l'indépendance de son royaume ». Le 11 novembre, il

1. L. von Kobell. *König Ludwig II und Fürst Bismarck im Jahre* 1870, p. 29.

2. Busch. *Tagebuchblätter*, t. II, p. 115.

3. Le comte de Bray à Bismarck, 2 novembre 1870 et Bismarck au comte de Bray, 4 novembre.

4. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 366. Busch. *Tagebuchblätter*, t. II, p. 384 et suiv.

télégraphia à ses deux ministres pour leur interdire de signer sans la Bavière, avant d'avoir reçu des instructions formelles de sa part.

Cette nouvelle produisit à Versailles l'effet d'un coup de tonnerre. Mornes et abattus, les deux ministres wurtembergeois parurent le 12 novembre rue de Provence et annoncèrent au chancelier qu'ils avaient reçu ordre de surseoir à toute signature et qu'ils comptaient partir le lendemain pour demander à leur roi de nouvelles instructions et revenir au plus tôt à Versailles. Bismarck se raidit contre la déception et répondit seulement « qu'ils étaient en mesure de prendre leur décision[1] ». Mais le coup était rude, car tout était remis en question.

Le dépit de Bismarck était tel qu'il en tomba malade. « Catarrhe de l'estomac, disent les uns ; affection bilieuse, disent les autres », écrivait Busch[2] ; c'était en réalité une colère rentrée. Devant les princes et les ministres, il était obligé de se contenir, mais il exhalait son amertume dans l'intimité « Je suis fatigué », écrivait-il au vieux camarade Roon[3]. « Je mène la plus pauvre existence », soupirait-il dans ses lettres à sa femme[4]. Tout allait mal : les Parisiens avaient l'audace de se défendre et les Prussiens les attaquaient mollement ; les Français de province osaient reprendre l'offensive, chasser leurs ennemis d'Orléans, les refouler à Coulmiers[5], et menacer la sécurité du quartier général. Enfin, l'unité alle-

1. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck*, p. 26 et la note de Suckow, *Deutsche Revue*, 22e année, t. I, p. 306.

2. Busch. *Tagebuchblätter*, t, I, p. 391, 394, 398.

3. Bismarck à Roon, 15 novembre 1870. *Roon's Denkwurdigkeiten*, t. II, p. 506.

4. Bismarck à sa femme, 16 novembre 1870. .

5. Le 9 novembre 1870.

mande, travail de Pénélope, était à recommencer. Tous étaient découragés [1]. Bismarck rageait.

Mais il n'était pas homme à lâcher sa proie. Sa colère même était féconde, et malgré ses souffrances plus morales que physiques, il préparait de nouvelles combinaisons. Deux petits États étaient prêts à s'unir à la Confédération du Nord; on traiterait d'abord avec eux, pour mettre les récalcitrants en présence du fait accompli et en demeure de se décider : la Bavière et le Wurtemberg oseraient-ils alors résister à la pression de l'opinion publique, à la conséquence forcée des victoires communes, à la loi de l'inévitable ? S'ils l'osaient, on verrait à employer d'autres moyens, à recourir à cette « contrainte » désirée par le prince royal de Prusse. Aussi Bismarck résolut-il de conclure immédiatement avec Bade et la Hesse.

Il agit avec sa décision foudroyante. Le gouvernement badois était prêt à toute concession et désireux de la plus intime union avec la Confédération du Nord ; le grand-duc, alors à Versailles, ne redoutait que la rupture des pourparlers et s'activait à les raffermir. Les Hessois agissaient à « contre-cœur », mais n'osaient pas résister à leur puissant voisin. Bismarck pressait les ministres et suppliait Roon de hâter la convention militaire avec Bade « sans y regarder de trop près. — Je vous en serai politiquement très reconnaissant, ajoutait-il ; cela agira sur les deux autres en leur montrant que nous marchons sans nous arrêter à des influences féminines [2].» En trois jours, tout était terminé.

Le 15 novembre 1870 au soir, sept hommes étaient réunis dans le salon de la rue de Provence, le chancelier fédéral de

1. Stosch à sa femme, 13 et 16 novembre 1870. *Denkwürdigkeiten*, p. 205, 207.

2. Bismarck à Roon, 15 novembre 1870.

Bismarck, le président de la chancellerie Delbrück, Friesen, ministre de Saxe, Jolly et Freydorf, ministres de Bade, Dalwigk et Hofmann pour la Hesse. Ils signaient le « protocole relatif à la formation de la Confédération allemande, passé entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et les grands-duchés de Hesse et de Bade[1] ». On y adoptait les bases de la constitution fédérale de 1867, en y apportant diverses modifications relatives aux impôts indirects, aux postes, aux droits de péage ; deux mentions étaient insérées, moins pour les signataires que pour faciliter l'adhésion de la Bavière et du Wurtemberg : d'après la première, chaque État ne pouvait perdre ses droits de souveraineté que de son assentiment ; la compétence individuelle était de règle ; — d'après la seconde, les mesures extraordinaires prises en juillet 1870 pour affermir l'armée et la marine restaient exceptionnelles. Cette constitution devait entrer en vigueur le 1er janvier 1871. Ainsi était signé le pacte qui devait être la base de l'Allemagne nouvelle. Un grand acte était passé, mais tous étaient si fatigués, qu'ils ne demandaient qu'à en finir pour se reposer. « Enfin, chacun s'en fut chez soi, content du but atteint[2]. »

Ayant ainsi terminé avec les deux petits, Bismarck se retourna vers le plus grand de ses alliés, — on allait écrire de ses adversaires. Il s'attaqua vigoureusement à la Bavière, qu'il affectait d'ignorer depuis douze jours[3].

Le roi Louis continuait à hésiter. Dans cette âme mal équilibrée, l'hésitation était habituelle, coupée à de rares intervalles de décisions singulièrement promptes et hardies : les audaces d'un timide. Il abandonnait ses idées de retraite dont

1. Texte allemand dans Martens. *Recueil général des Traités*, 2e série, t. XVIII, p. 550 et suiv.

2. Lettre de Jolly, 21 novembre 1870, Baumgarten-Jolly. *Staatsminister Jolly*, p. 200.

3. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 17 novembre 1870.

il était le premier à plaisanter : « Croyez-vous, disait-il à un confident, que le comte Bray a cru sérieusement à mon abdication [1]. » Depuis la décision de la cour wurtembergeoise de se solidariser à la Bavière, Louis s'était rallié à une alliance des deux royaumes du Sud, ce qui l'éloignait fatalement de l'unité allemande. Mais autour de lui, plusieurs l'y ramenaient. Le parti « patriotique » s'agitait ; la municipalité de Munich se refusait à toute fête avant la renaissance de l'Empire allemand [2] ; le sang versé en commun sur cinquante champs de bataille avait créé un lien fraternel entre le Nord et le Sud. Un mouvement unitaire s'affirmait dans l'armée où le prince royal de Prusse s'était acquis une popularité de bon aloi [3] ; parmi les hommes politiques, beaucoup redoutaient l'influence de l'Autriche plus que l'union avec la Prusse : dans le ministère, même, on craignait l'isolement de la Bavière entre ses puissants voisins. Du dehors, arrivaient au roi des conseils analogues : le grand-duc de Bade lui écrivait pour le gagner à la cause allemande, et lui envoyait un de ses conseillers, Gelzer, éloquent avocat de l'unité impériale [4].

Sous ces influences diverses, le roi Louis II était retourné ; sans devenir un chaud partisan de l'unité allemande, il l'acceptait comme un mal nécessaire, et pensait en tirer quelque bien. Une idée revenait en sa pensée depuis deux mois comme un *leitmotiv*, de mettre à l'enchère son adhésion et d'obtenir quelque agrandissement pour prix de sa soumission. A voir la Prusse manger ses voisins, il lui était né un certain appétit de territoires : Bismarck faisait école. Le roi

1. L. von Kobell. *König Ludwig II und Fürst Bismarck im Jahre*, 1870, p. 30.

2. Le conseiller Daxenberg, de Munich, à Bray, 18 novembre 1870. Bray. *Denkwürdigkeiten*, p. 193.

3. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 266.

4. Gelzer à Eisenhart, 15 novembre 1870. Kobell. *loc. cit.*, p. 32.

Louis désirait s'annexer le Palatinat badois, quitte au grand-duché à se dédommager en Alsace, et, sans donner à son espérance une forme catégorique, il l'insufflait au maître des destins allemands. Mais Bismarck avait d'autres visées sur l'Alsace-Lorraine [1] et fermait l'oreille à ces insinuations.

A ce moment, Bismarck reprit ses négociations avec les ministres bavarois, il y mit sa ténacité de fer ; il savait qu'il est des occasions que l'homme d'État ne doit point abandonner, quitte à ne les point revoir ; sous le feu de l'ennemi, dans l'emballement du dernier effort, un accord était possible, qui devenait autrement difficile dans le calme de la paix et le sang-froid de l'égoïsme. Il résolut donc de traiter avec les Bavarois à tout prix, moyennant tout sacrifice : sa colère contre ces fâcheux était profonde et éclatait dans l'intimité [2] ; mais il la dominait dans les négociations diplomatiques. Reprises au lendemain de la signature avec Bade et la Hesse, les délibérations prirent immédiatement une tournure favorable. Comme un hardi joueur jette son maître atout, le chancelier lança dans la partie l'argument qu'il tenait en réserve : il menaça ses adversaires de la pression du peuple. Si les princes refusent de prendre l'initiative de l'unité allemande, dit-il, la nation agira ; déjà ses représentants sont venus en septembre à Munich, en octobre à Versailles ; demain, le Reichstag se réunira à Berlin, et forcera la main des princes ; l'unité se fera, mais à leur détriment. L'argument porta d'autant mieux que Bismarck se prêtait à toutes les concessions. Il ne fut intransigeant que sur un point, la demande d'annexion que le roi Louis avait posée

1. Cf. infra chap. VII, § II. L'Alsace-Lorraine.

2. Voyez les citations de Busch. *Die Kämpfe um Reichsverfassung und Kaisertum*, p. 83 et suiv.

officiellement à la dernière heure[1]. Bray comprit qu'il n'y avait pas à insister, et profita de ce refus pour préciser les garanties exigées par la Bavière.

Dès le 20 novembre, l'accord était fait sûr la question constitutionnelle, et il n'y avait de difficulté que pour la convention militaire[2]. Les prétentions des Bavarois étaient telles, que Roon menaçait de tout rompre[3]. Mais Bismarck intervint, par crainte que la rupture fût définitive, et la ténacité des Bavarois finit par l'emporter. Le 23 novembre, dans la soirée, étaient signés le traité qui incorporait la Bavière dans le « deutscher Bund », et un protocole précisant certaines « déclarations et promesses contractuelles ». Et, à dix heures, radieux, Bismarck rejoignait ses gens sur ce cri de triomphe : « L'unité allemande est faite et l'empereur aussi[4]. »

La convention passée entre la Bavière et la Confédération du Nord était beaucoup plus détaillée que celle déjà signée avec Bade et la Hesse[5]. Si elle admettait pareillement la constitution fédérale pour base du nouveau pacte, elle y apportait de profondes modifications : le cabinet de Munich obtenait des réserves sur de nombreux points, législation fiscale, droit personnel, et il gardait une certaine indépendance dans trois domaines. La Bavière conservait ses postes et télégraphes, et, si la surveillance suprême en appartenait au Président fédéral, l'administration « libre et indépendante » en était maintenue au royaume : la Bavière pos-

1. Le conseiller Eisenhart, de Hohenschwangau, à Bray, 16 novembre 1870. Bray. *Denkwürdigkeiten*, p. 192.

2. Bray à Eisenhart, 18 novembre 1870 ; à son délégué au ministère, 20 novembre.

3. *Aus Kaiser Friederichs Tagebuch*, 21 novembre 1870.

4. Busch. *Tagebuchblätter*. t. I, p. 427.

5. Texte allemand dans Martens. *Recueil général des Traités*, 2e série, t. XVIII, p. 555 et suiv.

sède encore ses timbres-poste. L'armée bavaroise demeurait « un tout complet, partie de l'armée fédérale allemande, avec une administration indépendante, sous le commandement de son roi »; le général en chef des troupes fédérales n'a en temps de paix que le droit de surveiller, par des inspections, l'armée bavaroise ; en temps de guerre, celle-ci est placée immédiatement sous le commandement fédéral. La Bavière conserve quelque autorité dans les affaires étrangères : elle garde ses représentants à l'étranger[1], qui remplacent les délégués de la Confédération pendant l'absence de ceux-ci ; sous la présidence de la Bavière, un comité des affaires étrangères est formé au sein du Bundesrath par les représentants de la Bavière, de la Saxe et du Wurtemberg, — « c'est le contrôle sur la politique extérieure », s'écriait fièrement Bray. Enfin la Bavière obtient sans cesse le second rang en Allemagne et parfois le droit de veto avec la Saxe et le Wurtemberg ; elle préside le Conseil fédéral en l'absence du représentant prussien ; la revision du pacte fédéral échoue devant une minorité de 14 voix dans le Conseil fédéral, or les voix des trois royaumes atteignent précisément ce chiffre de 14. Par ces réserves, la Bavière obtenait une certaine force de résistance ; l'expérience a montré que son pouvoir était médiocre ; l'armée bavaroise est fondue dans l'armée allemande ; les postes diplomatiques de la Bavière sont d'aimables sinécures ; le comité des affaires étrangères se réunit tous les dix ans. Mais l'indépendance de la Bavière demeure de nom. Les apparences sont sauves. La maison de Wittelsbach peut proclamer « son influence directe sur les affaires de l'Europe[2] ».

1. La Bavière a encore des légations en France, Autriche, Italie, Russie et auprès du Saint-Siège.

2. Le comte Bray au roi Louis II, 22 novembre 1870. *Denkwürdigkeiten*, p. 195.

Après la signature de la Bavière, il ne restait au Wurtemberg que la résignation. En rentrant à Stuttgart, Mittnacht et Suckow avaient livré un vaillant combat contre les particularistes et ils étaient parvenus à détruire leur « travail de taupe ». Sous leur énergique action, le roi Charles était revenu de ses préventions contre l'unité allemande, et il avait accepté le 19 novembre les conventions préparées à Versailles par ses ministres. A ce moment, on pouvait prévoir un prochain accord entre la Bavière et la Confédération du Nord. Le Wurtemberg n'avait plus qu'à se soumettre, mais le temps pressait, car le Reichstag du Nord se réunissait le 24 novembre ; sur le conseil de Bismarck, Mittnacht et Suckow se précipitèrent à Berlin pour signer à leur tour [1]. Ils y étaient depuis deux jours, lorsqu'arriva un télégramme de Bismarck annonçant la conclusion du traité avec la Bavière. La signature avec le Wurtemberg n'était plus qu'une formalité, passée le 25 novembre. La cour de Stuttgart ne conservait son indépendance que pour les postes ; sa résistance dernière avait été vaine, et le coup d'éclat du 11 novembre n'avait profité qu'à la Bavière, en lui permettant de mettre un haut prix à son adhésion. Le Wurtemberg cédait piteusement.

L'Allemagne était faite, et faite par les princes.

§ IV

Il restait à soumettre ces décisions au peuple. Le Reichstag de la Confédération du Nord, les quatre Parlements du Sud devaient ratifier les résolutions des monarques.

Les parlementaires n'étaient point demeurés indifférents et Bismarck n'avait pas perdu tout contact avec eux. Dans le

1. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck*, p. 27.

défilé de la rue de Provence, plusieurs députés avaient passé, mais ils s'étaient sentis mal à l'aise. Maurice de Blanckenburg, l'ami des jeunes heures et le chef des conservateurs, était venu à Versailles à la fin d'octobre sur la demande du chancelier; il s'y était rencontré avec Bennigsen, l'un des plus influents parmi les nationaux-libéraux, avec Friedenthal leader des vieux libéraux, car le chancelier voulait avoir leur avis sur la réunion du Reichstag[1]; mais ils étaient arrivés au moment le plus fiévreux des négociations, à l'heure où M. Thiers et les ministres allemands passaient leurs journées rue de Provence, et le « très épuisé Bismarck » n'avait pu leur tendre qu'une « demi-oreille[2] » ; le roi n'avait point voulu les recevoir, par horreur du parlementarisme ; ils avaient eu meilleur accueil du prince royal[3]; mais ils étaient revenus assez inquiets des dissentiments au camp des vainqueurs, et avaient rapporté à Berlin de leur voyage une très médiocre impression. Dans le parti conservateur, on était « épouvanté[4] » du changement probable de la majorité au Reichstag après l'adhésion des États du Sud. Dans le camp unitaire, on redoutait les concessions de Bismarck au particularisme bavarois. Tous étaient mécontents.

La signature des trois conventions de novembre ne fit qu'accroître ce mécontentement. Les Vieux-Prussiens, — le parti d'où était issu Bismarck, — avaient espéré qu'une réaction naîtrait de la guerre en leur faveur, pour rogner les ailes du parlementarisme et leur rendre la haute main sur le gouvernement du pays; or ils prévoyaient la puissance du Reichs-

1. Et, d'après Busch, *Tagebuchblätter*, I, p. 331, sur la réunion du Reichstag à Versailles même.

2. Gerlach. *Aufzeichnungen aus seinem Leben*, t. II, p. 335.

3. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 22 octobre 1870.

4. Blanckenburg à Roon, 8 novembre 1870. *Roon's Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 504.

tag allemand. Les libéraux avaient compté sur un Empire parlementaire, avec une Chambre haute et un ministère responsable ; et ils retrouvaient ce que le prince Frédéric-Guillaume appelait « le chaos artistique » de la constitution fédérale. Les progressistes avaient attendu une régénération de l'Allemagne par le peuple, un Parlement national imposant sa volonté aux souverains ; et l'unité germanique était faite par les princes, la ratification du peuple n'était tenue que pour une basse formalité. Tous les unitaires étaient irrités des succès de la diplomatie bavaroise. Les particularistes n'étaient pas plus satisfaits : les Wurtembergeois étaient furieux des prérogatives obtenues par la cour de Munich et les Bavarois trouvaient assassinée l'indépendance de leur patrie. Ainsi Bismarck avait fait à chacun quelque concession et tous étaient vexés. Il était nécessaire de détourner les regards de chaque parti sur ses pertes et de les concentrer sur ses gains. C'était l'œuvre d'un bon chef parlementaire, et Bismarck se croyait de taille à y suffire.

Mais il eût été nécessaire pour Bismarck d'avoir le Reichstag en sa main puissante. Il connaissait exactement le mécontentement de tous les partis et était très inquiet sur le sort des conventions devant les Parlements. Il s'en exprimait chaque jour dans l'intimité. « Il s'agit d'arriver vite, disait-il à Busch. Si nous temporisons, l'ennemi, le mauvais ennemi, le diable, aura le temps de semer l'ivraie dans le champ... Tous les journaux critiquent les traités, cela m'est égal pourvu qu'ils passent au Reichstag. Si le Reichstag veut faire des amendements, chaque Landtag du Sud en fera autant, et nous ne pourrons acquérir l'Alsace au nom de l'Allemagne [1]. » Et, si quelque député traversait Versailles, il

1. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 462, 472.

l'exhortait : « Tenez ferme à Berlin ! Si nous ne faisons pas l'unité maintenant, c'en est fini pour des années[1]. » Il connaissait son influence personnelle sur le Reichstag et il eût désiré assister en personne à ses délibérations. Il avait vaguement pensé à réunir les députés à Versailles, mais les audacieux Français osaient résister, menacer parfois le quartier général d'une pointe hardie, et les Allemands redoutaient une brusque attaque et un retour de fortune : il n'était pas possible de convoquer une assemblée parlementaire en pareille poudrière.

Bismarck pensait alors à se rendre à Berlin. Il en faisait allusion à sa femme, dans son cercle intime, mais ne pouvait se résoudre à quitter Versailles. « L'atmosphère est de nouveau tellement saturée de tentatives de médiations et de marchandages entre les puissances neutres qui mêlent leur jeu au nôtre, écrivait-il, et le quartier général est hanté par tant de chimères que se font les princes au sujet de l'Allemagne, que je ne puis pas me séparer de Sa Majesté[2]. » Il se contenta donc d'expédier son lieutenant Delbrück, pour assister à sa place aux négociations parlementaires.

Le Reichstag se réunit le 24 novembre, le lendemain de la signature avec la Bavière, la veille de la conclusion avec le Wurtemberg. Dans le speech qui remplaça le discours du trône, Delbrück mêla habilement les victoires sur l'ennemi et les négociations avec les États du Sud ; Simson, président de l'Assemblée, parla avec flamme de l'unité allemande[3] ; mais tous deux ne pouvaient se faire aucune illusion, l'impression générale sur les traités était mauvaise et le mécontentement

1. Comte Frédéric Frankenberg. *Kriegstagebücher*, p. 266 et suiv. et les citations de Wilhelm Busch, *loc. cit.*, p. 100.

2. Bismarck à sa femme, 16 novembre 1870.

3. Ces discours dans Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 177, 255 et suiv.

unanime[1]. Bismarck en eut l'écho fidèle et rugit de colère : « Ces gens-là n'ont aucune idée de la situation. Nous sommes assis sur la pointe d'un paratonnerre ; si nous perdons l'équilibre, nous dégringolerons immédiatement[2]. » Il pressait sur ses amis, sur ses alliés politiques ; mais, à distance, son influence était médiocre. Celle de Delbrück était considérable : cet homme intelligent et délié pétrit subtilement la pâte parlementaire, y répandit le levain du patriotisme historique, chauffa le four de l'enthousiasme : il fut à cette époque le véritable artisan de l'unité allemande[3].

Les traités furent soumis en premier lieu au Bundesrath. La convention avec Bade et la Hesse ne souleva aucune difficulté, car elle était conforme à la constitution fédérale. Le traité avec le Wurtemberg souleva quelques protestations. Quant au pacte avec la Bavière, il produisit une impression « déprimante[4] » ; les délégués au Bundesrath, gens calmes et d'obéissance souple, étaient « consternés » des « privilèges » obtenus par la cour de Munich ; quelques-uns élevèrent une pâle protestation, mais leur naturel soumis revint au galop : le 9 décembre, ils acceptèrent les traités en remplaçant le mot trop large de *Bund*, — confédération, — par le terme plus précis de *Reich*, — empire, — et le titre éteint de *Président* par le nom glorieux d'*Empereur*[5].

Le Reichstag était déjà saisi des trois conventions ; mais, à

1. Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 380, 387.

2. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 465.

3. Bismarck l'a reconnu dans une curieuse lettre où il écrit : « Tu sais que ma capacité de reconnaître les services n'est pas très grande, mais pour celui-là je fais exception. » Bismarck à sa femme, 17 novembre 1870.

4. Poschinger. *Fürst Bismarck und der Bundesrat*, t. I, p. 333, d'après les souvenirs du délégué de Weimar, M. Stichling.

5. Depuis la lettre du roi de Bavière, l'adoption de ces termes était certaine. *Infra* p. 211.

ce moment, un fait nouveau s'était produit ; sur le conseil de Bismarck, le roi de Bavière avait écrit au roi Guillaume pour lui offrir la couronne impériale. Delbrück avait lu cette lettre au Reichstag et annoncé l'adhésion des souverains présents à Versailles « comme un fait accompli ». Il était dès lors certain que l'Empire germanique était relevé ; les corbeaux ne volaient plus sur le château du Kyphäuser : Barberousse était ressuscité. L'Allemagne en était frappée d'enthousiasme, et les députés se résignèrent à accepter le régime proposé par Bismarck. « La fille est bien laide, disait humoristiquement Lasker, mais on l'épousera tout de même[1]. »

Le 5 décembre, Delbrück avait exposé dans un très long discours les négociations de Versailles, et, pour mieux expliquer les concessions faites à la cour de Munich, il proclama que « l'initiative était provenue de la Bavière » ; puis il avait dévidé tous les avantages du nouveau régime. Beaucoup n'étaient pas convaincus, mais la plupart se soumirent ; Bennigsen déclara que le parti national libéral acceptait les propositions de la Présidence fédérale. Le 9 décembre, peu d'heures après le vote du Bundesrath, le Reichstag adopta à la presque unanimité les traités avec Bade, la Hesse et le Wurtemberg, et, par 195 voix contre 32, la convention avec la Bavière. Le peuple du Nord avait parlé.

Une telle décision ne pouvait arriver à la connaissance de Guillaume par l'envoi d'un simple procès-verbal. Le Reichstag décida qu'une délégation serait nommée, pour présenter au roi une adresse solennelle du pays prussien ; en 1849, le Parlement de Francfort avait envoyé trente-deux députés pour offrir à Frédéric-Guillaume IV la « couronne en carton » ; en 1870, trente députés partirent de Berlin pour apporter à

1. Unruh. *Erinnerungen*. p. 322.

Guillaume la couronne de fer, et, pour compléter l'analogie, le même Simson présidait aux deux délégations[1]; mais entre 1849 et 1870, Bismarck, Roon et Moltke avaient passé.

Le 16 décembre, les délégués arrivaient à Versailles pleins d'enthousiasme, s'attendant à un accueil chaleureux. Ils furent vite déçus. Le parti conservateur était parfaitement vexé de cette arrivée de païens dans le lieu saint de la monarchie de droit divin. « Que viennent faire ici ces trente garnements, c'est horrible », s'exclamait le vieil Abeken[2]. Le roi déclarait avec indignation qu'il ne recevrait pas la délégation avant que tous les princes allemands eussent acquiescé à la proposition du roi de Bavière[3] : les députés n'interviendraient que lorsque tout serait décidé par les princes. Et, si le prince royal de Prusse faisait aux délégués du peuple un gracieux accueil[4], le chancelier leur montra d'abord visage renfrogné; il discuta avec Simson le discours du trône, et, tout en repoussant tout rapprochement avec 1849, il portait sans cesse ses regards sur un document vieux de vingt ans, la réponse de Frédéric-Guillaume IV à la délégation de Francfort[5]. A voir la soumission joyeuse des députés, Bismarck se dérida et il s'égaya complètement en leur contant des « galéjades » sur ses hauts faits de guerre[6].

Cependant les rois, les princes et les principicules s'étaient solidarisés pour offrir la couronne impériale à Guillaume de Prusse : on pouvait accepter l'hommage de la nation. Le

1. E. von Simson. *Erinnerungen*, p. 376 et suiv.

2. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 501. Cf. Roon, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 516, 521.

3. Wilmowski. *Meine Erinnerungen an Bismarck* (1900), p. 123 et Karl von Wilmowski. *Feldbriefe* 1870-71 (1894), p. 77.

4. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 16 décembre 1870 et suiv. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 272.

5. E. von Simson. *Erinnerungen*, p. 378.

6. Unruh. *Erinnerungen*, p. 321.

18 décembre, le roi reçut les délégués dans la grande salle de la Préfecture[1]; après une chaleureuse allocution de Simson et la lecture de l'adresse votée par le Reichstag, le roi lut le discours préparé par Bismarck. Les gouvernements confédérés, le roi de Bavière et Dieu y recevaient de vifs remerciements pour leur intervention en faveur de l'unité allemande; et, cet hommage rendu aux tou-(puissants, on daignait exprimer quelque reconnaissance au Reichstag qui avait donné son « assentiment » aux traités de novembre. Le roi remerciait, en terminant, les députés de leur désir de relever le titre d'empereur, mais cette renaissance ne pouvait procéder que de « l'accord de tous les princes allemands et des villes libres ». Et les députés s'en furent ravis, car Sa Majesté avait tendu sa main droite à chacun.

Les Parlements du Sud donnèrent leur assentiment avec plus ou moins de lenteur, suivant leurs tendances personnelles[2]. A Carlsruhe et à Darmstadt, les traités furent ratifiés sans aucune difficulté. En Wurtemberg, la Chambre des États avait été dissoute en octobre ; les élections du 5 décembre donnèrent une forte majorité au parti national; le roi se résigna et son discours du trône fut sincèrement unitaire. « Si le but, longtemps recherché par l'Allemagne, n'était pas maintenant atteint, y était-il dit, la consécration suprême manquerait aux grands événements de cette année. » En dix jours, M. de Mittnacht enleva le vote aux deux Chambres, et tout fut terminé à la fin de décembre. En Bavière, au contraire, les délibérations parlementaires se prolongèrent au delà du 1er janvier, date fixée pour l'entrée en vigueur du traité[3];

1. Récit officiel du *Staatsanzeiger*, 21 décembre 1870.

2. W. Busch. *Die Kämpfe um Reichsverfassung und Kaisertum* 1870-1871, p. 101 et suiv.

3. Ces débats dans Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 280 et suiv.

le parti séparatiste s'agitait en des convulsions dernières, avant de s'abandonner à l'hydre de l'unitarisme ; ce fut la reproduction des débats de juillet, et, comme une majorité des deux tiers était nécessaire, on douta de la ratification du traité. Les « patriotes » bavarois soulevaient un double regret, contre l'hégémonie de la Prusse, et contre l'absence de compensation territoriale pour la Bavière. La Chambre des députés nomma une commission opposée au traité et le rapporteur conclut fortement à son rejet. Dans les discours des séparatistes, Bismarck fut congrûment malmené, et un ultramontain s'écria avec indignation : « Loin de moi, Satan ! » Déjà l'Empire était proclamé à Versailles, et l'on discutait encore à Munich. Le 21 janvier, enfin, le traité fut voté par 102 voix contre 48, à la majorité de deux voix. « Par cette décision, s'écria le président, M. Weis, le travail de l'unité allemande est terminé. »

§ V

Fors la Bavière, depuis le 1er janvier 1871 toute l'Allemagne formait un seul État ; mais, non plus que son chef, elle n'avait de titre officiel ; l'Empire et l'Empereur existaient en réalité, non sur le papier : l' « interrègne[1] » dura dix-huit jours. Bismarck dut donner un rude assaut pour le terminer.

Son opinion était depuis longtemps catégorique ; le travail de l'unité allemande, ne serait parfait qu'au jour où le roi de Prusse ceindrait la couronne de Charlemagne. C'était le grand œuvre à réaliser, mais rien ne se fait d'un coup et sans persévérance : la renaissance de l'Empire germanique devait procéder à son heure, et, pour être durable, la bâtisse germa-

1. Oncken. *Unser Heldenkaiser*, p. 219.

nique ne devait point être hâtée. En 1866, quelques princes, les grands-ducs d'Oldenbourg et le duc de Saxe-Meiningen, peut-être Frédéric-Guillaume de Prusse, avaient espéré que l'Empire sortirait de la guerre avec l'Autriche[1]. Bismarck avait écarté ces espérances prématurées : l'ardeur du combat avait rendu impossible l'union fraternelle du Nord et du Sud, et la création définitive d'un Empire partiel eût empêché plus tard la fusion de toute l'Allemagne. Il fallait que le besoin d'unité fût ressenti par le peuple et les princes, que la renaissance du vieil Empire devînt un appétit national, et que le sacre de l'empereur Guillaume soulevât les acclamations d'un peuple enthousiaste.

Dès les premières victoires, les partisans de l'unité nationale annoncèrent la renaissance de l'Empire allemand et le prince royal de Prusse devint l'ardent défenseur de cette ambition : au milieu d'août, il rédigeait un mémoire pour l'exalter ; aux bivouacs du soir, il en entretenait son père, ses frères d'armes et Bismarck[2]. A son gré, le chancelier était trop lent, et il se plaignait de sa prudence. « L'idée impériale a été à peine indiquée », écrivait-il le 3 septembre après un long entretien avec Bismarck, et il se contenait pour ne pas « exercer de contrainte[3] ».

1. Le duc de Saxe-Meiningen avait entretenu à ce sujet une correspondance avec ses cousins de Cobourg et de Weimar, et le grand-duc d'Oldenbourg avait fait rédiger un mémoire à cet égard. Ces pièces ont été publiées par Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 574 et suiv. Le prince royal de Prusse parlait alors de créer le titre de roi des Allemands.

2. Bismarck, dans ses *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 137, tend à faire croire que le prince Frédéric Guillaume était opposé à l'idée impériale et désirait même en 1870 la création d'un royaume allemand. C'est une erreur, qui paraît actuellement controuvée. Voyez W. Busch, *loc. cit.*, et les nombreux auteurs qu'il cite, notamment Freytag, *Der Kronprinz und die deutsche Kaiserkrone*.

3. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 3 septembre 1870. On sait que Bismarck a accusé Geffcken d'avoir « tripatouillé » les notes du kron-

Bismarck n'était point en désaccord avec le prince de Prusse : leurs désirs étaient les mêmes, ils ne différaient que par la promptitude à les réaliser. Le prince voulait brusquer les choses, et obtenir, par un même acte, la constitution unitaire et la renaissance de l'Empire. Le ministre voulait préparer lentement l'unité allemande, signer définitivement les traités avec les quatre cours du Sud, et seulement alors rétablir le titre impérial. Une démarche du prince Luitpold de Bavière, en octobre[1], lui permit de croire que la cour de Munich accepterait l'hégémonie de l'empereur allemand plus volontiers que celle du roi de Prusse : il y avait déchéance pour le roi Louis à se courber devant un autre roi; le sacrifice était moindre de se soumettre à l'héritier d'Othon et de Frédéric Barberousse. A ce moment, peuples et princes réclamaient l'Empire et l'empereur, *Kaiser und Reich*[2]. Bismarck attendit encore et n'agit qu'après la signature des traités unitaires.

Il prévoyait une vive opposition du roi Guillaume. Prussien dans l'âme, le vieux souverain éprouvait une mélancolie profonde à dissimuler son titre de roi de Prusse sous le nom pompeux d'empereur ; pour qu'il acceptât cette « déchéance », le vœu de la nation était insuffisant, il fallait qu'il fût contraint par les princes, seuls dignes d'exercer sur lui une influence ; pour les princes même, le sacrifice était plus facile, s'il était spontané. Ainsi Bismarck cherchait à faire offrir à son maître la couronne impériale par un de ses pairs : l'un d'eux y était prêt, le grand-duc de Bade, mais ce n'était qu'un monarque de second plan, et que ses liens de famille avec Guillaume

prinz. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 139 et Rapport du 23 septembre 1888, dans Hahn, *Fürst Bismarck*, t. V, p. 573.

1. *Supra*, t. III, p. 187.

2. Duc Ernest de Cobourg, *Aus meinem Leben*, t. III, p. 665.

rendaient suspect aux autres souverains; il fallait que l'initiative vînt de plus haut et d'un adversaire de la veille : il était nécessaire que le roi de Bavière en personne présentât au roi de Prusse la tiare des vieux empereurs.

Mais le roi Louis ne se pouvait décider, en proie à une crise d'hésitation maladive; le grand-duc de Bade lui avait envoyé un de ses conseillers, Gelzer, qui ne fut point admis à audience [1]; Bismarck s'efforçait d'attirer son royal protagoniste à Versailles, croyant que les dernières tergiversations de Louis II fondraient dans la chaleur communicative des banquets guerriers; à la fin de novembre, on espérait encore qu'il viendrait [2], mais il ne vint pas. Énervé, Bismarck pensait à délaisser le roi Louis, à remettre au roi Jean de Saxe le rôle de courrier des princes, et, par coquetterie, pour susciter quelque dépit, il annonça ce projet à la cour de Munich [3]. Louis II en prit ombrage : il lui déplaisait qu'un autre prît la place de second en Allemagne; la rumeur de la nation en mal d'empire parvint jusque dans sa solitude de Hohenschwangau; il consulta ses ministres et ses parents; irrésolu encore, il envoya à Versailles un aide de camp, le comte Holnstein, pour connaître l'état d'âme de l'armée, du quartier général, de Bismarck, et « pour être en état de prendre sa décision [3] ».

Holnstein était un bon Allemand et son voyage en France ne pouvait que le gagner davantage à la cause unitaire; il arriva à Versailles le 25 novembre, la veille du départ des ministres bavarois; il n'avait point pour eux de sympathie, les trouvant particularistes à l'extrême [4]; il manifesta de tels

1. Curtius. *Gelzer*, p. 24 et 25.
2. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 25 novembre 1870.
3. Le roi Louis II à Eisenhart, son chef de cabinet. L. von Kobell. *König Ludwig II und Fürst Bismarck im Jahre* 1870, p. 38.
4. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 25 novembre 1870.

sentiments impérialistes que Bismarck en fut réconforté : « Nous en aurons peut-être fini avec les traités en peu de jours, disait-il au grand-duc de Bade, car les Bavarois s'engagent[1]. » Mais comment saisir cet insaisissable roi? Le procédé fut indiqué par Holnstein; il connaissait les hésitations de son maître, et savait que pour le décider il fallait lui faciliter sa résolution et lui demander une simple signature : « Savez-vous quoi, Excellence, dit-il à Bismarck, écrivez vous-même une lettre, telle qu'elle doit être, autrement tout sera encore arrêté[2]. » Bismarck trouva l'idée ingénieuse, et, non point en hâte comme il l'a dit, mais avec grand soin[3], il rédigea, le 27 novembre, la lettre qui devait décider le royal irrésolu.

Après avoir remercié le « sérénissime haut et puissant roi » des « gracieuses ouvertures » faites en son nom par le comte Holnstein, Bismarck examine « les résolutions magnanimes par lesquelles Votre Majesté aura, au début et à la fin de cette guerre, consommé l'unité et la puissance de l'Allemagne. Dans

1. Entretien du 27 novembre 1870, reproduit par Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 420-421 d'après les archives du grand-duc.

2. Récit de Holnstein à Eisenhart et reproduit par l'épouse de celui-ci, Mme de Kobell. *König Ludwig und Fürst Bismarck*, p. 39.

3. La rédaction de cette lettre constitue un petit problème d'histoire, qui a été soigneusement étudié dans les *Grenzboten* de 1899 par M. Otto Kämmel, *Kritische Studien zu Fürst Bismarcks Gedanken und Erinnerungen*, par M. Erich Marcks dans *Fürst Bismarck Gedanken und Erinnerungen*, p. 37 et suiv., et par M. W. Busch dans *Die Kämpfe um Reichsverfassung und Kaisertum*, 1870-1871, p. 155 et suiv. En rapprochant ces divers examens, les récits des contemporains et les textes même, il nous semble que Bismarck a écrit trois pièces : 1° Une lettre officielle au roi Louis, dont il donne le brouillon dans ses *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 438, et dont Mme de Kobell, *loc. cit.*, p. 46 et supplément, donne le texte en fac-simile ; 2° une lettre privée qui est perdue ; 3° le projet de lettre du roi Louis au roi Guillaume. En tous cas, le récit de Bismarck, « j'écrivis sur un coin de table, avec de mauvaise encre et sur du papier qui buvait » (*Pensées et Souvenirs*, t, II, p. 140) est une légende ; le brouillon put être rédigé dans ces conditions ; l'original, tout de la main du chancelier, est soigneusement écrit sur grand papier, et le griffonnage habituel du chancelier est transformé en une superbe écriture gothique.

la question de l'empire allemand, continue-t-il[1], il est à mon avis de haute importance que l'impulsion première provienne de Votre Majesté et non des représentants du peuple. La situation serait faussée, si l'initiative ne revenait pas, libre et mûre, au plus puissant des princes confédérés. Je me suis permis de remettre au comte Holnstein et sur son désir le projet d'une déclaration qui pourrait être adressée à mon gracieux roi et, sous réserve des changements nécessaires, aux autres alliés. Elle s'inspire de cette pensée dont sont pénétrés les peuples allemands : l'*empereur allemand* est leur compatriote, le roi de Prusse est leur voisin ; le titre d'*allemand* seul atteste que les droits transmis à l'empereur proviennent de la libre délégation des princes et des peuples allemands. L'histoire enseigne que les grandes maisons princières d'Allemagne n'ont rien perdu de leur haute situation en Europe par l'existence d'un empereur allemand, choisi par elles ».

Le 28 novembre, le comte Holnstein partit en grand mystère de Versailles pour Hohenschwangau, emportant lettre et projet de réponse. Le malin aide de camp avait deviné juste : mis en présence d'un texte précis, le roi Louis II lut, relut, puis, d'un coup de décision, rédigea par simples corrections sur le brouillon de Bismarck une lettre au roi Guillaume[2] ; il la remit au comte Holnstein, en le priant de la soumettre à son chef de cabinet Eisenhart ; Holnstein se précipita à Munich, obtint l'adhésion d'Eisenhart et du ministre de la Justice, M. de Lutz. Puis il repartit en hâte pour Versailles.

1. Nous traduisons ici le texte original, publié par Mme de Kobell.

2. Il règne, ici encore, quelque indécision sur la rédaction de cette lettre. On ne peut s'attacher au récit de Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 141-2, qui contient des erreurs de date. On doit préférer le récit de Mme de Kobell, *loc. cit.*, p. 39-40, qui est celui de son mari.

Le 3 décembre, Guillaume recevait la lettre définitive : « Après l'entrée de l'Allemagne du Sud dans la Confédération allemande, y était-il dit, les droits de Président décernés à Votre Majesté s'étendront sur tous les États allemands. J'ai adhéré à leur concentration en une seule main parce que je la crois conforme aux intérêts de la patrie allemande et de ses princes, et dans la pensée que ces droits seront, après le rétablissement d'un Empire allemand et de la dignité impériale, exercés par Votre Majesté au nom de toute la patrie allemande sur la base de l'union de ses princes. J'ai donc proposé aux princes allemands de se joindre à moi pour demander à Votre Majesté que l'exercice des droits présidentiels de la Confédération se fît sous le titre d'empereur allemand. Dès que Votre Majesté et les princes alliés m'auront manifesté leurs opinions, je chargerai mon gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour préparer une convention à ce sujet[1]. » Les phrases étaient compliquées, mais le sens était simple : l'Empire procédait des princes uniquement.

En même temps, le roi de Bavière adressait aux monarques allemands une dépêche circulaire, où les phrases de chancellerie de Bismarck étaient mêlées de prosoposées en style lyrique[2], et qui proposait de transférer à « l'héroïque roi de Prusse », les droits des empereurs allemands. Et, deux jours après, Louis II écrivait à Bismarck pour adresser « ses plus chauds remerciements à l'homme vers qui l'Allemagne tout entière lève les yeux avec un sentiment de joie et d'orgueil. — Ce que vous avez fait pour la nation est grand et immortel, ajoutait-il, et je puis dire sans flatterie qu'au milieu des

1. Le roi Louis de Bavière au roi Guillaume de Prusse, 30 novembre 1870. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 264. Cf. Lefébvre. *Études sur l'Allemagne nouvelle*, (1872), p. 207-208.

2. Le roi Louis de Bavière aux princes allemands, 30 novembre 1870. Duc de Cobourg. *Aus meinem Leben*, t. II, p. 668.

grands hommes de notre siècle, vous occuperez la place la plus éminente[1] ».

Bismarck triomphait ; car le geste du roi Louis, c'était la main forcée au Reichstag, où Delbrück lisait sur l'ordre de son chef la lettre du monarque bavarois ; c'était la soumission naturelle des Parlements du Sud ; c'était le dernier choc aux résistances du roi Guillaume ; c'était l'unité allemande, l'Empire tel que l'avait voulu Bismarck, hors des parlementaires et tout d'autorité.

Les princes présents à Versailles, grands-ducs de Bade et d'Oldenbourg, avaient immédiatement adhéré à la proposition du roi Louis ; les autres l'acceptèrent en Allemagne ou sur les champs de bataille, joyeux ou résignés ; les villes libres vinrent ensuite, et tous les gouvernements étaient unis lorsque Guillaume donna audience à la délégation parlementaire le 18 décembre. Un mois devait s'écouler encore avant la proclamation de l'Empire. Il fallait attendre le vote de la Constitution impériale par les Parlements du Sud. Bismarck négociait avec la cour de Vienne, de crainte que l'Autriche s'appuyât sur le traité de Prague pour s'opposer à l'absorption du sud par le nord de l'Allemagne, et, pour n'avoir pas la guerre, proposait l'alliance, « un mutuel bon vouloir, la main tendue pour assurer le développement et le bonheur des deux pays[2]. » Beust ronchonnait : il eût volontiers refusé la main de Bismarck, car il n'oubliait pas l'antique splendeur de la maison d'Autriche et ses propres espérances d'antan ; mais nul ne le suivait dans ces regrets ; il fit contre mauvaise fortune bon visage et répondit à l'étreinte du gouver-

1. Le roi Louis II à Bismarck, 2 décembre 1870. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 441.

2. Bismarck à M. de Schweinitz à Vienne, 14 décembre 1870. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 291,

nement prussien avec une cordialité fraternelle : l'Autriche acceptait « l'union de l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse » et l'empereur François-Joseph affirmait « ses plus chaudes sympathies pour le nouveau développement du peuple allemand [1]. »

Les semaines s'écoulaient, Paris résistait et les mobiles de province combattaient dans la neige et dans la mort. Noël était venu, fête de l'amour et de la charité. Dans la maison de la rue de Provence, deux arbres avaient été dressés, l'un arrivé des forêts poméraniennes [2], l'autre taillé dans le parc de France ; les lumières brillaient, des cadeaux étaient offerts à chacun [3], la joie était douce et candide. Au loin, la voix des canons tonnait la basse du cantique de Noël : « Paix sur la terre ; envers les hommes, bonne volonté. »

Le Temps tourna le feuillet de l'année. En Allemagne, l'accord était parfait, les dernières répugnances tombaient en Bavière. Un homme seul encore résistait, le roi Guillaume.

Le vieux monarque ne pouvait se consoler du changement de son titre et chaque manifestation impérialiste lui était à souffrance. En recevant la lettre du roi Louis, il l'avait déclarée « aussi inopportune que possible [4] ». Comme on annonçait à Berlin son prochain couronnement, il répliquait sèchement : « Et qui prétend donc que j'ai accepté la couronne ? Personne ne peut le dire [5]. » Et quand Bismarck tentait de le remonter, en faisant briller à ses yeux la splendeur

1. M. de Beust au comte de Wimpfen à Berlin, 26 décembre 1870. Beust. *Souvenirs*, t. II, p. 142 et suiv.

2. Abeken à sa femme, 24 décembre 1870. *Ein schlichtes Leben*, p. 473 Bismarck à sa femme, 25 décembre.

3. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 576. Delerot, *Versailles pendant l'occupation*, p. 228 et suiv. P. Hatzfeldt. *Feldzugsbriefe*, décembre 1870.

4. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 3 décembre 1870.

5. Schneider. *Kaiser Wilhelm*, t. III, p. 117.

du nom impérial : « Qu'ai-je à faire de ce titre de commandant honoraire », répliquait avec colère l'obstiné Prussien. Plus le jour approchait de son couronnement, plus était vive son irritation et profonde sa tristesse. « Je ne puis dire combien j'étais *morose* tous ces temps, écrivait-il à la reine, en partie à cause de ces nouvelles responsabilités, surtout par douleur de quitter le titre prussien... J'en étais si *morose* que j'étais sur le point de me retirer et de tout remettre à Fritz [1]. »

Cependant tout était prêt : on n'attendait plus que le vote de la Chambre bavaroise, et, comme il tardait trop, on décida de passer outre. Le 14 janvier, le roi Guillaume avait adressé aux princes allemands une lettre pour leur annoncer son nouveau titre : « Je revêts la dignité impériale, disait-il, non pour prétendre à un pouvoir qui s'est affermi dans les temps les plus glorieux de notre histoire au détriment du développement intérieur de l'Allemagne, mais dans le ferme dessein d'être, par la grâce de Dieu, comme prince allemand le fidèle protecteur de tous les droits et de conduire l'épée de l'Allemagne pour la protection de notre patrie [2]. »

Le jour solennel approchait, mais il restait à trancher les questions, si petites et si grandes, du protocole. Le 17 janvier, le roi Guillaume s'enferma pendant trois heures avec son fils, Bismarck et Schleinitz, ministre de sa maison. La discussion fut chaude ; on délibéra d'abord sur le titre du nouveau souverain ; le roi et le prince l'eussent voulu Empereur d'Allemagne. Bismarck avait déjà promis aux Bavarois

1. Le roi Guillaume à la reine, 18 janvier 1870. Oncken, *Unser Heldenkaiser*, p. 218.

2. Duc de Cobourg. *Aus meinem Leben*, t. III, p. 670, avec la date erronée du 17.

d'écarter cette dénomination, qui supposait un pouvoir territorial, et d'admettre le titre d'Empereur allemand ; Guillaume se rebiffa, déclara « qu'il voulait être Empereur d'Allemagne ou ne pas être Empereur du tout » ; « Bismarck cita des textes, en latin, en russe, — et le roi refusa de céder, ce qui était tout à fait extraordinaire. On passa ensuite à la préséance des rois, grands-ducs et princes ; et le débat fut si ardent, que Guillaume se leva de colère, se collant à une fenêtre, ne montrant plus à ses interlocuteurs que son dos impérial[1]. Il fut convenu que Bismarck deviendrait chancelier impérial, — « comme Beust, remarqua-t-il avec indulgence, cela me mettra en bien mauvaise compagnie ». Il ne fut pas question de ministère impérial, mais on s'arrêta longuement aux couleurs d'Empire, à la cocarde, à la cérémonie du lendemain, que le roi eût voulu pompeuse comme son couronnement à Kœnigsberg[2]. Le 18 au matin, on discutait encore, et Bismarck persuadait le grand-duc de Bade de ne point proclamer l'Empereur d'Allemagne : cet autoritaire implacable l'emporta ; l'empereur n'est que *deutscher Kaiser*.

Le 18 janvier 1871, Guillaume, roi de Prusse, fut proclamé Empereur d'Allemagne dans le château de Louis XIV[3] ; cette date est chère au cœur des Allemands, car elle leur est glorieuse ; elle doit être enfoncée au cœur des Français, comme un enseignement.

Dans la Galerie des Glaces, un autel avait été dressé, et quand Dieu eut parlé par la voix de son prêtre, l'empereur y

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 142 et suiv. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 17 janvier 1870. Le roi Guillaume à la reine, 18 janvier 1870.

2. Cf. *supra*, t. I, p. 492 et suiv.

3. Un récit officiel de la journée a paru dans le *Staatsanzeiger*. Chaque assistant en a fait un. Le meilleur résumé dans Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. II, p. 307 et suiv.

monta entouré des membres de sa famille, des princes allemands. Devant lui, point de députés ni de magistrats, point de robes féminines ni d'ornements gracieux, mais des généraux et des soldats, des casques et des épées, le règne du fer. Casque au poing, sabre au côté, Guillaume prit la parole pour annoncer aux « puissants princes, ses alliés et confédérés » qu'il recevait d'eux, pour lui-même et ses descendants, la couronne impériale; il le faisait « dans l'espoir qu'il pourrait avec l'aide de Dieu, remplir les devoirs d'empereur pour la bénédiction de l'Allemagne ». Bismarck alors dressa sa haute taille, pâle, fiévreux[1], blanc dans son uniforme blanc, et lut la proclamation impériale que lui-même[2] avait rédigée[3]. « Nous prenons, y déclarait le nouveau souverain, la dignité impériale en conscience de notre devoir, décidé à protéger les droits de l'Empire et de ses membres, à assurer la paix et l'indépendance de l'Allemagne, appuyé sur la force unie de son peuple. Nous la prenons dans l'espoir que le peuple allemand pourra trouver la récompense de son ardent et pénible combat, dans une paix durable et dans des frontières qui lui assureront contre de nouvelles attaques de la France la tranquillité troublée depuis des siècles. » Dès qu'il eut terminé, le grand-duc de Bade s'avança et comme premier des princes présents s'écria à haute voix : « Vive Sa Majesté Impériale, l'empereur Guillaume[4] ! » Les acclamations vibrèrent. L'Empire était fait.

1. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 428.

2. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 484.

3. Texte dans Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 276.

4. L'habile grand-duc ménageait ainsi Guillaume et Bismarck, car il ne proclamait ni l'empereur d'Allemagne, ni l'empereur allemand. Le monarque comprit d'où venait cette habileté et en manifesta hautement son dépit en affectant de ne pas voir son chancelier et de ne lui point tendre la main. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 145.

L'Empire allemand est né de l'accord d'un peuple et d'un homme. Dans tout le cours du XIX[e] siècle, la nation germanique a souffert de son émiettement et a réclamé l'unité de la patrie. Aux heures de crise, en 1840, en 1848, en 1859, la voix du peuple s'est élevée, forte et impérieuse; une fois les princes ont tremblé à l'ouïe de cette grande clameur ; ils ont cédé, mais pour se venger dès que le peuple s'est assoupi. Et le désir patriotique est demeuré, prêt à éclater en colère, ou à se lever en force obéissante. Dès lors l'unité allemande est en formation et comme immanente. Mais en quel temps renaîtra le vieil Empire? Quel forme prendra-t-il ? Quelle sera son étendue? Quel esprit sera le sien? Toutes ces questions demeurent sans réponses. Pour les résoudre, un homme est venu, autoritaire et dur, mais intelligent des aspirations nationales et résolu à les satisfaire au profit de son roi. Il ne s'est inféodé à nul parti, à nulle idée ; mais il a emprunté à toutes carrières les pierres de la maison impériale, au droit divin comme au droit des peuples, au passé comme au présent et à l'avenir. Il a conservé l'antique forme territoriale, née de guerres et de révolutions séculaires ; et, sur cette vieille mosaïque, il a planté un nouvel Empire, surgi du vœu national. Tenace, il a suivi son plan malgré la tempête de l'État prussien, à travers trois guerres, en dépit de toutes les contradictions. Et, le 18 janvier 1871, il a dressé de sa poigne puissante l'Empire allemand dans le château français.

A l'heure où les trompettes allemandes entonnaient le chant de triomphe dans la Galerie des Glaces, un pâle rayon de soleil se glissa entre les nuages d'hiver comme pour répandre sur la terre désolée de France une promesse de renouveau.

CHAPITRE VII

LA FIN DE LA GUERRE

§ I. Le bombardement de Paris. — Résistance de Paris et de la province: Irritation des Allemands. — La question du siège et ses difficultés. Débats et opinions : irritation en Allemagne et à Versailles. — Indignation de Bismarck : crainte d'intervention; conflit avec les généraux. — Décision du roi. — Le bombardement d'Avron. — Le 5 janvier 1871. — Fin de la guerre en province.

§ II. L'Alsace et la Lorraine. — La formation historique de l'Alsace et de la Lorraine. Le patriotisme des Alsaciens-Lorrains. — Bismarck et la terre d'Empire. — Les premières victoires et l'opinion publique. — L'organisation de l'Alsace-Lorraine et les diverses compétitions : terre d'Empire. — La frontière, Metz. — Grande iniquité et grande faute.

§ III. L'armistice. — Reddition prochaine de Paris. Jules Favre et la conférence de Londres. — Bismarck et les bonapartistes. — Jules Favre à Versailles : entretien avec Bismarck. — Délibérations du roi avec le chancelier. Négociations du lendemain. — Retour de Jules Favre à Paris et nouvelles négociations à Versailles. Cessation du bombardement. — Négociations militaires. — L'armistice. — Colère des généraux allemands. — Négociations ultérieures.

§ IV. Les préliminaires de Versailles. — L'Assemblée de Bordeaux. M. Thiers, chef du Pouvoir Exécutif. Effet au camp allemand. — Négociations diverses à Versailles : l'argent et les colonies françaises; les puissances étrangères. — M. Thiers à Versailles; premières négociations sur la paix. Visites de M. Thiers au roi et au prince royal. — La question de Metz. — Les cinq milliards. Belfort et l'entrée des Allemands dans Paris. Les derniers débats. — Les représentants du Sud. — La signature des préliminaires.

§ V. Entrée a Paris et retour a Berlin. — La revue de Longchamps et l'entrée des Allemands à Paris. Bismarck à l'Arc de Triomphe.

Débats de Bordeaux : acceptation du traité. — Echange des ratifications. — Dépit des Allemands ; mauvaise humeur de Bismarck. — Départ de Versailles. Retour à Berlin.

§ I

Paris résistait encore ; à la porte des boucheries et des boulangeries s'allongeaient les files de femmes et de mères, et les hommes d'aujourd'hui ont gardé sur leurs lèvres le goût du pain rance et des pâtés de rats. La province résistait encore ; à la place des maréchaux vaincus en un mois, des chefs nouveaux faisaient face à la meilleure armée du monde, commandée par les premiers généraux du temps ; Chanzy résistait pied à pied dans la vallée de la Loire, Faidherbe reculait savamment au Nord, Denfert tenait comme un sabre fiché dans le roc de Belfort, Gambetta faisait surgir des armées du sol sous la pression de son patriotisme ; au lieu des vétérans de Malakoff et de Solférino, prisonniers en Allemagne, des soldats sans expérience, mal équipés, mal nourris, se lançaient à l'ennemi par foi en la patrie. De cette double résistance est née la France moderne.

L'adversaire en était étonné et irrité. Moltke avait annoncé qu'il chasserait le lièvre à Creisau à la fin d'octobre[1], et le lièvre silésien pouvait songer tranquille en son gîte. En novembre, l'inquiétude était grande au camp prussien : le général von der Tann, battu à Coulmiers, se retirait en laissant exposée la route de Versailles ; les Parisiens redoublaient d'activité ; l'étranger s'inquiétait ; la situation était « critique[2] ». Pour en sortir, il fallait un coup d'éclat : la prise de Paris.

1. Moltke à son frère, 22 septembre 1870. *Gesammelte Werke*, t. IV, p. 198.
2. K. Jacob. *Bismarck und die Erwerbung Elsass-Lothringens* 1870-71 (Strassburg, 1905), p. 58.

Au mois de septembre, trois moyens s'offraient aux Allemands pour réduire la capitale française[1] : l'attaque directe, en coup de main, difficile dès lors que l'ennemi avait mis en œuvre ses fortifications ; la famine, lente mais sûre, et qui avait eu raison en six semaines de la garnison de Metz ; le bombardement, qui agirait par terreur sur le peuple et par la destruction des forts. A Reims, Roon et Moltke se mirent d'accord pour choisir la faim et l'attaque, en renonçant à bombarder la ville. Mais, à l'ardeur des premiers combats, il apparut que le siège de Paris était une opération plus difficile qu'elle n'avait semblé dès l'abord, et les généraux prussiens se scindèrent. Roon réclama le bombardement immédiat[2], Moltke tint au plan primitif : il en donnait de bonnes raisons ; le bombardement de Paris était une opération considérable, qui ne pouvait être entreprise qu'avec de lourdes pièces de siège et des munitions en grand nombre ; un parc d'artillerie avait été organisé à Villacoublay, mais, pour y amener le matériel, de grandes difficultés étaient à vaincre, longues distances à parcourir, voies encombrées par les trains de soldats ou d'approvisionnements, ponts et tunnels détruits[3] ; au camp prussien, on croyait en septembre la situation à Paris si fâcheuse, si « intolérable », qu'on s'attendait à tenir la ville sans coup férir, et par suite de ses querelles intestines[4]. Le bombardement ne pouvait d'ailleurs être efficace que si la place était approchée d'assez prêt pour qu'on la pût couvrir de projectiles ; enfin, jusqu'au milieu de

1. Cette question a été traitée en détails, et dans le sens le plus favorable à Moltke, par le général von Blume, *Die Beschiessung von Paris* 1870-71 *und die Ursachen ihrer Verzögerung.* Berlin, 1899.

2. Roon. *Denkwürdigkeiten aus dem Leben*, t. III (4e édition), p. 244.

3. Moltke. *La guerre de* 1870 (trad. Jaegle), p. 139, 291.

4. Moltke au général Stiehle, 21 septembre 1870. *Militärische Korrespondenz*, 1870-71, n° 287.

novembre, on redoutait une pointe hardie de l'armée de la Loire, qui permît à l'adversaire de rafler tout le matériel prussien.

A ces considérations de tactique, s'ajoutaient des raisons de sentiment, qui ne touchaient point Moltke, mais dont quelques-uns couvraient les retards de l'action allemande : le bombardement est un « triste », moyen de guerre, qui « choque le sentiment chevaleresque[1] » en sacrifiant des femmes et des enfants; en Angleterre, l'opinion publique était anxieuse ; Londres s'émouvait de la destruction de la grande ville, dont la rapprochent des relations journalières ; quelques Anglaises, mariées en Allemagne, la princesse royale, Mme de Blumenthal, partagaient cette émotion, et cherchaient à la communiquer à leurs époux ; la reine prussienne elle-même était sous cette influence[2].

Ce n'étaient là que de rares exceptions ; en Allemagne, on était étonné de la résistance de Paris, mécontent du retard mis à réduire la capitale ; pendant le premier mois de la guerre, chaque journée avait apporté un bulletin de victoire ; après Sedan, on croyait à la paix prochaine ; or, depuis quatre mois, l'armée était tenue en échec par « Babylone ». L'irritation était vive et fortement exprimée ; comme on n'admettait pas une faute du commandement, on faisait retomber sur le chancelier la responsabilité de ces lenteurs[3], et Mme de Bismarck accusait, sans douceur, le prince royal de retarder l'acte national[4]. Au Reichstag, le mécontentement était prêt à s'exhaler sous forme d'une vive interpellation et M. d'Unruh

1. Blume. *Die Beschiessung von Paris*, p. 31.

2. Le roi Guillaume à la reine, 22 octobre 1870. Oncken, *Unser Heldenkaiser*, p. 216.

3. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 432. Bismarck à sa femme, 28-29 octobre 1870.

4. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 28 novembre 1870.

avait grand'peine à calmer les langues trop promptes à parler [1].

A Versailles, les généraux étaient partagés. Roon réclamait furieusement un immédiat bombardement et faisait à sa propre table une scène « pénible [2] » à un convive d'opinion adverse, un « antibombardeur » ; Moltke, froid et fermé, croyait à l'inutilité de la mesure, tant qu'on ne pourrait ensevelir Paris sous les obus ; le prince royal partageait cet avis [3], et son humanité reculait devant cette mesure extrême; son chef d'état-major, le général de Blumenthal, était l'adversaire résolu de la voie forte [4].

Bismarck n'hésitait pas, ne pouvait pas hésiter. « Quand j'ai un ennemi en mon pouvoir, déclarait déjà en 1848 le junker Otto à M. de Beust, je l'anéantis [5]. » Il brûlait d'impatience d'anéantir Paris et la France. La résistance imprévue de ses adversaires l'irritait, comme « l'indignait » la lenteur de ses partisans. « La place doit être bombardée », disait-il à un officier [6], et dans ses propos revenait sans cesse « l'éternelle question du bombardement [7] ». Dans ses lettres, il exhalait son dépit jour après jour et imaginait qu'un « complot » se tramait en Allemagne pour sauver la ville impure. « Il plane sur cette affaire quelque intrigue ourdie par des femmes, des archevêques et des savants... Le jour où l'on saura pourquoi nos braves soldats ont dû dormir si longtemps sous le feu ennemi sans pouvoir attaquer, il y aura du mauvais sang, — et on le saura [8]. »

1. Unruh. *Erinnerungen*, p. 313-314.
2. Note du major von Roon dans *Aus dem Leben von Roon*, t. III, p. 243.
3. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 25, 28 novembre.
4. Blumenthal. *Tagebuchblätter*, p. 185 et suiv.
5. Comte de Beust. *Mémoires*, t. I, p. 51.
6. Karl von Wilmowski. *Feldbriefe von* 1877-71.
7. Busch. *Tagebuchblätter*, 29 novembre 1870, t. I, p. 449.
8. Bismarck à sa femme, 28-29 octobre, 22 novembre 1870. Cf. Bismarck à Mme d'Arnim, 4 janvier 1871. *Bismarckbriefe*, p. 465.

Cette colère ne provenait point d'un simple dépit de vainqueur arrêté dans sa triomphale course, elle avait pour cause la crainte d'une intervention étrangère. Au mois de novembre, les malheurs de la France soulevaient la sympathie de l'étranger : en Angleterre, en Autriche, en Italie, l'opinion publique s'émouvait, les journaux protestaient, les hommes d'Etat susurraient de vagues paroles. Attentif à tout murmure en Europe, Bismarck s'inquiétait de cette émotion ; il redoutait que les cabinets ne fussent amenés à intervenir et à ravir au lion une part de sa proie ; il hâtait donc l'hallali. « Vous verrez, écrivait-il à Roon en lui envoyant des extraits de journaux anglais, combien le temps que nous passons devant Paris amoindrit notre situation en Angleterre et améliore celle de la France[1] ». Il pressait sur les généraux avec son verbe altier, sarcastique, et les officiers se révoltaient. Comme en Bohême, il était en mauvais termes avec tous ; les militaires étaient exaspérés de l'intervention de ce civil dans les opérations de guerre[2] ; et lui-même se plaignait avec amertume de son isolement. « Roon est malade, écrivait-il à sa sœur, sans Delbrück mon isolement dans les affaires serait complet[3]. »

Entre les opinions diverses, le roi hésitait. D'ordinaire, il s'en rapportait à l'opinion de l'homme compétent, et s'agissant d'un acte de la campagne, il n'avait longtemps écouté que la parole de Moltke. Mais la voix de Bismarck claironnait trop clair pour qu'on ne l'entendît pas ; d'Allemagne,

1. Bismarck à Roon, 30 novembre 1870. *Bismarckbriefe*, 8e éd. H. Hohl, p. 466.

2. Général von Stosch. *Denkwürdigkeiten*, p. 204, 209, 226. « C'est le propre des grands hommes, remarquait le prince K. de Hohenlohe, d'être fiers de leurs faiblesses, Frédéric le Grand de sa poésie, Gœthe de sa peinture, Bismarck de sa stratégie. » Prince Kraft zu Hohenlohe-Ingelfingen. *Aus meinem Leben*, t. IV (1907), p. 374.

3. Bismarck à Mme d'Arnim, 4 janvier 1871. *Bismarckbriefe*, p. 465.

arrivaient d'autres protestations ; Roon réclamait avec respect, mais fermeté; Guillaume ne put se dissimuler que la conduite des opérations militaires prêtait à la critique, et, à la fin de novembre, il demanda à son chancelier, à son ministre de la Guerre, à son chef d'état-major de lui remettre chacun une note sur la question du bombardement; Bismarck, Roon et Moltke se mirent au travail; le 30 novembre, tous trois avaient rédigé leurs mémoires[1]. Le roi les compulsa, tint de nombreux conseils de guerre, et, enfin, ordonna de commencer le bombardement dès que les munitions seraient en quantité suffisante. Du coup, Roon fut guéri[2].

Le ministre de la Guerre, pressé par son bouillant ami, hâta l'arrivée des munitions. On attendit le bombardement, Moltke dans une froide colère, Bismarck dans une fureur criarde, et le roi en grande peur des « violences[3] » de son chancelier. Le 27 décembre, 76 pièces de gros calibre ouvrirent le feu sur le plateau d'Avron, et le tir recommença le lendemain; le 29 décembre, les Allemands occupèrent les positions françaises et constatèrent les terribles ravages causés par leurs projectiles; les partisans du bombardement triomphèrent à grand bruit et leurs adversaires se déclarèrent convaincus[4].

Le 5 janvier, les premiers obus furent lancés sur la ville de Paris. Bismarck en manifesta hautement sa joie. « Enfin, ils ont tiré ! », s'écria-t-il au premier coup[5], et sa distrac-

1. Bismarck à Roon, 30 novembre 1860 (seconde lettre).

2. *Denkwürdigkeiten aus dem Leben von Roon*, t. III, p. 259.

3. Stosch à sa femme, 22 décembre 1870. *Denkwürdigkeiten*, p. 217.

4. Roon. *Denkwürdigkeiten*, t. III, p. 273. Wilmowski. *Feldbriefe von 1870-71*, 30 décembre. Blumenthal, *Tagebücher aus den Jahren* 1866 *und* 1870-71, p. 211, et les intéressants détails du prince de Hohenlohe-Ingelfingen. *Aus meinem Leben*, t. IV, p. 361 et suiv.

5. Bismarck à sa femme, 5 janvier 1871.

tion fut dorénavant de compter le nombre des coups à la minute; « parfois les vitres et le sol tremblent légèrement jusqu'ici », ajoutait-il avec satisfaction[1]. A Paris le tremblement n'était point léger; mais la ville ne céda point; malgré les murailles effrondées, les femmes et les enfants écharpés, Paris eût tenu ; il ne pouvait résister à la faim[2]; vivres, chauffage, éclairage, tout manquait ; l'héroïsme était vaincu par la misère.

En province, la situation était désespérée : partout les armées de la République succombaient dans leur résistance farouche. Au Nord, Amiens et Rouen étaient investis depuis des semaines, Mézières était pris le 31 décembre, et, malgré la froide ténacité de Faidherbe, ses troupes pliaient à Saint-Quentin. Au Sud-Ouest, les soldats de Paris et de la Loire ne parvenaient point à se rejoindre ; Orléans était repris ; Chanzy résistait avec une splendide énergie, mais il était débordé et le 12 janvier au Mans, après trois jours de résistance acharnée, les Français battaient en retraite. A l'Est, dans Belfort, Denfert tenait encore, mais les troupes envoyées pour le débloquer étaient arrêtées devant la Lizaine; malgré la bataille de Dijon, les Allemands envahissaient la Franche-Comté ; Bourbaki battait en retraite et ses soldats trouvaient asile en Suisse ; Denfert tenait toujours, envers tout, malgré tout.

C'était la fin; la France était réduite à merci ; elle devait payer rançon.

Cette rançon, c'était l'Alsace-Lorraine.

1. Bismarck à sa femme, 11 janvier 1871.

2. Moltke. *La guerre de* 1870-71, p. 400. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 432.

§ II

Lorsqu'en 1815, les Allemands pénétrèrent pour la seconde fois en France, les patriotes prussiens réclamèrent à grands cris la rentrée des « frères d'Alsace » dans la patrie germanique [1]. Les « frères » étaient ingrats ; ils se refusèrent à quitter leur « esclavage » ; il leur plaisait d'être Français, et la sagesse d'Alexandre et de Wellington les maintint dans leur patrie aimée. Pendant tout le cours du xixe siècle, à chaque mouvement national, quelques voix s'élevèrent en Allemagne pour revendiquer la frontière des Vosges, voix timides et rares en 1840, nombreuses et fortes en 1859. Et une légende se formait, que l'Alsace-Lorraine, vieille terre d'Empire, souhaitait son retour à la grande patrie; cette légende reposait sur une double erreur.

Il n'y avait point, il n'y eut jamais de *Reichsland* sous le nom d'*Elsass-Lothringen* : cette expression géographique n'existe que depuis 1871 ; jusqu'à leur assimilation par la France, les territoires de cette région étaient morcelés et divers. Belfort et le Sundgau, disputés entre les princes au cours des siècles, furent réunis à la France en 1648 ; Mulhouse, ville suisse, se donna librement en 1798 ; Colmar et les villes qui l'entouraient furent annexés en fait dès 1673 ; Strasbourg devint français en 1681 ; Metz entra dans sa nouvelle patrie avec Toul et Verdun en 1552. Jusqu'à leur annexion, ces pays étaient distincts, rivaux, et telle ville, comme Sainte-Marie aux Mines, était coupée par une frontière qui séparait les habitants en deux partis advers. Il appartenait à la France d'agglomérer ces parcelles diverses,

1. Treitschke. *Deutsche Geschichte im 19. Jahrhundert*, t, I, p. 768 et suiv.

de les assimiler dans une même nation, de leur insuffler un même patriotisme : il n'y eut plus d'Alsaciens ou de Lorrains, de gens de la plaine ou de la montagne, mais des Français.

Ce travail d'assimilation se fit au fur et à mesure des annexions, comme si Lorrains et Alsaciens se retrouvaient naturellement chez eux dans leur nouvelle patrie. Ici régnait en Allemagne une seconde erreur ; on y représentait, on y représente encore les habitants des Vosges et de la Moselle comme restés Allemands de cœur pendant le cours des XVII[e] et XVIII[e] siècles[1] ; ils n'auraient été acquis à la France que par la gloire des campagnes napoléoniennes et le travail du XIX[e] siècle. C'est là une inexactitude flagrante, et les hommes d'Etat allemands proclamaient hautement au XVIII[e] siècle le patriotisme français des Alsaciens. En 1709, un ministre prussien, Schmettau écrivait au prince Eugène et au duc de Marlborough : « Il est notoire que les habitants de l'Alsace sont plus Français que les Parisiens, et que le roi de France est si sûr de leur affection à son service et à sa gloire qu'il leur ordonne de se fournir de fusils, de pistolets, de hallebardes, d'épées, de poudre et de plomb, toutes les fois que le bruit court que les Allemands ont dessein de passer le Rhin, et qu'ils courent en foule sur les bords de ce fleuve pour en empêcher ou du moins disputer le passage à la nation germanique, au péril évident de leurs propres vies, comme s'ils allaient au triomphe[2]. » Paroles vraies en 1709 comme en 1870.

Dans sa jeunesse, Bismarck avait été entraîné par l'opinion courante : il était fils de 1815 et en avait adopté toutes les haines. « Si je jetais un regard sur la carte de l'Europe,

1. Voyez notamment K. Jacob. *Bismarck und die Erwerbung Elsass Lothringens.* (1905), p. 17 et suiv.

2. Rapport du baron de Schmettau lors du congrès de La Haye en 1709. *Mémoires pour servir à l'histoire du XVIII[e] siècle*, recueillis par M. de Lamberty, t. V, p. 281 et suiv.

a-t-il écrit plus tard, j'enrageais de ce que la France eût gardé Strasbourg. J'avais été à Heidelberg, j'avais passé à Spire et dans le Palatinat et ces souvenirs attisaient en moi la haine de la France[1] ». Lorsqu'il visita Strasbourg en 1842, il s'écria, — s'il faut en croire un récit de sa vieillesse : « Cette terre fut à nous et doit le redevenir[2]. » En 1848, il déplorait que « le premier essor de l'unité et de la force allemandes n'eût pas été d'arracher l'Alsace à la France et de planter sur la cathédrale de Strasbourg le drapeau allemand[3] ». Diplomate, homme d'Etat, il refoula ses pensées au plus profond de son âme : il ne les abandonna jamais. En 1859, l'heure ne lui paraissait point favorable à la grande revendication ; en 1866, irrité contre Napoléon, il murmurait : « Louis le paiera ; » l'Alsace fut le prix.

Dès l'explosion de la guerre, un cri s'élève en Allemagne entière : « A nous l'Alsace[4]. » Après les premières victoires, les articles de journaux et les réunions se multiplient, pour réclamer l'annexion de l'Alsace à la patrie allemande[5], et si quelque démocrate proteste au nom de la liberté des peuples de disposer à leur gré de leur sort, ce fâcheux est conspué comme un traître. La voix du peuple est si impérieuse que, de l'aveu du roi Guillaume, « si les princes ne l'écoutaient pas, ils risqueraient leurs trônes[6] ». Les princes ne risquent rien, ils sont d'accord avec leurs sujets : tous veulent annexer l'Alsace.

1. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 3.

2. Penzler. *Fürst Bismarck nach seiner Entlassung*, t. I, p. 303.

3. Lettre de Bismarck à la rédaction de la *Gazette de Magdebourg*, 20 avril 1848. Cf. *supra*, t. I, p. 123.

4. Voyez les citations, *supra*, t. III, p. 167.

5. Bray. *Denkwürdigkeiten aus seinem Leben*, p. 135.

6. Le roi Guillaume à la reine, 7 septembre 1870. Oncken. *Unser Heldenkaiser*, p. 215.

Bismarck ne diffère point ; l'espoir de sa jeunesse va se réaliser ; les Vosges deviendront la frontière de l'Allemagne. Dès le début de la campagne, il en parle à ses proches [1], au prince Charles de Prusse, au prince royal Frédéric-Guillaume [2] ; il organise les pays annexés, il en nomme les fonctionnaires, il en dessine la carte telle qu'elle demeurera après la paix, sauf Belfort [3]. Après Sedan, il pose l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine orientale comme un fait certain : dans ses circulaires des 13 et 16 septembre, il en colore les motifs par la nécessité de protéger la frontière allemande contre les agressions de la France [4] ; c'est l'excuse de tout conquérant, la raison du plus fort.

Deux points restent en débat : l'organisation de la nouvelle province, — le sort de Metz. Sur l'annexion de l'Alsace-Lorraine, bien des combinaisons s'échafaudent [5]. Les Prussiens à outrance veulent joindre la nouvelle province au grand royaume comme récompense d'avoir fondé l'Empire, et parce qu'il est le plus fort : *ego nominor leo*. Les Badois partagent cet avis ; car, trop petits pour garder seuls une telle proie, il leur convient que la Prusse devienne un État du Sud, qui les protège contre l'ambition de leurs voisins. La Bavière, au contraire, désire que Bade s'annexe un morceau de la terre conquise, et leur cède une part de son propre territoire : ainsi sera récompensée la fidélité bavaroise. Bismarck impose une autre combinaison, et qui concilie tout : l'Alsace-Lorraine ne sera ni prussienne, ni badoise, ni auto-

1. M. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 60.

2. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 20 août 1870.

3. Cette période transitoire a été très amplement traitée par K. Jacob. *Bismarck und die Erwerbung. Elsass-Lothringens*, 1870-71, p. 34 et suiv.

4. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 125 et suiv. et *supra*, t. III, p. 97.

5. Max Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 355. K. Georg, *loc. cit.*, p. 92 et suiv.

nome, mais allemande ; elle ne sera à personne, mais à tous ; dans le cours des siècles, l'Allemagne a perdu ces territoires, — tel est son raisonnement, — dans la guerre glorieuse, l'Allemagne entière les a reconquis ; ils resteront à l'Allemagne entière, et l'Alsace-Lorraine sera terre d'Empire.

Mais où ficher le poteau de frontière ? Tout est permis, car il n'est point de raison historique ou géographique pour s'arrêter à tel endroit plutôt qu'à tel autre, et il n'est point d'autre loi que de la force. Les plus logiques réclament l'annexion de la Lorraine entière, de la moitié de la Bourgogne, d'une partie de la Franche-Comté. Bismarck n'est point si ambitieux ; il se contentera de l'Alsace et de la « Lorraine allemande ». Mais qu'est la Lorraine allemande ? En entrant dans les départements de la Meurthe et de la Moselle, les généraux ont été frappés du caractère français des villages et des populations ; en pénétrant dans Metz, ils l'ont trouvée « beaucoup plus française qu'il ne l'avait vue ; il n'y a rien d'allemand [1] ». Faut-il annexer à l'Allemagne cette terre de France, affronter cette « longue résistance » ? Le chancelier hésite, car il perçoit les dangers de cette incorporation étrangère [2] : en février encore pendant les négociations de la paix, il réfléchit, il parle d'exiger le Luxembourg, un milliard supplémentaire pour élever une forteresse allemande sur la frontière [3]. Mais les militaires interviennent : la possession de Metz équivaut à la levée de deux corps d'armée ; c'est une porte ouverte sur la France [4]. Bismarck ne leur oppose point de résistance : il sacrifie volontiers le bien d'autrui.

Ainsi fut consommé le destin de l'Alsace-Lorraine.

1. Stosch. *Denkwürdigkeiten*, p. 205.
2. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 25 février 1870.
3. Voyez *infra* p. 248 et suiv.
4. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 515.

Ce fut une grande iniquité. Les habitants de Strasbourg et de Metz étaient Français de cœur comme étaient Prussiens les gens de Cologne ou de Mayence ; arracher les uns ou les autres à leur patrie était un égal crime. Napoléon l'avait fait, disent les Allemands : triste excuse qui consiste à pallier une faute de la faute d'autrui. Le peuple allemand était moins qu'aucun autre en droit de le faire, parce qu'il en avait lui-même souffert ; mais il avait bénéficié de cette justice immanente des choses, qui frappe la violence par la violence. L'Empire germanique s'est fait sur une noble idée, l'unité nationale : et le premier effort de ces frères réunis fut d'arracher des Français à la France.

Ce fut une grande faute : Bismarck savait les sentiments des Alsaciens et des Lorrains[1] ; il prévoyait leur longue fidélité ; il annonçait que trente années d'armements seraient nécessaires pour ramener la paix. Il se trompait : trente années ne devaient point suffire. La paix fondée sur l'arrachement de l'Alsace et de la Lorraine à leur patrie n'était qu'un leurre. Bismarck l'ignorait-il, alors qu'en 1866 il avait lutté contre ses frères d'armes pour épargner l'Autriche et permettre la réconciliation du lendemain ? La France avait été amenée par la folie de ses gouvernants et l'habileté de son ennemi à déclarer la guerre ; elle avait perdu la bataille ; il était juste qu'elle payât, et sa rançon pouvait être multiple, des milliards, des colonies, des vaisseaux de guerre[2] ; si l'Allemagne considérait l'Alsace comme une arme menaçante entre les mains de son adversaire, elle pouvait exiger sa forma-

1. Busch, qui écrivait sous son inspiration, faisait le 9 septembre un article sur « l'incroyable attachement des Alsaciens à la France ». *Tagebuchblätter*, t. I, p. 180.

2. Les négociants de Brême et de Hambourg désiraient vivement l'acquisition de colonies dans l'Extrême-Orient. O. Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 508 et suiv.

tion en État neutre, pour créer entre les deux pays une zone tampon, passant de la Suisse, à l'Alsace, au Luxembourg, à la Belgique[1]. Elle a préféré trancher d'un coup sanglant un lien de chair. Elle a faite juste la parole du prince Frédéric-Guillaume : « La France est maintenant et à jamais notre ennemie naturelle[2] »

Ce fut un grand crime contre la civilisation. Deux pays étaient faits dans l'avenir pour s'entendre : différents de race et de tempérament, mais de culture également avancée, ils pouvaient fonder une union féconde pour le progrès humain. La puissance laborieuse de l'Allemand, l'esprit toujours en éveil du Français eussent travaillé en commun pour le bien des hommes. Depuis 1871, des années ont passé, une génération s'est écoulée et nul rapprochement ne s'est fait entre ces deux nations : la frontière les sépare comme un mur de haine, l'inquiétude règne, elle s'est étendue à l'Europe entière, et le traité de paix fondé sur le rapt a maintenu l'esprit de guerre dans le monde.

§ III

Dans les premiers jours de janvier, on comprit au camp allemand que la reddition de Paris ne pouvait tarder. Il importait plus que jamais d'écarter toute intervention étrangère, et, lorsque Jules Favre demanda un passage à travers les lignes allemandes pour se rendre à la Conférence de Londres, Bismarck le lui refusa en alléguant des questions de forme, et le propre intérêt du ministre français qui ne pouvait quitter Paris « dans une situation critique... pour aller discuter au

1. L'idée fut agitée à ce moment en Allemagne. Jacob, *Bismarck und die Erwerbung Elsass-Lothringens*, p. 65 et suiv., et supplément p. 19 et suiv.
2. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 8 septembre 1870.

sujet de la mer Noire [1] ». Prétextes de vieux renard ; la raison véritable était autre, il ne fallait pas que Jules Favre pût traiter en égal à Londres, plaider la cause de la France et les intérêts des neutres, et greffer sur la question du Pont-Euxin une médiation en faveur de sa patrie. Le plénipotentiaire allemand avait reçu pour instructions de quitter la Conférence dès qu'il serait parlé des affaires de France [2].

La France était à bout de forces et contrainte à traiter. Qui parlerait en son nom ? La République s'était établie avec tant de force, qu'il n'était pas possible de négocier avec un autre gouvernement. Mais le chancelier allemand croyait avantageux de troubler les membres de la Défense nationale en les menaçant de s'adresser au régime ancien, et il avait continué ses relations secrètes avec les amis de Napoléon III. Un accord s'était fait dans le parti impérial ; il était convenu que l'ex-impératrice conclurait la paix comme régente et M. Clément Duvernois était attendu à Versailles pour délibérer en son nom avec Bismarck : le Corps Législatif, évanoui au 4 septembre, serait rappelé à la vie pour ratifier ces négociations [3]. Bismarck ne s'y méprenait point, ces nuageux projets ne pouvaient se réaliser, mais il voulait les déployer devant le négociateur de la Défense nationale, comme gros d'un orage prochain.

Le 20 janvier, le général Trochu envoyait le comte d'Héricourt à Versailles pour demander un armistice, ou tout au moins une suspension de tir pendant quarante-huit heures [4] ; Bismarck et les généraux tombèrent facilement d'accord, il n'y aurait d'armistice qu'au jour où le vaincu traiterait de la

1. Bismarck à Jules Favre, 16 janvier 1870.

2. Schulthess. *Europäischer Gechichtskalender*, 1871, p. 63.

3. O. Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 511, 514, d'après les papiers du grand-duc de Bade.

4. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 20 janvier 1871.

paix. Le lendemain, le général Trochu remettait ses pouvoirs et le général Vinoy prenait le commandement de l'armée de Paris. Rien n'était encore décidé pour les négociations définitives, car nul ne voulait « jouer le rôle d'Eustache de Saint-Pierre » lorsque brusquement, — avec patriotisme, — Jules Favre prit son parti. Il obtint de ses collègues « un pouvoir conçu dans les termes les plus généraux ». Le 23 janvier[1], au petit jour il dépêcha à Versailles un officier d'ordonnance, M. d'Hérisson [2], pour demander au chancelier une entrevue, « sans lui en expliquer les motifs ». L'officier remit au parlementaire allemand de Sèvres la dépêche ministérielle. A cinq heures, Jules Favre avait la réponse : Bismarck était disposé à le recevoir le lendemain matin ou le soir même. Le ministre partit à l'instant. Par une nuit noire, à peine rougie de lueurs d'incendie, à travers les glaçons, une méchante barque traversait la Seine : elle portait le négociateur de la France. Descendu sur « la rive allemande » du fleuve, le successeur du duc de Gramont trouvait un « vieux berlingot de campagne », et remontait la route cahoteuse de Versailles ; il n'avait voulu pour secrétaire que son gendre, M. Martinez del Rio, un diplomate étranger. En ce triste équipage, tous deux arrivèrent rue de Provence vers neuf heures. Dans l'élégante et chaude demeure, Bismarck les attendait. L'Allemand et le Français se renfermèrent dans un petit salon, l'un exultant de force et d'orgueil, l'autre pâle, rongé d'angoisses et de responsabilités.

1. Par suite d'une faute d'impression, l'ouvrage de M. Jules Favre porte au 24 janvier le voyage de M. d'Hérisson et du ministre même. *Le Gouvernement de la Défense nationale*, t. II, p. 378. Cette date est reproduite par M. d'Hérisson, mais c'est une erreur manifeste, ainsi qu'il résulte de tous les récits contemporains et du contexte même de M. Jules Favre.

2. Comte d'Hérisson. *Journal d'un officier d'ordonnance* (3e édition). p. 322 et suiv. Le récit de M. d'Hérisson, alerte et clair, fourmille de petites erreurs et porte au comble l'enthousiasme pour Bismarck.

« Je viens reprendre l'entretien où nous l'avons laissé à Ferrières », ainsi débuta M. Jules Favre, et il développa ce thème que la population de Paris, « loin d'être abattue par quatre mois de siège, de souffrances et de privations... était décidée à une résistance à outrance » ; elle n'accepterait de mettre bas les armes, que si lès conditions du vainqueur étaient « acceptables[1] ».

« Vous arrivez trop tard, répondit Bismarck ; nous avons traité avec votre Empereur ; comme vous ne pouvez ni ne voulez vous engager pour la France, vous comprendrez que nous cherchons le moyen le plus efficace de terminer la guerre ». Et il exposa l'état de ses négociations avec le gouvernement impérial, tout comme si M. Clément Duvernois allait surgir à l'improviste, tel qu'un diable hors d'un jouet d'enfant. Comme son interlocuteur se récriait, annonçait des déchirements intérieurs, le prompt renversement de la dynastie : « Ceci vous regarde », rétorqua le chancelier, et il passa à un autre sujet, le régime de « terreur » répandu par Gambetta dans le Midi ; de nouvelles élections étaient impossibles, il fallait reprendre l'ancien Corps Législatif. Et Jules Favre de se récrier à nouveau.

Ce n'étaient là que de premières escarmouches, où chacun tâtait l'adversaire. Le combat s'engagea sur les conditions d'armistice. Bismarck exigeait l'entrée des Allemands à Paris. « Quand je rencontrerai, disait-il, un pauvre diable marchant sur une seule jambe, il me dira : La jambe que j'ai laissée sous les murs de Paris me donnait le droit de compléter ma conquête ; c'est ce diplomate, qui a tous ses membres, qui m'en a empêché. » Par prudente raison, le chancelier se contentait de l'occupation immédiate des Champs-Élysées, mais

1. Jules Favre. *Le Gouvernement de la Défense nationale;* t. II, p. 380 et suiv.

demandait le désarmement de toute l'armée, la possession de tous les forts, où des otages, maires, journalistes, membres du gouvernement précéderaient les Allemands, pour démontrer qu'ils n'étaient pas minés. — Jules Favre répondait que mieux vaudrait livrer la ville à la merci de l'ennemi, et proposait la conclusion d'un armistice avec paiement d'une contribution de guerre, élections immédiates, réunion d'une Assemblée à Bordeaux pour trancher la question de la paix ; la garde nationale conserverait ses armes. L'accord ne put se faire, d'ailleurs Bismarck voulait consulter son maître et vers onze heures les deux hommes se séparèrent.

Le chancelier se rendit immédiatement à la préfecture auprès de l'empereur. Quand il en revint, au bout d'une heure, ses secrétaires étaient encore assis à la table de thé ; il s'assit à leur côté, mangea quelques bouchées, puis s'interrompant il siffla quelques notes entre ses dents. « Connais-tu cela », dit-il à son cousin Bismarck-Bohlen, et comme l'autre confondait deux airs de chasse, le chancelier l'interrompit : « Non, c'est l'hallali[1]. »

Le lendemain matin, Guillaume tint conseil ; le prince royal, Roon, Moltke, Bismarck se rendirent, vers dix heures à la préfecture pour délibérer sur les propositions de Jules Favre ; le débat fut long et difficultueux, car les militaires ne voulaient pas encore arrêter leurs opérations[2]. Il semble que Bismarck obtint pleins pouvoirs : en rentrant rue de Provence, il se renferma dans un silence absolu, même à l'égard de ses plus intimes confidents, « car il entendait rester le maître exclusif de ses pensées[3] ».

Jules Favre n'avait pas quitté Versailles et vint à la chan-

1. Busch. *Tagebuchblätter*, t. II, p. 71.
2. O. Lorenz. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, p. 512.
3. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 490.

cellerie impériale au commencement de l'après-midi. Il n'était diplomate ni de tempérament ni de carrière ; il n'avait aucun élément pour négocier, ne sachant presque rien de la situation des armées en provinces et même du pays ; il avançait à tâtons et comme dans le brouillard. Bismarck, rompu depuis vingt ans à l'art de la grande tromperie, connaissait l'emplacement de chaque corps français ou allemand et n'agissait qu'à bon escient. Est-il surprenant que Jules Favre s'enferrât ? Il montra un tel désir d'éviter pour le moment aux Parisiens l'occupation allemande, que son adversaire résolut de lui faire payer cher cette concession provisoire ; le chancelier impérial fixa la ligne générale de démarcation des armées, qui est habituellement discutée sur les lieux par les chefs des armées belligérantes ; pour contraindre Belfort à capituler, il exclut de l'armistice l'armée de l'Est tout entière, ce qui en assura la ruine[1].

Le 24 janvier, les deux hommes discutèrent deux longues heures, sans rien terminer, mais chacun prit position. Tout en maintenant qu'il était prêt à négocier avec Napoléon III, Bismarck se déclara disposé à « s'entendre » avec le Gouvernement de la Défense nationale, et accepta le principe de l'armistice et de la convocation de l'Assemblée ; Jules Favre désirait une suspension d'hostilités pendant un mois, le roi et les généraux ne l'admettaient que pour quinze jours ; Bismarck consentit trois semaines avec faculté de renouvellement ; le ministre français insistait pour éviter l'entrée des Allemands à Paris, le chancelier promit d'en référer à son maître ; la garde nationale conserverait ses armes ; on remit au lendemain la situation de l'armée de Paris et des armées de province ; on ne parla point des conditions de la

1. Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. II, p. 171.

paix[1]. A trois heures, rien n'était précisé, mais l'accord semblait possible. M. Jules Favre résolut d'en référer à ses collègues du gouvernement et partit pour Paris.

Au conseil du gouvernement, le soir même et le lendemain, la discussion fut confuse; les ministres trouvaient « inespérées » les conditions de l'armistice ; les généraux protestaient contre le désarmement complet de l'armée régulière, car ils craignaient les menées révolutionnaires de la garde nationale ; on convint d'excepter l'armée de l'Est de la suspension des hostilités ; on accepta le principe d'une contribution de guerre ; mais, lorsque M. Jules Favre demanda le concours d'un général et d'un financier pour discuter avec les Allemands les questions de leur compétence, il ne trouva nul appui et dut à nouveau assumer la courageuse tâche de braver, pour le bien de son pays, et les habiletés du chancelier impérial et la colère de l'opinion publique. Le 25 janvier, il retournait à Versailles.

La négociation reprit pendant deux jours une marche lente et pénible. Les généraux allemands ne voulaient suspendre le bombardement que pour entrer immédiatement à Paris et manifestaient bruyamment leur colère. « Je n'ai jamais vu, écrivait Stosch, pareille amertume contre un homme, que celle qui règne en ce moment contre Bismarck[2]. » Hautain et sûr de son autorité, le chancelier prenait plaisir à irriter ses frères d'armes ; pour mieux prouver sa volonté d'arrêter le combat, il se promenait à la stupéfaction générale avenue de Saint-Cloud avec le capitaine d'Hérisson qui portait l'uniforme français. Et le roi confessait, au sortir d'un conseil, « qu'il n'est pas facile de mettre toutes les têtes sous un même bon-

1. Jules Favre. Déposition dans l'*Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale*, p. 345.

2. Stosch à sa femme, 26 janvier 1871. *Denkwürdigkeiten*, p. 227.

net, car les intérêts politiques et militaires sont différents[1] ». Mais Bismarck imposait sa volonté.

Il accepta que les troupes allemandes n'entrassent point immédiatement dans Paris, mais sans engager l'avenir. « Il nous est impossible de vous accorder davantage, ajouta-t-il ; cette concession nous coûte infiniment, je vous engage très fort à l'accepter[2]. » Il en profita pour élever sa prétention sur l'indemnité de guerre. « La ville de Paris, disait-il, est une personne trop puissante et trop riche pour que sa rançon ne soit pas digne d'elle. Il me semble qu'il serait peu convenable de s'abaisser au-dessous d'un milliard. » Jules Favre proposait cent millions, — ses collègues lui avaient fixé un maximum de cinq cents ; on transigea à deux cents. Le ministre français, sur une habile intervention de son officier d'ordonnance, M. d'Hérisson, obtint que l'armée de Paris conservât ses drapeaux[3]. Mais le chancelier refusa de maintenir sous les armes plus d'une division, tandis que le gouvernement de la Défense nationale en croyait trois nécessaires pour maintenir l'ordre dans la capitale. On parla de la situation de Belfort, sans conclure ; d'après Bismarck, « Belfort ne tenait plus », l'armée de l'Est, refoulée, « n'avait plus de refuge qu'en Suisse ». Sur le dernier point, la prédiction de Bismarck n'était que prématurée, car à l'heure même où il la prononçait, Bourbaki tentait de se suicider, et, cinq jours après, le général Clinchant signait avec les officiers suisses une convention sur le passage de la frontière par ses soldats.

1. Le roi Guillaume au grand-duc de Bade, 26 janvier. Lorenz, *Kaiser Wilhelm I und die Begründung des Reichs*, p. 513.

2. Jules Favre. *Gouvernement de la Défense nationale*, t. II, p. 398.

3. D'après M. d'Hérisson, *Journal d'un officier d'ordonnance*, p. 372, la conservation des drapeaux fut due à sa seule intervention, tandis que M. Jules Favre la rapporte à sa propre ténacité, *loc. cit.* p. 400. D'après une lettre du général Schmitz, invoquée par M. d'Hérisson, il est certain que le capitaine eut une réelle part à cette concession.

Mais Belfort tenait toujours, héroïquement. Jules Favre, mal renseigné, pressé de conclure par la crainte de la famine, accepta d'exclure de l'armistice l'armée de l'Est. Le 26 janvier au soir, après une longue conférence chez M. de Moltke, l'accord était fait sur les points principaux ; il ne restait qu'à régler des détails, pour lesquels l'intervention d'un général français était nécessaire. On remit au lendemain la suite de la négociation.

Au moment où Jules Favre montait en voiture, Bismarck lui dit : « Je ne crois pas qu'au point où nous en sommes, une rupture soit possible ; si vous y consentez, nous ferons cesser le feu ce soir. — Je vous l'aurais demandé dès hier, répondit le ministre de la Défense nationale, si je n'avais voulu solliciter une faveur. » Et il obtint que le dernier coup fût tiré par un canon français. A minuit, une dernière détonation retentit sur le mont Valérien, la voix de « Baldian », le grand canon du fort, se tut définitivement ; cette nuit-là, les Parisiens dormirent mal, dérangés par ce silence inaccoutumé.

Le 27 janvier, Jules Favre revint à Versailles avec un petit état-major, le général de Beaufort d'Hautpoul, le capitaine d'Hérisson, un ingénieur des chemins de fer de l'Est, M. Durrbach. La conférence commença le matin rue de Provence et se continua l'après-midi rue Neuve à l'hôtel de Moltke[1]. Il s'agissait de préciser les lignes de démarcation des armées, et des officiers pouvaient seuls se charger de cette tâche ; le choix du négociateur français n'était guère heureux ; le général de Beaufort, désigné comme le plus ancien des divisionnaires[2], était un brave soldat, courageux

1. Jules Favre. *Gouvernement de la Défense nationale,* t. II, p. 403.

2. Général de Beaufort d'Hautpoul. Déposition devant la Commission d'enquête sur les événements du 18 mars.

et énergique, mais il n'avait rien du diplomate, et il s'énerva ; à la table de Bismarck, pendant le déjeuner, il s'emporta sur une observation faite par un officier allemand et s'écria : « S'il n'avait dépendu que de moi, au lieu de dîner tranquillement ici, vous seriez loin, vous et votre dîner[1]. » Dès que le repas fut fini, Bismarck prit à part Jules Favre et lui déclara sèchement : « Si vous avez l'intention de ramener ce monsieur, autant vaut dire que vous ne voulez pas traiter, et nous pouvons, dès à présent, rompre les négociations. » Devant Moltke, froid, sec, hautain, le général ne se put davantage contenir, « il voulut faire trop bien », dit un de ses adversaires[2], et les lignes de démarcation ne purent être entièrement déterminées.

Le 28 janvier, enfin, Jules Favre revint avec le général Valdan ; le ministre avait prétexté de la nécessité d'avoir la signature du chef d'état-major général pour remplacer le trop patriotique Beaufort par un homme « doux et ferme, net et conciliant ». Mais le général Valdan ne connaissait pas les négociations de la veille[3], il n'avait pu même conférer avec son prédécesseur, il était mal en point pour traiter en égal. Le débat reprit dans le cabinet de Moltke : volontiers, le vieux maréchal eût dicté la capitulation, comme à ses propres aides de camp ; mais le général Valdan, intelligemment secondé par le capitaine d'Hérisson, lui tint tête, sauva le fort de Vincennes, obtint quelques « adoucissements ». A onze heures du soir, tout était signé ; Jules Favre télégraphiait à Gambetta pour lui annoncer l'armistice de vingt et un jours, la réunion des électeurs le 8 février, la convocation de

1. Hérisson. *Journal*, p. 350. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 492.

2. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 27 janvier 1871.

3. Général Valdan. Déposition devant la Commission d'enquête.

l'Assemblée le 12 février[1]. Et, prenant congé du puissant chancelier, il lui disait tristement : « Je vous remercie, Monsieur le comte, de tous les égards que vous avez eus pour moi, mais... » Un geste de guillotine terminait sa phrase[2]. La France était décapitée.

Ainsi fut conclue la capitulation de Paris. Il n'y a point à s'y méprendre, c'était, au point de vue français, un acte déplorable[3]. Les lignes de démarcation étaient mal dessinées ; Jules Favre avait signé l'arrêt des hostilités pour toute la France, mais il en avait exclu l'armée de l'Est, dont il ne connaissait pas l'exacte situation, et Belfort, qui méritait mieux pour son héroïsme ; Paris était abandonné à l'exaspération d'une population surexcitée par la souffrance. Mais eût-il été possible d'obtenir mieux ? Jules Favre avait courageusement pris l'initiative d'un armistice inévitable, qui permettait le ravitaillement de Paris à l'heure où la famine allait décimer un peuple ; vaincu, il avait résisté au vainqueur avec une énergie que celui-ci a dû reconnaître[4] ; et la colère était vive au camp allemand contre les « concessions » de Bismarck[5]. « Mauvais résultat », disait le plus modéré[6] ; et le roi manifestait son « courroux » de voir ses troupes arrêtées

1. Jules Favre à Gambetta, 28 janvier 1871, 11 h. 15 du soir.

2. Abeken à sa femme, 28 janvier 1871.

3. Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. II, p. 185.

4. Moltke lui-même, d'après Lorenz, *loc. cit.*, p. 514, reconnaissait la « fermeté » et la « solidité » de Jules Favre. Par la netteté de son action, le ministre de la Défense nationale coupa net à toute intervention du parti bonapartiste, et l'on raconte que M. Clément Duvernois, venu auprès de Bismarck pour traiter au nom de l'impératrice, reçut cette réponse : « Vingt minutes trop tard. »

5. Ce dépit, qui a été dissimulé au moment même (Müller, *Politische Geschichte der Gegenwart*. 1871, p. 70) éclate dans les *Mémoires* et *Souvenirs* des généraux allemands.

6. Stosch. *Denkwürdigkeiten*, p. 227.

7. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 26 janvier 1871.

par le mur de Paris[7]. Pour soulever ces colères au quartier allemand, l'acte devait présenter certains avantages aux Français.

Jules Favre n'avait point terminé sa tâche ; il dut revenir presque journellement à Versailles. Tantôt il s'agissait du ravitaillement qui pressait et où Bismarck s'activa réellement ; tantôt il fallait calmer quelque colère du chancelier, son courroux contre Gambetta auquel il adressait un furieux télégramme à propos du décret sur les incompatibilités électorales[1] ; et le malencontreux décret était annulé par le gouvernement de la Défense nationale, non sans combats et conflits[2]. Un autre jour, Jules Favre négociait l'échange de prisonniers[3], ou envoyait à sa place un de ses collaborateurs : le général Valdan ; le Préfet de Police, M. Cresson, grand cœur et conscience droite, chargé à l'improviste de priser le froment et le seigle[4] ; le maire de Paris, M. Jules Ferry, puissant ministre de l'avenir ; le capitaine d'Hérisson, qui recouvrait les tristesse du siège des joyeux lazzis d'un gamin parisien[5]. Le ministre de la Défense nationale négociait enfin la fin du bombardement à Belfort.

Depuis l'armistice, l'ennemi dirigeait sur l'imprenable ville de furieux assauts ; Bismarck annonçait sans cesse à Jules Favre la capitulation de Belfort pour le lendemain, et Belfort tenait toujours, dans un effort commun de Denfert et de tous ses soldats. Le ministre français espérait obtenir pour ces vaillants les honneurs militaires et le chancelier allemand ne s'y montrait pas défavorable, mais il retardait la décision,

1. Bismarck à M. Léon Gambetta à Bordeaux, 2 février 1871.

2. Jules Simon. *Le Gouvernement de M. Thiers*, t. I, p. 26 et suiv.

3. Bismarck à Jules Favre, 14 février 1871. Jules Favre à Bismarck, 14, 15, 21 février 1871.

4. Cresson. *Trois voyages à Versailles*, p. 14 et suiv.

5. Comte d'Hérisson. *Journal d'un officier d'ordonnance*, p. 338 et suiv.

invoquant la résistance de l'empereur et de l'état-major[1], espérant en réalité que la place serait enlevée de haute lutte. Le 12 février, enfin, Bismarck annonçait au ministre de la Défense nationale que « Sa Majesté l'empereur et roi accordait à la garnison de Belfort l'autorisation de partir avec les honneurs militaires[2] », et Jules Favre signa trois jours après, à son retour de Bordeaux, la convention qui arrêtait définitivement les hostilités dans l'Est. Le colonel Denfert ne voulut obéir qu'à un ordre du gouvernement de Paris, et, le 18 février, la garnison défilait, musique en tête et drapeaux déployés, devant ses adversaires qui lui présentaient les armes : Denfert sortit le dernier.

Ainsi tomba, dans un rayon de gloire, la dernière résistance française.

§ IV

La France était en travail, elle peinait à réparer ses désastres. Le 5 février, on avait élu les députés à l'Assemblée Nationale, Chambre singulière, disparate, sans traditions et sans majorité, mais unie à ce moment par de communes souffrances et un même patriotisme. Elle s'était réunie quatre jours après à Bordeaux, car le temps pressait, l'armistice prenait fin le 15 ; on obtint sa prolongation, et, avant même d'accepter la paix, l'Assemblée devait constituer un nouveau gouvernement. L'activité et l'habileté d'un homme, du « petit roi » pressèrent son œuvre et la menèrent à ses fins. Le 16, l'Assemblée constituait son bureau ; le 17, elle chargea M. Thiers du pouvoir exécutif ; le 19, le nouveau chef du pouvoir exposait ce que serait sa politique et lisait la liste de ses ministres.

1. Jules Favre. *Le Gouvernement de la Défense nationale*, t. III, p. 43.
2. Bismarck à Jules Favre, 12 février 1871.

M. Jules Favre conservait les Affaires étrangères. La France était en état de négocier sa rançon. Le même jour, M. Thiers et M. Jules Favre partaient pour Paris, et, le lendemain, Bismarck était informé de la prochaine visite de M. Thiers.

On avait marqué quelque étonnement au camp allemand de cette féconde activité. On y croyait à l'affaissement définitif de la France ; malgré les avis du chancelier, le parti militaire n'estimait pas possibles des négociations avec un tel pays, et, le 8 février, dans un conseil tenu par le roi, Bismarck et Moltke entraient en furieux conflit, le diplomate affirmant que les militaires faisaient tout pour empêcher la paix, le soldat rétorquant que la diplomatie compromettait le travail des militaires, et que la lutte reprendrait dès la fin de l'armistice. Or, en quelques jours, on voyait se dresser un gouvernement qui appuyait ses fondations sur le tuf même de la nation. Enivrés de leurs victoires, les généraux prussiens furent « dégrisés [1] » à ce coup ; ils n'étaient plus seuls maîtres de la France, il leur fallait traiter, et traiter avec un gouvernement régulier. Jusqu'alors on avait encore pensé à s'accorder avec Napoléon : on attendait à Versailles un délégué de l'ex-empereur « pour s'entendre éventuellement avec lui [2] » ; désormais il n'était guère possible de traiter qu'avec le chef du pouvoir et avec l'Assemblée nationale, issus du pays, s'imposant devant l'Europe comme le gouvernement régulier de la France.

Les premières semaines de février s'étaient écoulées pour Bismarck en débats de préparation. Il délibérait au commencement du mois avec Jules Favre, tout en se refusant à lui indiquer ses exigences pour la conclusion de la paix. Il recevait le cardinal de Bonnechose, archevêque de Rouen, écoutait

1. Lorenz. *Kaiser Wilhelm I und die Begründung des Reichs*, p. 516, 519.

2. Stosch à sa femme, 22 février 1871. *Denkwürdigkeiten*, p. 235.

ses doléances sur les contributions qui écrasaient ses ouailles, sur la situation misérable du pape, sur la nécessité de rétablir le pouvoir temporel, et pour toute réponse se bornait à une vive critique de la politique napoléonienne[1]. Il examinait la situation financière de la France, et ce qu'on pourrait exiger d'elle en la pressurant à fond ; il avait mandé deux financiers pour les consulter, M. Bleichrœder, le banquier de Berlin, son conseil habituel en questions d'argent, et le comte Henckel, hier boulevardier et habitué de la Bourse parisienne, aujourd'hui préfet de Metz et travaillant à « faire de bonnes élections[2] », — il n'y réussit guère. Bismarck recevait des négociants allemands un projet colonial : on demandait que le traité de paix assurât à l'Allemagne la possession de la Cochinchine, la Martinique, Saint-Pierre et Miquelon ; le chancelier répondait que ce projet était prématuré, le jeune Empire devait assurer sa propre formation avant de s'étendre hors d'Europe, la possession de bonnes frontières, prises en terre de France, était préférable à l'acquisition de lointaines colonies. Enfin et surtout, Bismarck détournait l'intervention de l'étranger : plusieurs puissances donnaient des conseils ; de Russie, le prince Gortschakoff écrivait pour engager le gouvernement prussien à délaisser Metz et la Lorraine allemande et à prendre le Luxembourg ; en Angleterre, lord Granville désirait introduire la question de la paix franco-allemande dans les débats de la Conférence de Londres[3] ; et l'excellent M. Kern, ministre de Suisse, apportait à Versailles des paroles justes et généreuses, tout ce qu'il pouvait donner au pays qu'il aimait. A tous, le chancelier répondait de façon à les écarter définitivement.

1. Besson. *Vie du cardinal de Bonnechose*, t. II, p. 142 et suiv.
2. Busch. *Tagebuchblätter*, t. II, p. 104, 125.
3. Lord Granville à lord Lyons, 2 février 1871.

Le 21 février, à une heure, M. Thiers arrivait rue de Provence. Il ignorait les conditions de l'Allemagne ; Jules Favre redoutait qu'elle exigeât toute la Lorraine[1]. La prudence la plus grande était nécessaire ; ni l'un ni l'autre des interlocuteurs n'en manquaient, et, avant d'aborder les conditions de paix, ils s'étendaient sur divers sujets, comme pour se sonder réciproquement[2]. On convint de prolonger l'armistice, et, comme Bismarck prévoyait l'opposition du roi, M. Thiers annonça qu'il se rendrait lui-même auprès du monarque. Cela ne convenait pas au chancelier, qui prétendait diriger en maître les négociations. « Sans doute, disait-il soucieux, il faut le voir, mais ne le poussez pas trop, les rois, voyez-vous, ne sont pas habitués à une vie aussi laborieuse que la nôtre. A son âge, il a besoin qu'on ménage ses forces. D'ailleurs, il n'aime pas à parler d'affaires hors de la présence de ses ministres. »

Brusquement, M. Thiers reprit : « Arrivons maintenant au grand sujet. — Je m'en suis déjà expliqué avec vous, répondit Bismarck. Je ne veux pas maquignonner, car ce serait peu digne... Je vous ai demandé déjà l'Alsace et certaines parties de la Lorraine. Je vous rendrai Nancy, quoique le ministre de la Guerre veuille le garder ; mais nous conserverons Metz pour notre sûreté. »

M. Thiers se récria. « Il nous faut Metz; il nous le faut pour notre sûreté », repartit le chancelier, et comme son adversaire l'invitait à continuer, il ajouta : « En novembre, je vous avais demandé quatre milliards; depuis lors nous avons extrêmement souffert et dépensé; il nous en faut six aujourd'hui. »

1. Jules Favre. *Gouvernement de la Défense nationale*, t. III. p. 93.

2. M. Thiers. *Notes et Souvenirs*, 1870-1873, p. 109 et suiv. Nous avons déjà signalé le travail de M. G. Küntzel, *Thiers und Bismarck* (Bonn, 1905) qui livre à une critique serrée les mémoires du chef du Pouvoir exécutif.

« L'Alsace, Metz, ville française, et six milliards, tout cela est impossible, rétorqua M. Thiers d'un ton froid, décidé, méprisant. Si vous me demandez l'impossible, je me retirerai et vous gouvernerez la France. » — Et il invoqua l'appui de l'Europe.

« Si vous me parlez de l'Europe, je vous parlerai de Napoléon[1] », objecta Bismarck, et il esquissait le geste vers la porte, qui lui avait réussi avec Jules Favre; mais on ne prenait pas le malin homme d'État avec de telles sornettes ; il savait passée à jamais l'heure de Napoléon. Le chancelier allemand rentra cet argument et se rendit chez le roi pour demander le prolongement de l'armistice, ce qu'il obtint sans peine.

Dès ce premier entretien, M. Thiers était fixé sur les exigences des Allemands; il était certain qu'ils ne traiteraient qu'à condition d'obtenir l'Alsace, la Lorraine allemande et quelques milliards. Le débat ne pouvait porter que sur Metz, Belfort, le chiffre d'indemnité et l'entrée à Paris. Sur les quatre points, le petit vieillard lutta avec énergie[2], il n'eut succès que sur deux.

Le 22 février, M. Thiers revint seul à Versailles ; il se rendit d'abord à la Préfecture auprès de l'empereur-roi. Guillaume Ier accueillit le chef du gouvernement français avec sa politesse souriante, écouta avec attention les observations qu'on lui présentait sur le danger de l'entrée des troupes allemandes dans Paris, mais se garda de rien promettre. De la Préfecture, M. Thiers alla au quartier du prince royal ; l'entre-

1. Busch. *Tagebuchblätter*, t. II, p. 169, d'après le récit de Bismarck le lendemain.

2. M. Hanotaux, *Histoire de la France contemporaine*, t. I, p. 115, estime que « M. Thiers eut le tort de disperser un peu l'effort de sa discussion, en demandant, en même temps, une diminution sur le chiffre de l'indemnité et en s'opposant à l'entrée des troupes allemandes à Paris. Peut-être ne se rendit-il pas suffisamment compte de l'effet qu'il produisait ».

tien fut long, intéressant, inutile ; « il parlait, a écrit le prince, sans phrases ni emphase, plein de tact, comme résigné [1] ; » le grand patriote admettait la nécessité d'une rançon, mais« la perte de l'Alsace était déjà dure, aucun Français n'admettrait l'annexion de la Lorraine, six milliards étaient impossibles » ; l'accueil du fils ressembla à celui du père, rien ne fut cédé.

M. Thiers se rendit alors auprès du chancelier, — autre cloche, autre son, — la conversation fut « ardente, orageuse » ; il s'agissait de préciser les faits, et le débat porta sur deux points : la question d'argent, et le chancelier affirmait que les frais des Allemands s'élevaient à six milliards ; M. Thiers prétendait qu'ils ne montaient pas à quatre milliards ; on convint de consulter des hommes spéciaux ; — la question de Metz, et ce fut la plus discutée : au camp allemand, l'avis n'était point unanime à ce sujet [2] ; tandis que Moltke et Roon tenaient pour indispensable la possession de Metz, plusieurs redoutaient l'acquisition d'une terre toute française [3], et pensaient à la remplacer par Luxembourg. Longtemps, Bismarck avait hésité ; le 21 février, il parlait encore d'abandonner Metz et de construire sur la frontière une forteresse colossale [4] ; mais il prévoyait qu'il se laisserait faire une douce violence par les militaires. Il résista donc énergiquement à l'effort de M. Thiers, qui ignorait ces divergences [5], et

1. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 22 février 1871. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs*, p. 280. Blumenthal, *Tagebuch*, 22 février 1871.

2. Marquis de Gabriac. *Souvenirs diplomatiques*, p. 140. Sur cette question, Jacob, *Bismarck und die Erwerbung Elsass Lothringens*, 1870-71, p. 78 et suiv.

3. Notamment le grand-duc de Bade. Lorenz. *Kaiser Wilhelm I und die Begründung des Reichs*, p. 523.

4. Busch. *Tagebuchblätter*, t. II, p. 168.

5. Bismarck avait fait recommander à tous par Keudell de dissimuler ces divergences à M. Thiers.

comme le Français affirmait « que nous ne renoncerions à aucune partie de la Lorraine », l'Allemand répliqua : « Il faut rompre sur-le-champ. » M. Thiers crut à un impératif catégorique et répondit : « Nous verrons si nous devons rompre; mais passons aux autres questions[1]. » Le subtil chancelier en conclut que la France céderait. Le lendemain, il déclarait à table : « Nous gardons Metz[2]. »

Le 23 février, les négociations n'avancèrent que sur la question financière; au quai d'Orsay, parurent le matin deux délégués de Bismarck ; c'étaient de bons financiers, M. Bleichrœder, banquier de vaste envergure, M. Henckel, spéculateur fort avisé ; quand le chef du pouvoir exécutif leur eut démontré l'impossibilité de tirer six milliards des capitalistes de l'Europe, ils proposèrent « le sourire à la bouche et la voix caressante » de se charger de l'opération[3], sans oublier leur petite commission. Dans l'après-midi, MM. Thiers et Jules Favre, désormais inséparables, se rendirent à Versailles : malgré leurs protestations, le chiffre de l'indemnité fut fixé à cinq milliards[4].

Le lendemain, 24 février, fut la journée décisive[5]. Dans la matinée, le chancelier allemand reçut de mauvaises nouvelles d'Europe : l'Angleterre s'émouvait des exigences du vain-

1. A. Thiers. *Notes et Souvenirs*, p. 118. M. Hanotaux, *loc. cit.* p. 116, place cette conversation dans une séance qui aurait été tenue le 23 au matin par Jules Favre, Thiers et Bismarck. C'est une erreur, les Français n'allèrent ce jour à Versailles que l'après-midi, et J. Favre n'entendit pas les paroles rapportées au texte.

2. Busch. *Tagebuchblätter*, t. II, p. 97.

3. J. Favre. *Gouvernement de la Défense nationale*, t. III, p. 171.

4. Il n'est point question dans les *Notes et Souvenirs* de M. Thiers de cette visite du 23 février; mais, ainsi que l'a montré M. Küntzel, *Thiers und Bismarck*, p. 68 et suiv. la chronologie de M. Thiers est souvent défectueuse et il y a lieu de la rectifier par les données de M. Jules Favre. Or celui-ci, *loc. cit.*, mentionne le voyage du 23.

5. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 514.

queur, lord Granville avait expédié à lord Loftus une dépêche de blâme pour qu'on la communiquât à Bismarck et le digne M. Kern s'était rendu à Versailles pour demander que la frontière franco-suisse ne fût point transformée, mais qu'on maintînt Belfort à la France. Il fut reçu dans un éclat de fureur : « Que venez-vous faire ici ? criait l'irascible chancelier; de quoi vous mêlez-vous ? C'est une question à vider entre la France et nous ; et vous, neutres, vous n'avez pas à vous en mêler. Nous avons donné des conditions, elles sont irrévocablement fixées, et nous ne les changerons pas. Si elles ne sont pas acceptées, la guerre recommencera. » Épouvanté, M. Kern s'enfuit et rapporta aux deux Français « qu'il n'y avait aucune espérance ».

Au commencement de l'après-midi, MM. Thiers et Jules Favre arrivèrent rue de Provence. Bismarck se disait très souffrant ; les deux Français étaient fort inquiets. Chacun se promit d'être calme : c'est le début des scènes violentes ; le combat ne tarda pas. Il s'agissait de régler le sort de Metz et de Belfort et le petit vieillard lutta avec l'énergie du désespoir [1]. « Non, s'écriait-il, jamais je ne céderai Belfort et Metz. Vous voulez ruiner la France dans ses finances; la ruiner dans ses frontières ! Eh bien ! qu'on la prenne, qu'on la ravage, qu'on ruine ses maisons, qu'on égorge ses habitants inoffensifs. Nous combattrons jusqu'au dernier souffle, vous aurez à la gouverner en présence de l'Europe, si elle le permet !

— Croyez-moi, répliquait Bismarck, j'ai fait tout ce que j'ai pu ; mais en Allemagne, on m'accuse de perdre les batailles que M. de Moltke a gagnées; il n'y a pas moyen de vous laisser une partie de l'Alsace.

— Je signe à l'instant même, reprenait enfin M. Thiers, si

1. Il n'y a entre les récits de MM. Thiers et Favre sur le début de cette discussion que de légères différences qu'il est facile de concilier.

vous me concédez Belfort, sinon rien, rien que les dernières extrémités, quelles qu'elles soient. »

Bismarck hésitait; en son for intérieur, il ne tenait pas à gagner avec Belfort une nouvelle terre française et d'irréductibles oppositions. « Vous le voulez, reprit-il, je vais faire une tentative auprès du roi ; mais je ne crois pas qu'elle réussisse. » Il envoya Abeken à la Préfecture et manda Moltke auprès de lui [1]. Le roi était absent; Moltke, en promenade, n'arriva que trois quarts d'heure après; les deux Prussiens délibérèrent, puis Bismarck rejoignit les Français : « J'ai une alternative à vous proposer, dit-il la main sur la clef de la porte. Que préférez-vous ; Belfort ou la renonciation à notre entrée dans Paris ? » Les deux Français se consultèrent du regard; leur accord fut prompt; l'entrée des Allemands à Paris était une humiliation, la perte de Belfort un désastre. « Belfort, Belfort ! » s'écria M. Thiers. » La vieille citadelle était sauvée. Abeken était retourné chez le roi : Guillaume accepta de rendre Belfort si Molke y consentait et si la France abandonnait près de Metz quatre petits villages, où se trouvaient enterrés huit ou dix mille Prussiens. Au soir [2], quand MM. Thiers et Jules Favre rentrèrent à Paris, la paix était virtuellement faite.

Il n'en fallut pas moins deux journées encore, et de vive lutte. On devait préciser les nombreux détails des « préliminaires de la paix », de la « convention additionnelle », de la « convention relative à l'occupation d'une partie de Paris par les troupes allemandes [3] », fixer la frontière de l'Est et les

1. Ici le récit des Français doit être complété par les importantes narrations d'Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 508 et suiv. La déposition de de J. Favre semble être plus précise que celle de M. Thiers.

2. De longues discussions se soulèvent sur l'heure à laquelle prirent fin les négociations, entre cinq heures et demie et neuf heures. Küntzel, *Thiers und Bismarck*, p. 74 et suiv.

3. Ces documents en annexe dans l'ouvrage de M. Jules Favre, t. III, p. 517 et suiv.

dates successives de la libération du territoire à mesure des versements partiels de l'indemnité, déterminer le renvoi des prisonniers de guerre et les quartiers de Paris soumis à l'occupation, toutes questions importantes, difficiles, irritantes. Bismarck avait le verbe acerbe et hautain ; M. Thiers lui tenait tête avec fierté. Sur quelque exigence du chancelier, le grand patriote s'écria dans un accès de révolte : « C'est une indignité. » Bismarck se mit à parler dans sa langue maternelle. « Je ne comprends pas l'allemand », reprit M. Thiers. — « Lorsque vous m'avez parlé d'indignité, s'écria le chancelier en marchant à grands pas, il m'a semblé que je ne connaissais pas assez le français et j'ai préféré l'allemand ; désormais je ne parle plus français, qu'on cherche un interprète. Je suis bien bon de prendre la peine à laquelle vous me condamnez, nos conditions sont des *ultimatums*, il faut les accepter ou les rejeter [1]. » Il se calma, pour s'irriter à nouveau sur la question financière ; il fallut mander de Paris M. Alphonse de Rothschild, l'aboucher à MM. Henckel et Bleichrœder : les trois hommes ne purent se mettre d'accord le samedi 25, il fallut renvoyer la signature au lendemain.

Le dernier jour, Bismarck résolut d'introduire les États du Sud dans les négociations. L'idée en flottait depuis plusieurs jours au camp prussien ; elle soulevait quelques difficultés [2] ; les quatre États du Sud s'étaient engagés dans la guerre avant leur entrée dans l'Empire allemand, il était donc naturel qu'ils prissent part à la paix ; mais, depuis le 1er janvier 1871, leur personnalité s'était fondue, au point de vue diplomatique, dans le nouveau corps allemand ; fallait-il tourner la question

1. D'après Busch, cette scène aurait eu lieu le 22 février ; d'après Jules Favre, Abeken, le prince royal, elle se passa le 25.

2. O. Lorenz. *Kaiser Wilhelm I und die Begründung des Reichs*, p. 520, 524.

en nommant plénipotentiaires de l'Empire quatre ministres du Sud? Fallait-il, au contraire, faire intervenir les princes eux-mêmes? Déjà le roi de Wurtemberg était accouru sur l'invitation de Guillaume Ier. Après débats, consultations, contre-ordres, Bismarck trancha la question en convoquant le comte de Bray, le baron de Wœchter, M. Jolly pour représenter aux dernières négociations la Bavière, le Wurtemberg, et le grand-duché de Bade. Tous trois se glissèrent, le dimanche 26 février, dans le salon de la rue de Provence, discrets et modestes; le Bavarois parlait peu et les deux autres point [1]. En écoutant avec respect, ils réfléchissaient, frappés de la ténacité patriotique des Français: « Les sacrifices qui leur incombent sont lourds, pensait l'un d'eux, et naturelle est leur hésitation à s'y soumettre [2]. » Celui-là avait de l'humaine pitié.

Les débats se prolongèrent pendant la journée entière: il s'agissait de fixer l'échéance des paiements de l'indemnité, et les propositions des conseils financiers, MM. de Rothschild, Bleichrœder et Henckel, furent soumises à de vives discussions. Il fallut ensuite rédiger les deux ampliations du traité, et tuer le temps par une fastidieuse conversation. On passa enfin à la signature. Le chancelier envoya chercher une plume d'or, que les dames d'une ville allemande lui avaient offerte pour la circonstance. M. Thiers signa le premier, d'une écriture ferme et forte. Jules Favre vint ensuite, ému, nerveux. Bismarck écrivit le dernier « la figure rayonnante de joie [3] ». Les trois ministres du Sud apostillèrent un appendice « pour adhérer à la présente convention au nom de

1. Baumgarten et Jolly. *Staatsminister Jolly*, p. 210.
2. Bray-Steinburg. *Denkwürdigkeiten aus seinem Leben*, p. 201.
3. Jules Favre. *Gouvernement de la Défense nationale*, t. III, p. 119.

leurs souverains respectifs[1] ». Et, comme M. Thiers voulait insister sur l'importance de cet apostille, Bismarck lui objecta : « Vous m'effeuillez déjà l'unité nationale. — Ah ! c'est nous qui l'avons faite? demanda M. Thiers. — Peut-être », répondit gravement Bismarck[2].

A cinq heures, tout était fini[3]. La brutalité n'était plus nécessaire. Bismarck reprit le ton des cours. Il saisit les mains de M. Thiers, et lui dit cordialement : « Je comprends et j'honore votre chagrin : je suis ministre de Prusse, vous êtes ministre de France ; j'ai dû faire ce que j'ai fait[4]. »

Bismarck exultait ; les généraux n'étaient point satisfaits[5].

§ V

L'entrée des Allemands à Paris était fixée au 1er mars ; l'occupation devait se prolonger tant que les préliminaires de paix ne seraient pas ratifiés et il semblait au camp de Versailles que cette mainmise aurait quelque durée : le Gaulois, « riche en paroles », ne pourrait accepter le traité sans longs débats. L'état-major allemand résolut donc d'envoyer successivement et en trois fractions toutes les troupes visiter « Babylone ».

1. Ainsi fut éludée la difficulté de protocole, par l'addition de cet appendice aux préliminaires de paix : « Les royaumes de Bavière et de Wurtemberg et le grand-duché de Bade, ayant pris part à la présente convention comme alliés de la Prusse et faisant partie maintenant de l'Empire germanique, les soussignés adhèrent à la présente convention au nom de leurs souverains respectifs. »

2. Lettre de Jolly, 27 février. Baumgarten et Jolly, *Staatsminister Jolly*, p. 213.

3. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 436.

4. M. Thiers. Déposition dans l'*Enquête sur les événements du* 18 *mars*, p. 175.

5. Stosch. *Denkwürdigkeiten*, p. 236. Il regrettait Belfort et c'était le plus modéré des généraux.

Le 1er mars au matin, sur l'hippodrome de Longchamps, arrivèrent les longues files de trente mille Allemands, Prussiens aux casques pointus, Bavarois à chenilles noires ; à onze heures, l'empereur, le roi de Wurtemberg, des princes et des généraux, Bismarck et ses gens, passèrent la revue aux cris enthousiastes des soldats : c'était la grande parade après le triomphe. Puis les lignes noires marchèrent à l'Ouest et les soldats allemands descendirent les Champs Élysées.

Ils virent des portes fermées, des volets clos, des rues désertes [1]. Et ils eurent Paris comme on possède une morte [2].

Bismarck traversa le Bois de Boulogne accompagné par le général Gordon et remonta l'Avenue de l'Impératrice jusqu'à l'Arc de Triomphe ; le long des cordons militaires qui tenaient lieu de frontière, une foule était massée et quelques coups de sifflets éclatèrent à la vue du visage connu de Bismarck, « mais poussés par de tout petits gamins ; d'attentateurs, pas trace [3] ». Le chancelier ne fit qu'un tour sur la place, prévoyant peut-être une prochaine visite à côté de son roi, puis il reprit la route de Versailles. L'ancien ambassa-

1. Jolly à sa femme, 2 mars 1871. Baumgarten et Jolly. *Staatsminister Jolly*, p. 217. Stosch. *Denkwürdigkeiten*, p. 235, 239. Abeken à sa femme, 1er mars. *Ein schlichtes Leben*, p. 519. Blumenthal. *Tagebücher*, p. 267, 268. Prince de Hohenlohe-Ingelfingen. *Aus meinem Leben*, t. IV, 1er mars et suiv. Duc Ernest de Cobourg. *Aus meinem Leben*, t. III, p. 671.

2. Bismarck a écrit dans une lettre à sa femme le 5 mars qu'à la retraite du 2 mars « des milliers de Parisiens suivirent, bras dessus, bras dessous, avec nos soldats ». A l'unanimité des protestations françaises, s'est jointe l'unanimité des démentis allemands : voir les souvenirs cités à la note précédente. Et cette « altération volontaire de la vérité » n'a d'autre importance que de démontrer avec quelle prudence on doit accueillir les récits, même contemporains et intimes, de Bismarck.

3. Bismarck à sa femme, 5 mars. Le chancelier a raconté à Jules Favre « qu'un homme du peuple s'était glissé vers son cheval et, l'interpellant (Bismarck) par son nom, le gratifia d'une grossière injure. » *Gouvernement de la Défense nationale*, t. III, p. 157. Ce récit est contredit par un autre à Busch, *Tagebuchblätter*, t. II, 2 mars 1871. L'homme donna seulement du feu pour le cigare du chancelier.

deur de Prusse en France était satisfait : il avait revu Paris.

La fête était perpétuelle au camp allemand : dîner offert à Saint-Germain par Bismarck, « cuisine remarquable et certaine sauce...[1] », puis incontinent dîner de gala chez le roi, « comment encore manger ? » On préparait pour le 3 mars l'entrée solennelle à Paris de la garde; on annonçait que le roi la précéderait, en triomphale descente dans la ville conquise, lorsque soudain se produisit un coup de théâtre : la ratification des préliminaires.

M. Thiers était arrivé à Bordeaux le 28 février, et, le jour même, il avait remis à l'Assemblée nationale un projet de loi pour ratifier les préliminaires de paix, « en subissant les conséquences de faits dont elle n'est pas l'auteur ». Il obtint que les députés votassent l'urgence, la réunion immédiate dans les bureaux. Le lendemain, dans une discussion passionnée, tous exhalèrent un même patriotisme : Edgar Quinet, Victor Hugo, Louis Blanc s'élevèrent contre l'horreur des concessions demandées[2], protestèrent au nom des droits du peuples, annoncèrent la revanche du droit. Dans deux petits mais admirables discours, M. Thiers supplia l'Assemblée d'accepter dans le silence, la douleur et le recueillement, car « il n'y a pas une seule chance de soutenir la lutte, de la soutenir heureusement ». L'Assemblée, « contrainte de courber la tête sous la force de l'étranger » — ce sont les paroles du grand patriote — ratifia le traité du 26 février. Sur l'heure, un train partit pour apporter à Paris une expédition régulière du vote de l'Assemblée.

M. Jules Favre apprend dans la nuit la décision des députés, et le 2 mars au premier matin il télégraphie, puis accourt à Versailles pour en informer le chancelier alle-

1. Bray-Steinburg, *Denkwürdigkeiten*, p. 201.

2. Jules Simon. *Le Gouvernement de M. Thiers*, t. I, p. 133.

mand ; Abeken seul est déjà au travail ; le ministre français lui demande de réveiller son chef. C'est là une proposition abominable, et que le digne conseiller repousse avec indignation. « Le comte de Bismarck a travaillé tard ; il dort et ne sera pas visible avant dix heures. — Mais il s'agit de l'exécution d'un traité, de la libération d'une ville, de la parole donnée. — Je ne veux naturellement pas en saisir (*ergreifen*) le ministre », répète Abeken [1]. Il percevait un réveil coléreux.

Le ministre rentre à Paris, il a annoncé qu'il reviendra à midi. Dès son réveil, Bismarck lui a télégraphié pour s'excuser de n'avoir pu le recevoir et l'aviser que l'entrevue est inutile, car l'expédition en forme de la délibération est indispensable. Jules Favre a répondu que « l'objection est juste », on lui donnera « la plus correcte des satisfactions ».

A deux heures, le ministre français est de nouveau chez Bismarck. Le mécontentement le plus vif éclate sous la politesse habituelle du chancelier. « Comment avez-vous pu obtenir si rapidement la ratification ? dit-il en abordant M. Jules Favre. Vous aviez jusqu'au 12 mars, il ne fallait pas vous presser. — J'ai voulu vous faire une agréable surprise, réplique poliment le Français. — C'était votre droit, ronchonne le Prussien, et nous n'avons rien à objecter ; seulement, si nous avions prévu que votre Chambre pût examiner et ratifier le traité en vingt-quatre heures, nous aurions pris d'autres dispositions. » Avec une lenteur de rancune, il examine l'expédition de la loi, « épluchant chaque phrase, chaque mot, cherchant minutieusement quelque irrégularité protectrice ». Tout est en règle ; à trois heures et demie, on signe le protocole d'échange de ratifications. Le lendemain,

1. Le récit d'Abeken dans une lettre du jour même, *Ein schlichtes Leben*, p. 520 et suiv., complète très heureusement la narration de Jules Favre. *Gouvernement de la Défense nationale*, t. III, p. 154 et suiv.

à la première heure, les troupes allemandes évacuent Paris.

La colère fut vive au camp allemand. La grande parade du 3 mars était décommandée et le roi en fut violemment irrité. « La garde n'a pu entrer à Paris, écrivait-il deux jours après. Ce fut une douloureuse déception pour ces braves troupes[1]. » L'irritation fut vive contre M. Thiers. « Le vieux renard savait bien qu'il en irait ainsi, disait-on, et a agi de façon à ce que nous ne nous dépêchions pas pour faire entrer nos troupes. » La fureur fut surtout forte contre Bismarck, responsable de l'accident. « Il a été dupé par Thiers, proclamait-on à l'envi, c'est sa faute, il n'en veut faire qu'à sa tête[2]. »

En préparant son départ, Bismarck ruminait son dépit sans douceur. Les dernières journées de son séjour à Versailles furent de mauvaise humeur ; il grognait contre M. de Rothschild, qui ne voulait pas lui parler allemand ; il refusait au prince royal de nommer M. Roggenbach gouverneur d'Alsace[3] ; il raillait avec une brutalité de mauvais goût la propriétaire de l'hotel de la rue de Provence, décomptait les pintades, demandait à emporter une pendule qui avait sonné l'heure du traité, et laissait tout en saleté[4]. « Sa chambre est une vraie décharge (*Rumpelkammer*) », disait l'aristocratique prince Frédéric-Guillaume. Au moment de son départ, le chancelier adressait à Jules Favre une note comminatoire pour se plaindre d'une violation du traité et annoncer « des mesures de violence militaire[5] ». Et en partant, il murmurait : « On est bien heureux, ici, de voir mes talons[6]. »

1. Le roi à la reine, 4 mars 1871. Oncken. *Unser Heldenkaiser*, p. 220.

2. Abeken à sa femme, 2 et 3 mars 1871. *Ein schlichtes Leben*, p. 520, 521.

3. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 6 mars.

4. Délerot. *Versailles pendant l'occupation allemande*, p. 297 et suiv.

5. Bismarck à Jules Favre, le 6 mars 1871.

6. Note de Mme Jessé, dans la traduction française de Busch. *Le comte de Bismarck et sa suite*, p. 159 et 160.

Il quitta Versailles le 6 mars et se rasséréna en franchissant la frontière ; le patriote se réjouit de l'allégresse générale et le bon père de famille à la pensée de revoir sa femme et ses enfants. Le 9 mars, il arrivait à Berlin, après sept mois de combats et de victoires.

Au premier bruit de péril sur le Rhin, les Allemands s'étaient tous levés dans un splendide mouvement d'énergie nationale. Sur les champs de bataille, ils avaient conquis cette chose belle, juste, nécessaire, l'unité de leur patrie. Mais dans l'enivrement de leur victoire, ils avaient commis une grande injustice et une grande faute. « Si on séparait les Alsaciens du roi de France qu'ils adorent, avait prédit un Prussien un siècle et demi auparavant, on ne pourrait lui ôter leurs cœurs d'autre manière que par une chaîne de deux cents ans [1]. » Et cette chaîne, Bismarck la forgea.

1. Rapport du baron de Schmettau, précité *supra*, t. III, p. 227.

CHAPITRE VIII

LA CONSOLIDATION DE L'EMPIRE

(1871)

§ I. Le vote de la constitution. — Le tourbillon des affaires. — Le Reichstag allemand ; les partis. — Le discours du trône. — Débats de l'adresse : le Centre et le pape ; formation du groupe ultramontain. — La procédure constitutionnelle. Les droits religieux. *Bund* ou *Reich*. Les Polonais. — La constitution impériale. — Le Bundesrath et le palais législatif. — Le régime provisoire de l'Alsace-Lorraine. Discours de Bismarck. — Les milliards français : invalides, morts et grands chefs. — Réceptions parlementaires et clôture de la session. — Le défilé des troupes.

§ II. Le traité de Francfort. — Les négociations avec la France et les exigences de Bismarck ; le général de Fabrice. — Les conférences de Bruxelles. — La Commune et ses relations avec les autorités allemandes. — Nouvelles exigences de Bismarck : sa crainte d'une intervention étrangère et ses sourdes menaces. — Clôture des conférences de Bruxelles. — Bismarck, Jules Fabre et Pouyer-Quertier à Francfort. Croquemitaine. Les discussions. La jovialité diplomatique de M. Pouyer-Quertier. — Le traité de paix. — Ratification par le Reichstag et l'Assemblée Nationale. — Les signatures définitives.

§ III. Récompenses et distractions. — Bismarck, prince. — Donation de Friedrichsruh. — Installation à Varzin. — Travaux d'été. — Les empiétements de Manteuffel. Prompt départ de Bismarck.

§ IV. Les trois empereurs. — Ménagements de Bismarck envers l'Autriche. — Les propositions de Meaux : la Sainte Alliance. — Nouvelles propositions en décembre ; réponse de Beust ; l'oubli réciproque ; les manifestations fraternelles. — Le tzar et Gortschakoff à Berlin : nouveaux profits. — Beust et le rapprochement austro-allemand. — Entrevue de Guillaume et François-Joseph. — Voyage de Bismarck. Le séjour de Gastein. Un temps de détente. — Beust et Bismarck : l'entente austro-allemande. — Les fêtes de Salzbourg ; Andrassy ; retraite de Beust.

§ I

Il n'est point de répit pour les fondateurs d'Empire : en retrouvant à Berlin, le 9 mars 1871, sur le quai de la gare, la comtesse de Bismarck et sa fille, le chancelier pouvait espérer quelques jours de repos ; il fut repris dès le lendemain par le tourbillon des affaires ; il l'avait lui-même annoncé, « il ne devançait le quartier général qu'en raison des lourds et impérieux devoirs qui l'attendaient dans la patrie[1] ». Jour après jour, il présidait le Conseil des ministres, recevait des délégations, acceptait des « bourgeoisies d'honneur » — car chaque ville d'Allemagne voulait le compter parmi ses citoyens. Il se préoccupait de l'essor économique de l'Allemagne et calmait le zèle excessif de certains négociants qui eussent voulu imposer par traité à la France des obligations douanières. « Ce serait un attentat à l'indépendance et à la souveraineté de cette nation, écrivait-il, et rappellerait le traité de l'Angleterre avec la Chine sur le commerce de l'opium[2] ». Surtout, il préparait le travail du Reichstag, en attendant le retour de son empereur. Le 17 mars, après un voyage triomphal en Allemagne[3], Guillaume et son fils arrivaient à Berlin, accueillis par les cris enthousiastes d'un peuple fier de la victoire. Les princes avaient agi, le peuple pouvait approuver.

Les élections au premier Reichstag allemand avaient eu lieu au commencement de mars, sous l'influence du triomphe

1. Note de la *Provinzial Korrespondenz*, 9 mars 1871.

2. Note de Bismarck, 14 mars 1871. Horst Kohl, *Bismarck Regesten*, t. I, p. 418.

3. Stosch. *Denkwürdigkeiten*, p. 242, 243. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 526, 527.

guerrier et du renouveau germanique. Le parti national libéral, formé en 1866 par besoin national et soumission à l'homme du jour, comptait 130 à 150 membres [1] et constituait le groupe le plus important de l'Assemblée ; on y retrouvait tous ses orateurs, Lasker, Bamberger, Miquel, Bennigsen, Unruh, et naturellement, Simson, Président nécessaire du Reichstag ; en plus, quelques recrues du Centre et du Sud, bouillants d'enthousiasme pangermanique ; malgré son importance, le groupe n'espérait pas jouer un rôle de parti gouvernemental et ne s'attendait pas à déléguer ses représentants au ministère, il connaissait le chancelier et savait que le grand autoritaire se déroberait à toute influence parlementaire : le « libéralisme » de Bismarck ne leur inspirait point confiance [2]. Les conservateurs comptaient une centaine de membres, divisés en plusieurs groupes, les « purs », très mécontents de leur ancienne idole qu'ils tenaient pour un « renégat », les modérés, prêts à suivre Bismarck dans ses souples évolutions [3]. A gauche, une quarantaine de progressistes maintenaient leurs principes du temps du conflit et persiflaient les perpétuels « compromis » du parti national-libéral ; quatre ou cinq démocrates, dirigés par M. Bebel, représentaient des districts manufacturiers et annonçaient la victoire des « nouvelles couches » [4]. Au centre, enfin, deux partis se préparaient à la lutte ; les Polonais, une douzaine de protestataires, invoquant pour eux-même l'idée nationale prêchée en Allemagne ; le centre, composé de 57 députés, élus sur un

1. Biedermann, *Mein Leben und ein Stück Zeitgeschichte*, t. II, p. 318 compte, annexes de droite et de gauche comprises, 150 membres du parti.

2. Unruh. *Erinnerungen*, p. 328, 329.

3. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 439.

4. Sur la composition de ces partis, L. Lefébure, *Etude sur l'Allemagne nouvelle* (1872), p. 63 et suiv.

programme d'opposition, tous catholiques, réclamant des lois chrétiennes et un État fédératif; là siégeaient les deux Reichensperger, Mgr Ketteler, évêque de Mayence, M. de Savigny, l'ancien ami du chancelier, Windthorst, enfin, jadis ministre en Hanovre, maintenant le chef de l'opposition ; dans ce groupe, Bismarck trouvera ses adversaires irréductibles du Kulturkampf.

Le 21 mars, l'empereur présida la séance d'ouverture, joyeuse et pompeuse, et dans son discours entonna un hymne à la paix. Après trois guerres, il était juste de célébrer la paix. « La nouvelle Allemagne, y était-il dit, sera la sûre garantie de la paix européenne, car elle est assez forte et indépendante pour affermir sa propre organisation comme son héritage exclusif, suffisant, pacifique... Le respect que l'Allemagne a de sa propre indépendance, assurera l'indépendance de tous les autres États, faibles ou forts... Après la guerre nationale, qui fut glorieuse, vienne la paix nationale, qui ne sera pas moins splendide. Dieu l'assure [1]. » Et l'on se mit au travail, — pour se combattre.

Dès les débats de l'adresse, les catholiques prirent position. Le projet de la majorité suivait les développements du discours du trône et rejetait tout désir « d'intervention dans la vie intérieure des autres peuples ». Le centre présenta un contre-projet qui réclamait avec simplicité l'intervention de l'Empire en faveur du pape et pour rétablir son pouvoir temporel ; M. Reichensperger (de Crefeld) et Mgr Ketteler développèrent cet ambitieux programme que M. de Bennigsen combattit au nom de l'histoire allemande et de la pensée moderne [2]. « Nous ne voulons pas, dit-il, retomber dans la vieille faute, avoir une politique germano-italienne ou ger-

1. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 344 et suiv.

2. Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. II, p. 401.

mano-ecclésiastique[1]. » L'amendement du centre fut repoussé à une forte majorité, mais les catholiques ne désarmèrent point, et, au même moment, demandèrent au Reichstag d'assurer dans la constitution impériale les droits de l'Église pour en faire la « *magna charta* de la paix religieuse[2] ». Le débat reprit, plein d'ardeur et de menaces pour l'avenir.

Bismarck n'intervint point dans ces discussions ; elles l'étonnaient et l'inquiétaient. Éloigné d'Allemagne pendant sept mois, il n'avait vu que de loin se former le mouvement ultramontain ; il n'en avait point d'abord compris l'importance, en attribuait la cause à l'impatience de quelques mécontents, Mgr Ketteler, M. de Savigny, et croyait à un « bouillonnement » sans profondeur[3]. La vigueur des revendications catholiques au Reichstag, le nombre même des députés du centre, la netteté de leur programme lui prédisaient de nouvelles luttes : il n'était point homme à les craindre, mais il ne les voulait aborder qu'à bon escient, et, pour l'heure, il se réservait.

Dès les débuts de la session, le gouvernement avait remis au Reichstag le projet de constitution impériale. Les traités de novembre 1870 contenaient de légères contradictions qu'il était nécessaire de concilier[4] ; on prenait pour base la constitution de 1867, en y apportant de nombreuses modifications de détail et en créant à la Bavière et au Wurtemberg une place spéciale, plus indépendante — en façade tout au moins. Le Reichstag n'avait d'ailleurs pas un pouvoir à proprement parler constituant, et ici s'exerça la subtilité des

1. Bennigsen au Reichstag, 30 mars 1871.

2. Mgr Ketteler au Reichstag, 1er avril 1871.

3. Wiermann. *Geschichte des Kulturkampfs* (Leipzig, 2e édit., 1886), p. 23.

4. Laband. *Le droit public de l'Empire allemand*, trad. Gandilhon, t. I, p. 87 et suiv.

juristes : les traités de novembre ne furent point abrogés ; ils demeurèrent « la base éternelle de droit international sur laquelle repose l'Empire [1] » ; dès le 1er janvier 1871, avait pris force la constitution prévue par ces traités ; elle fut ensuite modifiée par l'accord du Bundesrath et du Reichstag ; et la constitution définitive fut mise en vigueur par une « loi de publication » acceptée du même consentement. Ce fut une belle procédure.

Les débats ne furent ardents que sur les « droits religieux » revendiqués par les députés catholiques, dont l'amendement fut repoussé après quatre jours de combat. Bismarck se tint à l'écart de la lutte, se bornant à argumenter sur le titre du nouvel État, — serait-il *Bund* ou *Reich*, table ou cuvette, — et constatant que « ce n'était là qu'une question de mots ».

Plus vives furent les paroles qu'il adressa aux Polonais. Reprenant de lointains espoirs, M. de Zoltowski avait demandé au Reichstag d'écarter de l'Empire allemand les provinces polonaises. Fortement, durement, le chancelier lui dénia tout mandat spécial. « Vos compatriotes, dit-il, ont combattu avec le même courage et le même dévouement que tous les autres Prussiens pour la cause qui nous réunit ici, et sont également reconnaissants pour les bienfaits de la législation et de la civilisation allemandes... Vous n'êtes point un peuple, vous ne représentez pas un peuple, vous n'avez pas un peuple derrière vous, vous n'avez rien derrière vous que vos fictions et vos illusions, celle entre autres de croire que vous avez été élus par le peuple polonais pour y représenter la nation polonaise. » Et, s'irritant, s'énervant, il ajouta : « Ce pourquoi vous avez été élus, j'en sais bien quelque chose :

1. Hänel. *Studien*, t. I, p. 87, 90. Laband, *loc. cit.*, p. 90.

vous avez été élus pour défendre les intérêts de l'Église catholique, et si vous le faites, aussitôt que ces intérêts seront ici sur le tapis, vous aurez rempli votre devoir envers vos électeurs, car c'est pour cela, de bonne foi, que vous avez été élus, et pour cela que vous avez plein mandat[1]. » Sourd grondement qui présage le prochain orage du Kulturkampf.

Le 14 avril, le Reichstag avait accepté définitivement la constitution impériale, qui fut promulguée le 16. Elle reproduit dans ses grandes lignes la constitution de 1867, en donnant quelque autonomie aux deux royaumes du Sud, et en créant une commission pour les affaires étrangères, dont nous avons déjà dit le rôle putatif[2]. En 1871 comme en 1867, pour l'Empire aussi bien que pour la Confédération de l'Allemagne du Nord, Bismarck se garde d'organiser le régime parlementaire ; l'autorité suprême demeure aux princes ; le peuple doit être consulté, mais ne peut décider : il s'oppose à une innovation qui lui déplaît ; il n'impose pas une nouveauté qui lui convient. Le chancelier, agent du pouvoir impérial, n'est point responsable devant les députés[3]. Le gouvernement prussien domine dans le Bundesrath ; l'empereur, — ou son chancelier, — régit l'Empire.

Diverses questions constitutionnelles, de moindre importance, furent encore débattues devant la Chambre. Elles permirent au chancelier de fixer le rôle des futurs organes de l'Empire ; aux députés qui demandaient une indemnité parlementaire, il annonça de courtes sessions du Reichstag, dans l'intérêt de l'Empire comme pour épargner la santé des députés ; mais il prédit un grand avenir au Bundesrath,

1. Bismarck au Reichstag, 1er avril 1871. Discours (éd. Stilke et van Muyden), t. III, p. 10 et suiv.

2. *Supra*, t. III, p. 196.

3. Voyez les développements de MM. P. von Roëll et Epstein, *Bismarcks Staastrecht* (1903), p. 49 et suiv.

« qui tente pour la première fois de réunir les puissances souveraines, sans enlever à l'État particulier les bienfaits du pouvoir monarchique..., pour exercer la souveraineté de l'Empire entier... Je vois en lui une sorte de palladium pour notre avenir, une grande garantie pour l'avenir de l'Allemagne : n'y touchez pas [1] ».

D'interminables débats s'engagèrent sur la construction du futur Palais législatif. En son for intérieur, Bismarck eût voulu exiler le Reichstag de Berlin, le renfermer dans une tour d'ivoire à Potsdam, pour le soustraire aux bruits de la foule [2]. Il n'osa soutenir publiquement cette opinion, s'arrangea tout au moins pour écarter le Parlement du centre berlinois, et ainsi fut inauguré, vingt ans après, le splendide palais du Thiergarten.

Une grave question restait en jeu, le sort de l'Alsace-Lorraine.

Bismarck était sans illusion, les Alsaciens et les Lorrains tenaient à la France et se refusaient à entendre l'appel de la *Germania :* il exprimait, en plein Reichstag, son regret « qu'une population d'origine allemande fût tellement attachée à un pays de langue étrangère et dont le gouvernement n'a pas toujours été envers elle plein de bienveillance ni d'égards [3] ». Pour inconcevable, cela était : on ne pouvait donc conférer immédiatement aux Alsaciens les droits de tous les citoyens allemands. Le Bundesrath prépara un projet de loi pour organiser un régime provisoire en Alsace-Lorraine : le nouvel État serait pays d'Empire ; la constitution allemande n'y entrerait en vigueur que le 1er janvier 1874 [4] ;

1. Bismarck au Reichstag, 19 avril 1871.

2. Il s'en ouvrit notamment à Unruh, *Erinnerungen*, p. 339.

3. Bismarck au Reichstag, 2 mai 1871.

4. Le Reichstag reporta cette date au 1er janvier 1873, mais une loi du 20 juin 1872 la ramena au 1er janvier 1874.

jusqu'à cette date, le pouvoir législatif serait exercé par l'empereur avec l'assentiment du Bundesrath ; c'était la « dictature » et jamais mot ne s'appliqua plus strictement à la réalité.

En déposant ce projet de loi, le 2 mai, Bismarck motiva longuement les résolutions du passé et les espérances de l'avenir. Il y exposa les attaques séculaires de la France, ses prétentions en 1866[1], son agression en 1870 ; l'Allemagne avait donc été dans la nécessité de reprendre « un meilleur rempart du côté de l'Est, — le coin que poussait dans notre patrie par Wissembourg la pointe de l'Alsace, — Strasbourg, porte d'où pouvait toujours sortir une armée de 150 000 hommes, — Metz qui a une telle configuration topographique que pour en faire une place très forte l'art n'a que fort peu de choses à créer ». Le démantèlement des places fortes, la neutralisation de l'Alsace-Lorraine eussent été vaines, l'annexion était indispensable. De ce pays nouveau, déclara-t-il, il faut faire une terre d'Empire. « Les gouvernements confédérés ont acquis en commun l'Alsace et la Lorraine ; la possession commune, l'administration commune de ces pays est un fait donné qui résulte de nos besoins et de ceux des intéressés dans les deux provinces ; mais je vous prie instamment de vous abstenir d'un jugement sur la forme que peuvent recevoir définitivement, un jour, ces acquisitions allemandes. » Pour surmonter « l'éloignement que nous trouvons chez cette population », il faut « de la bienveillance et de la patience. — Nous sommes en état, ajouta-t-il, d'accorder aux habitants d'Alsace et de Lorraine une grande somme de liberté communale et individuelle ». Et c'est par un appel à la bienveillance qu'il termina son discours.

1. Il en fit un récit théâtral dont nous avons déjà démontré l'inexactitude. *Supra*, t. II, p. 529, 530.

Lés dernières paroles étaient sages et dignes d'un chef d'État ; le Bismarck vieilli et autoritaire des dernières années les oublia souvent ; dès 1871, au Reichstag, elles trouvaient des incrédules qui entendaient traiter l'Alsace et la Lorraine en pays inférieurs, et Bismarck dut s'élever à deux reprises contre « cette prétention de se faire les tuteurs de l'Alsace pour ses intérêts locaux. A ce compte-là, il me semble bien, les Alsaciens pourraient bien ne pas trouver le leur [1] ». Ici la sagesse se doublait de prophétie : au compte de l'annexion, les Alsaciens n'ont pas trouvé le leur.

La session parlementaire s'avançait ; déjà la paix était signée avec la France, les avantages du traité exposés au Reichstag, il ne restait plus qu'à panser les plaies de la guerre et récompenser les maîtres de la victoire. Ce fut l'objet de deux lois : l'une mit quatre millions de thalers, pris sur l'indemnité française, à la disposition des gouvernements confédérés pour accorder des secours aux militaires de la réserve et de la landwehr et aux familles des soldats morts à l'ennemi ; l'autre confia quatre millions de thalers à l'empereur pour les répartir entre les chefs de l'armée ; on ne procéda point comme en 1866 et les noms des bénéficiaires ne furent point publiés ; l'empereur distribua les dotations à sa guise [2]. Bismarck vint soutenir en personne les deux projets, le premier en quelques mots, le second par un discours enflammé, où il vantait à juste titre la mûre préparation de l'armée, la sûreté du commandement, qui avaient assuré la victoire plus que la bravoure des troupes. Et il ajoutait avec une exactitude historique. « Les Français également ont fait preuve de courage ; leurs soldats se sont, eux aussi, bravement battus ; ce qui leur a manqué, c'est le commandement, c'est la fidélité

1. Bismarck au Reichstag, 25 mai, 3 juin 1871.
2. Unruh. *Erinnerungen*, p. 330.

au devoir chez les chefs, c'est l'intelligence des chefs, c'est la conduite ferme et résolue de la guerre [1]. »

Pendant ces débats, le chancelier alliait à la majesté d'un maitre du monde les charmes de sa bonhomie souriante et narquoise. Il avait repris ses réceptions parlementaires, il passait dans les groupes, cigare à la main, s'asseyait à une table pour vider une chope ou rectifier une idée, reprenait par voie de facéties ses arguments de la tribune, vantait les bénéfices du traité, annonçait le prochain ralliement des Alsaciens-Lorrains, car, — et cette parole sortait de son âme même, — « qui hait fort, aime aussi bien [2] ».

Le 15 juin, la session fut close. L'empereur lut un discours du trône pour remercier les députés de leur féconde activité ; en trois mois la constitution avait été votée ; les mesures étaient prises pour alléger les charges de la guerre ; l'Alsace et la Lorraine voyaient réglée leur situation légale ; et la paix était conclue avec la France. « Puisse-t-elle être durable ! » Ce furent les dernières paroles de Guillaume [3].

Le lendemain devant l'empereur, ses ministres et ses généraux, splendide et glorieuse, défilait l'armée des victoires qui « par la guerre avait assuré la paix ». Pendant le défilé, Bismarck recevait une dépêche du général Fabrice, qui annonçait un mouvement des troupes françaises ; le chancelier télégraphiait : « Si les avant-postes continuent à se porter en avant, attaquez-les immédiatement. »

§ II

En quittant Versailles, Bismarck prévoyait qu'il serait

1. Bismarck au Reichstag, 13 juin 1871.
2. Poschinger. *Bismarck und die Parlamentarier,* t. I, p. 49.
3. Discours du trône, 15 juin 1871. Hahn. *Fürst Bismarck,* t. II, p. 358.

repris par les affaires allemandes et ne pourrait entrer dans le détail des négociations avec la France : une conférence devait se réunir à Bruxelles pour la conclusion définitive du traité ; le général de Fabrice était accrédité comme plénipotentiaire auprès du gouvernement français. Mais le chancelier impérial n'entendait pas abandonner à ses subordonnés la conduite des relations avec la France et cet émiettement du pouvoir donna aux négociations un caractère contradictoire, heurté, par à-coups.

Le général saxon de Fabrice était un « homme d'une courtoisie affable et digne » ; dès sa première entrevue avec Jules Favre, il montra « un abandon et une franchise qui ne se démentirent jamais [1] ». L'entente se fit aisément entre les deux hommes et ils signèrent deux conventions, l'une le 9 mars, pour rétablir le service des chemins de fer, l'autre, le 11 mars, pour régler les conditions du séjour des Allemands en France. En même temps le ministre des Finances, M. Pouyer-Quertier, et le commissaire civil de l'Empire, M. de Nostitz, concluaient à Rouen un projet d'accord pour le rétablissement de l'autorité française dans les départements occupés et pour la perception des impôts. Mais ce texte télégraphié à Bismarck ne plut point; le farouche chancelier trouva qu'on avait empiété sur son autorité et négligé les intérêts de l'Allemagne; le projet fut remanié sur son ordre [2].

Peu de jours après, les délégués des deux nations se réunissaient à Bruxelles; le gouvernement avait accrédité le baron Baude, son ministre auprès du roi des Belges et M. de Goulard, membre de l'Assemblée nationale, ami personnel de M. Thiers, qui entendait évidemment garder la haute main

1. Jules Favre. *Gouvernement de la Défense nationale*, t. III, p. 169.

2. Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. II, p. 266.

sur les négociations. Les plénipotentiaires allemands étaient M. de Balan, ministre à Bruxelles, et le comte Harry d'Arnim, ministre de Prusse auprès du Saint-Siège, et ce dernier choix était un mystère pour qui connaissait l'antipathie de Bismarck pour « le bel Arnim », la secrète rivalité des deux hommes. Mais, dès la première réunion de la conférence, le 24 mars, un fait nouveau s'était produit, tragique, douloureux, utiles aux uns, humiliant aux autres : l'insurrection de la Commune.

Bismarck n'en fut point étonné ; lors des négociations sur l'armistice, il avait demandé le désarmement de la garde nationale, et, sur le refus de Jules Favre, il n'avait pas insisté[1] ; il se félicitait maintenant d'une concession qui lui permettait de nouvelles exigences. Tout ce qui affaiblissait le gouvernement français profitait à son adversaire ; et le subtil adversaire ne se faisait pas faute de compliquer la tâche de M. Thiers. Il n'avait pas perdu toutes relations avec le parti bonapartiste, « le seul qui cherchât ouvertement son appui et inscrivit dans son programme la réconciliation avec la Prusse[2] ». Il accepta de négocier avec la Commune parisienne ; dès le 21 mars, le commandant en chef du 3e corps adressait « au commandant actuel de Paris » une note assurant l'attitude pacifique (*friedlich*) et passive » de l'armée allemande tant que les événements de Paris ne constitueraient point un danger pour ses propres troupes ; et les insurgés exultaient, croyant à un appui et remplaçant *friedlich* par *freundlich*: l'attitude *pacifique* devenait *amicale*[3]. S'il faut en croire le délégué à la guerre, les négociations se prolongèrent : à la fin d'avril,

1. *Supra*, t. III, p. 236-237.
2. Le comte Harry d'Arnim à Bismarck, 6 mai 1872.
3. Jules Favre. *Gouvernement de la Défense nationale*, t. III, p. 292 et suiv.

le général Cluseret avait, au su de M. de Bismarck, une entrevue dans le fort d'Aubervilliers avec un diplomate allemand, le baron Holstein, venu « pour écouter des propositions, rien de plus. — Je n'ai pas mission de traiter, ajoutait l'Allemand, ce que vous me direz sera fidèlement rapporté au prince ». Et Cluseret offrait cinq cents millions pour obtenir de l'Allemagne une stricte neutralité, des fusils chassepots, le ravitaillement de Paris[1]. Bismarck accepta-t-il ? Jules Favre ne l'a point cru; d'autres l'ont pensé[2]; tout est douteux; on doit relever que l'homme d'autorité ne parla à la tribune du Reichstag qu'avec bienveillance de l'insurrection parisienne, du « noyau de raison » qu'elle renfermait, de la possibilité « d'occuper Paris par un accord avec la Commune[3] ». Il n'alla pas plus loin, et se borna à profiter de l'insurrection sans rien lui donner.

Dès le début de la Commune, il hausse le ton, dicte, exige. Il lui faut dans les vingt-quatre heures le rétablissement des lignes télégraphiques détruites par les insurgés : sinon les canons allemands feront feu sur Paris[4]. Il pose à Bruxelles des conditions draconniennes : le paiement des cinq milliards en numéraire, la cession des chemins de fer en Alsace-Lorraine sans autre condition qu'une indemnité pour les obligataires, le versement d'une indemnité aux Allemands expulsés de la France ; de ces clauses, la première était d'une application impossible, la seconde constituait une expropriation à l'égard des actionnaires et la troisième préparait des réclamations

1. Général Cluseret. *Mémoires* (1887), t. II, p. 1 à 15.

2. *Enquête parlementaire sur l'insurrection du* 18 *mars*, déposition du général Trochu, p. 36, de M. Choppin, p. 106. Il y eut sûrement certains arrangements entre les avant-postes prussiens et les insurgés.

3. Bismarck au Reichstag, 2 et 12 mai 1871.

4. Le général de Fabrice à Jules Favre, 22 mars 1871. Télégramme dicté certainement par Bismarck. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. IV, p. 398.

dont Bismarck disait lui-même qu'il était impossible de les évaluer[1]. En même temps, il offre à M. Thiers, avec un dédaigneux empressement, l'appui matériel et moral de la Prusse pour vaincre l'insurrection[2].

Pendant le cours d'avril, ces exigences et ces dédains se renouvellent chaque jour. M. Thiers obtient le rapatriement des troupes nécessaires pour rétablir l'ordre dans le pays, mais le chancelier allemand exige des compensations; il ordonne aux agents prussiens de procéder en personne à la levée des impôts directs dans les pays occupés[3]; il multiplie les réclamations financières, se plaignant de chaque retard dans les versements, discutant et modifiant sans cesse les chiffres. Chaque jour, quelque incident nouveau surgit, et tout est remis en question[4].

En réalité, Bismarck est inquiet, car il redoute quelque ingérence étrangère. Il avait cru à un plan du gouvernement français de transformer la Conférence de Londres en un Congrès européen, où serait mise en discussion l'énormité de la rançon du vaincu[5]. La Conférence est close depuis le 13 mars; mais une nouvelle est ouverte à Bruxelles, et le chancelier prête à son adversaire le projet d'y appeler en arbitres les puissances neutres; il sait que l'Angleterre est mécontente, que la Russie est prise de vagues remords, murmure des paroles de conciliation[6]; il craint une fâcheuse intervention.

Il a hâte de conclure; il est pressé d'autant plus qu'il voudrait en finir avant la répression de la Commune, pendant

1. Hanotaux. *Histoire de la France contemporaine*, t. I, p. 266.
2. Communication de M. de Balan à M. Thiers, 2 mars 1871.
3. Le général de Fabrice à Jules Favre, 3 avril 1871.
4. Jules Favre. *Gouvernement de la Défense nationale*, t. III, p. 314.
5. Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. II, p. 409.
6. Bismarck à Jules Favre, 7 mai 1871.

que la France est faible et ne peut lui résister. Mais il ne veut traiter qu'à son avantage, et, pour inquiéter, énerver l'adversaire, il multiplie les plus sombres prophéties. En demandant au Reichstag les crédits nécessaires pour couvrir les dépenses de guerre, il adresse à la France de solennels avertissements : « Jamais nous n'affaiblirons les conditions de la paix », puis de sourdes menaces : « Il nous faut rester assez forts pour n'avoir à craindre aucune concentration de forces militaires[1]. » Il invite le général de Fabrice à « solliciter du gouvernement de Versailles une déclaration catégorique, sur son intention d'exécuter les obligations contractées envers l'Allemagne par les préliminaires de paix[2] ». Ses journaux fulminent d'indignation contre les « violations du traité » dont la France se rend coupable ; l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord* prévoit une occupation de la France, prolongée tant que le gouvernement de la République ne cédera pas[3]. Et le général de Fabrice renouvelle ses réclamations[4].

M. Jules Favre est « à bout de forces » ; le 2 mai[5], il se rend à Soisy auprès du général de Fabrice ; on y parle d'une entrevue personnelle des deux ministres, à mi-chemin entre Paris et Berlin. Le délégué allemand consulte par télégraphe son chef. Le chancelier accepte, mais avec quelle hauteur : « Les ouvertures faites jusqu'ici par les négociateurs français à Bruxelles semblent tendre moins à la conclusion de la paix définitive qu'à la modification des préliminaires à notre

1. Bismarck au Reichstag, 24 avril 1871.

2. Bismarck à Fabrice, 27 avril 1871. Blum, *loc. cit.*, p. 414.

3. *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, 4 mai 1871.

4. Le général de Fabrice à Jules Favre, 2 mai 1871.

5. Jules Fabre n'a point donné la date de son entrevue (*Gouvernement de la Défense nationale*, t. III, p. 333) ; mais on peut la reconstituer d'après son récit et la lettre citée au texte.

préjudice... Je me plais à espérer que les instructions que M. Jules Favre emportera à Francfort, non moins que les dispositions conciliantes dont il n'a cessé de faire preuve, le mettront en mesure de faire disparaître les obstacles qui entravent les travaux de la Conférence de Bruxelles[1]. M. Thiers accueille « avec empressement et confiance l'idée de cette entrevue[2] ». La Conférence de Bruxelles est close le 4 mai. Le 5, au matin, Bismarck part pour Francfort : il va signer un des deux actes les plus importants de sa carrière au siège même de ses débuts diplomatiques.

Dans un salon de l'hôtel du Cygne, le 6 mai, le prince de Bismarck, froid et réservé, recevait la visite des plénipotentiaires français. M. Jules Favre, grave, triste, éloquent, M. Pouyer-Quertier, puissante carrure, intelligence lucide, esprit délié. L'entretien s'engagea avec prudence[3] : « Je viens, dit J. Favre, provoquer de loyales explications, dissiper des malentendus, et rétablir entre la France et l'Allemagne la communauté de vues sans laquelle les négociations ultérieures sont impossibles et qui est troublée par des appréciations erronées... Tout, même une rupture, est préférable à l'incertitude qu'ont fait naître entre nous des débats jusqu'ici stériles, et dont nous ne pouvons plus subir la prolongation.

— La gravité des événements est telle, répondit avec sévérité le chancelier, que l'Allemagne serait en droit de considérer le traité du 26 février comme n'existant plus, puisque l'exécution de ses principales clauses est devenue impossible.

1. Instructions de Bismarck dans une dépêche de Fabrice à M. Thiers, 3 mai 1871. M. Thiers. *Occupation et libération du territoire*, 1871-1873, p. 1.

2. M. Thiers au général de Fabrice, 4 mai 1871. *Loc. cit.*, p. 3.

3. Les négociations de Francfort ont été exposées par Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale*, t. III, p. 352 et suiv., et par une note officieuse de la *Provinzial-Correspondenz* du 10 mai 1871.

Elle peut à son choix, ou l'abandonner ou vous mettre en demeure de remplir strictement les engagements qu'il vous impose. Il y a là une situation entièrement nouvelle, à laquelle il est urgent de pourvoir. Nos intérêts de plus en plus compromis nous en font une loi. » Et il dessina un tableau si sombre de la situation que M. Jules Favre s'écria : « C'est la reprise des hostilités. »

Bismarck ne s'était pas déplacé pour rompre, mais il tenait à effrayer l'adversaire dès le début, pour feindre ensuite des concessions. Il exigeait des garanties, un droit de police sur les portes de Paris, l'occupation des territoires ennemis tant que le gouvernement français n'aurait pas réprimé la Commune ; Jules Favre ne repoussa aucune exigence ; la France ne le pouvait.

Le chancelier allemand ne se départit point le lendemain de son rôle de grand justicier. Dans l'après-midi, en grand uniforme, accompagné de tout le personnel de sa légation, il se rendit à l'hôtel de Russie, auprès des négociateurs français et lut d'une voix grave et pénétrée une note exigeant des garanties. « Les intérêts de deux pays, y était-il dit, ne nous permettent pas de laisser subsister une situation qui laisse les deux pays dans l'incertitude, tant sur l'avenir de leurs relations réciproques que sur la durée d'un état de choses qui n'est ni la paix ni la guerre. Pour en sortir, nous tâcherons dans nos conférences actuelles de nous mettre d'accord sur les principales questions à régler par le traité de paix définitif. Si nous n'y réussissions pas, et si le gouvernement français se refusait à nous accorder les garanties que j'ai eu l'honneur d'indiquer..., l'Allemagne se réserverait avant tout le droit d'intervenir de son côté contre l'état de choses irrégulier qui existe à Paris, et d'insister en même temps sur la stricte exécution de la stipulation qui prescrit au gouvernement

français de retirer ses troupes au delà de la Loire. » Et, dans la soirée, à l'hôtel du Cygne, il tançait furieusement les délégués de la France à propos d'une timide intervention de la Russie. Les délibérations commencèrent alors.

Elles se prolongèrent trois jours, minutieuses, épineuses, pénibles : les garanties pour le paiement de l'indemnité, le territoire français autour de Belfort, les districts houillers de Lorraine, les chemins de fer de l'Est, tout fut discuté point par point. Le chancelier allemand ne négligeait aucun moyen de réussite, et demandait que M. de Goulard fût adjoint à la Conférence comme représentant de l'Assemblée nationale : il espérait influencer facilement un homme étranger à son faire spécial[1]. M. Pouyer-Quertier répliquait par de pareils procédés : le subtil Normand avait deviné le caractère de son adversaire, et sauva par une cordiale jovialité[2] ce que ne pouvaient obtenir les éloquentes protestations de Jules Favre ; en s'affirmant actionnaire de la Compagnie, il conserva à la France les forges de Villerupt[3] ; bon vivant, il ne craignait pas de suivre le chancelier devant une table où le *junker* Otto aimait à s'asseoir ; de l'aveu de son interlocuteur, il témoigna « une merveilleuse capacité de diplomate[4] ». Le dernier jour enfin, les Français jetèrent une carte d'atout : le fort d'Ivry était repris par les Versaillais, la répression de la Commune n'était qu'une question de jours.

Le 10 mai, à quatre heures et demie, dans le même salon de l'hôtel du Cygne, le prince de Bismarck, M. Jules Favre et les autres plénipotentiaires de l'Allemagne et de la France appo-

1. Busch. *Tagebuchblätter*, t. II, p. 244, d'après le récit de Bismarck.
2. Stosch. *Denkwürdigkeiten*, p. 257.
3. Colonel Laussédat. *Délimitation de la frontière franco-allemande*, p. 51.
4. Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. II, p. 409.

saient leurs signatures au bas du traité de paix. Nul n'y peut contredire, les clauses de la convention de Versailles étaient lourdement aggravées[1], par les modalités du paiement de l'indemnité de guerre, le droit de réquisition donné aux troupes allemandes, les conditions commerciales que l'on croyait alors favorables à l'Allemagne, les dispositions relatives aux Alsaciens-Lorrains, dispositions confuses, prêtant à l'équivoque et aux conflits, les stipulations en faveur des Allemands expulsés de France ; seul, Belfort était heureusement traité. C'était un nouveau succès pour la diplomatie allemande, mais le moins glorieux et le plus facile, car elle profitait d'un nouveau malheur du vaincu pour modifier des préliminaires loyalement signés. La France dut céder, contrainte par une inéluctable fatalité.

Le 12 mai, Bismarck entra dans la salle du Reichstag ; on délibérait sur une loi postale ; en apercevant la haute stature du chancelier, toute l'Assemblée se leva d'un seul mouvement ; sans se troubler, il prit la parole ; de sa voix un peu hésitante et saccadée, il expliqua les difficultés que la signature définitive avait rencontrées depuis l'insurrection de la Commune, les points à traiter, les négociations de Francfort, les clauses du traité. « Je ne puis supposer, dit-il en terminant, que ces arrangements personnels satisferont les vœux personnels de chacun en particulier ; un tel résultat n'est pas possible quand il s'agit de règlements d'une si grande importance entre deux peuples. Rompre des liens anciens, créer de nouveaux liens, cela ne peut jamais se faire sans pertes et sans préjudices pour les affaires ; mais je crois que nous avons ainsi obtenu de la France ce que, raisonnablement et d'après les traditions

1. Sur ces aggravations, Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. II, p. 308 et suiv. Hanotaux. *Histoire de la France contemporaine*, t. I, p. 274 et suiv.

qui ont servi de bases à d'autres traités de paix, nous pouvions demander... J'espère que cette paix sera durable et féconde et que nous n'aurons pas d'ici longtemps à faire usage des garanties que nous avons acquises pour nous assurer contre toute nouvelle attaque[1]. » Un unanime « hurrah » couvrit ces dernières paroles.

Les trois États du Sud, Bavière, Wurtemberg et Bade, qui avaient participé à la convention de Versailles, acquiescèrent le 15 mai au traité de Francfort. Malade, nerveux, Bismarck harcelait le gouvernement français de télégrammes réclamant la ratification. Par un discours vibrant de patriotisme éclairé, M. Thiers demanda à l'Assemblée nationale d'accepter le traité, ce qu'elle fit à une forte majorité. En informant le Reichstag de ce vote, le 19 mai, Bismarck annonçait le prochain échange des signatures[2]. Il partait le soir même pour Francfort.

Les négociations durèrent encore deux jours, et, sur certains points de détails, les délégués français obtinrent quelques avantages : la Commune était réprimée, la France retrouvait sa force ; Bismarck eût voulu intervenir en faveur du gouvernement français, avancer les troupes allemandes sur Paris; Jules Favre déclina la proposition avec politesse, et se fit un malin plaisir, le 21 mai, de communiquer au chancelier le télégramme de M. Thiers annonçant l'entrée des troupes dans Paris. Le grand homme marqua quelque étonnement et même un certain dépit[3] : la France se relevait sans son aide. Le même jour, à quatre heures, on échangeait les signatures de ratification. Le chancelier était « radieux » ; ce traité était son

1. Bismarck au Reichstag, 12 mai 1871.

2. Bismarck au Reichstag, 19 mai 1871. Horst Kohl. *Bismarck Regesten*, t. II, p. 8. (Et non 20 mai, ainsi qu'il est écrit par erreur au tome III des *Discours*, p. 63.)

3. Jules Favre. *Gouvernement de la Défense nationale*, t. III, p. 432.

œuvre, et il portait bien sa griffe : œuvre d'audace et de force, assurant la splendeur de l'Allemagne, écrasant l'adversaire, sans négligence comme sans pitié. « C'était aussi, disait-on à l'étranger, un de ces monuments de la faiblesse humaine qui ne sait pas s'arrêter dans le succès et qui, perpétuant dans la paix les passions de la guerre, en dépose de nouveaux germes, même dans les traités destinés à y mettre fin[1]. »

§ III

Le jour même de l'ouverture du Reichstag, l'empereur Guillaume avait conféré à Bismarck le titre héréditaire de prince. « C'est à votre sagesse, écrivait le vieux monarque, à votre prévoyance, à votre infatigable activité que la Prusse et l'Allemagne doivent cet événement d'une importance universelle, qui prend corps dans ma capitale[2]. » Bismarck n'en eut qu'une fierté relative, il était l'homme des réalités plutôt que des titres. Il pensa, a-t-il affirmé plus tard[3], à décliner cet honneur ; il redoutait la jalousie de ses anciens amis, et surtout de ne pouvoir soutenir avec un éclat suffisant la dignité princière. Sa fortune était alors médiocre : Varzin n'était pas encore en plein rapport ; volontiers, eût-il répété avec Chalcas : « Trop de fleurs. »

En mai, le vieux souverain lui dora ce titre nu par un cadeau princier. Depuis la convention de Gastein, le roi de Prusse était en possession du duché du Lauenbourg ; cette propriété lui était demeurée personnelle, car la Chambre avait

1. Dépêche russe citée par M. Hanotaux. *Histoire de la France contemporaine*, t. I, p. 285.

2. L'empereur Guillaume à Bismarck, 21 mars 1871. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 216. Le diplôme n'est que du 23 avril 1873.

3. Prince de Bismark. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 175, 176.

refusé les crédits nécessaires pour l'acquérir et qui avaient été pris sur la cassette royale[1]. Quelques difficultés s'étaient élevées sur la délimitation du domaine princier ; un acte intervint entre les États et le souverain, pour assurer à celui-ci la propriété d'un vaste bien, estimé à un million de thalers et qui en valait trois[2]. L'acte fut contresigné le 17 mai 1871 par Bismarck, ministre du Lauenbourg. Le 24 juin, Guillaume donnait cette terre à son fidèle ministre « en reconnaissance de ses services, comme dotation en pleine propriété[3]. » Ainsi fut constitué le domaine de Friedrichsruh[4].

A quelques kilomètres de Hambourg, s'étend large et fraîche une forêt de chênes et de hêtres, avec de vertes clairières, des ruisseaux limpides et murmurants, des troncs droits, superbes, robustes. La paix de la nature, la grande paix douce et reposante règne dans ce *Sachsenwald*. Dans un vallon, le château étale ses larges baies et ses élégantes loggias, une pelouse descend jusqu'à la rivière où des cygnes s'ébattent[5]. Là, le vieux lion vint reposer ses dernières années ; là, il dort de son dernier sommeil.

En juin, Bismarck vint visiter ses nouvelles propriétés. Peu de temps auparavant, il avait passé deux journées à Schönhausen, parcouru le petit domaine où le *junker Otto* avait préparé la carrière du prince de Bismarck, dormi dans la chambre où vivait encore l'âme des ancêtres qu'il aima.

1. Voyez *supra*, t. II, p. 336 et 371.

2. Unruh. *Erinnerungen*, p. 331.

3. Guillaume à Bismarck, 24 juin 1871. H. Kohl. *Bismarck Regesten*, t. II, p. 17.

4. Bismarck n'acquit le château de Friedrichsruh et les maisons qui l'entourent que quelques années plus tard. H. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. IV, p. 444.

5. Paul Matter. *Chez Bismarck*. Dans la *Grande Revue* du 10 mars 1905.

Dans l'immense Sachsenwald, il promena le regard du maître, palpa la terre et décompta les coupes : le bois était bon, abondant, d'une vente facile à Hambourg. Il fut content. « Cela va bien, dit-il à l'ami qui l'accompagnait[1]. Le roi m'a fait prince, je puis maintenant fonder un majorat en faveur de mes fils. »

Le 4 juillet 1871, Bismarck s'installait à Varzin pour reprendre la villégiature si brusquement interrompue une année auparavant, — quelle année et comment remplie ! Il comptait s'occuper avec tranquillité de ses affaires privées « dont il était toujours éloigné[2] », donner un nouvel élan à son exploitation, arrondir son domaine de Varzin par de nouvelles acquisitions et boire de l'eau de Carlsbad[3]. Et il se replongea, avec délice dans les multiples occupations du gentilhomme campagnard, ne prévoyant qu'à regret un séjour au bord de la mer, un voyage avec le roi. Pour l'heure, il décomptait ses coupes et tançait ses fermiers, mécontent des récoltes, comme tout bon laboureur, mais heureux de vivre en plein air, en pleine forêt, surtout, car il avait la passion du bois où sous les hautes futaies perce un rayon de soleil et bourdonne un monde d'insectes.

Dans le vaste parc, il dessinait des chemins qui passaient près des plus beaux arbres, et, dans les clairières, il plantait de nouvelles rangées en s'écriant avec enthousiasme : « Quand mes actes politiques seront oubliés, cette plantation sera la preuve que j'ai existé[4]. » Ainsi Lamartine à Saint-Point parlait de ses arceaux pour oublier ses vers.

1. Le conseiller Dieze. Unruh. *Erinnerungen*, p. 332.

2. Bismarck à M. de Puttkamer. Varzin, 11 novembre 1871. *Bismarckbriefe* (8e éd. H. Kohl), p. 468.

3. Bismarck à son frère, 23 juillet 1871. *Bismarckbriefe*, p. 466.

4. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 441.

Il ne perdait pas, d'ailleurs, le contact avec les affaires, qu'il dirigeait en maître, même de loin, à l'épouvante de ses collaborateurs. Lothar Bucher l'avait accompagné, Keudell le rejoignit, tous travaillaient, écrivaient, télégraphiaient, puis disparaissaient dans les profondeurs ombreuses du parc.

Soudain, l'idylle de Varzin fut interrompue par une communication du général de Manteuffel, commandant de l'armée d'occupation. Le général se donnait de pleins pouvoirs, plus politiques que militaires, et jouait au grand seigneur[1] ; il avait entamé des négociations avec le gouvernement français pour modifier certaines conditions du traité : furieux, Bismarck bondit. Plantations, récoltes, eau de Carlsbad, il abandonna tout pour rejoindre son vieux maître et « le prémunir de toute surprise[2] ». Il quitte Varzin le 12 août, passe une journée à Berlin, et, le 14, part pour l'Autriche.

§ IV

Parmi les actes politiques de Bismarck, il en fut peu d'aussi féconds que la réconciliation avec l'Autriche : il en fut préoccupé dès l'heure de la bataille, il la prépara avec ténacité, il la réalisa avec succès, il en tira les plus heureuses conséquences. A Francfort, il avait détesté le gouvernement autrichien, parce qu'il dominait la Confédération ; il se prit à l'aimer, dès qu'il l'eut expulsé d'Allemagne. A Nikolsburg, il combattit Moltke et ses généraux qui voulaient promener dans les rues de Vienne le drapeau prussien, il lutta contre son roi pour lui imposer sa volonté[3] : il réussit à arrêter net

1. Stosch. *Denkwürdigkeiten*, p. 247, 249.
2. Note de Bismarck dans Pro Nihilo. *Le procès d'Arnim*, p. 63.
3. *Supra*, t. II, p. 485.

les opérations de guerre, à préparer une paix durable, et, en ménageant dans les traités le patriotisme autrichien, il assura le retour à l'amitié.

L'effet ne fut point immédiat ; dans les années qui suivirent Sadowa, l'Autriche se réserva, se rapprocha de la France, esquissa même une alliance que les succès de Napoléon sur le Rhin auraient définitivement scellée. La France fut vaincue, et la cour de Vienne constata avec satisfaction que rien n'était conclu : elle proclama sa neutralité et M. Thiers ne reçut à Vienne que des paroles de vague bienveillance et de refus poli. Bismarck demeurait inquiet : il redouta jusqu'au dernier moment une intervention de l'Autriche, et, dans ses insomnies de Versailles, la coalition de 1756 le hantait comme un cauchemar. Pour chasser ce souvenir fâcheux, il prit l'initiative d'offrir son amitié à l'Autriche.

Quelques jours après Sedan, alors qu'il séjournait à Meaux, Bismarck sonda les cours de Vienne et de Pétersbourg : il proposait de nouer « une alliance des trois empereurs avec l'arrière-pensée que l'Italie monarchique viendrait s'y joindre[1] ». Il s'agissait de sceller un pacte de préservation politique et de défense morale ; — d'une part le système de l'ordre, d'autre part la république sociale ; — on chercherait à « soustraire autant que possible les générations contemporaines ou leurs enfants, au socialisme international et révolutionnaire », à isoler la France dans ses agitations stériles, à conserver dans toute sa splendeur le principe d'autorité « dans les monarchies pleines de force et de sève ». C'était une façon de retour à la Sainte-Alliance, et Bismarck, le réaliste, reprenait l'idée d'Alexandre, le mystique. Mais il le faisait exclusivement par intérêt, pour permettre à son

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*. t. II, p. 271. Max Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 402 et suiv.

maitre d'imposer et de maintenir sa suprématie en Europe.

L'idée ne reçut d'abord qu'un accueil réservé : la cour russe préféra s'assurer quelque avantage avant de rien conclure et le gouvernement autrichien réfléchit. En novembre, le cabinet de Pétersbourg dénonça brusquement le traité relatif à la mer Noire ; jusqu'à la fin de l'automne, la cour de Vienne refusa de s'engager. Bismarck devint pressant : le 14 décembre 1870, il chargeait son ambassadeur à Vienne, M. de Schweinitz, d'exposer au cabinet autrichien « la nouvelle forme donnée aux relations intérieures de l'Allemagne... Nous osons l'espérer en toute confiance, ajoutait-il, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie se regarderont avec un naturel bon vouloir et se tendront la main pour assurer le développement et le bonheur des deux pays [1] ».

Avant de répondre, M. de Beust tourna et retourna ses pensées; il vit Paris investi, la France bientôt réduite à merci ; il considéra qu'« une levée de boucliers » en faveur de la nation vaincue amènerait l'intervention immédiate de la Russie, l'invasion de l'Autriche, la perte de ses provinces de langue allemande [2]. L'intérêt commandait d'accepter une main si jovialement tendue; il répondit de son style le plus souriant : « Il ne peut que m'être très agréable de constater que, dans tous les milieux influents de l'Autriche-Hongrie, prédomine le plus sincère désir d'entretenir les meilleures et les plus amicales relations avec le puissant État qui achève de se constituer. Ce désir repose sur la ferme conviction qu'un examen impartial et une juste appréciation des besoins réciproques ne peuvent avoir qu'une action au plus haut degré

1. Le comte de Bismarck à M. de Schweinitz à Vienne, 14 décembre 1870.

2. Note de M. de Beust à l'empereur François-Joseph, 25 décembre 1870.

bienfaisante et profitable sur l'un et l'autre Empire, en les unissant dans une collaboration pacifique et active, en vue de réaliser la tâche du présent et celle de l'avenir [1]. » D'un commun accord, les deux gouvernements oubliaient dans le passé, l'un le mal qu'il avait subi, l'autre le mal qu'il avait fait. Dès lors, le pacte austro-allemand était préparé [2].

Les succès prestigieux des armées allemandes n'étaient point sans exercer une évidente influence en Autriche ; les vainqueurs d'aujourd'hui étaient des frères de même sang, alliés de la veille et peut-être du lendemain, et, si les Prussiens avaient brouillé la famille en 1866, il ne déplaisait plus aux Autrichiens d'avoir été vaincus par de tels héros. M. de Beust répondait donc au sentiment public lorsqu'il envoyait, de la tribune de la Délégation, le salut amical de l'Autriche à l'Allemagne nouvelle. La cour de Vienne ne manqua aucune occasion de renouveler ces manifestations fraternelles : en mars, François-Joseph envoyait un aide de camp congratuler le vieil empereur à l'anniversaire de sa naissance; le 16 juin, le général Gablenz représentait l'armée autrichienne au retour triomphal des troupes allemandes et à l'inauguration du monument de Frédéric-Guillaume III; les légations à Vienne et Berlin étaient transformées en ambassade. Bismarck laissait entendre qu'il serait heureux de se rencontrer avec M. de Beust; le spirituel diplomate s'empressait de répondre par ce joli trait : « Nous nous sommes vus la dernière fois en 1865. Depuis, Votre Altesse a fait plus de chemin que moi, et cependant vous pouvez vous flatter d'avoir contribué à mon avancement [3]. » Le chancelier de fer se faisait de miel,

1. M. de Beust au comte de Wimpfen à Berlin, 26 décembre 1870.

2. Comte de Beust. *Mémoires*, t. II, p. 444. Marquis de Gabriac. *Souvenirs diplomatiques de Russie et d'Allemagne*, 1870-72, p. 201 et suiv.

3. Comte de Beust. *Mémoires*, t. II, p. 477.

et répliquait à M. de Beust « qu'il l'avait toujours considéré comme le plus aimable et le plus impartial de ses ennemis ».

A ce moment, le troisième partenaire de la future Triplice entrait en scène : successivement, le chancelier russe et son impérial maître passaient à Berlin. Le 2 juin, Bismarck avait un long entretien avec le prince Gortschakoff, venu en Allemagne pour sa cure annuelle : les deux hommes ne s'aimaient pas; le chancelier russe avait jadis traité l'ambassade de Prusse à Pétersbourg avec une aimable condescendance où perçait un certain dédain pour un si petit personnage; le chancelier allemand n'était point homme à pardonner la supériorité d'un autre, et, dans l'intimité, ne tarissait pas en brocards sur la morgue du prince russe[1]; mais les deux chanceliers étaient unis depuis huit ans d'un lien d'intérêts qui avait profité un peu à l'un et beaucoup à l'autre; il leur était naturel de constater la durée de leur alliance et son extension prochaine au cabinet autrichien. La paix, la paix du monde, la paix bien-aimée, n'était-elle point la condition d'une alliance qui avait permis trois guerres en six ans? Et les deux chanceliers chantèrent un hymne à la paix, chacun guettant une fausse note dans la cantilène de l'autre. Le 9 juin, l'empereur Alexandre vint en personne à Berlin et Bismarck eut de lui une longue audience : il était sincèrement attaché au tzar qui lui avait fait pendant ses années d'exil à Pétersbourg un accueil bienveillant et flatteur[2]; l'entretien ne put qu'être agréable, le rapprochement des trois empereurs y fut définitivement arrêté.

Souple, habile à prendre le vent, M. de Beust comprit la fatalité de cet événement diplomatique et la possibilité d'en tirer un succès personnel : déjà, quelques indices lui avaient

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs,* t. II, 124, 267, etc.
2. *Supra,* t. I, p. 461 et suiv.

révélé la « concurrence » du comte Andrassy. Le 1er juillet 1871, il entonna à la tribune de la Délégation austro-hongroise le « péan » de l'alliance; rappelant de vieilles rivalités, il disait : « Si nous le voulons sérieusement, nous pourrons encore paraître égaux en puissance à l'Allemagne, devenue forte, et aller de pair avec cette nation désormais notre amie. » La Russie ne pouvait être considérée comme une adversaire, « étant l'ami de notre ami »; l'Italie devenait « un bon voisin » ; ainsi était « élevé au centre de l'Europe un *boulevard pacifique* », où « devait régner l'esprit de modération, d'estime et de confiance[1] ». Ainsi parlait M. de Beust et s'en réjouissait M. de Bismarck, futur gardien du boulevard.

Il ne restait plus qu'à constater l'entente par une entrevue des monarques. Fidèle à d'anciennes habitudes, Guillaume désirait reprendre sa cure de Gastein, interrompue par quelques années d'impossibilité politique. Le voyage souffrait quelques difficultés, car l'empereur redoutait de jouer au despote en traversant l'Allemagne du Sud[2], et au conquérant en s'installant en Autriche. Ces scrupules furent aisément dissipés; au commencement d'août, il partait pour le Salzkammergut, et, le 11 il rencontrait François-Joseph à Ischl. L'entretien fut cordial[3], bien que les uniformes autrichiens et prussiens retrouvassent un contact perdu depuis Sadowa : mais, en 1871, et conformément aux nécessités d'une mode presque protocolaire, le roi de Prusse portait la tunique blanche et l'empereur d'Autriche le casque à pointe. La réconciliation était entière. Deux jours après, Guillaume s'installait à Gastein.

L'empereur d'Allemagne séjournait en Autriche; rien n'em-

1. Comte de Beust. *Mémoires*, t. II, p. 472.
2. Stosch. *Denkwürdigkeiten*, p. 254, 255.
3. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 528.

pêchait son chancelier de l'y rejoindre; il partit de Berlin le 14 août dans un superbe wagon, présent des compagnies allemandes[1]. Son voyage fut triomphal; à Leipzig, il fut réveillé au milieu de la nuit par les cris de la foule, et les dames lui offrirent une couronne de lauriers; à Munich, l'hôtelier, un bon patriote, refusa tout salaire « à cause des énormes services rendus par le prince à l'Allemagne du Sud » et sollicita pour toute rémunération la signature du prince sur le registre des étrangers[2]; les ministres bavarois, Lutz, Pfretschner, s'empressèrent auprès de leur seigneur, et le comte Holnstein, l'utile collaborateur de Versailles, le reçut splendidement à sa table. En Autriche, l'accueil fut convenable. Le 17 août, le chancelier s'installait à Gastein où il lui était loisible de reprendre ses études sur les mœurs conjugales des mésanges[3]. Un an auparavant, il cherchait, bride abattue, son fils parmi les blessés de Mars-la-Tour.

Ce séjour de Gastein fut une fraiche oasis dans une vie fiévreuse[4]. Les bains, les promenades dans les vallons voisins, occupaient la journée, et la soirée se passait à la table impériale, en plein air, à deviser des grands exploits. Un monde de ministres et de diplomates bourdonnait autour des demi-dieux, M. de Beust, promenant « son regard fin, sensé, mais sans attrait[5] », Abeken, jouissant des derniers jours d'une vie bien remplie, Keudell, heureux de s'asseoir à cette « Table Ronde » des chevaliers du Saint-Graal, le comte H. d'Arnim, qui faisait la joie générale par ses perpétuels changements de toilette. Quelque soir, Beust ou Bismarck les priait tous à dîner

1. Unruh. *Erinnerungen*, p. 340.

2. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 442.

3. *Supra*, t. II, p. 154.

4. Bismarck à sa femme, 22 août 1871 et suiv. *Bismarckbriefe an seine Braut und Gattin*, p. 581 et suiv.

5. Abeken à sa femme, 7 septembre 1871. *Ein schlichtes Leben*, p. 528.

dans un fin restaurant, et le grand chancelier s'abandonnait, bonhomme, cordial, raillard, traitant chacun « d'être complètement idiot », et racontant avec gaîté, « comme histoires de chasse », les tourments des négociateurs français [1].

Les affaires venaient à leur tour; chaque jour, Bismarck allait au rapport du roi ; il correspondait avec le ministre de la Justice sur la réforme de la procédure civile [2] ; surtout, il s'entretenait avec M. de Beust, et c'était là une négociation de la première importance sous la forme de conversation amicale. Tout y fut traité, la question roumaine et les difficultés avec le Saint-Siège, l'Internationale et l'histoire diplomatique des dernières années ; mais l'entretien prit toute sa valeur lorsqu'il roula sur les futures relations de l'Autriche et de l'Allemagne ; Bismarck se défendait fort de reluquer les provinces allemandes de sa voisine. « Le Danemark et la Hollande, affirmait-il, qu'on ne veut pas conquérir, seraient un gain infiniment plus profitable, mais introduire en Allemagne, avec les provinces autrichiennes, une population slave et un foyer d'opposition catholique, c'est une pure billevesée, et la dissolution certaine de l'Empire allemand à peine fondé [3]. » Sans proposer « un arrangement positif, basé sur un traité », il désirait nouer avec l'Autriche des relations franches, durables, qui fussent basées sur une bonne volonté mutuelle, une égale confiance, l'absence d'intérêts contradictoires, un appui réciproque. Il ne dissimulait pas que cette nouvelle entente lui permettrait « de conquérir une situation plus indépendante vis-à-vis de la Russie, grâce à de bonnes relations avec l'Autriche ». On peut croire qu'il avait parlé de même au tzar et à son

1. Comte de Beust. *Mémoires*, t. II, p. 479.

2. Bismarck au ministère de la Justice, M. Leonhardt, 4 septembre 1871. *Neue Preussische Zeitung* du 10.

3. Rapport de M. de Beust à l'empereur François-Joseph, septembre 1871.

ministre, en intervertissant scrupulement l'ordre des Empires. Ainsi la Triplice devait servir un peu à la paix de l'Europe et beaucoup à la suprématie de l'Allemagne. M. de Beust parut le comprendre et ne dissimula pas assez son impression.

Le 7 septembre, les deux empereurs se retrouvèrent à Salzbourg, pour de nouvelles fêtes et un nouvel échange d'uniformes; mais ici un nouveau personnage entra en scène; dans son luxueux costume magyar, tunique rouge à soutaches, culottes collantes, bottes à l'écuyère, aigrette au bonnet, avec son visage énergique et son regard profond, le comte Andrassy, président du Conseil des ministres hongrois, attirait tous les regards [1]; Bismarck le considéra, s'entretint avec lui, et, malgré le costume, cet homme lui plut, parce que Hongrois; il avait pour les Magyars une sympathie sincère, née de ce qu'ils forment la population orientale de l'Empire austro-hongrois, et n'ont aucune visée sur les affaires allemandes. Tourner l'Autriche vers l'Orient, pour la détourner de l'Allemagne, tel était dès lors le thème de la politique autrichienne de Bismarck. Il lui convenait donc que le chef de la politique austro-hongroise fût un Magyar, homme d'Orient, dépourvu de toute ambition sur l'Allemagne. Les fêtes de Salzbourg furent splendides; sur les collines d'alentour, brillaient des feux de joie [2]; des fusées s'élevèrent, brillantes, dans le ciel pur ; puis tout s'éteignit : l'extinction des feux marqua la retraite de M. de Beust. Six semaines plus tard, il recevait son congé. Faut-il rapprocher ce départ et l'entretien de son successeur, Andrassy, avec Bismarck [3] ? Un vieux texte latin dit qu'il ne faut pas être trop curieux.

1. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 528.

2. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 445, 446.

3. Une année plus tard, l'empereur François-Joseph dit à Beust que « Salzbourg avait été son linceul ». Comte de Beust. *Mémoires*, t. II, p. 499.

Fatigué de ces fêtes, Bismarck rejoignit la princesse à Reichenhall pour y prendre quelque repos, tandis que l'empereur Guillaume se rendait à Bade. Le 19 septembre, le chancelier rentrait à Berlin.

Le printemps et l'été de 1871 avait consolidé l'œuvre de l'hiver : la constitution allemande avait été adoptée par les peuples telle qu'elle avait été rédigée par les princes; le traité de Francfort avait alourdi pour le vaincu les charges imposées par les préliminaires de Versailles; l'accord avec la Russie, compromis depuis quelques mois, était raffermi, et le rapprochement avec l'Autriche assurait à l'Allemagne la direction du « boulevard » européen. Tout cela était bien l'œuvre de Bismarck, et le vieux Guillaume avait raison d'écrire « que le monde reconnaissait l'action du chancelier sur les affaires de l'Europe et de tout l'univers [1] ». Mais c'était une œuvre lourde, autoritaire, née de combats et créatrice de combats : la guerre se préparait dans le sein même de l'Allemagne et elle était toujours une menace sur la frontière française.

1. Guillaume à Bismarck, 24 décembre 1871. *Kaiser und Kanzlerbriefe*, p. 207.

CHAPITRE IX

LE KULTURKAMPF

PÉRIODE ASCENDANTE

(1871-1875)

§ I. Causes et origines. — Le conflit de deux esprits. — Les groupements catholiques en Allemagne. La Confédération du Nord et le particularisme religieux du Sud. — Les premières luttes parlementaires : le Centre. — Pie IX et sa tendance théocratique. Émotion en Allemagne. — La foi de Bismarck et ses principes d'autorité laïque. Les empiétements de l'Église. — Le concile du Vatican : le dogme de l'infaillibilité. — Les *Vieux Catholiques*. — Rome capitale. — L'intervention des archevêques. — La demande de garanties religieuses. — Les causes profondes du Kulturkampf.

§ II. Premiers combats. — Le parti du Centre. M. Windthorst, ses lieutenants et ses alliés ; l'extrême-droite. — Les premières escarmouches ; débats sur l'infaillibilité du pape. — Offensive de Bismarck. Suppression de la division catholique, dispositions pénales contre le clergé, inspection laïque des écoles. — Effet de ces menaces. — Départ de M. de Mühler ; M. Falk au ministère des Cultes. — Protestations et premières poursuites. Discours de Bismarck. — La loi prussienne sur l'inspection des écoles : intervention de Bismarck aux deux Chambres. — La loi d'expulsion des Jésuites. — « Nous n'irons pas à Canossa. » — Bismarck à Varzin. — Combats, conflits et poursuites.

§ III. Les lois de mai 1873. — Isolement de Bismarck. Les partis. Sa décision d'abandonner la présidence du conseil prussien. Roon, chef du cabinet. Bismarck, récidiviste d'autorité. — les lois de mai 1873 : les modifications constitutionnelles ; l'instruction et la nomination des ecclésiastiques : le pouvoir disciplinaire ; la correction ecclésiastique ; la liberté de conscience. — Premiers débats : le Centre et les Evangéliques. Les votes. — Abstention de Bismarck à la Chambre des députés, ses discours aux Seigneurs. Promulgation des premières lois de mai.

§ I

Comme les jeunes enfants, les jeunes Empires sont guettés par d'inévitables maladies. Leur naissance a donné lieu à de tels combats, lésé tant de droits acquis, brisé tant d'espérances, que les mécontents restent nombreux, décidés à exprimer leur rancune. Après la tempête, le flot ne s'apaise que lentement et parfois une dernière vague déferle, menaçant de détruire les travaux du port. Après trois guerres et dix ans de combats intérieurs, tous désiraient la paix en Allemagne, et une nouvelle lutte naquit du combat de deux esprits, la pensée catholique et l'idée libérale.

Outre de nombreuses paroisses, éparses partout sur son

sol, la Prusse comporte deux groupes catholiques, denses et puissants : l'un à l'Ouest, dans les provinces du Rhin et parmi une population patriote et dynastique, l'autre à l'Est, dans les anciens États polonais et parmi une population restée profondément attachée à sa langue, à sa race, aux souvenirs de son indépendance perdue. Pendant la période de 1848, — à laquelle il faut toujours revenir lorsqu'il est question de l'unité allemande, — l'Église catholique s'était montrée une puissance essentiellement conservatrice [1]. « C'est à la fidélité de mes sujets catholiques que je dois la conservation de mon trône », disait plus tard le roi Frédéric-Guillaume IV, et il les récompensa en accordant par la Constitution de 1850 la plus grande liberté à leur Église. Quinze ans de paix religieuse suivirent, dont l'Église catholique profita pour pousser de tous côtés des pointes audacieuses : missions et ordres monastiques, cercles de Pie, de Saint-Vincent, de Saint-Boniface, établissements de Jésuites, c'était la conquête pacifique du pays de Luther [2]. La guerre de 1866 ranima les haines religieuses.

Le grand combat de l'Autriche et de la Prusse prit un caractère confessionnel. « Notre armée a une grande mission à remplir, écrivait la *Gazette de la Croix* en mai 1866, elle lutte pour notre liberté religieuse », et tous les États catholiques, Bavière, Bade, combattaient à côté de l'Autriche. Sadowa marqua la fin des conquêtes de l'Église, avec le départ de la catholique Autriche, et déplaça le centre confes-

1. Sur cette période, vicomte H. Begouen. *La Prusse et l'Eglise catholique de 1815 à 1870*. Dans les *Annales de l'Ecole des Sciences politiques*, 1886, p. 534 (favorable à l'esprit catholique).

2. Sur ces efforts catholiques, Denis, *La fondation de l'Empire allemand, 1852-1871*, et son chapitre dans le t. XII de Lavisse et Rambaud. *Histoire générale*, p. 348 et suiv, cf. et en sens contraire. G. Goyau. *Les origines du Kulturkampf*. Dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er avril 1907.

sionnel en Allemagne : les États du Sud, la Bavière surtout, se cantonnaient dans un exclusivisme jaloux où les ultramontains cherchaient leur dernier refuge ; la Confédération du Nord était acquise au protestantisme, et même dans certains chapitres et facultés catholiques soufflait un esprit nouveau qui les écartait de Rome. Dès lors s'engagea le combat pour la « culture », le *Kulturkampf*.

Le gouvernement prussien, craignant pour le travail unitaire, s'efforça de conserver une stricte neutralité et dut souvent résister à la pression du Parlement. En octobre 1867 et en avril 1868, le Reichstag invitait le chancelier à déposer un projet de loi sur le mariage civil[1] ; en 1868, le parti national-libéral demandait à la Chambre prussienne la suppression partielle des monastères ; en 1869, les élections reflétaient les inquiétudes religieuses du pays, et, tandis que le parti libéral obtenait la majorité relative, une minorité se formait sur un programme catholique : c'est le noyau du *centre* futur, qui luttera pendant dix ans au nom de l'Église. En février 1870, malgré les efforts de ce parti, une loi restreignait les droits des personnes morales et subordonnait la validité des donations en leur faveur à l'autorisation de l'État. Ainsi se manifestait en Allemagne le conflit des deux écoles, et s'affirmait la volonté populaire d'écarter l'Église de l'administration civile.

En même temps, l'esprit de Rome était à l'autorité. Pie IX, âme forte, volontaire, passionnée, affirmait le droit de son Église de conduire avec les âmes la vie même des peuples. Dès 1864, l'Encyclique et le Syllabus posent en principe que l'Église romaine et le pape, son représentant, tiennent de Dieu un pouvoir sans limites ni contrôle, et qu'aucune loi des hommes n'y peut porter atteinte. En juin 1868, la convocation

1. Gonse. *La législation relative au mariage en Prusse. Bulletin de la Société de Législation comparée*, mars 1872.

du Concile permit de prévoir une plus solennelle et plus complète affirmation du principe d'autorité. Dans l'Europe entière, l'opinion publique se passionne, et les discussions s'élèvent, enflammées. En Allemagne, les gouvernements s'émeuvent, et le premier ministre de Bavière, — c'était le prince de Hohenlohe, libéral modéré, — inquiet de l'influence qu'aurait le pape infaillible sur les sujets de son pays, propose aux cabinets allemands de protester en commun et par avance contre toute décision que le Vatican prendrait sans l'avis des gouvernements européens. Le chancelier fédéral est ainsi mis en demeure de se prononcer [1].

Bismarck était un homme de foi simple, orthodoxe, limitée. Incrédule dans sa prime jeunesse, il avait passé en 1846 par une crise d'inquiétude qui l'avait ramené à l'Église évangélique [2]; depuis lors, il était resté fidèle à ses croyances et à ses devoirs religieux, communiant à la veille de ses duels ou de ses guerres [3], et, suivant l'expression populaire, « tenant à être en règle avec son Dieu ». Mais il mettait chacun à sa place, Dieu à l'Église, l'empereur sur le trône, et, rendant à Dieu ce qui appartenait à Dieu, il tenait à ce que César eût ce qui appartenait à César. Ainsi qu'on l'a fortement écrit, « sa foi était au service de sa personnalité [4]. » Or son devoir de ministre était d'assurer sur terre le règne de son prince : il n'admettait pas qu'un prêtre, pape ou pasteur, intervînt dans les choses de l'État, non plus qu'il ne prétendait lui-même intervenir dans les dogmes ecclésiastiques. Il recevait avec soumission la parole évangélique de son pasteur, et entendait

1. Sur le concile du Vatican et la Prusse, voyez les documents publiés au ch. XIV des *Discours de Bismarck*, p. 241 et suiv.

2. Cf. *supra*, t. I, p. 61 et suiv.

3. Cf. *supra*, t. I, p. 355 et t. III, p. .

4. F. Meinecke. *Bismarcks Eintritt in den christlich-germanischen Kreis. Historische Zeitschrift*, t. 90 (1903) p. 91.

que son pasteur se soumît fidèlement au gouvernement du prince.

Il se tint, au début de la crise, à ce principe de stricte neutralité; il ne l'abandonna que lorsqu'il vit, ou crut voir l'Église empiéter sur les droits de l'État, chasser sur des terres où elle n'avait point bail. Il aperçut partout les menées de l'Église, — parfois à tort, souvent avec raison. Il les vit dès son séjour à Francfort dans l'hostilité hautaine de l'Autriche envers les cours protestantes; il les retrouva toutes-puissantes dans le conflit des deux grandes puissances de l'Allemagne en 1866; il les distingua dans l'obstination de la Bavière à refuser l'unité allemande; il les dénonça dans la préparation de la guerre par M. de Gramont, dans le projet d'alliance austro-français[1]; il les découvrit, en Prusse même, dans la formation d'un nouveau parti, tout ensemble catholique et indépendant, dévoué au pays et adversaire de Bismarck, c'est-à-dire deux fois dangereux. Trouvant ainsi l'Église sur son chemin, il fonça sur elle de toute la force de son tempérament, décidé à la briser, non par principe de dogme, mais par nécessité de gouvernement. Car il était exclusivement homme de gouvernement, et, s'il laissait les dogmes aux prêtres, il leur refusait l'administration de l'État. Telle fut sa conduite dans le Kulturkampf.

En 1869, il entrevoyait le prochain combat des deux écoles spirituelles, et dans sa réponse au ministre bavarois, tout en affirmant sa stricte neutralité, il promettait de mettre en garde les évêques prussiens contre « le parti qui, à Rome, tend avec décision à détruire la paix religieuse et politique de l'Europe, dans la conviction fanatique que les souffrances générales qui proviendront de ces déchirements accroîtront le

1. Bismarck au Landtag (Chambre des Seigneurs) 6 mars 1872, au Reichstag, 5 décembre 1874.

crédit de l'Église[1] ». Cette sévère critique répondait à l'opinion allemande; même parmi les catholiques, beaucoup se prononçaient contre l'infaillibilité; un savant de Munich, M. de Dœllinger, déchirait avec force la thèse ultramontaine[2]; des pétitions circulaient pour l'appuyer dans les villes catholiques, à Cologne, Braunsberg, Prague, Breslau, Münster. Au Concile même, les évêques allemands combattirent les propositions intransigeantes et furent de la minorité libérale. On sait le combat du Vatican et ses suites : le 13 juillet 1870, le Concile proclamait l'infaillibilité du pape. Le même jour, Bismarck envoyait la dépêche qui déchaînait la guerre entre la « fille aînée de l'Église » et la première puissance protestante du continent.

Le dogme nouveau n'est pas accepté par tous en Allemagne : les évêques s'inclinent et se soumettent ; mais dans le parti catholique un groupe se forme, qui proteste contre l'infaillibilité en se fondant sur la parole même du Maître et en appelle du pape à Dieu. C'est un nouveau schisme en préparation, une nouvelle réforme, et, pour affirmer leur intention de rester dans l'Église primitive, ces croyants se dénomment les *Vieux-Catholiques :* à leur tête se trouvaient Mgr Reinkens, chanoine de Breslau ; Ignace de Dœllinger, professeur à Munich, et une phalange de prêtres indépendants, d'universitaires pieux ; mais ce fut une tête sans corps ; même dans ses beaux jours, appuyée de toute la faveur du gouvernement, cette phalange d'élite ne pénétra point dans les

1. Bismarck au prince de Hohenlohe, 11 août 1869. Les documents relatifs au Kulturkampf sont recueillis en très grand nombre dans deux ouvrages, l'un libéral, Hahn, *Geschichte des Culturkampfes in Preussen* (1881) ; l'autre catholique et en réponse au précédent, Schulte, *Geschichte des Kulturkampfes in Preussen* (1883). Cf. aussi les nombreuses pièces lues par Bismarck ou publiées en suite de ses discours.

2. *Allgemeine Zeitung* du 21 janvier 1870.

masses populaires et ne compta que quelques dizaines de mille d'adhérents ; la fin du Kulturkampf marqua sa décroissance, comme si elle n'avait eu pour raison d'être que d'appuyer d'une force religieuse l'État dans sa lutte contre l'Église romaine.

Cependant la guerre de 1870 soulevait les mêmes passions que le combat de 1866 : après la catholique Autriche, la catholique France était vaincue par la protestante Allemagne. Un événement étranger faillit réconcilier le pape et le futur empereur, l'entrée des Italiens à Rome. Sans appui catholique, en présence de l'Autriche abattue, de la France écrasée, de l'Espagne impuissante et de l'Italie infidèle, le pape eut recours au monarque protestant : le 7 octobre, le cardinal Antonelli demandait au comte d'Arnim, ambassadeur de la Confédération du Nord auprès du Saint-Siège, « si le pape quittant Rome trouverait un soutien auprès du roi de Prusse[1] ». Bismarck s'empressa de répondre affirmativement[2], et déjà il voyait Pie IX réfugié à Fulda ou à Cologne : « En Allemagne, disait-il à sa table, une fois qu'on l'aurait sous les yeux, vieillard en quête d'asile, bonhomme, mangeant et buvant, prenant sa prise ou même fumant un cigare, comme un autre évêque, il serait moins dangereux[3]. » L'éventualité ne se produisit point, le pape ne quitta point le Vatican, mais il se crut en droit de compter sur la protection du roi Guillaume. En novembre, Mgr Ledochowski, archevêque de Posen, en décembre, Mgr de Bonnechose, archevêque de Rouen, sollicitèrent à Versailles auprès de Bismarck l'intervention de la Prusse en faveur du Saint-Siège. Le chancelier eût volontiers agi pour

1. Le comte Harry d'Arnim à Bismarck, 7 octobre 1870.

2. Bismarck au comte d'Arnim à Rome, et au comte Brassier à Florence, 8 octobre 1870.

3. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 279.

maintenir le pouvoir temporel des papes[1], et arrêter un nouvel accroissement du jeune royaume d'Italie; mais les difficultés du moment ne le lui permettaient pas : la guerre se prolongeait, difficile et dangereuse; la Russie, l'Angleterre, l'Autriche murmuraient le mot d'intervention ; le pouvoir temporel paya le silence de l'Italie. Bismarck accueillit froidement les princes de l'Église et les renvoya avec de décourageantes paroles. La déception fut vive et durable[2].

A la même époque, les catholiques s'inquiétaient de leur propre sort ; à la fin de septembre, Mgr Ketteler, évêque de Mayence, adressait au chancelier fédéral une lettre où il exprimait la crainte que les « événements du temps ne parussent comme une victoire du protestantisme sur le catholicisme »; pour dissiper cette crainte, il demandait des garanties contre tout attentat aux convictions religieuses. Quelque temps après, Mgr Ketteler précisait, de vive voix et dans le cabinet de Bismarck, ces « garanties » désirables : c'était l'introduction dans la charte allemande des articles favorables à l'Église et insérés dans la constitution prussienne de 1850. Le jour où l'évêque lui adressa cette proposition, Bismarck était mal disposé, il le prit dans sa manière narquoise et sarcastique, il déclara tout net qu'un prêtre catholique n'avait point place au paradis, « ayant commis le péché contre le Saint-Esprit ». L'évêque sourit, salua, et se retira. Le combat était dès lors engagé.

Un mouvement qui remue jusqu'en son tréfond une nation pendant de longues années n'a point un seul motif ; les causes du Kulturkampf sont nombreuses, variées, profondes : la prompte victoire de la Prusse, État protestant, sur les deux puissances catholiques qui tenaient jusqu'alors le premier

1. H. Wiermann. *Geschichte des Kulturkampfes* (2e éd., 1886), p. 7.
2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 146 et suiv.

rang en Europe; la tendance de Pie IX et de ses conseillers, d'affirmer l'autorité de l'Église sur l'État ; la volonté de Bismarck, de tout le parti libéral, d'assurer l'indépendance absolue du gouvernement, son pouvoir exclusif dans l'administration terrestre; le mécontentement des catholiques allemands de ne point obtenir dans le gouvernement de l'Empire la place que leur nombre aurait dû leur assurer ; les revendications nationales des Polonais, attachés à leur religion comme à leur vieille patrie, — telles furent les causes principales de « la lutte pour la civilisation ».

§ II

A son retour de France, Bismarck fut surpris de la situation nouvelle du pays[1]. Absent d'Allemagne pendant sept mois, absorbé dans les négociations les plus délicates, il n'avait suivi que distraitement les affaires intérieures de sa patrie, et le travail en fermentation lui avait échappé. Fier des victoires allemandes et de ses propres succès, il croyait les Allemands, tous les Allemands heureux et satisfaits : il était étonné qu'il subsistât des mécontents.

Aux élections pour le Landtag, en novembre, le parti catholique avait pris pour programme le rétablissement du pouvoir temporel et l'indépendance de l'Église[2], et, grâce à un vigoureux effort, avait conquis 57 sièges ; aux élections pour le Reichstag, la lutte fut plus vive encore, et le succès dans 63 circonscriptions lui donna une force nouvelle. Le groupe se constitua définitivement en *parti du centre* et lança un programme en deux points : maintien du caractère fédératif de l'Empire, — garantie de toutes les libertés reli-

1. Bismarck à la Chambre des députés, 30 janvier 1872.
2. Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. II, p. 397.

gieuses et privées [1]. A sa tête se plaça un parlementaire de premier ordre, M. Windthorst.

Né le 17 janvier 1812 en Hanovre, Louis Windthorst avait fait ses études universitaires à Gœttingue en même temps que Bismarck, mais, à la différence de ce dernier, il avait fréquenté plus les cours que les tavernes. Fonctionnaire en son pays, il était arrivé rapidement aux premières places : en 1851, il était ministre, il tomba du pouvoir et y remonta. Il soutenait dès lors la cause catholique et l'alliance autrichienne ; l'annexion du Hanovre, le succès du protestantisme, l'effacement de l'Autriche, parurent marquer la fin de sa carrière ; une nouvelle existence commença pour lui : ce modèle des fonctionnaires devint le chef-type de l'opposition ; il en avait tous les dons, une éloquence souple et forte, du sang-froid et de l'ironie, l'autorité que donnent le savoir et le talent, l'art de la tactique parlementaire, la pénétration des fautes de l'adversaire [2]. Entre lui et Bismarck, tout était contraste : à la forte tête de dogue, moustache hérissée, œil dur, sourcils énormes de l'un, s'opposaient le visage glabre, l'œil malin derrière les lunettes, la bouche fine et ironique de l'autre. Sans cesse adversaires, ils ne parvinrent point à se détester, se tenant pour de rudes et loyaux combattants. A partir de 1879, ils se rapprochèrent ; Windthorst devint parfois l'arbitre de la majorité au Reichstag ; à la veille de sa chute, le chancelier l'avait mandé en consultation. Bismarck tombé, Windthorst mourut [3], comme sans but désormais dans l'existence.

A ses côtés, mais en moindres seigneurs, se plaçaient ses lieutenants, M. de Savigny, jadis camarade de Bismarck,

1. Programme du centre, janvier 1871, signé par Savigny, Windthorst, Mallinckrodt, Reichensperger, etc.

2. J. Knopp. *Ludwig Windthorst* (1898).

3. Il mourut à Berlin, le 14 mars 1891.

ancien délégué à la Diète de Francfort, Mallinckrodt, conseiller de gouvernement en retraite, représentant des catholiques westphaliens et Pierre Reichensperger, conseiller à la cour de Berlin, parlementaire depuis vingt ans. En face de l'armée gouvernementale, cette soixantaine de députés au Landtag ou au Reichstag n'était qu'une poignée, mais cohorte disciplinée, toujours disposée au combat, prête à rallier les mécontents [1]. Ceux-ci ne manquèrent point, à l'extrême-gauche les démocrates avec Bebel, à l'extrême-droite les conservateurs ultra, tout ensemble protestants et cléricaux, — les deux adjectifs ne sont pas toujours contradictoires. Bismarck avait compté jadis parmi les gens de réaction, qui l'avaient considéré comme l'enfant terrible du parti; il les avait inquiétés parfois lors de son séjour à Francfort; il les avait rassurés à son arrivée au ministère, en frappant dur sur le parlementarisme; mécontents de sa politique en 1866, ils avaient proclamé sa « banqueroute [2] » en 1868, et ne lui avaient point rendu leur confiance. Dès le début du *Kulturkampf*, ils comprirent que le danger suspendu sur l'Église catholique pourrait retomber sur l'Église évangélique. La lutte était non contre *une* religion, mais contre *la* religion, et les plus vieux amis de Bismarck, Gerlach, son ancien maître, Kleist-Retzow, son parent, même Maurice de Blanckenburg, son intime, passèrent à l'adversaire.

Pendant la session du Reichstag, au printemps de 1871, lorsque s'engagèrent les escarmouches, présages d'ardents combats, Bismarck resta sur la réserve, comme en attente. Le pape Pie IX avait écrit en mars une lettre très conciliante au nouvel empereur, où il demandait « protection pour la

1. Ketteler. *Die Centrumsfraction auf dem ersten deutschen Reichstage* (1872).

2. Louis de Gerlach. *Aufzeichnungen*, t. II, 15 mai 1868, etc.

liberté et les droits de l'Église catholique[1] ». Le chancelier avait fait expliquer à Rome que ces droits dépendraient de l'attitude du parti catholique, et il croyait que le Vatican exprimerait son mécontentement au centre, le contraindrait à la soumission[2]. Il perdit bientôt toute illusion. Dans le courant de l'été, les incidents se multiplièrent, âpres, retentissants, commentés par tous avec passion. Un professeur de religion au lycée de Braunsberg, M. Wollmann, avait protesté contre le dogme de l'infaillibilité du pape ; l'évêque de Braunsberg, Mgr Kremenz, se crut en droit de le révoquer ; le ministre des Cultes et de l'Instruction publique, M. de Mühler, maintint le professeur dans cet emploi, pour affirmer la supériorité de l'État sur l'Église en toutes matières d'enseignement[3]. Invité par l'archevêque de Munich à s'expliquer sur le dogme nouveau, le savant Dœllinger en contesta les principes. « Comme chrétien, comme théologien, comme historien, comme citoyen, déclara-t-il, je ne puis accepter cette doctrine[4]. « L'archevêque répondit à Dœllinger par l'excommunication ; l'Université vengea le professeur en le nommant recteur. Ce débat entre archevêque et professeur s'étendit à tous les presbytères comme à toutes les écoles de la Bavière, et le combat fut si vif, les représailles si injustes, que le ministre bavarois des Cultes, M. de Lutz, dut intervenir[5] ; son action ne fit qu'attiser l'incendie. L'été se passa en conférences et protestations, congrès des Vieux Catholiques à Munich, diète des protestants allemands à Darmstadt, lettre solennelle des évêques à l'empereur. Le feu était aux sacristies.

1. Le pape Pie IX à l'empereur Guillaume, 6 mars 1871.

2. Bismarck au comte Frankenberg, 19 juin 1871. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 399.

3. M. de Mühler, ministre des Cultes, à l'évêque d'Ermeland, 29 juin 1871.

4. Le professeur I. de Dœllinger à l'archevêque de Munich, 28 mars 1871.

5. Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. II, p. 431.

Bismarck, alors, jugea que l'État laïque était menacé par l'Église romaine, et, conformément à son caractère, il prit l'offensive. Dès le mois d'avril 1871, il annonçait que la tendance agressive du nouveau parti l'obligerait probablement à devenir lui-même agressif. En juin, après la clôture du Reichstag, l'incident de Braunsberg lui parut favorable pour son intervention, et l'évêque ayant répondu au ministre en excommuniant le professeur, Bismarck résolut de porter le premier coup.

Il existait au ministère prussien des Cultes une division catholique, chargée de l'organisation en Prusse du culte catholique et des rapports avec le Vatican. Composée de fonctionnaires catholiques, inamovibles en fait, sinon en droit, elle avait acquis une grande autonomie, soumise au roi par la fonction, au pape par la conscience, indépendante par cette contradiction même. C'était « un État dans l'État », le mot est de Bismarck [1]. Le chancelier résolut de briser ce noyau d'opposition. Il croyait encore à l'appui des conservateurs et se servit de la *Gazette de la Croix* pour annoncer sa décision. Le 8 juillet 1871 était signée l'ordonnance qui supprimait la division catholique et réunissait tous les services des cultes en une seule direction. Ce fut le premier coup du Kulturkampf.

Dans le recul du temps, cette mesure de combat paraît anodine. Sur l'heure, elle produisit un émoi intense. A la cour même, les partisans de l'Église romaine, l'impératrice Augusta et ses confidents, les louangers du temps passé, protestèrent à grands cris contre ce coup de hache à l'arche sainte de la tradition. Bismarck laissa passer l'été pour donner à l'émotion le temps de se calmer. Loin de s'apaiser, le conflit ne fit que s'accroître, aigri par les incidents de l'été. Le

1. Bismarck à la Chambre des seigneurs, 10 mars 1873 : à la Chambre des députés, 30 janvier 1873, 16 avril 1875.

chancelier se décida alors à porter de nouveaux coups : au mois de décembre, il fit voter par le Reichstag une modification au Code pénal, pour punir d'un emprisonnement de deux ans au maximum toutes personnes employées à la célébration d'un culte qui, en public, auraient prononcé sur les affaires de l'État un discours dangereux pour la paix publique [1]. Peu de jours après, le ministre des Cultes, M. de Mühler, déposait à la Chambre prussienne un projet de loi pour enlever au clergé l'inspection des écoles. L'effet produit par ces mesures fut grand : les réactionnaires, tant protestants que catholiques, rugirent d'indignation. « C'est un sacrilège », clamait le vieux président de Gerlach [2]. Mais, dans le grand public, l'opinion était hostile au clergé. Bismarck se sentait soutenu par la nation, — en réalité elle l'entraînait. Il résolut d'appeler un homme nouveau à cette situation nouvelle.

Le ministre des Cultes, M. de Mühler, était un vieux meuble que Bismarck avait trouvé en arrivant au ministère. Ce noble débris ne suivait l'action de son chef qu'en gémissant. Bismarck résolut de le reléguer au grenier des accessoires administratifs hors d'usage, mais le sacrifice ne fut point aisé, car le vieux ministre était protégé par l'impératrice, très lié avec Roon, son camarade de combat aux débuts du conflit, sympathique à l'empereur Guillaume. Bismarck fit appel à la *vox populi*, et les articles de la presse inspirée découvrirent un Mühler tellement impopulaire que son renvoi fut décidé [3]; mais encore fallut-il y mettre quelques

1. Loi du 10 décembre 1871. Les lois du Kulturkampf sont traduites dans l'*Annuaire de Législation étrangère*, 1873 et suiv. M. Gérardin en a fait une très précise analyse dans le *Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1887, p. 65 et suiv.

2. Louis de Gerlach. *Aufzeichnungen*, t. II, p. 350.

3. Bismarck à l'empereur, 11 janvier 1872. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 218.

formes, et, pour lui adoucir l'amertume du départ, on imagina de lui inventer un conflit avec le prince héritier sur une question de musées[1] : il était moins pénible, disait-on, de tomber sur une difficulté artistique que sur un débat religieux. Ainsi fut consommé ce que l'empereur Guillaume appelait une « catastrophe[2] ». Le 22 janvier, M. Falk était appelé au ministère des Cultes.

Les deux hommes représentaient deux époques : avec sa face rasée, son regard honnête, son caractère étroit, M. de Mühler était de l'école classique, fonctionnaire à la mode de Manteuffel, sans envolée, mais de travail sûr et de traditions suivies. M. Falk, barbu, chevelu, la bouche autoritaire, l'œil dur, le sourcil à la Bismarck, était un homme de forte poigne, sans séduction, et Roon lui donnait ce bon témoignage « qu'il était ennemi de toute frivolité[3] ». Longtemps magistrat, député à la Chambre prussienne, puis au Reichstag, il était depuis peu de temps délégué de la Prusse au Bundesrath. Il avait de la droiture dans le caractère et beaucoup de savoir juridique ; mais il ne connaissait pas l'ennemi souple et délié qu'il allait combattre[4]; il ignorait le pouvoir d'un pape sans armée ni police, mais doué du droit de lier et délier les âmes; il voulut réprimer les représentants de Saint-Pierre comme on châtie de mauvais garnements qui outragent les bons gendarmes, en leur distribuant des amendes et des mois de prison. Et il se brisa contre un ennemi insaisissable. Alors Bismarck l'abandonna, en le chargeant généreusement de toutes les fautes commises.

1. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 296.

2. L'empereur Guillaume à Roon, 12 janvier 1872. Roon. *Denkwürdigkeiten*, t. III (4e éd.), p. 316.

3. Roon à l'empereur, rapport du 20 janvier 1872. *Loc. cit.*, p. 320.

4. Wagener. *Erlebtes*, t. II, p. 69.

Ces nouvelles mesures avaient surexcité l'opinion publique; en Prusse, comme en Bavière, les journaux des deux bords jetaient feu et flammes : les feuilles libérales réclamaient l'écrasement de l'hydre cléricale; les gazettes catholiques, la *Germania* de Berlin, la *Patrie* de Munich, parlaient de l'Antechrist, et un petit oiseau de province, le *Catholique*, de Kœnigshütte, modulait de doux chants sur « les juifs, les non catholiques, ces éternels ennemis du peuple, qui vivent et s'enrichissent de la sueur et du sang de nos mains ». Les prêtres envoyaient des mandements sans indulgence, et les premières poursuites furent engagées. Un vieux professeur de Halle, Guericke, luthérien enragé, était poursuivi pour crime de lèse-majesté, et la pluie des amendes commença, fréquente et généreuse.

La discussion du budget des Cultes, en janvier, fournit une excellente occasion au parti du centre de diriger de vives attaques contre le cabinet et M. Windthorst chargea avec maestria. Bismarck lui répondit vivement : il reprit l'un après l'autre les derniers incidents, rappela les premières attaques des catholiques, les « discussions théologiques portées sur le terrain politique, véritable calamité pour le pays », les « mesquines mesures, simples chicanes, des autorités ecclésiastiques », et il termina par ces mots, vraies paroles d'homme d'État : « Tout dogme, même auquel nous ne croyons pas nous-mêmes, mais que professent des millions d'habitants de ce pays, doit être en tous cas sacré pour leurs concitoyens et pour le gouvernement. Mais nous ne pouvons concéder aux autorités ecclésiastiques le droit permanent — auquel elles prétendent — d'exercer une partie du pouvoir de l'État; dans la mesure où elles possèdent ce droit, nous sommes obligés de le restreindre, dans l'intérêt de la paix, afin que nous ayons place les uns à côté des autres, afin que nous puis-

sions vivre en repos les uns avec les autres, afin que nous soyons forcés aussi peu que possible de nous inquiéter de religion. Car nous n'avons pas de religion d'État[1]. »

Tel est le principe posé : l'indépendance de l'État en matière religieuse, son autorité exclusive en toutes choses de la terre, l'Église restreinte à la religion. Peu de jours après, Bismarck en demandait aux députés une première application et soutenait d'une demi-douzaine de discours son projet de loi sur les inspections des écoles. « Le gouvernement désire, disait-il, obtenir par voie législative une formule claire et sans équivoque, au moyen de laquelle il puisse lui-même exercer le droit de l'État, droit résultant de la Constitution, droit sans lequel nous ne croyons pas pouvoir assurer, sous notre responsabilité, notre développement politique[2]. » Il exposait les inconvénients de la surveillance exercée par les Églises sur les établissements d'instruction, la contradiction de cette surveillance religieuse avec le principe de l'État moderne, les empiétements des autorités ecclésiastiques ; mais déjà, sans qu'il s'en doutât, il faisait dévier le débat en un conflit de deux dogmes, protestant et catholique, et, reprochant à ses adversaires « leur attitude envers la dynastie impériale protestante[3] », il abandonnait sa théorie de l'État neutre ; à son insu, le vieux Prussien, fils de Luther, reparaissait en lui. A la Chambre des députés, le succès n'était pas douteux, malgré l'opposition des conservateurs, et la loi y fut votée par 207 voix contre 155.

A la Chambre des seigneurs, la lutte se présentait comme plus vive encore ; car, si le parti du centre n'y comptait que peu de membres, les « cléricaux protestants » y étaient

1. Bismarck à la Chambre des députés, 30 janvier 1872.
2. Bismarck à la Chambre des députés, 9 février 1872.
3. Bismarck à la Chambre des députés, 13 février 1872.

nombreux, et il les fallait encore ménager. Le roi de Prusse et son premier ministre ne pouvaient oublier qu'ils avaient trouvé « pendant les années de tempêtes de 1861 à 1866 dans la Chambre des seigneurs un appui loyal, solide, sans fin[1] ». Ils ne pouvaient traiter MM. de Kleist-Retzow, de Senfft-Pilsach, O. de Manteuffel comme de vulgaires députés guelfes. Pourtant ces nobles seigneurs chargeaient comme des preux sus au projet gouvernemental, et la haute Assemblée, la sereine Chambre, était secouée comme par un « orage[2] ».

Bismarck s'efforça de rallier ces brebis égarées par deux discours un peu décousus, comme des conversations entre gens de bonne compagnie : il y exposa les menées des catholiques polonais et l'utilité de la loi proposée ; il demanda aux conservateurs d'accepter avec soumission les projets du ministère, « car le gouvernement doit se former un jugement sur ce qu'il estime nécessaire ou non pour assurer l'existence de l'Etat dans l'avenir », les seigneurs n'ont qu'à suivre avec foi les représentants du roi ; en accusant le cabinet de « mettre sens dessus dessous l'État évangélique », les réactionnaires se livrent aux plus déplorables exagérations. Et toute son argumentation était plus un appel à la confiance des vieux junkers prussiens, qu'un raisonnement serré et précis[3]. Il n'avait point de prétention à l'éloquence, mais au succès. Il réussit : le 8 mars, la Chambre haute ratifia le projet de loi par 126 voix contre 76.

La nouvelle politique trouvait dans ce double vote une approbation solennelle ; Bismarck et Falk la comprirent comme un encouragement et résolurent de porter à l'adver-

1. L'empereur Guillaume à Bismarck, 9 novembre 1872. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 228.

2. Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. II, p. 451.

3. Bismarck à la Chambre des seigneurs, 6 et 7 mars 1872.

saire un coup décisif, de le frapper à la tête, d'expulser les Jésuites. De nombreuses pétitions avaient été déposées au Reichstag, demandant des mesures énergiques contre les Jésuites, chefs véritables quoique occultes de la campagne cléricale. Au milieu de mai, le Reichstag en délibéra, et les débats furent passionnés : la Compagnie de Jésus trouva de vigoureux défenseurs parmi les membres du centre et même de l'extrême-droite,[1] — les protestants évangéliques défenseurs des Jésuites, Luther protégeant Ignace de Loyola, la jolie antithèse ! Le débat se clôtura par une invitation au chancelier fédéral de préparer un projet de loi sur l'expulsion des Jésuites. M. Falk se mit immédiatement à l'œuvre; c'était son premier travail personnel, jusqu'alors il n'avait que soutenu les projets préparés avant son arrivée au pouvoir, maintenant commençait la véritable « Falkenjagd[2] ». Ministre des Cultes prussiens, délégué au Bundesrath, il avait la tâche naturelle de rédiger le projet de loi, et s'il n'intervint pas activement dans les débats publics, on n'en doit pas moins considérer la loi comme son œuvre.

En deux mois, le projet était rédigé, examiné, voté : la loi du 4 juillet 1872 prononçait la dissolution de la Compagnie de Jésus et de toutes les congrégations ayant une affinité avec elle. Les établissements devaient être fermés dans le délai de six mois ; les membres étrangers à l'Allemagne pouvaient être expulsés du territoire impérial, et le gouvernement pouvait interdire ou imposer certains séjours aux anciens Jésuites de nationalité allemande.

1. Gerlach. *Aufzeichnungen*, t. II, p. 352. Les évangéliques cléricaux furent d'ailleurs rares, le vieux Président de Gerlach constatait avec douleur que Wagener et Maurice de Blanckenburg s'en étaient séparés.

2. Roon à Bismarck, 16 janvier 1873. Roon. *Denkwürdigkeiten*, t. III, p. 343. — Ce mot est à double entente : chasse au faucon et chasse de Falk.

Aux débats de cette loi, Bismarck ne parut point. Il invoqua sa santé pour se retirer à Varzin ; on peut supposer qu'il préférait ne point assister en personne à des discussions dont les conséquences ne se pouvaient prévoir. Mais avant de partir, il lança deux mots d'ordre, l'un par sa parole, l'autre par sa plume. Il avait eu l'intention de créer une ambassade allemande auprès du Vatican et d'obtenir une nonciature à Berlin. « Car, disait-il, je considère comme une des causes principales des troubles qui se produisent actuellement sur le terrain confessionnel, l'exposition inexacte, — obscurcie par des passions personnelles ou des raisons pires encore, — qui a été faite à Sa Sainteté le pape sur la situation des choses en Allemagne et sur les intentions des gouvernements allemands. » Il eût voulu envoyer comme ambassadeur le cardinal de Hohenlohe[1], le Vatican le refusa. Le chancelier profita de la discussion du budget des Affaires étrangères pour exhaler sa rancune, et il résuma sa politique dans cette formule célèbre entre toutes : « Soyez sans crainte, ni de corps, ni d'esprit nous n'irons à Canossa[2]. »

Le même jour, il ouvrait par avance la succession de Pie IX, et, dans une circulaire confidentielle sur l'élection future du pape, il critiquait fortement la tendance du Saint-Siège de s'immiscer dans le gouvernement des peuples. « Les résolutions du Concile du Vatican, disait-il, ont fait des évêques les instruments du pape, les organes irresponsables d'un souverain qui, en vertu de l'infaillibilité, dispose d'un pouvoir plus complètement absolu qu'aucun monarque du monde[3]. »

1. Puis il pensa à Keudell. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 447.

2. Bismarck au Reichstag, 14 mai 1872. L'empereur Henri IV était venu s'humilier à Canossa devant le pape Grégoire VII.

3. Bismarck aux représentants de l'Empire, 14 mai 1872. Cette circulaire fut publiée dans le *Reichs-Anzeiger* du 29 décembre 1874, au moment de l'affaire d'Arnim.

Quatre jours après, il partait pour Varzin ; sauf un court séjour à Berlin en septembre pour l'entrevue des trois empereurs, il y demeura jusqu'à l'hiver. Enervé par les luttes parlementaires et diplomatiques, inquiet de ce conflit sans solution, il eût voulu passer dans son « Tusculum [1]» un été tranquille, absorbé par ses moissons et ses coupes forestières, distrait par la visite de quelques amis, Maurice de Blanckenburg, Motley[2]. Mais les affaires le suivaient, et, à son corps défendant, il devait participer au grand combat. Les incidents se succédaient, ranimant, accroissant chaque jour la lutte des deux pensées[3]. Les évêques adressaient à leurs ouailles de furibonds mandements et se réunissaient à Fulda pour rédiger une solennelle épître « sur la situation de l'Église catholique dans l'Empire allemand ». Avec le plus ardent, Mgr Krementz, Bismarck entamait une correspondance peu amène. Les fonctionnaires d'ancien style manifestaient un bruyant mécontentement. Le pape adressait à une députation allemande une allocution indignée. Les « catholiques allemands » se réunissaient à Breslau, les « vieux catholiques » à Cologne. Les journaux rugissaient. Les amendes pleuvaient et aussi les mois de prison. A l'automne le conflit, loin de s'apaiser, allait croissant chaque jour.

§ III

La situation de Bismarck était singulière et délicate. Alors dans toute sa gloire, salué par les hourrahs enthousiastes d'un

1. Roon à Bismarck, 3 juillet 1872.

2. Motley passa une semaine à Varzin, d'où il envoya, les 25 et 27 juillet 1872, deux intéressantes lettres à sa femme. Motley. *Correspondence*, t. II.

3. Les détails de ces incidents dans Wiermann. *Geschichte des Kulturkampfes*, p. 63 et suiv.

peuple reconnaissant, il n'avait en politique ni amis, ni parti ; il en était réduit à charger Wagener, un homme de second plan, d'exprimer sa pensée au Reichstag sur les lois de combat. « Vous êtes le seul de mon entourage avec qui je m'exprime sans réserve, lui écrivait-il, si je n'ai plus cela, j'étoufferai de bile[1]. » Sauf Roon, il houspillait les ministres, les traitant alternativement de paresseux ou de trop indépendants[2]. Il était en mauvais termes avec le cercle de la cour et avec l'état-major, brouillé avec Moltke au point que les deux hommes ne se parlaient pas, s'ignoraient[3]. Aux deux Parlements, le parti d'opposition avait grandi dans la lutte ; au centre s'étaient adjoints les Polonais, les Danois, les démocrates. L'extrême-droite était nettement hostile ; parmi les conservateurs modérés, plusieurs se renfrognaient ; Maurice de Blanckenburg, le fidèle Pylade de ce grand Oreste, se dérobait ; la Chambre des seigneurs, jadis pilier du ministère, exprimait son mécontentement en rejetant la loi de réorganisation administrative, et, pour vaincre sa résistance, le cabinet obtenait du roi une « fournée » de nouveaux seigneurs[4]. Restait le parti national-libéral, la grande force parlementaire. Pour l'heure, Bismarck était son dieu, car il avait fait l'unité allemande, mais un dieu redouté, car on conservait souvenir d'anciens coups de son tonnerre, et, avec ce génie puissant mais paradoxal, on pouvait toujours craindre de nouveaux éclats. Quelques-uns se livraient de tout cœur au grand maître, Blum, son futur historiographe, Unruh, lié d'amitié même au temps des divergences politiques. Beaucoup

1. Bismarck à Wagener, 27 février 1872. Horst Kohl, *Bismarck-Briefe*, p. 471.

2. Bismarck au comte d'Eulenburg, 7 février 1872. *Ibid.*, p. 469.

3. Unruh. *Erinnerungen*, p. 321.

4. *Infra*, p. 339 et suiv.

restaient sur la réserve et Lasker prenait un malin plaisir, en janvier 1873, à dénoncer à la Chambre les tripotages commis lors d'une concession de chemin de fer, et les agissements assez concussionnaires de Wagener, le « famulus » de Bismarck. Cela n'était point pour satisfaire le chancelier, qui se plaignait que tous l'abandonnassent[1].

Ainsi, détesté des uns, craint des autres, inquiétant les derniers, Bismarck ne trouvait aucun appui. Il était dans un « splendide isolement ».

Il le savait, car il était homme de vue droite et de flair pénétrant. Il résolut d'abandonner une partie de ses pouvoirs, pour ne point s'user dans une lutte perpétuelle. Le 14 décembre 1872, il annonçait à Roon cette décision dans une lettre amère et découragée. Après s'être plaint de sa santé, — qui n'était en effet que médiocre, — il ajoutait : « Je suis en disgrâce auprès de tous les membres de la famille royale, et la confiance du roi est en recul. Tout intrigant trouve son oreille... Le roi, comme un cavalier en selle, sait à peine quel bon cheval il a exténué en moi... Dans les affaires intérieures, j'ai perdu le sol qui me soutenait, par la désertion traîtresse du parti conservateur dans la question catholique. A mon âge, et convaincu de ne plus vivre longtemps, la perte de vieux amis a quelque chose de décourageant qui va jusqu'à la paralysie[2]. » Il était donc résolu à se cantonner dans les Affaires étrangères, — « car je ne puis, écrivait-il, transmettre à un autre une expérience de vingt ans dans la politique européenne », — et à confier à un collègue la présidence du cabinet prussien. Un seul homme était indiqué pour ces fonctions, Roon, le plus ancien des ministres, le confident du roi, l'ami

1. Bismarck à Roon, 27 février 1873. H. Kohl. *Bismarck-Briefe*, p. 477.

2. Bismarck à Roon, 13 décembre 1872. *Loc. cit.*, p. 474. Cf. Le roi Guillaume à Bismarck, 23 décembre 1872. *Kaiser und Kanzler Briefe*, p. 233.

intime du chancelier ; le vieux général avait la confiance de la droite ; en s'adjoignant Blanckenburg comme ministre du Commerce, à la place de Selchow sacrifié à son tour, Roon pouvait rallier les vieux conservateurs. Il hésita, l'insistance de Bismarck le décida[1], et, malgré le refus de Blanckenburg, il fut nommé Président du Conseil : le même jour, 1er janvier 1873, il recevait le bâton de maréchal.

En acceptant la démission du Président de son Conseil, après dix années de fonctions glorieuses, le roi Guillaume le couvrit de fleurs. « C'est à contre-cœur que j'ai accédé à votre vœu... Pas à pas, vos conseils et vos actes m'ont mis en état de développer la force de la Prusse et d'amener l'Allemagne à son unité. Votre nom est marqué d'une manière ineffaçable dans l'histoire de la Prusse et de l'Allemagne, et la plus haute reconnaissance vous est justement acquise de toutes parts[2]. » En réalité, le déchirement était plus dans les mots que dans le cœur du roi ; s'il avait toute confiance dans la politique étrangère de Bismarck, il se méfiait de son action intérieure. Pieux et traditionnaliste, il était hostile au Kulturkampf, qui sapait les principes de la religion et modifiait une politique déjà ancienne ; il espérait qu'avec Roon on reviendrait à la paix religieuse; il se trompait.

Bismarck n'était point homme à accepter un amoindrissement de ses pouvoirs ; l'autorité était dans son caractère, on ne pouvait l'en arracher. Il rechigna en voyant aux soirées de Roon des membres de la droite, ses adversaires personnels, le comte Harry d'Arnim, qui ambitionnait ses fonctions de chancelier impérial, et des officiers réactionnaires, ses anciens rivaux[3]. L'affaire Wagener le mécontenta fort, car on mena-

1. Roon. *Denkwürdigkeiten*, t. III, p. 337.
2. Le roi Guillaume à Bismarck, 1er janvier 1873.
3. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 179 et suiv.

çait de poursuites son bien-aimé, et il en écrivit à Roon en termes tels, qu'il risqua de se brouiller avec ce vieil ami [1]. Et, sous prétexte de relations diplomatiques, il intervint dans les débats religieux.

Le ministre des Cultes, Falk, avait préparé un ensemble de lois de combat, qu'il présenta à la Chambre des députés prussiens au commencement de 1873 : elles devinrent les lois de mai [2].

La première, destinée à permettre les autres et à répondre à une objection juridique de Windthorst [3], modifie les articles 15 et 18 de la Constitution de 1850 : les Églises évangélique et romaine sont soumises aux lois de l'État et à sa surveillance ; on supprime ainsi l'autonomie dont l'Église catholique jouissait dans la direction de ses affaires et le choix de ses ministres.

Le deuxième projet règle la préparation et la nomination des ecclésiastiques : c'est l'État qui les instruit, c'est lui seul qui les nomme. Tout candidat à un emploi de l'Église doit être Allemand, ancien élève d'un gymnase ou d'une université allemande, nanti d'un diplôme officiel. Les séminaires existants sont placés sous le contrôle étroit des pouvoirs publics, et il est interdit d'en ouvrir de nouveaux. Les noms de tous les candidats doivent être communiqués à l'État, qui peut s'opposer à leur nomination s'ils ne remplissent pas les conditions légales, ou si leur conduite permet de croire qu'ils n'observeront pas les lois du pays ou troubleront la paix publique : formule élastique, qui arme le gouvernement de

1. Roon à Bismarck, 27 février 1873 et Bismarck à Roon, même date. Roon. *Denkwürdigkeiten*, t. III, p. 349.

2. *Annuaire de la Législation étrangère*, 1874, p. 137 et suiv. Analyse de M. Gérardin dans le *Bulletin*, 1887, p. 68.

3. Cette modification constitutionnelle ne fut proposée qu'après les autres lois, et pour répondre aux critiques du centre.

pouvoirs discrétionnaires. La sanction, c'est la suppression des allocations budgétaires, la fermeture des établissements, et la condamnation à des amendes qui peuvent monter à 1 000 thalers.

Le troisième projet, relatif au pouvoir disciplinaire de l'Église sur ses ministres, détermine les peines disciplinaires, soumet au contrôle de l'État les maisons où certaines de ces peines sont subies, organise le recours des condamnés devant la cour royale des affaires ecclésiastiques. Cette juridiction connaît de toutes les questions soulevées par les nouvelles lois et elle est investie du droit de révoquer les ministres du Culte qui n'obéiraient pas aux lois de l'État.

La quatrième loi limite strictement le nombre et l'emploi des moyens de correction ecclésiastique.

La cinquième, enfin, la plus haute d'envolée et la plus puissante de progrès, assure la liberté de pensée en affranchissant de toute entrave le droit des citoyens de changer de religion.

Le 9 janvier, M. Falk déposa les quatre derniers projets à la Chambre des députés, et, peu de jours après, le nouveau Président du Conseil les justifia en ces termes : « Nous ne cherchons pas la guerre avec Rome, mais nous voulons nous protéger contre Rome, ce qui est nécessaire depuis le jour où par-dessus les Alpes la grande nouvelle (de l'infaillibilité) nous a assaillis, où le sirocco est tombé de Rome pour transformer en romains nos évêques catholiques allemands[1]. » Roon, l'homme de 1862, le chef des conservateurs prussiens, était devenu le prophète de la pensée libre ! Bismarck seul avait pu réaliser un pareil miracle. L'adversaire répondit à l'invite et engagea le fer : « La tendance de votre gouver-

1. Roon à la Chambre des députés, 17 janvier 1873.

nement, répliqua Mallinckrodt, c'est de dissoudre l'Église catholique par le moyen de l'asservissement étranger et d'une révolution intérieure. »

Dès la première lecture, les partis prirent position. Il parut certain que la Chambre accepterait les projets du gouvernement, car le parti national-libéral en était enthousiaste, Les progressistes ne pouvaient rejeter ce qui était inscrit dans leur programme, et les conservateurs modérés suivaient la parole de Roon. L'opposition comprenait un tiers de la Chambre, tout le centre, uni comme un bloc, et les protestants cléricaux, les évangéliques; ces derniers étaient définitivement groupés en un parti d'opposition, et sur un double programme : la défense du *junkerthum*, du particularisme prussien contre l'esprit allemand, — la défense de la religion, tant catholique que protestante, menacée par l'hostilité des partisans de la « culture[1] »; parmi eux se trouvaient les anciens alliés de Bismarck, schismatiques de la veille, comme Gerlach ou Senfft-Pilsach, ou de la dernière heure, comme Kleist-Retzow ou Blanckenburg, restés fidèles à leur programme de 1862, à la défense des principes anciens contre les idées nouvelles; ils s'indignaient de l'apostasie de Bismarck, qu'ils avaient pris pour un junker à leur image, sans comprendre que pour cet homme de progrès l'antiparlementarisme avait été de 1862 à 1865 non un but mais un moyen, tout comme le parlementarisme à l'heure actuelle. Et M. de Senfft-Pilsach l'engageait à l'humilité et à la repentance, par crainte du jugement de Dieu[2].

Après la première lecture, les projets du gouvernement furent soumis à une commission présidée par Bennigsen. Pour

1. Lenz. *Geschichte Bismarcks,* p. 384 et suiv.

2. Bismarck à Senfft-Pilsach, 20 mars 1873. Horst Kohl. *Bismarckbriefe*, p. 478.

répondre à une critique d'ordre juridique, la commission rédigea la loi qui fut votée la première, la modification à la constitution de 1852, et dès le 30 janvier 1873, M. Gneis déposa son rapport[1] : le 4 février, cette proposition fut votée par 245 voix contre 110. Dès lors, le sort des autres projets était certain : ils furent adoptés à des majorités analogues dans le courant des mois de février et mars.

Bismarck n'avait point pris part à ces débats ; il « boudait » à la seconde Chambre qui maltraitait son ami Wagener, auquel lui-même demeurait fidèle[2]. Il trouvait inutile d'intervenir dans un combat où la victoire était certaine. Mais le succès était moins sûr à la Chambre haute, où les conservateurs ultra, les évangéliques comptaient de nombreux partisans. Là, il crut nécessaire de donner de sa personne, et il prit la parole le 10 mars 1873 dans la discussion sur la première loi, la modification constitutionnelle. Son discours compte parmi les plus vigoureux, les plus larges qu'il prononça. Après avoir vivement attaqué la conduite du parti conservateur, il généralisa avec ampleur le débat en cours.

« La question est essentiellement politique, dit-il[3].. Il ne s'agit pas, comme on l'a fait croire à nos patriotes catholiques, de la lutte d'une dynastie évangélique contre l'Église catholique, il ne s'agit pas de la lutte pour la foi ou l'incrédulité ; il s'agit de l'antique conflit de pouvoir qui est aussi vieux que l'espèce humaine, du conflit de pouvoir entre la royauté et la prêtrise, du conflit de pouvoir qui est beaucoup plus ancien que la venue de notre Sauveur en ce monde, du con-

1. Les détails de ces votes dans Wiermann. *Geschichte des Kulturkampfes*, p. 90 et suiv.

2. *Neue Allegemeine Zeitung*, 21 février 1873. Wagener. *Erlebtes*, t. II, p. 57.

3. Bismarck à la Chambre des seigneurs, 10 mars 1873. *Les Discours de M. le Prince de Bismarck*, éd. van Muyden, t. V, p. 28 et suiv.

flit de pouvoir qu'Agamemnon en Aulide eut à soutenir contre les prophètes, qui lui coûta sa fille et empêcha les Grecs de mettre à la voile, du conflit de pouvoir qui, sous le nom de la lutte des papes et des empereurs, a rempli l'histoire d'Allemagne au moyen âge jusqu'à la ruine de l'Empire allemand, et dont le terme fut, au moyen âge, que le dernier représentant de l'auguste race impériale souabe périt sur l'échafaud, sous la hache d'un conquérant français et que celui-ci fit alliance avec le pape de ce temps.

« La papauté, ajoute-t-il, a de tous temps été une puissance politique qui est intervenue avec la plus grande décision et le plus grand succès dans les choses de ce monde, qui vise à ces immixtions et qui en fait son programme. » Il brosse à larges traits le tableau des rivalités du pape et de l'empereur; dans ce perpétuel conflit, la constitution de 1850 n'a été « qu'un *modus vivendi*, un armistice »; il a plu à l'Église, à la suite du Concile du Vatican, de dénoncer cet armistice, d'engager le combat dans la division catholique au ministère des Cultes, dans les cercles électoraux, partout dans le pays. Le gouvernement eût manqué à son devoir « s'il se fût croisé tranquillement les bras », et maintenant il lui appartient de modifier la constitution de 1850 pour obtenir armes égales. « Dans sa lutte pour la défense de l'État, le gouvernement s'adresse à la Chambre des seigneurs, en lui demandant appui et assistance pour fortifier l'État et le défendre contre des attaques et des menées souterraines qui menacent sa paix et son avenir. Nous avons la confiance que cet appui, la majorité de la Chambre des seigneurs ne nous la refusera pas. »

Au contact de ces idées, de ces souvenirs historiques, l'homme d'affaires était devenu orateur, et sa parole, qui ne cherchait d'habitude que la clarté, était montée à l'éloquence.

Il avait enlevé la Chambre, et, après de nouveaux appels de Roon et Falk, la première loi fut votée le 13 mars par 93 voix contre 63. Les quatre autres propositions vinrent à leur tour en discussion; les débats ne manquèrent pas de vivacité, et, à plusieurs reprises, Bismarck intervint pour signaler les attaques du parti catholique, pour justifier sa politique envers l'Italie, pour se défendre d'avoir facilité la prise de Rome en 1870. A l'en croire, ses adversaires avaient volontairement préparé le combat. « Ceux que je nomme le parti dominateur et perturbateur de la paix au sein du clergé, savent fort bien ce qu'ils veulent; ils ont dit publiquement : « Vous voulez la guerre, « vous l'aurez ! » Ils prononcent tranquillement le mot de « guerre civile » dans leurs entretiens particuliers. Ils sont les ennemis de l'État, et j'ai le droit de les désigner comme tels. Le parti du centre, dans ses agissements, est une batterie de brèche braquée contre l'État; les artilleurs qui le servent, les ingénieurs qui l'ont établie, savent au juste ce qu'ils se sont proposé. » Ces gens de mal trouvaient des affiliés parmi les conservateurs, et répondant au reproche de ses anciens amis, le chancelier disait : « Je ne me suis point détaché du parti conservateur, je suis resté uni à lui ; une fraction s'en est séparée, sous la conduite de chefs éloquents..., comme un coquillage se détache du navire aux flancs duquel il était attaché, et maintenant elle flotte sur la mer, çà et là, sans gouvernail. »

Sous la poussée de Roon et de Bismarck, les seigneurs acceptèrent toutes les lois; Guillaume les signa les 11, 12, 13 et 14 mai ; elles parurent au *Staatsanzeiger* du 15.

Les lois de mai soulevèrent dans le parti catholique une protestation indignée. Les uns après les autres, les évêques les repoussèrent comme schismatiques, et, réunis de nouveau à Fulda, rédigèrent une protestation collective, dont la con-

clusion ne manquait pas de dignité : « Nous continuerons à remplir avec fidélité et conscience nos devoirs envers le pouvoir civil et la patrie, et nous n'oublierons jamais que ce n'est pas la guerre et la division, mais la paix et l'union qui doivent, d'après la volonté de Dieu, régner entre les deux grandes forces créées par lui pour le bien de l'humanité ». Dans maints diocèses, la protestation fut moins calme et haute[1]. Nulle part, elle ne fut plus vive qu'à Posen. Mgr Ledochowski s'était mis à la tête du mouvement polonais; le Vatican lui avait octroyé la dignité de primat de Pologne, et les calendriers populaires lui conféraient le titre de représentant des anciens rois : ainsi le sentiment national, si vivace parmi ces malheureuses populations, s'était rattaché éperdûment à cette nouvelle indépendance, celle de la foi, et le mouvement religieux était devenu politique. Le ministère prussien fonça sur ce danger; une instruction fut ouverte; Mgr Ledochowski, invité à se démettre, refusa de se soumettre : il tenait un pouvoir de Dieu et ne pouvait le rendre qu'à Dieu. Le gouvernement mit en action la nouvelle procédure des lois de mai; l'archevêque fut congrûment mis en prison, puis déposé par arrêt de justice[2].

En même temps, le pape Pie IX intervenait avec cette ardeur dépourvue de diplomatie qui était, depuis 1846, dans le caractère de ce grand croisé. Il écrivit directement au roi Guillaume, « en toute franchise », pour protester « contre les mesures rigoureuses prises envers la religion du Christ[3] ». Bismarck vint de Varzin à Berlin pour rédiger la réponse : elle rejetait la responsabilité du conflit sur les catholiques prussiens « qui se sont organisés en parti politique et cherchent

1. Wiermann. *Geschichte des Kulturkampfes*, p. 102 et suiv.
2. Cour royale des affaires ecclésiastiques, arrêt du 15 avril 1874.
3. Le pape Pie IX au roi Guillaume, 7 août 1873.

à troubler par leurs coupables intrigues une paix confessionnelle assurée en Prusse depuis des siècles... La religion de Jésus-Christ n'a rien à faire avec ces intrigues, continuait la lettre royale... J'émets l'espoir que Votre Sainteté, bien renseignée sur la vraie situation des choses, emploiera son autorité pour mettre fin à cette agitation [1] ».

La discorde était partout, dans les villages comme dans les villes, dans les Universités et jusqu'au sein de l'Ordre de Malte. Et, à la colère de Bismarck, le parti conservateur se portait vers le parti catholique. « Les hobereaux du Landtag et du Reichstag, écrivait-il rageusement, au lieu de s'occuper de questions économiques, se lancent dans les problèmes de haute politique, et s'allient aux ultramontains et aux Polonais pour combattre la Couronne [2]... Les mécontents, en nous frappant à coups de pierre, n'épargnent pas les *clefs de voûte* de notre édifice national et compromettent l'avenir du pays et du trône [3]. » Il constatait avec dépit que la reine, jadis l'amie des libéraux, était devenue la protectrice avérée des évêques ; le prince royal, bien que libéral, restait sur la réserve, mis à l'écart par l'autoritaire chancelier [4] ; le roi avait des scrupules religieux, et Roon, le fidèle Roon, se dérobait.

Le vieux ministre de la Guerre avait soixante et onze ans ; il était fatigué moins par les ans que par une lutte journalière

1. Le roi Guillaume au pape Pie IX, 3 septembre 1873. Bismarck arriva de Varzin à Berlin le 31 août et repartit pour Varzin le 4 septembre. Un Conseil des ministres fut tenu le 3 septembre. Horst Kohl. *Bismarck-Regesten*, t. II, p. 78, 79.

2. Bismarck à M. de Diest-Daber, 27 mai 1873. *Bismarckbriefe*, p. 479.

3. Bismarck au général Edwin de Manteuffel, 8 novembre 1873. Dans cette lettre, Bismarck refusait d'assister à une fête jubilaire en l'honneur du vieux ministre Otto de Manteuffel, qui appartenait au parti des mécontents.

4. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 289 et suiv.

contre ses amis de cœur et de pensée : au fond, il était avec les conservateurs cléricaux. En octobre 1873, il annonça à son « fidèle ami » qu'il « n'en pouvait plus » et qu'il demandait sa retraite[1]. Bismarck en fut peiné sincèrement; ainsi l'abandonnait à son tour celui qui l'avait appelé au combat, qui l'avait amené au pouvoir, qui lui avait permis de faire de grandes choses; sa réponse exhala une mélancolie profonde : « En 1863, 66, 70, écrivait-il, nous avons, cher ami, combattu épaule contre épaule..., souvent je regarderai votre place au sopha du conseil et je me dirai : « J'avais un camarade[2]... »

En novembre, Roon se retirait de toutes ses fonctions; le cabinet prussien était remanié ; l'infidèle Blanckenburg refusait encore d'y entrer; Bismarck en reprenait la Présidence ; Camphausen, ministre des Finances, était nommé vice-Président du Conseil; le général de Kameke remplaçait Roon à la guerre.

§ IV

Et le combat continuait.

A ce moment, la période électorale était engagée, les élections au Reichstag étaient fixées au 10 janvier 1874, et les deux partis se livraient une bataille sans merci. Avec le prince de Bismarck, le comte Eulenburg, M. Falk, le gouvernement ne manquait pas d'hommes énergiques, résolus à « faire » de bonnes élections et la pression administrative ne fut point omise. Mais le parti du centre était fortement organisé et il avait l'appui de cette trame souple et forte, qui va des

1. Roon à Bismarck, 12 octobre 1873. *Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 448.

2. Bismarck à Roon, 20 novembre 1873. Les deux derniers mots en citation de la ballade d'Uhland, le Bon Camarade.

évêchés aux presbytères, des confessionnaux aux foyers de famille, des associations pieuses aux sociétés de bienfaisance. Le résultat fut très net; les groupes qui n'avaient point pris un parti catégorique dans la lutte, s'effondrèrent, conservateurs modérés et progressistes; les deux groupes en combat s'accrurent, le parti national-libéral passa de 116 à 150 voix, le centre de 57 à 94; les 2 socialistes trouvèrent sept compagnons. Ces chiffres étaient significatifs : le conflit avait pénétré profondément dans l'opinion publique; le pays avait voté sur le *Kulturkampf*.

Au moment même de ces élections au Reichstag impérial, le Landtag prussien était engagé dans les débats de la loi sur le mariage civil, réforme naturelle, logique dans toute société civile, désirée depuis longtemps, mais qui parut comme une arme de combat : dans les époques de trouble, chaque progrès est taxé de révolutionnaire par les partisans de la réaction. Le projet de loi rencontrait à la cour, même dans les milieux protestants, une vive opposition et le roi Guillaume résista longtemps avant de l'accepter : il écrivit deux lettres pour y faire obstacle, et Bismarck dut le mettre en demeure de choisir entre le mariage civil et un changement de ministère [1]. Les adversaires du cabinet comptaient exploiter un discours du junker Otto de Bismarck, en 1849, cinglant de coups de fouet cléricaux le principe même du mariage civil [2]; le chancelier, prince de Bismarck, répondit en homme d'État : en politique est absurde celui qui ne change pas.

Par une jolie coïncidence, ce fut le vieux président de Gerlach, son protecteur de 1849, qui lui rappela ses fougueuses déclarations d'antan. Aussi le discours de Bismarck commen-

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 167.

2. *Supra*, t. I, p. 208 et suiv.

ça-t-il par d'aigres récriminations sur les « opinions tranchantes » du député qui « lui rendaient insupportable la manière de voir d'un autre, quel qu'il fût..., ainsi ne sommes-nous jamais restés longtemps du même avis ». Mais ce n'était là que dispute de personnes, la question en jeu était plus haute. « Il ne s'agit pas ici, reprit le chancelier, de savoir ce que chacun a dit il y a vingt-cinq ans ; il s'agit de savoir ce qui est utile et nécessaire pour l'État, pour le pays, pour sa paix et sa prospérité. » Et il oppose à nouveau ces deux forces, l'État et l'Église, réservant à chacune son domaine, l'administration et la foi, la terre et le ciel. « Je n'ai point de dogmatisme à faire ici, dit-il, j'ai à faire de la politique. Au point de vue de la politique, je me suis convaincu que l'État, dans la position où la conduite *révolutionnaire*, — je veux employer ce mot non dans un sens blessant, mais scientifique, — où la conduite révolutionnaire des évêques catholiques l'a amené, est forcé, par la nécessité de sa défense, de créer une loi pour préserver une partie des sujets de Sa Majesté des maux dont ils sont menacés par l'insoumission des évêques vis-à-vis des lois et de l'État ». — La lutte contre les évêques, tel est le thème de ce discours ; il y avait mieux à dire en pareille matière, mais, pour improvisé, ce discours est caractéristique[1]; aux yeux de Bismarck, le meilleur de cette loi d'émancipation, c'était son caractère combatif. Le Kulturkampf déviait.

La loi sur le mariage civil fut votée définitivement par la Chambre le 15 janvier 1874 à une forte majorité; acceptée sans enthousiasme par les seigneurs, elle fut promulguée par le roi avec résignation le 9 mars.

Déjà de nouvelles lois de combat étaient sur le chantier.

1. Bismarck à la Chambre des députés, 17 décembre 1873.

M. Falk préparait un ensemble de dispositions pour compléter la législation de 1873 ; votées un an après les précédentes, elles devinrent les lois de mai 1874. Les évêques s'étaient tous retranchés derrière cet argument, que l'État ne pouvait pas fixer à sa volonté ses rapports avec l'Église ; ces relations ne devaient être réglées que par un contrat des deux puissances intéressées, un Concordat. Ils tenaient donc pour non avenues les lois de 1873 et continuaient à nommer des curés et desservants, sans souci des prescriptions nouvelles. Pour briser cette résistance, M. Falk rédigea trois projets de lois ; le premier, déposé au Reichstag, armait la police, sauf appel devant les tribunaux, du pouvoir d'interdire ou d'assigner certains lieux de résidence aux prêtres réfractaires, et même de les expulser du territoire allemand ; les deux autres propositions étaient soumises à la Chambre prussienne, l'une statuait sur l'administration des diocèses vacants par suite des révocations, l'autre interprétait dans un sens rigoureux la loi de 1873 sur la nomination des ecclésiastiques.

Les débats de ces lois occupèrent de nombreuses séances, et ne furent point pour calmer les ardeurs réciproques. — Chaque parti traita l'autre d' « ignorant, injuste, philistin [1] ». Mais la majorité dans les deux assemblées se rallia aux projets du gouvernement. Bismarck se tint à l'écart, volontairement, car sa situation de chef du cabinet prussien et de chancelier fédéral l'aurait logiquement amené à défendre les propositions gouvernementales. Sa finesse extrême le mettait en éveil : il se demandait quelle serait la fin du conflit.

La lutte était chaque mois plus acharnée. Les prêtres catholiques refusaient de se soumettre aux lois de mai 1874, comme ils s'étaient insurgés contre les lois de mai 1873. Dans

1. L. de Gerlach. *Aufzeichnungen,* t. II, p. 381.

une lettre solennelle au roi, les évêques refusaient au pouvoir temporel le droit de modifier la constitution de l'Église. Le gouvernement répondait par la voie forte, la prison et la déposition : Mgr Martin, évêque de Paderborn, Mgr Melchers, archevêque de Cologne, Mgr Eberhard, évêque de Trèves, étaient sous les verrous et l'administration de leurs diocèses confiée à des fonctionnaires royaux. Leurs frères s'indignaient, et c'était un lieu commun, en chaire ecclésiastique, de parler de la « persécution dioclétienne ». Si quelque modéré proférait des paroles de conciliation, comme M. Hahne, vicaire général de Fulda, il était débordé sous le flot des protestations, et le Congrès général des « catholiques allemands », réuni à Mayence, se constituait en parti « d'opposition radicale ».

Le ton des conservateurs « évangéliques » n'était pas moins violent. L'Église protestante prenait parti pour l'Église romaine, par crainte de l'esprit d'incrédulité. « Dans beaucoup de pasteurs, il y a un petit pape », écrivait le sous-secrétaire d'État Bülow à son chef [1]. Le vieux président de Gerlach s'emportait, et ses protestations étaient si vives, que, malgré ses soixante-dix-neuf ans et son passé politique, il était poursuivi, condamné à 200 thalers d'amende, « pour avoir énoncé sciemment des faits controuvés ou défigurés », obligé de se démettre de ses fonctions de Premier Président [2]. Cela ne le rendait pas plus indulgent.

Les partis de gouvernement n'étaient pas moins excités. Falk, élu au Reichstag par sept circonscriptions, était le grand homme du jour, et, l'année suivante, il faisait dans les cercles libéraux de la Prusse rhénane un voyage triomphal. Les « vieux

1. Bülow à Bismarck, 4 août 1874. *Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 460.
2. L. de Gerlach. *Aufzeichnungen*, t. II, p. 385.

catholiques » constituaient définitivement l'Église schismatique, sous la direction de Mgr Reinkens. La presse officieuse traitait sans douceur les évêques rebelles.

L'agitation s'était étendue à toute l'Allemagne. En Bavière, le parti ultramontain, — il y est considérable, — acceptait avec enthousiasme le dogme de l'infaillibilité, réclamait l'école catholique, le développement des ordres religieux, et, malgré les efforts des libéraux, gagnait quelques voix à la Chambre; le roi Louis hésitait à son ordinaire, favorable plutôt à la « culture » qu'à l'ultramontanisme. Parmi les catholiques badois, libéraux et unitaires par tradition, la nouvelle Église des « vieux catholiques » trouvait un puissant appui. Le conflit débordait les frontières : la Suisse avait son *Kulturkampf* et l'Autriche ses lois ecclésiastiques. L'Italie se rapprochait de la Prusse, par haine d'un commun adversaire. Un meeting se réunissait à Londres pour adresser aux libéraux de Prusse les encouragements du peuple anglais [1].

Où allait-on ? Bismarck risqua d'aller dans un autre monde. Fatigué, énervé, il était allé prendre les eaux à Kissingen. Il y était depuis neuf jours, objet de la curiosité générale ; le 13 juillet 1874, il sortait en voiture de son jardin, lorsqu'un jeune homme s'approcha et tira de près sur lui un coup de pistolet; la balle atteignit la main du chancelier, causant une blessure légère, mais qui aurait pu être grave, car l'artère radiale était frôlée, mise à nu [2]. Le vieux chasseur ne perdit pas son sang-froid ; sitôt pansé, il se rendit au bureau de police où l'on avait conduit le criminel. C'était un ouvrier tonnelier, Louis Kullmann, âgé d'une vingtaine d'années,

1. Lettre de remerciement du roi Guillaume au comte Russel, 18 février 1874, écrite certainement sous l'inspiration de Bismarck.

2. Relation du docteur Diruf, de Kissingen, qui soigna le prince et l'accompagna auprès du criminel. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. V, p. 196 et suiv.

membre d'une association catholique de Neustadt-Madeburg. Il avait conservé toute son assurance, et, lorsque le puissant ministre lui demanda : « Pourquoi avez-vous fait cela », il répondit âprement : « A cause des lois de mai. — Croyez-vous ainsi améliorer votre cause ? interrogea le prince. — Chez nous, cela va si mal que cela ne peut être pis, » répartit l'ouvrier, et il ajouta : « Vous avez offensé mon parti. — Quel est votre parti ? demanda Bismarck. — Le centre », telle fut la réponse[1].

L'émotion fut considérable, et dans le monde entier. Les télégrammes affluèrent à Kissingen. « Cet attentat vient à point pour me montrer tout ce qui dépend de votre existence », écrivait le vieil empereur[2]. Les journaux discutèrent avec passion, ceux du gouvernement pour faire retomber cet acte sur leurs adversaires, ceux de l'opposition, la *Germania* surtout, pour excuser le meurtrier par les fautes politiques de Bismarck. La blessure guérit rapidement, l'émoi ne se calma point. Il se renouvela dans toute sa force, en décembre, sur un brusque incident de la vie législative. On discutait au Reichstag, avec quelque âpreté, le budget de la Chancellerie impériale, et un député du centre, M. Jörg, avait fait allusion au crime de Kullmann qu'il représentait « comme à moitié fou ». Bismarck était un vieux parlementaire blanchi sous le harnois, et comprit le parti à tirer de cette allusion. Il répliqua : « Sans doute l'orateur n'a jamais eu au fond de l'âme le désir même le plus léger qu'il m'arrivât quelque malheur, je suis convaincu qu'il n'y a jamais songé. Mais (*se tournant vers le centre*) répudiez cet assassin comme vous voudrez,

1. Nous avons combiné les récits, d'ailleurs conformes, du docteur Diruf et de Bismarck même au Reichstag, 4 décembre 1874. Kullmann fut condamné à quatorze ans de maison de force.

2. Guillaume Ier, de Gastein, à Bismarck, 17 juillet 1874. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 245.

Messieurs, il s'accroche à vos pans d'habits, il vous nomme *son parti.* » Le centre s'emporta, interrompit, rugit. Le chancelier rappela les paroles de Kullmann et répéta : « Il s'accroche à vos pans d'habits. » Le centre interrompit à nouveau le chancelier par ce cri, qui simule un sifflement : « Fi, fi. » Enervé intérieurement, très calme à l'extérieur, Bismarck répartit : « Messieurs, « Fi » est une expression de dégoût et de mépris. Ne croyez pas que ces sentiments me soient étrangers. Seulement je suis trop poli pour les exprimer. » La salle retentit longuement des applaudissements de la droite et de la gauche, des murmures du centre[1].

Répondant à une courte intervention de Windthorst, Bismarck livra le fond de sa pensée : l'auteur responsable de l'attentat, c'était la presse ultramontaine, dont les détestables attaques avaient surexcité l'âme de Kullmann et l'avaient conduit à son attentat. Il faisait prévoir de nouvelles lois.

Le combat reprit le lendemain, où Windthorst interpella le chancelier sur la suppression des crédits pour l'ambassade du Vatican. Le ministre répondit nettement qu'il les avait rayés du budget « parce que le Chef de l'Église romaine encourage et soutient dans leur résistance aux lois de leur propre pays ceux de ses serviteurs qui sont sujets allemands et va jusqu'à leur commander cette résistance comme un devoir de leur ministère, comme une obligation imposée par leur serment. A une série séculaire de papes pacifiques succéda un pape militant, voilà simplement le fait qui a de nouveau rallumé la lutte[2]. »

Ces discours, ce combat de tribune avaient surexcité l'opinion publique. Le Reichstag avait ses nerfs, un jour il les tourna contre le chancelier. Un député du centre, l'abbé

1. Bismarck au Reichstag, 4 décembre 1874.

2. Bismarck au Reichstag, 5 décembre 1874.

Majunke, condamné avant l'ouverture de la session pour délit de presse, avait été écroué pendant le cours de la session en exécution de ce jugement : quoique constitutionnelle, l'arrestation était rigoureuse. M. de Hoverbeck, du parti progressiste, proposa de modifier la constitution pour empêcher toute arrestation d'un député au cours d'une session parlementaire, et, le 16 décembre, malgré l'opposition des représentants du chancelier, le Reichstag adopta cette proposition. Le lendemain, Bismarck remettait sa démission à l'empereur. La nouvelle produisit une stupéfaction doublée d'inquiétude. Par qui remplacer un tel homme? Personne n'arrivait à sa cheville. L'empereur refusa la démission offerte, — ce fut un soulagement unanime, et pour pallier sa velléité d'indépendance, le Reichstag donna le caractère de vote de confiance à l'adoption d'un crédit pour les fonds secrets. Bismarck sortit de cet incident grandi encore. Il était toujours l'homme indispensable.

Cependant la curie romaine préparait la réponse aux discours de Bismarck. Cette réplique éclata soudain sous la forme de l'Encyclique du 5 février 1875. C'était bien l'acte de Pie IX, énergique et malhabile. Loin d'engager ses prêtres au calme, à la prudence, au respect de César, le Souverain Pontife les poussait à la résistance, par devoir envers Dieu; il déclarait nulles de plein droit toutes les mesures législatives prises à l'encontre de son Église, et frappait d'excommunication les catholiques qui se prêteraient à leur exécution.

La colère fut vive en Allemagne parmi les libéraux, et Bismarck ne manqua point de profiter de cette occasion pour demander au pays de nouvelles lois, qu'il avait déjà en préparation[1]. La loi sur le mariage civil avait été étendue à

1. La loi sur l'administration des biens du clergé avait été promulguée le 23 janvier 1875, treize jours avant l'Encyclique.

tout l'Empire, malgré les scrupules de l'empereur[1]. L'encyclique du 5 février vint à point pour emporter la résistance du monarque qui se crut provoqué et quatre nouveaux projets furent déposés à la Chambre[2]. D'après l'un et pour rendre valables les autres, la constitution de 1850 était de nouveau amendée, et trois articles qui assuraient l'indépendance des deux Églises, évangélique et catholique romaine, étaient abrogés. Un second projet avait pour but de suspendre les allocations du clergé catholique pour tous les prêtres qui ne s'engagaient point par écrit à obéir aux lois prussiennes : car, déclarait l'exposé de motifs, le budget du culte catholique n'a été établi que sous la condition pour ceux qui y prennent part, de se soumettre aux lois de l'Etat. Les revenus du clergé, considérables dans certains diocèses, lui auraient permis de se passer des subsides de l'État : une troisième loi lui enleva l'administration indépendante de son patrimoine, et fit entrer dans ses conseils l'élément laïque avec voix prépondérante. Le quatrième projet supprimait du territoire prussien toutes les congrégations, sauf les ordres hospitaliers ; leurs biens étaient administrés par des fonctionnaires civils. « Le nombre démesuré de ces ordres religieux, qui reçoivent leur direction de chefs étrangers, devient une menace pour l'existence de l'État », disait l'exposé des motifs. Enfin une cinquième loi, œuvre d'initiative parlementaire, faisait participer les vieux catholiques à la jouissance des biens du clergé.

La délibération de ces projets occupa le printemps de 1875. Bismarck intervint à plusieurs reprises dans les débats pour donner aux propositions l'appui de son autorité. Il reprenait

1. Guillaume Ier à Bismarck, 29 décembre 1874. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 249.

2. Gérardin. *Étude sur les lois politico-religieuses en Prusse*, p. 70.

ses arguments historiques, sa théorie de l'État seul maître sur terre. « Le plus haut devoir du souverain, disait-il, c'est de sauvegarder le droit et de réprimer tout délit qui peut être commis par la rébellion… Il s'est formé en Prusse un État dans l'État, à sa tête est le Pape, revêtu des droits d'un autocrate. » Et il exposait l'organisation occulte que le Vatican avait constituée en Allemagne, « avec sa presse officieuse, son armée d'ecclésiastiques, son réseau d'associations et de congrégations ». Il était indispensable de briser ce faisceau de liens dangereux, « pour rendre les voies libres et retrouver cette paix, cette même paix où nos pères, durant des siècles, ont vécu les uns à côté des autres, dans la concorde confessionnelle, au sein d'un État fort et sous l'égide de notre dynastie ». Il était surtout indispensable « que le pape fût mieux avisé », et Bismarck ajoutait : « Comme l'histoire nous montre des papes guerriers et d'autres pacifiques, des papes militants et d'autres religieux, j'espère qu'un jour, bientôt, reviendra le tour d'un pape pacifique, qui ne tendra pas uniquement à ériger en suprématie universelle ce pouvoir issu de l'élection du clergé italien, mais qui sera disposé à laisser d'autres gens vivre à leur guise, et avec lequel on pourra conclure la paix[1]. »

Les lois furent votées, appliquées : elles n'apportèrent aucune modification au conflit. Evêques, prêtres et laïques se laissèrent emprisonner, révoquer, exiler, sans se lasser dans leur résistance.

Bismarck était inquiet, furieux, découragé, au point de penser à la retraite. Il était brouillé avec ses anciens amis, « dure épreuve pour les nerfs d'un homme arrivé à l'âge mûr[2] ». Il n'avait pas confiance dans ses nouveaux alliés.

1. Bismarck à la Chambre des députés, 16 et 18 mars, 16 avril 1875 ; à la Chambre des seigneurs, 14 avril 1875.

2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 185.

L'incertitude de l'avenir réagissait sur sa santé ; il souffrait de ses anciens maux, les nerfs vibrants, l'estomac en déroute. Dans une heure de tristesse, il écrivit une longue lettre à son vieux maître, pour lui exposer qu'il était « hors d'état de continuer ses services[1] ». Guillaume refusa sa démission naturellement : à qui remettre le pouvoir en pareil moment ? Bismarck était rivé à son travail comme à une chaîne : il dut se contenter d'un nouveau congé.

§ V

Le conflit religieux domina la politique intérieure de la Prusse pendant cinq années, mais elle n'absorba pas l'attention exclusive de Bismarck. Après l'unité territoriale, il importait d'introduire en Allemagne l'unité législative, tout au moins dans la compétence d'un État fédératif ; le chancelier ne put lui-même entrer dans les détails d'une législation nouvelle, mais on doit constater que rien ne se fit pendant vingt années sans son assentiment. La première de ces réformes fut le remaniement administratif ; elle ne fut pas l'œuvre personnelle du chancelier, il ne prit point part à ses débats[2], mais il soutint son premier lieutenant, le comte Eulenburg, dans un combat qui faillit tourner mal.

Jusqu'alors le pouvoir administratif appartenait dans les provinces du centre et de l'est de la Prusse aux *Landräthe*, nommés par le roi, recrutés en général parmi les hobereaux,

1. Bismarck à Guillaume, 4 mai 1875. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 251.

2. M. Andler. *Le prince de Bismarck*, p. 203 et suiv., qui a analysé avec beaucoup de précision cette réforme administrative, paraît donner trop d'importance au rôle de Bismarck.

appartenant au parti ultra-conservateur. Le parti libéral se plaignait amèrement de leur esprit, et le système représentatif s'affirmant depuis 1866 dans les mœurs prussiennes, il sembla naturel de donner aux représentants du pays dans l'administration provinciale la place qu'ils avaient déjà acquise dans le gouvernement de la nation. Gneist avait préconisé le *self government* anglais, d'autres parlaient de la hiérarchie française, on adapta aux mœurs prussiennes un régime mixte : quelques communes forment un canton, *Amtsbezirk*, administré par un fonctionnaire royal, *Amtsvorsteher*, assisté de notables élus par leurs concitoyens, *Schulze*. Plusieurs cantons sont réunis en arrondissement, *Kreis*, administré par le *Landrath*, officier du roi, mais sous le contrôle du conseil d'arrondissement, *Kreistag* : c'est l'innovation principale, la création d'un conseil élu au suffrage prussien des trois classes, chargé de surveiller le landrath, de voter les impôts locaux, et remplacé en son absence par des délégués permanents. Ainsi le landrath perdait son omnipotence, et ceci choqua le parti conservateur, car c'était une atteinte aux droits sacrés des junkers. « C'est le bouleversement de la patrie », écrivait tragiquement Gerlach[1].

Le projet de loi fut présenté par le ministre de l'Intérieur à la Chambre des seigneurs dans l'automne de 1872, en l'absence de Bismarck. Le parti féodal s'indigna, Kleist-Retzow, son chef, rappela les services rendus par les hobereaux lors du grand conflit, et, malgré toute l'habileté, toute l'éloquence du comte Eulenburg, le projet de loi fut rejeté à une immense majorité, par 148 voix contre 18. La session parlementaire fut ajournée à quinzaine ; l'émoi était vif au camp ministériel, le roi même était étonné et mécontent de cette résis-

1. Gerlach. *Aufzeichnungen*, t. II, p. 254.

tance, il écrivit une longue lettre à Varzin à son chancelier pour prendre son avis[1].

Bismarck était médiocrement satisfait du projet de réforme administrative, peut-être parce qu'il ne l'avait point préparé : il n'aimait l'initiative des autres que sous son contrôle. Il reprochait au projet d'Eulenburg d'amoindrir la situation des landräthe, de faire des amtsvorsteher des employés subalternes et sans indépendance, de compliquer la hiérarchie des bureaucrates[2] : il avait pour le « rond-de-cuirisme » une vieille rancune de la vingtième année. A cette époque, d'ailleurs, il avait de graves raisons pour se retirer de la politique intérieure et se cantonner dans les affaires étrangères, il était à la veille de céder à Roon la présidence du cabinet prussien. Il répondit donc à son souverain par des doléances sur sa propre santé, ajoutant pour toute réponse aux questions du roi : « Tout ce que le conseil décidera sera bien, pourvu qu'on ne rompe pas avec la Chambre des députés et que mes collègues restent unis[3]. » Et il écrivait dans le même sens à Roon, acceptant « avec joie » qu'on brisât la résistance des seigneurs, mais surtout « ne pouvant m'en mêler de Varzin[4]. »

Ce fut la Chambre des députés qui trancha la question : elle adopta le projet de refonte administrative, sans lui apporter aucune modification, et à une telle majorité, — 288 voix contre 91, — que le gouvernement se trouvait en droit de briser la résistance des seigneurs. Une « fournée » de 24 nouveaux membres vint modifier la décision de la

1. Guillaume Ier à Bismarck, 9 novembre 1872. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 228 et suiv.

2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 212 et suiv.

3. Bismarck à Guillaume, 13 novembre 1872.

4. Bismarck à Roon, 12 novembre 1872. H. Kohl. *Bismarckbriefe*, p. 473.

Chambre haute qui se résigna à voter le projet de réforme[1]. Le parti féodal avait perdu cette bataille, il n'en eut que plus d'ardeur dans le Kulturkampf.

Bismarck avait suivi de loin ces discussions, et sans y prendre part. Il mit plus d'intérêt à l'organisation du pays d'Empire. On l'a dit, la loi du 9 juin 1871 avait imposé à l'Alsace-Lorraine un régime provisoire, la dictature, qui devait prendre fin le 1er janvier 1873 par la mise en vigueur de la constitution allemande dans les pays annexés. Deux années paraissaient suffisantes pour rallier les populations d'Outre-Rhin à leur nouvelle patrie : il n'en fut rien, le cœur a ses raisons sur lesquelles la loi ne peut rien. Une loi du 20 juin 1872 prolongea d'une année la durée de la dictature ; quelques députés s'en émurent, et, au mois de mai 1873, M. Windthorst protestait à la tribune du Reichstag contre la dureté du régime en Alsace-Lorraine. Bismarck lui répondit par le proverbe français : « Pour faire une omelette, il faut casser des œufs. » — « Nous avons nécessairement, ajouta-t-il, à combattre en Alsace maintes sympathies pour un passé deux fois séculaire qui a donné aux habitants maintes gloires, maints avantages ; nous avons à surmonter péniblement les sympathies vraiment françaises du pays, et avant tout de faire en sorte qu'elles ne compromettent pas la sûreté matérielle de l'Allemagne. » Il promit enfin le dépôt d'une loi qui règlerait la situation légale de l'Alsace-Lorraine[2]. Sa promesse fut vite tenue : la loi du 15 juin 1873 donna au pays d'Empire le droit d'envoyer quinze députés au Reichstag[2].

Les élections furent franchement anti-allemandes : presque

1. Loin de nuire aux *Junkers*, la refonte administrative leur a donné dans les conseils de *Kreis*, d'utiles centres d'action. Un député libéral, Forkenbeck avait prévu ce résultat.

2. Bismarck au Reichstag, 16 et 17 mai 1873.

tous les députés étaient protestataires. Bismarck n'en fut point étonné : il était assez patriote pour comprendre la fidélité des Alsaciens à leur vieille patrie, assez clairvoyant pour apercevoir la plaie encore saignante au cœur des annexés. Dès leur entrée au Reichstag, les députés d'Alsace-Lorraine demandèrent la suppression d'une des lois de dictature : on rit de leur accent étranger, de leur « gesticulation française », on prononça la clôture pour arrêter leur protestation. Bismarck, — on lui a dès lors rendu cette justice[1], — ne se joignit ni à ces rires indécents, ni à cette clôture hâtive. Ses paroles furent fortes et dures. « Nous n'avons pas fait l'annexion pour rendre heureux les Alsaciens-Lorrains, dit-il ; nous avons construit un rempart contre les irruptions que depuis deux cents ans a faites chez nous un peuple passionné et guerrier... ; nous avons dû briser la pointe de Wissembourg qui pénétrait profondément dans notre chair, — et précisément en cette pointe alsacienne habite une population qui ne le cède en rien aux Gaulois comme passion guerrière et qui nous honore d'une haine vraiment cordiale. Ces messieurs, ici présents, sont-ils tout à fait innocents du passé[2] ? »

L'annexion de l'Alsace-Lorraine contraignait l'Allemagne à maintenir forte son armée, Bismarck l'avait prédit en février 1871. L'état-major voulait maintenir l'effectif et le budget militaires en dehors des luttes parlementaires. Au commencement de l'année 1874, le gouvernement déposa au Reichstag un projet de loi qui fixait l'effectif à 401 659 hommes « jusqu'à l'adoption d'une autre disposition législative » Moltke vint en personne, comme député autant que comme chef d'état-major général, défendre cette proposition, qui avait pour but de soustraire au Reichstag pour une période

1. Proust. *Le Prince de Bismarck* (1877), p. 324.

2. Bismarck au Reichstag, 3 mars 1874.

indéfinie le vote du budget militaire. Un grand nombre de députés protestèrent, non point seulement dans les groupes d'opposition, mais même dans le parti national-libéral, contre cette prétention exorbitante. La commission, chargée de l'examen du projet, ne voulut accorder que trois cent soixante mille hommes, et pour une période nettement limitée. Il semblait certain que la Chambre se rallierait à cet avis : l'empereur, chef suprême de l'armée, exprima en public et de haute façon son mécontentement ; la discussion fut interrompue par les congés de Pâques. Un conflit se préparait-il, comme en 1861 ?

Bismarck était inquiet et vexé de cet incident ; une armée forte, incontestée, rentrait dans son système de gouvernement. Il était donc résolu à soutenir les militaires dans leur demande, et déjà le parti conservateur croyait proche le retour de l'enfant prodigue, déjà Blanckenburg se réjouissait de ce « retour éclatant [1] ». Mais le chancelier était à cette époque trop engagé dans le Kulturkampf pour se réconcilier sincèrement avec les féodaux et accepter leurs exigences. Il chercha donc ailleurs. Malade, il ne parut point au Reichstag, — l'habileté était peut-être pour quelque chose dans sa santé, — mais il reçut deux délégués du parti national-libéral, MM. Lucius et Dietze. Devant eux, il fronça ses sourcils de Jupiter tonnant ; il proféra des paroles graves, grandeur de la patrie, difficultés européennes, ennemis de l'Empire. « Il n'y a qu'un choix, dit-il en terminant, ou ma retraite ou la dissolution [2]. »

Il y avait un troisième moyen de salut, un compromis. Bennigsen en eut l'idée, qui faillit le conduire au ministère : il proposa d'accepter l'effectif demandé par le gouver-

1. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 387.

2. Blum. *Das deutsche Reich zur Zeit Bismarcks*, p. 135.

nement, mais pour sept années seulement, « pour la période du 1er janvier 1875 jusqu'au 31 décembre 1881 ». Tous tombèrent d'accord ; ainsi fut voté le premier septennat.

A cette époque, toute l'Allemagne causait, écrivait, se querellait sur une affaire qui fut retentissante, le procès d'Arnim. Elle a passionné les contemporains, elle est indifférente à l'histoire, car elle n'a point eu de conséquences sur l'avenir des peuples et des empires. Elle n'a d'intérêt que pour avoir souligné un trait déjà connu du caractère de Bismarck, l'autoritarisme jaloux, et d'importance que pour avoir livré au public de nombreux documents : les adversaires se les lançaient à la tête dans l'ardeur du combat, les historiens les ramassent avec soin.

Le comte Harry d'Arnim était élégant et mondain, spirituel plus qu'intelligent, intrigant plus qu'habile : il avait les visées hautes, les capacités moindres. Diplomate de carrière, secrétaire d'ambassade un peu partout, puis ministre de la Confédération germanique auprès du Saint-Siège, il était nommé en août 1871 ministre plénipotentiaire, puis ambassadeur à Paris ; il avait quarante-sept ans, un bel avenir lui était ouvert ; il se voyait déjà chancelier allemand. Bismarck n'ignorait point cette ambition : en apprenant les intrigues d'Arnim, il eût volontiers répété après Péponnet : « Mais on parle tout le temps de ma mort là-dedans. » Il détesta son futur fossoyeur d'une haine qui déborde de sa tombe [1].

Un an après l'arrivée d'Arnim à Paris, Bismarck taxait son ambassadeur de « légèreté » [2] ; quatre mois plus tard, il le déclarait « indiscipliné [3] ». Le beau comte était maladroit :

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 192 et suiv.

2. Bismarck à Guillaume, 5 décembre 1872. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 232.

3. Bismarck à Guillaume, 14 avril 1873. *Loc. cit.*, p. 237.

il aimait à s'occuper de choses qui ne le regardaient point, et il complotait pour autrui. Il préparait à la France un roi qui ne vint point. Il était d'ailleurs collectionneur de papiers, et confondait les pièces d'État avec ses lettres personnelles. Il se plaisait enfin à communiquer aux journaux des choses désagréables à son chef, et celui-ci n'aimait point ces licences. Il le fit emprisonner en octobre 1874, remettre en liberté provisoire, mais condamner le 19 novembre pour détournement de pièces officielles à trois mois d'emprisonnement ; deux ans plus tard, le comte d'Arnim était à nouveau poursuivi pour les divulgations d'un certain *Pro Nihilo* qui lui ressemblait comme un frère[1] ; condamné par contumace à cinq ans de prison, il disparut d'Allemagne. Sa carrière politique était brisée, et perdu son avenir doré. Bismarck avait enterré son fossoyeur.

1. Pro Nihilo. *Les antécédents du Procès Arnim.*

CHAPITRE X

ALLEMAGNE ET FRANCE

(1871-1875)

§ I. La rançon. — La paix et l'opinion allemande. Bismarck et la république en France. — M. de Gabriac ; le général de Manteuffel ; le comte de Saint-Vallier. — Versement de deux milliards. — Initiative de Manteuffel et colère du chancelier ; réception de M. de Gabriac. — M. Pouyer-Quertier à Berlin ; les conventions du 13 octobre 1871. L'amnistie des prisonniers français : nouveaux incidents. — Nouveaux ambassadeurs ; Arnim et Gontaut-Biron ; visite et arrivée de l'ambassadeur français. — Les grâces. — Convention du 6 décembre 1871. — Négociations relatives au paiement anticipé : retards et contestations. Discours de M. Thiers. Convention du 29 juin 1872.

§ II. Les visites des rois. — La convalescence française ; craintes de Bismarck. — L'affection autrichienne ; l'amitié russe. Visite prévue à Berlin de François-Joseph, imprévue d'Alexandre : volte de Bismarck. — L'entrevue des trois empereurs : conversations et attitudes. Irritation de Bismarck. — La soumission des petits rois. — L'Allemagne et l'Italie : les intérêts communs ; la lutte contre la papauté. Visite à Berlin du prince Humbert en 1872, du roi Victor-Emmanuel en 1873. L'amitié et la reconnaissance. — L'union des monarchies.

§ III. La libération du territoire. — La puissance financière de la France ; les difficultés de sa politique intérieure. — Les bavardages du comte d'Arnim. Mécontentement de Bismarck. — M. Thiers propose le paiement des derniers milliards. Hésitations de l'empereur. — Belfort, dernier gage exigé ; substitution de Verdun. Convention du 15 mars 1873. — Chute de M. Thiers : inquiétude de Bismarck. Notification du changement de Président. — Evacuation de Verdun.

§ IV. L'alerte de 1875. — La renaissance de la France ; mécontentement de Bismarck. Crainte d'un rapprochement franco-russe et souci d'isoler la France. Organisation de la République. Paroles de Bismarck. — Inquiétude des diplomates étrangers. —

Combats intérieurs de l'Allemagne. Nécessité d'une diversion à l'extérieur. — Pacifisme de Guillaume Ier. — L'incident des évêques français. — Les lois constitutionnelles de la France et la loi des cadres. — Campagne de presse en Allemagne ; paroles de combat. — Question de M. de Bülow sur les armements et mission de M. de Radowitz à Pétersbourg. Propos de mystères et de menaces. — L'article de la *Post*. — Le tzar, le prince Gortschakoff et le général Le Flô. — L'opinion anglaise et le *Times*. — Démarches de Hohenlohe. — Les visites de M. de Schouwaloff; lord Odo Russell. — Le tzar à Berlin : les paroles de paix ; aigreur de Bismarck. Un télégramme dénaturé. — La coalition morale. — Le dépit du chancelier ; son départ pour Varzin ; ses colères posthumes. — Le pourquoi de la crise.

§ I

Les traités de paix renferment en eux-mêmes leur destin. Modérés et raisonnables, ils rétablissent entre les nations belligérantes des relations qui peuvent passer de la correction à l'amitié ; ainsi advint-il du traité de Prague, d'où sortit une féconde alliance entre l'Autriche et l'Allemagne. Arbitraires, durs, impitoyables, ils maintiennent entre les combattants de la veille une sourde hostilité, ils engendrent un malaise qui s'étend aux États voisins, ils font payer lourdement aux pays annexés leur patriotique fidélité ; ainsi fut-il du traité de Francfort.

Au lendemain de ce traité, deux opinions avaient cours en Allemagne [1] : le parti « politique », satisfait des provinces conquises et des milliards imposés, désirait sincèrement une paix qui permît au jeune Empire de s'organiser et d'obtenir de nouvelles victoires dans le domaine industriel et commercial ; l'empereur, le prince héritier s'y ralliaient à haute voix. Le parti militaire, tout au contraire, enivré de ses succès, redoutait une prompte renaissance de la France et préparait déjà de

1. Vicomte de Gontaut-Biron. *Mon ambassade en Allemagne* (1906), p. 70.

nouveaux combats où l' « ennemi héréditaire » fût écrasé à jamais.

Dans les premières années, tout au moins, Bismarck se contentait du résultat acquis et repoussait toute idée de guerre nouvelle. Mais il redoutait le réveil de la France, et se préoccupait de soulever une méfiance unanime envers la grande blessée. « Il s'agit, disait-il, que la France ne soit ni assez puissante à l'intérieur, ni assez considérée à l'extérieur pour acquérir des alliés. Une république et des troubles intérieurs sont une garantie de la paix. » Tandis que l'empereur Guillaume, esprit traditionnaliste, était favorable aux espoirs des légitimistes, le chancelier ne demandait rien d'autre que le maintien d'une France divisée, d'une Assemblée scindée en trois partis, d'un Président contesté par les jaloux et les méfiants. « Le mieux, déclarait-il, serait que la situation actuelle durât [1]. » Il prévoyait qu'après cet état provisoire, un ordre définitif rendrait à la France sa force et son autorité.

Les relations officielles étaient rétablies entre les deux pays, les négociations se présentaient nombreuses, difficiles, pénibles. Le gouvernement français chargea M. de Gabriac, premier secrétaire à Pétersbourg, de le représenter à Berlin ; c'était un esprit prudent et calme, maître de lui-même et capable d'une « longue patience » ; le gouvernement impérial accréditait à Versailles M. de Waldersee comme chargé d'affaires. Le général de Manteuffel recevait le commandement en chef de l'armée d'occupation [2] ; le choix était heureux, car M. de Manteuffel était aimable, humain, et son patriotisme allemand

1. Prince Clovis de Hohenlohe-Schillingsfürst, *Denkwürdigkeiten* (1906), t. II, p. 118.

2. Keck. *Das Leben des General-Feldmarschalls Edwin von Manteuffel* (1890), p. 212 et suiv.

admettait le patriotisme français. Ses longs services au cabinet militaire du roi, ses brillants faits de guerre, d'importantes missions diplomatiques lui donnaient une autorité dont il était fier et heureux, car il avait le caractère indépendant, mais il tremblait parfois lui-même de son indépendance et passait par des alternatives d'audace et de timidité[1] : courageusement, il s'engageait dans une négociation utile et bonne et reculait soudain par peur du Maître terrible et sans pitié. Auprès du quartier général allemand, M. Thiers accrédita, en qualité de commissaire extraordinaire, le comte de Saint-Vallier, esprit très fin et souple, rompu à la langue et à la culture allemandes, et entre ces deux adversaires de bonne foi s'établit une confiance réciproque qui facilita des relations difficiles et adoucit l'âpreté des revendications.

Le premier devoir de la République française était de payer la dette de ses désastres, le prix du sang, le *wehrgeld*. On l'a dit[2], M. de Bismarck eût désiré qu'à cette colossale opération de finances, les banquiers allemands eussent leur part, et qu'ainsi la France ne s'acquittât envers l'Allemagne qu'avec l'appui de l'Allemagne même, et moyennant un honnête courtage. Le patriotisme et l'habileté de M. Thiers déjouèrent cet habile calcul, et, le 27 juin 1871, le travailleur français offrit en double les deux milliards qui lui étaient demandés[3]. Immédiatement les premiers versements furent opérés à la trésorerie allemande, les départements de la Normandie et de la Picardie furent évacués à la fin de juillet.

Cette exactitude financière frappa le bon sens de M. de Manteuffel ; il comprit que la France avait retrouvé un gouvernement et ses propres forces, et il engagea avec M. Thiers et

1. D'après une *Correspondance inédite* du comte de Saint-Vallier.
2. *Supra*, t. III, p. 250.
3. Jules Simon. *Le Gouvernement de M. Thiers*, t. II, p. 199.

M. Pouyer-Quertier, ministre des Finances, des négociations pour régulariser la situation économique de l'Alsace-Lorraine et permettre l'évacuation anticipée de certains territoires moyennant garanties nouvelles. Il s'agissait là, non d'incidents relatifs à l'occupation, mais de conventions d'un ordre général, et le général de Manteuffel s'était cru en droit de les négocier, sauf à soumettre la plus importante à son chef, le chancelier impérial. Et il en transmit le texte à Varzin [1].

Bismarck passait de fraîches journées à l'ombre de ses chênes, loin de toute politique, entre sa femme, ses amis, et des bouteilles d'eau de Carlsbad [2]. A la lecture des négociations françaises, il bondit d'indignation et de courroux. Vite, l'ombre fraiche est délaissée, la cure de Carlsbad est abandonnée, il court au chemin de fer pour rejoindre Berlin, la chancellerie, l'empereur, et tout en route il envoie à Manteuffel de furieux télégrammes [3]. Il met promptement ses collègues à son niveau de mécontentement; les garanties propoposées par le gouvernement français sont dérisoires, les négociations de Manteuffel sont sans valeur [4]. L'empereur n'est pas à Berlin; selon les rites antiques de ses cures, il prend les eaux de Gastein; Bismarck se prépare à le rejoindre.

Avant son départ, se présente à la chancellerie le nouvel envoyé de la France, M. de Gabriac, qui n'avait pu encore le rejoindre. Bismarck le reçut dans une heure de colère et cette première audience eût tourné à un éclat sans le sang-froid du diplomate français [5]. « Je suis venu, dit-il, du fond de la

1. Le comte de Saint-Vallier à M. Thiers, 7 août 1871. *Occupation et libération du territoire* (1903), t. I, p. 37.

2. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 440.

3. Stosch. *Denkwürdigkeiten*, p. 258.

4. Blum. *Bismarck und seine Zeit*, t. V, p. 18.

5. La colère de Bismarck est affirmée par les témoignages de tous les contemporains, Stoch, Keudell, etc.

Poméranie pour rétablir ma position vis-à-vis de mes collègues... La France ne veut pas sincèrement la paix, ses journaux en font foi, — et Bismarck en brandissait des exemplaires avec indignation, — le gouvernement tient un langage peu affirmatif. Vous voulez bientôt votre revanche... Eh bien ! vous comprenez que si vous devez reprendre les hostilités, il vaut mieux pour nous, sinon pour vous, que ce soit plus tôt que plus tard [1]. » A ces paroles, M. de Gabriac resta froid ; il n'y pouvait riposter que par une rupture ; son pays n'était point en état de la supporter.

Fort ennuyé d'être ainsi découvert, mécontent et irrité des ordres de Bismarck, si hautains qu'ils allaient à la « haine [2] », le général de Manteuffel engagea M. Pouyer-Quertier à solliciter du chancelier impérial une audience où « tout s'arrangerait [3] ». Le ministre des Finances s'empressa de télégraphier à Berlin, mais Bismarck venait de quitter la Wilhelmstrasse pour Gastein où il ne lui convint pas de recevoir le délégué français [4]. Les négociations traînèrent pendant quelques semaines, bien que le provisoire représentant de l'Allemagne, M. de Waldersee, eût été remplacé par le comte Harry d'Arnim [5]. Il apparut bientôt comme certain que l'accord ne se ferait qu'à Berlin, après un entretien d'un délégué spécial de la France avec Bismarck.

Le 8 octobre 1871, M. Pouyer-Quertier arrivait à Berlin, dès le lendemain il avait un premier entretien avec le chancelier impérial. Le bon sens aimable, la finesse pleine de bon-

1. Gabriac. *Souvenirs diplomatiques de Russie et d'Allemagne*, p. 139 et suiv.

2. Le mot est de Stosch. *Denkwürdigkeiten*, p. 260.

3. M. Thiers au comte de Saint-Vallier, 14 août 1871.

4. Le comte de Saint-Vallier à M. Thiers, 19 août 1871.

5. *Supra*, p. 345. Il semble résulter d'une lettre de Bismarck à l'empereur Guillaume, 14 avril 1873 (*Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 237) que cette nomination se fit malgré le chancelier.

homie, le robuste tempérament du vigoureux Normand firent en quatre jours ce qui avait traîné deux mois ; le 13 octobre, il signa avec Bismarck et le comte d'Arnim deux conventions : l'une stipulait l'évacuation immédiate de six départements, que les troupes françaises n'occuperaient définitivement qu'après le paiement de 650 nouveaux millions, échelonné du 15 janvier au 1er mai 1872 ; l'autre convention organisait le régime douanier entre la France et l'Alsace-Lorraine, et contenait deux petites rectifications de frontière en faveur de la France. Et le soir de cette mémorable journée, après un dîner où les deux adversaires joûtèrent, tels des héros d'Homère, à qui « dominerait » l'autre[1], le chancelier et le ministre entrèrent d'un pas ferme au théâtre, comme pour manifester publiquement leur sympathie et leur accord[1].

Cet accord produisit une détente heureuse qui se prolongea pendant quelques semaines ; le discours du trône fut pacifique et le langage de la presse apaisé. M. de Gabriac profita de cette accalmie pour demander à Bismarck l'amnistie des Français encore détenus en Allemagne ; se refusant à une amnistie générale, le chancelier acceptait la grâce de certaines catégories de prisonniers ; il se montrait « assez conciliant[2] », le ministre français avait bon espoir ; soudain, deux incidents ramenèrent la colère et l'inquiétude, le double acquittement par les jurés de la Seine et de Seine-et-Marne de deux Français, assassins de soldats allemands ; ces verdicts étaient déplorables, mais la violence engendre l'injustice. L'irritation du chancelier se déchaîna, vive et hautaine, dans une dépêche du 7 décembre[3]. Il opposait aux « dispositions des classes

1. Gabriac. *Souvenirs diplomatiques*, p. 162 et suiv.

2. Gabriac. *Loc. cit.*, p. 166.

3. Bismarck au comte d'Arnim, 7 décembre 1871. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 422 et suiv.

éclairées en France... le degré de formation morale et le sentiment de droit et d'honneur » du peuple allemand; il ne pouvait donc traiter désormais « en confiance » avec le gouvernement français et les futures négociations auraient pour but « non seulement l'établissement des conditions de paix, mais encore notre sécurité dans les départements occupés par nous. » Le chancelier ne se contenta point de faire communiquer cette dépêche au ministre français; il en remit copie à la presse, et les journaux officieux, la *Correspondance provinciale* notamment, l'entourèrent des commentaires les plus blessants pour la France.

Une heureuse diversion mit fin à cette crise pénible, la nomination d'ambassadeurs chargés de reprendre définitivement les relations officielles des deux pays. Le comte d'Arnim fut consolidé dans sa situation à Paris, le vicomte de Gontaut-Biron fut envoyé à Berlin. Le nouvel ambassadeur était un des chefs de l'extrême-droite à l'Assemblée nationale, cette situation politique détermina le choix de M. Thiers, elle ne fut point pour plaire à Bismarck; M. de Gontaut-Biron avait une grande intelligence, mais nulle expérience de la vie publique[1]; il était d'une loyauté parfaite et d'un grand courage, il ne dissimula ni ses opinions cléricales ni ses espérances ultramontaines, et il arriva en Allemagne aux débuts même du Kulturkampf; le chancelier ne se piquait point d'aménité, il ne tarda point à détester l'ambassadeur, et à double titre, comme représentant de la France et comme partisan de Pie IX; nulle avanie ne fut épargnée au vicomte, qui les supporta toutes avec tristesse et sang-froid.

Les premières relations des deux hommes furent courtoises; le chancelier protesta de ses intentions pacifiques.

1. Le vicomte de Gontaut-Biron s'était tenu jusqu'alors à l'écart de toute fonction publique.

« La paix, dit-il, n'aurait jamais dû être troublée entre la France et l'Allemagne ; il est très désirable de rétablir les choses comme elles étaient, il y a deux ans, avant la guerre. Vous trouverez de notre part la meilleure volonté pour atteindre ce but. » Il s'efforça de dissiper la mauvaise impression que sa dépêche du 7 décembre avait produite en France ; on s'était mépris sur le sens de cette pièce, « qui avait pour but de rassurer l'Allemagne et nullement de menacer la France » et l'entretien finit « aimablement[1] ».

Encouragé par cet accueil, M. de Gontaut-Biron reprit les négociations en faveur des prisonniers français ; Bismarck se déroba d'abord ; l'ambassadeur français ne put traiter qu'avec M. de Thile, qui multiplia les bonnes paroles, avec la sécurité que donne l'habitude de n'engager personne ; l'empereur ne tarda point à signer la grâce de 62 militaires, détenus pour cause d'insubordination, mais il restait quelques soldats et une soixantaine de civils, entraînés de France en Allemagne. Dînant à la chancellerie impériale, après avoir écouté attentivement une docte dissertation sur les différentes méthodes de viticulture, M. de Gontaut-Biron se risqua à demander quand suivraient d'autres grâces. « Très prochainement, répondit le prince, et si cela tardait trop, venez me le rappeler. » L'ambassadeur improvisé crut à une promesse ferme, et comme « cela tardait trop », il écrivit au chancelier impérial pour lui rappeler ses paroles « une lettre un peu vive » ; Bismarck prit prétexte de l'âpreté du style pour ne point répondre ; avec ses subalternes, Thile ou Delbrück, les négociations étaient toujours longues, les grâces ne s'échelonnèrent que dans le courant de l'été.

Cependant d'autres négociations étaient en cours pour

1. Vicomte de Gontaut-Biron. *Mon ambassade en Allemagne* (1906), p. 8 et suiv., sur sa visite d'arrivée, du 5 janvier 1872.

amener la libération complète du territoire français. Déjà une convention avait été signée à Francfort, le 5 décembre 1871, qui réglait les détails d'exécution du traité de paix. Le paiement des millions aux diverses échéances s'était fait avec une régularité qui prouvait le crédit de la France, et permettait d'espérer un paiement par anticipation de la dette nationale. Or, il était nécessaire d'interpréter le traité de Francfort, pour déterminer les évacuations successives des six départements encore occupés par les troupes allemandes. M. Thiers pensa d'abord à invoquer la clause du traité qui permettait de substituer des garanties financières à l'occupation territoriale, et, au mois d'avril 1872, il chargea son ambassadeur à Berlin de se rendre auprès de Bismarck et « de lui exposer simplement et franchement que nous voulons deux choses : nous acquitter et faire cesser l'occupation étrangère. Rien n'est moins embarrassant pour M. de Bismarck que de nous répondre [1] ».

Malheureusement, la négociation fut engagée par M. de Gontaut-Biron avec une lenteur et une inexpérience qui lui ont été vivement reprochées [2]. Il ne put ou ne sut atteindre Bismarck qui se dérobait ; il ne rencontra le chancelier qu'à la table de l'ambassadeur russe, et ne parvint pas à l'entretenir de sa mission ; peu de jours après, Bismarck partait pour Varzin, et les négociations prenaient la voie lente des intermédiaires.

A cette époque, l'Assemblée nationale discutait, non sans ardeur, la nouvelle organisation militaire [3], et les journaux allemands en prenaient prétexte pour attaquer violemment les armements de la France ; ils ne faisaient que refléter

1. M. Thiers à M. de Gontaut-Biron, 11 et 14 avril 1872.

2. Doniol. *M. Thiers, le comte de Saint-Vallier, le général de Manteuffel. La libération du territoire* (1897), p. 144 et suiv.

3. Loi du 27 juillet 1872.

l'opinion du parti militaire, qui trouvait que « l'armée française commençait joliment à se refaire. — Au printemps prochain, déclarait le maréchal de Moltke à l'ambassadeur français, elle sera sur un pied formidable de guerre, et très en état de recommencer la guerre[1] ». Le prince de Bismarck semblait jusqu'alors indépendant de ce parti, mais comme les attaques contre la France se multipliaient dans les journaux officieux, on pouvait se demander s'il n'avait point modifié son opinion. Et les dépêches se succédaient de Versailles à Paris, à Nancy, à Berlin, à Varzin.

En pareil cas, parler ferme est agir sagement. Le 10 juin, M. Thiers monte à la tribune de l'Assemblée nationale ; il pose la question de confiance ; sûr de l'autorité que donnent les services rendus, il exige le vote d'une loi qui doit assurer « deux ou trois classes à mettre immédiatement en ligne ». Par 477 voix contre 56 et 172 abstentions, l'Assemblée adopte les principes qu'il expose, et de suite les négociations se font plus faciles. Le lendemain, 11 juin, M. de Thile annonce au vicomte de Gontaut-Biron que Bismarck renvoie avec ses observations les propositions du gouvernement français[2] ; le 12, le comte d'Arnim reçoit les instructions de son chef, il discute immédiatement avec le Président et son ministre, sollicite à Varzin de nouvelles instructions, et, le 29 juin, est signée à Paris la convention qui règle le paiement des trois milliards encore dus, la possibilité du paiement anticipé et de l'évacuation successive du territoire. Cette convention fut mal comprise par l'opinion française[3] : on n'y vit que des restrictions et des lenteurs, on n'y aperçut point la libération prochaine du territoire.

1. Vicomte de Gontaut-Biron. *Mon ambassade en Allemagne*, p. 80.
2. M. de Gontaut-Biron à M. Thiers, 11 juin 1872.
3. Hanotaux. *Histoire de la France contemporaine*, t. I, p. 453.

§ II

La France reprenait sa force et son autorité en Europe; au lieu d'une nation déchirée par la guerre civile, sans armée et sans argent, l'Allemagne avait à son côté un État conscient de sa vigueur et de ses droits. Bismarck ne se dissimulait pas qu'il fallait désormais compter avec le malade récalcitrant, veiller à la prolongation de sa convalescence, et l'empêcher de trouver des alliés. Isoler la France, ce fut désormais, et jusqu'à la fin de sa carrière, un des premiers soucis de Bismarck. Sous les ombrages de Varzin, errant parmi les chênes et les sapins, il cherchait toujours de nouvelles combinaisons pour compléter et fortifier son œuvre. « J'aspire surtout au repos, disait-il, mais pour moi il n'y a point de repos[1]. » Et dans son esprit tourmenté, il passait en revue les forces différentes de l'Europe.

L'Autriche semblait gagnée à l'alliance allemande. En 1871, après l'entrevue de Gastein, M. de Beust avait dit à quelque ami : « Nos deux esprits se sont trouvés réunis comme une clef dans une serrure[2]. » Le mot était joli, plus vrai encore que ne le croyait l'aimable Autrichien, car Bismarck avait empoché la clef de l'Autriche et le comte Andrassy n'avait point songé à la lui reprendre; les cours de Vienne et de Berlin étaient désormais liées de l'étroite amitié qui les avait déjà unies de 1814 à 1848, mais actuellement au profit de la maison de Hohenzollern. Bismarck avait recueilli les bénéfices de sa géniale prévoyance en 1866 ; l'Europe était coupée en deux par la ligne allemande.

1. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 449.
2. Gabriac. *Souvenirs diplomatiques*, p. 215.

La Russie s'était montrée une alliée fidèle depuis 1863 ; le pacte conclu au détriment des Polonais avait profité aux deux États, suffisamment à l'un, beaucoup à l'autre. Nulle rivalité n'existait entre eux, la Russie ne convoitait aucune terre allemande non plus que l'Allemagne aucune province russe, et il semblait certain que le tzar Alexandre ne ferait rien pour nuire à son puissant allié[1]. Le chancelier russe, prince Gortschakoff, paraissait moins sûr ; malgré les politesses dont on l'accablait et dont il accablait le chancelier allemand[2], son amitié était douteuse et nécessitait une perpétuelle surveillance. L'alliance avec la Russie méritait des précautions, comme une arme précieuse, mais cassante ; en 1872, Bismarck seul en percevait la fragilité.

Allié à la Russie et à l'Autriche, le chancelier allemand ne désirait point faciliter à ses deux amis des relations trop intimes ; il était de caractère méfiant, et redoutait que ses deux compères s'unissent à son propre détriment[3]. Il avait donc projeté pour l'été de 1872 des entrevues successives de son maître avec les empereurs d'Autriche et de Russie, chaque entretien serrant le lien d'un des souverains avec le monarque allemand, sans les rapprocher entre eux. L'année précédente, l'empereur Guillaume s'était rendu à Gastein, il était naturel que cette visite fût rendue et que l'empereur François-Joseph vînt en Prusse ; peut-être eût-il préféré quelque anodin hôtel de villégiature pour ce premier voyage au pays qui lui avait infligé une douloureuse défaite, il ne fut pas maître du choix, et, dès le mois de juin, on annonçait la visite de l'empereur d'Autriche à Berlin pour le 6 septembre.

1. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck*, p. 52.

2. Gortschakoff à Bismarck, 15 novembre 1872 et Bismarck à Gortschakoff, 20 novembre. *Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 439 et suiv.

3. Lord Loftus. *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. II, p. 33 et 125.

Cettte visite n'était point sans préoccuper les hommes d'État de l'Europe. L'ambassadeur français attachait « une certaine importance à ce voyage. — On regarde, ajoutait-il, en effet, comme probable que sans signer peut-être le traité, les deux empereurs, assistés de leurs premiers ministres, renouvelleront les assurances d'amitié basée sur des intérêts identiques qu'ils se sont données l'année dernière[1]. » Et les diplomates russes trouvaient inquiétante cette alliance étroite des deux cours.

Soudain, éclata une nouvelle imprévue et déconcertante : le 2 août 1872, le tzar annonça son arrivée à Berlin le 5 septembre. En juillet, le vieil empereur avait exprimé l'espérance de revoir son neveu Alexandre ; éloigné des calculs astucieux de son ministre, désireux de rétablir les bonnes relations des deux empereurs de Russie et d'Autriche, Guillaume avait spontanément proposé au tzar de venir à Berlin au moment où il y pourrait rencontrer François-Joseph[2]. L'empereur Alexandre avait vivement accepté une invitation si opportune, et qui lui permettait d'interrompre un duo d'une intimité inquiétante. Mais cette coïncidence troublait les visées de Bismarck, qui en dissimula mal son mécontentement[3]. La présence du tzar modifiait le caractère tout allemand de l'entrevue préparée par Bismarck ; l'empereur d'Allemagne n'y aurait plus une place prépondérante ; l'empereur d'Autriche traiterait en égal avec les deux monarques ; les souverains russe et autrichien y pourraient négocier personnellement quelques affaires délicates ; toutes ces conséquences étaient amères à Bismarck, mais douces aux hommes d'État autrichiens. « Cela nous

1. Le vicomte de Gontaut-Biron à M. de Rémusat, 20 juin 1872.

2. D'après la lettre d'acceptation d'Alexandre, qui a été publiée par Busch. *Tagebuchblätter*, t. II, p. 376.

3. Lord Loftus. *Diplomatic reminiscences, loc. cit.*, p. 33.

met du foin dans nos bottes », disait joyeusement Andrassy.

Mais, en même temps, la réunion des trois empereurs semblait préparer une entente des trois gouvernements, une triplice destinée à dicter à l'Europe les conditions de la paix, et déjà Bismarck laissait entendre que « l'entrevue devait avoir le sens d'une manifestation contre les arrière-pensées belliqueuses de la France et les velléités que pourrait avoir M. Gambetta, de profiter de la réorganisation militaire[1] ». Habile à se retourner, Bismarck tirait déjà parti de ce qu'il n'avait pu empêcher.

Les deux empereurs arrivèrent aux jours dits, Alexandre le 5 septembre, pour « avoir le pas[2] » en arrivant le premier, François-Joseph le 6 septembre, et les fêtes se succédèrent avec une splendeur rare jusqu'alors à Berlin. Entre deux réceptions ou deux repas de gala, les trois chanceliers se réunissaient et délibéraient : on a pu percer le secret de leurs négociations, car les ministres russes se montraient abondants en confidences, et il en semble résulter que les délibérations furent assez banales, ne sortirent guère du cercle des promesses de paix[3]. Le prince Gortschakoff, le prince Orloff, ambassadeur de Russie à Paris, M. d'Oubril, son collègue à Berlin, le baron Jomini, du ministère russe des Affaires étrangères, multipliaient les promesses rassurantes pour la France, et leur tzar déclarait en personne à M. de Gontaut-Biron : « Veuillez dire à M. Thiers qu'il n'a absolument rien à redouter de ce qui s'est passé ici... La France pouvait être certaine que je n'aurais participé en rien à ce

1. D'après une déclaration du comte Karolyi au vicomte de Gontaut-Biron. *Mon ambassade en Allemagne*, p. 154.

2. Busch. *Tagebuchblätter*, t. II, p. 374-375.

3. « Aucun traité n'a été conclu à cette occasion », écrivait le prince Frédéric-Guillaume le 31 octobre 1872 à son cousin Charles de Roumanie.

qui pourrait être tenté contre elle[1]. » Les Autrichiens, tout au contraire, se montraient fort réservés envers les diplomates français et le comte Andrassy affectait d'éviter le vicomte de Gontaut-Biron.

Il semblait, en effet, se former une scission dans ce groupement : les Russes avaient souci de ne point se solidariser avec l'Allemagne, ils redoutaient de donner inquiétude aux puissances étrangères, ils tenaient à manifester leur indépendance. Le comte Andrassy, souple et habile, témoignait aux Russes les marques d'une sincère réconciliation, et aux Allemands les symptômes d'une fraternelle affection. Les ministres allemands s'unissaient étroitement aux diplomates autrichiens et paraissaient en froid avec les Russes. Ainsi, au contraire de la veille, l'Autriche semblait tenir de chaque main une de ses voisines, tout en se serrant plus amicalement contre l'Allemagne.

Bismarck fut-il mécontent de cette attitude et d'un revirement qu'il avait redouté, mais qu'il s'était efforcé d'empêcher? était-il souffrant, les nerfs malades[2], fatigué des réceptions et des visites ? Il ne semblait pas maître de lui-même, et rudoyait ses collaborateurs avec tant de brutalité que le plus fidèle, M. de Thile, son docile lieutenant depuis dix ans, donna sa démission; il se laissait abandonner à sa verve d'après les repas, et déclarait à lord Russell que Gortschakoff était un « vieux sot. — Il me prend sur les nerfs avec sa cravate blanche et ses prétentions à l'esprit », ajoutait-il. Il faut croire que quelques vives paroles furent échangées entre les deux chanceliers, car le prince Gortschakoff disait en sou-

1. Vicomte de Gontaut-Biron. *Mon ambassade en Allemagne*, p. 159.

2. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. V, p. 89, raconte que Bismarck était indisposé, ce récit est probablement pour excuser certaines incartades.

riant : « Le prince de Bismarck a une bien mauvaise santé, ses nerfs sont un peu excités. » Et l'animosité du chancelier allemand envers la Russie était telle qu'il refusait de signer, quelques mois après, une convention militaire qui liait les deux pays d'un lien d'alliance défensive[1].

Les fêtes et les négociations prirent fin le 11 septembre, au départ des souverains. Huit jours après, Bismarck rentrait à Varzin, mécontent des négociations qu'il n'avait pu conduire à sa guise, et, pour le consoler, son ambassadeur à Paris, le jaloux Arnim, lui parlait du « fiasco momentané » qu'avait fait la solennelle entrevue[2].

Ces malentendus n'avaient point apparu au grand public ; les fêtes de Berlin avaient marqué l'apogée de la grandeur allemande ; désormais, le pôle de la politique européenne est à Berlin et toutes les petites boussoles y tournent leur aiguille. Oscar, le nouveau roi de Suède, cherchait à entretenir de cordiales relations avec l'Allemagne[3]. Le roi de Hollande rendait visite à l'empereur Guillaume à Ems. La Belgique modifiait les dispositions de sa loi pénale, sur les réclamations du gouvernement allemand[4]. La Suisse était entraînée, au point de vue commercial seulement, dans le sillage allemand par les travaux du tunnel du Saint-Gothard. Le prince de Roumanie faisait appel au grand chancelier, contre « l'immixtion de la Turquie », et se donnait « pour but d'implanter la civilisation allemande en Orient[5] ». D'un froncement de son sourcil puissant, Bismarck s'efforçait de répri-

1. L'empereur Guillaume à Bismarck, 15 septembre 1879. Busch. *Tagebuchblätter*, t. III, octobre 1888.

2. Le comte d'Arnim à Bismarck, 1er octobre 1872. *Procès d'Arnim*, p. 59.

3. Blum. *Das deutsche Reich zur Zeit Bismarcks*, p. 203.

4. A propos du projet de Duchesne d'assassiner Bismarck.

5. Le prince Carol à Bismarck, avril 1872. J. de Witte. *Quinze ans d'histoire*, p. 228.

mer les carlistes espagnols, et, à propos de l'assassinat d'un journaliste allemand, M. Schmidt, poussait au Reichstag un si vigoureux « Quos ego », que ses admirateurs y ont vu la cause première du rétablissement de l'ordre en Espagne [1]. Restait un jeune royaume, l'Italie.

Depuis 1866, les relations des cours de Berlin et de Rome avaient été fluctuantes et variées. L'alliance de 1866, fondée sur des raisons d'intérêts temporaires, avait tôt fait place à une froideur hostile ; les généraux prussiens avaient marqué à leurs collègues malheureux une condescendance dédaigneuse, les Italiens avaient été froissés d'une paix trop vite conclue à leur gré, et qui les avait empêchés de réparer les défaites de Custozza et de Lissa. Les deux cours avaient tiré chacune leur profit du labeur commun, l'une la prépondérance en Allemagne et l'autre la Vénétie ; puis elles avaient conçu d'autres ambitions, et l'Italie n'avait pas été loin de s'allier à la France. Pendant la grande guerre, l'une avait eu le bénéfice de ses propres victoires, et l'autre des défaites françaises qui lui avaient permis d'entrer à Rome. Depuis lors quelques polémiques s'étaient élevées [2], qui avaient soulevé dans les deux pays une certaine animosité réciproque. Mais tous deux avaient intérêt à se rapprocher, l'Allemagne pour isoler la France, l'Italie pour assurer sa jeune autorité : ces deux grands réalistes, Bismarck et Victor-Emmanuel, ne se laissaient point entraîner à des considérations sentimentales, l'intérêt seul les guidait, or l'intérêt exigeait leur rapprochement Dès 1872, un diplomate disait à M. de Gontaut-Biron : « L'intimité se resserre entre l'Allemagne et l'Italie [3] ».

1. Bismarck au Reichstag, 4 décembre 1874. *Discours*, t. VI, p. 45.

2. A propos du livre de La Marmora. *Un po' piu di luce sugli eventi politici e militari dell'anno* 1886. Florence, 1873.

3. Vicomte de Gontaut-Biron. *Mon ambassade en Allemagne*, p. 115.

Une préoccupation leur était commune, la lutte contre la papauté. A cette époque, Bismarck engageait le *Kulturkampf* et il était surpris de l'ampleur que prenait le combat, des forces que déployait l'Église, des périls de la bataille pour l'Empire allemand. A Rome, le gouvernement italien venait de promulguer la loi des garanties, qui n'avait point terminé le conflit entre le Quirinal et le Vatican ; le subtile et prévoyant Victor-Emmanuel redoutait de longues années d'une lutte tantôt sourde, tantôt éclatante, et il craignait que le Saint-Siège ne trouvât un appui imprévu dans la fille aînée de l'Église, la France. L'Assemblée nationale tournait à l'ultramontanisme ; l'accord était éventuel entre les deux partis royalistes pour ramener au trône l'héritier de Charles X ; en mai 1873, M. Thiers était évincé comme trop libéral, tournant aux opinions républicaines, dangereux pour la France royaliste et catholique ; Victor-Emmanuel redoutait que la réaction se poursuivît et « qu'un roy très chrétien » intervînt pour rendre au Saint-Père son pouvoir temporel [1]. Ainsi se prépara le rapprochement de l'Italie et de l'Allemagne : en 1873 comme en 1870, la France était liée par la question des États du pape.

Dès 1872, le prince Humbert était venu à Berlin pour le baptême d'un prince royal de Prusse, apportant en guise de dragées un rameau d'olivier. Pendant l'hiver qui suivit, la lutte de l'Église et de l'État en Allemagne et en Italie, la réaction en France firent de tels progrès, qu'il parut naturel à Victor-Emmanuel de transformer les relations amicales des deux pays en « entente cordiale », pour atteindre mieux : le roi italien annonçait sa visite à Berlin pour le mois de septembre 1873.

Il semble que cette visite prit la monarchie prussienne

1. Duc de Broglie. *La mission de M. de Gontaut-Biron à Berlin*, p. 130 et suiv.

quelque peu au dépourvu, et la mit en défiance. « Que m'apporte le roi, écrivait en substance Guillaume à son chancelier. S'il me parle d'une alliance éventuelle contre la France, je me retrancherai derrière mon principe de ne conclure que des alliances *ad hoc*. Quant à la question religieuse, mon opinion est faite, je suis armé[1]. » Et le fidèle chancelier lui répondait par le vieux proverbe français : « A corsaire, corsaire et demi ». L'entrevue ne devait point d'ailleurs revêtir la parure splendide des fêtes austro-russes : l'on ne recevait qu'un parent de province, et les ambassadeurs, tous en vacances, ne se dérangèrent point pour si peu. Bismarck avait pensé à s'abstenir aussi, tourmenté « par son douloureux rhumatisme articulaire »; mais Victor-Emmanuel arrivait en compagnie de son président du Conseil, Minghetti, et de son ministre des Affaires étrangères, Visconti-Venosta; Roon, président du Conseil prussien, était malade en son château, et Bismarck se décida brusquement à aller rejoindre les Majestés déjà réunies à Berlin[2].

Les fêtes furent convenables, mais sans faste, les entretiens cordiaux. Victor-Emmanuel arriva, la main tendue, avec cette franchise roublarde qui en faisait un incomparable jouteur. « Je dois aviser Votre Majesté, dit-il à Guillaume dès leur première conversation, que j'étais en 1870 prêt à prendre les armes contre elle. — Je le savais », répliqua simplement l'empereur. Et le passé fut ainsi jeté à la fosse de l'oubli. Il s'agissait de préparer l'avenir. Dès son arrivée à Berlin, Bismarck s'y occupa dans des entretiens répétés avec Minghetti et Visconti-Venosta; le 26 septembre, il eut une longue

1. Le roi Guillaume à Bismarck, 17 septembre 1873. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 242.

2. Bismarck à Balan, 21 septembre 1873. *Bismarck-Jahrbuch*, t. VI, p. 82. Bismarck à Minghetti, 24 septembre 1873. H. Kohl. *Bismarck-Regesten*, t. II, p. 79.

audience du roi. De ces conversations, semble-t-il, la France fit les frais, et l'on envisagea sérieusement l'éventualité d'une intervention française en faveur du Saint-Père; il est probable qu'aucun document ne fut signé, mais qu'on admit d'un commun accord l'intervention de l'Allemagne dans un combat franco-italien. Trois mois plus tard, Bismarck écrivait à son ambassadeur en France : « En tous cas, ma conviction est que nous ne pouvons pas laisser sans secours l'Italie si la France devait l'attaquer sans raisons ou pour des raisons qui touchent nos intérêts [1]. »

Entre les cours de Berlin et de Rome, était passé un contrat d'amitié. Or Victor-Emmanuel n'ignorait pas que les petits cadeaux entretiennent l'amitié ; et il tenait tant à celle Bismarck, qu'il la voulut cimenter d'un cadeau d'une telle valeur, — une tabatière enrichie de pierreries d'un prix de 50 000 à 60 000 francs, — que le chancelier dut décliner un don qui aurait ressemblé à un prix d'achat; il se contenta d'un portrait de Victor-Emmanuel, « son affectionné cousin [2] ».

Les visites des trois souverains furent rendues par Guillaume à Pétersbourg, Vienne et Rome[3]. Ainsi les trois grandes puissances du continent paraissaient s'unir à l'Allemagne pour accabler de leur mépris son « ennemi héréditaire ». Quelque régime qu'adoptât la France, il soulevait les inquiétudes des États étrangers, car la République de M. Gambetta les troublait par ses tendances démocratiques et la monarchie du comte de Chambord par ses velléités ultramontaines. Cependant la grande blessée s'obstinait à reprendre des forces.

1. Bismarck au comte d'Arnim, 18 janvier 1874.

2. Comme chevalier de l'Annonciade. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 163, 164.

3. Bismarck accompagna son empereur en Russie et en Autriche, non en Italie, où il s'excusa pour raison de santé. Bismarck à Visconti-Venosta, 13 octobre 1875. *Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 473.

§ III

A la suite de la convention du 29 juin 1872, la France avait fait un nouvel appel au crédit public et sa demande de 3 milliards avait été couverte par des offres de 42 milliards. La spéculation était pour une grande part dans cette affluence des capitaux, mais sa venue même établissait la puissance financière de la France, la foi que les gens de Bourse avaient dans son relèvement. La loi du 28 juillet 1872 organisait définitivement son armée et les expériences d'artillerie faites à Trouville en présence de M. Thiers la dotaient d'un armement redoutable. En automne, deux nouveaux départements, la Marne et la Haute-Marne, étaient rendus à la liberté. Il semblait que la France dût revenir promptement à la santé nationale ; la convalescence était entravée par les difficultés de sa politique intérieure.

Tout était alors obscur sur les destinées du gouvernement français. Des élections partielles avaient affirmé la force du parti démocratique; la majorité de l'Assemblée nationale affirmait néanmoins ses espérances monarchiques, auxquelles la mort de Napoléon III donnait un nouvel élan ; M. Grévy faisait place à M. Buffet au fauteuil présidentiel, et la Commission des Trente, chargée de préparer le texte constitutionnel, avait pour président un légitimiste. Mais, capable d'arrêter pendant quelque temps l'avènement de la République, la droite était divisée en elle-même et impuissante à prendre parti sur ses propres désirs. Elle se bornait à égratigner M. Thiers parce qu'entre les tergiversations des monarchistes et l'intérêt du pays il avait fait son choix, et s'affirmait comme acquis à la République.

Bismarck suivait attentivement ces combats qui retardaient

à son avantage le relèvement de la France. Ces tiraillements intérieurs le contentaient et il disait en riant à M. de Gontaut-Biron : « Il n'y a pas d'autre parti à prendre que de soutenir l'ordre de chose actuel : il faut que vous gardiez Adolphe Ier[1]. »

Ce n'était point l'avis de son ambassadeur à Paris ; le comte Harry d'Arnim considérait que les saints principes de la tradition exigaient le retour du roi légitime au trône de France ; il estimait de son propre devoir, comme représentant de la Grande Nation, de hâter l'accomplissement des justes destins, et comme il était bavard, il livrait ses confidences à tous venants. « L'établissement de la République en France, disait-il, est trop dangereux... Le gouvernement actuel est insoutenable, car M. Thiers fera place à Gambetta, celui-ci à la Commune et celle-ci à un régime militaire... ; il est temps qu'une monarchie s'impose[2]. »

Ces propos étaient rapportés à Bismarck qui bondissait d'indignation. Il y trouvait, et à juste titre, une singulière méconnaissance des devoirs diplomatiques ; il y découvrait, surtout, un mépris total des intérêts de l'Allemagne. En prônant l'avènement du comte de Chambord, le comte d'Arnim pactisait avec les adversaires de son propre gouvernement dans le Kulturkampf. « Avec ces légitimistes, nous ne ferons jamais rien, écrivait M. de Balan, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, car ils auront toujours tendance à être papistes[3]. » Le prince de Bismarck envoyait donc les plus vertes admonestations à son brouillon ambassadeur[4], et dans un mémoire d'ensemble, le 20 décembre 1872, il lui exposait

1. Duc de Broglie. *La mission de M. de Gontaut-Biron à Berlin*, p. 69.

2. Le général de Manteuffel à Bismarck, 1er novembre 1872. Ce rapport et les suivants ont été publiés lors du procès d'Arnim.

3. Balan au comte d'Arnim, novembre 1872.

4. Bismarck au comte d'Arnim, 12 novembre 1872.

la conduite à suivre dans les affaires intérieures de la France. « Je suis convaincu, écrivait-il, que nul Français n'aurait eu l'idée de nous rendre les bienfaits de la monarchie, si Dieu nous avait affligés des misères d'une anarchie républicaine... Une république française trouvera bien difficilement des alliés. Cette conviction me rend impossible d'engager le roi à encourager le parti monarchique, qui de plus affermirait contre nous l'élément ultramontain, notre ennemi[1]. » Mais, malgré ces instructions, Harry d'Arnim conspirait fort et haut.

Furieux, Bismarck s'adressait à l'empereur Guillaume ; au commencement de 1873, il envoyait à son maître un long mémoire où il accumulait les griefs à l'encontre du fâcheux diplomate[2]; mais le comte d'Arnim avait de puissants appuis; l'empereur lui-même n'entrait point dans les machiavéliques calculs de son chancelier et se montrait sympathique aux espérances légitimistes. Une année devait s'écouler avant que Bismarck obtint le rappel du comte d'Arnim. Dès lors il l'écarta de toutes les négociations, qui se traitèrent directement à Berlin.

Les deux gouvernements, allemand et français, avaient un même intérêt à la prompte et définitive exécution du traité de Francfort, l'un pour entrer en possession des derniers milliards, l'autre pour obtenir la libération entière de son territoire. Deux milliards étaient encore dus, et quatre départements occupés par l'armée allemande. Diverses difficultés soulevées lors de l'évacuation de la Marne et de la Haute-Marne suggérèrent à M. Thiers la pensée d'obtenir la libération définitive de la France par un paiement anticipé des

1. Bismarck au comte d'Arnim, 20 décembre 1872. Cf. Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 118.

2. Bismarck à l'empereur Guillaume, 14 avril 1873. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 237 et suiv.

sommes exigibles ; mais il était singulièrement malaisé de réunir en trois mois deux mille millions de francs ; le génie financier de M. Thiers y parvint, et, après de longs entretiens avec les agents du Trésor[1], sûr de sa richesse, le 4 février 1873 il proposa au comte d'Arnim la rédaction d'un nouveau traité, qui assurerait immédiatement le paiement de la rançon et l'évacuation du territoire français[2]. L'ambassadeur transmit cette offre à son chef ; ce fut la seule intervention du comte d'Arnim, son rôle politique était terminé ; désormais il ne fut qu'un ambassadeur *in partibus ;* rappelé de Paris, il fut envoyé en 1874 à Constantinople, mais il n'eut point le temps de s'installer en Turquie, et il échangea son moelleux fauteuil diplomatique pour le banc rugueux de la police correctionnelle[3].

M. Thiers avait proposé au gouvernement allemand d'opérer en une seule fois le retrait des troupes allemandes, en retardant l'évacuation de deux départements et en avançant la libération des deux autres[4]. Bismarck n'était point défavorable à cette offre, sauf à exiger les garanties pour le paiement du dernier milliard, mais il rencontrait une résistance imprévue auprès de l'empereur. « Il faut régler chaque chose en son temps », avait dit le vieux souverain peu de temps auparavant à l'ambassadeur de France qui l'avait sondé sur la question des garanties ; Guillaume se montrait nettement hostile à l'évacuation totale du territoire français avant le paiement intégral de l'indemnité de guerre, et Bismarck se plaignait

1. M. Thiers au vicomte de Gontaut-Biron, 1er février 1873. *Occupation et libération du territoire,* t. II, p. 193.

2. M. Thiers au vicomte de Gontaut-Biron, 9 février 1873.

3. *Supra,* t. III, p. 346.

4. Ce ne fut là que le second projet, proposition définitive de M. Thiers. (23 février). Il avait été précédé d'un premier système, qui fut vivement critiqué par le comte d'Arnim. On lira le détail de ces projets dans Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande,* t. II, p. 348 et suiv.

des difficultés qu'il éprouvait à le convaincre[1]. Tous deux décidèrent de ne point accéder entièrement aux propositions françaises et de conserver tout au moins un gage jusqu'au versement du dernier milliard.

Le 1er mars, l'ambassadeur de France dînait à la chancellerie impériale à côté du prince. Au cours du repas, Bismarck se pencha vers lui et dit à mi-voix : « Je crois pouvoir vous annoncer que nous sommes d'accord, à un point près, avec M. Thiers, sur les conditions qu'il nous a proposées... Pour éviter les embarras ainsi que les dépenses qu'entraîneraient des évacuations successives, nos troupes quitteront au commencement de juillet tout votre territoire, *à l'exception de Belfort et de son canton* que nous garderons jusqu'au parfait paiement du cinquième milliard... Ce n'est pas tout à fait chose terminée, mais j'ai tout lieu d'espérer que j'obtiendrai demain le consentement de l'empereur [2] ». Et le lendemain, Bismarck télégraphiait en effet au général de Manteuffel pour lui annoncer que l'empereur consentait à l'évacuation le 1er juillet, sauf « de Belfort, qui devra rester occupé jusqu'à l'entier paiement, en raison de certaines craintes de désordres intérieurs qui existent en France, dans le public, les journaux et à l'Assemblée, pour le moment de notre départ[3] ».

Cette exception présentait de graves inconvénients, car le bruit s'était répandu en France que les généraux allemands voulaient garder définitivement Belfort, clef de la frontière, et la dérogation exigée par le parti militaire de Berlin eût donné force à cette crainte. Dans un nouvel entretien, le 9 mars, M. de Gontaut-Biron insistait auprès du chancelier sur

1. Vicomte de Gontaut-Biron. *Mon ambassade en Allemagne*, p. 243 et 257.

2. Vicomte de Gontaut-Biron. *Mon ambassade en Allemagne*, p. 259.

3. Bismarck au général de Manteuffel, 2 mars 1873. *Occupation et libération du territoire*, t. II, p. 259.

les avantages d'une évacuation totale; le prince de Bismarck se retranchait derrière les tergiversations du comte d'Arnim et la volonté de son souverain. « L'empereur Guillaume, disait-il, n'est ni financier, ni diplomate ; il est soldat [1]. »

Pendant quelques jours, la négociation piétina. « On n'avance pas », disait avec impatience Bismarck en ajoutant quelques imprécations à l'adresse d'Arnim. Le gouvernement allemand trouvait trop brefs les délais d'évacuation et insistait pour conserver Belfort jusqu'au dernier paiement, tout en protestant de la façon la plus solennelle qu'il n'avait pas « la moindre arrière-pensée sur cette place [2] » ; le gouvernement français maintenait sa volonté d'une libération totale, ou exigeait tout au moins qu'on fixât la date précise de l'évacuation de Belfort. Soudain, un coup de théâtre se produisit, qui hâta la solution du débat. Le 11 mars, Bismarck reçut l'ambassadeur de France à la Chambre des seigneurs, où se déroulaient de vives discussions sur le *Kulturkampf*. Il était nerveux, surexcité par ses insomnies, toutefois maître de lui. Il débuta, selon sa coutume, par de longues digressions, sonda la résistance de l'adversaire, puis brusquement lança ces mots : « Et bien ! voulez-vous substituer Toul ou Verdun à Belfort comme dernier point d'occupation?. » Et il ajouta en fixant le regard du Français : « Nous sommes presque d'accord, nous pourrions très bien signer ensemble et tout de suite [3]. » L'ambassadeur français dut se retrancher derrière la nécessité de nouvelles instructions.

Ce revirement s'était produit sous l'influence du général de Manteuffel, on n'en peut douter en lisant les rapports et télégrammes du comte de Saint-Vallier qui conversait chaque

1. Le vicomte de Gontaut-Biron à M. Thiers, 9 mars 1873.
2. Le général de Manteuffel au comte de Saint-Vallier, 10 mars 1873.
3. Le vicomte de Gontaut-Biron à M. Thiers, 11 mars 1873.

jour avec le commandant des troupes allemandes[1]. Le comte d'Arnim, représentant officiel de l'Allemagne, avait montré tant de lenteur et de mauvais vouloir que nul ne l'avait écouté et M. de Manteuffel, politique délié et conciliant, avait conseillé et obtenu une transaction. Quelque inconvénient que présentât le maintien partiel de Verdun sous la domination allemande, l'intérêt était tel d'obtenir Belfort, que M. Thiers n'hésitait point : dès le 12, il télégraphiait à M. de Gontaut-Biron pour accepter la substitution de Verdun à Belfort[2] ; il ne restait plus qu'à régler les dates exactes et les détails de l'évacuation ; ce fut l'objet de trois jours de négociations nerveuses et télégraphiques, où Bismarck montra une hâte de bonne humeur : accablé de travail, il « pressait » en riant l'ambassadeur français, car il voulait traiter et signer en personne[3]. Peut-être prévoyait-il des difficultés en Orient et était-il pressé de régler tous comptes à l'Ouest avant de s'engager dans de nouveaux débats à l'Est[4]. Cet empressement était favorable aux intérêts de la France et M. Thiers y répondit par une égale rapidité. Le 15 mars, à cinq heures du soir, le prince de Bismarck et le comte de Gontaut-Biron signaient le traité définitif; et, dans la soirée, le chancelier allemand se rendait à une grande réception à l'ambassade de France, comme pour sceller publiquement l'accord des deux diplomaties.

Le traité du 15 mars 1873 réglait le paiement des dernières centaines de millions par échéances qui s'échelonnaient jusqu'au 5 septembre. Le territoire français devait être éva-

1. Le comte de Saint-Vallier à M. Thiers, 3 mars 1873 et jours suivants.

2. M. Thiers à M. de Gontaut-Biron, 12 mars 1873.

3. Le détail de ces négociations dans les rapports et télégrammes du vicomte de Gontaut-Biron. *Occupation et libérationdu territoire,* t. II, p. 307 et suiv.

4. C'était l'opinion de M. Bancroft, ministre des États-Unis à Berlin.

cué par les troupes allemandes le 5 juillet, fors Verdun, qui serait abandonné dans la quinzaine suivant le paiement définitif. Ainsi, au milieu de septembre, la France serait libre de tout ennemi : la persévérance de M. Thiers, son habileté financière, sa force de persuasion avaient délivré la patrie du joug étranger. Six semaines après, le 24 mai, il tombait du pouvoir. L'Empire avait fait la guerre, la droite monarchiste chassa le libérateur du territoire.

La chute de M. Thiers provoqua les plus vives inquiétudes à l'étranger et Bismarck en témoigna son vif regret. Il avait « foi » en l'éminent homme d'État ; c'était avec lui personnellement qu'il avait traité ; il considérait son maintien au pouvoir comme une sûre garantie de la paix et n'avait accepté dans le traité du 15 mars certaines clauses avantageuses à la France que « par égards pour lui[1] ». Il redoutait, d'ailleurs, les tendances cléricales du nouveau gouvernement, et craignait que le parti ultramontain d'Allemagne ne trouvât dans cette victoire réactionnaire un encouragement et une nouvelle force dans sa résistance. L'ambassadeur de France rencontra de suite parmi les lieutenants du chancelier une réserve et une méfiance qui reflétaient les sentiments de leur chef.

Dès la fin de mai, le chancelier exigea que le nouveau Président de la République notifiât lui-même à l'empereur d'Allemagne son arrivée au pouvoir, et remît à son ambassadeur de nouvelles lettres de créance, car « rien en France n'est encore que provisoire ». Il n'y eut désormais aucune entente entre Bismarck et Gontaut-Biron, leur confiance de la veille fit place à une hostilité que le chancelier manifesta bientôt au grand jour.

1. Vicomte de Gontaut-Biron. *Mon ambassade en Allemagne*, p. 352.

L'événement du 24 mai et les nervosités de Bismarck ne pouvaient modifier le traité du 15 mars. Les paiements s'effectuèrent aux dates convenues : le 5 septembre 1873, les derniers cinq cents millions et les derniers intérêts furent acquittés ; le 16 septembre, les soldats allemands évacuèrent Verdun. Amputée mais vaillante, la grande blessée de 1871 avait repris sa vie.

§ IV

Lorsqu'au mois de mars 1871, Bismarck quitta Versailles, la France semblait pour longtemps annihilée : à la perte de trois départements, s'ajoutaient la dislocation de son armée, la disparition de ses armements, le paiement d'une rançon qui paraissait impayable de par son énormité même, un état d'anarchie, de déchirements intérieurs qui menaçait son unité nationale. Trois années étaient écoulées et la France renaissait de ses cendres, comme après l'incendie d'une forêt les troncs repoussent drus et forts des racines vivifiées.

La rapidité de ce relèvement avait étonné puis inquiété le prince de Bismarck. « La France se rétablit trop vite », disait-il en décembre 1872 à quelque ministre étranger [1]. Les succès des divers emprunts l'avaient surpris à tel point qu'il avait manifesté son étonnement sur un mode menaçant, et M. Thiers avait posé dès février 1873 cette question pressante au représentant de l'Allemagne : « Foi de galant homme ! Dites-moi s'il est vrai que votre gouvernement cherchera une nouvelle guerre à la France aussitôt que nous aurons payé [2]. » A la même époque, un des confidents du

1. Marquis de Gabriac. *Souvenirs diplomatiques de France et d'Allemagne*, p. 182.

2. Le comte d'Arnim à Bismarck, 7 février 1873.

chancelier, M. Bleichrœder, rapportait à l'ambassadeur de France les inquiétudes de Bismarck avec une franchise trop entière pour n'être point voulue du chancelier même : « Ce qui l'inquiète, disait le financier, c'est l'augmentation de vos cadres. Il assure que votre nouvel effectif dépasse celui de l'Empire, ce qui serait contraire aux promesses faites à lui-même, à Versailles, par M. Thiers. » Et comme le représentant français protestait longuement des intentions pacifiques de son pays, le banquier allemand répétait : « Ce qui inquiète le prince, c'est l'augmentation de votre effectif [1]. »

En 1873, la France avait terminé son paiement colossal de cinq milliards cinq cent soixante-sept millions. La loi de 1872 avait réorganisé les cadres, les régiments étaient reconstitués, les troupes étaient dotées d'un nouvel armement, et sur les frontières s'élevaient de telles forteresses que l'état-major allemand ne dissimulait point son regret d'avoir abandonné Belfort. La France reprenait rang parmi les puissances de l'Europe, et il était à prévoir qu'elle chercherait à nouer quelque alliance, non point le lien rêvé en 1870, le pacte avec l'Autriche et l'Italie, qui ne semblait plus possible [2], mais une entente avec la Russie, car rien ne divisait les deux peuples et leur éloignement même les préservait de tout conflit. La crainte de ce rapprochement hantait dès lors Bismarck : de là, son souci, son travail constant pour entraîner les monarques dans l'amitié de l'Allemagne et mieux isoler la France, comme un lépreux dans sa cabane dont nul n'approche.

La situation intérieure de la France n'inquiétait pas moins le prince de Bismarck. La Commune lui avait convenu, et non moins les disputes des partis qui affaiblissaient le pays.

1. Vicomte de Gontaut-Biron. *Mon ambassade en Allemagne*, p. 64.
2. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 152.

Il eût désiré que le provisoire se maintînt, mais il ne se targuait pas de folles espérances et il prévoyait qu'une organisation définitive s'imposerait en France. En 1873, il avait craint le rétablissement d'une monarchie catholique, et déjà il avait redouté son influence sur le parti clérical qu'il combattait dans le *Kulturkampf*. A la fin de 1874, au commencement de 1875, tout était changé : la question du drapeau blanc avait démontré l'impossibilité d'un accord entre les deux branches des Bourbons, et la profondeur des divergences entre les deux partis monarchistes ; des élections partielles avaient prouvé la marche du pays vers la République ; bien informé, Bismarck ne pouvait se dissimuler le prochain vote d'une constitution qui donnerait à la France une organisation définitive. Et la République forte était à craindre par cela même qu'elle ferait la France une. Ainsi argent, soldats, forteresses, respect à l'extérieur, unité nationale, l'écrasée de 1871 avait tout retrouvé.

Cette inquiétude de Bismarck n'échappait point aux diplomates étrangers, et non plus les dangers qui en résultaient pour la France. Dans l'été de 1873, le prince Gortschakoff déclarait à M. de Chaudordy qu' « il s'expliquerait très nettement avec Bismarck et lui ferait entendre qu'il ne pouvait compter, dans une agression sans motifs, sur le concours de personne[1] ». Au commencement de 1874, le ministre d'Angleterre à Munich, s'exprimait avec « une certaine irritation » sur la politique de Bismarck. « Son attitude envers la France est provoquante, disait-il, on veut forcer la France à la guerre[2]. » Et le prince Orloff rapportait à l'ambassadeur français en Russie, général Le Flô, des propos gros de menaces : « La

1. Le duc de Broglie au vicomte de Gontaut-Biron, 4 septembre 1873.

2. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, 26 mars 1874, t. II, p. 112.

France réorganise trop vite le personnel et le matériel de son armée, aurait déclaré le chancelier allemand ; nous nous donnerons une garantie, une place de sûreté, nous occuperons Nancy [1]. »

A cette époque de 1874, d'ailleurs, Bismarck avait de graves inquiétudes sur l'état intérieur de l'Allemagne. Le *Kulturkampf* se prolongeait depuis plus de deux ans, et loin de s'affaiblir, la lutte religieuse s'aggravait au point de compromettre l'unité de l'Empire. Le chancelier ne voyait point l'issue de ce combat ; car l'adversaire, loin de se lasser, redoublait de courage, tantôt luttant en pleine lumière, résistant ouvertement malgré lois, ordonnances et condamnations, tantôt se repliant avec souplesse, insaisissable, presque invisible, pour reparaître soudain plus tenace que jamais. Le chancelier serait-il obligé à son tour de céder ? Bardé de fer, hérissé de lois, plierait-il devant des prêtres à la parole blanche, aux gestes doux, à la volonté forte ? Et serait-il contraint au voyage de Canossa, malgré les paroles splendides et les solennels engagements ? Le danger était tel que, pour l'écarter, une diversion était nécessaire, un péril national qui refît l'unité nationale comme il l'avait forgée en 1870. Et la guerre avec la France paraissait nécessaire, autant pour écraser à jamais la convalescente que pour souder étroitement les fissures de l'édifice allemand. Moltke et ses officiers désiraient cette guerre. Bismarck n'y était point encore décidé, non plus qu'il ne s'y refusait. Peut-être un éclat de voix, la vue du martinet suffiraient-ils pour terrifier le mauvais Français et le méchant ultramontain d'Allemagne. En octobre 1874, Bismarck prépara une première fois les paroles de combat.

Mais il rencontra un adversaire imprévu, l'empereur Guil-

1. Souvenirs du général Le Flô. *Le Figaro*, supplément littéraire du 21 mai 1887.

laume. Le vieux souverain, repu de gloire, s'était fait et avait fait à son neveu le tzar la solennelle promesse d'éviter toute guerre nouvelle. Il avait pénétré, avec une finesse à laquelle d'autres collaborèrent, les projets de son chancelier, et lorsque Bismarck eut rédigé, pour la rentrée du Reichstag en 1874, un discours tapageur et cassant, il déclara tout net que ce langage constituait « une menace » envers la France et que le discours serait modifié dans un sens pacifique. Bismarck le prit de haut, et fit annoncer au vieil empereur que si sa phrase était modifiée, il n'assisterait pas à l'ouverture du Reichstag. L'empereur tint bon. « Je ne veux pas la guerre avec la France, disait-il au prince Clovis de Hohenlohe, je suis trop vieux pour entreprendre rien de pareil ; mais je crains que Bismarck veuille m'y conduire petit à petit. » Et comme Hohenlohe protestait des intentions pacifiques de Bismarck, le vieil empereur ajouta, en tirant avec mélancolie sur ses favoris : « Je me disputerai encore à ce sujet avec le prince de Bismarck[1]. »

Dans cette dispute, Guillaume l'emporta. Le discours fut adouci dans ses termes, — et Bismarck assista à l'ouverture du Reichstag[2]. Mais, quelques semaines plus tard, le chancelier profita d'un incident parlementaire pour envoyer sa démission au souverain ; personne ne crut au sérieux de la nouvelle. « C'est une comédie », déclarait Lasker dans les couloirs du Reichstag. L'empereur ne fut guère ému et envoya auprès de son chancelier le prince Frédéric-Guillaume[3], qui obtint sans peine le retrait d'une démission à laquelle Bismarck tenait moins que nul autre.

1. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, 25 octobre 1874, t. II, p. 137.

2. Le 29 octobre 1874. H. Kohl. *Bismarck-Regesten*, t. II, p. 95.

3. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 297.

Pendant l'hiver de 1874-1875, l'horizon politique continua à s'obscurcir lentement : il est des orages qui se forment avec une tranquille implacabilité. Bismarck suivait avec une attention nerveuse et mécontente les incidents de la politique française. Les évêques de France s'étaient joints, par des mandements tout au moins regrettables, à l'encyclique du pape qui protestait contre l'arrestation de Mgr Ledochowski, et le ministre de l'Intérieur, M. de Fourtou, avait invité par circulaire les évêques à s'abstenir de pareilles appréciations. Bismarck manda auprès de lui l'ambassadeur de France : « Le gouvernement allemand, dit-il avec une froide politesse, ne juge pas suffisante la satisfaction que vous avez cru lui donner par la circulaire de M. de Fourtou ; il lui faut un pas de plus. Il ne suffit pas d'avertir les évêques, ils doivent être punis. » Et il rappela au vicomte de Gontaut-Biron les sanctions de la loi française, l'appel comme d'abus, la poursuite pour offense à un souverain étranger. « Votre loi, ajouta-t-il, reconnait le droit de citation au représentant du souverain offensé, et nous en ferons directement usage [1]. » C'était une méchante querelle ; le gouvernement de MM. de Broglie et de Fourtou dut poursuivre l'*Univers* qui avait publié un des mandements litigieux.

D'autres sujets, et plus graves, soulevaient le mécontentement du prince. En février, deux lois constitutionnelles assuraient à la France la stabilité gouvernementale dans la forme républicaine. L'Assemblée nationale discuta peu après une loi sur les cadres de l'armée, qui augmentait le nombre des bataillons dans chaque régiment. A cette occasion, les journaux les plus affiliés à la chancellerie attaquèrent avec une

1. Duc de Broglie. *La mission de M. de Gontaut-Biron à Berlin*, p. 163 et suiv. — André Dreux. *Dernières années de l'ambassade en Allemagne de M. de Gontaut-Biron* (1907), p. 5 et suiv.

amertume passionnée l'esprit de revanche des Français, les progrès de leur armée, leurs préparatifs dangereux pour la paix européenne. Le parti militaire, les officiers, leurs chefs les plus en vue se répandaient en déclamations dont Bismarck a dit plus tard qu'elles allaient « jusqu'à compromettre la paix[1] ». Tout bouillant d'une ardeur sénile, le maréchal de Moltke professait que le mieux était, la France voulant la guerre, de la devancer, avant qu'elle fût prête[2]. Il ne faisait guère que modifier une phrase de Bismarck, dite par lui dans un moment de colère : « Si la France ne se défait pas de la politique pontificale, je n'attendrai pas, pour lui faire la guerre, qu'elle soit prête, et je sais qu'elle le sera dans deux ans[3]. » A cette allure menaçante, les diplomates les plus prudents étaient entraînés, et le comte Münster, ambassadeur d'Allemagne à Londres, traitait « académiquement » et sans mystère « de l'utilité d'une attaque opportune à diriger contre la France[4] ».

M. de Gontaut-Biron revint au commencement d'avril, à Berlin, de la France où il avait pris part aux débats de l'Assemblée nationale. Deux indices lui parurent graves : le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. de Bülow, lui demanda des explications sur les armements de la France ; c'est là une question qui prépare et précède souvent les coups de canon, et il fallut toute l'habileté du vicomte de Gontaut-Biron pour conserver à l'entretien son caractère de correction diplomatique. Signe aussi grave, un négociateur spécial, M. de Radowitz, avait été envoyé en février à Pétersbourg, et quoiqu'on

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 111.

2. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. V, p. 230.

3. Duc de Broglie. *La mission de M. de Gontaut-Biron à Berlin*, p. 182.

4. Bismarck à l'empereur Guillaume, 13 août 1875. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*. p. 259.

donnât pour raison ostensible de cette mission la nécessité de remplacer l'ambassadeur malade, son motif semblait être de pressentir les dispositions de la Russie pour le cas où l'Allemagne ferait la guerre à la France et de rechercher quelles concessions en Orient pourraient payer la neutralité russe[1] ; d'après les renseignements de M. de Gontaut-Biron, les propositions allemandes se résumaient en une courte phrase : part à deux ; — liberté pour nous à l'Occident et pour vous en Orient. Peu de jours après son retour à Berlin, M. de Radowitz rencontrait l'ambassadeur français, et dans ses paroles se reflétaient encore les préoccupations de sa mission extraordinaire. « Si nous avons laissé la France ressusciter et grandir, disait le diplomate allemand, n'avons-nous pas tout à craindre ? Et si la revanche est la pensée intime de la France, — et elle ne peut être autre, — pourquoi attendre pour l'attaquer qu'elle ait contracté des alliances [2] ? » Cet aveu dépouillé d'artifice expliquait le voyage de M. de Radowitz : Bismarck voulait contenter la Russie pour attaquer la France ; c'était mal calculer, car son projet rapprocha la Russie et la France.

Ces propos divers, mystérieux, mais tous identiques, avaient répandu une vive inquiétude en Europe. On murmurait de vagues propos de guerre ; ce n'était encore qu« 'un petit vent qui rase terre », mais il allait « rinforzando ». « Un des plus grands personnages de l'Europe » avait écrit au maréchal de Mac-Mahon deux lettres pour le prévenir que la France serait attaquée soit au printemps, soit en septembre. Les ambassadeurs des diverses puissances à Berlin pressaient

1. Le général Le Flô au duc Decazes, 20 avril 1875. Le *Figaro* du 21 mai 1887. Voyez la réponse de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, le 1er juin 1887, et l'analyse de ces documents par M. Schérer. *L'alarme de* 1875. *Revue bleue* du 13 août 1887.

2. Duc de Broglie. *La mission de M. de Gontaut-Biron*, p. 210.

M. de Gontaut-Biron de recommander à Paris un redoublement de précaution et de prudence. Les princes allemands s'inquiétaient. Le grand-duc de Bade exprimait l'espoir que la guerre pourrait encore être évitée, mais son interlocuteur, le prince Clovis de Hohenlohe, en doutait fort. « C'est possible, disait-il, mais non vraisemblable[1]. »

Peu de jours auparavant, un coup de cloche avait retenti comme un signal de combat. Le 8 avril, un journal qui n'avait rien d'antigouvernemental, la *Post*, lançait sous ce titre retentissant : « La guerre est-elle en vue ? » un article[2] où il énumérait les griefs que l'Allemagne opposait à la France, les desseins de revanche, l'espoir des monarchistes « de conquérir une couronne sur le champ de bataille », les intrigues des ultramontains français pour gagner des alliés contre la protestante Allemagne. Et il se résumait dans cette phrase destinée à jeter l'alarme en Europe : « Si nous en revenons à notre question : *La guerre est-elle en vue ?* nous devons répondre : *Oui certes, la guerre est en vue ;* ce qui n'empêche pas que le nuage peut se dissiper. » Que l'article provînt de Bismarck, nul n'en pouvait douter : il était dans les habitudes du chancelier de lancer une nouvelle retentisssante dans un journal ami, mais non officieux, pour pouvoir la démentir si c'était nécessaire ; l'ensemble de l'article avait une allure de chancellerie qui ne pouvait tromper les vieux diplomates et tous tombèrent d'accord : « Ce cri de guerre avait Bismarck pour auteur[3]. »

A Pétersbourg, on ne se méprit point sur la portée de cet article; c'était un ballon d'essai, lancé pour sonder l'atmos-

1. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, 25 mars 1875, t. II, p. 153.

2. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 774 et suiv.

3. Lord Loftus. *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. II, p. 131.

phère européenne, et voir si rien ne s'opposerait à une nouvelle guerre sur les Vosges. La cour de Russie résolut d'agir vite et ferme, et de crever le ballon d'essai comme une vulgaire bulle de savon. Le général Le Flô, ambassadeur de France à Pétersbourg, était retourné à son poste plein d'inquiétudes sur l'avenir, et l'article de la *Post* avait redoublé ses patrotiques anxiétés. Le 15 avril, il se rendit auprès de l'empereur Alexandre qui devait prochainement partir pour l'Allemagne et s'arrêter à Berlin. « Je dis au tzar, écrivit-il à son ministre[1], que M. de Bismarck se plaisait à multiplier à l'extérieur une succession non interrompue de points noirs qui troublaient le pays et étaient de nature à faire naître les plus vives inquiétudes. — Je comprends cette anxiété, répondit Alexandre, et j'en déplore les causes. J'ai la conviction cependant que l'Allemagne est très loin de vouloir la guerre et que tous ces agissements regrettables de Bismarck ne sont que des ruses employées par lui, pour mieux assurer son pouvoir en se faisant croire plus nécessaire par l'étalage de dangers imaginaires. » Le prince Gortschakoff était moins rassurant : « Rendez-vous forts, très forts », disait-il à l'ambassadeur français ; et il promettait de s'arrêter avec son monarque à Berlin « pour agir dans un sens pacifique sur l'esprit de M. de Bismarck ». En même temps le tzar faisait prévenir le gouvernement français qu « 'au jour du danger, il serait prévenu et prévenu par lui[2] ».

Le mois d'avril se termina dans l'anxiété générale ; l'inquiétude s'était répandue à l'étranger, et, dans les premiers jours de mai, un article du *Times* dû à M. de Blowitz, son correspondant à Paris, la traduisait exactement en jetant un cri

1. Le général Le Flô au duc Decazes, 20 avril 1875.
2. Le duc Decazes au général Le Flô, 29 avril 1875.

d'alarme[1] sur les dangers d'une nouvelle guerre. Il semble qu'à Berlin, il n'y avait point d'accord sur la nécessité même de la lutte : car le roi disait avec une amabilité très significative au prince de Polignac : « On a voulu nous brouiller, mais c'est fini. » Au contraire, M. de Bismarck n'abandonnait point son attitude menaçante ; le 5 mai, M. de Hohenlohe se présentait au quai d'Orsay et demandait à être reçu par le ministre des Affaires étrangères. Non sans embarras, il exposa au duc Decazes les griefs de son gouvernement : augmentation des cadres de l'armée française, constitution d'un trésor de guerre, ton belliqueux de la presse. « M. de Bülow, ajouta-t-il, croit que la France n'a pas d'intentions hostiles, mais l'état-major allemand considère toujours que la guerre contre l'Allemagne est le but final de votre organisation militaire[2]. » La commission, qui provenait assurément de Bismarck même, avait été faite avec l'habituelle finesse du prince Clovis, mais, ainsi qu'il fut dit à la tribune anglaise par une délicate allusion de lord Derby, c'était « le premier pas d'une invitation formelle à la France de discontinuer ses armements ». Et le noble lord ajoutait : « Si cette demande eût été faite, il eût été difficile de maintenir la paix[3]. »

Cependant le tzar partait pour Berlin. Il y avait été précédé par son ambassadeur en Angleterre, le comte Schouvaloff, qui avait engagé le chancelier allemand « à bien faire attention à ce qu'il allait faire ». Le comte s'était ensuite rendu à Londres, il avait amené lord Derby à collaborer au travail

1. M. de Blowitz a déclaré dans *My Memoirs* (Londres, 1903), p 106 et suiv. qu'il avait écrit cet article sous l'inspiration du duc Decazes. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 157.

2. Duc de Broglie. *La mission de M. de Gontaut-Biron à Londres*, p. 222 et suiv. Dreux. *Dernières années de l'ambassade de M. de Gontaut-Biron*, p. 108 et suiv. Le prince de Hohenlohe ne fait point allusion dans ses Mémoires à cet incident.

3. Lord Derby à la Chambre des Pairs, 31 mai 1875.

de paix : lord Odo Russell se rendait auprès de Bismarck pour lui exprimer le désir de l'Angleterre que rien ne troublât la quiétude de l'Europe. Bismarck avait joué à l'étonnement : le terrain était prêt pour le tzar.

Alexandre et le prince Gortschakoff arrivèrent le 10 mai à Berlin, et renouvelèrent de la façon la plus instante cet avertissement pacifique. Il semble que l'accord fut prompt et cordial entre les deux empereurs : Guillaume était trop porté à la paix pour ne point prodiguer au tzar les assurances pacifiques. Autant qu'on peut soulever le voile abaissé par la discrétion diplomatique, les entretiens furent plus vifs entre les deux chanceliers[1] ; Bismarck ne tenta point de discuter les bruits de guerre ; il se contenta d'attribuer les mauvais desseins au maréchal de Moltke et à les désavouer[2] ; « c'est un gamin en politique, » dit-il en parlant du vieux soldat[3] ; il ajouta que les paroles du maréchal avaient été exploitées par les spéculateurs de Bourse à la baisse et les cléricaux intrigants. Gorstchakoff ne se tint point pour satisfait et demanda des explications plus précises. Bismarck le prit alors sur un ton « amer » et engagea le chancelier russe à faire frapper des écus à l'exergue : « Gortschakoff protège la France. — Nous pourrions organiser, ajouta-t-il, un théâtre où, avec la même devise, Votre Excellence pourrait paraître devant la société française en robe blanche et avec des ailes, au milieu d'un beau feu de Bengale. » Mais le vieux diplomate russe ne se laissa point arrêter par ces saillies : il insista sur la volonté de son maitre que la paix fût maintenue, et Alexandre lui-même confirma cette déclaration avec plus de douceur, mais

1. On peut juger du ton de ces entretiens d'après la colère encore exhalée par le prince de Bismarck dans ses *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 204 et suiv.

2. Le duc Decazes au général Le Flô, 17 mai 1875.

3. Lord Loftus. *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. II, p. 134.

non moins de force. Quand il partit, le 13 mai, le péril était conjuré.

Les deux chanceliers se séparèrent avec aigreur. « Il est fou de vanité », disait le prince de Bismarck en parlant de son rival et en attribuant au tzar [1] une parole que lui seul avait prononcée. Le chancelier russe triomphait avec quelque ostentation. Dès le 10 mai il avait envoyé un télégramme-circulaire qui commençait par ses mots : « Maintenant la paix est assurée. » Le 12 mai, il informait son suppléant à Pétersbourg, le baron Jomini, qu'il était parfaitement satisfait de sa conférence avec Bismarck dont il avait reçu des assurances pacifiques. Le tzar Alexandre emportait de Berlin une impression analogue, qu'il traduisait dans des termes identiques ; mais une amusante erreur de transmission dénaturait un télégramme qu'il adressait en français et non chiffré à sa sœur, la reine de Wurtemberg ; à la grande fureur de Bismarck, l'Europe lut cette dépêche : « *L'emporté* de Berlin donne des assurances formelles de paix [2]. »

Désormais, tout péril était conjuré, et d'autres gouvernements s'activaient à en rendre impossible le retour. Le cabinet de Saint-James avait adressé à son ambassadeur en Allemagne des instructions pour appuyer de l'autorité anglaise la démarche du tzar. Ces instructions furent communiquées officiellement au gouvernement russe, et le baron Jomini, qui les reçut de lord Loftus, s'empressa de déclarer que c'était là « un salutaire avertissement au prince de Bismarck et la première indication d'une *coalition morale* qui ne pouvait manquer de produire son effet sur le cabinet de Berlin [3] ». A trois

1. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. V, p. 231.

2. On doit admettre, en effet, comme plus que vraisemblable avec le caractère correct du tzar, que sa dépêche était rédigée en ces termes : « J'emporte de Berlin des assurances formelles de paix. »

3. Lord Loftus. *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. II, p. 133.

reprises, les ministres anglais confirmaient au Parlement les représentations qu'ils avaient faites au gouvernement allemand et les assurances pacifiques qu'ils en avaient reçues [1]. Et la reine Victoria adressait à l'empereur Guillaume une lettre, où, objurguant le vieux monarque de conserver la paix, elle déclarait « qu'il lui serait facile de prouver que ses craintes ne sont pas exagérées [2] ». Même les petites puissances s'agitaient : la reine de Hollande se joignait aux efforts de Victoria [3]; le gouvernement belge, inquiet de l'intervention allemande dans l'affaire Duchesne [4], manifestait son mécontentement de « façon peu polie [5] ». Et ce tolle général justifiait la triste constatation du prince Frédéric-Guillaume : « Nous ne sommes aimés de personne [6]. »

Bismarck était violemment courroucé. Pour la première fois de sa brillante carrière, il se heurtait à une opposition de l'Europe, à une *coalition morale*, selon l'expression du baron Jomini. Il était à craindre, si l'Allemagne persévérait dans son allure guerrière, que de morale cette coalition devînt effective, et déjà Bismarck prévoyait la réunion d'un congrès pour interposer les grandes puissances dans le « tête-à-tête » de la France et de l'Allemagne, « tant était grande la jalousie qu'on avait contre nous [7] ». Son dépit était si vif qu'en pleine crise, il donna sa démission, le 11 mai, alors même que le tzar et Gortschakoff étaient à Berlin, et l'obligeaient par leur

1. Chambre des Communes, 1er mai. Chambre des Pairs, 24 et 31 mai 1875.

2. Bismarck à l'empereur Guillaume, 13 août 1875. *Kaiser Wilhelm und Bismarck*, p. 258 et suiv.

3. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck*, 20 août 1875, p. 53.

4. *Supra*, t. III, p. 363.

5. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 157.

6. Le prince Frédéric-Guillaume au prince Charles de Roumanie, 18 avril 1872.

7. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 274.

intervention pacifique à reculer dans ses projets belliqueux[1] : il la colorait de prétextes de santé, mais cette démarche à ce jour était si significative que lui-même prévoyait que tous l'attribueraient à la visite du tzar. Le vieil empereur refusa naturellement la démission de son chancelier[2], et Bismarck partit pour Varzin en juin, — furieux d'avoir rencontré pour la première fois un obstacle insurmontable.

Dans les grandes forêts de la Poméranie, il se terra, exhalant de sourdes plaintes, comme un lion blessé rugit au gîte. Colère contre Gortschakoff, ce « vaniteux sénile », ce « malhonnête », voulant jouer à l'ange de la paix pour se faire accroire de son empereur, servi fidèlement par son ambassadeur à Paris, Orloff, qui rédigeait les rapports au gré de son ministre[3]. Dépit envers l'Angleterre qui s'était livrée « à des démarches graves et malveillantes et a fait exercer une pression sur nous par les autres puissances, sans nous dire gare[4] ». Fureur surtout contre la France, contre le vicomte de Gontaut-Biron, ce pelé, ce galeux, auteur de tout le mal. L'été de Varzin ne dissipa point cette colère : en décembre, le chancelier reprochait encore durement à l'ambassadeur de France des dépêches que celui-ci n'avait point rédigées, et un voyage à Pétersbourg qu'il n'avait point fait[5]. Le grand homme avait les haines tenaces; malgré le démenti catégorique du vicomte de Gontaut-Biron et les preuves qu'il

1. La lettre porte la date du 4 mai, mais elle ne fut envoyée que le 11 mai à Guillaume, qui répondit sur-le champ : « Soeben erhalte ich Ihr Schreiben vom 4. » *Bismarck Jahrbuch*, t. I, p. 91. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 251 et suiv.

2. L'empereur Guillaume à Bismarck, 11 mai, 4 juin 1875.

3. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck*, p. 52. *Neue Erinnerungen*, p. 11.

4. Bismarck à l'empereur Guillaume, 13 août 1875.

5. Duc de Broglie. *La mission de M. de Gontaut-Biron à Berlin*, p. 254 et suiv.

apporta à l'appui, le prince de Bismarck reproche encore dans ses Mémoires à l'ambassadeur français de s'être rendu à Pétersbourg « pour y préparer de concert avec le prince Gortschakoff le coup de théâtre qui devait faire croire au monde que le tzar seul avait préservé d'une attaque de l'Allemagne la France sans défense [1] ». Il tentait d'implanter ainsi la légende de l' « intrigue Gontaut-Biron ».

Il ne faut exagérer l'alarme de 1875 non plus que la nier. Inquiet des progrès des armements de France, l'état-major allemand désirait la guerre ; Bismarck l'a reconnu lui-même ; à cette nouvelle campagne sur les Vosges, il voyait certains avantages, la possibilité d'écraser à jamais un adversaire récalcitrant, un utile dérivatif aux difficultés intérieures. Mais il ne voulait point agir à la légère, sans connaître les sentiments de l'Europe, sans savoir si le « tête-à-tête » serait interrompu. Il sonda la cour de Pétersbourg et provoqua l'alerte d'avril, comme mode de preuve expérimentale. Les démarches des cours russe et anglaise lui administrèrent la preuve cherchée avec une vigueur significative : il recula, car il avait tête sage, et ne risquait point une aventure où il y avait plus à perdre qu'à gagner. Mais l'événement fut gros de conséquences : la France n'était plus la méprisée de 1871, isolée du monde, sans alliances ni amitiés; le pacte russo-allemand était atteint d'une légère fêlure, qui devait grandir au Congrès de Berlin pour éclater en nette cassure au lendemain même de la chute de Bismarck.

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 204. Il est certain que le vicomte de Gontaut-Biron n'alla point en 1875 à Pétersbourg. Mais, sur le dire du prince, ce voyage légendaire est encore accepté par certains auteurs, même français.

CHAPITRE XI

DE GAUCHE A DROITE

LA FIN DU KULTURKAMPF

(1875-1882)

§ I. Les effets du kulturkampf. — Gravité du conflit. L'ardeur des partis : le centre ; le national-libéral ; le prince impérial et ses amis; les conservateurs orthodoxes et les conservateurs allemands. — L'empereur Guillaume — Inquiétude de Bismarck. Les réflexions de Varzin et l'ardeur de la lutte. Découragement et projets de démission.

§ II. Les combinaisons ministérielles. — Changements parmi les collaborateurs du chancelier : Thile, Delbrück, Eulenbürg, Camphausen, Falk, Bülow. — Elections de 1877. — L'incident Stosch. Démission de Bismarck. « Jamais. » Le long congé. — Vie de famille à Varzin. — Isolement politique de Bismarck. — M. de Bennigsen ; ses négociations avec Bismarck et sa visite à Varzin ; les exigences des parlementaires ; la question économique. — Rapport de Bismarck sur l'entrée de Bennigsen au ministère de l'Intérieur ; protestations d'Eulenburg; avis défavorable de Guillaume. — Dernières négociations avec Bennigsen et rupture. La loi de suppléance. — Le rapprochement avec les conservateurs et le centre. L'horreur des socialistes.

§ III. Les attentats et la loi sur les socialistes. — Attentat Hödel. Projet de loi contre les socialistes. Rejet du Reichstag. — Attentat Nobiling : conséquences en Allemagne. Lieutenance du prince Frédéric-Guillaume. Dissolution du Reichstag : les élections. — Nouveau projet contre la démocratie : premier discours de Bismarck ; opposition et compromis ; second discours de Bismarck. Vote de la loi. Suicide du partí national-libéral.

§ IV. La fin du kulturkampf. — Mort de Pie IX. Léon XIII ; sa lettre à Guillaume Ier ; réponse de l'empereur. — Médiation du comte Holnstein : Mgr Aloysi Nasella. — Marches et démarches. — Négociations de Kissingen. — Rapprochement économique avec le centre : visites de Windthorst à Bismarck. — Chute de Falk.

Mouvement de réconciliation. — Bref papal du 24 mai 1880 et concession prussienne : la première loi de paix. — Proposition Windthorst. — Nouvelles négociations avec le Vatican et reprise des relations diplomatiques. — Lois ultérieures et concessions réciproques. La réconciliation.

§ I

Le Kulturkampf durait depuis quatre ans, et chaque année il s'était étendu, aggravé. Né comme à l'improviste sans que Bismarck même en eût compris d'abord la signification et la portée, il s'était affirmé comme le conflit de deux esprits, de deux écoles, de deux Allemagne. Il s'était étendu à l'Empire tout entier, dont il avait profondément troublé la vie et l'unité. Sur les douze évêchés de la Prusse, huit étaient vacants ; six évêques étaient déposés en vertu des lois de mai, deux étaient morts et n'étaient point remplacés. Le prince-évêque de Breslau s'était réfugié en Autriche ; le cardinal Ledochowski, sorti de prison après un long internement, s'était sauvé à Rome, et dans Rome même, craignant que son pays demandât son extradition au gouvernement italien, il s'était enfermé dans le Vatican ; l'archevêque de Cologne se cachait dans une petite ville de Hollande, et, pour rendre visite à ses coreligionnaires de Munich, il se dissimulait sous les haillons d'un colporteur. Pour n'avoir point élu un représentant au lieu de leur évêque destitué, les vicaires de Münster subissaient des peines de trois mois à deux ans de prison. La plupart des diocèses étaient désorganisés et quatre cents cures sans curés[1]. Le clergé avait répondu à ces mesures par une pression instante sur les consciences ; plus d'une fois, l'absolution avait été refusée à des hommes ne voulant

1. Wiermann. *Geschichte des Kulturkampfs*, p. 183 et suiv.

pas obtempérer aux directions dictées au confessionnal lors des élections[1]. Et plus le conflit durait, plus il s'aggravait, dangereux, insoluble.

Les partis politiques bouillaient de colère et d'animosité réciproque. Le centre catholique, fier de son accroissement aux élections de 1874, redoublait d'énergie dans ses défenses et ses attaques sous la direction de son subtil chef, Windthorst. — Nous représentons, disait-il, le tiers de la population et des électeurs de la Prusse, et ce tiers est écrasé non par la majorité du pays ou par le monarque lui-même, mais par une minorité de brouillons et une poignée de fonctionnaires sans scrupules. — Avec une merveilleuse habileté, le parti proclamait son loyal dévouement à la maison de Hohenzollern, pour détacher l'empereur de ses ministres, et se déclarait conservateur, tout en luttant d'accord avec les socialistes-démocrates.

Le parti national-libéral n'avait pas moins d'ardeur au combat ; aux élections de 1874, il avait obtenu 56 sièges de plus que le centre ; il avait profité de son succès pour obtenir des lois d'incontestable progrès ; il était le maître de la situation parlementaire et se croyait désormais le maître de l'Allemagne. Heureux de voir Bismarck en rupture avec ses anciens amis, les *junker*, il s'efforçait, — l'expression est du prince même, — « d'élargir la rupture et d'enfoncer dans le chancelier l'aiguillon plus profond encore[2]. » Cette joie au triomphe le perdit ; il n'était point assez fort pour accaparer le gouvernement, et il tomba par excès d'indépendance.

Aux côtés du kronprinz, se groupaient quelques libéraux,

1. Lefebvre de Behaine. *Léon XIII et le prince de Bismarck. I. Premières négociations. Revue des Deux Mondes* du 1er mars 1897, p. 54.

2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 188.

gens de grande intelligence plus que de forte volonté, esprits très modernes, épris de liberté, et déjà on annonçait la formation d'un *ministère Gladstone*, à l'instar des cabinets anglais, où M. de Stosch, chef de l'Amirauté, jouerait le rôle de *premier* sous la direction du prince héritier[1]. Frédéric-Guillaume s'était à ce moment rapproché de Bismarck par crainte des ultramontains, qu'il tenait pour plus romains qu'Allemands. « Un Parlement, disait-il, où s'asseoient cent députés que l'on doit considérer non comme des Allemands mais comme des adversaires, c'est le plus grand malheur et le plus intolérable de tous[2]. » Au printemps de 1875, il avait eu un long entretien avec Bismarck sur le Kulturkampf, et, s'il n'avait pas approuvé tous les détails du combat, il en avait agréé la direction. On pouvait donc croire à l'avènement de ses amis politiques. Mais le destin de ce prince était étrange et tragique : pendant cinq mois de suppléance, il fut contraint de gouverner en féroce réaction, et son règne fut un supplice de trois mois.

Malgré ses défaites et ses désillusions, le parti conservateur reprenait courage à la lutte. L'évolution de Bismarck avait indigné ses vieux compagnons de lutte : les uns, Thadden, Gerlach, Senfft-Pilsach, étaient devenus des ardents ennemis ; les autres, trop liés à sa personne pour le combattre, étaient attristés de sa politique et Maurice de Blanckenburg refusait à deux reprises sa collaboration à l'œuvre satanique. En vain, pour les conserver dans son orbe gouvernementale, Bismarck avait-il remis à Roon la présidence du Conseil prussien ; le fidèle camarade n'avait tenu qu'une année, puis s'était retiré, presque passé à l'adversaire. Et

1. Les *Denkwürdigkeiten* de Stosch n'ont malheureusement été publiés que jusqu'en 1872, arrêtés à cette date « par ordre ».

2. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 320.

le parti réactionnaire en avait reçu un coup d'espérance ; plus que jamais, il s'était enfoncé dans son particularisme prussien, dans cet « esprit junker », méfiant de la nouvelle Allemagne[1]. Le combat contre le catholicisme l'inquiétait, car il redoutait le triomphe de l'incrédulité et le désastre de sa propre orthodoxie. La *Gazette de la Croix*, le vieil organe de Bismarck, brûlait l'effigie de celui qu'elle avait adoré, et menait contre lui une telle campagne que le rénégat en rugissait d'indignation à la tribune[2]. Et les exagérations de ces cléricaux protestants étaient telles, qu'elles effarouchaient certains de leurs partisans ; un groupe se détachait du parti réactionnaire, dans l'été de 1876[3], pour se rallier sur les deux idées de conservation sociale et de développement national, et formait le parti conservateur-allemand (*deutsch konservativ*), adversaire tout ensemble du kulturkampf et de la « clique des junkers[4]. »

Le vieil empereur était attristé de ces luttes ; il n'osait résister à son puissant chancelier, et son cœur était avec les conservateurs. Très orthodoxe, il redoutait l'esprit du siècle, qui soufflait dans le camp national-libéral, et l'impératrice, amie des évêques, presque ralliée au catholicisme, de goût sinon de dogme, incitait son époux à une résistance qu'il se permettait seulement dans les conversations à portes closes. Il se plaignait doucement en présence du discret prince de Hohenlohe. « J'ai fait beaucoup de concessions, disait-il. En voilà assez. Il est maintenant temps de s'abstenir de ce libéralisme[5]. »

1. Max Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 385.
2. Bismarck au Reichstag, 9 février 1876. *Discours*, t. VI, p. 177 et suiv.
3. Ludwig von Gerlach. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 407 et suiv.
4. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. V, p. 252.
5. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 222.

Bismarck était inquiet ; il n'avait point foi dans le succès, et, pour la première fois de sa vie, il hésitait sur la voie à suivre. En s'engageant dans le kulturkampf, il n'avait point prévu la gravité du combat, les dangers qui en résultaient et pouvaient compromettre l'unité nationale, qu'il tenait pour son œuvre. La défection de ses amis de droite lui était amère ; avec eux, il avait remporté la victoire, et, contre eux, il risquait d'amoindrir le résultat de cette victoire. « Pour les nerfs d'un homme arrivé à l'âge mûr, a-t-il écrit plus tard, c'est une dure épreuve de rompre brusquement avec tous ou presque tous ses amis et connaissances, et de cesser les relations entretenues jusqu'alors. » Homme de prompts succès, il rencontrait des résistances auxquelles il n'était point habitué, il doutait de lui-même, et cette incertitude lui semblait « d'un effet mortel ». Tel le lutteur de la ballade, ceint d'une lourde cuirasse et sa forte dague à la main, est décontenancé et s'affole dans une lutte contre des fantômes qui fuient ses coups et le vainquent par leur insaisissabilité même. « L'erreur, — il écrivit presque *mon* erreur, — m'apparut clairement quand je vis des gendarmes prussiens, braves gens, mais maladroits, courant en faisant sonner leurs éperons et en traînant leurs sabres derrière des prêtres souples et agiles à se dérober par de fausses portes et des alcôves[1]. »

Pendant ses longs séjours de Varzin, tantôt au coin d'un bois, isolé dans la nature, tantôt près de son feu, abîmé dans ses réflexions, il soupèse longuement les raisons de continuer le combat et les motifs d'engager la retraite. Loin des luttes parlementaires, il incline à revenir à ses anciens amis, et souvent quelque visite d'un vieux camarade le confirme dans cette impression. Dès le mois d'octobre 1874, il parle de

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 154 et suiv., 185 et suiv.

« signer un armistice [1] » ; un an plus tard, Blanckenburg croit « à la chute des ministres libéraux et à la fin du régime parlementaire. Comment ce but sera-t-il atteint, ajoute-t-il, c'est pour moi et je crains pour Bismarck même une énigme mystérieuse [2] ». Mais ce ne sont là que des opinions de Varzin : rentré à Berlin, son tempérament combatif reprend au galop en présence de la dialectique vigoureuse de Falk et dans l'ardeur même de la lutte [3].

A cette incertitude, se joint la fatigue physique, son mal de nerfs qui le travaille sournoisement. Dans la politique extérieure, il rencontre un nouvel obstacle et son premier échec : le gouvernement russe à jeté au travers de ses plans une sourde menace. Et ce double mécompte est tel qu'il pense à se retirer, à tout abandonner pour reprendre la vie du gentilhomme campagnard qui fit le bonheur de ses jeunes années ; à partir de 1874, dans ses entretiens et dans ses lettres, le mot de démission, *Entlassung*, revient sans cesse comme le *leit motiv* de son découragement. Il est sincère quand il demande sa retraite à l'empereur en mai 1875 [4]; et il part pour Varzin, incertain encore de son avenir, hésitant à conserver le pouvoir, toujours mordu au cœur par la passion de l'autorité.

§ II

Cette inquiétude, cette instabilité se manifestent dans la

1. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, 24 octobre 1874, à Varzin.

2. Maurice de Blanckenburg à Roon, après un séjour à Varzin, octobre 1875. Roon. *Denkwürdigkeiten*, t. III, (4e édition), p. 423. Dès le mois de mai 1874, Blanckenburg croyait « les jours de Falk comptés ».

3. « Quand Bismarck parle du Kulturkampf, racontait Andrassy en 1873, ses yeux s'injectent, ses paroles se précipitent, il parle du pape comme d'un danger public, un révolutionnaire, un anarchiste. » Souvenirs de M. L. von Dœzy. *Neue Freie Presse*, 25 novembre 1906.

4. *Supra*. t. III, p. 339.

direction politique de la Prusse. Les hommes changent fréquemment au ministère, car Bismarck s'en lasse et les renvoie; rares sont les hommes qui ont suivi leur pleine carrière à ses côtés : Abeken, le bon serviteur, Lothar Bucher, l'homme de confiance, Keudell, l'ami dévoué; ceux-là sont les fidèles, qui acceptent successivement caresses et bourrades. Les autres se révoltent ou déplaisent. M. de Thile, le collaborateur des grands travaux, s'est retiré en 1872 après une scène violente. Delbrück, qui a dirigé pendant dix ans l'économie politique de la Prusse, qui a organisé l'administration de l'Empire, qui paraît le successeur éventuel du chancelier, Delbrück se démet en avril 1875 de ses fonctions de président de la chancellerie impériale; Bismarck en donne publiquement pour motif « un excès de travail imposé pendant dix années », mais nul n'ignore qu'autres sont les causes véritables de cette retraite, un désaccord sur le régime économique, l'indépendance de Delbrück, la crainte de Bismarck que « la machine de la chancellerie devienne trop puissante[1] ». Au commencement de 1878, le ministre de l'Intérieur, comte Eulenburg, l'homme à forte poigne du grand conflit, est trouvé trop fatigué, usé « par les excès de sa jeunesse », ajoute son bon collègue avec indulgence, et il est bientôt suivi dans sa retraite par Camphausen, le grand financier qui a comblé le déficit prussien en 1869, qui maintenant ose résister à son chef sur une question de chemins de fer. L'année suivante, Falk, l'auteur des lois de mai, est sacrifié, tombé sur la route de Canossa, et les deux autres ministres libéraux, Hobrecht et Friedenthal, disparaissent avec lui. En 1881, le comte Botho Eulenburg quitte à son tour le ministère de l'Intérieur. La mort ajoute à cette liste, en 1879, le nom du

1. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck*, p. 56.

comte de Bülow, secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Les successeurs de ces disparus prennent leurs places sans fracas : une fois, cependant, on crut à un changement de régime, la crise traîna pendant près d'une année.

Les élections au Reichstag, en janvier 1877, avaient marqué un nouveau progrès du parti démocrate[1]. Le vieil empereur tenait le socialisme pour son ennemi personnel, et il se croyait envoyé par Dieu pour le combattre : il résolut de revenir à la pure orthodoxie, d'abandonner le kulturkampf et ses séductions, de résister même à Bismarck et il en eut bientôt l'occasion. Un conflit existait depuis quelques mois à l'état latent entre le chancelier et le chef de l'amirauté, Stosch, combat de personnes autant que lutte d'administrations rivales : Stosch avait réclamé pour le développement de la marine des crédits que le chancelier avait refusé de solliciter du Reichstag. Le débat n'avait point quitté les ombres du mystère officiel, lorsque soudain Bismarck l'exposa devant le Reichstag tout au long et avec quelque impertinence envers le chef de l'amirauté[2]. Irrité, Stosch demanda des explications au chancelier impérial, exigea une rectification à la tribune, et comme elle lui était refusée, donna sa démission le 12 mars 1877. Sûr de son autorité intangible, Bismarck raconta l'incident à ses hôtes pendant une soirée parlementaire le 17 mars, et déclara qu'il n'accorderait aucune satisfaction au chef de l'amirauté. Il semblait donc que la démission de Stosch était définitive, lorsqu'à la stupéfaction générale l'empereur Guillaume refusa cette démission le 25 mars. Ce fut un mouvement d'émoi pour les hommes de cour, de joie pour les adversaires du chancelier, de colère pour Bismarck : le 27, il adressa

1. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 316.
2. Bismarck au Reichstag, 10 mars 1877. *Discours*, t. VII, p. 46.

sa démission de toutes ses fonctions au vieux monarque.

Pendant dix jours, l'émotion fut vibrante, l'inquiétude générale, les ambitions en conflit. On grossissait l'incident, on lui cherchait des causes profondes et mystérieuses[1], des intrigues de camarilla, la haine d'une « grande dame » qui ressemblait comme une sœur à l'impératrice Augusta, les noires menées des Jésuites, et aussi l'influence de l'étranger, une ruse de la subtile Albion qui cherchait à atteindre la Russie en frappant l'Allemagne, et naturellement la faute de la France, de l'ennemi héréditaire, qui tentait de troubler la paix heureuse de l'Empire triomphant. Déjà on s'agitait pour trouver un remplaçant au grand tombé, on murmurait le nom de son meilleur ennemi parmi ses amis, Schleinitz, ministre de la maison du roi ; d'aucuns glissaient même le nom de Stosch[2] ; Bismarck prévoyait que sa démission serait refusée, mais s'attendait tout au moins à une longue retraite, préparait le travail de ses représentants. Et les intrigues, les papotages, les racontars allaient bon train.

Le 7 avril, Guillaume coupa net cet imbroglio en refusant la démission de Bismarck; de sa grande écriture, il écrivit en marge de la lettre du chancelier un énergique : « Jamais. » Il fut fidèle à cet engagement et Bismarck se sentit fort d'une confiance rajeunie ; mais il était écœuré des basses intrigues, mécontent des défections faites d'ingratitude, las d'un pouvoir contesté. Il résolut de tout abandonner pendant dix mois; il confia la direction des Affaires étrangères à M. de Bülow, le soin de la politique intérieure de l'Empire à M. de Hofmann, président de la chancellerie impériale. Et, le 16 avril 1877, il partit pour un « long congé ».

1. Voyez les extraits des journaux dans Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 850 ; Blum, *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. V, p. 357.

2. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck*, p. 60.

Il passa d'abord quelques semaines à Friedrichsruh, se rendit pour une cure à Kissingen, revint à Friedrichsruh et à Schönhausen, puis, après quelques entretiens avec l'empereur et le prince héritier, il s'installa avec délice à Varzin qu'il ne quitta plus avant le 14 février 1878. Il y mena la vie à sa convenance, de travail, de famille et de campagne[1]. Son groupe de famille avait avancé dans le chemin de la vie : le 28 juillet 1872, il avait célébré sans bruit ses noces d'argent[2], que son maître avait soulignées d'une lettre affectueuse jusqu'à la tendresse[3]. La faulx implacable avait frappé autour de lui, et les anciens étaient disparus. Les jeunes avaient grandi : Mlle de Bismarck avait eu la douleur en 1875 de perdre son fiancé, le comte Wend d'Eulenburg ; en 1878, elle épousa le comte Cuno de Rantzau en qui Bismarck trouva un nouvel enfant. Ses fils étaient devenus des hommes, l'aîné travaillait aux Affaires étrangères, servait de secrétaire à son père, devenait déjà un petit personnage. Et, pendant les mois d'été, Bismarck errait à cheval ou à pied, dans ses champs et dans ses forêts, accompagné de ses deux molosses, les *Reichshünde*, qui complétaient cette figure de splendeur et presque de légende.

En pleine nature, seul avec ses pensées, il réfléchissait sur sa situation politique. La crise d'avril 1877 lui était un avertissement, car si l'Allemagne entière avait vibré de crainte au bruit de son départ, si de toutes parts étaient arrivées des protestations d'amour, à Berlin il s'était senti isolé : ses collaborateurs n'étaient que des premiers commis ; le meilleur, Delbrück, parti du ministère ; le plus ferme, Eulenburg,

1. Tiedemann. *Persönliche Erinnerungen an den Fürsten Bismarck*, p. 43 et suiv.

2. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 447.

3. L'empereur Guillaume à Bismarck, 26 juillet 1872 et Bismarck à l'empereur, 1er août 1872. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 221 et suiv.

vieilli et affaibli; le plus intelligent, Camphausen, en désaccord avec lui; parmi les autres, il ne trouvait point d'appui. A la cour, hors son vieux maître, il ne rencontrait que quelques indifférents et beaucoup d'hostiles. Au Parlement, il était détesté de la droite, du centre, des indépendants, et ses propres partisans se méfiaient de lui [1]: une voix, seule, s'était élevée avec force au Reichstag et le chef du parti national-libéral, Bennigsen, avait glorifié en termes enthousiastes l'œuvre du chancelier, rappelé la reconnaissance de la nation allemande envers le fondateur de son unité et exposé l'espérance que la santé du chancelier lui permettrait de continuer son œuvre [2]. Ce Bennigsen s'était affirmé depuis quelques années comme une force, étayée sur quinze années de pratique parlementaire au Landtag hanovrien, à la Chambre prussienne [3] et au Reichstag, appuyée sur le parti le plus nombreux en députés allemands. Il sembla au chancelier qu'il trouverait en lui l'appui nécessaire et décida d'entrer en négociations avec le chef du parti libéral.

En juillet 1877, pendant qu'il traversait Berlin, Bismarck avait eu une longue entrevue avec M. de Bennigsen : il n'y eut alors que de vagues pourparlers qui reprirent avec beaucoup plus de force à la fin de l'année; le brillant député vint à Varzin, il y resta trois jours, du 26 au 29 décembre 1877 [4], et l'accord sembla prêt à se conclure entre le ministre et le parlementaire. Un an auparavant, un compromis était intervenu entre le gouvernement et le parti national-libéral sur divers projets de loi, qui avait assuré au

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs,* t. II, p. 188.

2. Bennigsen au Reichstag, 13 avril 1877. Hahn. *Fürst Bismarck,* t. II, p. 851.

3. M. de Bennigsen était depuis 1873 Président de la Chambre des députés prussiens.

4. Horst Kohl. *Bismarck Regesten,* t. II, p. 149.

second l'appui du premier dans les élections allemandes de janvier 1877[1], et le discours de Bennigsen en avril avait été une éclatante manifestation de cette entente. Depuis lors, rien n'avait troublé ce « flirt » parlementaire, et, en apparence, nulle question fondamentale ne s'opposait à l'entrée de Bennigsen dans le ministère prussien. Ce n'était là qu'une apparence : sur deux points, l'entente était impossible entre Bismarck et son hôte.

Bennigsen était partisan du régime parlementaire, il désirait la création d'un ministère impérial, où chaque ministre serait indépendant, où les décisions se prendraient à la majorité des voix[2], et cela semblait inadmissible à Bismarck, car ainsi serait supprimé le pouvoir absolu du chancelier; pour aboutir à cette transformation du régime allemand, Bennigsen voulait amener au pouvoir deux amis politiques, Forkenbeck qui prendrait le ministère prussien du commerce et Stauffenberg qui serait placé à la tête de l'office des Finances de l'Empire, lui-même serait chargé du ministère prussien de l'Intérieur; ainsi ce trio libéral jouerait un rôle décisif dans les affaires de l'État, il exercerait un contrôle qui ne convenait pas à l'autoritaire chancelier. Il ne voulait actuellement pour collaborateur qu'un seul libéral, Bennigsen, qui lui apportât l'appui de son autorité et de son groupe, mais n'amoindrît pas son propre pouvoir[3]. Il lui promettait une force d'influence, telle que celle d'un « point de cristallisation autour duquel tout se transforme »; mais il refusait l'adjonction des deux camarades de combat, que le vieux monarque n'aurait jamais acceptés.

D'ailleurs, une autre raison s'opposait à l'arrivée des libé-

1. Louis de Gerlach. *Aufzeichnungen*, t. II, p. 415.
2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 214 et suiv.
3. Unruh. *Erinnerungen*, p. 359.

raux au pouvoir. Bismarck songeait, dès lors, à une réorganisation économique de l'Empire, en faveur des agrariens, par voie de monopoles et de mesures protectionnistes. Le parti libéral était plutôt inspiré des doctrines de Manchester et il était à prévoir qu'il s'opposerait à la politique financière que rêvait le chancelier. L'accord était donc impossible entre Bismarck, l'homme d'autorité et de protection, et Bennigsen, le partisan des libertés économiques et parlementaires.

Toutefois, ce désaccord ne parut point insoluble sur le moment même, et, au lendemain du départ de son hôte, Bismarck dicta d'un jet, pendant cinq heures d'horloge, un rapport au roi sur ses négociations avec Bennigsen et le développement des relations parlementaires depuis 1871 [1] : la conclusion était favorable à l'entrée de Bennigsen, seul, au ministère prussien de l'Intérieur. Mais le titulaire de ce poste, Eulenburg, n'avait nulle envie d'être ainsi débarqué; il s'adressa directement au roi, et, prenant prétexte des articles de journaux relatifs au voyage de Bennigsen à Varzin, il exposa au monarque, convaincu par avance, le danger de remettre le pouvoir aux libéraux, suppôts de la Révolution, de Satan, de Belzébuth, et autres démons ennemis des Hohenzollern. Indigné, Guillaume s'empressa d'écrire à Bismarck, pour lui témoigner son mécontentement de ces négociations mystérieuses et tenues à son insu, sa répulsion envers Bennigsen qui, tout capable « qu'il soit, déclarait le souverain, n'irait pas avec la marche paisible et conservatrice de mon gouvernement [2] ». Bismarck comprit d'où venait le coup, et, en marge de la lettre du roi, il écrivit rageusement à l'adresse d'Eulenburg : « L'hypocrite ! »

1. Tiedemann. *Persönliche Erinnerungen an den Fürsten Bismarck*, p. 29, décembre 1877.

2. Guillaume à Bismarck, 30 décembre 1877. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 277 et suiv.

La combinaison était bien compromise ; elle échoua définitivement en mars 1878. A ce moment, deux vacances étaient ouvertes au ministère prussien, pour la place d'Eulenburg, affaibli, pour le poste de Camphausen, en disgrâce. Bismarck avait de grandes difficultés pour remplacer ces deux partants, plusieurs hommes d'État déclinèrent ses offres, Delbrück, qui fut sondé, ne voulait entrer que dans un cabinet libéral [1]. Les négociations reprirent entre Bismarck et Bennigsen, le 1er mars 1878, au palais du Reichstag. Le chancelier avait annoncé le dépôt d'un projet de loi créant le monopole du tabac ; le député libéral déclara qu'il y était hostile ; d'ailleurs Stauffenberg, compagnon de Bennigsen, avait récemment demandé qu'on modifiât, dans la constitution prussienne, l'article qui permettait la levée des impôts sans budget et qui avait facilité le grand conflit de 1862 à 1863 ; ainsi, le parti libéral se heurtait à la politique tout ensemble parlementaire et économique du gouvernement. La rupture était définitive.

Cette rupture eut une influence décisive dans l'évolution de Bismarck : elle le rapprocha des conservateurs. L'appui lui manquait à gauche, il le chercha à droite. Il était découragé ; il pensait encore à la retraite [2]. Il était malade ; arrivé le 14 février 1878, à Berlin, il partit le 17 avril pour s'installer à Friedrichsruh. Pendant les deux mois de son séjour dans la capitale, il se rendit à plusieurs reprises au Reichstag et intervint dans les discussions de la loi sur le remplacement du chancelier : fatigué et lassé, il voulait régulariser ses absences en laissant à sa place un suppléant, « pour la totalité de ses fonctions [3] », et ce débat lui donna l'occasion d'exposer au Reichstag le développement constitutionnel de

1. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck, neue Folge,* p. 12.
2. Busch. *Unser Reichskanzler,* t. II, p. 368.
3. Loi du 17 mars 1878.

l'Empire [1], en luttant contre toute organisation d'un parlementarisme allemand, en défendant « les droits constitutionnels du Bundesrath et de ses suprêmes mandants [2] ».

Lors de ces débats et dans les soirées parlementaires de la Wilhelmstrasse, on put noter les amabilités échangées entre Bismarck et les conservateurs. De vieux amis fâchés depuis six ans, rentraient en grâce et même le vieux Kleist-Retzow, qui n'avait pas tari en brocards sur le junker rénégat, s'asseyait joyeusement à la copieuse table du chancelier, son parent [3]. Loin d'admettre Bennigsen et ses amis au conseil des ministres, Bismarck remplaçait le comte Eulenburg au ministère de l'Intérieur par son cousin, le comte Botho Eulenburg, et Camphausen au ministère du Commerce par M. Maybach; les deux ministres étaient de bon teint de droite. Le comte Udo Stolberg, qui avait facilité le rapprochement de Bismarck et de ses anciens fidèles, recevait la suppléance du chancelier [4]. Même avec les catholiques du centre, le changeant homme d'État entrait en coquetteries que facilitait la mort de Pie IX. Il apparaissait comme certain que les socialistes feraient les frais de cette évolution politique, car Bismarck était inquiet des progrès du parti démocrate et tonnait contre « ces agitateurs qui trompent les masses laborieuses par de fausses espérances et provoquent l'agitation, le mécontentement, la perturbation du commerce et de l'industrie paisibles [5] ». Et le bon camarade Roon entonnait un chant d'allégresse sur le retour de l'enfant prodigue [6].

1. Bismarck au Reichstag, 5 mars et 7 mars 1878. *Discours*, t. VII, p. 182 et suiv.

2. Bismarck au roi de Bavière, 29 juin 1877.

3. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. V, p. 312.

4. Sa nomination ne fut définitive qu'après le Congrès de Berlin.

5. Bismarck au Reichstag, 26 février 1878. *Discours*, t. VII, p. 164.

6. Roon à Blanckenburg, 17 avril 1877. *Roons Denkwürdigkeiten*, t. III, p. 435.

Un double attentat brusqua le retour définitif de Bismarck à ses vieux amis.

§ III

Le 11 mai 1878, en pleine après-midi, l'empereur Guillaume parcourait en voiture les Tilleuls, lorsqu'un passant se détacha de la foule et tira sans l'atteindre deux coups de revolver sur le vieux monarque; le criminel était un jeune homme de vingt ans, Max Hödel, ferblantier de son métier et un peu braque de caractère, tantôt socialiste démocrate et tantôt socialiste chrétien, qui avait accompli son coup d'éclat par amour du bruit, de la Révolution et de la Pologne [1].

Bismarck était à Friedrichsruh; il ne se dérangea point pour si peu, mais il télégraphia dès le lendemain à Berlin de rédiger un projet de loi contre les socialistes. Lothar Bucher, qui connaissait la démocratie pour en avoir été, prit sa plume la plus forte; il accumula les interdictions de journaux et de sociétés « qui poursuivent le but de la démocratie socialiste », il multiplia les peines et les interventions policières : ce texte préparait des procès d'opinion et autorisait toutes les rigueurs de la fantaisie administrative. Le Reichstag en délibéra le 23 mai; le double événement des débats fut l'intervention contradictoire de Bennigsen et de Moltke. Le *leader* du parti libéral s'éleva avec force contre toute mesure d'exception, et défendit éloquemment le principe du droit commun, égal pour tous. Le vieux maréchal, représentant de l'extrême droite, traça en traits noirs le portrait du révolutionnaire, « abîme de dépravation et de scélératesse », et demanda aux députés de ne pas contraindre le gouverne-

1. Voyez ses écrits et déclarations dans Blum. *Das deutsche Reich zur Zeit Bismarcks,* p. 268 et suiv.

ment à « réprimer à main armée les excès violents[1] ». Ces deux discours marquaient nettement la situation parlementaire et le saut de Bismarck vers la droite de l'Assemblée ; car Bennigsen, son allié de la veille, attaquait aujourd'hui ses propositions ; et Moltke, jadis adversaire politique du chancelier, en était maintenant le défenseur. Le 24 mai, le Reichstag rejeta le projet de loi à une énorme majorité, par 241 voix contre 57.

Bismarck fut vivement irrité de cet échec ; la vengeance ne tarda point.

Le 2 juin, par une belle après-midi de dimanche, le vieil empereur traversait de nouveau les Tilleuls en voiture, lorsque deux coups de feu retentirent; Guillaume s'affaissa, rouge de son sang ; il avait été très gravement blessé par un docteur en philosophie, Charles Nobiling, un exalté du parti démocrate. L'émotion fut d'autant plus vive qu'on croyait l'empereur frappé à mort[2], et dans toute l'Allemagne retentit un cri de colère, de douleur et d'indignation. Dans le parti gouvernemental, les plus modérés réclamaient « l'anéantissement du nihilisme et de la démocratie sociale[3] ».

Bismarck rentrait d'une promenade dans ses bois de Friedrichsruh, lorsque le conseiller Tiedemann lui annonça la nouvelle de l'attentat. Il resta un moment immobile de stupéfaction, puis, frappant avec force le sol de son bâton, il s'écria : « Maintenant le Reichstag sera dissous[4]. » Dès le lendemain, il rentrait à Berlin.

1. Ces discours et ceux des ministres Hofmann et Eulenburg, dans Hahn, *Fürst Bismarck*, t. III, p. 397 et suiv.

2. Le conseiller de Langenbeck à Roon, 8 juin 1878.

3. Manteuffel à Guillaume, 3 juin 1878. Keck. *Feldmarschall E. von Manteuffel*, p. 252.

4. Unruh. *Erinnerungen*, p. 359. On a prêté au chancelier ces paroles : « Nous allons maintenant écraser les libéraux à la muraille, jusqu'à en

Les jours qui suivirent furent de terreur blanche. Le conseil des ministres, réuni sous la présidence de Bismarck, résolut d'appeler le prince Frédéric-Guillaume à la lieutenance du royaume [1], et Bismarck se rendit auprès du souverain blessé pour obtenir un consentement que son état de santé rendait inévitable. Le 5 juillet, Frédéric-Guillaume prenait le pouvoir dans des conditions étranges, presque tragiques : ce prince, indépendant et libéral, recevait des réactionnaires une autorité qu'il ne pouvait, ne devait exercer qu'en faveur de la réaction ; il était contraint à gouverner avec ses adversaires, à combattre ses amis ; son libéralisme n'aboutissait qu'à un autoritarisme de brutalité ; son indépendance pliait au gré de l'homme de fer.

On décida des mesures de rigueur ; les vieux prêtres de la déesse Réaction y poussaient férocement. « J'adresse un énergique appel à votre habituelle énergie, écrivait Roon ; le chaos est à son comble ! Votre main ferme au gouvernail ! l'excès du mal produira le remède [2] ! » Bismarck s'empressa de mettre à exécution ce qui avait été le premier cri de son cœur : le 11 juin, le Reichstag est dissous et la période électorale commence immédiatement, courte et ardente ; le chancelier a bien promis grâce aux libéraux modérés [3], il est dépassé par ses serviteurs, s'il ne les excite sous main ; les journaux officiels ou officieux tombent à drus arguments sur les libéraux, les accusent d'avoir entraîné le gouvernement, — pauvre enfant, — dans le kulturkampf, de pactiser avec

faire une bouillie. » Il a protesté qu'il n'avait point prononcé ces mots. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 222.

1. Bismarck a fait de cette réunion du conseil un récit fantaisiste dont la fausseté est démontrée par M. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 324.

2. Roon à Bismarck, 7 juin 1878, Roon. *Denkwürdigkeiten*, t. III, p. 453.

3. Proclamation publiée par H. Kohl. *Bismarck Jahrbuch*, t. I, p. 97 et suiv.

les socialistes, avec Hödel et Nobiling ; le parti national-libéral, d'opinion libre-échangiste, est convaincu d'arracher le pain au pauvre Michel ; et les fonctionnaires de tous grades interviennent dans les élections comme au beau temps du conflit[1]. Le pays, déjà surexcité de peur par les attentats, — c'en est le fatal effet, — se jette dans les extrêmes, et les modérés mordent la poussière. Aux élections du 30 juillet, les libéraux perdent 32 voix ; ils ne sont plus désormais que 107 ; les deux partis conservateurs comptent 115 membres ; le centre catholique, 94 ; les progressistes sont 27 ; les Guelfes, Polonais, Alsaciens, 36 ; les démocrates et leurs alliés, 14[2]. Pour gouverner avec cette mixture parlementaire, Bismarck devra réaliser une nouvelle combinaison : l'alliance du centre et des conservateurs. Ce sera le jeu de sa politique jusqu'à ses dernières années.

Dès la réunion du Reichstag, en septembre, la rupture semble proche entre le gouvernement et les libéraux ; ceux-ci, furieux de l'opposition ministérielle et de leur propre échec, ont le cœur plein de *haine*, — le mot est du doux prince de Hohenlohe[3] ; leur colère se manifeste lorsque le chancelier dépose le nouveau projet de loi sur les socialistes. C'est le développement, avec une grande extension[4], du précédent projet, et l'on donne à la police le droit d'interdire toutes associations et tous imprimés « qui servent des tendances démocrates, socialistes ou communistes, dirigées vers la destruction de l'État existant ou de la société actuelle ». Au premier abord, les libéraux parurent disposés à rejeter la proposition ; le centre n'était pas encore gagné à la poli-

1. Unruh. *Erinnerungen*, p. 363.
2. Chiffres de H. Blum. *Bismarck und seine Zeit*, t. V, p. 335.
3. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 255.
4. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. III, p. 444.

tique du gouvernement; le projet était donc en grand danger. Informé du péril, Bismarck accourt de Gastein pour défendre en personne le texte d'autorité.

Le 17 septembre, il prononce un premier discours, hâtif, décousu, mordant ; c'est autant une défense qu'une attaque, car Bebel, le leader socialiste, a reproché au chancelier ses menées ténébreuses avec des démocrates de marque et laissé entendre qu'il a joué le parti socialiste. Bismarck se défend à coups de dents, durs et profonds : chacun a sa morsure, Lasalle sur ses ambitions, Richter sur ses formules de rhétorique, Bebel sur ses utopies. Et le chancelier finit par ces mots : « On nous crie que nous sommes avertis. Avertis de quoi donc ? D'avoir à prendre garde au poignard des nihilistes et à la carabine de Nobiling. Assurément, Messieurs, si nous devons exister sous une telle tyrannie, sous la tyrannie d'une société de bandits, toute existence alors perd son prix, et j'espère que le Reichstag accordera à l'empereur, protection pour sa personne, pour ses sujets prussiens et pour ses compatriotes allemands. » Ce discours n'a qu'un résultat, le renvoi du projet à la commission.

Pendant quelques semaines, l'agitation est vive dans les milieux parlementaires; dans le parti libéral, les plus mécontents persistent à voter contre le gouvernement, pour renverser Bismarck et obtenir un cabinet à la mode anglaise ; le chancelier annonce déjà des mesures d'autorité, une nouvelle disssolution, un régime à coups de décret. Mais il réfléchit, suppute et décompte : il ne peut avoir une confiance absolue que dans les 115 conservateurs ; ses négociations avec Rome sont peu avancées, les 94 catholiques lui seront hostiles ; l'opposition des 77 progressistes, démocrates et protestataires est certaine ; il faut donc se concilier les 107 libéraux : la politique devient une opération d'arithmé-

tique. Et, de suite, le visage de Bismarck, sévère jusqu'alors pour les libéraux, leur adresse de doux sourires. Bennigsen redevient un ami, presque un collaborateur, car le gouvernement « ne peut s'appuyer que sur le parti national-libéral » ; au nom du chancelier, le prince de Hohenlohe [1] se glisse de l'un à l'autre, aimable, insinuant, persuasif, rompu à toutes les difficultés parlementaires par une longue expérience, habile à vaincre toutes les susceptibilités par sa connaissance profonde et sceptique du cœur humain. C'est l'homme de la situation : une dernière fois, il renoue le lien qui unissait les libéraux et Bismarck, et tout à l'avantage de celui-ci.

Le 9 octobre, Bismarck monte de nouveau à la tribune du Reichstag pour soutenir le projet de loi contre les socialistes. Dans ce discours, beaucoup plus travaillé que le précédent, il ne se borne pas à des attaques personnelles ou à des critiques négatives. « Je favoriserai, dit-il en son début, tout effort qui tend positivement à l'amélioration du sort des ouvriers, ainsi que toute association ayant pour but d'améliorer la situation des ouvriers, d'assurer aux ouvriers une plus large part des gains de l'industrie, et d'abréger dans la mesure du possible le temps du travail. » Mais ces associations ne doivent avoir pour but que le travail et le progrès ; il dénie ces deux qualités à ses adversaires, qui, à l'en croire, se bornent « à la négation et à la destruction ». Or, on ne le peut contester, les associations socialistes ont fait dans le pays de nombreuses recrues parmi les mécontents, les ouvriers des grandes villes. Le mal est devenu bien pire encore depuis que la législation sur la presse, en supprimant le cautionnement et le timbre, a permis à toute personne

1. Alors ambassadeur à Paris, le prince de Hohenlohe venait à Berlin pour toutes les négociations parlementaires et diplomatiques. Il prit une part décisive à cette crise d'octobre 1878. Prince Clovis de Holenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 255 et suiv.

« d'aborder l'entreprise avec un capital de 100 marks ; quant à l'instruction, elle n'est pas du tout nécessaire ». Un double devoir s'impose donc au gouvernement, de réprimer les excès socialistes et d'améliorer par de bonnes lois la situation des ouvriers. Telle est la conclusion de Bismarck, c'est la théorie du socialisme d'autorité, que déjà il développait à la Chambre en 1849[1], à laquelle il restera fidèle jusqu'à son dernier souffle.

Ce discours et surtout les menées habiles de Hohenlohe entraînent le parti national-libéral. Le 19 octobre, la loi est votée par 221 voix contre 149 : les deux partis conservateurs et les libéraux s'étaient unis contre les catholiques, les démocrates et les protestataires. La loi fut de suite appliquée : en un mois, le gouvernement frappa d'interdit 135 associations, 35 journaux, 100 livres et brochures.

Les conservateurs étaient dans la joie et le vieil empereur exprimait leur pensée en proclamant que la nouvelle loi « maintiendrait l'État allemand et la Prusse sur leurs bases juridiques et présentes[2] ». Le parti national-libéral avait accepté un passage au joug humiliant et destructeur de toute indépendance[3]. En reniant ses principes et capitulant sous la pression de Bismarck, il avait renoncé à toute influence ; la dissension ne tarda point à éclater parmi ses membres ; deux groupes naquirent de ses débris ; l'un, porté vers la droite, resta fidèle à Bismarck ; l'autre, entraîné vers la gauche, voisin des progressistes[4], forma sous la conduite de Forkenberg, Stauffenberg et Lasker le groupe

1. *Supra*, t. I, p. 214.

2. Guillaume à Bismarck, 6 novembre 1878. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 280.

3. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 393.

4. Bismarck au roi de Bavière, 4 août 1879.

de la *Sécession*. Découragé, Bennigsen se retira de la vie politique en 1883. Le parti mourut de sa propre abdication.

Le déclin des libéraux marqua la fin du Kulturkampf.

§ IV

Le 7 février 1878, Pie IX était mort; c'était un saint homme, un exécrable politique ; en trente-deux années de pontificat, il avait accumulé toutes les fautes qu'on pût commettre. Libéral à ses débuts, autoritaire en sa maturité et son déclin, il avait eu des variations brusques de pensée qui n'étaient point d'un sot, mais d'un maladroit ; pieux et bon, fidèle et consciencieux, il avait perdu son pouvoir temporel par un gouvernement détestable et compromis son autorité spirituelle en proclamant l'infaillibilité papale qui choque la pensée moderne.

Léon XIII lui succéda ; il tenait de naissance un esprit aristocratique, souple et délié ; son intelligence l'élevait au-dessus des préjugés de classe ; il comprenait les misères et les besoins de ce temps, comme s'il était né dans le peuple, avait grandi dans le monde, et subi les souffrances du siècle. Chrétien convaincu et sans rudesse, il croyait au Christ ami des péagers, respectueux de César, insoucieux de grandeur terrestre. Son règne n'était point d'objurgations et d'anathèmes, mais de persuasion et de tolérance. Non moins que les apôtres, les papes diffèrent; l'un défait, l'autre refait, le troisième détruit.

Bismarck avait annoncé que le changement de pontife modifierait les relations de l'Eglise et de l'Empire allemand. Léon XIII pensait de même. Le lendemain de son avènement, le 20 février 1878, et bien que toutes relations officielles

fussent rompues entre le Vatican et la cour de Berlin, le pape écrivait à l'empereur pour regretter « de ne pas trouver entre le Saint-Siège et Votre Majesté les relations qui existaient naguère si heureusement et faire appel à la magnanimité de votre cœur pour obtenir qu'à une grande partie de vos sujets la paix et la tranquillité de leur conscience soient rendues ». Bismarck redouta trop de zèle, qui fît penser à Canossa. La réponse de l'empereur fut déférente, mais réservée, et sa fin exprima l'espoir que le pape agirait sur « les serviteurs de l'Église pour qu'ils obéissent aux lois du pays qu'ils habitent [1] ».

A ce moment, Bismarck se dégageait des libéraux qui étaient définitivement écartés du ministère (mars 1878) ; l'enfant prodigue revenait à la paternelle maison des conservateurs, gens d'ordre, amis de toute hiérarchie dans l'Église, fût-elle luthérienne ou catholique. Le temps était venu d'amoindrir le kulturkampf pour le terminer lentement. Mais d'où viendraient les premières concessions ? Un Bavarois de toute finesse, le comte Holnstein, grand-écuyer du roi, tenta de jouer le rôle de médiateur, pour lequel il semblait destiné, ayant servi en 1870 de courrier entre Bismarck et le roi Louis[2]. Avec une douceur de médecin soigneux, il parla à Mgr Aloysi Masella, nonce à Munich, de « réconciliation », d' « union contre l'ennemi commun : le socialisme. » Il se rendit à Berlin, murmura d'analogues paroles auprès de Bismarck, qui les trouvait très opportunes ; l'habile négociateur revint auprès du nonce, et reprit ses insinuations ; le gouvernement prussien était prêt à faciliter un arrangement, pourvu que le Saint-Siège s'abstînt de recou-

1. L'empereur Guillaume au pape Léon XIII, 24 mars 1878, lettre contresignée par Bismarck.

2. *Supra*, t. III.

rir aux bons offices des députés du centre, M. Windthorst, leur chef, ne se servant du conflit religieux que pour satisfaire leurs passions particularistes et leur hostilité contre l'Empire[1]. Mgr Aloysi ne refusa point la conversation, parla de revenir au passé, à la bulle de 1821 qui avait assuré une pacifique organisation aux catholiques prussiens, et qui pouvait être modifiée selon les besoins du temps. Et, le 4 mai 1878, le nonce remit une note en ce sens au comte Holnstein.

Ce fut le premier engagement, mais combien timide et réservé. Les négociations traînèrent trois mois sans aboutir. Tantôt on avançait : le pape écrivait une lettre cordiale à l'empereur Guillaume après l'attentat Nobiling; le nonce se rendait à Dresde pour les noces d'argent des souverains saxons, Bismarck l'invitait à prolonger son voyage jusqu'à Berlin; un conseiller badois, Gelzer, allait à Rome avec une mission officieuse pour voir, causer et rapporter ; le cardinal Franchi, secrétaire d'Etat, lui rappelait la bulle de 1821, proposait d'y revenir promptement. « Faites vite », ajoutait l'Eminence[2]. — Tantôt on reculait : Mgr Aloysi déclinait l'invitation de Bismarck, le préfet du concile engageait les ecclésiastiques prussiens à refuser tout traitement de l'Etat, et, dans sa réponse aux condoléances du pape, le prince Frédéric-Guillaume rappelait « une querelle qui remonte à plus de mille ans ». Ainsi les deux partis restaient sur la défensive. Chacun disait : « Messieurs, tirez les premiers. »

A la fin de juillet, Bismarck tenta de brusquer les négociations. Il était en villégiature à Kissingen, en Bavière, et pensa qu'un entretien serait accepté par le nonce dans le pays même où il était envoyé. Le comte Holnstein, intermé-

1. Comte Lefèvre de Behaine. *Léon XIII et le prince de Bismarck*. I. Premières négociations. *Revue des Deux Mondes* du 1er mars 1897, p. 58.

2. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 254.

diaire naturel et dévoué, indiqua à M[gr] Aloysi que le chancelier se féliciterait de le voir ; le prudent diplomate prit des instructions, et, le 29 juillet, il arrivait à Kissingen avec une lettre du cardinal Franchi pour le chancelier allemand [1]. Pendant près de trois semaines, les entretiens se multiplièrent entre le prince et le nonce, tournois diplomatiques entre deux maîtres en finesse ; deux ministres bavarois, représentants du roi catholique mais bon allemand, MM. de Pfretzschner et de Pfenfer, étaient venus prêter l'appui de leur dialectique ; déjà on parlait de conclure un armistice dans la guerre religieuse, le pape reconnaîtrait le devoir des évêques de notifier aux représentants de l'État leurs nominations ecclésiastiques, le roi rétablirait son ambassade à Rome, et ces légères concessions en prépareraient de nouvelles et plus amples. Mais, soudain, les négociations furent interrompues. Le cardinal Franchi était décédé le 1[er] août, d'un mal si rapide que les libéraux allemands l'attribuèrent à un empoisonnement [2]. Son successeur, le cardinal Nina, n'avait point sa souplesse ; il donna ordre à M[gr] Aloysi de rentrer à Munich en affirmant que le Souverain Pontife demandait l'abandon pur et simple des lois de mai. C'était exiger l'impossible.

Tout rapprochement de l'Église et de l'Empire semblait écarté. Cependant le besoin d'apaisement s'imposait dans le pays, les poursuites judiciaires devinrent rares contre les ecclésiastiques, certaines relations s'établirent en fait entre le gouvernement et le clergé. Ces relations furent encore améliorées par la situation parlementaire. Pendant l'hiver de 1879-1880, les députés du centre catholique donnèrent à plusieurs reprises leur appui au gouvernement dans ses réformes écono-

1. Wiermann. *Geschichte des Kulturkampfes*, p. 145.

2. L'insinuation se retrouve dans les *Pensées et Souvenirs* du prince de Bismarck, t. II, p. 130.

miques. Bismarck engageait alors l'Empire allemand dans la voie du protectionnisme, et il se heurtait à l'opposition de toute la gauche, qui tenait aux principes du libre-échange. Les conservateurs, représentants des cultivateurs, et les membres du centre, envoyés par la campagne et certaines villes industrielles, demandaient également la protection de l'État pour l'agriculture et l'industrie nationales : la politique d'intérêt l'emporta sur les raisons de sentiment et un rapprochement s'esquissa entre le gouvernement et les ultramontains. Le chef du centre, M. Windthorst, souligna officiellement cette réconciliation; le 31 mars 1879, il se rendit à la chancellerie pour s'entretenir avec Bismarck des questions douanières et financières alors en cours[1]; l'entretien fut satisfaisant ; le 3 mai, Windthorst parut à une soirée parlementaire du prince, — au *Tabak-Parlament* où l'homme de fer se faisait hôte cordial ; le chancelier réserva son meilleur accueil à son habituel contradicteur, et, l'emmenant devant une tonne de la célèbre brasserie des Franciscains, annonça avec une joie burlesque que « le vent de Rome avait tourné ; les Franciscains lui envoyaient maintenant ce qu'ils avaient de meilleur[2] ».

Cette visite, la réconciliation qu'elle marquait, eurent une suite inattendue, mais féconde en conséquences. En juillet 1879, le ministre des Cultes, M. Falk, se retira du cabinet. Depuis quelque temps, il avait cessé de plaire. Bismarck ne se dissimulait pas que c'était un rude jouteur, et qu'il serait difficile de remplacer un pareil homme d'État. Mais il était lui-même mécontent des suites du kulturkampf et il trouvait naturel d'en passer la responsabilité à celui qui n'avait été

1. *Neue Preussische Zeitung* du 4 avril 1879.
2. Hoche. *Bismarck intime,* p. 135 et suiv.

que l'exécuteur de ses propres desseins[1]. Dès le printemps de 1878, lorsque Bismarck s'était rapproché des conservateurs, Falk avait offert sa démission[2]. Elle n'avait point été encore acceptée ; mais la réaction qui suivit l'attentat de Nobiling, l'animosité toujours plus vive de l'empereur, les négociations avec la cour pontificale, la réconciliation de Bismarck et Windthorst, l'appui du centre à la politique financière du gouvernement, rendirent insoutenable la position du ministre des Cultes. Le 14 juillet 1879, M. Falk se retira, comblé de compensations honorifiques[3]. Son successeur, Robert de Puttkamer, était un honnête fonctionnaire, Président supérieur de Silésie et membre au Reichstag du nouveau parti conservateur.

Malgré ce changement ministériel, l'entente ne s'établit point entre Berlin et le Vatican. Le pape et l'empereur, splendides et inébranlables, se regardaient — comparaison atroce — comme deux chiens de faïence. Et la balance politique continua son mouvement oscillatoire entre les mesures de détente, — une lettre de Bismarck proposant de nouveaux entretiens avec le nonce, les négociations du chancelier à Gastein avec Mgr Jacobini, l'arrivée par intérim, au secrétariat des Affaires étrangères, du catholique[4] prince de Hohenlohe, — et les paroles de colère que Bismarck lançait au Reichstag contre le centre et la curie romaine[5]. « Tout avance

1. Voyez sur la chute de Falk deux articles des *Hamburger Nachrichten*, des 28 et 30 décembre 1898. *Bismarck Jahrbuch*, t. VI, p. 405 et suiv.

2. Comte Otto Stolberg à Bismarck, 14 et 18 mai 1878. *Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 513 et suiv.

3. Bismarck à l'empereur Guillaume, 13 juillet 1879. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 293.

4. L'empereur s'opposa d'abord à cette désignation à cause même de la religion du prince de Hohenlohe. L'empereur Guillaume à Bismarck, 25 février 1860.

5. Bismarck au Reichstag, 8 mai 1880.

bien lentement », disait avec mélancolie le prince de Hohenlohe[1].

Pourtant, au commencement de 1880, le mouvement s'affirma vers la réconciliation ; le 24 février, un bref papal, conçu dans le mystère et qui fit scandale dans la Rome noire[2], reconnut dans une certaine mesure le devoir des évêques prussiens de notifier certaines nominations au gouvernement royal (*Anzeigepflicht*[3]); c'était là une concession menue, mais habile, sans bassesse, mais féconde, dans l'esprit, sinon de l'Église romaine, au moins du Christ. Son résultat fut immédiat. Dans un communiqué officiel, le ministère prussien salua le bref papal « comme un nouveau signe des sentiments pacifiques dont est animé le Saint-Siège et la première expression concrète de ces sentiments ». Et, pour répondre à cette opportune concession, le cabinet prussien déposa au Parlement prussien un projet de loi, qui constituait une première atteinte aux lois de mai : le Parlement sans modifier encore la législation de combat, était invité à accorder au gouvernement un pouvoir discrétionnaire pour suspendre dans leur application les dispositions les plus sévères des textes antérieurs : c'était le régime du bon plaisir dans l'application de la loi, et ce pouvoir ne devait, sauf quelques exceptions, être accordé au gouvernement que pour deux années. Le projet gouvernemental fut l'objet de discussions passionnées, la commission le trouva trop vague et lui fit subir de larges amoindrissements ; le ministre de l'Intérieur, M. de Puttkamer, dut intervenir à plusieurs reprises pour le défendre et il ne fut voté par la Chambre des députés qu'à la majorité de quatre voix, — celles des ministres, — par 206 contre 202. Promul-

1. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 287.
2. Wiermann. *Geschichte des Kulturkampfes*, p. 210 et suiv.
3. Blum. *Das deutsche Reichs zur Zeit Bismarcks*, p. 385 et 386.

gué le 11 juillet 1881, il devint, selon un terme passé dans le langage du temps, la « première loi de paix ».

Ce ne fut encore qu'une paix armée; ni le gouvernement royal, ni les partis prussiens, ni la curie romaine ne désarmaient. M. Windthorst ne tarda pas à déposer à la seconde Chambre une proposition comportant de nouvelles modifications aux lois de mai ; il ne parvint point à la faire accepter par les députés prussiens, mais, en 1882, il obtint du Reichstag l'abrogation de la loi allemande du 4 mai 1874, relative à des mesures de police envers les ecclésiastiques récalcitrants. C'était un signe des temps, mais Bismarck se refusa pour le moment à se soumettre à l'initiative du centre catholique : le Bundesrath allemand rejeta la proposition Windthorst et le gouvernement prussien se contenta de demander pour deux nouvelles années la continuation, l'extension plutôt, du régime discrétionnaire inauguré en 1880[1]. La loi du 31 mai 1882 permettait notamment de dispenser dans une large mesure les candidats à la prêtrise de l'examen d'État.

En même temps, les négociations se poursuivaient entre le Vatican et Berlin, difficiles, entrecoupées, si variées et nombreuses qu'il n'est point possible ici d'en retracer tous les détails[2]. Après maints voyages de diplomates prussiens à Rome et de monsignori en Allemagne, les relations officielles furent reprises entre les cours papale et impériale, et le ministre de Prusse près le Vatican, M. de Schlœzer, esprit délié, de belle humeur, familiarisé depuis longtemps avec les choses et les personnes des congrégations romaines, réussit à préparer la voie à de nouvelles concessions[3].

1. Gérardin. *Les lois politico-religieuses en Prusse. Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1886, p. 72.

2. On trouvera des documents relatifs à ces négociations dans Schulte, *Geschichte des Kulturkampfes in Preussen* (1883).

3. Lefebvre de Behaine. *Léon XIII et le prince de Bismarck* II. La mission

Pendant l'hiver de 1882 à 1883, les déclarations pacifiques se multiplièrent dans les discours du trône, les brefs du pape, la correspondance diplomatique. Le gouvernement prussien résolut de faire un nouveau pas vers la réconciliation en supprimant partie de cet *Anzeigepflicht* dont Léon XIII avait si opportunément reconnu partie en février 1880; la loi du 11 juillet 1883 libéra les évêques de la nécessité de notifier les noms des candidats ecclésiastiques au gouvernement qui pouvait s'opposer à leur consécration définitive. Et désormais chaque année apporta quelque nouvelle pierre à l'édifice de conciliation[1] : en décembre 1883, le prince royal de Prusse rendit visite à Léon XIII; en 1884, le Conseil d'État prussien était reconstitué pour admettre parmi ses membres les évêques d'Ermeland et de Fulda; au commencement de 1885, les archevêques de Posen et de Cologne, piliers de la résistance en Prusse, se retirèrent de leurs sièges où s'assirent des prêtres d'opinion modérée et d'allures loyalistes; à la fin de 1885, un conflit ayant éclaté entre l'Allemagne et l'Espagne à propos des Carolines, Bismarck, avec une ingéniosité spirituelle et presque amusante, sollicita la médiation du pape et se soumit respectueusement à sa décision : dans le musée de Bismarck à Schönhausen, un portrait de Léon XIII marque le sceau de cette réconciliation.

Désormais les lois de mai, dans leurs dispositions policières et de contrainte, n'avaient plus d'objet : le 21 mai 1886, un texte, voté après de longues discussions, les émoussait jusqu'à leur enlever tout caractère d'armes guerrières. Les catholiques, Windthorst en tête, s'étaient associés à l'œuvre du gouvernement, et l'année suivante, sur l'invitation même

de M. de Schlözer à Rome de 1883 à 1885. III. L'arbitrage des Carolines. La fin du Kulturkampf. *Revue des Deux Mondes* des 1er juin et 1er juillet 1897.

du souple Léon XIII, le centre s'abstenait de voter contre le septennat militaire[1]. Le Kulturkampf s'était lentement enlizé.

Bismarck ne s'engagea point dans le kulturkampf pour libérer l'esprit moderne, lutter à outrance contre le cléricalisme romain, et n'abandonner la bataille qu'après avoir terminé par une éclatante victoire l'antique guerre de la pensée libre contre la religion d'autorité : il ne combattait pas pour des idées, mais pour des réalités. Il avait vu dans la fraction catholique, parti politique autant que religieux, un péril pour l'unité nationale à peine reconstituée ; il redoutait qu'il se formât dans le grand État allemand un petit État clérical ; il fonça sur les députés et les prêtres qui risquaient de compromettre son propre ouvrage. Il aperçut, après cinq ou six années de bataille, les inconvénients de ce combat et les nouveaux dangers qui en résultaient pour le triomphe de ses desseins : la coupure du peuple allemand en deux partis, l'exagération des mesures de répression, l'hostilité du parti conservateur à son égard, l'avènement des libéraux au pouvoir, la prochaine formation du régime parlementaire. La peur d'un mal l'avait amené à ce qu'il tenait pour une abomination : en combattant l'autorité ecclésiastique, il menait à la liberté politique, et ses alliés étaient tous des libéraux ou des progressistes. Il attendit son heure ; elle lui présenta en 1878 une double occasion de réagir : les attentats contre l'empereur, qui éloignèrent la bourgeoisie allemande du parti libéral par crainte des anarchistes, — l'avènement de Léon XIII, intelligent, souple, conciliant, qui lui assura la paix avec les députés du centre. Après avoir gouverné pendant sept ans avec les libéraux et les progressistes contre les conservateurs et les catholiques, il gouverne désormais avec ceux-ci contre ceux-là.

1. *Infra*, p. 531.

CHAPITRE XII

LE CONGRÈS DE BERLIN

L'ALLIANCE AUSTRO-ALLEMANDE

§ I. La guerre russo-turque. Insurrections en Herzégovine. Les intérêts des puissances européennes. Situation de l'Allemagne : neutralité difficile; discrète sympathie envers l'Autriche. — Extension du mouvement révolutionnaire. Conversations des chanceliers : memorandum de Berlin. — Les atrocités en Bulgarie : les démarches du tzar. Télégramme de Livadia et instructions à Schweinitz. — Visite de Salisbury à Berlin et discours de Bismarck. — Conférences de Constantinople ; arrangement austro-russe. — La guerre : réserve de Bismarck. Les Russes devant Constantinople. Traité de San-Stefano.

§ II. Le congrès de Berlin. Exigence austro-anglaise d'une conférence internationale. Acquiescement de Bismarck. Discours du 19 février 1878 : l'honnête courtier ; candidature présidentielle. — Trois mois de pourpalers. Schouwaloff à Friedrichsruh et à Londres. — Invitations au Congrès. — La réunion du 13 juin 1878 : les diplomates. — Les premières phrases. — La question bulgare. Difficultés et discussions. Un stratagème. Les trois tronçons. — La Bosnie et l'Herzégovine. — Les petites nations et les affaires d'Asie. — Les conversations privées : Chypre et la Tunisie. — La signature et le traité.

§ III. L'alliance austro-allemande. Relations de l'Empire allemand avec l'Autriche et la Russie : effets du congrès; irritation et défiance des Russes. — Mécontentement de Bismarck. — Campagne des Grenzboten contre la Russie. — Opposition de Guillaume. — Bismarck et Andrassy à Gastein : projet d'alliance. — Lettre d'Alexandre à Guillaume. L'entrévue d'Alexandrowo et ses conséquences. — L'intervention du prince Frédéric-Guillaume. Acquiescement de l'empereur. — Bismarck à Vienne : nouveaux scrupules de Guillaume. — Délibération des ministres et acceptation définitive de l'empereur. — Le traité du 7 octobre 1879 et ses conséquences.

§ I

Au cours de l'été de 1875, l'agitation devint vive dans la péninsule des Balkans ; c'est une vieille formule de la Carrière de rappeler que le sol de la péninsule est d'origine volcanique et n'en a point perdu le caractère. A cette époque, les secousses furent violentes et les insurrections en Herzégovine permirent de prévoir un choc prochain et général des Turcs et des chrétiens dans l'Europe orientale. Chacune des grandes puissances réfléchissait à ses intérêts : sauf une, toutes avaient à défendre en Orient des droits ou des ambitions; la Russie se posait comme la protectrice naturelle des chrétiens oppressés par les Turcs ; l'Angleterre convoitait la route des Indes, l'Egypte, la domination dans la Méditerranée orientale ; la France se souvenait de sa suprématie traditionnelle dans le Levant, de l'influence sur les musulmans algériens d'une guerre de race et de religion ; l'Italie poussait vers l'Albanie et les îles le talon de sa botte ; l'Autriche confinait aux régions révoltées, prête à les pacifier et même à les conquérir.

Seule l'Allemagne était dépourvue d'intérêt immédiat en Orient; mais elle était amenée à considérer les besoins de son commerce et de sa politique générale. Vingt années auparavant, la Prusse, puissance de second plan, avait pu se désintéresser complètement de la question d'Orient, et la Confédération germanique n'avait point agi par incapacité naturelle. Maintenant l'empire allemand, la grande force de l'Europe centrale, devait protéger ses nationaux en Turquie, défendre les intérêts de son commerce, développer la « culture » allemande, et, sans s'abandonner à la poussée vers l'Orient, au *Drang nach Osten* que préconisaient certains de ses publi-

cistes, il ne devait « se tenir à l'écart plus longtemps que les autres[1] », que pour intervenir à son heure. Sa situation politique était difficile, en suite du conflit de ses deux alliés : la Russie et l'Autriche avaient des intérêts contradictoires, toutes deux poussant une pointe vers Constantinople, visant à exercer une influence décisive dans la péninsule des Balkans, allant ainsi à un choc inévitable. Or l'Allemagne était l'alliée de chacune de ces adversaires : il lui serait difficile de demeurer indifférente si elles entraient en lutte. « Rien ne serait plus dangereux pour nous, écrivait Bismarck en 1876, qu'un conflit entre l'Autriche et la Russie[2]. » Une double politique s'imposait donc au cabinet de Berlin : restreindre la lutte aux mers et aux montagnes de l'Orient, conserver une stricte neutralité « par embarras d'opter entre ces deux voisins qui nous sont intimement alliés[3] ».

Pendant les deux premières années des agitations orientales, Bismarck dirigera cette politique d'indifférence avec son habituelle souplesse, et en la motivant sur l'absence d'intérêts allemands au Bosphore. « Comme la question orientale n'intéresse pas l'Allemagne, disait-il un soir à ses hôtes, j'aime mieux me taire à son sujet[4]. » Mais, déjà, dans le conflit éventuel de l'Autriche et de la Russie, il a fait secrètement son choix ; car le cabinet de Pétersbourg lui a échappé en 1875, il a même été à l'adversaire et une grande colère en est restée au cœur du chancelier allemand. « La Russie a commis là une faute, disait-il dès décembre 1875, et si elle cherche à devenir toute-puissante, l'Autriche sera là pour la

1. Bismarck au roi Louis II de Bavière, 2 juin 1876.

2. Bismarck au comte Münster, 6 juillet 1876. *Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 488.

3. Bismarck au roi Louis II de Bavière, 5 juillet 1876.

4. Blum. *Fürst. Bismarck und seine Zeit*, t. V, p. 273.

mettre en échec[1]. » La guerre d'Orient, qui affaiblissait cette infidèle amie, n'était donc point pour lui déplaire, et il lui convenait que l'Autriche, l'honnête et fidèle Autriche, en tirât bénéfice : ce bienfait n'était point perdu, car en se tournant vers l'Orient, le cabinet de Vienne se détournait de l'Allemagne, se consolait de défaites remontant à dix années et renonçait par cette action nouvelle à tout retour au passé.

Pendant l'hiver de 1875-1876, les troubles ne firent que s'accroître dans la péninsule des Balkans ; les puissances étrangères réclamaient des réformes ; le sultan multipliait les promesses, mais, ainsi que le dit un proverbe de l'Herzégovine, « un firman ne vaut pas l'écorce d'un haricot », et les iradés demeuraient lettres mortes. L'insurrection s'étendait à la Bosnie et à la Bulgarie ; la Serbie remuait ; les populations turques s'agitaient ; le 7 mai, l'assassinat des consuls allemand et français à Salonique soulignait tragiquement la gravité du désordre.

A cette époque, l'empereur Alexandre était attendu à Berlin ; Gortschakoff devait l'accompagner ; Bismarck crut utile de délibérer sur les affaires d'Orient avec les deux chanceliers de Russie et d'Autriche, et le 5 mai 1876 il demanda au comte Andrassy de se rendre à Berlin ; le ministre autrichien y accourut dès le 10 mai, — ce détail est significatif, — avant son collègue de Russie, et de suite s'entretint longuement avec Bismarck pour convenir de l'accord à conclure. Le tzar et le prince Gortschakoff arrivèrent le lendemain, et les 11 et 12 mai les trois chanceliers tinrent de longues conférences, où ils rédigèrent une longue note pour rappeler leurs précédentes réclamations, en formuler de nouvelles,

1. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 178. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck*, p. 52.

exiger un nouvel armistice en faveur des provinces insurgées et ajouter cette menace que « si le but proposé n'était pas atteint dans un délai de deux mois, il deviendrait nécessaire d'ajouter à l'action diplomatique la sanction d'une entente en vue de mesures efficaces qui paraîtraient réclamées, dans l'intérêt de la paix générale, pour arrêter le mal et en empêcher le développement ». Tel fut le « memorandum de Berlin », et les trois chanceliers résolurent de le soumettre à l'approbation des puissances étrangères à sa rédaction.

Le 13 mai, les ambassadeurs de France, d'Angleterre et d'Autriche se rendirent à la Wilhelmstrasse sur l'invitation de Bismarck. Le prince Gortschakoff y présida, non sans quelque pompe[1], une façon de conférence où l'on donna lecture aux nouveaux arrivés du texte adopté par les trois chanceliers. Les ambassadeurs de France et d'Italie, tout en objectant l'absence d'instructions, firent pressentir l'approbation de leurs gouvernements[2]. Plus froidement, lord Odo Russel déclara qu'il « en référerait[3]. » Les trois chanceliers insistèrent sur la nécessité d'une prompte réponse : les ambassadeurs promirent toute diligence. Dès le lendemain, les cabinets de Paris et de Rome adhéraient au memorandum ; six jours plus tard, la cour de Londres refusait net sa signature.

Pendant l'été de 1876, les troubles, les pillages et les massacres ne firent que s'aggraver dans la péninsule des Balkans, et ils atteignirent le comble de l'horreur par ces « atrocités en Bulgarie » que stimagtisa en paroles de feu la voix puissante et habile de M. Gladstone. Dès lors, l'intervention de la Russie semblait fatale. En juin, le tzar avait eu une nouvelle

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 125.
2. Le vicomte de Gontaut-Biron au duc Decazes, 13 mai 1876.
3. Lord Odo Russel à lord Derby, 13 mai 1876.

conversation à Ems avec l'empereur Guillaume, mais, en l'absence de son conseiller tout-puissant, le vieux monarque était resté sur une réserve prudente. Alexandre s'était ensuite rendu à Reichstadt auprès de l'empereur François-Joseph pour tenter un accord direct sur la marche des deux puissances en Orient. Bismarck fut inquiet de cette conversation dont il était exclu ; il redoutait qu'une convention fût conclue, en son absence et à son détriment ; officiellement, il exprimait l'espoir « que la rencontre des deux souverains à Reichstadt porterait des fruits heureux en consolidant leur amitié [1] ». En son for intérieur, il maugréait contre la « méfiance » de la Russie et contre toute « convention secrète » d'où il voyait déjà surgir une coalition contre sa patrie. Et il passa l'été « dans l'inquiétude et l'impatience [2] ».

En automne, la Russie était décidée à agir, mais elle ne le voulait faire qu'à bon escient, avec l'appui tout au moins d'une de ses voisines. Or la réunion de Reichstadt n'avait point donné tout ce que le tzar en attendait. Le cabinet de Pétersbourg pouvait craindre que son action fût entravée par la cour de Vienne, que d'un désaccord on allât à un conflit, et que la guerre s'ensuivît entre la Russie et l'Autriche. A Livadia, où il inspectait ses troupes prêtes à partir en campagne, le tzar s'entretint de cette situation avec le général de Werder, plénipotentiaire militaire de l'Allemagne, et le pria de demander par télégramme à Bismarck, si, en cas de guerre entre la Russie et l'Autriche, l'Empire allemand resterait neutre ; très ennuyé de cette interpellation, Bismarck tenta d'éluder la réponse en objectant qu'une pareille question ne se pouvait traiter que par l'intermédiaire de l'ambassade, par voie officielle, quoique confidentielle. Mais le tzar renouvela sa

1. Bismarck au roi Louis II de Bavière, 5 juillet 1876.

2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 255, 275.

demande, à plusieurs reprises, et finalement par la voie de l'ambassade russe à Berlin. Il fallait se résoudre à répondre. Bismarck manda à Varzin le général de Schweinitz, son ambassadeur à Pétersbourg, et lui remit des instructions d'une subtile douceur. « Notre premier devoir, y était-il écrit en substance, consiste à maintenir l'amitié entre les grandes monarchies qui, en face de la révolution, ont plus à perdre qu'à gagner en se combattant elles-mêmes ; si, à notre grande douleur, il ne nous est pas possible d'empêcher la lutte entre la Russie et l'Autriche, nous pourrons sans doute supporter que nos amis perdent ou gagnent des batailles, mais non que l'un ou l'autre soit si grièvement blessé et accablé que sa position de grande puissance indépendante, ayant voix dans le concert européen, puisse être compromise. » C'était là, pour le présent, un refus formel d'appui, et, pour l'avenir, une menace d'intervention. Le gouvernement russe le comprit ainsi et résolut de se rapprocher du cabinet autrichien.

A la fin de l'année 1876, alors que la marche des événements conduisait avec lenteur mais certitude à la guerre turco-russe, une double occasion s'offrit à Bismarck d'affirmer sa politique de neutralité bienveillante envers ses deux voisins. Une conférence internationale devait se réunir à Constantinople, pour tenter, sans grand espoir, de réformer l'empire ottoman et maintenir la paix. Le marquis de Salisbury, délégué par le gouvernement anglais à cette conférence, passait à Berlin et sondait le chancelier allemand sur ses intentions en Orient. Bismarck se dépensa en amabilités, mais, comme son empereur, refusa poliment de lier partie avec l'Angleterre. Peu de jours après, il profita d'une interpellation relative au commerce avec la Russie pour exposer au Reichstag sa conduite dans les affaires d'Orient : « On nous

reproche, dit-il, d'être trop enclins à la paix et de ne point faire l'usage qu'il faudrait de la puissance qui est entre nos mains. Provisoirement, Messieurs, le moment de faire usage de cette puissance n'est pas venu, — et plaise à Dieu qu'il ne vienne point pour nous... La politique que nous faisons doit être faite en consultant notre propre intérêt, et nous ne nous laisserons déterminer, par aucune offre, à faire une politique autre que celle-là... Je ne conseillerai donc pas une participation active de l'Allemagne dans ces affaires, car je n'y vois pas en somme pour l'Allemagne un intérêt qui vaille seulement, — excusez la rudesse de l'expression, — les os d'un fusilier poméranien[1]. » Une politique ni russe, ni anglaise, ni autrichienne, mais allemande, tel est le thème de cet énergique discours ; et l'intérêt allemand du jour, c'est la neutralité.

Cependant les diplomates s'agitaient à la conférence de Constantinople; ils formulaient la liste des réformes nécessaires, que refusait la Porte avec le souple mépris des Orientaux envers les Roumis; les ambassadeurs quittaient Constantinople à grand fracas; et la Russie accumulait les troupes sur ses frontières méridionales. Avant de partir en guerre, la cour de Pétersbourg tenait à s'entendre avec sa rivale de Vienne, et, le 15 janvier 1877, un arrangement intervenait entre les deux États pour assurer à la Russie la neutralité de l'Autriche moyennant certaines conditions, participation des grandes puissances à l'œuvre de paix, intégrité de la Roumanie, respect de Constantinople, indépendance de la Roumanie et occupation éventuelle des provinces occidentales de la Turquie par les soldats autrichiens. On a soutenu, non sans apparence de raison, que Bismarck n'avait point été

1. Bismarck au Reichstag allemand, 7 décembre 1876.

étranger à cet accord [1]; lui-même s'en est défendu fort [2] et le point reste obscur. En tous cas, cette convention n'était point contraire aux désirs du chancelier allemand : le maintien de relations courtoises entre ses deux alliés, la certitude de la guerre en Orient, et l'affaiblissement de la Russie [3].

Les Russes n'avaient plus qu'à choisir un prétexte pour ouvrir les hostilités. Le rejet par la Porte d'un nouveau protocole, adopté à Londres par les grandes puissances, donna à la cour de Pétersbourg le motif désiré ; le 24 avril, le tzar ordonnait à ses troupes de franchir la frontière ottomane.

Pendant six mois, les armées belligérantes eurent des fortunes aussi variées qu'inattendues. Les Turcs se défendirent avec une vigueur et une habileté qui ne se rencontrèrent qu'inégalement parmi leurs adversaires : le courage était égal aux deux camps, mais non l'art militaire. Seule, la prise de Plevna, à la fin de novembre, assura la défaite du Croïssant. Pendant tout l'été, Bismarck s'éclipsa dans une ombre prudente et discrète. En villégiature à Friedrichsruh, Gastein ou Varzin, il n'apparaissait à Berlin que pour peu de jours, comme un invalide ; il l'avait annoncé au printemps, il n'était plus que « Bismarck, le chasseur fatigué [4] ». Ce n'était là qu'une apparence : les yeux mi-clos, il suivait avec attention le cours des événements ; le soin de sa santé ne l'empêchait point de recevoir les comtes Schouwaloff et Lehndorff à Friedrichsruh en mai, le comte Andrassy à Gastein en septembre. Et dans une lettre à l'empereur Guillaume, tout en déplorant les déboires des Russes, il exprimait l'espoir que

1. Debidour. *Histoire diplomatique de l'Europe*, t. II, p. 501 (F. Alcan). Driault. *La question d'Orient*, p. 219 (F. Alcan).

2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 254.

3. Cf. l'ouvrage de M. Geffcken. *Russland, Frankreich und Deutschland.*

4. Horst Kohl. *Bismarck Regesten*, t. II, p. 141.

la Russie en sortît renouvelée. « C'en est fini, écrivait-il, des efforts du prince Gortschakoff et d'autres politiciens anti-allemands pour traiter à notre détriment avec l'Autriche ou plutôt avec la France, et pour discréditer l'Allemagne dans la pensée du peuple et de l'armée russes [1]. » L'empire des tzars sentirait mieux désormais le prix « de la neutralité bienvaillante » de l'empire allemand.

Cependant les Russes forçaient les passes des Balkans, ils débordaient dans la Roumélie orientale, ils parvenaient en vue de Constantinople qu'un coup de main leur eût livrée. Mais brusquement ils s'arrêtaient, les hommes d'État n'osant donner l'ordre d'avancer, le grand-duc Nicolas craignant d'assumer la responsabilité de la prise de la Ville Sainte [2], tous redoutant l'intervention de l'Angleterre et de l'Autriche. Ces scrupules et ces craintes étonnaient Bismarck. « Il n'y a qu'un moment dans les choses, disait-il plus tard à ce sujet ; il faut le saisir [3]. » Mais la Russie n'était point dirigée par sa poigne brutale et audacieuse. L'aigle noir ne flotta point au portail de Sainte-Sophie. Le 3 mars 1878, la paix était signée à San-Stefano, aux portes mêmes de Constantinople.

§ II

Avant même d'être signé, ce traité excitait la jalousie des rivales de la Russie. Dès le 16 janvier, lord Loftus remettait au prince Gortschakoff une note pour exposer « que

1. Bismarck à l'empereur Guillaume, 11 août 1877. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 273.

2. *Les Russes devant Constantinople* (par un aide de camp du grand-duc Nicolas). *Revue de Paris* du 15 juillet 1897.

3. Comte de Moüy. *Le Congrès de Berlin. Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1904, p. 738.

tout traité conclu entre les gouvernements de la Russie et de la Porte, affectant les traités de 1856 et de 1871, devrait être un traité européen et ne serait pas valide sans l'assentiment des puissances qui ont été parties à ces traités ». Pour se joindre à cette réclamation, l'Autriche avait un motif spécial, sa convention de janvier 1876, qui avait donné à la Russie libre champ dans la péninsule des Balkans, mais avait réservé l'opinion des puissances étrangères sur le résultat de la guerre; le comte Andrassy adressa donc aux six grandes cours une note où il proposait la réunion, à Vienne, d'une conférence pour « établir l'accord de l'Europe sur les modifications qu'il deviendrait nécessaire d'apporter au traité [1] ».

Cette perspective n'était point pour déplaire à Bismarck. L'intérêt de son pays étant au maintien de la paix, il était tout pacifique, et la réunion d'une conférence lui semblait de nature à adoucir l'âpreté des revendications internationales : si elle ne pouvait empêcher une nouvelle guerre, elle pourrait la restreindre. « Nous, tout au moins, nous resterons en paix », écrivait son fils sous son inspiration [2]. Il pensa utile de proclamer ces vérités au monde et revint le 14 février de Varzin à Berlin pour donner au Reichstag un cours de politique internationale allemande. Ce fut une magistrale leçon, un des plus amples discours du chancelier. Sur l'interpellation de M. de Bennigsen, Bismarck exposa à larges traits la répartition des races dans la péninsule des Balkans et l'état des négociations entre la Turquie et la Russie. Puis il aborda les points à soumettre « à la future conférence ». « Ce qui sera un changement apporté aux stipulations de 1856, dit-il, aura

1. Ces divers documents dans le livre de M. d'Avril. *Négociations relatives au traité de Berlin*, p. 276 et suiv.

2. Comte Herbert de Bismarck au comte Holnstein, 22 février 1878. *Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 510 et suiv.

sans doute besoin de la sanction des puissances signataires ; si cette sanction n'est pas donnée, il ne s'en suivra pas nécessairement une nouvelle guerre, mais il en résultera une situation que toutes les puissances européennes ont des raisons d'éviter, je dirais volontiers : un embourbement de la question. » La Russie ne peut arracher leur consentement par la guerre aux autres puissances ; elle peut tenter de s'en passer ; mais alors d'autres puissances essayeront de « contraindre la Russie à plus de concessions... Pour prévenir de telles éventualités, continuait Bismarck, l'idée de la conférence a été proposée par le gouvernement austro-hongrois, et nous l'avons adoptée, les premiers, je crois, avec empressement... Si l'on nous demande de formuler dès maintenant notre programme, ce serait là plutôt de la politique de presse que de la politique d'État..., car nous donnerions à tous ceux qui trouveraient que ce programme leur est favorable, une sorte de prime pour être intraitables. De plus, nous rendrions presque impossible pour nous, à la conférence, le rôle auquel s'attache la plus haute valeur, celui de la médiation, parce que chacun, ayant à la main le *menu* de la politique allemande, pourrait nous dire : la médiation allemande peut aller jusque-là, elle peut faire ceci, elle ne peut faire cela. Jouez la carte allemande, abattez-la sur la table, — et chacun saura comment il doit s'arranger en conséquence ou quels détours prendre... Je ne suis pas d'avis que nous ayons à suivre la voie napoléonienne, et que nous voulions être, je ne dis pas même l'arbitre, mais seulement le maître d'école en Europe... Notre rôle est plus modeste, je me le figure comme celui d'un *honnête courtier* qui veut mener réellement l'affaire à bonne fin [1]. »

Ce discours, mélange heureux de dextérité hardie, d'aban-

1. Bismarck au Reichstag, 19 février 1878.

don, de familiarité pittoresque[1], où s'enchevêtraient les conseils de prudence à la Russie, les encouragements à l'Autriche, une discrète réserve des forces allemandes, cette harangue était un programme de candidature présidentielle à la Conférence. Il convenait en effet à Bismarck que la réunion à Berlin des plénipotentiaires européens consacrât définitivement la puissance de l'Empire allemand ; les victoires de 1871 n'avaient point été discutées par l'Europe, les succès de la Russie devaient être soumis à une critique sévère; c'était la revanche du chancelier allemand sur la diplomatie russe. Médiateur à l'apparence impartiale, « honnête courtier », le ministre allemand dominait en quelque mesure les hommes d'État des autres pays. Au Congrès de Paris succédait le Congrès de Berlin. Le gouvernement autrichien avait trop d'intérêt à se concilier l'appui de son puissant voisin pour ne point devancer les désirs de Bismarck : Andrassy proposa la réunion des diplomates dans une ville allemande, et, le 7 mars, M. de Bülow annonçait que son gouvernement « s'était décidé à accepter que Berlin fût le siège du Congrès[2] ».

Trois mois s'écoulèrent encore, en pourparlers et en inquiétudes. Quelques jours durant, tout était au noir. Le cabinet anglais avait déposé au Parlement une demande de crédits pour le rappel des réserves, lord Salisbury et le prince Gortschakoff échangeraient des *promemoria* menaçants. Brusquement, le bleu revenait dans le ciel politique, et le gouvernement de la reine congédiait le Parlement de Westminster sur des paroles de paix. Le cabinet russe crut nécessaire de consulter le grand augure et le comte Schouwaloff fut dépêché le 20 mai à Friedrichsruh pour proposer une alliance de la

1. De Mazade. Chronique de la *Revue des Deux Mondes* du 1er mai 1878.
2. Circulaire allemande du 7 mars 1878. *Livre Jaune*, p. 13.

Russie et de l'Allemagne[1]. Subtil de flair, habile en flatteries, le comte russe sacrifia son chef pour contenter Bismarck. « Gortschakoff est un animal », dit-il. Bismarck ne le contredit point, mais ne se laissa point prendre à ces paroles dorées : il déclina avec politesse la proposition russe et se retrancha derrière la difficulté de choisir entre la Russie et l'Autriche, si l'alliance des trois empereurs ne se maintenait pas. L'entretien fut cordial, car les deux hommes étaient liés d'amitié, mais le diplomate russe comprit que son gouvernement ne pouvait compter qu'avec beaucoup de réserve sur l'appui de l'Allemagne. Il était donc indispensable de s'entendre amiablement avec l'Angleterre : à la fin de mai, Schouwaloff et Salisbury esquissaient un plan d'entente entre leurs deux gouvernements.

Le moment était mûr pour la réunion du Congrès : le 3 juin, le gouvernement allemand envoyait son invitation officielle.

Le 13 juin 1878, l'animation était grande dans la Wilhelmstrasse. Entre les cordons de police qui maintenaient militairement la foule, les carrosses des ambassades amenaient les représentants de l'Europe au palais Radziwill, contigu à la chancellerie impériale et qui lui avait été récemment annexé. Dans un grand salon du premier étage, Bismarck accueillait les délégués des sept puissances appelées aux délibérations : malade pendant tout le printemps, tordu de douleurs, incapable de présider deux journées de délibérations[2], il avait reçu, soudain et comme en 1870, le coup de fouet des grandes responsabilités ; l'attentat contre l'empereur avait jeté l'Allemagne en plein combat politique, et le chan-

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 265, 269. C'est par erreur que le prince, p. 256, donne pour cause de ce voyage le désir des Russes que le Congrès fût réuni à Berlin. Il était décidé depuis six semaines que les diplomates se réuniraient dans la capitale allemande.

2. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck*, p. 64.

celier allemand recevait l'Europe. Droit, sanglé, immense, il accueillait chacun avec cette politesse de bon ton, un peu condescendante, qui transformait l'homme des forêts en homme des cours. A ses côtés, se tenaient ses deux lieutenants, le prince de Hohenlohe, ratatiné, l'œil froid, le sourire intérieur ; M. de Bülow, rasé, poli, onctueux comme un ecclésiastique[1]. Et les diplomates arrivaient : les Anglais, lord Beaconsfield, le corps courbé et appuyé sur une canne, le regard fin et souple, la lèvre railleuse ; lord Salisbury, large, tenace, sûr de lui-même ; lord Odo Russell, agréablement optimiste, d'allures élégantes et abandonnées. Les Français, M. Waddington, la physionomie ouverte et calme, de caractère loyal ; le marquis de Saint-Vallier, qui cachait sous le sourire d'une exquise douceur les tortures d'une maladie impitoyable, esprit souple, délié, pénétrant ; M. Desprez, « premier commis » de la Carrière, rompu à tous les précédents et à toutes les difficultés. Les Autrichiens, le comte Andrassy, figure tourmentée, œil de feu, pétillant d'intelligence et d'énergie ; le baron Haymerlé, solide érudit, et le comte Karolyi, ambassadeur très agréable à la cour de Berlin. Les deux Italiens, le comte Corti, laid autant qu'intelligent, pétri de verve autant que de bon sens[2] et son satellite, le comte de Launay, jouant le rôle des « utilités » aimables. Les belligérants, enfin : les Russes, d'abord, et à voir le vieux prince Gortschakoff, cassé, écroulé dans son fauteil à côté du prince de Bismarck, tête et corps dressés, on suivait leurs carrières diverses et le sort différent de leurs pays depuis le

1. Comte de Moüy. *Souvenirs d'un diplomate.* Le Congrès de Berlin. *Revue des Deux Mondes* des 15 octobre et 1er novembre 1904. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 231 et suiv. Le souvenir de cette réunion est fixé par un grand tableau actuellement à l'hôtel de ville de Berlin.

2. Mittnacht. *Neue Erinnerungen an Bismarck*, p. 11.

temps où le chancelier russe protégeait d'une amabilité hautaine le jeune ministre de Prusse à Pétersbourg ; le comte Schouwaloff, véritable représentant du tzar, confident de son maître et aimé de Bismarck, d'une éloquence habile et d'une action souple ; le comte d'Oubril, bon vivant et fin conseiller. Les représentants de la Porte, enfin, choisis comme par dépit et défi : Sadoullah, un bey quelconque et insignifiant ; Caratheodory[1], Grec de race et de religion, non sans intelligence, mais sans autorité ; Mehemet-Ali, deux fois rénégat aux yeux des Allemands, comme Prussien de Magdebourg et musulman converti, vaillant soldat, mais intrigant de mœurs douteuses, la « bête noire » de Bismarck.

Cette brillante assistance ainsi réunie et après un court passage au buffet[2], lieu d'asile et terre neutre, les diplomates passèrent dans la salle de leurs réunions et s'assirent gravement autour d'une grande table, le Président, chancelier allemand, au milieu, un peu à droite. « J'ai, pour le moment, quelque inclination vers ce côté-là », avait-il dit en riant. Après quelques paroles de bienvenue et de remerciement, Bismarck lut une courte allocution pour exposer le but de la réunion : « Soumettre l'œuvre de San-Stefano à la libre discussion des cabinets signataires des traités de 1856, assurer d'un commun accord et sur la base de nouvelles garanties la paix dont l'Europe a besoin[3]. » La rédaction de ces phrases n'avait point fatigué son imagination : le tout était d'être anodin et d'oublier que lui-même n'avait point convoqué les signataires de 1815 et de 1856 aux traités de

1. Caratheodory et Mehemet, arrêtés par un accident de bateau, ne parurent qu'à la deuxième séance.

2. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 232.

3. Les protocoles du Congrès sont publiés *in extenso* et en français dans Hahn. *Fürst Bismarck*, t. III, p. 131 et suiv.

Vienne, de Prague et de Francfort qui avaient bouleversé l'Europe.

. Parmi les graves questions qui s'offraient au Congrès, la plus grave était l'avenir de la nation bulgare[1]. Le traité de San-Stefano avait taillé en pleine chair ottomane une telle écharde, allant du Danube à la mer Égée, mettant ces vastes territoires sous la protection plus ou moins déguisée de la Russie, coupant en deux les provinces laissées à la Porte, — que c'en était par là fini de la domination turque en Europe. C'était bien l'espoir de la Russie ; mais l'Angleterre ne voulait point d'une telle solution. L'accord passé à Londres à la fin de mai n'avait pas réglé suffisamment cette question primordiale. Bismarck, homme de prompte action, eût voulu l'attaquer dès la première séance[2], mais aux primes paroles échangées entre les délégués de la Russie et de l'Angleterre, l'antagonisme parut tel, qu'il devint indispensable de retarder le débat de quelques jours, temps nécessaire aux conversations de salon pour mûrir en apartés la transaction.

Les représentants de l'Angleterre, de l'Autriche et de l'Allemagne se mirent d'accord pour rectifier l'œuvre de San-Stefano en restituant la Macédoine à la Porte, en créant la principauté bulgare, et en attribuant un régime spécial et autonome à la Roumélie orientale. Il semblait que la Russie acceptât cette organisation, et, le 17 juin, le problème revint en délibération. Mais lord Salisbury, qui développa la proposi-

1. Les débats du Congrès ont été analysés de main de maître par M. de Moüy, qui était au Congrès même chargé de la rédaction des protocoles. On en rapprochera les correspondances contemporaines du *Times*. M. de Blowitz, représentant de ce journal à Paris, s'était rendu à Berlin dans l'espoir de recevoir quelque « indiscrétion » ; déçu les premiers jours, il s'en plaignit à voix haute et amère, de façon à ce que son cri parvînt jusqu'au chancelier. La déception de l'habile journaliste fut de courte durée. Blowitz. *My Memoirs* (1903), p. 128 et suiv.

2. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 230.

tion acceptée dans la coulisse, déclara avec un dédain voulu, qu'il fallait rendre à la Turquie une indépendance relative, « sans anéantir entièrement les résultats de la guerre[1] ». Les Russes bondirent et protestèrent contre ces paroles avec tant d'indignation, que l'on renvoya encore la question aux marchandages des couloirs.

A ce moment, lord Beaconsfield usa d'un stratagème de la diplomatie, vieux et toujours sûr. Il feignit la rupture, prépara sa valise, et télégraphia au chef de gare de Cologne afin de commander un train spécial pour Ostende. Immédiatement avisé, Bismarck se précipita auprès du noble lord : « M. Disraëli, dit-il en regardant son interlocuteur en pleins yeux, les points posés par vous représentent-ils vraiment l'ultimatum de l'Angleterre à la Russie. — Oui, répondit fermement l'Anglais. » La question était tranchée. Et lorsque le secrétaire du lord entra dans le salon, il trouva les deux hommes en conversation sur le mauvais état des pavés de la Wilhelmstrasse[2]. Lord Beaconsfield ne partit point. Deux jours après, le Congrès abordait la question bulgare et les Russes cédaient : sans nul doute, Bismarck avait pressé sur eux, persuadé que le départ des Anglais annonçait la rupture des négociations et la guerre entre « la baleine et l'éléphant ».

Le 22 juin, en effet, lord Salisbury donna lecture des nouvelles propositions anglaises, qui reproduisaient les anciennes dans leurs grandes lignes. Au nom du gouvernement russe, le comte Schouwaloff déclara les accepter, avec deux légers amendements : le prince Gortschakoff n'assistait point à la séance, malade, le cœur brisé de cette concession.

1. Protocole du 17 juin 1878. Hahn, *loc. cit.*, p. 139.

2. Cumming. *The secret history of the treaty of Berlin. Nineteenth Century* de juillet 1905, p. 83 et suiv., d'après les récits de lord Rowton, secrétaire de Beaconsfield.

Et, en son absence, ce fut une congratulation générale. Comme Caratheodory-Pacha faisait timidement « quelques réserves », Bismarck le rabroua de vigoureuse manière, lui déclarant « qu'il n'était pas dans l'intérêt de la Sublime Porte de créer des difficultés... et de ralentir les travaux de la haute assemblée [1] ». Et la nation bulgare fut coupée en trois tronçons, sans autre forme de procès.

Cet heureux résultat assurait le succès du Congrès. Une seconde question vint bientôt en discussion, non moins brûlante, mais admirablement préparée, le sort de la Bosnie et de l'Herzégovine. Dans la coulisse, on machina la pièce avec un art exquis : Bismarck en fut le merveilleux metteur en scène. Le comte Andrassy, insistant sur les intérêts de l'Autriche dans ces deux provinces, réclama pour elles à l'avenir « un pouvoir fort et impartial ». Lord Salisbury, qui lui succéda en paroles, déclara que ni la Turquie ni un régime slave ne pouvaient assurer la paix aux deux provinces, et proposa « que la Bosnie et l'Herzégovine fussent occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie ». Et, incontinent, Bismarck bénit ce mariage diplomatique, ajoutant, par manière d'homélie, qu'accepter la proposition anglaise était un « devoir général ». Les représentants de la France, de l'Italie et de la Russie, n'avaient qu'à approuver, et ceux de la Turquie à protester. Tout fut réglé en une heure [2]. Ce fut un coup de maître pour Bismarck : car la Russie était mise en échec dans la péninsule des Balkans, et l'Autriche, épargnée en 1866 après ses défaites, comblée en 1871 pour n'avoir point combattu, devait à son bienfaiteur la dette d'une alliance de remerciement; attirée désormais vers l'Orient, elle se détournait à jamais de l'Allemagne.

1. Protocole de la séance du 22 juin 1878.

2. Protocole de la séance du 28 juin 1878.

Le sort des petites nations, Grèce, Serbie, Monténégro, Roumanie, fut réglé d'identique façon : leurs délégués étaient admis dans la salle de la haute assemblée; modestes, ils présentaient leurs doléances ou leurs revendications; on les mettait à la porte avec les formes d'une exquise politesse, et on les agrandissait ou les transformait au gré des potentats, sans tenir compte de leurs cris de détresse[1]. Les affaires d'Asie, qui étaient multiples, furent réglées par un compromis en aparté, de façon que le Congrès n'eût qu'à se réjouir de la facilité de l'entente. Et la question, très périlleuse, de l'indemnité de guerre fut éludée avec un dédain superbe par Bismarck[2] : « L'Assemblée, dit-il, ne peut être garante de la solvabilité de la Porte. » C'était là une question d'argent, à traiter directement entre les intéressés.

Les dernières séances furent de piétinement. « Trois ambassadeurs dormaient aujourd'hui du sommeil du juste », constatait malicieusement le prince de Hohenlohe[3]. Et Bismarck s'en impatientait avec une nervosité maladive. L'intérêt était hors de la salle du Congrès. En apparence, il était dans les fêtes qui se succédaient, nombreuses, brillantes, aux ambassades, au Château, à Potsdam : Bismarck n'y paraissait point, mais ses informations étaient sûres, il ne perdait aucun mot des entretiens. Et dans ces conversations gisait l'intérêt réel, car on y traitait ce qui ne pouvait apparaître au grand jour : le gouvernement anglais y annonçait le traité qui lui assurait la possession de Chypre[4]; M. Waddington préparait pour la France la conquête de la Tunisie.

1. Baron de Witte. *Quinze ans d'histoire*, d'après les Mémoires du roi Charles de Roumanie, p. 381 et suiv.

2. Comte de Moüy. *Le Congrès de Berlin, loc. cit.*, p. 79.

3. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 244.

4. Convention du 4 juin 1878.

Les représentants de la France avaient eu au Congrès une attitude réservée, prudente ; leur intervention sans parti pris avait été souvent décisive à cause même de son impartialité. On avait remarqué les égards, presque les coquetteries de Bismarck envers eux. Depuis quelque temps, d'ailleurs, une détente s'esquissait dans les relations franco-allemandes. Au printemps une entrevue avait été préparée entre Bismarck et Gambetta par le comte Henckel de Donnersmarck, partisan fidèle du chancelier, ami empressé du grand patriote[1] ; le projet avait échoué ; Gambetta s'était excusé sur les incidents de la vie parlementaire ; mais l'échec ne semblait pas définitif, Bismarck en parlait négligemment au représentant du *Times*, comme pour provoquer une nouvelle tentative[2]. Le chancelier constatait le relèvement de la France et l'impossibilité d'y porter obstacle. Il pensait à la détourner des Vosges vers les colonies, comme il avait détourné l'Autriche vers l'Orient. « Pendant que les Français seront occupés à Tunis, disait-il plus tard, ils ne regarderont pas du côté de la frontière du Rhin[3]. » Il ne lui déplaisait point, d'ailleurs, de voir se lever dans la Méditerranée, entre l'Italie et la France, une difficulté qui brouillerait ces deux puissances et amènerait à lui la première. Il approuva donc et peut-être facilita les conversations entre lord Salisbury et M. Wad-

1. Voyez la correspondance de Bismarck et du comte Henckel, 1877-1878. *Aus Bismarck Briefwechsel*, p. 493 et suiv.

2. M. de Blowitz raconte dans ses *Memoirs*, p. 167 et suiv., qu'il en entretint Gambetta dès son retour ; mais le voyage échoua définitivement, Gambetta n'ayant point accepté qu'il ne fût pas question de l'Alsace-Lorraine dans sa conversation avec Bismarck. Dans deux lettres au *Times*, en août 1907, M. F. Laur a exposé, d'après les confidences de Mme Léon, que Gambetta aurait eu, au cours de l'été de 1878, un long entretien à Varzin avec Bismarck. Mais M. Laur ne donne aucune preuve à l'appui de cette révélation, et les documents antérieurs semblent contraires à son récit. Les amis des deux intéressés ont protesté dans le *Temps* et les *Hambarger Nachrichten* contre le récit de M. Laur.

3. Busch. *Tagebuchblätter*, t. III, 3 mai 1881.

dington, qui se continuèrent en août par un échange de notes et permirent, trois ans après, l'expédition de Tunis et le traité du Bardo[1].

Cependant le comité de rédaction avait terminé son œuvre et M. Desprez buriné le texte du traité. Le 13 juillet 1878, les plénipotentiaires se réunirent une dernière fois dans la grande salle du palais Radziwill pour signer et sceller l'acte sorti de leurs délibérations. Le comte Andrassy exprima à Son Altesse Sérénissime le prince de Bismarck la plus chaleureuse gratitude de la haute Assemblée, et le chancelier allemand répondit par quelques paroles volontairement banales sur « l'esprit de conciliation et la bienveillance mutuelle » des plénipotentiaires. Puis tous se séparèrent en échangeant des congratulations et des photographies.

Dans ce partage de l'Empire ottoman, toutes les puissances, sauf deux, avaient obtenu quelque morceau, et même les neutres obtenaient Chypre, la Tunisie, la Bosnie et l'Herzégovine. Presque seule l'Allemagne n'en tirait aucun avantage matériel : merveilleuse habileté de Bismarck, car quel dépôt de charbon ou quelle île eût valu pour l'Allemagne la situation qu'elle avait alors? La Russie était en échec ; l'Autriche, entrée dans l'orbite de l'Allemagne, était repoussée vers l'Orient ; la France était engagée dans de nouvelles voies où elle devait trouver de nouvelles gloires ; l'Italie, mécontente de son « schlem » était prête à une alliance qui lui offrirait compensations ; la suprématie de l'Angleterre était contestée à Constantinople et ne devait plus gêner l'influence que l'Allemagne voulait exercer en Orient. Dans le compte général des profits et pertes, le chancelier gagnait sans risque. Et son existence

1. P. H. X. (D'Estournelles de Constant.) *La politique française en Tunisie, le protectorat et ses origines*, p. 78 et suiv. Papiers posthumes de Jules Ferry, dans le *Matin* du 24 avril 1903.

de combats et de conflits était couronnée par une grande scène de paix [1].

§ III

Le Congrès de Berlin avait marqué un changement de l'Allemagne dans ses relations avec les deux Empires, ses voisins et amis : elle s'était rapprochée de l'un, éloignée de l'autre.

Bismarck tirait le naturel bénéfice de la sage modération qu'il avait si difficilement imposée en 1866 à son roi et aux généraux prussiens [2]. Habilement épargnée après Sadowa, l'Autriche avait résisté aux invites de la France en 1870, et cédé aux séductions de l'Allemagne en 1872. L'acquisition de la Bosnie et de l'Herzégovine l'avait définitivement réconciliée avec son vainqueur [3], en recouvrant à jamais la vieille plaie de la défaite par le baume d'une conquête sans péril. La fraternité du sang et d'un passé commun avait réuni de nouveau les deux peuples dans la communauté des intérêts ; Bismarck était populaire à Vienne presque autant qu'à Berlin. Désormais il peut compter sur l'Autriche comme sur une alliée inséparable, et l'union avec l'Autriche sera jusqu'à sa propre chute la pensée dirigeante de sa politique étrangère [4].

1. Ce sont les conclusions de la belle étude de M. de Moüy. *Le Congrès de Berlin, loc. cit.*, p. 85.

2. Sur la situation politique de l'Allemagne après le congrès de Berlin voir le discours de Bismarck au Reichstag, 6 février 1888. *Deutschland und Russland seit dem Berliner Congress*, dans le *Bismarck Jahrbuch*, t. I, p. 123 et suiv. *Bismarck und Russland. Enthüllungen über die Beziehungen Deutschands und Russland von* 1859 *bis heute*. Berlin, 1887, ouvrage anonyme dû à Robolsky.

3. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck. Neue Folge*, p. 10.

4. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 467 et suiv. Cf. H. J. *Zur Geschichte des deutsch-œsterreichischen Bündnisses*.

L'amitié avec la Russie s'était tout au contraire refroidie au Congrès de Berlin. Bismarck, caractère de passion et de rancune, n'avait point pardonné au cabinet de Pétersbourg son geste de 1875 en faveur de la France : ses propos, ses lettres, ses Mémoires[1] ne tarissent pas en récriminations contre les diplomates slaves et en particulier contre Gortschakoff. C'est peut-être le premier signe de sénilité de ce puissant esprit. Cependant les hommes d'État de Russie n'avaient point abandonné la traditionnelle entente avec la Prusse, et, à la veille même du Congrès, le comte Schouwaloff proposait au chancelier allemand la conclusion d'une alliance offensive et défensive entre leurs deux pays. Mais, au Congrès de Berlin, les plénipotentiaires russes avaient été froissés de la conduite du chancelier allemand à leur égard, de sa nervosité qui inquiétait même ses collaborateurs, et de sa politique hostile à leurs propres intérêts. Bismarck s'est représenté dix années plus tard comme ayant joué en 1878 « le rôle d'un quatrième plénipotentiaire russe[2] »; les délégués de Pétersbourg ne pensaient point ainsi et murmuraient la fable de certain ours et d'un pavé. L'œuvre de San-Stefano avait été fort atteinte à Berlin, les diplomates russes ne dissimulaient point leur mécontentement et faisaient remonter au président du Congrès la responsabilité de leur mécompte.

En Russie, l'opinion publique n'était pas moins irritée contre l'ingrat voisin. La Prusse avait profité, et largement, de la neutralité russe en 1864, en 1866, en 1870-71 ; la Russie n'avait obtenu en contre-partie que le modeste appoint du traité de Londres ; et, à l'heure de payer généreusement sa dette de reconnaissance, la cour de Berlin s'était dérobée, — telle était

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 256, 270, etc. Mittnacht, *loc. cit.*, p. 11.

2. Bismarck au Reichstag, 6 février 1888. *Discours*, t. XV, p. 108.

la pensée russe, — et avait accordé toutes ses faveurs aux adversaires de Pétersbourg. Une guerre de neuf mois avait mené les soldats du tzar aux portes mêmes de Constantinople : un traité avantageux avait réduit à merci le Turc mécréant. Cette guerre sainte avait été rendue vaine et cet heureux traité déchiré par des diplomates présidés, conduits par celui-là même qui aurait dû appuyer jusqu'au succès les prétentions de la Russie. Le comte Schouwaloff, qui avait dirigé la politique de la Russie au Congrès de Berlin, tomba en disgrâce. L'armée russe hâta le renouvellement de ses effectifs et de son armement. Et la déception s'exhala jusque dans les journaux de Pétersbourg, qui n'écrivaient rien sans permission ou tolérance voulue.

Désormais, la confiance de la Russie se détourne de l'Allemagne ; les diplomates de Pétersbourg cherchent de nouvelles alliances ; l'Autriche ne leur convient plus, car elle pousse ses ambitions vers la péninsule des Balkans ; l'Angleterre est l'adversaire naturel en Orient ; avec la France, au contraire, nul conflit n'est à craindre et déjà on murmurait dans les chancelleries que le cabinet de Pétersbourg avait fait au quai d'Orsay de nettes propositions d'alliance.

Bismarck en fut inquiet, car il redoutait fort un rapprochement de la France et de la Russie qui prît l'Allemagne comme dans un étau. Volontiers, il eût continué l'alliance des trois empereurs, quitte à insister plus vivement sur l'union avec l'Autriche. Mais il était mis par les circonstances en demeure de choisir entre ses deux voisins : depuis un an son choix était fixé sur l'Autriche [1]. Cette décision imposée l'irrita et il manda auprès de lui son fidèle Busch, — le *Buschlein* de la campagne de France, — pour le charger de commencer dans

1. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck*, p. 60.

les *Grenzboten* une campagne de presse contre la Russie et spécialement contre Gortschakoff[1]; il s'agissait de démontrer que l'entente des deux cours du Nord avait plus profité à la Russie qu'à l'Allemagne ; le paradoxe était un peu fort, mais le chancelier le colorait de brillantes fioritures.

Fort de ses succès à l'extérieur et à l'intérieur, Bismarck s'était cru tout-puissant, libre de conduire à sa guise la politique étrangère de son pays. Brusquement, il se heurta à la volonté de l'empereur. Guillaume, âme simple et loyale, restait fidèle à l'alliance des deux cours septentrionales, conclue sur les champs de bataille dans sa prime jeunesse, dictée par son père dans un solennel testament, maintenue pendant de si nombreuses années, si riche dans ses résultats[2]. Les virages politiques de Bismarck avaient toujours inquiété son esprit de ligne droite, sans détour ni subtilité. Il se maintint donc à la tradition de l'alliance russe, fortement, obstinément et « ce fut une lutte de tous les instants[3] ».

La crise atteignit son plein en été ; l'empereur et son chancelier, éloignés pendant les vacances, tiraient chacun dans un sens opposé. Après un séjour d'un mois à Kissingen, Bismarck s'était rendu le 21 août 1879 à Gastein[4] et il voulait profiter de son séjour en Autriche pour conclure une étroite alliance entre les deux cours germaniques. Le comte Andrassy vint l'y rejoindre, bien que son pouvoir ne fût plus qu'éphémère (il était décidé à se retirer en octobre). Les deux hommes tombèrent d'accord qu'en présence de la nouvelle attitude de la Russie, manifestée à ce moment même par un vif incident, il était indispensable « de contracter une sorte de garantie

1. Busch. *Tagebuchblätter*, t. III, 27 février 1879.
2. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 408.
3. Busch. *Tagebuchblätter*, t. III, 6 octobre 1879.
4. H. Kohl. *Bismarck Regesten*, t. II, p. 198 et suiv.

d'assurance, d'entente définitive entre les deux souverains, de telle façon qu'une attaque dirigée contre l'un des deux Empires fût repoussée par les deux forces combinées[1] ». Ils convinrent de préparer chacun son projet de traité, puis de se retrouver à Vienne pour rapprocher leurs deux textes, et rédiger l'acte définitif. Andrássy quitta son puissant ami pour exposer ces négociations à son souverain et solliciter le consentement de celui-ci au nouveau traité. Bismarck se disposait à demander au vieil empereur un pareil acquiescement, lorsque soudain un coup de théâtre se produisit. Le 29 août, Guillaume télégraphia à son chancelier « que le voyage à Vienne était impossible actuellement, même si Varsovie terminait favorablement[2] ». C'était un brusque retour à l'amitié russe.

Quelques difficultés s'étaient élevées entre la Russie et l'Autriche au sujet de la frontière bosniaque. Une commission internationale fonctionnait à Novi-Bazar pour la délimiter, et le délégué allemand s'y rallia presque constamment aux propositions autrichiennes. Le tzar y vit un parti pris de malveillance à l'égard de son gouvernement, et s'en plaignit personnellement à son oncle, l'empereur Guillaume, dans une lettre de termes amers. « Est-il digne d'un véritable homme d'État, écrivait-il, en faisant allusion à la rivalité de Bismarck et Gortschakoff, — de faire entrer en balance une brouille personnelle, quand il s'agit de l'intérêt de deux grands États faits pour vivre en bonne intelligence, et dont l'un a rendu à l'autre, en 1870, un service que, d'après vos propres expressions, vous disiez n'oublier jamais[3] ».

1. Andrassy à Bismarck, 1er septembre 1879. Cette lettre a été communiquée par le chancelier allemand à Busch qui l'a publiée, *loc. cit.*

2. L'empereur Guillaume au secrétaire d'Etat de Bülow, 29 août 1879. *Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 521.

3. Le tzar Alexandre II à l'empereur Guillaume, 3/15 août 1879. Publié par H. Kohl. *Wegweiser durch Bismarcks « Gedanken und Erinnerun-*

Et le ton du document était tel qu'on y pouvait lire sans erreur une menace de rupture [1]. Très ennuyé de cet incident autant de famille que de politique, le vieil empereur résolut d'envoyer le maréchal de Manteuffel auprès du tzar, à Alexandrowo, pour y préparer une entrevue personnelle des deux souverains et parents; cette démarche n'était point faite à l'insu de Bismarck [2], mais ne pouvait susciter son enthousiasme. L'habile Mauteuffel prépara les voies, et, le 3 septembre 1879, Guillaume arrivait à Alexandrowo.

L'entretien y fut cordial et les explications fort longues [3]. Après quelques récriminations réciproques, le tzar regretta les termes un peu vifs de sa lettre, l'empereur affirma l'innocence de son gouvernement, et les deux monarques se séparèrent après les protestations de la plus affectueuse solidarité.

Cet incident, fort désagréable à Bismarck, l'avait confirmé dans sa pensée que l'alliance avec l'Autriche était nécessaire à sa politique, et il avait communiqué au comte Andrassy le texte de la lettre du tzar, dont l'empereur Guillaume lui avait envoyé copie. Mais l'entrevue d'Alexandrowo rendait difficile le nouveau projet d'entente austro-allemande. « Cette

gen », p. 168 et suiv. Traduit in extenso par Andler. *Le Prince de Bismarck*, p. 383 et suiv.

1. Les familiers de Bismarck ont ajouté que deux lettres avaient suivi, toujours croissantes d'irritation, et tous les biographes de Bismarck ont accepté cette version des trois lettres. Il semble résulter des termes mêmes du mémoire de l'empereur Guillaume (*infra* n. 3) qu'une seule lettre autographe a été écrite par le tzar, et le prince de Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 259, ne parle en effet que d'une lettre.

2. C'est une erreur de Blum, *Bismarck und seine Zeit*, t. V, p. 286, d'affirmer que Bismarck ignora ce voyage de Manteuffel. L'empereur en avisa son chancelier par télégramme du 29 août 1879. *Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 521.

3. L'empereur Guillaume à Bismarck, 10 septembre 1879. Important document communiqué par Bismarck à Busch et publié par celui-ci au tome III de ses *Tagebuchblätter*.

démarche me déplut », déclare sans ambages le prince de Bismarck, car le vieil empereur, ramené à l'amitié russe, ne pouvait qu'être hostile à une alliance austro-allemande dirigée contre l'Empire des Tzars. « Ma conscience s'y oppose » écrivait-il à son ministre. Pendant trois semaines, les lettres et les télégrammes se croisèrent entre le souverain et son chancelier; Bismarck avait adressé à son maître un rapport de soixante pages « pour y discuter toutes les éventualités possibles [1] »; l'empereur y répondit par un long mémoire où il exposa l'entrevue d'Alexandrowo et les avantages de l'alliance russe; Bismarck répliqua par des assurances pacifiques, le traité avec l'Autriche n'aurait rien d'agressif à l'égard de la Russie; Guillaume objecta les conventions antérieures avec le cabinet de Pétersbourg. Et Bismarck était si peu certain du succès, qu'il faisait appel à tous ses appoints : il mandait à Gastein M. de Mittnacht, président du Conseil wurtembergeois, le prince Clovis de Hohenhohe, Ulysse de la diplomatie, qu'il envoyait auprès de l'empereur Guillaume pour le rallier à la bonne opinion [2]. Et déjà il parlait de sa démission [3], tandis que l'empereur menaçait de son abdication [4].

Le plus précieux secours vint à Bismarck dans l'appui du prince héritier. Frédéric-Guillaume était favorable à l'alliance autrichienne, qu'il avait déjà entrevue en 1866 lorsqu'il avait approuvé Bismarck dans sa politique de ménagement. Il parvint à ramener son père au projet du chancelier [5], et, le 20 septembre, Bismarck annonçait à Andrassy qu'« il avait

1. Bismarck à Andrassy, 3 septembre 1879.
2. L'empereur Guillaume à Bismarck, 15 septembre 1879.
3. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 274.
4. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck. Neue Folge*, p. 17.
5. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 335.

reçu de son gracieux Maître pouvoir de conclure une alliance défensive entre l'Autriche-Hongrie et l'empire allemand, sans conditions, avec ou sans limite de durée[1] ». Le chancelier allemand quittait de suite Gastein et se rendait à Vienne. Il y conférait longuement avec l'empereur François-Joseph et le comte Andrassy, mais sans pouvoir encore signer l'acte définitif : car l'empereur avait de nouveaux scrupules et craignait que Bismarck ne rêvât une coalition de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Angleterre et... de la France contre la Russie[2].

De retour à Berlin, Bismarck s'assura de l'assentiment de ses collègues; tous étaient favorables au projet de traité; le refus de l'empereur eût amené leur retraite unanime. Le 29 septembre, le chancelier résolut d'envoyer auprès de son Maître, à Baden-Baden, le comte Stolberg, pour poser l'ultimatum de confiance. L'empereur résistait encore. « Je ne puis pas commettre un pareil acte de déloyauté », écrivait-il le 2 octobre[3]. Mais son fils était aussi venu à Baden, et emporta sa décision. Il céda, en maugréant, « très ennuyé, répétant sans cesse qu'il s'était déshonoré en prenant cette décision[4] ». Bismarck sauta avec rapidité sur ce consentement maussade, pour mettre son monarque en présence d'un acte irréparable. Le 7 octobre 1878, le comte Andrassy et le prince de Reuss signaient à Vienne le traité d'alliance[5].

« Se promettant solennellement de ne jamais donner une ten-

1. Bismarck à Andrassy, 20 septembre 1879. *Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 528.

2. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, 22 septembre 1879, t. II, p. 277.

3. L'empereur Guillaume à Bismarck, 2 octobre 1879. Dans les documents publiés au tome III des *Tagebuchblätter* de Busch.

4. Le prince Frédéric-Guillaume à Bismarck, 4 octobre 1879.

5. Les journaux officieux de Berlin et de Vienne ont publié le 3 février 1888 le texte de ce traité qui est traduit au tome XV des *Discours*, p. 82 et suiv.

dance agressive à leur accord purement défensif », — y était-il écrit dans le préambule, — les deux empereurs concluaient « une alliance de paix et de défense réciproque ». Si l'un d'eux était attaqué par la Russie, l'autre serait tenu de venir à son secours « avec la totalité de ses forces militaires ». Si l'un d'eux était attaqué par toute autre puissance que la Russie, son allié observerait à son égard « tout au moins, une neutralité bienveillante », qui se changerait en action directe si la Russie intervenait dans la guerre. Le traité devait être tenu secret, mais si, malgré les promesses faites à Alexandrowo, les armements de la Russie devenaient menaçants pour l'un des alliés, le tzar serait avisé que « toute attaque dirigée contre l'un serait considérée comme dirigée contre les deux ».

Ainsi fut signé l'acte qui marquait une évolution complète de la politique allemande. On n'en peut douter, ce fut une faute de Bismarck, et qui profita à la France. Le chancelier impérial abandonnait une alliance qui remontait à plus de soixante ans, que lui-même avait étroitement serrée dès son arrivée au pouvoir, qui lui avait été favorable à souhait en des moments difficiles de sa vie politique. Le nouveau traité était fructueux à l'Autriche, qui se heurtait à la Russie dans la péninsule des Balkans[1]. Mais il dénouait, et à jamais, l'alliance des trois empereurs ; la Russie était amenée à chercher une nouvelle amitié et elle ne pouvait la trouver qu'à Paris. Ainsi était rendue dès lors nécessaire et inévitable l'alliance franco-russe ; Bismarck tenta d'y opposer en 1884 le traité de « réassurance » avec la Russie, trop faible lien pour empêcher un rapprochement infaillible. Il chercha à y remédier par la Triplice, l'alliance de l'Allemagne, de

1. Par une ironie du sort, Andrassy quitta le pouvoir le mois même où il avait réalisé ce coup de maître.

l'Autriche et de l'Italie, combinaison artificielle et qui n'est que pour un temps. Le tzar Alexandre II avait dit juste : pour la première fois dans la brillante carrière de Bismarck, la passion personnelle était intervenue dans son action politique.

CHAPITRE XIII

POLITIQUE D'AFFAIRES

§ I. Le revirement économique. — L'homme des réalités : les changements de pensée. — Le libre-échange et l'essor économique de l'Allemagne. — La crise : les constatations de Bismarck ; les misères du campagnard ; le poids des taxes directes et les finances d'Empire ; les avantages des impôts indirects. — Longues réflexions : la décision de 1877. — Changement de partisans politiques : réconciliation avec les conservateurs et le centre. — Les droits sur le tabac et le monopole. Retraite de Camphausen. — Lettres au Conseil fédéral et travail de revision douanière. — Discours du trône, 12 février 1879, et dépôt du projet de tarif douanier. — Les droits protecteurs et les droits fiscaux. — Discours du 2 mai 1879. Concessions financières et politiques. — Vote du tarif par le Reichstag. — Effets politiques et économiques. — L'emploi des excédents douaniers. — Nouveaux projets : les monopoles : refus du Reichstag.

§ II. Le trafic allemand. — Bismarck, ministre du Commerce. — Les chemins de fer. Projets de réseaux d'Empire : les réseaux d'Etat. Rachat de lignes privées en Prusse. L'office impérial et l'harmonie des chemins de fer en Allemagne. — Les voies de navigation. Fleuves, rivières et canaux. — Hambourg et Brême. Les encouragements à la navigation.

§ III. La politique coloniale. — Antipathie originaire de Bismarck pour les expéditions coloniales. Les sociétés de commerce et les colonies spontanées. — Motifs de l'action coloniale et hésitations de Bismarck. L'homme d'affaires : la protection du commerce extérieur. — Le Sud-Ouest africain ; premiers comptoirs, concessions territoriales, protestations anglaises. — Le condominium de Samoa. La Nouvelle-Guinée septentrionale. — La question des Carolines : la sentence du pape Léon XIII. — Cameroun et Togo : négociations avec l'Angleterre. — L'Est africain. — Le domaine colonial de l'Allemagne.

§ IV. Les colonies d'Europe. — Le Schleswig septentrional et la convention austro-allemande de 1879. — Les populations polonaises : les revendications nationales et l'excitation du Kulturkampf. —

l'Autriche et de l'Italie, combinaison artificielle et qui n'est que pour un temps. Le tzar Alexandre II avait dit juste : pour la première fois dans la brillante carrière de Bismarck, la passion personnelle était intervenue dans son action politique.

CHAPITRE XIII

POLITIQUE D'AFFAIRES

§ I. Le revirement économique. — L'homme des réalités : les changements de pensée. — Le libre-échange et l'essor économique de l'Allemagne. — La crise : les constatations de Bismarck ; les misères du campagnard ; le poids des taxes directes et les finances d'Empire ; les avantages des impôts indirects. — Longues réflexions : la décision de 1877. — Changement de partisans politiques : réconciliation avec les conservateurs et le centre. — Les droits sur le tabac et le monopole. Retraite de Camphausen. — Lettres au Conseil fédéral et travail de revision douanière. — Discours du trône, 12 février 1879, et dépôt du projet de tarif douanier. — Les droits protecteurs et les droits fiscaux. — Discours du 2 mai 1879. Concessions financières et politiques. — Vote du tarif par le Reichstag. — Effets politiques et économiques. — L'emploi des excédents douaniers. — Nouveaux projets : les monopoles : refus du Reichstag.

§ II. Le trafic allemand. — Bismarck, ministre du Commerce. — Les chemins de fer. Projets de réseaux d'Empire : les réseaux d'Etat. Rachat de lignes privées en Prusse. L'office impérial et l'harmonie des chemins de fer en Allemagne. — Les voies de navigation. Fleuves, rivières et canaux. — Hambourg et Brême. Les encouragements à la navigation.

§ III. La politique coloniale. — Antipathie originaire de Bismarck pour les expéditions coloniales. Les sociétés de commerce et les colonies spontanées. — Motifs de l'action coloniale et hésitations de Bismarck. L'homme d'affaires : la protection du commerce extérieur. — Le Sud-Ouest africain ; premiers comptoirs, concessions territoriales, protestations anglaises. — Le condominium de Samoa. La Nouvelle-Guinée septentrionale. — La question des Carolines : la sentence du pape Léon XIII. — Cameroun et Togo : négociations avec l'Angleterre. — L'Est africain. — Le domaine colonial de l'Allemagne.

§ IV. Les colonies d'Europe. — Le Schleswig septentrional et la convention austro-allemande de 1879. — Les populations polonaises : les revendications nationales et l'excitation du Kulturkampf. —

commandes, les usines se développaient ou se créaient partout, le commerce intérieur et extérieur s'accroissait chaque jour, les finances publiques étaient excellentes. Mais à ces années grasses succédèrent les années de disette. En 1874, une crise grave sévit dans l'industrie du fer, née de la surproduction et de l'envahissement du marché anglais ; le malaise s'étendit à d'autres industries, aux banques, au commerce général ; même l'agriculture fut en gêne, concurrencée par les importations de Russie ; les plaintes furent générales ; les finances de l'État s'en ressentirent.

Les ministres de l'économie nationale, Itzenplitz, Delbrück, demeuraient fidèles au régime du libre-échange, mais Bismarck les abandonna. Il ne le fit point par conversion dogmatique[1], mais par esprit de pratique et expérience de choses vues. Hors d'Allemagne, il voyait la résurrection merveilleuse de la France, écrasée dans une guerre désastreuse, en proie aux dissensions intestines, et se relevant de vive manière par une politique protectionniste ; il voyait les États qui avoisinaient l'Empire allemand, la Russie, l'Autriche, la France, adopter des droits protecteurs, et « fermer leurs portes alors que l'Empire allemand devenait le dépôt de toutes les surproductions de l'étranger[2] ». En Allemagne, il voyait le cultivateur écrasé de charges, incapable de lutter contre les importations de Russie ou d'Autriche, « produisant plus de grains qu'on n'en consomme et fort en peine de l'écouler[3] ». Gentil-

1. M. Andler. *Le prince de Bismarck*, p. 218, estime que le chancelier fut amené à sa conversion économique par la lecture des économistes, List, Wagner, dans ses soirées solitaires de Varzin. Mais le professeur Schmoller, qui fut en relations personnelles avec Bismarck, a fort justement noté que le ministre « ne voyait dans les théories que des abstractions sans valeur et des conceptions erronées ; l'expérience pratique lui était tout ». *Zu Bismarcks Gedächtniss*, p. 15 et suiv.

2. Bismarck au Reichstag, 2 mai 1879.

3. Bismarck au Reichstag, 21 mai 1879.

homme campagnard, cultivant lui-même ses domaines de Varzin et de Friedrichsruh, il éprouvait en personne les peines du propriétaire qui ne parvient point à vendre ses produits[1]; à Varzin, il luttait avec difficulté contre l'importation des bois russes, flottés sur la Vistule ou le Niémen, et à Friedrichsruh il mangeait du pain russe[2]. Or pour lui, comme pour Sully, « labourage et pastourage » étaient les deux mamelles du pays ; « la terre, c'est le peuple, disait-il, un pays sans paysans est comme le roi Jean sans Terre[3] ». Et la ruine de la culture, c'était la faillite de l'Empire même.

D'ailleurs les classes bourgeoises et ouvrières n'étaient pas mieux partagées et les taxes directes, l'impôt des classes, pesaient lourdement sur les petits contribuables ; le cinquième des citoyens imposés ne pouvaient payer leurs contributions et encouraient les rigueurs du fisc[4] ; soupesant les injustices et les duretés de ce régime, Bismarck, ancien partisan des taxes directes, se convertissait lentement mais fortement au système des impôts indirects.

Il y voyait un autre avantage, la prospérité des finances impériales ; les quotes-parts de la constitution de 1871 avaient soulevé de vives protestations, car elles se répartissaient d'une manière mathématique et brutale, chargeant d'un poids égal les puissants commerçants des ports et les petits cultivateurs saxons. « Trente ou cent mille habitants de Thuringe ou de Waldeck ne peuvent payer autant que trente ou cent mille habitants de Brême ou de Hambourg »,

1. Brodnitz. *Bismarcks nationalœkonomische Anschauungen*, p. 39 et suiv. Ch. Benoist. *Le prince de Bismarck*, p. 117.

2. Bismarck au Reichstag, 27 mai 1879.

3. Conversation de Bismarck, 16 août 1890. Poschinger, *Neue Tischgespräche und Interviews*, p. 353.

4. Bismarck au Reichstag, 12 et 14 juin 1882.

déclarait avec force le chancelier [1]. Les taxes indirectes, les douanes ou les monopoles, lui semblaient rétablir au contraire une juste répartition, et elles apportaient en même temps de nouvelles ressources à l'Empire. Or, en se développant, le jeune Empire avait de nouveaux besoins, il agrandissait sans cesse son champ d'action ; le flot des milliards français avait passé, enlisé dans des travaux publics, des préparatifs de combat ou de défense, le Trésor de guerre ; et le budget allemand s'enflait chaque année. Les finances des petits États donnaient des signes certains de détresse : les quotes-parts par eux versées à l'Empire étaient si lourdes, qu'on ne pouvait encore les surcharger ; les ministres des rois et princes, réunis à Heidelberg dans le courant de l'été de 1878, reconnaissaient la nécessité de demander davantage aux impôts indirects [2].

Cette augmentation des douanes et impôts de consommation offrirait au budget de l'Empire les ressources nécessaires ; bien mieux, elle pourrait dépasser les besoins de l'Empire, et les excédents seraient reversés aux États confédérés, conformément à la Charte de 1871, pour leur permettre d'alléger leurs impôts directs. Cette considération frappait vivement Bismarck. « Je suis l'adversaire des impôts directs, l'ami des impôts indirects, disait-il en 1878, mon idéal, c'est, non pas un Empire qui doit quêter ses contributions matriculaires à la porte des États particuliers, mais bien un Empire qui, tenant sous clef la principale source des bonnes finances, c'est-à-dire les impôts indirects, soit par là en situation de donner en retour aux États particuliers [3]. »

1. Bismarck au Reichstag, 2 mai 1879.

2. Bismarck au roi Louis II de Bavière, 12 août 1878, 4 août 1879. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 450 et suiv.

3. Bismarck au Reichstag, 22 février 1878.

Là, comme dans toute sa politique, en affaires étrangères comme en débats intérieurs, apparaît ce souci constant, la directive de son action : la grandeur de l'Empire allemand.

Longtemps il rumina ces considérations, les combinant et les maniant, car il était l'homme des pensées multiples, et sa riche imagination présentait à sa raison des raisons nombreuses. Il ne se décida point brusquement, et comme en coup de théâtre. Mais il fut amené progressivement, et par l'expérience de chaque jour, à une lente conversion. En décembre 1876 et avril 1877, il demandait vainement au Reichstag de nouveaux droits sur les fers pour combattre les primes à l'exportation accordées par la France. En décembre 1876, il protestait contre le régime douanier de la Russie, mais il ne menaçait pas encore son voisin de représailles et se défendait même d'engager avec lui « une sorte de duel douanier[1] ». La crise définitive se produisit en 1877.

A cette époque, des négociations étaient engagées avec l'Autriche pour renouveler le traité de commerce : ce pacte était de libre-échange, favorable à l'agriculture austro-hongroise, qui transportait son blé en Allemagne. Retiré dans ses terres, après la crise d'avril[2], Bismarck considérait avec mélancolie « la détresse du pays, l'extinction des hauts fourneaux, l'affaissement de la situation matérielle, la marche rétrograde de l'industrie, du travail, la prostration de toutes les affaires[3] ». Résumant toutes ses pensées, tous ses raisonnements, toutes ses expériences, il résolut de s'engager dans de nouvelles voies ; il rompit les négociations avec Vienne ;

1. Bismarck au Reichstag, 5 décembre 1876.

2. *Supra*, t. III, p. 402.

3. Bismarck au Reichstag, 29 novembre 1881.

c'est le début de sa nouvelle politique financière [1]. Il s'y lança vivement, en homme de combat.

Mais la lutte était difficile, car il y trouvait pour adversaires ses alliés du jour, et pour partisans ses adversaires. Cela n'était point pour rebuter ce grand ami des paradoxes. Ses collaborateurs financiers, Delbrück, Camphausen, Achenbach, demeuraient fidèles à l'école de Manchester ; successivement, ils quittèrent le pouvoir. Ses alliés dans le Kulturkampf, gens du *national-liberal* et progressistes, représentaient les grandes villes, l'industrie, le commerce, ils étaient naturellement opposés aux monopoles d'État et aux droits prohibitifs, partisans de la liberté en économie sociale comme en politique ; il les abandonna ; au commencement de 1878, lorsqu'il fut, et très sérieusement, question de l'entrée de Bennigsen aux affaires, les pourparlers échouèrent parce que le *leader* libéral refusait de participer au monopole du tabac. La rupture avec le parti national-libéral après le rejet de la loi contre les socialistes et la dissolution de juin 1878, ramena définitivement Bismarck à ses amis de la droite.

Les conservateurs et les députés du centre représentaient l'agriculture allemande. Pour combattre l'importation croissante des bestiaux et céréales, ils étaient favorables au système protectionniste ; d'ailleurs ils acceptaient les monopoles d'État ; à ce double point de vue, ils étaient les partisans naturels de Bismarck dans sa nouvelle politique fiscale ; le chancelier ne manqua point de les y rallier. Par les mesures contre les socialistes, il rassura les conservateurs ; par les adoucissements successifs aux lois de mai, il apaisa les membres du centre. Jadis, à ses débuts, il avait dit que la politique est comme une chasse au marais, où le chasseur avance dès

1. Brodnitz. *Bismarck nationalækonomische Anschauungen*, p. 32 et suiv.

qu'il a trouvé une butte solide pour poser son pied. Il prit désormais son appui sur la droite et le centre.

Le combat s'engagea, sur une première escarmouche, au commencement de 1878. Le budget de l'Empire exigeait de nouveaux subsides ; sur l'invitation du chancelier, Camphausen, encore ministre des Finances prussiennes, rédigea trois projets de lois, préparant de nouvelles ressources au budget allemand par un impôt sur les cartes à jouer, une taxe sur les valeurs de Bourse et les loteries, une élévation des droits sur le tabac [1] ; ce dernier projet devait naturellement soulever quelque tempête, car nul n'ignore la faveur de la « fée Nicotine » en Allemagne. Camphausen, qui défendit le projet au Reichstag comme délégué du conseil fédéral, éleva par avance certaines objections à la création possible du monopole sur le tabac. Bismarck lui succéda à la tribune, et, sans craindre de découvrir son collaborateur, vivement, crânement, il lança sa proclamation de foi monopoliste. « Je crois, dit-il, qu'il n'est pas inutile de déclarer ouvertement que le but où je tends c'est le monopole, et que j'admets le projet actuel comme mesure de transition. En quoi consiste donc le côté séduisant du monopole ? En ce que, après avoir indemnisé (les gens qu'il dépossède), le fisc peut se trouver en possession des avantages que le marchand et le fabricant de tabac retirent de leur clientèle, avantages qui sont actuellement aussi grands peut-être qu'en aucune autre branche, parce que décider du goût en fait de tabac est chose assez arbitraire... Le monopole est donc le but auquel je tends [2]. »

Il n'était pas difficile de relever la contradiction des deux ministres, et nul n'y manqua. Aussi, malgré une réconcilia-

1. Poschinger. *Fürst Bismarck als Volkswirth*, t. I, p. 104.

2. Bismarck au Reichstag, 22 février 1878.

tion à la tribune qui mit des larmes aux paupières de Camphausen [1], le ministre des Finances se retira et Bismarck prit en M. Hobrecht un collaborateur plus souple, moins théoricien, et d'ailleurs éphémère [2]. Le Reichstag n'admit point la plus forte imposition du tabac.

La bataille reprit l'année suivante ; mais Bismarck la prépara soigneusement à l'avance. Aux mois de novembre et de décembre 1878, il adressait au Conseil fédéral deux longues lettres où il exposait tout son nouveau système économique [3]. « Ce qui vient pour moi en première ligne, y était-il écrit, c'est l'intérêt de la réforme financière : diminution de la charge des impôts directs au moyen de l'augmentation des recettes de l'Empire qui reposent sur des contributions indirectes... Dans la plus grande partie de l'Allemagne, les impôts directs ont atteint une hauteur qui surcharge le contribuable..., qui ruine la situation économique des classes moyennes. L'augmentation des recettes indirectes permettra d'alléger ces impôts trop lourds. L'élévation des droits de douane est d'ailleurs exigée par la situation de l'Allemagne. Tant que la plupart des pays auxquels nous avons à faire pour notre trafic, s'entourent de barrières de douanes, et que leur tendance à surélever ces barrières se manifeste davantage, il me paraît justifié et commandé par l'intérêt économique de la nation de ne pas nous laisser arrêter dans nos projets financiers. » A sa demande, le Bundesrath décida la création d'une commission pour la revision du tarif douanier, qui travailla dans le secret, tout imbue d'esprit protectionniste.

Dans la solitude de Friedrichsruh, où il passa trois mois

1. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit,* t. V, p. 371.

2. M. Hobrecht, premier bourgmestre de Berlin, qui appartenait au parti national-libéral, se retira en 1879.

3. Ces lettres, des 12 novembre et 15 décembre 1878, sont traduites au tome VIII des *Discours de Bismarck* (éd. Boll), p. 174 et suiv.

d'hiver, Bismarck mit au point ses desseins. A la rentrée du Reichstag, le 12 février 1879, le discours du Trône annonçait le prochain dépôt de projets de lois chargées de créer de nouvelles ressources pour l'Empire, de supprimer les impôts les plus onéreux, et de protéger l'activité économique du pays. Peu de jours après, à propos du nouveau traité de commerce avec l'Autriche, le chancelier exposait à grands traits sa politique financière et il terminait par ces mots : « Je prévois que sur ces questions de grands combats, des luttes de fond, vont être engagées. Cela est inévitable. Le combat nous occupera pendant des années, mais j'espère qu'il nous mènera au salut, au bonheur, à la prospérité de notre pays [1]. » Bientôt, d'ailleurs, la commission des douanes avait terminé ses travaux, le Conseil fédéral adopta son projet de tarif « sans discussion sérieuse [2] », et le gouvernement impérial le déposa au Reichstag en avril.

La future loi était destinée autant à créer de nouvelles ressources à l'Empire qu'à protéger l'agriculture et l'industrie nationales. De là, deux ordres de dispositions qui reçurent un accueil différent [3]. Bien que combattus par quelques chambres de commerce et les municipalités des grandes villes, les droits protecteurs avaient l'approbation de la majorité des agriculteurs et des industriels, et devaient rencontrer l'appui des conservateurs, du centre et même de quelques progressistes (Bennigsen) ; les droits fiscaux soulevaient les susceptibilités particularistes du centre : il était à craindre que cet important parti s'unît aux progressistes et aux libéraux pour rejeter l'ensemble du projet ; il fallait

1. Bismarck au Reichstag, 22 février 1879.

2. Protestation du grand-duché d'Oldenbourg.

3. Poisson. *La politique douanière de l'Empire allemand*, II. Annales des Sciences politiques du 15 juillet 1903.

donc négocier, transiger, user de compromis, toutes choses où Bismarck excellait.

Le 2 mai 1879, le chancelier ouvrit la discussion générale par un grand discours, un des plus importants de sa carrière oratoire. Il s'y posa en homme d'affaires, préoccupé uniquement des besoins du jour et non des théories spéculatives. « Notre chirurgie, dit-il, a fait depuis deux cents ans de brillants progrès, la science médicale n'en a fait aucun par rapport à l'organisme intérieur du corps humain, où l'œil humain ne peut pénétrer. Il en est de même pour la formation organique des États. Les doctrines abstraites de la science me laissent à cet égard complètement froid ; je juge d'après les expériences dont nous avons été témoins. Je vois que les pays qui se protègent, prospèrent ; je vois que les pays qui sont ouverts, rétrogradent. » Et il demanda au Reichstag d'abandonner le libre-échange, « noble idéal bien digne de l'honorable songerie allemande », pour la protection, seule capable de défendre les intérêts nationaux. Après six jours de débat, la Chambre renvoya devant une commission les droits fiscaux (tabac, alcool) et certains droits protecteurs (coton) ; elle accepta de discuter immédiatement la plupart des droits de douanes (bois, grains, fer, etc...) qui furent votés dans le courant de mai après de nouveaux discours de Bismarck.

Pendant deux mois, la commission du Reichstag délibéra sur les droits fiscaux, et il apparut que le centre était maître de la situation. Le chancelier le rallia par voie de concessions, autant financières que politiques [1] : on convint

1. Le détail de ces discussions et des interventions de Bismarck dans Poschinger. *Fürst Bismarck als Volskwirth*, t. I, p. 267 et suiv. *Discours* de Bismarck (éd. Boll), t. VIII. Poisson. *La politique douanière de l'Allemagne*, II, p. 495 et suiv.

que le produit de l'impôt du tabac et des droits de douane serait reversé chaque année par l'Empire aux États pour tout ce qui dépasserait 130 millions de marcks ; le ministre des Cultes, M. Falk, directeur du *Kulturkampf*, fut sacrifié [1], suivi dans sa retraite par ses collègues des finances et de l'agriculture, MM. Hobrecht et Friedenthal, du parti libéral. Et, le 12 juillet 1879, le Reichstag vota le nouveau tarif douanier à une majorité de cent voix. « Permettez-moi de vous en remercier, dit Bismarck pour conclure, et d'espérer que les divergences d'opinion qui se sont produites dans ces discussions ne seront pas durables, que les tâches qui nous attendent dans l'avenir, vraisemblablement à l'entrée de l'année prochaine, nous trouvent prêts à nous mettre à l'œuvre commune avec des forces unies et dans un esprit de concorde. »

Ces débats, ces votes eurent un double résultat. Ils marquèrent, d'une part, la rupture définitive de Bismarck avec le parti national-libéral, sa réconciliation avec les conservateurs, ses arrangements avec le centre. Les gens de droite, déjà ralliés au chancelier par ses combats contre les socialistes, l'avaient sans cesse appuyé dans sa politique de protection économique. Les libéraux s'étaient scindés, et peu après se divisèrent en deux groupes ; les uns, — les fidèles en la foi libertaire, — s'unirent aux progressistes pour former avec les démocrates et les représentants des nationalités rebelles l'opposition intransigeante ; les autres se constituèrent en un nouveau parti, le Reichspartei, tout dévoué à Bismarck. Le centre avait pour la première fois « pris une part positive dans la législation de l'Empire [2] » ; mais, avec

1. *Supra*, t. III, p. 419.

2. Bismarck au roi Louis II de Bavière, 4 août 1879.

sa finesse de tactique parlementaire, Windthorst avait sauvegardé l'indépendance de son parti, pour obliger sans cesse le chancelier à de nouvelles concessions : aussi obtint-il, dans les années suivantes, l'abrogation de la plupart des lois du Kulturkampf.

Le vote des droits fiscaux et douaniers marqua, d'autre part, une évolution dans l'agriculture et l'industrie de l'Allemagne. Ce revirement produisit nécessairement quelques troubles et amena une période de transition difficile[1] : mais il serait puéril de nier l'essor prodigieux de l'industrie allemande de 1880 à 1890. Et si, en 1891, après la chute du premier chancelier, le gouvernement allemand modifia de nouveau son régime douanier, il restait encore fidèle à la théorie de Bismarck, que la direction économique doit être donnée au jour le jour, et suivant les besoins du moment.

Le combat de 1879 devait être suivi d'autres luttes : Bismarck les avait annoncées au Reichstag dans ses paroles mêmes de remerciements. Il les prévoyait aussi longues que sa vie. « Un brave cheval, disait-il humoristiquement, meurt sous le harnais[2]. » — Sauf si le harnais lui est enlevé. Le nouveau régime douanier avait si profondément modifié les finances de l'Empire, que les budgets des États confédérés en étaient profondément atteints ; ils devaient, en effet, recevoir les excédents de l'Empire, et il était nécessaire de réglementer l'emploi de ces versements pour alléger les impôts existants. En Prusse, deux lois organisèrent ce système un peu compliqué, et elles fournirent l'occasion à Bismarck d'esquisser à nouveau son programme économique : toujours davantage, il cherchait à supprimer les impôts directs, recettes des États

1. J. Blondel. *L'essor industriel et commercial du peuple allemand*, p. 295.

2. Bismarck à la Chambre prussienne, 4 février 1881.

individuels, pour les remplacer par les impôts indirects, prélevés par l'Empire[1]; ainsi la réforme de 1879 paraissait autant nationale qu'économique.

Le chancelier cherchait à développer encore cette réforme et à accroître les recettes impériales. Cela ne se fit point sans heurt, même avec le fidèle Bundesrath, et Bismarck renouvela sa démission toujours refusée par l'empereur. En 1881, il demanda au Reichstag d'élever les impôts sur la bière et les droits de timbre. « Chez nous autres Allemands, disait-il avec bonne humeur, il n'y a rien qui tue le temps comme de boire de la bière[2]. » Mais les impôts de consommation n'étaient point pour lui des mesures suffisantes, il méditait mieux : les monopoles d'État. Il avait souvent fait allusion dans ses discours parlementaires au monopole du tabac, mais l'accueil des députés était tel qu'il ne laissait aucun doute sur leur refus. Cependant le message impérial à l'ouverture du Reichstag, le 17 novembre 1881, annonça que « pour permettre aux gouvernements d'abolir des impôts directs écrasants et d'exonérer les communes des charges d'assistance et d'école..., on proposerait le monopole du tabac ». Au printemps, le chancelier déposa au Reichstag un projet de loi très étudié, fortement motivé, qui organisait ce monopole. Dans les débats de l'assemblée, il paya largement de sa personne, multipliant les arguments, citant l'exemple de l'étranger et surtout de la France, démontrant les avantages qui résulteraient de ces nouvelles recettes impériales pour les finances des divers États; ses efforts furent vains; le 14 juin 1882, le monopole fut repoussé par 276 voix contre 43.

Après le monopole du tabac, Bismarck avait déjà rêvé le

1. Bismarck à la Chambre des députés prussiens, 4 février 1881, à la Chambre des seigneurs, 16 et 17 février 1881.

2. Bismarck au Reichstag, 28 mars 1881..

monopole de l'alcool, du sucre. La chute de l'un entraîna la disparition des autres. Le chasseur au marais politique avait soudain manqué de buttes où poser ses pieds.

§ II

Autant que l'industrie, le commerce allemand avait profité des victoires nationales. Pendant les premières années de l'Empire, la politique de libre-échange facilita les importations et développa naturellement le commerce intérieur et extérieur de l'Allemagne. Les années de dépression, l'adoption d'une politique de porte fermée ne pouvaient que lui être nuisibles; Bismarck comprit que « le trafic allemand, la production allemande et le débouché de ses produits [1] » dépendaient en partie du nouveau régime douanier, et qu'il était nécessaire de leur rendre par des mesures de protection ce qu'ils pouvaient perdre par la fermeture des barrières de douane. Pour mieux agir en faveur du trafic allemand [2], il prit en 1880 le portefeuille du Commerce et de l'Industrie. Il apportait ici comme en toutes choses un sens d'homme d'affaires. « Mon esprit est dirigé uniquement vers la pratique », disait-il à cette époque [3]. Mais il ne perdait point de vue son but dernier, le développement de l'Empire et des institutions impériales. De là, un double ensemble de mesures économiques : la nationalisation des voies de transport, la protection du commerce extérieur.

Les premiers chemins de fer avaient été construits dans les

1. Le chancelier de l'Empire au Conseil fédéral, 18 mars 1879.

2. Et aussi pour préparer la nouvelle législation sociale. *Infra*, p. 498. Cf. Bismarck à l'empereur Guillaume, 10 septembre 1880. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 301.

3. Bismarck au Reichstag, 14 juin 1882.

divers États de l'Allemagne autant par les gouvernements que par des sociétés privées. En Prusse, spécialement, les ministres chargés de cette administration s'étaient préoccupés de conserver à l'État les lignes principales et d'avoir sur les autres un droit d'inspection plus ou moins sérieux, mais ils avaient manqué, les uns de fermeté, les autres de clairvoyance [1]. En 1870, l'État prussien possédait la moitié des lignes de chemins de fer, 4931 kilomètres sur 9924 ; le reste appartenait à de nombreuses compagnies, variées dans leurs régimes, leurs tarifs, leurs franchises de billets; c'était un véritable chaos [2].

Bismarck en avait été frappé ; mais, absorbé par les luttes politiques, il avait dû laisser libre action à ses collaborateurs économiques, von der Heydt et Itzenplitz. Dès la renaissance de l'Empire, il désira donner au gouvernement impérial la direction des chemins de fer en Allemagne, et la constitution nouvelle permit la construction « des chemins de fer jugés nécessaires pour la défense de l'Allemagne ou dans l'intérêt commun du commerce et des relations, malgré la protestation des États dont le territoire serait traversé par ces voies ferrées » ; elle annonça, de plus, la rédaction d' « un règlement uniforme concernant l'exploitation et la police » des voies ferrées en Allemagne.

Cependant, on fit peu pendant les premières années de l'Empire pour unifier les chemins de fer, et, lorsqu'Itzenplitz quitta le ministère prussien, en mars 1873, Bismarck écrivit à Roon, alors chef du cabinet, qu'il fallait absolument modifier ce régime défectueux. On créa, alors, un office impérial des chemins de fer, pour surveiller l'exploitation de toutes les

1. Schmoller. *Zu Bismarcks Gedächtnis*, p. 52 et suiv.

2. Poschinger. *Bismarck als Volkswirth*, t. II, p. X. Cf. Bismarck à la Chambre des députés, 26 avril 1873.

voies ferrées et poursuivre la réforme des voies d'organisation. Mais l'influence de cet office fut faible, et, en 1874, les banquiers allemands jetèrent les bases d'une fusion des diverses compagnies de chemins de fer. C'était là un grave danger pour les projets de Bismarck, la réunion en un bloc de la moitié des voies ferrées, la constitution d'une puissance économique en rivalité avec l'État ; ce serait, écrivait-il plus tard, le retour au privilège des anciens fermiers généraux[1] ; dès lors, son parti était pris, il voulait la constitution d'un puissant réseau d'Empire[2]. Et il prépara une loi allemande pour réaliser ce projet, en même temps qu'une loi prussienne du 4 juin 1876 autorisait la cession à l'Empire des réseaux appartenant au royaume.

Mais les petits États s'inquiétèrent, leurs susceptibilités individualistes s'éveillèrent, ils flairèrent une mainmise de l'Empire, c'est-à-dire de la Prusse, sur les voies de communication et un nouvel effacement de leur propre autorité. Pour y parer, ils rachetèrent les lignes privées, constituant ainsi des réseaux d'États, mais d'États particuliers et non d'Empire. Le projet primitif de Bismarck échouait, il ne pouvait que le modifier, et chercher la constitution d'un vaste réseau prussien.

Ce projet rencontra les mêmes difficultés que la réorganisation du tarif douanier et du régime financier : les libéraux s'opposèrent résolument à des mesures qui frisaient le socialisme. En 1878, et malgré deux discours de Bismarck, la Chambre des députés refusa la création d'un ministère prussien des chemins de fer. La diminution et la dislocation du

1. Bismarck à Pfretzschner, ministre-président en Bavière, février 1879. *Discours*. t. VIII, p. 185.

2. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck*, p. 57 et *Neue Folge*, p. 5 et suiv.

parti national-libéral facilitèrent la tâche de Bismarck; habilement secondé par M. de Maybach, ministre des Travaux publics de Prusse, il obtint à plusieurs reprises des lois qui lui permirent de racheter les principales lignes concédées. En 1887, sur 39157 kilomètres de voies ferrées en Allemagne, l'État prussien possédait 22 690 kilomètres, l'Empire et les divers États 11 704, les compagnies privées 4 763; la Prusse avait acheté près de 8 000 kilomètres en trois années[1].

En même temps, Bismarck s'efforçait d'accroître l'autorité de l'office impérial et d'unifier le régime des chemins de fer en Allemagne. La formation des divers réseaux d'État facilitait cette entente, car l'accord se faisait entre les divers gouvernements, propriétaires des voies ferrées, sous la direction du chancelier dans le conseil fédéral et l'office qui en dépendait. Ainsi parvint-il à réaliser cette harmonie qui semble unité; qui voyage sur les grandes lignes de l'Allemagne, croit rouler sur un même réseau, et la différence des propriétaires n'a pour marque apparente que les armoiries diverses des wagons. Lorsqu'il quitta le pouvoir, Bismarck avait à cet égard rempli son double dessein : il avait facilité les communications en remédiant aux inconvénients des réseaux morcelés et des taxes compliquées; il avait consolidé l'unité et la force nationales en assurant au gouvernement d'Empire la direction des voies ferrées.

A côté des chemins de fer, l'Empire devait développer ses voies de navigation. L'Allemagne du Nord possède un beau réseau de fleuves et de rivières, chemins qui marchent. L'immense plaine qui s'étend de la Hollande à la Russie est faiblement accidentée, baignée de fleuves au cours très régulier

1. Chiffres et tableaux de Poschinger. *Bismarck als Volkswirth*, t. II, p. XII, et Gomel, au mot *Chemins de fer*, du *Dictionnaire d'économie politique* de MM. Léon Say et Chailley-Bert.

(sauf le Rhin), coupée de nombreuses rivières qui rapprochent les grandes artères. Dès le XVIII[e] siècle, des canaux ont été creusés pour unir les divers bassins; ce travail a été continué au XIX[e] siècle; le développement du commerce et de l'industrie, issu des victoires aux frontières, rendait indispensable de nouveaux travaux. Bismarck y apporta tous ses soins comme chancelier et comme ministre du commerce prussien.

Sous son impulsion, on élabora de 1879 à 1882 un vaste plan de voies navigables, on en mettait une partie à exécution, et le Landtag prussien votait en 1886 une loi qui permettait d'ouvrir deux tranchées dans l'Allemagne du Nord, l'une de l'Ems à Dortmund, l'autre de l'Oder à la Sprée. Pour terminer ce travail, il restait à creuser une dernière voie d'eau, le canal de l'Elbe au Rhin, le *Mittelland Kanal*, œuvre immense, à laquelle s'est refusé le Landtag prussien, même après la mort de Bismarck [1]. Tout au Nord, la percée du canal des Deux Mers avait été décidée dès 1871, pour des raisons stratégiques plus qu'économiques. Enfin les fleuves ont été régularisés : l'ancien capitaine des digues de Schönhausen s'activa spécialement aux travaux de l'Elbe, qui intéressaient directement le sort de Hambourg [2].

Hambourg et Brême, villes de commerce extérieur, étaient naturellement attachées à la franchise absolue du trafic ; seuls au Conseil fédéral, leurs représentants et celui d'Oldenbourg avaient voté contre le nouveau tarif des douanes. Pour amortir le coup que pouvait leur porter le régime protecteur, le gouvernement impérial prit un ensemble de mesures; de nouveaux travaux furent entrepris qui ont porté les ports de Hambourg et de Bremerhaven à ce point de perfection qu'ils

1. Laffite. *La navigation intérieure en Allemagne.* H. Schuhler. *Le canal de l'Elbe au Rhin. Annales des Sciences politiques ;* septembre 1899.

2. Bismarck au Reichstag, 8 mai 1880.

ont su conserver. Le cours de l'Elbe fut rectifié et sa navigation facilitée, et si la ville même de Hambourg, restée depuis 1871 hors des frontières de douanes, rentra dans le droit commun[1], son port conserva sa franchise, et son merveilleux développement prouve l'utilité de cette mesure. Enfin les compagnies de navigation reçurent l'appui du gouvernement impérial pour développer leurs flottes et leur trafic.

En 1879 et 1880, Bismarck avait pensé à créer des surtaxes d'entrepôt qui eussent protégé la marine allemande ; mais ce projet souleva les protestations des chambres de commerce de l'Ouest et du Sud, et le chancelier dut y renoncer. Il eut recours à un autre expédient et proposa d'accorder des subventions aux compagnies de navigation pour le transport de la poste : c'étaient là d'intelligentes primes à la navigation[2]. A deux reprises, en 1881 et 1884, et malgré tous ses efforts[3], Bismarck se heurta à la sourde opposition du Reichstag ; il était « l'homme tenace en ses desseins » et reprit son projet en 1885 ; après deux discours au Reichstag[4], il obtint un crédit annuel de 4 400 000 marks pour la création de lignes vers l'Extrême-Orient, l'Australie et l'Afrique ; cette mesure était étroitement liée à sa politique coloniale.

§ III

Bismarck fut longtemps hostile aux expéditions et aux installations lointaines. « Je n'étais pas à l'origine un homme

1. Bismarck au Reichstag, 8 mai 1880.

2. A. Poisson. *La marine marchande en Allemagne. Annales des Sciences politiques*, novembre 1901. René Dollot. *La question des primes à la navigation en Allemagne. Revue politique et parlementaire*, novembre 1904.

3. Bismarck au Reichstag, 14 juin 1884.

4. Bismarck au Reichstag, 1er décembre 1884 et 13 mars 1885.

colonial », confessait-il plus tard[1]. La volonté tendue à son œuvre, la renaissance de l'Empire allemand, il ne se souciait pas de batailler sous les tropiques. En 1871, malgré les conseils de quelques précurseurs, il refusa de prendre à la France quelques-unes de ses possessions d'outre-mer. Et, en 1880, il ne voulait « rien savoir des colonies. — Nous n'avons pas une flotte suffisante pour les protéger, disait-il et notre bureaucratie n'est pas assez souple pour diriger l'administration de tels pays[2] ».

Mais l'esprit aventureux des marins hanséatiques, le développement du commerce et de l'industrie, la pléthore de la population déterminèrent naturellement la création de comptoirs lointains. La plupart des colonies allemandes se firent ainsi d'initiative privée : des marchands de Hambourg ou de Brême installèrent au Togo ou au Cameroun, dans les îles du Pacifique, au sud-ouest ou à l'est de l'Afrique, leurs plantations de cacao ou de café, de caoutchouc ou d'épices[3] ; des compagnies se créèrent pour développer ces installations rudimentaires, et s'organisèrent elles-mêmes comme les *sociétés à charte* du XVIIIe siècle. Le bruit de leurs victoires pacifiques ou sanglantes, l'orgueil patriotique flatté par le déploiement du drapeau national aux rives de pays inconnus, leurs succès ou même leurs défaites suscitèrent dans le pays un mouvement d'enthousiasme et de solidarité ; vers 1880, un parti colonial naquit ; deux Sociétés de colonisation, rivales d'abord, fusionnèrent ensuite pour former la puissante *deutsche Kolonialgesellschaft*. Et le gouvernement dut suivre ce mouvement.

1. Bismarck au Reichstag, 22 janvier 1889.

2. Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 291.

3. H. Hauser. *Colonies allemandes impériales et spontanées* (1900), p. 132 et suiv.

Bismarck y résista encore. Pourtant, bien des raisons l'engagaient à l'action, et il ne les méconnaissait point[1] : la planète est petite et déjà nombreux en étaient les conquérants : la France en Extrême-Asie et en Afrique, la Hollande en Océanie, le Portugal et l'Italie en Afrique, la Russie dans l'Asie du Nord, l'Angleterre partout; bientôt la terre manquerait aux convoitises européennes. Le mouvement né en Allemagne était puissant, entraînant comme un fleuve qu'on ne peut remonter; y résister était difficile et dangereux; le faciliter permettait au contraire d'en tirer d'heureux bénéfices, de détourner l'attention des aigres débats du parlementarisme, de donner à l'Empire la gloire de nouveaux combats. La flotte était aimée en Allemagne, « plus populaire, confessait-on, que l'armée de terre[2] » ; et comment développer la flotte sans des expéditions qui sont pour elles les grandes manœuvres de la guerre maritime ?

Malgré ces raisons excellentes, Bismarck hésitait encore, parlait en juillet 1883 « d'importants sacrifices » à faire, « de grosses responsabilités » à encourir[3] ; peut-être la décision lui fut-elle difficile à un âge où les nouveautés paraissent révolutionnaires, où la voie suivie paraît la seule possible, où la hardiesse la plus vive s'émousse au contact de la vieillesse. Cependant, en 1884, il s'engagea dans la politique coloniale avec décision, mais prudence.

Il apportait ici comme ailleurs, des idées d'homme d'affaires. A plusieurs reprises, il expose son système, qui est tout pratique, destiné à protéger le commerce allemand. Je ne veux point, dit-il en substance, conquérir des territoires,

1. Voyez les nombreuses déclarations de Bismarck citées par Brodnitz, *Bismarcks nationalœkonomische Anschauungen*, p. 70 et suiv.

2. Bismarck au Reichstag, 26 juin 1884.

3. Thudichum. *Bismarcks parlamentarische Kämpfe und Siege*, 2e partie, p. 345.

puis y attirer des émigrants, y établir des fonctionnaires et des garnisons ; ce serait là des colonies « artificielles ». Mais des sujets allemands ont pu s'établir en pays exotiques et compter sur la protection de l'Empire ; il est du devoir de l'Empire de ne point leur refuser cette protection, « de prêter certains secours à ces tentatives coloniales pour seconder et garantir ces créations qui sont naturellement formées des excédents de sève de tout le corps allemand ». Ce ne sera point là fonder des provinces nouvelles, mais concourir « au développement de l'équipement allemand, de la marine allemande, de la vie économique de l'Allemagne[1] ». Comme il ne s'agit point là de conquêtes, il importe de ménager « les droits acquis par d'autres nations », de ne point s'avancer sans « faire des ouvertures » aux États qui pourraient prétendre à quelques droits anciens, et de ne point engager l'Allemagne dans un conflit avec des puissances supérieures par leur flotte et leur armée coloniale. Ainsi la politique coloniale de Bismarck est une conséquence logique de son action financière et économique, elle apparaît comme un moyen de protéger le commerce allemand à l'extérieur, de même que le nouveau régime douanier est destiné à protéger l'industrie et l'agriculture de l'intérieur.

Longtemps le terroir colonial de l'Allemagne se borna à l'une des îles Fidji ; en dix années, ce modeste lot fut transformé en un vaste domaine ; nous ne pouvons ici que rappeler à grands traits comment il fut acquis[2]. Une société de missions avait établi ses postes et une Compagnie de commerce ses comptoirs sur les rivages sud-ouest de l'Afrique, au pays des Namaquas et des Hereros; postes

1. Bismarck au Reichstag, 26 juin 1884, 10 janvier et 14 mars 1885, etc.

2. Cette question est amplement traitée, mais par voie d'apologie, par Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. VI, p. 342 et suiv.

missionnaires et comptoirs commerciaux furent dévastés en 1880 par les indigènes ; l'Empire allemand était tenu de protéger ses nationaux, mais il se trouvait en rivalité avec l'Angleterre qui avait un établissement à la baie de la Baleine (Walfish bay) ; le 4 novembre 1880, Bismarck fit demander au cabinet de Londres si le gouvernement anglais accepterait de protéger comme les siens les sujets allemands ; lord Granville répondit affirmativement mais ajouta que l'Angleterre n'ayant de droit que sur la baie et ses confins, n'assumait aucune responsabilité en dehors de ces territoires. Cette réponse fut l'origine de la colonie du Sud-Ouest africain. Peu après, un négociant de Brême, M. Lüderitz, obtenait des souverains nègres une importante concession dans la baie d'Angra Pequena, non sans s'être par avance assuré de l'appui de Bismarck ; il eut bientôt à faire appel à cet appui, car le parti colonial d'Angleterre s'émut de cette initiative allemande, et le Parlement du Cap réclama l'intervention de la mère-patrie. En 1884, Bismarck engagea avec le Foreign office sur un ton aigre-doux une conversation qu'il appuya de l'envoi d'une canonnière allemande aux rives africaines ; le cabinet anglais ne put que reconnaître le droit du premier occupant et la légitime installation de l'Allemagne sur les côtes du Sud-Ouest africain.

Déjà, l'Allemagne avait failli obtenir de pareils droits en Océanie. Une Compagnie de commerce hambourgeoise avait obtenu des concessions aux îles Samoa, et demandé l'appui du gouvernement impérial ; celui-ci avait signé des traités avec quelque monarque du cru, assuré le libre établissement de ses nationaux, obtenu une station pour ses navires. Mais la Société commerciale se trouva hors de taille à supporter le fardeau d'une telle entreprise ; une nouvelle Compagnie se fonda, qui sollicita de l'Empire une garantie d'intérêts ; Bis-

marck s'y montra très favorable, et déposa au Reichstag une loi qui fut rejetée à une petite majorité. Un cri éclate dans le parti colonial : « Une revanche de Samoa. » Cette revanche ne put être prise dans les mêmes îles, car les Américains et les Anglais se présentèrent en concurrents et il fallut établir en 1889 un *condominium* à trois, source de difficultés. Mais dans la même région de belles compensations s'offrirent à l'Allemagne. En 1884, une Compagnie de commerce s'établit dans la Nouvelle Guinée septentrionale, et elle obtint l'année suivante une lettre de protection impériale. En 1885, l'Allemagne prit possession des îles Marshall. Elle fut moins heureuse aux Carolines.

Dans ces îles, laissées presque vacantes par l'Espagne, des négociants allemands avaient établi des comptoirs et le gouvernement impérial fit flotter son drapeau en août 1885. L'Espagne protesta énergiquement de ses droits antiques et imprescriptibles ; déjà les journaux envenimaient la querelle. Bismarck ne vit point là matière à conflit, et se tira de difficulté avec une habileté singulière. Le 15 septembre, il proposa au cabinet de Madrid de recourir à un arbitrage, et indiqua lui-même le nom du meilleur arbitre, le pape Léon XIII : c'était une espièglerie aussi habile qu'amusante ; le gouvernement du roi très catholique ne pouvait décliner une telle médiation, et, au moment où le Kulturkampf se mourait en Allemagne, où le gouvernement impérial avait besoin de l'appui du centre, cet acte de déférence marquait la réconciliation définitive du chancelier avec ses anciens adversaires. Le pape rendit une sentence favorable à l'Espagne, réservant seulement à l'Allemagne une station navale et pour ses commerçants un traitement égal à celui des Espagnols. Le gouvernement impérial s'inclina devant cette décision, et, le 31 décembre 1885, Léon XIII envoya au chancelier de fer

les insigne de l'Ordre du Christ avec une lettre aussi fine que flatteuse. Quinze ans après, le sort des îles litigieuses était modifié ; le 12 février 1899, l'Espagne cédait à l'Allemagne, moyennant vingt-cinq millions de pesetas, les Carolines et les Mariannes sauf une de ces dernières.

Les établissements de négociants de Hambourg dans le golfe de Guinée, sur les côtes de Cameroun et de Togo, donnèrent lieu à de nombreuses difficultés, puis à l'installation définitive de l'Allemagne dans cette riche région. En 1883, une corvette allemande y fut envoyée pour conclure avec le souverain de Petit-Popo un traité d'établissement, que l'excellent nègre se hâta de violer dès le départ de la corvette ; Nachtigal, explorateur hardi et négociateur habile, y parut en 1884 au nom de l'Empire « pour placer sous le protectorat allemand le rivage situé entre le delta du Niger et le Gabon [1] », et, conformément à ces instructions, il fit flotter le drapeau allemand au Cameroun et au Togo.

Ces nouvelles conquêtes avaient ému l'Angleterre : elle trouvait que les « rats de terre du cousin » devenaient envahissants, et, pendant deux années, des notes diplomatiques s'échangèrent entre Londres et Berlin ; au commencement de 1885, le débat tournait à l'aigre, bien que Bismarck répandit à la tribune du Reichstag les paroles de paix [2]; le chancelier impérial envoya à Londres son fils, le comte Herbert, en mission confidentielle, et, successivement, trois traités, les 29 avril 1885, 27 juillet 1886, 28 mars 1887, réglèrent les frontières respectives de l'Angleterre et de l'Allemagne dans le golfe de Guinée ; une convention du 24 décembre 1885 avait déterminé les limites des possessions françaises et allemandes.

1. Instructions de Bismarck à Nachtigal, 19 mai 1884.

2. Bismarck au Reichstag, 10 janvier et 14 mars 1885.

En même temps des explorateurs allemands acquéraient, en novembre 1884, d'importantes concessions dans l'Afrique orientale, entre le lac Tanganika et la côte de l'Océan Indien ; en février 1885, ils obtenaient de l'Empire « une lettre de protection » ; cet embryon de colonie se développait rapidement et éveillait les susceptibilités du sultan de Zanzibar et de l'Angleterre ; pour calmer le sultan, Bismarck envoya cinq navires de guerre jeter l'ancre dans le port de Zanzibar ; pour séduire la perfide Albion, une année de négociations fut nécessaire ; en octobre 1886, un traité, signé à Londres, consolida les droits de l'Allemagne dans l'Afrique orientale.

Cette énumération l'indique, l'accroissement colonial de l'Empire allemand eut une rapidité singulière ; en trois années, de 1883 à 1886, l'Allemagne acquit un domaine de deux millions et demi de kilomètres carrés, habité par plus de seize millions d'habitants[1]. Les projets primitifs de Bismarck étaient largement dépassés ; il eût voulu des comptoirs de négociants, des compagnies de commerce, des lignes de steamers simplement protégés et subventionnés par la métropole, qui ne serait intervenue qu'aux heures de péril. Entraîné par l'occasion, il fonda des colonies rattachées directement à l'Empire, administrées par lui, occupées par des troupes allemandes[2] ; il appartient aux initiatives privées de développer ce champ offert à leur activité.

§ IV

L'Allemagne n'a point fondé seulement des colonies hors d'Europe ; elle a juxtaposé à son territoire trois régions étrangères de langue, de race et de cœur. Confiant dans la supé-

1. Hauser. *Colonies allemandes*, p. 131.
2. Seule, la Nouvelle Guinée est administrée par une compagnie à charte.

riorité de sa « culture », l'Allemand s'étonne sincèrement de la fidélité de ces annexés à leurs anciennes patries, oublieux du temps où son propre pays était morcelé, envahi, dénié, sans souvenir de ses propres et nobles efforts pour la renaissance de sa patrie. Et cette contradiction attriste les gens de bonne foi, qui admirent le travail puissant de l'Allemagne et détestent ses brutalités oppressives.

Dans le nord de l'Empire, les vieux habitants du Schleswig sont demeurés fidèles à leur patrie danoise. Malgré les tracasseries administratives, l'instruction en langue allemande, le service militaire, les sociétés pour la « germanisation », ce coin de terre proteste contre son annexion à l'Allemagne[1]. Dans le traité de Prague, une clause, insérée à la demande de la France, assurait aux habitants des duchés le droit de statuer sur leur propre avenir; cet article n'a jamais été appliqué ; s'il l'avait été, les électeurs du Schleswig du nord eussent tous réclamé le retour au Danemark, et ce scandale ne se pouvait soulever. Pour s'opposer à la rétrocession du Schleswig septentrional, qui est purement danois, on allégua le « mélange des populations[2] ». En 1879, une convention passée avec l'Autriche abrogea simplement la disposition du traité de 1866 ; l'annexion de ce petit peuple avait été décidée par l'accord de deux monarques, elle fut confirmée par le même accord, sans souci du vœu national : ainsi faisait-on jadis des terres allemandes. Bismarck en eut quelque malaise, et, sur le tard, déclara qu'il n'avait pas voulu cette annexion ; il ne désirait garder que le port de Kiel ; les militaires avaient étendu au Schleswig entier le glacis de la forteresse maritime[3].

1. Waultrin. *Le rapprochement dano-allemand et la question du Schleswig. Annales des Sciences Politiques,* mai et juillet 1903.

2. *Discours de Bismarck,* t. II, p. 16.

3. Allocution à une députation du Schleswig-Holstein, 1er avril 1893.

A l'Est, les Polonais ne peuvent alléguer une annexion si récente et la subsistance de leur patrie originelle. Leur patriotisme n'en demeure pas moins touchant et respectable. On a été sévère pour les fautes de l'ancienne Pologne, qu'on a rendue sans indulgence responsable de sa propre fin. On a invoqué la topographie, épluché les statistiques, soupesé les chiffres : il n'en est pas moins vrai que 10 millions d'hommes parlent une même langue, vivent d'un même passé et de mêmes espérances, ont la commune patrie du cœur, et sont disloqués, méprisés, opprimés. En Autriche, un régime intelligent et libéral sait les concilier à leur nouvelle patrie. Les insurrections de 1831 et de 1862 ont manifesté les sentiments véritables de la Pologne russe. A l'est de la Prusse, l'antimonie des deux races ne perd rien de son acuité[1].

Il sembla que la guerre de 1870-1871 rallierait les Polonais allemands à l'Empire, car ils se conduisirent vaillamment sur les champs français. Le Kulturkampf vint ranimer leur animosité, car le conflit des Polonais et des Prussiens était religieux autant que national; Bismarck en a conservé une sourde colère jusqu'en ses vieux jours, et, contre le libéralisme de la division des cultes, le vieux lion a poussé des rugissements qui se sont élevés des bureaux, falsificateurs polonais, au directeur, Krätzig « un serf des Radziwill », et jusqu'à la reine Augusta, l'amie des catholiques et des étrangers[2]. Pendant les années du Kulturkampf, le sentiment national des Polonais se fortifia de toute leur haine contre l'oppression religieuse ; la fermeture des églises, l'emprisonnement ou l'exil des curés furent l'occasion d'une poussée cléricale et patriotique où les prêtres intervinrent sans trêve, et Bismarck constatait au Reichstag avec colère le rôle du

1. Edouard Bernus. *Polonais et Prussiens* (Paris, 1906).

2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 150 et suiv.

clergé polonais dans les élections, la formation en Silésie d'un parti polonais sous l'égide de la religion catholique, les tendances séparatistes de la noblesse polonaise même fixée à Berlin et affiliée à l'Empire. Et il criait aux députés polonais : « Vous ne réaliserez votre idéal que par une guerre malheureuse de l'Allemagne..., lorsque l'Empire allemand sera détruit, que la Prusse sera abattue et mise en pièces[1]. »

Longtemps, le gouvernement prussien ne combattit le polonisme que par des mesures administratives, l'envoi d'instituteurs allemands, la pression des fonctionnaires. Ces palliatifs n'eurent aucun succès, les protestations nationales s'accrurent. En janvier 1886, le discours du Trône au Landtag prussien manifesta de nouvelles intentions : « Le refoulement de l'élément allemand par les Polonais dans quelques provinces de l'Est, — y était-il écrit, — oblige le gouvernement à prendre des mesures pour assurer le maintien et le développement de la population allemande. Des projets sont en ce moment à l'étude et vous seront déposés ultérieurement. » Le parti national-libéral, qui rentrait fortifié des élections de novembre 1885, profita de cette occasion pour affirmer son patriotisme prussien et M. Achenbach proposa une résolution pour exprimer la « satisfaction » de la Chambre, et « ses bonnes dispositions » envers les projets du gouvernement[2]. Combattue par les Polonais et par Windthorst qui proposaient également le passage à l'ordre du jour, mais sur des motifs différents, cette motion trouva un défenseur inattendu dans le chef des conservateurs allemands, M. de Rauchhaupt, qui rompit ainsi bruyamment la longue alliance des conservateurs et du centre, pour renouer l'accord de la droite

1. Bismarck au Reichstag, 16 mars 1885.

2. Ces débats dans Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. VI, p. 167 et suiv.

avec le parti national-libéral. Bismarck prit ensuite la parole pour exposer la politique de la Prusse dans ses provinces orientales depuis 1815, pour critiquer avec dureté les tendances séparatistes des députés polonais, pour justifier la nécessité de mesures nouvelles.

« L'année 1815, dit-il en son début, a créé pour l'État prussien une frontière en deçà de laquelle il ne peut dans aucune circonstance reculer ; il a besoin de cette frontière pour relier ses provinces entre elles, pour relier Breslau à Kœnigsberg ; il en a besoin pour ses communications, pour son existence industrielle et commerciale, aussi bien que pour sa défense et sa sûreté. » Depuis 1815, le gouvernement lutte pour fondre dans la patrie prussienne ces nouvelles provinces ; le combat a été vif parfois, et Bismarck rappelle les batailles qu'il a engagées à la Chambre même à ce sujet en 1863. Les progrès ont été médiocres, trop de Prussiens sont devenus Polonais, « partis pour Posen avec un nom allemand, revenus avec une orthographe polonaise, Krauthofer devenus Krautowski ; Schumann transformés en Szuman ». De nouvelles mesures s'imposent. « Quand nous démolissons des maisons et des cimetières pour construire un chemin de fer ou une forteresse, quand nous exproprions tout un quartier, comme à Hambourg, pour construire un port, — pourquoi l'État ne pourrait-il exproprier pour acheter sa sûreté dans l'avenir[1]. » Après trois jours de discussions, l'ordre du jour proposé par M. Achenbach fut voté par 244 voix.

Fort de cet appui, Bismarck proposa à la Chambre prussienne le projet de loi sur la colonisation (*Ansiedlung*) des provinces orientales : le gouvernement était autorisé à acquérir dans les territoires polonais des propriétés et à y établir

1. Bismarck à la Chambre des députés prussiens, 28 janvier 1886.

des « colonies » allemandes pour fondre ou évincer l'élément autochtone ; le texte fut voté sans difficulté, et devint la loi du 26 avril 1886. Le gouvernement prussien se mit immédiatement à l'œuvre et acheta de vastes domaines, des villages entiers qu'il peupla de colons allemands. On a annoncé que ces laboureurs germaniques « submergeraient par leur seule prolificité la race indigène ». Il faut se méfier des prophéties : vingt ans ont passé sur la loi de 1886, Allemands et Polonais ont eu des enfants en nombre égal, et le « polonisme » ne paraît point reculer [1].

A l'ouest de l'Empire, l'Alsace-Lorraine constituait une troisième « colonie ». Dans les années qui suivirent l'annexion, un flot germanique envahit le « Reichsland », mais les Allemands ne trouvèrent point en Alsace-Lorraine le bonheur rêvé, et au flux succéda le reflux [2] : en décembre 1875, il n'y avait dans les provinces annexées que 37.000 Allemands. En même temps, le départ des familles alsaciennes pour la France et la « désertion » des jeunes gens qui s'engageaient dans les régiments français dépeuplaient le pays ; en dix ans, l'Alsace-Lorraine perdit cent mille âmes. Un malaise profond régna dans le commerce, l'agriculture, l'industrie de la province. Pour y remédier, un parti nouveau se constitua, ni français, ni prussien, mais *autonomiste*, demandant l'organisation du Reichsland en État individuel de l'Allemagne, avec ses institutions propres et la même indépendance que la Bavière ou le Wurtemberg. Le gouvernement impérial ne manqua point de favoriser ce mouvement avec intelligence et habileté. Un édit impérial du 29 octobre 1874, une ordon-

1. Le parti polonais avait 16 représentants au Reichstag de 1903 ; il en a 20 depuis les élections de janvier-février 1907.

2. *L'Alsace-Lorraine*, par un publiciste suisse. *Revue des Deux Mondes* du 15 mars 1878.

nance du 23 mars 1875 organisèrent une délégation des conseils généraux (Landesauschuss), appelée à délibérer à titre consultatif sur certains projets de loi intéressant l'Alsace-Lorraine. Le parti autonomiste se développa rapidement : aux élections de 1877, il réussit à envoyer cinq députés au Reichstag.

Dès leur arrivée à Berlin, les cinq « autonomistes » sollicitèrent une audience du chancelier qui s'empressa de les recevoir [1]. Ils lui exposèrent leurs revendications et Bismarck leur annonça qu'un projet de loi était en étude, qui accorderait au conseil général d'Alsace-Lorraine la législation pour les deux provinces sous le contrôle du Bundesrath, mais sans l'avis du Reichstag. Cette promesse fut rapidement réalisée, mais en partie seulement. La loi du 2 mai 1877 consacra l'institution du Landesauschuss et lui accorda le pouvoir législatif, tout en laissant subsister le droit parallèle du Reichstag allemand de légiférer sur l'Alsace-Lorraine [2]. Ce n'était qu'une autonomie très mitigée.

Cependant la crise industrielle s'aggravait en Alsace, et menaçait sérieusement l'existence même des puissantes usines du pays. Un représentant des fabricants mulhousois, M. Tachard, se rendit en novembre 1877 à Varzin pour entretenir le chancelier des dangers de cette situation et plaider la cause de son malheureux pays [3]. Les débats de la loi sur la suppléance du chancelier impérial fournit au chef des autonomistes, M. Schneegans, l'occasion de réclamer l'installation d'un suppléant du chancelier à Strasbourg; tout en déclarant « les sympathies du Reichstag et des gouvernements acquises

1. Poschinger. *Bismarck und die Parlementarier*, t. II, p. 244 et suiv.

2. Dareste. *Les Constitutions modernes*, t. II, p. 319. Reybaud. *Législation en Alsace-Lorraine*, p. 8.

3. D'après les papiers inédits de M. Tachard et un autographe inédit de Bismarck, en possession de l'auteur.

à cette aspiration des Alsaciens-Lorrains », Bismarck objecta « qu'une question de cette portée ne pouvait être accessoirement résolue » ; exposant les difficultés de cette question, il en promit une étude attentive et exprima l'espoir « que la population de ce pays s'affranchisse de plus en plus de la pression du passé et qu'elle se sente un jour satisfaite d'appartenir à l'Empire allemand [1] ». Une idée flottait en l'air, de confier au prince héritier le gouvernement de l'Alsace-Lorraine qui deviendrait « Kronprinzenland [2] ». L'empereur était hostile, Bismarck et le prince Frédéric-Guillaume favorables à ce plan. Les attentats de mai et juin 1878 en détournèrent l'attention.

Une année s'écoula sans apporter de solution à la question alsacienne, l'année du Congrès de Berlin et de la lutte contre les socialistes; on s'était contenté de nommer un suppléant du chancelier pour les affaires d'Alsace-Lorraine, en la personne de M. Herzog. En mars 1879, M. Schneegans déposa une nouvelle motion réclamant pour l'Alsace-Lorraine « un gouvernement autonome ayant sa résidence dans le pays ». Dans sa réponse, Bismarck laissa percer un certain découragement ; il n'avait plus, dit-il, « l'espérance enthousiaste conçue sous l'heureuse impression qu'il éprouvait à voir ces pays de l'Empire recouvrés par l'Allemagne » ; les manifestations hostiles des Alsaciens-Lorrains l'en avaient éloigné ; l'homme de fer était franc avec lui-même : il s'était trompé sur les sentiments véritables des « frères » d'outre-Rhin. Il exposa quel pourrait être à son sens le nouveau régime de l'Alsace, tout dominé par la question militaire, « la sûreté de l'Empire même ». Et il ajouta qu'il avait seule-

1. Bismarck au Reichstag, 8 mars 1878.
2. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 299.
3. Poschinger. *Bismarck und die Parlementarier*, t. II, p. 263.

ment attendu l'initiative des députés alsaciens pour rédiger un projet de loi sur l'organisation du Reichsland[1]. Ce projet, déposé peu après, voté facilement et sans l'intervention de Bismarck, devint la loi du 4 juillet 1879 : l'Alsace-Lorraine est administrée au nom de l'empereur par un lieutenant (Statthalter) qui réside à Strasbourg et gouverne avec le concours d'un ministre, d'un Conseil d'État et du Landesauschuss (délégation) ; le statthalter peut rendre des ordonnances sur certaines matières ; les principes constitutionnels de la loi de 1877 ne sont pas modifiés ; le pays d'Empire n'a point de représentant officiel au Bundesrath, mais son gouvernement peut y envoyer des commissaires pour défendre les intérêts de l'Alsace-Lorraine.

Le maréchal de Manteuffel fut nommé Statthalter en Alsace-Lorraine : le choix était heureux pour les habitants de cette province, car sa fermeté n'excluait point la justice ni l'humanité. Edwin de Manteuffel était une forte personnalité ; en d'autres temps, il eût joué les premiers rôles dans son pays, car il avait montré dans ses négociations à Pétersbourg et Vienne l'habileté d'un ministre diplomate, dans ses combats autour de Belfort l'énergie d'un chef d'armée, dans son séjour à Nancy une intelligente générosité ; sa fortune fut inférieure à sa valeur ; Bismarck voyait en lui un successeur éventuel et l'éloigna de Berlin en le couvrant d'éloges. Le ministre d'Alsace-Lorraine, M. Herzog, était dur, grognon, brutal ; il ne tarda point à être remplacé par un fonctionnaire moins renfrogné, M. de Hoffmann.

M. de Manteuffel gouverna la province impériale pendant six années[2]. Les Alsaciens-Lorrains n'en ont point conservé

1. Bismarck au Reichstag, 21 et 27 mars 1879.

2. Keck. *Das Leben des General-Feldmarschalls Edwin von Manteuffel* (1890). Adalberta von Puttkamer. *Die Æra Manteuffel* (1904).

un mauvais souvenir, la sévérité vient des Allemands, et un de leurs historiens résume toute la politique de Manteuffel dans cette formule lapidaire : « Faiblesses et fautes[1]. » Ce n'est pas que le maréchal épargnât les expulsions, les interdictions de sociétés françaises et les suppressions de journaux, mais il avait gant de velours, admettait le droit aux regrets, et croyait que « mieux vaut douceur que violence ». Ses compatriotes lui reprochent amèrement sa tolérance et son manque d'influence électorale ; la bourgeoisie alsacienne a le courage tranquille, narquois souvent, durable toujours; aux élections allemandes de 1881 et 1884, Bismarck s'exclama douloureusement : « Nous faisons peu de progrès en Alsace[2] » ; tous les députés furent protestataires, le parti autonomiste s'écroula. Volontiers, on eût congédié ce fâcheux administrateur; mais Manteuffel avait dans l'Empire allemand, spécialement auprès du vieux souverain, une telle situation qu'il était impossible de le renvoyer; sa mort seule mit fin à son gouvernement (17 juin 1885).

Sa succession échut au prince de Hohenlohe, ambassadeur d'Allemagne en France, et le nom seul du nouveau Statthalter indiquait un changement de régime, non point que le prince n'eût un caractère aimable et humain, mais son intelligence fine et sceptique se prêtait plus aux « inspirations » berlinoises que l'âpre indépendance de Manteuffel[3]. Le régime des Alsaciens-Lorrains fut rapidement modifié : M. Antoine, député de Metz au Reichstag, sujet allemand, fut expulsé d'Alsace ; maintenir notables négociants, souscripteurs occasionnels de la Ligue des Patriotes[4], furent emprisonnés, traduits devant

1. H. Blum. *Das deutsche Reich zur Zeit Bismarcks*, p. 643.

2. Bismarck au Reichstag, 24 janvier 1882.

3. *Gazette de Cologne*, 22 octobre 1885.

4. L'un d'eux n'était entré dans cette ligue que par amitié pour un de

la Haute Cour de Leipzig, condamnés à un ou deux ans de forteresse, expulsés à l'expiration de leur peine, quoique sujets allemands ; nul ne put pénétrer en Alsace-Lorraine sans présenter un passe-port visé à l'ambassade de Paris. Le prince de Hohenlohe déplorait ces mesures, qui étaient pour la plupart édictées à Berlin, sans que lui-même les connût à l'avance [1]. Il les prévoyait inutiles, ainsi qu'elles furent : les élections de février 1887 n'envoyèrent au Reichstag que des protestataires. Les mesures de rigueur redoublèrent, les maires élus par les conseils municipaux furent remplacés par des maires de carrière, venus d'Allemagne pour pressurer la population alsacienne, et « une muraille de Chine » s'éleva autour du pays d'Empire.

Le chancelier rêvait des mesures plus radicales encore ; la suppression des élections au Reichstag en Alsace-Lorraine, la disparition du Landesausschuss, le partage du Reichsland entre ses voisins, Prusse, Bavière et Bade [2]. L'empereur ne voulait point de telles révolutions. Bismarck se contenta d'appesantir sur l'Alsace-Lorraine un joug pesant. « On ne fait point d'omelette sans casser des œufs », répondit-il aux protestations de ses compatriotes, fixés à Strasbourg [3]. Ce régime ne s'adoucit qu'à son départ de la chancellerie.

Est-ce à dire que ce régime ne réussit point, en apparence tout au moins et d'après les chiffres du scrutin électoral ? Ce serait nier des faits : l'historien ne le peut, ne le doit. Le flot successif des générations, le cours des années, le service mili-

ses fondateurs ; les autres n'y connaissaient personne du conseil d'administration et ne faisaient point de politique.

1. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 409.

2. Mittnacht, après une conversation avec Bismarck, 18 mars 1887. *Erinnerungen an Bismarck. Neue Folge*, p. 51-52.

3. Bismarck à une délégation allemande de Strasbourg, 21 décembre 1890.

taire en Allemagne, la pression du gouvernement devenue plus douce et d'autant plus insinuante, la lente infiltration d'éléments germaniques ont pu amener dans le peuple alsacien de nouvelles pensées et de nouveaux votes. Mais si la protestation a perdu son énergie des premières heures, la conquête n'a pu donner aux pays conquis l'âme de ses conquérants. Des Vosges à la Lauter, du Jura à la Sarre, territoires ni habitants ne sont devenus allemands, ils sont restés Alsaciens, bien Alsaciens et cela signifie encore Français.

§ V

Le XIXe siècle a soulevé la question sociale. Le développement de l'industrie, l'agglomération des ouvriers dans les grandes villes, l'avènement du suffrage universel, la naissance de la démocratie ont posé des problèmes que le XXe siècle devra résoudre. Bismarck ne fut point un précurseur à ce sujet ; sa jeunesse s'encombra de souvenirs aristocratiques et féodaux, d'un certain patriarcalisme envers les laboureurs et les soldats [1], d'une ignorance complète des ouvriers, d'une horreur indicible envers le « sabbat de la Révolution ». Les journaux de 1848 le firent d'abord frémir d'indignation, puis réfléchir sur le sort des miséreux. Il se fit une philosophie sociale où l'État jouait le rôle d'un bon père de famille, distribuant avec une égale générosité les récompenses aux enfants sages et les fouettées aux mauvais. Déjà, il oppose au socialisme révolutionnaire la protection de l'État envers l'ouvrier et réclame des mesures « pour protéger par une contrainte légale l'existence de la classe des artisans [2] ». Dès son arrivée

1. Schmoller. *Zu Bismarcks Gedächtniss*, p. 29. Cf. Brodnitz, *Bismarcks Nationalœkonomische Anschauungen*, p. 115 et suiv.

2. Bismarck au Landtag prussien, 18 octobre 1849. Cf. *supra*, t. I, p. 214.

au pouvoir, en 1863, il organise une grande commission pour étudier le sort des travailleurs, le droit de coalition, les rapports du patron et de l'ouvrier. Mais, absorbé dans les combats politiques, il ne peut s'occuper que par intermittence des luttes sociales.

Au contact des hommes et des choses, il a élargi quelque peu ses idées. Il n'a pas craint de fréquenter les théoriciens du socialisme; il a fait d'un démocrate de 1848, Lothar Bucher, un de ses plus intimes collaborateurs[1]; il est entré en relations avec Lassalle, et il s'est plu à reconnaître les « rapports de bienveillance personnelle et réciproque[2] » qu'il eut avec le Président de l'Association des Ouvriers; il a suivi et apprécié les idées de Schulze Delitzsch, bien que celui-ci fût un de ses plus fougueux adversaires. Et, surtout, il s'est pénétré de la nécessité de concilier au nouvel Empire la grande masse des travailleurs. Ce n'est point là pour lui une question de sentiment, mais un devoir politique, un besoin administratif aussi, car les ouvriers agricoles et industriels ont la majorité dans le pays, et nul ne peut gouverner sans leur suffrage. L'État leur doit protection, de même qu'il protège les propriétaires fonciers et les industriels par l'élévation des droits de douanes, — le commerce par le développement des voies de communication, des ports et des compagnies de navigation, — les colonies allemandes par une diplomatie appuyée de corvettes. Ainsi la politique sociale de Bismarck procède des mêmes pensées que la politique financière et économique, et de celle-ci avant toutes : la grandeur de l'Empire allemand.

Lentement s'est formé dans son esprit un plan de réformes sociales pour l'exécution duquel il demande quelques années; ce plan comporte « trois façons d'améliorer le sort des ouvriers » :

1. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 160.
2. Bismarck au Reichstag, 17 septembre 1878.

relever le taux des salaires en combattant la concurrence étrangère; — améliorer le système d'impôts en supprimant les impôts directs, en les remplaçant par des taxes indirectes « qui retombent sur le patron, et finalement du patron sur le consommateur, » — adopter par voie législative des mesures d'assistance directe, non sur la durée du travail et le taux des salaires, mais sur les secours aux pauvres, les assurances et les retraites des ouvriers. « Tant, ajoute-t-il, que l'État ne s'occupe pas de prévenir la détresse de l'ouvrier, tant que celui-ci n'a pas confiance en cette sollicitude de l'État, on le verra accourir au marchand d'orviétan socialiste, au débitant de paroles, et, sans y réfléchir autrement, se laisser promettre par ce docteur-miracle des choses qui ne se réaliseront pas [1]. »

Dans l'exécution de son plan, en effet, Bismarck s'est heurté au parti de la démocratie socialiste, qui s'insurge contre l'autorité au nom de la liberté, et juge que le peuple doit être le maître de son propre bonheur. Le chancelier de fer pressent là un danger pour l'omnipotence de l'État, de l'empereur-roi, et il déteste les démocrates de toute sa force de haine, qui est immense. Il n'est brocards ni railleries dont il ne couvre ces sans-patrie, suppôts de l'étranger, ces prédicateurs du néant, ces tyrans impitoyables, ces imposteurs, gens qui prennent plaisir à égarer le peuple. « Ils sont, s'écrie-t-il, comme le prophète voilé de Thomas Moore, qui se cachait soigneusement le visage, parce qu'aussitôt que le voile se soulevait un peu, sa figure apparaissait aux gens dans toute son horrible laideur. Si nos classes laborieuses voyaient le visage de Mokana, elles reculeraient d'horreur, elles apercevraient une face de cadavre [2] ». Et, dans son ardeur à poursuivre ces infâmes, il oublie d'abord de protéger les classes labo-

1. Bismarck au Reichstag, 20 mars 1884.
2. Bismarck au Reichstag, 9 octobre 1878.

rieuses : les fouettées aux mauvais garnements ont précédé les récompenses aux enfants sages.

L'attentat Nobiling, en 1878, fournit au chancelier l'occasion d'obtenir du Reichstag une législation de rigueurs contre les socialistes, et il l'appliqua sans douceur. Le parti démocratique n'avait point désarmé ; il avait transporté à Zurich son siège central et son journal, mais il avait conservé son organisation en Allemagne. A deux reprises, en 1881 et en 1884, Bismarck obtint la prolongation de la loi sur les menées socialistes : mais, malgré la vigueur du nouveau ministre de l'Intérieur, le parti socialiste grossissait en avalanche.

« Il ne suffit pas de tailler, il faut recoudre. » Il ne suffisait pas à Bismarck de frapper les socialistes, il voulait combattre leur influence par des mesures de protection sociale. Ses premiers essais datent de 1880. Après un été de réflexion à Kissingen et à Friedrichsruh, il est résolu à s'attaquer à ce redoutable problème ; il agira en personne, et, en septembre 1880, il prend le portefeuille du Commerce, où se traitent les questions ouvrières. Une ordonnance du 17 novembre 1880 organise un « Conseil économique prussien », où la classe ouvrière a une part importante, — 15 membres sur 75, — et, dans la première séance, Bismarck dresse le plan des travaux du Conseil. « Vous êtes, dit-il aux délégués, chargés de découvrir les changements et les additions qui, dans la suite des temps, se montrent utiles et nécessaires aux institutions actuelles, d'après l'expérience pratique [1]. » Deux projets de loi sont immédiatement soumis au Conseil, l'un sur l'assurance des ouvriers contre les accidents, l'autre sur la réorganisation des corporations. Ils ont été préparés sous son

1. Bismarck au Volkswirthschaftsrath, 27 janvier 1881. Poschinger. *Bismarck als Volkswirth*, t. II, p. 11.

impulsion personnelle dans les bureaux du ministère du Commerce dont il vient de prendre la direction, et l'on doit souligner fortement cette double date, l'arrivée de Bismarck au ministère des questions sociales, le début de la codification ouvrière.

Le conseil économique, puis le Bundesrath, avaient adopté le projet de loi sur les assurances ouvrières [1], qui fut déposé au Reichstag dans le courant de mars 1881. D'après le texte du gouvernement, « tous les ouvriers occupés dans les mines salines, chantiers, travaux de construction, fabriques et fonderies, ainsi que les employés de ces exploitations, dont le salaire ou traitement annuel ne dépasse pas 2 000 marks » devaient être assurés contre les accidents du travail, à une caisse d'assurances d'Empire dont le siège était à Berlin ; la prime d'assurance était payée, les deux tiers par l'entrepreneur, le reste par les assurés s'ils touchaient un salaire annuel dépassant 750 marks, par l'Empire pour les autres ; l'indemnité consistait en une rente à l'assuré ou aux personnes à sa charge.

Ce projet, dont on ne peut méconnaître la libérale largeur, soulevait de nombreuses critiques au Reichstag ; il est inutile, disait-on, car déjà la législation consacre le principe de la responsabilité du patron en cas d'accidents ; il est dangereux pour les finances de l'Empire, qu'il engage sans limites et dans des intérêts particuliers ; il est de tendance socialiste, d'ailleurs, car il amène l'État à intervenir dans les relations entre patrons et ouvriers, à gérer les fonds d'assurances, à y verser des deniers nationaux en faveur de certaines catégories de « gagne-petit » ; il est de régime autori-

1. Le projet de loi sur la réorganisation des corporations suivit une procédure analogue et fut voté par le Reichstag après une assez longue discussion à laquelle Bismarck ne prit point part.

taire, enfin, car il consacre une « contrainte à l'assurance », qui heurte la liberté individuelle[1]. Bismarck connaissait ces critiques ; il prit la parole au Reichstag le 2 avril 1881 pour les réfuter. Son discours, fort long, très curieux, un peu touffu, est une vigoureuse défense du droit de l'État d'intervenir dans les questions d'assurance et d'assistance. « Que l'on appelle *socialisme* ou non cette tendance de gouvernement, peu m'importe... Le gouvernement ne peut résoudre la question (ouvrière) en imitant l'autruche qui se cache la tête pour ne pas voir le danger... Que reprocher au gouvernement quand il se propose d'assurer dans l'avenir à l'ouvrier victime d'un accident un traitement meilleur, d'empêcher que le malheureux n'offre à ses compagnons encore sains et saufs l'exemple d'un vieillard mourant de faim à la longue ? » La loi actuelle est insuffisante pour empêcher de tels maux. Le budget de l'Empire peut supporter les frais de la réforme, moins élevés qu'on ne les suppose. « Un État qui veut faire du christianisme pratique ne peut refuser un tel secours aux indigents[2]. »

C'était de la bonne politique ; le Reichstag n'était pas mûr pour la comprendre ; il apporta à la loi une série d'amendements, tous destinés à amoindrir les droits et la responsabilité de l'État ; le projet de loi en fut si bouleversé, que Bismarck demanda au Reichstag de le rejeter entièrement ; le Conseil fédéral fit ainsi le 25 juin 1881.

Cependant l'ensemble des réformes financières, économiques et sociales de Bismarck avait soulevé dans le pays une inquiétude qui se manifesta aux élections pour le Reichstag, en octobre 1881. Les électeurs allèrent tout aux extrêmes : les partis libéraux et conservateurs modérés s'effondrèrent, les

1. MM. Bamberger et Richter au Reichstag, 1er et 2 avril 1881.
2. Bismarck au Reichstag, 2 avril 1881. *Discours*, t. IX, p. 289 et suiv.

socialistes perdirent le quart de leurs électeurs, mais le centre, les réactionnaires, les Polonais, les Alsaciens et les progressistes accrurent leurs forces. Bismarck n'en fut point surpris, ni amené à résipiscence. « Si la majorité n'accepte pas mes plans économiques et financiers, disait-il, ceux-ci en seront ajournés. Ce sont là des choses qu'on ne peut obtenir en un tour de main. Il m'est égal qu'elles soient adoptées de mon vivant ou après. Mais c'est mon devoir de proposer ce que je tiens pour nécessaire [1]. » Et il se consola de son échec par la défaite des socialistes, due, à son sens, à la loi sur leurs menées [2].

Il était certain qu'une telle composition du Reichstag rendait difficile le vote prochain des réformes sociales qu'espérait le chancelier ; mais le morcellement même de l'Assemblée lui permettait de la dominer par voie de transaction ; « il n'y a aucun parti assez fort pour prendre en main le pouvoir », disait-il lui-même [3] ; il essaya de gouverner en louvoyant, il n'y réussit complètement qu'à la fin de la session.

Dès la séance d'ouverture, le 17 novembre 1881, le discours du trône annonça un nouveau dépôt de la loi sur les assurances ouvrières et la rédaction d'un projet destiné « à obtenir une organisation uniforme des caisses industrielles pour le secours des ouvriers malades » ; on espérait réaliser ensuite l'assistance pour « les travailleurs que l'âge ou l'invalidité rendent incapables de gagner leur vie. » C'était là un beau programme : le monopole du tabac devait payer les dépenses nécessaires pour le réaliser. Mais trois échecs successifs manifestèrent l'hostilité du Reichstag : l'Assemblée impériale refusa les crédits nécessaires pour transformer le conseil éco-

1. Prince Clovis de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 318.
2. Bismarck au Reichstag, 28 novembre 1881.
3. Bismarck au Reichstag, 12 juin 1882.

nomique de Prusse en conseil allemand, bien que Bismarck eût insisté fortement sur l'absence actuelle d'enquêtes spéciales, le besoin d'informations techniques, l'incontestable utilité d'un bureau économique [1]. Le monopole sur le tabac, base financière des réformes sociales, fut repoussé au mois de juin 1882 [2]. Enfin le nouveau projet de loi sur les assurances ouvrières, vaillamment défendu en l'absence de Bismarck par son meilleur lieutenant, M. de Bœtticher [3], se heurta à un tel mauvais vouloir des députés que le gouvernement dut clore la session de 1883 avant une solution définitive.

Bismarck tenta une autre réforme en faveur des ouvriers, et grâce à l'habileté du commissaire impérial, le conseiller Lohmann, il parvint à organiser l'assistance pour les travailleurs malades ; les travaux de commission furent fort longs, mais très serrés, et le Reichstag put voter en moins de six semaines cette loi excellente [4]. Les ouvriers des usines, carrières, établissements métallurgiques, usines faisant usage de machines à vapeur et à eau, toutes industries à poste fixe, ainsi que les employés à faible salaire de ces établissements sont assurés obligatoirement contre la maladie à des caisses locales ; ils doivent verser des cotisations variant de un à trois pour cent de leurs salaires, et leurs patrons fournissent une cotisation complémentaire égale à la moitié de celle que fournit l'ouvrier. Les caisses d'assurance fonctionnent comme des sociétés de secours mutuels, et l'ouvrier peut se libérer de l'obligation de l'assurance s'il fait partie d'une société libre lui donnant des secours égaux à ceux des caisses officielles.

1. Bismarck au Reichstag, 1er décembre 1881.

2. *Supra*, t. III, p. 471.

3. Bismarck rendait « sans jalousie » ce témoignage à M. de Bœtticher qu'il était l'auteur véritable des lois sociales. Bismarck au Reichstag, 29 mars 1889.

4. Bismarck ne prit point part à ces débats.

Ces mesures assurent aux ouvriers malades les soins médicaux, les médicaments et les subsides en argent que nécessite leur état [1].

Encouragé par ce résultat, Bismarck déposa une troisième fois au Reichstag le projet de loi sur les assurances contre les accidents des ouvriers. Le texte en avait été remanié dans le sens désiré par les députés, pour amoindrir le rôle de l'État. Sa participation financière est désormais écartée, la prime d'assurance reste entièrement à la charge des entrepreneurs et patrons ; les assurances ne sont plus centralisées dans un office spécial de l'Empire, mais réalisées par des associations corporatives, qui s'administrent et fixent elles-mêmes les taxes sous le contrôle de l'État. Même amendée en ce sens, la loi soulevait de vives critiques et Bismarck y répondit longuement le 15 mars 1884, en revendiquant pour l'État « le devoir de prendre soin des citoyens qui sont dans le dénûment... Toute loi d'assistance est du socialisme ». Après de longs débats, le projet fut accepté à une forte majorité où manquaient les socialistes et les démocrates et devint la loi du 6 juillet 1884 [2].

La loi du 22 juin 1889 sur les secours aux vieillards et invalides du travail vint compléter cet ensemble de réformes sociales [3]. Il n'était point complet ; il n'était point tel que Bismarck l'avait rêvé, et lui-même en avait écarté des mesures indispensables sur la durée, l'hygiène et la surveillance du travail. Mais tel qu'il est, on n'en peut méconnaître la grandeur. Les institutions et les associations se sont multipliées pour protéger les ouvriers contre la vieillesse ou la maladie,

1. Loi du 15 juin 1883. Traduction dans l'*Annuaire de Législation étrangère*, 1884, p. 112 et suiv., avec une notice de M. Esmein.

2. Elle a été étendue par des lois de 1885, 1886 et 1887 à des corps de travailleurs qu'elle ne prévoyait point à l'origine.

3. *Infra*, p. 562 et suiv.

l'accident ou la mort : désormais, le travailleur trouve dans la loi même une garantie contre les jours de peine et de misère.

Les socialistes allemands ne s'étaient point associés à cette législation tirée de leur programme [1]. Bismarck les en avait exclus, il voulait du socialisme d'État et non de volonté populaire. Au moment même où il obtenait du Reichstag le vote de la loi sur les accidents du travail, il lui demandait la prolongation de la loi contre les socialistes et quatre fois il prenait la parole pour revendiquer le droit exclusif de l'État d'assurer le bonheur des citoyens. « Donnez à l'ouvrier le droit au travail, tant qu'il est valide, disait-il, assurez-lui des soins quand il est malade, assurez-lui l'assistance quand il est vieux. Ces messieurs (les démocrates) enfleront vainement leurs pipeaux, sitôt que l'ouvrier verra que le gouvernement et les corps législatifs prennent sérieusement soin de son bien-être [2].

Pendant ces dix années de débats et de luttes, Bismarck ne s'était jamais appuyé sur une majorité ferme et fidèle. Il avait successivement gouverné avec la gauche et la droite, revenant de l'une à l'autre suivant les besoins du jour. Les deux Assemblées, Reichstag et Landtag, n'avaient, d'ailleurs, jamais contenu de majorité homogène : les vieux conservateurs, représentants attardés de l'exclusivisme prussien ; les nouveaux conservateurs, députés de l'impérialisme agrarien ; les « partisans de l'Empire », libéraux repentants et d'âme soumise ; les députés du centre, conduits par le plus habile

1. Il est à noter que M. Andler, fort sympathique aux démocrates allemands, s'étonne de leur « aigreur » envers les réformes. *Le Prince de Bismarck*, p. 264.

2. Bismarck au Reichstag, 9 mai 1884.

tacticien du Parlement, Windthorst; les nationaux-libéraux, disparus en 1881 et reparus en 1887; les progressistes dirigés par M. Richter, la bête noire du grand homme; les socialistes, à leur tête Bebel, suppôt de Satan; les sauvages même, farouches d'indépendance; tous avaient eu des fortunes diverses aux élections; aucun n'avait eu la majorité aux Chambres. Bismarck le préférait ainsi; il n'avait point à compter avec une de ces majorités dont un homme d'État disait : « Je la conduis en la suivant. » Il formait lui-même sa majorité par groupements, et la modifiait au gré de ses desseins.

Homme d'autorité, il avait un mépris profond des parlementaires et du parlementarisme; il ne manquait aucune occasion d'exprimer son horreur sans déguisement, avec brutalité. Il ne tarissait pas en railleries sur les parlementaires de profession, « qui appartiennent à ceux dont l'Écriture a dit : ils ne sèment point, ne tissent point et ne filent point, — et pourtant sont vêtus[1]. « Si la Chambre des représentants à Washington rendait hommage à l'un de ces « inutiles », Lasker, mort en Amérique, et envoyait à Berlin copie de sa résolution, il retournait dédaigneusement cette pièce comme un témoignage rendu à « l'action dissolvante » d'un adversaire qui « lui avait rendu la vie amère[2] ». Il demandait, en vain naturellement, au Reichstag de siéger tous les deux ans[3]. Et il rappelait aux députés que la force en Allemagne, — « ce qui tient à fer et à clou », — ce n'est point le Parlement, mais la monarchie[4].

Les parlementaires lui rendaient coups pour coups : ils épluchaient les comptes de la chancellerie impériale, — « poli-

1. Bismarck au Reichstag, 8 mai 1879.
2. Bismarck au Reichstag, 24 mars 1884.
3. Bismarck au Reichstag, 5 mai 1881.
4. Bismarck au Reichstag, 24 janvier 1882.

tique de coups d'épingle », disaient avec indignation les admirateurs du prince, — et s'amusaient à interrompre ses discours par des rires qui mettaient Bismarck hors de lui [1]. Le grand homme se disait las, annonçait sa retraite, criait à ses adversaires : « Je prendrai congé de vous avec plaisir et sans retour [2] », écrivait à ses amis qu'il n'en pouvait plus [3]. Et il restait, ne pouvant confier *son* œuvre à d'autres que lui-même et se consolant, narquois : « Un brave cheval meurt sous le harnais [4]. »

1. Bismarck au Reichstag, 9 mai 1884.

2. Bismarck au Reichstag, 24 janvier 1882.

3. Bismarck au comte Stolberg, 20 septembre 1880. *Bismarck Jahrbuch*, t. IV, p. 232.

4. Bismarck au Reichstag, 4 février 1881.

CHAPITRE XIV

DIX ANNÉES DE POLITIQUE EXTÉRIEURE

(1879-1888)

I. La triple alliance. — Le cauchemar des coalitions. Pleine liberté d'action de Bismarck ; son isolement et sa réserve : séjours à la campagne. La carte de l'Europe : l'Angleterre et les difficultés coloniales ; la fraternité autrichienne. — Tension des relations avec la Russie. — La France et sa politique coloniale. — L'Italie : la question de Tunis et les avances du Quirinal. Les négociations austro-italo-allemandes. Le traité du 20 mai 1882. Sa publication.

§ II. Le traité de réassurance. — Regards de Bismarck vers la Russie ; la question polonaise. Négociations des trois cours impériales. Le traité du 21 mars 1884 : sa portée. L'entrevue de Skierniewice. — L'arbitre de la diplomatie mondiale. Les ambitions d'un Japonais. — L'Angleterre, la France et leurs colonies ; la conférence du Congo. — La question d'Orient et les petits Etats balkaniques. — La Bulgarie : amour et politique. — Le groupement des puissances autour de l'Allemagne.

§ III. France et Allemagne. — Chute de Jules Ferry : le boulangisme. — Le septennat de 1887 : projet d'augmentation de l'effectif ; opposition du Reichstag. Les débats de janvier 1887 : discours de Bismarck. Rejet du Reichstag. La dissolution : les manœuvres électorales, la réconciliation avec le Vatican. Les élections et le succès du gouvernement. Vote du septennat. — L'incident Schnœbelé : sa nature et sa fin.

§ IV. Diplomate habile, parlementaire violent. — Les prétentions de l'Italie et le désastre de Dogali. Renouvellement de la Triplice ; les avenants. Crispi à Friedrichsruh. — L'Angleterre et la Triple Alliance. — L'indépendance de la Russie lors de la crise de 1887. Souple action de Bismarck. Renouvellement du contrat de réassurance. — Projet de loi sur les cadres de la landwehr et émotion de la presse russe. Publication du traité de 1879 et violent discours de Bismarck : une faute.

§ I

Une pensée domina la politique étrangère de Bismarck pendant les dernières années de son ministère, c'est qu'une coalition pouvait se former contre l'Allemagne et compromettre son œuvre, l'unité allemande. Il le disait dans l'intimité[1], il l'écrivait jusqu'en son plus vieil âge[2], il avait le « cauchemar des coalitions », plus spécialement d'une alliance qui permît à la France de reprendre l'Alsace-Lorraine. Tout son effort tendit donc à isoler la France et à unir l'Allemagne aux autres puissances européennes par des liens assez forts pour les empêcher de s'unir entre elles contre l'Allemagne. Jusqu'à sa chute, il conduisit cette politique avec ténacité et souplesse ; son caractère violent l'emporta dans ses dernières années à des actes et des paroles qu'il aurait évités dans son temps de pleine possession de lui-même ; mais, en 1890, l'Europe était encore liée par sa puissante machination.

Il agit à sa guise ; le conflit de 1879, sur les relations avec l'Autriche et la Russie[3], fut le dernier qu'il eut avec Guillaume[4] ; désormais le vieil empereur se repose sur le guide dont il a si souvent expérimenté la force et la sûreté, et ratifie en toute confiance les actes qui consolident son splendide pouvoir. Il agit sans conseils ; nul homme ne peut se vanter d'être l'Éminence grise de cet autoritaire. Lothar Bucher, qui, l'approche de près, reste toujours sur une sage réserve. Bülow, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, dont il écoutait les indications, est mort à la tâche en 1879, sincère-

1. Busch. *Tagebuchblätter*, t. III, 6 octobre 1879.
2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 275.
3. *Supra*, t. III, p. 450 et suiv.
4. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 409.

ment regretté par son chef[1]. Le prince de Hohenlohe, qui le remplace pendant quelques mois, a l'estime de Bismarck, non son intimité : ce sont deux tempéraments, deux âmes incompatibles. Hatzfeldt, qui prend ensuite l'Office, est sans autorité. Le chancelier parle avec colère des princes, qui ne lui sont point assez reconnaissants[2]. Un jeune homme seul a sa confiance, son fils Herbert, formé aux affaires par des missions en Angleterre et en Russie, devenu conseiller intime, Excellence, et, dans la pensée secrète de son père, coadjuteur avec succession future[3]. Bismarck agit dans la solitude de Varzin ou de Friedrichsruh ; ambassadeurs ou ministres y viennent pour deux jours, repartent avec ses vieux récits ou ses confidences voulues, jamais avec son intime pensée, qui reste impénétrable. De cette solitude, il a fait un système de gouvernement. « Je serai moins envahi par les diplomates étrangers, écrit-il un jour de départ à son vieux maître ; j'augmenterai la distance entre moi et ces messieurs, qui cherchent à me voir sans nécessité absolue. » Ses séjours à Berlin, pour les sessions législatives, étaient si pleins de séances aux Chambres, de discours retentissants, de conciliabules avec les groupes, de réceptions officielles et d'agapes parlementaires, qu'il lui était facile d'éluder les visites déplaisantes et les explications difficiles. Ses cures à Gastein ou à Kissingen tantôt lui facilitaient des conférences prétextées par une rencontre aux bains et tantôt lui permettaient d'avancer l'excuse de « congé pour raisons de santé ». Il fut, dans son temps, l'homme le plus entouré, le plus visité, le plus sollicité, le plus pressé ; de sa naissance à sa mort, il vécut solitaire.

1. Bismarck au comte de Saint-Vallier, 20 novembre 1879. *Bismarck Jahrbuch*, t. IV, p. 236. Bismarck au Reichstag, 15 décembre 1884.

2. Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst. *Denkwürdigkeiten*, t. II p. 296.

3. Busch. *Tagebuchblätter*, t. III, 24 février 1890.

Il considérait à toute heure la carte de l'Europe.

L'Angleterre vivait dans un « splendide isolement », absorbée par le développement de ses colonies; il fallait la ménager, profiter de ses difficultés avec la France en Égypte, considérer « paisiblement le choc des locomotives anglaises et françaises[1] »; et, si les voies britanniques et allemandes risquaient aussi de se heurter en Afrique, si John Bull « s'étonnait de voir les rats de terre du cousin aller, eux aussi, sur mer[2] », il était nécessaire d'user de quelques ménagements envers ce puissant voisin, de lui promettre amitié, même si ses notes diplomatiques prenaient « un ton plus tranchant et moins amical[3] », et de proclamer que les rivalités de commerce n'étouffent point une vieille affection de famille.

Les relations avec l'Autriche avaient pris depuis 1879 un caractère fraternel : le successeur d'Andrassy, baron Haymerlé, avait gardé encore quelque indépendance envers l'Allemagne; à sa mort, le comte Kalnoky développa jusqu'à l'intimité le pacte de 1879; et si quelque fâcheux, tel que M. de Beust, se souvenait de Sadowa, le chancelier l'écartait avec une âpreté si farouche et si contagieuse que même le *Reichshund*, Tyras, montrait les dents. « J'ai rencontré M. de Bismarck et son chien, racontait spirituellement le comte de Beust; l'animal m'a tourné le dos[4]. » Désormais les deux Empires sont liés d'un lien qui se resserre chaque année et dont l'avenir est un mystère; de 1880 à 1890, l'Autriche est un satellite de l'Allemagne.

La Russie, au contraire, s'est détachée d'un accord qui a

1. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 329.
2. Bismarck au Reichstag, 10 janvier 1885.
3. Bismarck au Reichstag, 2 mars 1885.
4. Comte de Beust. *Mémoires*, t. II, p. 577.

duré quinze ans, et qui a profité surtout à l'Allemagne. L'alliance des trois Empereurs existe encore, sur le papier tout au moins, et n'aura sa fin qu'en 1887[1]. Mais, depuis le Congrès de Berlin, elle a perdu toute force, car la confiance n'est plus : les Russes se sont déclarés trahis par l'ami infidèle; un nouveau parti est né, qui dénonce l'ingratitude de l'Allemagne, recherche de nouvelles amitiés, et s'accroît sans cesse à la cour, dans les cercles politiques et militaires[2]. Le tzar Alexandre II est mort le 13 mars 1881, victime des nihilistes; son fils n'a point avec la cour de Berlin les mêmes relations de confiance; ses amitiés sont à Copenhague; ses aspirations vont vers l'Occident. Le vieux Gortschakoff, successivement protecteur et adversaire de Bismarck, est en retraite; si son successeur, M. de Giers, paraît » du côté de l'Allemagne[3] », Ignatieff, au Conseil de l'Empire, Skobeleff, dans l'armée, sont nettement hostiles. Tout est prétexte à ressentiments entre les deux pays, les combats de douanes, les fortifications en Pologne, les concentrations de troupes russes sur la frontière[4]. Désormais les relations sont nerveuses entre les deux cours, affectueuses un jour, médiocres le lendemain. Bismarck, d'ailleurs, a devancé la rupture de l'ancienne alliance; il avait à choisir entre la Russie et l'Autriche; par le traité de 1879, il a préféré Vienne[5]; Pétersbourg s'est tourné vers Paris.

Vers 1880, la France sortait lentement de ses travaux de

1. Important article des *Hamburger Nachrichten*, directement inspiré, sinon dicté par Bismarck, 16 janvier 1897. *Bismarck Jahrbuch*, t. V, p. 262.

2. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck. Neue Folge*, p. 32.

3. L'empereur Guillaume à Bismarck, 9 mars 1884. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*. p. 324.

4. Bismarck à l'empereur Guillaume, 15 décembre 1882. Le roi Louis II de Bavière à Bismarck, 2 septembre 1883.

5. Pfister. *Das deutsche Vaterland im XIX ten Jahrhundert*, p. 605. Klein-Hattingen, *Bismarck und seine Welt*, t. II. p. 528.

réorganisation; un grand ministre, Jules Ferry, comprit qu'il lui fallait de nouveaux travaux et de nouvelles gloires; sans perdre de vue « la ligne bleue des Vosges », il engagea son pays dans la politique coloniale; sa patrie l'appellera glorieusement le « Tunisien » et le « Tonkinois ». Bismarck ne manqua point de favoriser des entreprises qui absorbaient la France dans de lointaines expéditions et la détournaient de la frontière alsacienne. Dès le Congrès de Berlin, il encourage ses visées sur Tunis. En novembre 1880, le comte de Saint-Vallier se rend à Friedrichsruh pour préparer confidentiellement la campagne de Tunisie[1]; le traité du Bardo plaît au chancelier, et doublement, car il absorbe la France au loin et va brouiller l'Italie avec sa voisine[2]. Il espère que la France annexera le Maroc, « nous ne pouvons que nous en réjouir », disait-il[3]. Et l'expédition du Tonkin lui semble très convenable. A cette époque, 1884, les relations sont meilleures avec la France qu'elles n'ont été depuis 1870; dans toutes les questions coloniales, Bismarck prête son appui au cabinet de Paris; il proclame hautement à la tribune du Reichstag « la pleine confiance des deux gouvernements dans la loyauté et la sincérité de leurs relations mutuelles[4] »; des négociations très secrètes sont engagées pour une entente politique : « Ce ne sera pas encore un traité d'alliance, mais en tous cas un grand rapprochement », écrit le plus fin des diplomates allemands[5].

Néanmoins les cœurs français restaient hostiles à l'Allemagne et n'abandonnaient rien de leurs espérances. Bismarck

1. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 307.
2. Busch. *Tagebuchblätter*, 3 mai 1881.
3. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 291.
4. Bismarck au Reichstag, 26 juin 1884.
5. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 351.

prévoyait un rapprochement des gouvernements de Paris et de Pétersbourg, qui menacerait l'Allemagne. L'alliance avec l'Autriche n'était plus suffisante pour garantir l'Empire germanique ; il devenait nécessaire d'y joindre une troisième puissance : l'Italie s'offrit.

Lentement, la cour de Rome s'était rapprochée de l'Allemagne : les voyages de Victor-Emmanuel à Berlin en 1872, de Guillaume à Rome en 1875, marquèrent les premières étapes de cette évolution. En 1878, le roi Humbert arrivait au pouvoir avec des idées nouvelles, trop jeune pour avoir vécu la guerre de 1859, admirateur de la grandeur et de la culture allemandes ; en août 1879, Cairoli venait à Gastein pour sonder le chancelier impérial ; mais Bismarck se méfiait de l'amitié italienne, parlait avec un souverain mépris de « ces corbeaux qui se nourrissent de charognes et attendent autour des champs de bataille qu'on leur laisse quelque chose à manger[1] ».

Cependant les réformes, les vaillants efforts de l'Italie en faisaient une puissance digne d'intérêt, et, en 1881, l'affaire de Tunisie la séparait de la France : dès le Congrès de Berlin, les diplomates italiens avaient été avisés « de l'existence de certains accords secrets et intimes au sujet de la Tunisie [2] » ; le traité du Bardo surprit et indigna le peuple italien, qui considérait Tunis comme une dépendance naturelle de la Sicile; les regrettables incidents de Marseille déterminèrent la brouille définitive ; dès lors commencèrent, dans les rapports des deux sœurs latines, les « années troubles [3] » ; les hommes d'État de Rome se tournèrent résolument vers l'Alle-

1. Busch. *Tagebuchblätter*, 20 mars 1880.

2. M. Mancini, ministre des Affaires étrangères, au Sénat italien, 11 avril 1883.

3. Billot. *La France et l'Italie. Histoire des années troubles*, 1881-1899 (2 vol., 1905).

magne « pour offrir leur alliance à ceux qui la désiraient [1] ». A la fin de 1881, les ambassadeurs d'Italie en Allemagne et en Autriche faisaient discrètement connaître aux deux gouvernements impériaux que l'Italie s'engagerait volontiers avec eux dans un pacte d'alliance défensive pour la garantie des territoires respectifs.

Bismarck ne repoussa point cette initiative; de nombreuses raisons le déterminaient à accepter les offres italiennes : désormais, l'Autriche ne serait plus menacée au Sud et pourrait consacrer toutes ses forces à la cause commune ; la France risquerait d'être harcelée sur les Alpes en même temps que sur les Vosges; la nouvelle alliance écarterait l'Italie de l'influence française ; l'union éventuelle de la République et du tzar serait conjurée par avance [2]. Les négociations s'entamèrent donc à Vienne, en février 1882, entre le comte Kalnoky, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, et les représentants de l'Italie et de l'Allemagne, le prince Reuss et le comte Robilant.

Le 20 mai 1882, les trois plénipotentiaires signaient à Vienne le traité qui liait leurs pays pour cinq années; le texte n'en a point été publié, mais, des déclarations faites plus tard aux Parlements des trois pays, on peut induire qu'il a un caractère purement défensif, « un but absolument inoffensif et pacifique », disait un des contractants [3]; il institue une garantie territoriale, chacun des signataires s'engageant à se joindre à la défense de celui de ses alliés qui serait l'objet

1. M. Mancini à la Chambre des députés, 13 mars 1883. Cf. les nombreuses citations de M. Charmes. Chronique de la *Revue des Deux Mondes* du 15 novembre 1897.

2. Voyez les articles des *Leipziger Neueste Nachrichten*, d'octobre 1897, inspirés peut-être par Bismarck.

3. M. Mancini à la Chambre des députés italienne, 13 mars 1883. Cf. M. Tisza à la Chambre des députés hongroise, mars et avril 1883.

d'une agression étrangère. On l'a justement remarqué : pour mesurer la portée de cette alliance, il suffit de se reporter au traité d'alliance passé le 7 octobre 1879 entre l'Allemagne et l'Autriche, et qui a servi de base à la ligue nouvelle[1] : la Triplice de 1882 n'est que le prolongement de la Duplice de 1879.

Il n'y avait point à s'y méprendre, la Triple Alliance était formée contre la France : la Sainte Hermandad était constituée pour protéger l'Europe contre les turbulences de la jeune République, et les commentaires qui accompagnèrent sa publication ne laissèrent point ignorer aux Français que de bons gendarmes surveillaient les mauvais garnements. La Triplice devait rester secrète, elle ne le demeura que quelques mois : à Vienne et à Rome, des hommes d'État l'annoncèrent, les uns avec une discrétion diplomatique, les autres avec une joie épanouie. Les journaux des trois pays donnèrent de ces discours des gloses sans tact ni douceur. Les Français s'en émurent. « Nous ne pouvons douter de notre isolement, écrivait le plus modéré et le plus académique, et nous aurions tort de nous y résigner[2]. » Et la nécessité s'imposait d'une alliance en contrepoids, avec un peuple d'Orient qui la désirait manifestement.

§ II

La signature de la Triple Alliance garantissait l'Empire allemand contre une agression de la France ; mais elle n'isolait point celle-ci suffisamment au gré de Bismarck, car elle ne s'opposait pas à une coalition franco-russe, elle la facilitait même en manifestant à Pétersbourg la rupture de l'ancienne

1. Billot. *La France et l'Italie*, t. I, p. 35.
2. Valbert. *La Triple Alliance. Revue des Deux Mondes* du 1er mai 1883.

alliance des trois Empereurs, en rapprochant le gouvernement du tzar et la République française dans un péril commun. Les relations de l'Allemagne et de la Russie n'étaient devenues ni meilleures, ni pires; les armements avaient continué en Pologne, et les plaintes dans la presse allemande. Entre l'Autriche et la Russie, les rapports étaient plus difficiles encore, compliqués par de nombreux incidents dans la péninsule des Balkans, où les deux puissances se disputaient la suprématie. Ainsi le cours naturel des événements semblait dissocier le groupe des Empereurs, mettre la Russie en opposition de l'Allemagne et de l'Autriche : Bismarck parvint une fois encore à éviter cette rupture.

Dès l'été de 1883, une année à peine après avoir conclu la Triplice du centre, Bismarck rêvait de renouer la Triplice de l'Orient. Devant le prince de Hohenlohe, il constatait l'amélioration passagère de ses relations avec les diplomates russes, il indiquait les agitations de la Pologne comme un danger commun aux trois gouvernements dont dépendait l'ancien royaume, il relevait la nécessité de mesures communes contre les révolutionnaires. « Nous reviendrions ainsi à l'alliance des trois Empereurs », ajoutait-il [1]. Il était déterminé par d'autres considérations encore, mais si secrètes, qu'il ne les publia qu'après sa mort. Il avait volontairement recherché l'alliance avec l'Autriche; il la croyait solide et durable; mais sceptique par expérience personnelle, il n'était sûr, ni de la solidité, ni de la durée du pacte fraternel. « Il n'existait pas pour l'Allemagne, a-t-il écrit, d'assurance certaine contre le naufrage de la combinaison choisie [2]. » Négociant subtil de la plus habile diplomatie, il résolut de contracter une « réassurance ».

1. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten,* 27 octobre 1883, t. II, p. 343.
2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs,* t. II, p. 297.

Les négociations traînèrent pendant tout l'hiver de 1883-1884 entre Berlin, Vienne et Pétersbourg ; elles étaient plus que difficiles, car la nouvelle combinaison était manifestement contradictoire à la Triplice du centre [1] ; l'Autriche n'entrait qu'avec un enthousiasme restreint dans une alliance avec un voisin qui était le plus dangereux rival ; et la Russie marquait quelque méfiance envers ces amis qui s'étaient alliés contre elle-même. Bismarck usa de ses arguments les plus fins : le danger des complications en Orient, la nécessité d'une entente sur les affaires des Balkans, la turbulence de la République française et sa politique de « revanche », péril permanent pour la paix européenne ; il parvint à évincer à Pétersbourg les élèves de de Gortschakoff, adversaires de la toute-puissance allemande, et les amis de l'entente avec la France [2]. Le 21 mars 1884, les représentants des trois Empereurs signaient une convention secrète et engageaient leurs gouvernements à une neutralité bienveillante pour le cas où l'un d'eux serait attaqué par une autre puissance : ce traité était conclu pour trois années, de telle façon qu'il venait à échoir en même temps que la Triple Alliance.

C'était un coup de maître, car Bismarck était ainsi parvenu à grouper autour de Berlin les trois grandes cours du continent : le traité de 1882 avait assuré à l'Allemagne le concours de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie contre toute agression de ses voisins de l'Ouest ou de l'Est ; par le traité de 1884, il réussissait à se prémunir contre l'éventualité d'une coalition franco-russe, dont sa prévoyance devait être, jusqu'au bout, hantée comme par un cauchemar [3]. Ainsi, l'Empire allemand avait un allié de premier plan, l'Autriche, rivée à son sort

1. Klein-Hättingen. *Bismarck und seine Welt*, t. II, p. 544.
2. *Hamburger Nachrichten*, 24 octobre 1896.
3. Billot. *La France et l'Italie*, t. I, p. 39.

par une double chaîne, deux alliés de second rang, la Russie et l'Italie ; si l'un de ces moindres amis venait à manquer, l'Allemagne demeurait assurée de deux alliés. Il ne restait plus à Bismarck qu'à gagner la plus indépendante des nations, l'Angleterre ; il s'y efforça [1], sans y parvenir entièrement.

Ce traité de 1884 ramena pour le moment la bonne intelligence entre les cours de Russie et d'Allemagne. « Les choses s'améliorent à l'Est », écrivait l'empereur Guillaume avec satisfaction dès le mois de janvier [2]. Elles continuèrent à demeurer bonnes toute l'année, et Bismarck résolut d'en profiter pour donner à la convention du 21 mars la solennité d'une ratification par les trois empereurs réunis en personnes. Dès 1883, il avait été question de cette entrevue [3] ; le projet n'avait pu réussir ; il devenait naturel après la réconciliation diplomatique ; il fut rappelé au tzar en mai par le prince Guillaume de Prusse, qui s'était rendu à Pétersbourg pour une solennité de cour ; il aboutit en automne. Le 14 septembre 1884, l'empereur Guillaume et Bismarck quittaient Berlin et rejoignaient le lendemain à Skierniewice le tzar Alexandre et l'empereur François-Joseph, qu'accompagnaient pareillement leurs chanceliers. Pendant trois jours, monarques et ministres échangèrent des visites et des portraits [4] ; Bismarck eut une longue audience du tzar, qui lui donna les assurances les plus pacifiques. Et le ton général fut de cordialité : on confirma le traité du 21 mars, sans d'ailleurs signer aucun acte nouveau, et l'on convint de défendre en commun le « principe monarchique [5] », — ceci pour la République

1. *Infra*, p. 535 et suiv.

2. L'empereur Guillaume à Bismarck, 9 janvier 1884. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 323.

3. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*. t. II, p. 343.

4. H. Kohl. *Bismarck Regesten*, t. II, p. 327.

5. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 352.

française. Le 17 septembre, en rentrant à Berlin, Bismarck pouvait envisager avec calme l'avenir de son Empire : la « réassurance » était aussi solide que « l'assurance ».

Cet enchevêtrement d'alliances maintenait Bismarck à la première place dans la politique du monde. Pendant cinq années, il demeura sans conteste l'arbitre de toutes les grandes questions de la diplomatie : aucune ne se traitait alors sans son intervention officielle ou occulte ; il serait naïf de constater qu'il les dirigeait pour le plus grand bien de l'Allemagne, pour grouper plus étroitement autour de l'Empire les peuples et les rois, pour isoler plus complètement la seule nation qui ne recherchât point son alliance. Entrer dans le détail de ces négociations serait long autant qu'inutile : il n'est possible ici que d'en caractériser les principales.

En Extrême-Orient, un petit État renaissait d'un sommeil de longs siècles : en quelques années, le Japon s'adaptait aux mœurs européennes avec une intelligence et une souplesse singulières. Un diplomate japonais, subtil flaireur des dissensions de la Russie et de l'Allemagne, sondait le grand homme, un soir d'intimité ; dans le brouillard de la vaste pipe à fortes bouffées, le petit Nippon parlait de la réorganisation de son armée, passait à l'alliance franco-russe, et brusquement lançait ces mots : « Si Votre Excellence se décidait un jour à flanquer un grand coup de poing dans la porte occidentale de la maison russe, nous autres Japonais pourrions peut-être allumer un petit feu à la porte de derrière. » Bismarck regarda longuement l'audacieux sans lui répondre : mais, trois jours après, il mandait le Japonais à la Wilhelmstrasse et le priait, à son retour d'un prochain voyage à Tokio, de « rapporter une proposition sous forme d'un plan étudié à fond. Je pourrais, ajoutait-il, éventuelle-

ment m'en occuper alors de plus près[1] ». Au retour du diplomate, Bismarck n'était plus chancelier.

En Afrique, la naissance des colonies allemandes avait éveillé les susceptibilités anglaises ; on a vu[2] le soin de Bismarck à les rendormir. Il ne manquait point d'encourager les expéditions de la France, capables tout ensemble d'occuper les énergies françaises et d'exciter les craintes anglaises. A certains égards, les intérêts de la France et de l'Allemagne étaient communs, et cette analogie parut lorsqu'en février 1884 l'Angleterre conclut avec le Portugal un traité qui mettait le Congo sous sa surveillance[3]. Bismarck contesta la valeur de cette convention, et, d'accord avec le gouvernement français, réunit à Berlin en octobre 1884 la conférence qui assura le libre commerce sur le Congo. Cet acte eût pu le brouiller avec l'Angleterre ; il agit dans la question d'Égypte de façon à se réconcilier avec elle. Pendant de longues années cette question fut agitée dans les chancelleries et les Parlements, pleine de difficultés, mettant en conflit les intérêts de la France et de l'Angleterre[4] ; le bombardement d'Alexandrie par la flotte anglaise, l'occupation de l'Égypte, la prise de Khartoum, tout excitait la rivalité de la monarchie britannique et de la République française. Bismarck se défendait fort d'intervenir, même par ses conseils[5] ; mais cette rivalité n'était point pour lui déplaire, car elle isolait encore la voisine récalcitrante, et amenait l'Angleterre à désirer l'amitié allemande. « Considérons avec tranquillité,

1. Otto von Gottberg. *Denkwürdigkeiten von bekannten Japanesen* dans le *Staats Zeilung* de New-York, juillet 1905.

2. *Supra*, t. III, p. 483.

3. Max Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 417.

4. Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. II, p. 870.

5. Bismarck au Reichstag. 2 mars 1885.

disait-il, le choc des locomotives anglaise et française[1]. »

La question d'Orient, au sens exact du mot, le sort de « l'homme malade », ne passionna jamais le chancelier de fer ; homme de la brutale franchise, il ne recherchait pas les petites finasseries qui ont fait la joie de tant de satiriques et la force d'un Empire vermoulu. L'Allemagne avait alors peu d'intérêts en Turquie, son commerce ne s'y était point encore développé, quoique dès 1880 des officiers et des fonctionnaires allemands eussent prêté leur concours à l'armée et à l'administration turques. « L'absence de tout intérêt direct dans les questions d'Orient, écrivait Bismarck, est d'un grand avantage pour la politique allemande[2]. » Et, par manière de boutade intime, il proposait d'établir les Russes à Constantinople[3].

Il s'intéressait davantage au sort des petits États balkaniques : la Grèce, dont les démêlés avec la Turquie menaçaient sans cesse la paix dans l'Archipel, nécessitaient une conférence à Berlin, accumulaient memoranda sur protocoles. « C'est une affaire ridicule, clamait Bismarck,... une poignée de négociants et de spéculateurs de Bourse y jouent un trop grand rôle[4] ; » — la Roumanie, unie à l'Allemagne par les origines de son prince, mais trop attachée à la France « pour ne point causer de mécontentement à Berlin, or il n'est pas prudent de mécontenter quelqu'un qui est fort[5] » ; le chancelier de fer manifesta d'abord envers le jeune royaume une mauvaise humeur qui se mua en sympathie lorsque les

1. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 329. Busch. *Tagebuchblätter*, 8 juin 1882.

2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 314.

3. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 393.

4. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck. Neue Folge*, p. 49.

5. Le mot est de Bismarck même dans un entretien avec M. Dém. Sturdza. Witte. *Quinze ans d'histoire*, p. 399.

commandes industrielles et les affaires financières affluèrent de Roumanie en Allemagne ; — la Bulgarie, enfin, et ici le problème politique se doublait d'une question de personne.

Le prince Alexandre de Battenberg régnait depuis 1879 à Sofia : on raconte qu'il avait demandé au chancelier allemand s'il devait répondre au vœu des populations bulgares et qu'il reçut cette réponse narquoise : « Cela vous fera de beaux souvenirs. » Il ne tarda point à expérimenter la profondeur de cette parole ; il débuta par gouverner sous l'égide russe, mais dut la repousser aux cris de colère de son peuple [1]. La révolution de 1885, qui réunit les deux Bulgaries, la guerre avec la Serbie, quoique victorieuse, ne facilitaient point sa tâche. Bismarck proclamait à grands cris que l'Allemagne n'avait aucun intérêt en Bulgarie et ses journaux officieux déclaraient tout net que la Russie pouvait s'installer à Constantinople sans trouver les soldats allemands sur son chemin [2] ; mais le chancelier redoutait que la politique audacieuse du prince Alexandre brouillât l'Autriche et la Russie : il ne lui convenait ni que ses deux amis fussent intimes entre eux, ni qu'ils se pourfendissent. Un joli roman d'amour acheva d'irriter l'homme de fer : la princesse Victoria de Prusse, fille du kronprinz, s'éprit du beau prince Alexandre [3] ; ses parents, son aïeule, la reine d'Angleterre, acceptaient ce mariage. Bismarck rugit : ce serait la rupture avec la Russie ; il avait d'autres raisons, que la raison n'osait donner, assez basses, de vengeance envers la princesse royale, de mépris envers « ces Anglaises », les princesses qui admiraient son génie, mais non son caractère.

1. Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. II, p. 938 et suiv.

2. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 413. Bismarck au Reichstag, 6 février 1888.

3. Dès 1885, d'après Bismarck même; Busch. *Tagebuchblätter*, t. III, 7 avril 1888.

Trois années durant, il ne décoléra point contre la fourberie du *Battenberger* et les intrigues de la *Battenbergerin* : la chute du prince Alexandre ne calma point sa fureur, et le joli roman fut clos par sa volonté toute-puissante[1].

A la fin de 1886, Bismarck semblait avoir groupé autour de l'Allemagne tous les États du monde, sauf un. Le Danemark se résignait par nécessité : le Schleswig-Holstein était allemand, bien allemand, et une convention passée le 11 octobre 1878 entre l'Allemagne et l'Autriche avait abrogé la clause du traité de Prague qui réservait le vote des populations annexées; que voulait opposer le petit royaume au dire des deux grands Empires? — L'ouverture de la ligne du Gotthard, en 1882, avait marqué une recrudescence des relations économiques entre la Suisse et l'Allemagne. — L'Espagne, inquiète et irritée de l'incident des Carolines en 1885, n'avait pu que s'apaiser après l'arbitrage du pape[2]; les sifflets indécents dont quelques mitrons en goguette avaient accueilli le roi Alphonse lors de son passage à Paris en 1883, avaient froissé l'honneur castillan; le prince Frédéric-Guillaume s'était rendu à Madrid pour faire une « contre-démonstration[3] », et déjà l'empereur Guillaume annonçait en confidence « que l'Espagne marcherait avec lui, si la France lui déclarait la guerre[4] ». — En Angleterre, le parti conservateur revenait au pouvoir et songeait à adhérer dans une certaine mesure à la Triplice de l'Europe centrale pour garantir ses intérêts dans la Méditerranée[5]. — Et aux États-Unis, l'incident Lasker[6] était oublié, un nouveau message

1. *Infra*, p. 551.
2. *Supra*, t. III, p. 482.
3. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 344.
4. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 344.
5. Hansen. *L'ambassade à Paris du baron de Mohrenheim* (1907), p. 97.
6. *Supra*, t. III, p. 505.

de la Chambre américaine avait remplacé les paroles déplaisantes à l'oreille susceptible de Bismarck ; le grand homme ne manquait point de parler de ses « amis » d'outre-mer.

Dans ce concert enthousiaste, une seule note détonait, un soupir de protestation poussé par la vaincue récalcitrante.

§ III

Les bonnes relations de 1884 entre la France et l'Allemagne n'avaient point duré ; la chute de Jules Ferry avait marqué le début d'une ère d'instabilité ministérielle et d'inquiétude politique : beaucoup de mécontents et quelques naïfs essayèrent d'en sortir en s'attachant à la fortune d'un officier blond et d'un cheval noir. L'Allemagne crut à la réalité du général Boulanger.

Bismarck avait appris avec regret la chute de Ferry ; les projets du grand « colonial » lui convenaient et il poussait la France vers la Tunisie, le Tonkin et le Maroc [1], avec une ardeur qui n'a point été suivie. Il craignit que l'abandon partiel des expéditions coloniales ne fût suivie d'une recrudescence des idées de revanche, et ses journaux s'exprimèrent à cet égard âprement. En 1885, la campagne de presse s'engagea entre les deux pays avec une vigueur qui devint violence. En 1886, les progrès du boulangisme inquiétèrent le chancelier allemand ; il semble qu'il fut mal renseigné et prit les troubles des boulevards pour le mouvement de la France même. « Boulanger peut à chaque instant faire un coup d'État et alors tout briser », disait-il à son ambassadeur en France. Il parlait couramment de la guerre comme d'une éventualité « vraisemblable ».

1. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 290, 304 et suiv.

Désirait-il la guerre ? ses paroles, les écrits de ses journaux l'ont pu faire croire, mais on en peut douter. La bataille, même bien préparée, est un jeu de hasard, où l'Allemagne avait tout à perdre, peu à gagner : l'Europe, toute respectueuse qu'elle fût de la puissance germanique, n'eût point permis un nouveau dépouillement de 1871 ; la situation n'était plus la même qu'en 1875, l'empereur arrivait aux années extrêmes de la vie, les vieux camarades de gloire n'étaient plus ou ne pouvaient guerroyer, Bismarck était plus que septuagénaire. Dans une défaite imprévue, il pouvait voir toute son œuvre s'effondrer. A risquer tout pour peu, on réfléchit deux fois. Mais il profita du bruit de guerre, en enfla le son pour les besoins de sa politique intérieure, et, comme il l'avait fait à plusieurs reprises[1], souffla dans la trompette guerrière avant de tendre la sébille du budget.

Le septennat militaire, voté en 1880, venait à échéance le 31 mars 1888. Le gouvernement impérial résolut de proposer son renouvellement au Reichstag dès la session de 1886-1887 et le discours du trône annonça la nécessité d'augmenter le chiffre de l'effectif. « Dans l'armée, y était-il écrit, réside la garantie assurée pour la protection durable des biens de la paix, et, quoique la politique de l'Empire continue à être pacifique, l'Allemagne, considérant le développement des institutions militaires chez les États nos voisins, ne peut pas renoncer plus longtemps à augmenter sa force militaire et particulièrement l'effectif actuel en temps de paix. » Le projet de loi, déposé peu après, portait pour sept années l'effectif de 427 274 à 468 000 hommes, et les crédits en étaient augmentés de 23 millions de marks en dépenses ordinaires, 24 millions en dépenses extraordinaires. Lors de la première

1. La situation de 1887 peut être notamment rapprochée de celle de 1867. *Supra*, t. II, p. 597.

délibération, le maréchal de Moltke et le ministre de la Guerre, M. Bronsart de Schellendorff, ne manquèrent point de parler des armements de la France, des ambitions de la France, du danger de guerre avec la France. Et les journaux officieux prirent un ton à l'avenant. Une commission délibéra sur ce projet de loi, mais elle ne put s'entendre sur les amendements qu'on proposait d'y introduire : tout devait donc être discuté par le Reichstag.

Parmi les députés allemands, une coalition se faisait entre le centre et les progressistes sur cette formule : *jeden Mann und jeden Thaler*, hommes et argent, mais non pour sept ans. L'opposition acceptait l'accroissement de l'effectif et des crédits militaires, mais elle ne voulait plus renoncer pour sept années à son contrôle : d'aucuns eussent voulu le vote annuel du budget militaire ; l'accord se fit entre les *leaders*, MM. Windthorst et Richter, pour accepter les demandes du gouvernement en les limitant à trois années.

Cette coalition était puissante, étendue à la majorité du Reichstag. Pour la combattre, Bismarck mania l'opinion publique par des articles incendiaires, des pétitions belliqueuses, et des « informations » où le mot de « guerre » revenait comme un glas funèbre et énervant. Puis il fonça au Reichstag sur le double antagoniste, l'adversaire politique du dedans et l'ennemi d'outre-frontières. Ce furent trois journées de belles luttes. Le vieux maréchal de Moltke ouvrit les débats par une fanfare belliqueuse, répétition d'un air souvent joué : tension politique, avenir incertain, nécessité de préparer la guerre, sainteté de l'armée, « la première de toutes les institutions dans tout pays, protectrice de toutes les autres institutions, de toute liberté politique et civile, de toutes les créations du monde intellectuel et moral ». Au

nom des libéraux, M. de Stauffenberg répliqua pour demander au Reichstag de réduire à trois années le septennat demandé par le gouvernement. Puis Bismarck prit la parole.

Ce discours, le plus composé des sept que le chancelier prononça en trois jours, ne contient guère qu'un argument[1] : la guerre avec la France. Après avoir raillé ses adversaires, MM. Richter et Windthorst, sur leur ignorance des choses militaires, le prince rappela les grandes lignes de sa politique depuis seize ans, la réconciliation avec l'Autriche, le maintien des relations amicales avec la Russie, puis il lança cette petite phrase : « La question de savoir comment à l'avenir nous serons avec la France, est moins sûre pour moi ». Et il mit le feu à sa grosse artillerie : « Entre nous et la France l'œuvre de paix est difficile, parce qu'il y a depuis bien longtemps un procès historique qui divise les deux pays : c'est le tracé de frontière, qui est devenu douteux et litigieux depuis l'époque où la France eut acquis sa complète unité et sa puissance royale... Ce procès n'est point fini et nous devons nous attendre à le voir continuer du côté français. Nous sommes actuellement en possession de l'objet en litige, si je peux qualifier ainsi l'Alsace ; nous n'avons donc aucun motif de combattre pour cet objet-là. Mais que la France ne rêve pas de le reconquérir, nul ne peut le prétendre, nul de ceux qui s'occupent quelque peu de la presse française... Ceux qui veulent la guerre avec nous, ne cherchent en attendant que la possibilité de la commencer avec le plus de forces possible. Leur tâche c'est d'entretenir *le feu sacré de la revanche*... J'ai confiance dans les dispositions pacifiques du gouvernement français, de la majorité du peuple

1. Bismarck au Reichstag, 11 janvier 1887. *Discours* (éd. Wilhelmi), t. XIV, p. 26 et suiv.

français, mais je ne puis m'en bercer avec une telle assurance que je puisse dire : nous n'avons plus à craindre une guerre française. Dans ma conviction, nous avons à la craindre par l'attaque de la France : que ce soit dans dix jours ou dans dix ans, c'est une question que je ne saurais décider. » Ainsi, l'Empire est certain d'une prochaine guerre avec la France; qu'adviendra-t-il au jour fatal ? La France est forte, son armée puissante; il faut donc envisager l'hypothèse d'une défaite. Or « un vainqueur aussi modéré[1] que l'Allemand chrétien n'existe plus au monde... Les Français nous *saigneraient à blanc* ». Ce serait la perte de l'Alsace, d'une partie des provinces rhénanes, du Schleswig, la restauration du royaume de Hanovre, l'amoindrissement du pouvoir prussien sur les Polonais, — l'effondrement de l'Empire allemand. De ces calamités, seul le septennat peut garantir. « Sa Majesté l'Empereur ne peut désavouer l'œuvre à laquelle il a consacré les trente dernières années de sa vie : la création de l'armée allemande, la création de l'Empire allemand... Si vous ne donnez pas satisfaction, par une prompte et complète adoption de notre projet, à la sollicitude des gouvernements confédérés pour la force défensive de l'Allemagne, alors nous préférerons continuer avec plus de chance de succès la discussion, en la reprenant avec un autre Reichstag que celui qu'ici je vois devant moi. »

L'argumentation était un peu grosse et lourde; elle se bornait à évoquer un péril dont l'orateur lui-même connaissait la vanité, sûr de la puissance de son armée et des trois alliances qui garantissaient son pays de toute attaque de la France; c'était de l'éloquence à coups de poing sur le bureau; le ministre du conflit faisait ainsi de 1862 à 1865, mais d'une

1. Traité de Francfort.

autre manière, avec une ironie et une finesse que l'âge avait glacées en ne laissant que la brutalité. Le discours ne porta point, non plus que les six autres où Bismarck reproduisit son double geste, vers la frontière pour montrer le péril français, et vers la porte du Reichstag, pour annoncer la dissolution. Sans cesse sur la brèche, MM. Richter et Windthorst fouillèrent de leurs traits acérés le lourd raisonnement du chancelier.

Le 14 janvier, l'amendement Stauffenberg, qui substituait le triennat au septennat, fut voté par 186 voix contre 154 ; le centre, les libéraux et progressistes, les Polonais, les Guelfes et le *Volkspartei* s'étaient unis pour rejeter le projet du gouvernement; à cette majorité de 32 voix, il fallait ajouter 28 abstenants, les Alsaciens-Lorrains et les démocrates, hostiles même au triennat, adversaires résolus du gouvernement ; celui-ci était donc en minorité réelle de 60 voix. Immédiatement après ce vote, Bismarck donna lecture d'un message impérial qui prononçait la dissolution du Reichstag.

La lutte électorale s'engagea de suite ; elle fut courte, mais plus ardente qu'elle ne l'avait jamais été ; jadis Bismarck avait revendiqué pour le gouvernement le droit d'intervenir dans les élections ; il en usa, et de trois manières différentes : par l'action directe sur les électeurs, et il invita ses fonctionnaires à ne rien omettre de ce qui pourrait amener le citoyen à « bien » voter; — par les manœuvres aux frontières et il trouvait dans un turbulent adversaire le plus imprévu et le plus précieux collaborateur ; les journaux allemands proclamaient la patrie en danger, et dans un article retentissant, avec ce titre tapageur « *Sous le tranchant du couteau* », la *Post* annonçait que le général Boulanger, maître de la situation en France, hâtait fébrilement ses arme-

ments pour envahir soudain l'Allemagne[1] ; — par l'influence de Rome enfin, et les élections de 1887 marquèrent la réconciliation définitive de l'Allemagne avec la curie. Des négociations s'étaient engagées pendant le mois de décembre et en grand mystère entre Bismarck et le Vatican sur la base d'un contrat d'échange : de nouvelles concessions à l'Église moyennant l'appui de la papauté dans le combat parlementaire. A la veille du grand débat de janvier, le cardinal secrétaire d'État, Mgr Jacobini, avait adressé au nonce du pape à Munich une lettre destinée aux chefs du centre et où il était écrit que « le Saint-Père désirait que le centre appuyât de toutes façons possibles le projet de septennat militaire[2] » M. Windthorst et ses amis étaient alors trop engagés dans la lutte pour modifier leur attitude. Mais le cardinal Jacobini renouvela ses « indications » pendant la période électorale, et exhorta les électeurs catholiques à épargner le gouvernement impérial et réserver leur fureur contre les démocrates, ennemis de la religion et de la société. Cette intervention modifiait le résultat du scrutin, sinon ses chiffres : les candidats catholiques n'étaient plus pour le gouvernement des adversaires farouches et intransigeants, mais des voisins de mauvaise humeur.

Les élections du 21 février marquèrent une défaite de la gauche : les démocrates perdaient une douzaine de sièges, les progressistes et leurs alliés, une cinquantaine ; le centre restait intact, le parti national-libéral gagnait 48 places, les conservateurs modérés 14[3] ; l'Alsace-Lorraine n'avait élu que des protestataires. Le gouvernement obtenait une majo-

1. *Die Post*, de Berlin, 1er février 1887.

2. Ces documents dans le tome XIV des *Discours de Bismarck*, p. 142 et suiv.

3. Chiffres d'après Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. II, p. 984.

rité un peu bigarrée, mais où il pouvait réunir une coalition, un *cartell* favorable à ses projets. Pour la première fois depuis 1871, Bismarck avait au Reichstag *sa* majorité, fidèle, personnelle. Il s'empressa de réunir le Reichstag pour lui présenter le projet de loi militaire : en deux jours, après un court exposé du ministre de la Guerre, sans intervention du chancelier, quoiqu'il fût présent aux débats, le projet fut voté par 223 voix contre 40; sept députés du centre, seuls, avaient eté fidèles à l'invitation du Saint-Père, 83 s'étaient abstenus avec leur chef, M. Windthorst. Le gouvernement avait partie gagnée.

Il semblait que cette victoire dût ramener la tranquillité en Allemagne et sur ses frontières[1]. Un dernier incident éclata, plus violent que tous autres, comme à la fin des orages un ultime coup de tonnerre fait trembler la montagne.

Le commissaire spécial de Pagny-sur-Moselle, M. Schnœbelé, était en relations fréquentes de service avec son collègue allemand d'Ars, M. Gautsch. Il avait reçu de celui-ci une invitation à conférer sur la frontière le 20 avril 1887 ; il s'y était rendu, et, en attendant le fonctionnaire allemand, il avait dépassé de quelques mètres le poteau indicateur, lorsqu'il fut assailli par deux argousins sans uniforme; très vigoureux, M. Schnœbelé put revenir de quelques pas en arrière, mais ses agresseurs parvinrent à le terrasser, le garroter et l'emmener. Annoncée à Paris par un télégramme de l'agence Havas, cette arrestation souleva dans toute la France un cri d'indignation. L'enquête du Procureur général de Nancy, un magistrat d'envergure, M. Sadoul, établissait que M. Schnœbelé avait réussi à regagner le sol français :

1. A Paris, la Bourse avait marqué en trois semaines une baisse de trois francs sur la rente française. Zévort. *Histoire de la Troisième République*, t. III, p. 422. (F. Alcan).

il y avait eu violation de territoire[1] ; même à prendre la thèse allemande que M. Schnœbelé avait été arrêté sur terre lorraine, on devait reconnaître qu'il y avait été attiré par une lettre du commissaire impérial, lettre retrouvée à Pagny, et c'était un guet-apens.

Le ministre du quai d'Orsay, M. Flourens, transmit à son ambassadeur à Berlin, M. Herbette, une note exposant cet irréfutable dilemme et réclamant la libération immédiate de M. Schnœbelé. Une semaine entière, Bismarck se déroba : les renseignements nécessaires à sa décision n'étaient point arrivés, l'arrestation du fonctionnaire français avait été ordonnée par la Haute Cour de Leipzig à l'occasion d'une procédure de haute trahison dirigée contre un Lorrain, M. Klein, il fallait attendre la fin de l'enquête de justice; et, pour éviter des questions embarrassantes, il chargeait son fils de recevoir à sa place l'ambassadeur français. Le comte Herbert de Bismarck avait du zèle, non du tact, il parlait ferme, mais sur un ton cassant : il agit maladroitement, jusqu'à « courroucer[2] » l'empereur Guillaume. Tous les rapports de police ne prévalaient point contre le raisonnement du cabinet français; le 28 avril, le chancelier remit à M. Herbette une note d'un ton hautainement correct, constatant que M. Schnœbelé avait été arrêté sur le sol allemand, mais après invitation qui valait sauf-conduit : il était donc remis en liberté[3].

Ainsi prit fin un incident qui faillit entraîner les pires conséquences : après l'énervement produit par la campagne électorale en Allemagne, par la campagne boulangiste en France, la moindre brusquerie eût amené la guerre : le calme du vieux Président Grévy, habilement secondé par ses

1. Rapport de M. Sadoul dans le journal *Le Temps* du 25 avril 1887.
2. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 426.
3. Cette note a paru dans le *Norddeutsche Zeitung* du 30 avril 1887.

ministres, conserva à la France et la paix et l'honneur. Que fut en réalité cet incident ? un acte de force destiné à terroriser les Lorrains protestataires ? une manœuvre politique dirigée à des fins inconnues? ou plus simplement une maladresse d'un agent retardataire et se souvenant des « battages » de la période électorale ? Il semble que Bismarck ne le rechercha point, car il ne pouvait lui profiter ; il savait la volonté pacifique du vieil empereur[1], son maître d'aujourd'hui, du prince impérial, son maître de demain[2] ; il n'avait plus besoin de tapage sur la frontière. Dans l'existence du grand homme, c'est un coin mystérieux.

§ IV

Pendant cette période de troubles et d'agitations, Bismarck avait conduit de graves négociations où il avait retrouvé sa maîtrise d'antan. Au printemps de 1887, deux traités venaient à expiration : la Triple Alliance et la « réassurance » ; tous deux avaient été renouvelés, mais avec des modifications.

L'Italie n'avait guère profité du traité de 1882, et elle eût désiré en obtenir le remaniement. Depuis une année le comte de Robilant, ministre des Affaires étrangères à Rome, négociait pour introduire dans le pacte des modifications qui eussent garanti les intérêts particuliers de l'Italie : un douloureux coup du sort l'amena à brusquer la signature du renouvellement[3] ; le 26 janvier, le ras abyssin Alula anéantit dans les passes de Dogali une colonne italienne de cinq cents hommes.

1. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck. Neue Folge*, p. 51.

2. Les rapports de Bismarck et du kronprinz étaient mauvais depuis janvier. Hohenlohe, *loc. cit.*, p. 403. Au moment de l'affaire Schnœbelé, le prince Frédéric-Guillaume était à Ems, déjà souffrant du mal qui devait le terrasser. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 372.

3. Billot. *La France et l'Italie*, p. 58 et suiv.

L'émotion fut profonde en Italie, répercutée au Parlement, et, pour sauver le cabinet, le comte de Robilant fit allusion à la tribune de la Chambre aux négociations en cours. « Du verdict que le Parlement prononcera aujourd'hui, dit-il, dépendra en grande partie la question de savoir si l'Italie sera encore demain une grande puissance, en état de faire valoir ses intérêts vrais, supérieurs. » Il obtint une majorité, mais si faible qu'elle ne lui donnait qu'une médiocre autorité ; il donna sa démission puis resta provisoirement à la Consulta, pour terminer ses négociations avec l'Allemagne et l'Autriche. Mais, amoindri à l'extérieur par le désastre de Dogali, à l'intérieur par la crise politique, M. de Robilant ne pouvait plus affecter envers ses deux alliés « le détachement dont il se prévalait, quelques mois auparavant, pour rehausser la valeur de son concours et dicter ses conditions ». Il accepta donc le maintien de l'ancien contrat, et, vers le milieu de mars 1887, Bismarck signait à Berlin avec les ambassadeurs d'Italie et d'Autriche-Hongrie l'acte qui prolongeait la Triple Alliance jusqu'à 1892 : les termes de 1882 étaient précisés et donnaient au contrat un caractère d'alliance plus intime.

Le 17 mars, le *Reichsanzeiger* de Berlin annonçait que l'empereur Guillaume avait conféré au comte de Robilant le grand-cordon de l'Aigle Noir : nul ne s'y méprit ; cette aune de ruban était un cadeau pour la fête du contrat de garantie internationale.

Cet acte ne devait point demeurer sans additions ; une bonne police d'assurance comporte des « avenants », mais les intéressés ne sont point tenus d'en publier les termes, et les trois alliés ont gardé le secret de leurs écrits : quelques indiscrétions ont néanmoins filtré. Pour revêtir le pacte d'une forme plus solennelle, des engagements verbaux furent passés entre le roi Humbert et l'empereur Guillaume, d'après lesquels

ces deux monarques s'engageaient sur leur parole d'honneur à demeurer fidèles à l'alliance ; l'empereur François-Joseph s'associa plus tard à cet engagement et les trois souverains échangèrent des lettres autographes pour le contresigner[1]. En octobre 1887, M. Crispi, devenu ministre très puissant de la monarchie italienne, se rendit à Friedrichsruh où il passa trois journées en conciliabules avec Bismarck[2]; les deux hommes d'État résolurent de préciser encore les termes de la Triple Alliance dans des protocoles militaires qui fixeraient les divers cas d'intervention armée et les charges qui en résulteraient pour chacun des contractants. Un officier d'état-major italien voyagea pendant l'hiver de 1887-1888 entre Rome, Berlin et Vienne pour rédiger et signer ces conventions[3]. La tension des rapports de la Russie avec l'Allemagne et l'Autriche modifia la portée de l'alliance qui fut dirigée autant contre l'Orient que contre l'Occident. Enfin l'Angleterre accéda, avec prudence et dans une mesure réservée, à l'accord des trois puissances continentales.

L'Italie et l'Angleterre avaient depuis plusieurs années partie liée dans le bassin de la Méditerranée ; le cabinet de Rome avait appuyé les revendications britanniques à la conférence internationale de Paris pour le canal de Suez en 1885 et l'Italie ne s'était installée à Massouah que sur le consentement de l'Angleterre. Le gouvernement italien demandait davantage ; il aurait voulu que le cabinet de Saint-James accordât à la Triple Alliance une accession fort désirée par Bismarck : ainsi se fût réalisé le rêve du chancelier allemand, le groupement autour de l'Allemagne de toutes les puissances,

1. Hansen. *Ambassade à Paris du baron de Mohrenheim*, p. 91 et suiv.

2. M. Crispi arriva le 1er octobre à Friedrichsruh, d'où il partit le 3. H. Kohl. *Bismarck Regesten*, t. II, p. 442. Cf. *Crispi bei Bismarck*, traduit de l'italien (1894).

3. Hansen. *Ambassade de M. de Mohrenheim*, p. 94 et suiv.

sauf la France, isolée, mise au ban de l'opinion européenne. Mais l'Angleterre est une dame prudente ; elle était alors en médiocres termes avec la France, et ne redoutait pas de se rapprocher des adversaires de sa voisine ; toutefois la fortune du lendemain pouvait amener des changements, et l'habile commerçant réserve l'avenir. Elle consentit donc à nouer avec l'Italie et ses deux amies des « accords spéciaux [1] », mais ses hommes d'État ont toujours affirmé que nul contrat formel ne les avait constatés, tout se serait borné à l'affirmation d'une « profonde sympathie », à un échange de vues, à de vagues promesses ; des dépêches les mentionnaient, assez formelles pour qu'on les invoquât au besoin, assez imprécises pour qu'on s'en dégageât s'il convenait [2]. Il n'en était pas moins certain que l'Angleterre s'était rapprochée de la Triple Alliance jusqu'à *presque* y adhérer : volontiers le chancelier eût dit que la « baleine » anglaise nageait dans les eaux allemandes. Et « l'éléphant » russe était de nouveau attaché au char allemand, mais non sans peine.

Tout séparait le tzar des deux empereurs [3] : remise de ses fatigues de 1877-1878, la Russie passait par une période de prospérité qui lui donnait le sentiment de sa force et de son indépendance ; elle entendait être libre de ses gestes et de ses alliances ; ses ambitions dans les Balkans la mettaient en rivalité avec l'Autriche ; dès lors, elle inclinait vers une entente avec la France, dont elle n'avait rien à redouter et qui pouvait lui fournir l'argent nécessaire à l'exploitation de son splendide domaine. Au commencement de 1887, on crut rompu le pacte de Skierniewice ; pendant la crise de la période

1. Chiala. *Pagine di storia contemporanea*, p. 484.

2. Billot. *La France et l'Italie*, p. 62 et suiv. Hansen, *loc. cit.*, p. 96 et suiv.

3. Voyez le curieux article de M. André Mévil dans la *Revue hebdomadaire* du 10 mai 1907.

électorale, Bismarck sondait en vain le cabinet de Pétersbourg sur le renouvellement du traité, il n'obtenait que des refus polis[1]. Le 19 février, le *Nord*, journal officieux de la chancellerie russe, annonçait solennellement que la Russie n'interviendrait en faveur de personne. Au moment de l'affaire Schnœbelé, le gouvernement russe affirma hautement son indépendance ; le tzar Alexandre III informa son grand-oncle, l'empereur Guillaume, qu'il se tenait pour libéré du traité de 1884, et notamment de l'obligation d'observer la neutralité en cas de conflit entre l'Allemagne et la France. Le 21 mars 1887, le traité de réassurance ne fut point renouvelé.

Pendant six mois, le prince de Bismarck agit avec cette habileté consommée dont il avait donné tant de preuves ; il avait à Pétersbourg un ami politique, le chef même de la diplomatie russe, M. de Giers ; il lui exposa les incertitudes de la politique française, le général Boulanger avait quitté le ministère de la Guerre, mais semblait le favori de Paris et des grandes villes ; — il lui montra la force des alliances qui entouraient l'Allemagne, et il invoqua le péril révolutionnaire. Il parvint à convaincre le tzar lui-même lors d'un voyage d'Alexandre III à Berlin et dans un long entretien où les deux hommes multiplièrent les assurances pacifiques[2] ; le jour même, 18 novembre 1887, un nouveau traité secret garantissait la neutralité réciproque de la Russie et de l'Allemagne au cas où l'une d'elles serait attaquée par une autre puissance. Le pacte de Skierniewice était ainsi renouvelé, mais avec cette différence que l'Autriche n'y intervenait plus ; l'affirmation est de Bismarck même : « L'alliance des

1. Welschinger. *La formation de l'alliance franco-russe.* Journal des Débats, 20 février 1907.

2. Bismarck au Reichstag, 6 février 1888.

trois empereurs a fini en 1887 ; à sa place, la contre-assurance avait pour l'Allemagne le même résultat [1]. »

Il semblait que cette signature dût ramener la bonne intelligence entre la Russie et l'Allemagne. Il n'en fut rien, et par une faute de Bismarck. En lui, l'âge n'avait point affecté l'habileté du diplomate, mais il avait altéré le sang-froid du parlementaire ; il en avait donné un premier exemple au commencement de 1887, il en donna une preuve surabondante au début de 1888.

En décembre 1887, le gouvernement impérial avait déposé au Reichstag un projet de loi pour augmenter les cadres de la landwehr et du landsturm, et, en janvier 1888, il demanda les crédits nécessaires pour permettre cet accroissement de 700 000 hommes à l'armée allemande. Un an après le vote du septennat, c'était exiger du pays un nouveau et lourd sacrifice, et il était nécessaire de le justifier. La presse russe s'émut et engagea une vive campagne contre des mesures, qui, malgré toutes les assurances pacifiques, semblaient des préparatifs de combat. Les journaux officieux de Bismarck répliquèrent dans leur manière forte ; et le mot de « guerre » résonna de nouveau. Le chancelier résolut d'ajouter à ce tapage deux coups de cloche : le 3 février, les gazettes de Vienne et de Berlin publièrent le texte du traité austro-allemand de 1879, acte de méfiance envers la Russie, — le 8 février 1888, Bismarck intervint au Reichstag dans les débats de la loi militaire.

Son discours, un des plus importants de sa carrière, est une charge vigoureuse, brutale, à fond et à outrance, contre les deux voisins de l'Allemagne. Il reconnaît que « les perspectives du côté de la France semblent plus pacifiques, beau-

1. Article des *Hamburger Nachrichten*, 16 janvier 1897.

coup moins explosives qu'il y a un an ». Mais il traite ce pays avec un insultant mépris. « On ne fait pas toujours la guerre par haine, dit-il. Car s'il en était ainsi, la France devrait être incessamment en guerre, non seulement avec nous, mais aussi avec l'Angleterre et l'Italie ; elle hait tous ses voisins. (*Approbations et applaudissements*[1].)

Ces paroles abominables, d'outrages et de haine, semant le vent pour récolter la tempête, le Bismarck de la grande période ne les eût point prononcées. On doit le reconnaître, jamais homme d'État ne les a renouvelées en Allemagne, et un proche avenir leur a opposé un éclatant démenti en entourant la France d'un cercle d'alliances et d'amitiés, toutes faites de courtoisie et de cordialité[2].

Envers la Russie, le chancelier est plus dur encore. Il passe en revue la politique de Pétersbourg pendant les quarante dernières années, insistant sur ce que la Prusse a fait en faveur de sa voisine, omettant les services qu'elle en a reçus. Il raconte à sa manière le mécontentement de la cour russe après le traité de Berlin, la campagne de presse engagée à Pétersbourg contre l'Empire allemand, la tension des rapports diplomatiques, les différends soulevés dont l'un « s'éleva jusqu'à des menaces, de complètes menaces de guerre, faites du côté compétent ». Les rassemblements de troupes russes sur les frontières de l'Autriche et d'Allemagne ont permis de croire « qu'ils provenaient de l'intention d'assaillir et d'attaquer à l'improviste un des pays voisins, — *sans dire gare !* » Lui-même est confiant dans la parole du tzar, dans sa sincérité, dans le maintien de la paix. Mais, « prise entre les deux mâchoires de la France et de la Russie », l'Allemagne

1. *Discours de Bismarck*, édition Wilhelmi (Berlin, 1889), p. 113.

2. M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, discours au XIVe arrondissement de Paris, 24 février 1907.

doit être forte, mépriser les menaces de la presse étrangère, maintenir son droit. « Tout pays à la longue est responsable, quelque jour, des fenêtres cassées par sa presse ; le compte en sera quelque jour présenté dans un accès de mauvaise humeur de l'autre pays. Nous pouvons facilement être gagnés par l'amitié et la bienveillance, — trop facilement peut-être, — mais par les menaces, bien certainement non ! Nous, Allemands, nous craignons Dieu, mais rien autre chose au monde ! »

Les dernières paroles étaient d'une fière éloquence, et elles enlevèrent le Reichstag qui vota les projets du gouvernement, en bloc, sans discussion, presque à l'unanimité. Mais l'ensemble du discours était brutal, maladroit ; il tua toute confiance entre la Russie et l'Allemagne et ratura le contrat qui venait d'être signé à Berlin même ; trois ans plus tard ce lien ne fut point renoué ; Bismarck s'en est indigné [1], en a accusé son successeur, et c'était un tort : dans son discours du 8 février, il avait brisé net l'alliance russo-allemande et préparé l'entente franco-russe.

1. *Hamburger Nachrichten* des 25 octobre et 1er novembre 1896.

CHAPITRE XV

TROIS EMPEREURS EN UNE ANNÉE

(1888-1889)

§ I. La mort de Guillaume Ier. — Guillaume et Bismarck. Conflits, concessions et confiance. La lutte avec l'impératrice Augusta. — Maladie du prince Frédéric-Guillaume. — Affaiblissement de l'empereur; sa dernière maladie et son dernier entretien avec Bismarck; sa mort. — Paroles de Bismarck au Reichstag. — Guillaume Ier.

§ II. Frédéric III. — Son caractère et sa politique : ses conflits avec Bismarck. — Son séjour à San-Remo et son retour à Berlin. Ses manifestes. — Collaboration inégale de l'empereur et du chancelier. L'impératrice Victoria. Une lutte pénible. — Décorations et grâces. — Le mariage Battenberg; un débat orageux; décision de Frédéric III. — Promulgation des lois réactionnaires. — Conflit de l'empereur et de Puttkamer. Retraite forcée du ministre de l'Intérieur. — Mécontentement de Bismarck. — Mort de Frédéric III.

§ III. Les débuts de Guillaume II. — Changement de direction politique. — Waldersee et Herbert de Bismarck. — Le temps de la concorde. Le discours du trône. Visite de Guillaume à Friedrichsruh. Le journal de l'empereur Frédéric. Rapport indigné de Bismarck. Le procès Geffcken. — Politique modérée. — Les colonies. La traite des nègres et l'Afrique orientale. — Les réformes sociales : l'assurance contre la vieillesse et l'invalidité; le projet de loi et les critiques; derniers discours de Bismarck; le vote. — Les élections futures. — Temps de villégiature et de sécurité. Une question du tzar. — Un télégramme du comte Herbert.

§ I

L'empereur Guillaume avait plus de quatre-vingt-dix ans[1]. Depuis plusieurs années, il avait abandonné tout pouvoir à

1. Il était né le 22 mars 1797.

Bismarck; depuis plusieurs mois, il donnait les marques certaines d'un départ prochain.

Entre le monarque et le ministre, les désaccords avaient été jadis fréquents. Guillaume avait désapprouvé la forme brutale du conflit parlementaire et redouté l'érection d'un échafaud révolutionnaire sous les Tilleuls de Berlin ; il avait déploré l'isolement de la Prusse lors du Congrès des Princes en 1863 ; il avait encouragé les espérances et les revendications du prince Frédéric d'Augustenburg ; il s'était montré hostile à la guerre avec l'Autriche, mais, l'ayant faite, il avait regretté qu'on l'arrêtât avant d'entrer à Vienne et sans prendre quelques territoires à l'Autriche et à la Saxe ; il n'avait approuvé ni la forme du nouvel Empire allemand ni la novation de la monarchie prussienne ; mais, toujours, il avait cédé devant une volonté plus tenace et plus prévoyante que la sienne : il n'avait point eu à le regretter. En 1879, fidèle au vœu de son père qui avait recommandé l'union de la Prusse et de la Russie, il avait encore résisté aux combinaisons de Bismarck qui voulait souder les monarchies d'Autriche et d'Allemagne en une alliance si étroite qu'elle excluait la Russie ; cette fois encore, il avait cédé ; entre les deux hommes, ce fut le « dernier conflit[1] ».

Désormais, Guillaume accorda à son chancelier une confiance illimitée, faite de résignation presque physique et de reconnaissance éclairée[2]. Bismarck avait soin de le tenir au courant des détails — de *presque tous* les détails de la politique allemande; le chancelier avait toujours accès auprès de son maître pour l'entretenir des questions urgentes, à toute heure, en tous lieux, même dans la loge du théâtre royal ; et,

1. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 409. E. Marcks. *Kaiser Wilhelm I*, p. 355 et suiv.

2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 343.

jusqu'à ses derniers jours, le vieux monarque reçut, lut, annota les mémoires, rapports et notes de son ministre auxquels il répondait d'une écriture chaque fois plus tremblée [1]. A côté de cette correspondance d'affaires, les deux hommes échangeaient des lettres de souvenirs ou de remerciements à chaque anniversaire des nombreuses étapes du nouvel Empire, et Guillaume ne manquait pas d'envoyer à son ministre pour Noël ou le 1er avril, fête de naissance d'Otto, quelque souvenir symbolique : reproduction en bronze du monument du Niederwald, centaure luttant contre une bête fauve, tableau de Werner rappelant la proclamation impériale à Versailles, etc... Le musée Bismarck à Schönhausen regorge de ces cadeaux.

Mais cette intimité n'était point sans revers ; parfois, entre les deux vieillards passait la pensée d'une femme, l'impératrice Augusta. Elle avait été jadis l'adversaire résolue, éclatante de Bismarck, elle ne pouvait méconnaître les services qu'il avait rendus à la maison de Hohenzollern, mais elle lui demeurait froidement hostile. Bismarck se plaignait de son influence ; on a cru parfois qu'il exagérait ; la publication des lettres de Guillaume Ier à sa femme [2] a révélé le souci de l'empereur de consulter l'impératrice, sa déférence où se mêlaient l'affection du vieil époux, la politesse du gentilhomme, le respect d'un vieux Prussien envers la reine. Très femme, Augusta était naturellement portée à l'opposition, facile à influencer, désireuse d'agir à son tour sur la volonté d'autrui. Guillaume opposait à l'intelligence nerveuse de la reine un sens droit et pratique, mais il était parfois retourné par sa vive dialectique, il l'expérimentait alors sur Bismarck [3], qui flairait l'adversaire, dis-

1. Cette correspondance dans *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, édité par le prince Herbert.

2. Notamment par M. Oncken. *Unser Heldenkaiser* (Berlin, 1897).

3. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 338.

loquait l'argumentation, l'emportait la plupart du temps au début de son ministère, et toujours à la fin.

Le mal mystérieux et tenace qui empoigna son fils à la gorge, attrista les derniers mois du vieux monarque. L'héritier du trône était menacé en son existence même; au mois de décembre 1887, il devint certain que le prince royal était condamné. Bismarck proposa à l'empereur « d'initier le prince Guillaume aux affaires d'État »; le vieux père de famille hésita longuement, car il redoutait de mécontenter son fils malade, mais sentait nécessaire de préparer son petit-fils aux charges de la couronne; il engagea le jeune prince à fréquenter les ministères « pour s'y orienter[1] ». L'empereur lui-même s'affaiblissait; en juin, il avait pris froid à l'inauguration du canal des Deux Mers[2]; l'été entier, il s'était senti faible et point à l'aise; en novembre, il avait semblé rétabli lors des fêtes qui accueillirent la visite du tzar à Berlin; mais à la fin de l'hiver, il déclina lentement : tel un vieux chêne, roi de la forêt, s'incline doucement avant de tomber brusquement sur le sol.

Le 3 mars 1888, le vieil empereur fut repris des douleurs rénales dont il avait déjà souffert à plusieurs reprises; le mal s'accrut rapidement, en même temps les forces déclinaient si promptement que les médecins perdirent toute espérance[3]. Le monarque expirant conservait toute sa connaissance : le 8, il s'entretint longuement avec son fidèle chancelier; il l'autorisait à publier un ordre, signé depuis quatre mois, et qui confiait la lieutenance au prince Guillaume; il lui recommandait de rester en fonctions auprès de ses successeurs et d'assister

1. L'empereur Guillaume à Bismarck, 23 décembre 1887.

2. Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. II, p. 997.

3. Le comte Lehndorff à Bismarck, 4 mars 1888 et jours suivants. *Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 544 et suiv.

son petit-fils, si celui-ci était prochainement appelé à régner. Bismarck le rassurait de ses promesses. Ce long effort avait épuisé les dernières forces du mourant : le délire le saisit, et prenant Bismarck pour son petit-fils, il lui recommanda encore : « Il te faut rester toujours en bons termes avec l'empereur de Russie ; là, il n'y a pas lieu de se disputer. » Ce furent les dernières phrases d'un entretien qui s'était prolongé pendant vingt-cinq ans. Bismarck sortit, raidi contre la douleur. D'autres vinrent encore, Moltke, le prince Guillaume, et le souverain leur parlait d'affaires, de soldats, d'alliances, avec tant de ténacité que sa fille, la grande duchesse de Bade, l'engagea à ne point s'épuiser. « Je n'ai point le temps d'être maintenant fatigué, » répliqua le roi.

Bismarck revint dans la nuit ; son maître vivait encore, mais ce n'était plus qu'un souffle. Perdu parmi les assistants, le grand ministre contemplait la Mort envahir celui qui lui avait été fidèle. Le pasteur récitait les prières des agonisants. A huit heures et demie, l'homme en son départ fixa un dernier regard sur sa compagne d'un demi-siècle ; puis il ferma les yeux à jamais.

Quatre heures après, Bismarck annonçait ce décès au Reichstag. « Il ne m'appartient pas, disait-il, d'exprimer ici, de cette place officielle, les sentiments personnels dont m'a pénétré la fin de mon maître, la disparition d'au milieu de nous du premier empereur allemand. Il n'en est nullement besoin d'ailleurs ; car les sentiments que j'éprouve, vivent dans le cœur de chaque Allemand ; c'est pourquoi, les exprimer serait sans but. » Rappelant, en quelques mots, « l'héritage que le long règne de l'empereur laissait au peuple allemand », il ajouta : « Messieurs, puissent l'héroïque bravoure, le haut sentiment d'honneur national, et avant tout, l'accomplissement loyal, laborieux du devoir au service du pays et l'amour

de la patrie, qui étaient incarnés dans notre défunt souverain, — être pour notre nation l'impérissable héritage que nous a laissé l'empereur qui vient de nous quitter ! J'espère de la grâce de Dieu que nous tous, qui avons à concourir aux affaires de notre patrie, nous conserverons fidèlement, dans la guerre comme dans la paix, cet héritage d'héroïsme, de dévouement, d'application au travail, de fidélité au devoir[1]. » Il s'arrêta, brisé, et s'assit. Otto, prince de Bismarck, pleurait[2].

Guillaume Ier, qui fit de grandes choses, et fut un grand roi, n'était pas un grand homme. Son intelligence n'était ni puissante ni pénétrante ; il avait peu de prévision dans la pensée ; il s'attachait aux détails plus qu'à l'ensemble des affaires. Mais il avait un profond sentiment de ses devoirs et une grande application au travail ; il prenait connaissance de toutes les mesures projetées par son gouvernement, lois, décrets ou arrêtés, dans leurs moindres dispositions ; il les examinait et les critiquait avec bon sens, avec le désir de maintenir l'ordre ancien, car il portait à la passion le respect des traditions et croyait au droit divin. Il avait l'âme d'un soldat ; il savait qu'il n'était ni le grand général, qu'acclamaient ses adulateurs, ni le caporal, que raillaient ses détracteurs ; il s'intéressait à tous les détails de la vie militaire, la parade avait pour lui des attraits, tout comme la bataille. Il avait ce rare mérite, de se juger exactement ; il se savait incapable de gouverner sans des conseillers sûrs et forts : il choisit Roon, Moltke et Bismarck, il ne fut point jaloux de leur autorité et leur resta fidèle ; ce fut le meilleur de son génie.

1. Bismarck au Reichstag, 9 mars 1888.

2. Neuber. *Blätter der Erinnerung an Deutschlands grossen Kaiser* (Berlin, 1888), p. 31-32.

§ II

Frédéric-Guillaume, prince héritier de Prusse et d'Allemagne, était tout élégance et modération. Sa haute taille ne manquait ni de souplesse, ni de grâce ; son visage aux lignes sévères et à la barbe farouche était éclairé par la lumière du regard et la douceur du sourire ; ses manières étaient simples, son accueil avait du charme. Ses goûts étaient délicats, il cultivait les beaux-arts, les lettres, avec un sentiment naturel qu'avait affiné sa femme, artiste avisée ; il se plaisait dans son cercle de famille, qui était heureux, à fréquenter des artistes d'élite et des hommes sans parti pris. Son intelligence était étendue plus que brillante : il n'avait rien du hobereau ; il croyait à la liberté et en espérait l'avènement par le régime parlementaire ; il était séduit par la constitution de l'Angleterre et en désirait l'adoption dans son pays ; mais il avait conservé de ses pères l'esprit de discipline et de hiérarchie ; sa volonté était forte, mais elle ne parut que rarement, sur les champs de bataille et dans sa mort, qui fut belle, un sourire de résignation sur un lit de souffrances. Libéral et indépendant, en cinquante-six années d'existence, il gouverna six mois comme régent avec les réactionnaires et cent jours comme empereur sous la coupe de la maladie.

Entre Bismarck et Frédéric, il y avait une incompatibilité d'humeur[1]. Les conflits entre eux furent fréquents : en 1863, l'héritier du trône avait salué les premiers actes du ministre de fer par une protestation qui fit scandale ; ami du prince

1. « Les principes politiques du prince royal ne sont pas les miens », disait Bismarck, et il avait souvent déclaré qu'il ne resterait pas en fonctions sous le règne de Frédéric. Wilmowski. *Meine Erinnerungen an Bismarck*, p. 159.

Frédéric d'Augustenburg et des « gens de Gotha », Frédéric-Guillaume était l'adversaire naturel de Bismarck et de ses alliés ; il n'y eut jamais d'intimité entre eux; le chancelier écarta soigneusement du pouvoir un prince qui n'avait point *ses* pensées, et il ne parlait qu'avec horreur des « princesses », des « Anglaises », qui entouraient Frédéric-Guillaume de leurs affectueux conseils ; mais, à deux reprises, les deux hommes se rapprochèrent, en juillet 1866 à Nikolsburg, à la fin de 1870 à Versailles, et leur union fut féconde pour leur commune patrie.

Depuis le mois de mars 1887, il était entre les mains des médecins : c'était un beau cas de thérapeutique chirurgicale [1]. En octobre, il s'était installé à San-Remo pour retrouver des forces, et chaque semaine il déclinait, sans voix, la gorge percée. Il ne pensait point à abdiquer [2], quoi qu'on en ait dit; mais il se sentait évincé par avance, et il en souffrait [3]. Le 8 mars, il reçut un télégramme de Bismarck, qui le priait avec instance de revenir à Berlin : l'empereur se mourait. La santé du prince ne permit point son départ immédiat ; il ne quitta San-Remo que le 10 mars : depuis la veille, il était empereur et roi. Son voyage fut une course à la mort.

Le 11, sur l'invitation de son nouveau monarque [4], Bismarck se rendit avec les ministres à la gare de Leipzig. Lui-même était sans crainte ; quelques années plus tôt, il eût conservé la politique extérieure, mais perdu la conduite intérieure de l'Empire ; maintenant, la maladie du souverain confirmait la toute-puis-

1. Dr Morell. *La maladie de Frédéric le Noble* (traduit de l'anglais, 1888) et les répliques officielles ou officieuses des médecins allemands. Margaretha von Poschinger. *Kaiser Friedrich III*, t. III (Berlin, 1900).

2. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 383.

3. Guillaume Ier à Bismarck, 23 décembre 1887.

4. Le comte Radolinski à Bismarck, 11 mars 1888. *Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 547.

sance du ministre. En entrant dans le wagon impérial, le chancelier s'inclina et baisa la main de son roi : celui-ci le releva et l'embrassa cordialement. Les anciens dissentiments tombaient devant la nécessité de l'entente. Le soir même, le train arrivait à Charlottenbourg.

Le lendemain, l'empereur Frédéric III publia deux manifestes, qu'il avait dès longtemps préparés avec ses amis libéraux, Geffcken, Stockmar, Roggenbach et Stosch[1]; dans le premier, adressé par le monarque « à son peuple », il louait les actes du vieil empereur, et promettait de « continuer l'œuvre dans l'esprit où elle avait été fondée, de faire de l'Allemagne le rocher de la paix, et d'entretenir, d'accord avec les gouvernements alliés et les organes constitutionnels de l'Empire et de la Prusse, le bonheur du pays allemand ». Le second manifeste, adressé au chancelier impérial, couvrait de remerciments et de bénédictions « le fidèle et courageux conseiller, qui a donné des formules aux desseins politiques du grand empereur et assuré leur succès », et le déclarait « indispensable au pays »; mais il esquissait un mode de gouvernement, constitutionnel, libéral, fondé sur le droit du peuple au bonheur, le respect des minorités et la tolérance des convictions religieuses, qui n'était point dans la pratique du chancelier de fer; nulle phrase ne contredisait la politique de Bismarck, mais tout s'en écartait. L'idéal de Frédéric III reposait sur la libre entente du pouvoir et du peuple; le gouvernement de Bismarck était d'autorité.

L'empereur et le chancelier commencèrent de suite leur tâche commune; singulière collaboration, où le maître ne pouvait exprimer sa volonté que par signes ou par écrit, où le serviteur apportait la force que donne vingt-cinq ans de

1. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 393.

succès, le concours de ministres et de fonctionnaires à sa dévotion, et l'assurance de survivre à son monarque. Les anciens amis du kronprinz étaient soigneusement écartés du Palais impérial; les députés libéraux et indépendants, qui fondaient toute espérance dans le nouveau souverain, étaient tenus pour des hypocrites dans leur « hyperloyauté », et le prince de Galles, beau-frère de Frédéric III, devenait un fourbe, ami de l'ennemi héréditaire[1].

Isolé, l'empereur Frédéric n'avait qu'un appui et qu'un conseil, mais de toute heure et de tout dévouement : l'impératrice Victoria. Toujours à son chevet ou à sa table de travail, dévouée à tous les soins et à tous les secours, elle l'entourait de sa tendresse désolée et de sa sollicitude intelligente. Contre elle, Bismarck ne décolérait pas et ses outrages, renouvelés jusqu'après sa mort[2], étaient répandus par ses confidents. « Elle ne veut que propager l'influence anglaise, disait-il rageusement, que servir les intérêts de l'Angleterre... Elle abrutit son mari. Elle parle, elle parle... Il est malade, il aime sa famille et est sans force pour lutter contre elle. J'étais là un jour où elle l'endoctrinait avec sa volubilité et sa logique de femme. Il n'osait rien répondre; il s'était assis silencieusement et avait l'air abattu[3]. » Mais la douceur pénétrante de l'impératrice ne pouvait vaincre la dure puissance du chancelier. La lutte était pénible, attristante, même pour Bismarck. « Ce furent les jours les plus difficiles de ma carrière », disait-il plus tard à un confident[4]. Mais toujours il l'emportait. « Ainsi advint-il que le ministre imposa

1. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. VI, p. 305.

2. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 360. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 430.

3. Busch. *Tagebuchblätter*, t. III, 7 et 8 avril 1888.

4. *Die Grenzboten*, 25 avril 1889.

sa volonté à l'empereur, non l'empereur au ministre[1]. »

Les actes de Frédéric III ne répondaient point à son passé et à son caractère. L'avènement du nouvel empereur entraînait une pluie de décorations ; c'est un privilège personnel du monarque, mais le chancelier lutta pour écarter de cette rosée les indépendants et les libéraux, et, s'il céda pour quelques-uns, comme Virchow, il l'emporta pour d'autres, anciens amis du couple impérial, mais adversaires politiques du chancelier. Des mises en liberté par voie de grâce, on écarta soigneusement les démocrates et les socialistes. L'empereur ne parvint point à révoquer de ses fonctions un prédicateur à la cour, M. Stöcker, le farouche apôtre de l'antisémitisme, le chevalier bardé d'apostrophes contre le libéralisme. Et des mesures étaient prises pour faire de la frontière alsacienne une muraille de Chine.

Le projet de mariage Battenberg revint en discussion. La jeune princesse Victoria, tenace en son amour, espérait obtenir de ses parents ce que son grand-père lui avait refusé, la main du beau prince. L'impératrice était favorable à ce joli roman : elle était femme et mère ; déjà Alexandre de Battenberg annonçait sa prochaine visite à Berlin, en fiancé ; mais Bismarck opposa durement la raison d'État : le prince avait irrité la Russie, son mariage avec la fille de l'empereur brouillerait les cours de Berlin et de Pétersbourg ; cette union serait d'ailleurs une mésalliance, les Battenberg étant de petites gens à côté des Hohenzollern. Ces raisons étonnent, examinées au recul du temps ; déjà un mariage avait uni les deux familles, et, si Alexandre avait froissé la Russie, il avait expié ce crime, car depuis deux ans ses sujets l'avaient « débarqué ». La question paraissait être plus de personnes

1. Philippson. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, p. 400.

que de principes. On en délibéra en conseil royal ; l'empereur demanda un nouveau rapport à Bismarck, qui menaça de sa démission si l'on outrepassait son avis. « Ce ne serait pas un malheur, répliqua l'impératrice dans l'intimité, si Bismarck s'en allait[1]. » L'empereur hésitait, car, en son état de santé, le tapageur départ du chancelier était une grave complication. Le bruit de la querelle se répandait à la cour et à la ville ; les journaux s'en étaient emparés, favorables ou hostiles au mariage, suivant qu'ils étaient adversaires ou partisans du chancelier ; à Vienne, on annonçait la démission de Bismarck[2] ; les journaux officieux, *Gazette de Cologne*, *Gazette de l'Allemagne du Nord*, menaçaient l'Empire des pires calamités si le roman trouvait un heureux dénouement. Deux conseils entraînèrent la décision de Frédéric III ; le grand-duc de Bade, son beau-frère, l'engagea à ne point accueillir le prince Alexandre dans sa famille ; la reine Victoria, de passage à Berlin, exposa à son impérial gendre l'opinion de son premier ministre, lord Salisbury, qui était hostile à Battenberg. Et l'amour dut céder à la raison d'État.

D'autres décisions étaient prises par Frédéric, à cœur marri. Le Reichstag avait voté une loi sur les menées socialistes, loi d'autorité et de dure répression ; quinze jours après son avènement, l'empereur la contresigna. L'assemblée impériale avait décidé de prolonger de trois à cinq années le mandat législatif, malgré l'opposition des gauches qui voyaient là une mesure de défiance envers les électeurs ; le projet de loi avait été délibéré par le Bundesrath sous l'ancien règne, le nouvel empereur n'avait aucun droit de veto, — Bismarck ne manqua point de le lui rappeler, — et Frédéric promulgua la loi allemande. La Chambre prussienne avait voté pareille

1. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 435.
2. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. V, p. 540.

disposition pour les élections du royaume : ici Bismarck ne put dissimuler au roi que son droit était de refuser son approbation[1] ; Frédéric annonça qu'il y réfléchirait, mais peu de jours après, lassé, sans forces, il contresigna la loi (27 mai).

Ce fut sa dernière concession : le conflit, prévu de tous[2], s'engagea entre le monarque et son ministre, lutte bientôt apaisée par la mort. Le ministre de l'Intérieur, M. de Puttkamer, appartenait à la droite de sang bleu, il avait la main forte, mais brutale, et se croyait sûr de l'appui de Bismarck. Il avait organisé l'administration prussienne en agence électorale, déchiqueté à son gré les circonscriptions et érigé la pression administrative en dogme de gouvernement. La Chambre prussienne, en votant le 2 mai 1888 la loi sur la prolongation du mandat législatif, avait, malgré les protestations hautaines de Puttkamer, exprimé le vœu que le gouvernement respectât « les dispositions législatives qui interdisent les dislocations tendancieuses des circonscriptions électorales ». Un article d'un journal officieux[3], évidemment inspiré par le ministre, reproduisit ses protestations et déclara que le vote de la Chambre était une atteinte aux privilèges de la Couronne, car la constitution prussienne ne soumettait l'administration royale à aucun contrôle. Discours et article irritèrent Frédéric III, qui tenait à assurer la liberté des électeurs. Il ne contresigna la loi sur la durée du mandat qu'après trois semaines de réflexion, par respect des décisions de la Chambre, mais il adressa au ministre de l'Intérieur un rescrit où il recommandait « de ne point atteindre à l'avenir la liberté électorale par une influence administrative ».

A ce moment, d'ailleurs, la Chambre protestait à nouveau

1. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 362.

2. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 444.

3. *Allgemeine Zeitung* du 5 mai 1888.

contre les procédés électoraux du ministre de l'Intérieur, en invalidant l'élection de son propre frère, M. de Puttkamer-Plauth, entachée d'ingérence administrative. Et le roi autorisait une fête d'étudiants, que le ministre avait interdite à Berlin. Bismarck était revenu fort inquiet de Varzin, où il avait passé une douzaine de jours à la fin de mai ; ce conflit entre le monarque et le ministre de son propre choix donnait à son avenir personnel une noire incertitude ; les conciliabules se multipliaient, Puttkamer envoyait au souverain un mémoire pour justifier sa conduite et le ministère tentait une diversion. Mais Frédéric III ne se laissa point détourner de sa voie droite : à l'insu de son chancelier, il adressa à Puttkamer une lettre, de ton très sec, où il déclarait insuffisantes les explications du ministre. C'était un blâme direct et une invite à la retraite : le 8 juin, Puttkamer envoya sa démission.

Bismarck était atteint : le blâme, adressé par le souverain au ministre de l'Intérieur, frappait le Président du Conseil, le maître autoritaire qui avait accepté les procédés condamnés, les avait inspirés, en avait profité. Il n'était homme ni à se le dissimuler ni à s'y dérober : il se rendit de suite auprès de Puttkamer pour lui exprimer « son amitié et sa reconnaissance », et, le 11 juin, il donna à la chancellerie impériale en l'honneur du ministre démissionnaire un dîner qui ressemblait à une protestation et à un défi. La lutte commençait entre Frédéric et Bismarck ; la grande faucheuse y mit une fin brutale.

Le 8 juin, le jour même où Puttkamer recevait la lettre décisive, l'empereur s'affaiblissait, comme une flamme en son déclin. Deux jours après, il était si mal que les médecins l'avertirent de la gravité de son état. Nulle plainte, cette simple phrase, crayonnée sur un papier : « Je regrette de ne point aller mieux. » Et il continua son travail habituel. Le 14,

la mort dessina sur l'impérial visage les signes de sa venue : tranquille, Frédéric reçut les siens, et à une de ses filles qui célébrait son dix-huitième anniversaire, il écrivit ces mots : « Reste pieuse et bonne, comme tu l'es. C'est le dernier vœu de ton père mourant. » Bismarck parut : alors l'empereur prit doucement la main de sa femme et la plaça silencieusement dans la main du chancelier.

Le lendemain au matin, il cessa de souffrir.

§ III

La mort de Frédéric III semblait assurer à nouveau l'autorité de Bismarck. A croire les bruits de la cour, le jeune empereur devait reprendre les traditions de son grand-père : on contait qu'il était depuis longtemps en désaccord avec son père[1] et que les conflits avaient été parfois vifs entre eux, tant étaient graves leurs divergences politiques ; on ajoutait que, récemment encore, il avait eu des discussions avec l'impératrice Victoria, et que la vieille reine d'Angleterre avait dû intervenir pour réconcilier la mère et le fils[2]. On en concluait que le nouveau monarque romprait nettement avec la politique des cent jours, gouvernerait dans l'esprit du vieil empereur, et laisserait tout pouvoir à Bismarck. Guillaume n'avait-il pas dans l'armée ses meilleurs amis de chaque jour et son conseiller le plus goûté n'était-il pas le général de Waldersee, qui n'était point précisément du parti progressiste ? Cette intimité, d'ailleurs, n'était point sans inquiéter Bismarck, qui redoutait en Waldersee un successeur éventuel et cherchait à l'éloigner, comme il avait jadis envoyé Manteuffel à Nancy et à Strasbourg.

1. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 310.
2. Busch. *Tagebuchblätter*, t. III, 28 avril 1888.

Heureusement, une autre amitié se substituait dans le cœur impérial à cette liaison dangereuse, et le comte Herbert de Bismarck était devenu depuis quelques mois le confident intime de Guillaume : l'âge des jeunes gens, certains traits de caractère, une commune conception de l'action allemande, tout les rapprochait ; il était naturel que le comte Herbert devînt le ministre de confiance, et, bon père de famille, le vieux chancelier voyait déjà son fils investi de ses propres charges. Depuis près d'une année, il était à prévoir que Frédéric régnerait peu ou point ; Bismarck avait obtenu d'initier le prince Guillaume aux affaires de l'État[1], et cette initiation avait dû prouver au futur monarque l'excellence de la politique bismarckienne, le rôle indispensable que le chancelier jouait dans les affaires de l'Allemagne et du monde, la nécessité de le maintenir à la tête du gouvernement impérial. Le 1er avril 1888, le prince héritier s'était rendu au dîner offert par Bismarck à l'occasion de son propre anniversaire, et Guillaume avait porté un toast retentissant au chancelier, « porte-drapeau de la bannière impériale, puissiez-vous la porter longtemps encore ! » Ainsi tout concourait à rassurer Bismarck sur la durée de sa domination.

Les premiers actes du nouvel empereur ne pouvaient que confirmer Bismarck et le public dans cette opinion. Le discours du Trône, rédigé par le chancelier, reproduisait les phrases sur la paix, l'armée et le bien-être des travailleurs, qu'on pouvait lire depuis vingt années dans de pareils documents[2]. Lorsque l'empereur eut fini de le lire, il tendit du haut du trône sa main à Bismarck et une forte poignée manifesta publiquement l'accord du monarque et du ministre. Peu de jours après, le chancelier communiquait confidentiellement à quelques mem-

1. L'empereur Guillaume à Bismarck, 23 décembre 1887.
2. Discours du Trône au Reichstag, 25 juin 1888.

bres de la Chambre des seigneurs, ses impressions sur l'empereur et la situation politique : le jeune souverain était plein de bonne volonté, tout à la paix, à la protection de l'industrie et du commerce; il avait demandé avec instance au chancelier de rester à son côté, et Bismarck avait promis de ne point s'éloigner tant qu'il aurait santé et vie : il tiendrait cette promesse jusqu'à son dernier souffle; à rappeler ces propos, Bismarck avait les larmes aux yeux [1]. C'était une idylle.

Les premiers mois furent calmes. L'été était arrivé, apportant avec les vacances la tranquillité politique; nul orage ne menaçait aux frontières; Bismarck s'était installé à Friedrichsruh, en paisible gentilhomme campagnard; l'empereur commençait ses visites aux cours européennes, presque toujours accompagné du comte Herbert, et, en revenant de Pétersbourg, il avait passé une journée auprès de son fidèle chancelier; d'autres visiteurs lui avaient succédé, des ministres, Bœtticher surtout, devenu l'ami de la maison, des ambassadeurs, d'illustres étrangers, Kalnoky, Crispi. Soudain une fâcheuse publication interrompit ce temps agréable : dans son numéro de septembre, une revue, la *Deutsche Rundschau*, avait donné le Journal de l'empereur Frédéric pendant la campagne de France; le prince s'y exprimait en toute franchise, et l'on y remarquait son désir d'unifier l'Empire, son intention de réduire les princes allemands au rang de simples membres d'une Chambre haute, ses conflits à cet égard avec Bismarck. La révélation de ces discordes pouvait n'être point opportune, elle fut lourdement aggravée par le bruyant scandale que souleva Bismarck.

Dès qu'il est en possession du fâcheux numéro, il rédige un rapport à l'empereur pour démontrer l'inauthenticité de la

1. Conversation du 25 juin 1888. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. VI, p. 319.

publication; il épluche les phrases et les faits. « Il n'est pas possible que le prince royal ait écrit cela. » Si le texte est néanmoins authentique, il faudrait poursuivre son auteur pour divulgation de secrets d'État; s'il est faux, il serait nécessaire d'exercer encore des poursuites, pour diffamation envers un mort, ou tout autre délit que préciseraient les juristes de la Couronne. Car il est impossible de laisser impunie une publication « faite pour le bouleversement et la discorde intérieure[1] ».

C'était beaucoup de colère pour un document historique, mais le chancelier sentait le parti que ses adversaires personnels, les progressistes, tireraient du Journal intime, et le Bismarck vieilli de 1888 n'était pas homme à passer sous silence des paroles d'opposition, même venant d'outre-tombe. Il accourt à Berlin, pour insister auprès de l'empereur sur la nécessité des poursuites; Guillaume accède à cette demande. Le chancelier invite le ministre prussien de la justice, M. de Friedberg, à requérir ouverture d'une information; retourné à Friedrichsruh, Bismarck mande M. Busch, le Buschlein de la grande campagne, qui a rédigé de son côté un journal, et il l'invite à rapprocher ses notes de la maudite publication. « Je ne doute pas, dit-il, de l'authenticité du journal publié, car l'empereur Frédéric était loin d'être aussi habile que son père, et son père était loin d'être un politicien de première force. Mais ça ne fait rien, il faut le traiter comme un faux[2]. » Busch ne relève que des divergences insignifiantes, d'ailleurs le ministère de la maison du roi possède des extraits autographes du document. Quel est donc le malotru qui a commis ce forfait?

Ce monstre était un professeur de l'Université de Stras-

1. Rapport de Bismarck à l'empereur Guillaume II, 23 septembre 1888. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. V, p. 571.

2. Busch. *Tagebuchblätter*, t. III, 26 septembre 1888 et jours suivants.

bourg, M. Geffcken, fort intelligent, esprit très avisé, grand ami du prince Frédéric-Guillaume et très digne de l'être. Camarades d'études à Bonn, tous deux avaient mêmes goûts et mêmes espérances : le prince l'avait recommandé à Bismarck, qui s'était méfié de cet homme indépendant et l'avait tenu à l'écart de toutes fonctions [1]. Geffcken avait souvent travaillé avec le prince qui lui avait confié son Journal pendant quelques jours; le professeur en avait pris une copie; avait-il l'autorisation de la publier après le décès de l'auteur [2]? On en a pu douter, car Frédéric avait recommandé l'absolu mystère à des amis aussi intimes que Geffcken, comme l'amiral Stosch ou Gustave Freytag. Mais d'une indiscrétion au délit de révélation de secrets d'État, il était loin. Geffcken n'en fut pas moins arrêté et traduit devant la Haute Cour de justice. Cette poursuite était maladroite; elle faisait tapage de ce qui méritait silence et elle retomba sur le chancelier : le 4 janvier 1889, la Cour acquitta Geffcken.

La colère de Bismarck est aisée à concevoir : il demande à l'empereur de publier l'acte d'accusation dans le *Reichsanzeiger* [3], maigre compensation. Il se renseigne sur les chances qu'aurait une action disciplinaire d'aboutir devant le Conseil universitaire de Strasbourg, et, lorsqu'il apprend que les professeurs se refuseraient à frapper leur collègue, il redouble de fureur; son agitation est telle, qu'il fait au calme prince de Hohenlohe « l'impression d'un homme pas tout à fait sain d'esprit [4] ». — Ce mot avait du vrai : la vieillesse altérait en

1. Néanmoins Geffcken fut deux ans conseiller de gouvernement à Strasbourg.

2. Geffcken a toujours affirmé qu'il avait agi sur le mandat de son impérial ami. Voyez les *Souvenirs* d'un ami de Geffcken, dans le *Frankfurter Zeitung*, 1er novembre 1906.

3. Bismarck à l'empereur Guillaume II, 13 janvier 1889.

4. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 450.

Bismarck l'équilibre mental et lui rendait impossible toute contradiction. — Le temps fit son œuvre, l'affaire Geffcken entra dans l'oubli[1], Bismarck se calma, d'autres préoccupations s'imposaient à sa pensée.

Pendant l'année parlementaire de 1888-1889, Guillaume et son chancelier adoptèrent l'attitude de conservateurs modérés, gouvernant avec la droite, mais sans exagération réactionnaire; les progressistes perdaient évidemment les espérances qu'ils avaient conçues sous le règne de Frédéric III; mais les intransigeants de la réaction n'étaient point satisfaits. M. de Puttkamer ne rentra point dans le ministère, malgré les efforts de ses amis[2] qui obtinrent pour lui la décoration de l'Aigle Noir. Et le chef du parti national-libéral, Rodolphe de Bennigsen, fut nommé président supérieur à Hanovre. Au Reichstag, les débats furent intéressants sur les colonies allemandes et la question sociale.

Depuis cinq années, le gouvernement allemand travaillait au développement de ses colonies avec une persévérance qui n'était point encore couronnée de succès. On souleva au Reichstag à leur sujet et à l'occasion du budget de vives critiques, d'ailleurs contradictoires : certains députés trouvaient que l'État ne faisait point assez pour les colonies, qu'il fallait y prendre des mesures plus actives, notamment pour l'abolition de l'esclavage, quitte à élever les crédits au budget; d'autres cherchaient, tout au contraire, « à mettre la patrie allemande en garde contre les aventures coloniales..., à refuser l'argent et le sang allemands pour l'amour du premier venu qui s'imagine pouvoir fonder un grand Empire de Golconde

1. Geffcken se retira à Munich, où il mourut dans un incendie. Il raconta à ses intimes qu'il avait mis le manuscrit du prince royal en lieu sûr, pour être publié en temps utile.

2. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. VI, p. 322.

ou d'Eldorado[1] ». Bismarck résista à ces deux tendances, et démontra que l'empire colonial de l'Allemagne ne s'établirait que par un travail lent et persévérant. « On a représenté, dit-il, que toutes nos entreprises ont échoué et fait fiasco. Le caractère national allemand n'est pas si facile, Dieu merci, à effrayer que, par des faux pas isolés, des erreurs ou des sacrifices, il se laisse détourner des entreprises coloniales une fois engagées... Rappelez-vous l'histoire des colonies hollandaises. Combien elles sont devenues grandes ! Quels hauts et bas elles ont eus... Ainsi vous voyez que la ténacité germanique ne finit pas moins par arriver à bonne fin... Nous ne ferons pas comme fit, dans le conte, l'homme qui voulait parcourir le pays, et qui, une fois hors du village, ayant trouvé du froid et du vent, revint sur ses pas et retourna se blottir chez sa mère[2]. »

Au début de sa session, et sur la proposition de Windthorst, le Reichstag avait, par le vote d'une motion spéciale, « exprimé la conviction que pour gagner l'Afrique à la civilisation chrétienne, il serait nécessaire de combattre la traite des nègres et la chasse aux esclaves », et il avait provoqué le gouvernement impérial à lui proposer des mesures dans ce but. Bismarck s'empressa de répondre à ce noble désir, et, le 22 janvier 1889, il déposa au Reichstag un projet de loi destiné « à réprimer le commerce des esclaves et à protéger les intérêts allemands dans l'Afrique orientale » ; une somme de 2 millions de marks était mise à cet effet à la disposition du gouvernement ; un commissaire impérial était chargé de surveiller les actes de la Société de commerce qui exploitait l'Afrique orientale. Le projet vint de suite en délibération ; après de nombreux discours, du comte Herbert de Bismarck, secré-

1. M. Bamberger au Reichstag, 15 janvier 1889.
2. Bismarck au Reichstag, 15 janvier 1889.

taire d'État aux Affaires étrangères, du capitaine Wissmann, désigné comme futur commissaire en Afrique orientale, de M. Bamberger, progressiste, hostile à l'extension des colonies allemandes, de M. Windthorst, favorable au projet « par horreur de l'esclavage », Bismarck prit la parole pour rappeler à l'Assemblée comment l'Allemagne avait été amenée à conquérir des colonies. « Je n'ai pas été, dit-il, dès l'origine un homme colonial ; j'ai eu de légitimes hésitations, et ce n'est que la pression de l'opinion publique, la pression de la majorité qui m'a décidé à capituler et à me subordonner. » Il ne dissimula point que de cette politique nouvelle étaient résultés quelques difficultés avec l'Angleterre et certains déboires pour les sociétés de colonisation. La société de l'Afrique orientale, spécialement, a fait de mauvaises affaires « parce qu'elle s'est attirée la colère des chasseurs d'esclaves. Ce qui est exécré là-bas, c'est le chrétien, le protecteur des esclaves, celui qui empêche un commerce illicite ». Et, après avoir cité quelques abominables faits de traite, le chancelier ajouta : « Devons-nous ou non tolérer de pareilles choses, une fois que nous sommes établis là-bas, — les tolérer, parce que financièrement leur répression ne nous rapporte rien [1] »? L'opinion du Reichstag était conquise par avance : elle adopta plus tard le projet de loi sans y apporter de modifications essentielles.

Dans son message du 17 novembre 1881, — œuvre de Bismarck, — l'empereur Guillaume Ier avait indiqué trois étapes à la nouvelle législation de protection sociale; l'assurance des ouvriers contre la maladie, les accidents, et la vieillesse. Des lois promulguées de 1883 à 1889 avaient franchi les deux premiers échelons; restait la dernière phase, la lutte contre

1. Bismarck au Reichstag, 26 janvier 1889.

la vieillesse et l'invalidité[1]. Dans son discours du trône, le 24 novembre 1887, le vieux souverain recommandait au Reichstag d'accorder aux travailleurs allemands ce nouveau soulagement à leurs misères ; les événements de 1888 ne permirent point de répondre à ce vœu, mais le jeune monarque eut à cœur d'exécuter cette dernière volonté du grand empereur, et, sur son ordre, les messages des 25 juin et 22 novembre 1888 annoncèrent en ces termes le développement de la législation sociale : « Je ne me livre pas, était-il dit dans le second, à l'espérance de bannir du monde par des mesures législatives les détresses du jour et la misère humaine, mais je n'en considère pas moins comme une obligation du pouvoir de l'État d'agir selon ses forces pour adoucir les souffrances économiques actuelles et d'affirmer par des institutions organiques que l'amour du prochain, issu du christianisme, est un devoir pour l'ensemble de l'État. » Dès la fin de novembre, le gouvernement déposait au Reichstag le projet de loi « concernant l'assurance pour les ouvriers contre les risques de la vieillesse et de l'invalidité ».

Tout ouvrier ou employé touchant un salaire inférieur à 2.000 marks est obligatoirement assuré contre l'incapacité de travail ou la vieillesse, cette assurance pourra être étendue aux petits patrons par décision du Conseil fédéral ; les charges des pensions sont supportées à la fois par les ouvriers et les patrons qui versent en commun les primes d'assurance et par l'État qui accroît les pensions par une allocation supplémentaire ; les primes varient de 14 à 30 pfennigs par semaine ; elles sont versées par les patrons qui peuvent en retenir la

1. Voir sur la loi du 22 juin 1889, le texte et la notice de M. Gruner dans l'*Annuaire de Législation étrangère*, 1890, p. 182 et suiv. Grad. *Le socialisme d'État dans l'Empire allemand.* - *Revue des Deux Mondes* du 1er avril 1890, p. 598 et suiv.

moitié au compte des ouvriers ; elles sont constatées par des timbres apposés sur des carnets à souches ; la gestion des assurances est confiée à des établissements constitués spécialement à cet effet, organisés et surveillés par l'État, mais où les intéressés ont une part d'activité et de responsabilité ; la pension d'invalidité varie suivant les salaires et le nombre des cotisations versées, elle s'élève de 114 à 415 marks ; la pension de vieillesse est au minimum de 106 marks et s'élève progressivement aux cotisations versées.

Ce projet réalisait un progrès considérable sur le néant législatif de la veille, une étape décisive dans la vie ouvrière. Il fut néanmoins accueilli sans enthousiasme ; la droite était effrayée par les charges qui résulteraient pour l'État et pour les patrons des pensions à créer ; le parti socialiste critiquait la modicité de ces pensions et le fardeau qui en incombait aux ouvriers. Les efforts de M. de Böttcher pour en obtenir du Reichstag le vote prompt et intégral eussent échoué si Bismarck n'y avait joint l'autorité de sa parole. Le 29 mars 1889, il intervient pour affirmer à l'Assemblée qu'aucune divergence ne s'était produite au Conseil fédéral, que lui-même en particulier « n'est pas froid pour ce projet. — A l'âge avancé où je suis, ajoute-t-il avec quelque mélancolie, je puis encore faire une chose, mais non pas tout ce que j'ai fait précédemment. Mon premier devoir est de diriger la politique extérieure... Dans les questions discutées aujourd'hui je suis plus que remplacé par mon collègue, M. de Böttcher..., mais il m'est permis de revendiquer pour moi la paternité première de toute la politique sociale ».

Dans les débats de la loi, les critiques se firent nombreuses, venant surtout des parties extrêmes ; il devenait douteux que le projet pût être adopté dans la session de 1889. Bismarck reprend la parole, le 8 mai, dans un discours qui

sent l'improvisation, taché de ces écarts de langage qui marquaient chez lui l'affaiblissement de l'âge, mais plein encore de dialectique et de volonté. Il conteste aux chefs socialistes de représenter les ouvriers. « Avec la démocratie, dit-il, nous vivions sur le pied de guerre, et elle attaquera, — absolument comme les Français, — dès qu'elle se sentira assez forte pour cela... Depuis un quart de siècle ces messieurs votent contre nous. » Puis il attaque ses anciens alliés de l'extrême droite, les « hyper-conservateurs ». « Comment pouvez-vous, leur crie-t-il, donner tant de place à la colère individuelle, au dépit, à l'intérêt local, en présence d'une question qui touche, comme celle-ci, la totalité de l'Empire dans ses dernières profondeurs ». Il conteste les critiques dirigées contre le projet par les représentants de la propriété rurale. Et, pour terminer, il adresse un énergique appel aux conservateurs, aux nationaux et au centre, « c'est-à-dire aux partis qui veulent maintenir et soutenir l'Empire. C'est uniquement avec eux que j'ai à m'expliquer, avec les autres j'ai à combattre, c'est autre chose[1] ».

Cet appel fut écouté ; la coalition de 1887, le *Cartell*[2], se reforma et la loi fut votée par 185 voix contre 165.

Ce furent les derniers mots prononcés par Bismarck dans une assemblée parlementaire : député pendant quatre années, ministre vingt-six ans, il avait parlé sur les sujets les plus variés avec souplesse, avec vigueur, avec autorité. La dernière page de ses discours est tournée. Sa carrière législative est terminée.

Nul alors ne s'en doutait, surtout lui-même. Déjà il se préoccupait des élections de 1890. Le Cartell de 1887 n'avait assuré au chancelier qu'une faible majorité, une vingtaine de

1. Bismarck au Reichstag, 18 mai 1889.

2. *Supra*, t. III, p. 351. Cependant le centre fut moins souple que pour le vote du septennat, et la majorité de ce parti vota contre le projet.

voix dans les votes importants; il était à prévoir, d'ailleurs, que la coalition des conservateurs et des libéraux ne se reformerait pas dans le corps électoral, car elle était née dans un moment d'émoi public, alors que les ministres montraient à grands gestes le danger aux frontières; en 1889, tout était en Europe à la paix [1]; il faudrait réaliser une nouvelle combinaison; Bismarck n'en avait cure, car il n'était pas homme à s'inféoder à un parti, mais mettait l'État au-dessus des partis; il forgerait une nouvelle majorité, avec cet art subtil du jeu parlementaire où il se savait maître.

Le 8 juin, il partit pour Varzin, laissant le détail des affaires à son fils qui devenait toujours davantage son successeur désigné.

Il passa l'été et l'automne dans ses deux résidences de campagne, et ne fit en sept mois que deux apparitions à Berlin, pour assister aux visites des empereurs d'Autriche et de Russie. Il eut avec Alexandre un long entretien, de haute importance, car le chancelier allemand tenait à dissiper les préventions qui subsistaient à Pétersbourg contre la triple alliance, la « Ligue de la Paix ». Soudain le tzar l'interrompit par ces paroles : « Oui, je vous crois, et j'ai confiance en vous, mais êtes-vous sûr de rester en fonctions? ». Bismarck en fut interloqué, il répartit sans hésitation : « Certainement, Majesté, je suis absolument sûr de rester ministre toute ma vie [2] ». Le jeune empereur n'était-il pas envers lui plein de prévenances et même de déférence [3]? N'était-il pas toujours accompagné du comte Herbert, le meilleur représentant de la pensée paternelle? Friedrichsruch ne restait-il pas

1. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 444 et 445.

2. Déclaration de Bismarck à un rédacteur de la *Neue Freie Press* de Vienne. le 22 juin 1892. Cf. Prince de Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 305.

3. Busch. *Tagebuchblätter*, t. III, 27 septembre 1888.

le centre de la politique européenne et son propriétaire l'homme indispensable à la paix du monde?

Bismarck rentra le 15 octobre 1889 dans ses terres qu'il ne quitta plus jusqu'en janvier : il y mena l'existence qu'il aimait, de gentilhomme campagnard et de diplomate grand seigneur. Il parcourait à cheval ses bois et préparait avec ses forestiers ses coupes et ses ventes. Quelques ministres ou ambassadeurs apparaissaient pour faire leur cour au grand homme et s'orienter sur les vents politiques[1]. De vieux amis étaient accueillis joyeusement, simplement, par un bon camarade. Et les soirées se prolongeaient avec eux, à deviser devant une chope mousseuse, dans la fumée d'une pipe allumée par une main aimée, à ressasser d'anciens souvenirs et à rêver tout haut des projets d'avenir.

Le 23 janvier 1890, un télégramme du comte Herbert rappela brusquement à Berlin le prince de Bismarck[2].

1. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck. Neue Folge*, p. 55 et suiv.
2. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 447.

CHAPITRE XVI

LA CHUTE

(1890)

§ I. La lutte pour la suprématie. — Bismarck vieilli : les défauts du grand âge. Les longues absences et leurs inconvénients. — Le comte Herbert ; la dynastie Bismarck. — Rajeunissement des cadres et hommes nouveaux. Divergences politiques et incertitude parlementaire. Les contradictions de la politique étrangère : premières discussions.

§ II. Le premier conflit. — La loi contre les socialistes : discussion et amendements. L'opinion de l'empereur. — Retour de Bismarck à Berlin. Conseil de cabinet : passivité des ministres; Bismarck chez Guillaume : changement de ministre du Commerce ; M. de Berlepsch. Conseil de couronne : les rescrits de réforme sociale et les objections de Bismarck ; la volonté de l'empereur ; le projet de conférence internationale ; le projet de loi contre les socialistes. — Sentiment de disgrâce. — Rejet de la loi contre les socialistes; l'attitude des conservateurs. — Clôture de la session législative et discours du trône. — Publication des rescrits sans le contre-seing du chancelier. — Divergences de politique extérieure : l'action de la Russie. Le rapport du consul de Kiew. — Le Conseil d'Etat et la convocation à la conférence internationale. — Les élections au Reichstag.

§ III. La démission forcée. — Dernier effort de Bismarck. — L'ordre de cabinet de 1852. Le gouvernement d'autorité et les nouvelles tendances. Bismarck rappelle l'ordre de 1852. Opposition de Guillaume ; ses démarches ; demande de rapport. — Visites de MM. de Bleichrœder et Windthorst : leur objet. — M. de Lucanus à la chancellerie. — Guillaume II chez Bismarck : un vif dialogue. — Demande de démission par le général de Hahncke. — Conseil de cabinet à la chancellerie. Réunion des ministres chez M. de Bœtticher. — Nouvelle demande de démission par M. de Lucanus. — La lettre de démission. — Un dîner de famille. — Réponse de l'empereur. — Remerciements de Bismarck.

§ I

Le jeune empereur et le vieux chancelier ne pouvaient partager le pouvoir [1] ; entre eux il y avait incompatibilité d'autorité ; leur conflit fut une lutte pour la suprématie.

Guillaume, richement doué des dons les plus divers, avait un vif sentiment de ses devoirs et une nette connaissance de ses droits. Il n'entendait être traité ni comme un vieillard en retraite, ni comme un malade en faiblesse, ni comme un enfant en lisière. Il avait ses idées personnelles, il les voulait appliquer lui-même sans entrave, avec toute l'ardeur de ses trente ans.

Bismarck terminait sa soixante-quinzième année, et l'âge avait eu prise sur ses forces physiques et intellectuelles. L'homme était resté un colosse, mais c'était un vieillard : les soins du docteur Schweninger, une hygiène attentive, les longs séjours à la campagne, lui avaient rendu la santé, non la jeunesse ; il n'était qu'un septuagénaire bien conservé, et, malgré ses coquetteries d'athlétisme, il confessait « que la nécessité lui était venue avec les années d'amoindrir le cercle de son activité [2] ». Son caractère était altéré, déformé par ses succès mêmes ; depuis vingt-cinq ans il avait marché de triomphe en triomphe, il se tenait pour indispensable à l'Allemagne, il n'admettait point une Europe sans lui. La confiance

1. G. Kaufmann. *Politische Geschichte Deutschlands im XIXten Jahrhundert*, p. 678. Paul Liman. *Fürst Bismarck nach seiner Entlassung* (1901), p. 11 et suiv.

2. Bismarck au Reichstag, 18 mai 1889.

en soi, qui fut une de ses forces, était devenue un immense orgueil. Les rois et les princes avaient dit, les peuples avaient crié, les poètes avaient chanté qu'il était « le rocher de l'Empire », il le pensait et il se croyait immuable, comme un bloc de bronze. Il avait fait l'Allemagne, il devait être seul à la conduire, et n'admettait point à ce sujet la moindre contradiction ; sa volonté était devenue susceptible ; il n'avait pour ses adversaires que du dédain, mais exigeait de tous une admiration sans critique ; son autoritarisme avait de l'hypertrophie.

Et pourtant ses facultés pénétrantes avaient baissé : il n'avait plus le sang-froid, la ténacité suivie de ses belles années. Au Reichstag et à la Chambre prussienne, il s'abandonnait en des propos insultants pour les nations étrangères [1] et s'indignait ensuite que sa haine n'engendrât point l'amour. Dans ses conversations officielles et privées, il s'exprimait sur tout, gens et choses, avec un mépris tranchant qui n'épargnait même pas l'empereur [2]. Irrité de la moindre iniative, il modifiait ses plans de politique étrangère dès qu'un de ses alliés faisait mine d'agir avec indépendance ; il s'était brouillé avec la Russie, et cherchait la réconciliation ; il s'était lié intimement à l'Autriche et pensait à l'abandonner ; son action était devenue variation. Il montrait envers les petites puissances une arrogance brutale : la Suisse avait expulsé un commissaire allemand, M. Wohlgemuth, qui faisait sur le territoire de la Confédération œuvre de basse police politique ; Bismarck s'en indigna, comme d'une atteinte à la dignité germanique ; les montagnes de la Suisse, étaient, à l'en croire, le repaire de tous les bandits anarchistes, qui préparaient sous l'œil bienveillant de la police des attentats pour toutes les

1. *Supra*, t. III. p. 528, 539 et suiv.

2. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*. t. II, p. 462.

cours européennes [1]. Il criait si fort, qu'il ennuya même ses compatriotes. Il excitait une immense lassitude ; les plus fins prévoyaient, avec le tzar, qu'un éclat était imminent où disparaîtrait le grand homme. « Il n'avait plus tout à fait sa tête à lui », disait-on dans le monde diplomatique [2]. Il avait sa tête, mais de soixante-quinze ans.

Depuis plusieurs années, il ne venait à Berlin que pendant quelques mois. Une cure à Kissingen interrompait ses longs séjours à Varzin ou Friedrichsruh. Il alléguait, pour ces absences, des raisons de santé, et les jaloux en concluaient avec indulgence qu'il n'était plus bon qu'à soigner ses rhumatismes [3]. Il avait pour ces séjours campagnards d'autres raisons que le soin de sa vieillesse : le mépris des humains, l'assurance que rien ne se traiterait sans lui, la lassitude des pompes et des admirations, l'amour passionné de la nature, le plaisir à gérer ses terres et ses bois, l'orgueil de croire Friedrichsruh capitale du monde, tout le retenait en son château. Cet éloignement avait ses dangers ; il paraissait comme une marque de dédain envers ses collègues du ministère, les assemblées parlementaires, la famille royale, et les envieux ne manquaient point de souligner l'absence du chancelier à l'enterrement de l'impératrice Augusta [4]. Surtout, par ses longues absences, Bismarck perdait le contact avec le personnel gouvernemental et parlementaire ; il ne percevait plus exactement la situation respective des partis, les lentes évolutions de l'opinion publique, les besoins nouveaux d'un Empire toujours en travail. Dans la tour d'ivoire où il s'isolait, il était

1. Notes de Bismarck, 5, 6, 24 juin 1889. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. V, p. 562 et suiv.

2. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 456.

3. Blum. *Meine Erinnerungen an Bismarck*, p. 279.

4. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. VI. p. 376.

trop haut placé pour entendre les bruits de la terre. Il comptait sur son fils pour le renseigner, mais ici était un nouveau danger de son « splendide isolement ».

Le comte Herbert avait de l'ardeur au travail, de l'autorité, une expérience précoce, acquise par des missions à l'étranger et la responsabilité même de sa situation ; mais il était altier comme son père, sans en avoir le passé ; on tolérait du vieux chancelier la brusquerie d'une volonté qui avait fait l'Allemagne ; on ne pardonnait pas au jeune secrétaire d'État des éclats qui n'avaient point pour excuse les services rendus. Depuis longtemps, princes et hauts fonctionnaires étaient froissés des allures hautaines de « Monsieur le fils », et, lors des obsèques de l'empereur Frédéric III, le jeune ministre avait traité le prince de Galles avec tant « d'insolence », que ce modèle de courtoisie avait conté à ses intimes : « Si je n'attachais pas grand prix aux bonnes relations entre l'Angleterre et l'Allemagne, je l'aurais jeté à la porte[1]. » Or, nul ne l'ignorait, le comte Herbert était destiné à succéder à son père dans toutes ses charges politiques, ce qui réservait d'heureux jours aux hommes d'État de l'Allemagne. Mécontents et jaloux s'unissaient pour insinuer qu'une nouvelle race de maires du Palais s'installait dans l'Empire ; il s'agissait de savoir qui l'emporterait, de la « dynastie Hohenzollern » ou de la « dynastie Bismarck ».

Cependant, l'avènement du nouvel empereur avait amené un rajeunissement général des cadres administratifs et militaires. Le vieux maréchal de Moltke avait abandonné la direction de l'état-major ; dans les ministères et jusqu'à la chancellerie impériale s'installaient de jeunes fonctionnaires dont Bismarck déplorait les tendances nouvelles. « Partout des

1. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten,* t. II, p. 440.

incapacités à des postes qu'il ne peuvent gérer », disait-il en gémissant [1]. A la cour un nouveau parti se formait, actif, insinuant, rappelant cette *camarilla* de 1862 qui avait amené au pouvoir l'ambassadeur prussien en France : un pasteur, M. Stöcker, un général, le comte de Waldersee, passaient pour aussi influents auprès de l'empereur qu'hostiles au chancelier, qui les détestait, car il sentait leurs sourdes menées, et l'on prêtait à Waldersee ces paroles qu'il aurait dites à l'empereur : « L'illustre ancêtre de Votre Majesté ne serait pas devenu Frédéric le Grand, s'il avait supporté à son côté un ministre tout-puissant [2]. » Un nouvel homme s'imposait comme le futur chef du gouvernement impérial, c'était l'habile secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. de Bœtticher, qui avait pris depuis dix ans une situation exceptionnelle aux assemblées parlementaires, avait rédigé la loi sociale de 1889, et par son intelligence des besoins modernes, avait acquis la confiance de son jeune souverain; il était trop fidèle à Bismarck pour le combattre sourdement, mais trop soumis à l'empereur pour le contrecarrer dans ses nouveaux desseins [3], et déjà l'on murmurait qu'il était le chancelier de l'avenir.

Si de nombreuses critiques s'élevaient contre la personne de Bismarck, non moindres étaient les objections soulevées à sa politique. Le grand autoritaire avait, par la constitution de 1871, réuni tous les pouvoirs gouvernementaux entre les mains du chancelier impérial, et, depuis juin 1888, l'empereur délibérait avec les secrétaires d'État, prenait même conseil d'étrangers au gouvernement; Bismarck posait la lutte contre la démocratie comme un dogme intangible, n'admettant de discussion avec

1. Blum. *Meine Erinnerungen an Bismarck*, p. 278.

2. Voy. l'intéressant article de M. Maximilien Harden dans la *Zukunft*, mai 1905.

3. Voy. les confidences de M. de Bœtticher à M. de Münz. *Neue Freie Press*, mars 1907.

les socialistes que par le poing tendu, et Guillaume II prêtait l'oreille aux plaintes de son peuple, prétendant combattre le parti démocrate par des concessions et non par des bourrades. « Je ne veux point être appelé le prince-mitraille », disait le jeune empereur [1]. Déjà les vieux parlementaires relevaient la tête et M. de Bennigsen réclamait la nomination d'un secrétaire d'État aux finances, responsable devant le Reichstag, ce qui était l'abomination de la désolation. La situation politique était difficile : l'alliance des conservateurs et des nationaux-libéraux, le *Cartell* de 1887, craquait sans conteste ; les élections étaient proches, Bismarck semblait s'en désintéresser, absent de Berlin un mois avant leur échéance ; le résultat de cette consultation nationale était incertain, et cette incertitude permettait toutes les combinaisons comme toutes les ambitions.

La même incertitude régnait dans les affaires étrangères. Depuis 1879, Bismarck avait dirigé sans contrôle la politique extérieure de l'Allemagne : il avait délié l'union des trois empereurs, noué la Triple Alliance des puissances centrales, mis de l'aigreur dans l'ancienne amitié avec la Russie. Depuis le Congrès de Berlin, les relations de l'Allemagne étaient difficiles avec la cour slave, qui se plaignait de n'avoir point trouvé auprès de sa voisine occidentale l'appui que méritait sa bienveillante neutralité en 1870. Bismarck n'avait rien fait pour améliorer ces relations : sa rivalité avec Gortschakoff l'avait entraîné à de maladroites paroles, soigneusement rapportées à Pétersbourg par ses adversaires ; il avait refusé avec dédain tout concours aux finances russes ; en 1889, il avait prononcé au Reichstag des paroles injurieuses, vivement ressenties aux bords de la Néva. On l'a déjà dit, le premier il

1. Déclaration de Bismarck même à M. Otto Kämmel, 30 octobre 1892. Dans les *Grenzboten*, 20 janvier 1907.

avait contribué à rapprocher la France et la Russie. Il semblait à la veille d'une brouille éclatante avec celle-ci, et soudain il cherchait à s'en rapprocher. Sa confiance en la Triplice était ébranlée, il prévoyait les difficultés intérieures de l'Autriche qui paralyseraient son action extérieure ; il pressentait des démêlés possibles entre ses deux alliés, l'Italie et l'Autriche ; il avait donc renoué à Pétersbourg des fils d'attache [1]. Et l'empereur Guillaume II s'opposait à cette volte soudaine, il se refusait à abandonner subrepticement l'Autriche, il croyait par avance à l'alliance franco-russe.

Le grand tenace qu'avait été Bismarck devenait un versatile. En un an, il avait varié trois fois, passant de l'Autriche à la Russie, pour revenir de l'une à l'autre. L'empereur était « stupéfait » de ces variations, et ne cachait pas qu'il comptait à l'avenir conduire personnellement la diplomatie allemande [2].

Une première escarmouche éclata entre l'empereur et le chancelier le jour même ou le tzar quittait Berlin, le 13 octobre 1890. De la gare de Lehrte où Alexandre avait pris le train, Guillaume accompagna en voiture Bismarck à la Wilhelmstrasse et resta longtemps au palais du chancelier. L'empereur avait manifesté l'intention de rendre prochainement sa visite au monarque russe, le chancelier tenta de l'en dissuader ; quoique favorable à un rapprochement avec la Russie, il demandait à son souverain d'éviter une démarche d'amitié « qui ne répondait point aux sentiments personnels du tzar envers l'empereur d'Allemagne. — D'où tirez-vous cette conclusion, reprit vivement Guil-

1. Busch. *Mémoires de Bismarck*. t. II, p. 304. Passage supprimé dans *Tagebuchblätter*. t. III, p. 279. Cf., sous toutes réserves, le projet de note de Bismarck, publié par les *Leipziger Neueste Nachrichten* du 6 novembre 1906.

2. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*. t. II. p. 458.

laume ? — Je sais cela, répartit Bismarck, par des lettres confidentielles que j'ai soin de recevoir de Pétersbourg à côté de la correspondance officielle[1]. » L'empereur exigea la production de ces lettres et leur lecture ne le convainquit point. Peut-être, pris de soupçons, pensa-t-il que Bismarck les lui remettait pour l'éloigner de Pétersbourg et pour négocier seul avec la Russie[2].

Cette discussion n'éveilla point la méfiance de Bismarck. Il rentra dans ses terres, sans crainte pour son autorité[3]. Et c'était là le plus grave symptôme de son affaiblissement sénile, que son flair, si subtil à prévoir les dangers, demeurât en défaut, ne lui signalât pas les indices pourtant si nombreux d'un conflit décisif, et omit de lui révéler qu'entre « l'empereur et Bismarck c'était une question de pouvoir[4] ».

§ II

Dans la pensée de Bismarck, les lois en faveur des ouvriers devaient avoir un contrepoids nécessaire dans les mesures contre les démocrates. La loi de répression, votée en 1878 à la suite des attentats contre l'empereur, renouvelée à plusieurs reprises, venait à échéance en 1890. Le chancelier désirait son renouvellement définitif, et avec de sévères aggrávations : le projet, déposé au Reichstag le 24 octobre 1889, comportait notamment pour les chefs démocrates et les« agitateurs » l'expulsion de certaines villes ou régions, et, pour les journaux socialistes, la suspension perpétuelle

1. *Die Hamburger Nachrichten*, 24 juillet 1891 et *Die Post*, 29 juillet 1891.

2. Bismarck était défavorable aux nombreux voyages de l'empereur, qui donnaient à la personne du souverain une importance exagérée à son gré.

3. Blum. *Meine Erinnerungen an Bismarck*, p. 278.

4. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 465.

après deux avertissements. La commission du Reichstag n'accepta que la prorogation de l'ancienne loi et pour quelques années seulement. La discussion en deuxième lecture s'engagea à la Chambre le 22 janvier 1890 ; la coalition, — le *Cartell* de 1887, — se serait peut-être reformée, si le gouvernement avait fait quelques concessions ; car le parti national-libéral et les conservateurs libres acceptaient le projet de loi, si l'on en retranchait l'article sur l'expulsion [1], et le chef des vieux conservateurs, M. de Helldorff, déclarait que son parti, quoique hostile à cet amendement, voterait la loi qui le contiendrait, « si le gouvernement déclarait formellement qu'il accepterait la loi même affaiblie. Ce n'est pas nous, ajoutait-il, qui gouvernons, mais le gouvernement, et nous adhérerons à son avis ». Le projet fut accepté dans ces conditions le 23 janvier, et le Reichstag fixa au 25 sa troisième et définitive lecture. Le 24 janvier, Bismarck revint à Berlin, avançant son retour de trois jours pour prendre part, disait-il, aux débats du Reichstag. Il avait d'autres raisons, et plus graves, de regagner la chancellerie impériale.

L'empereur Guillaume II ne dissimulait pas qu'il était hostile aux mesures d'exception : il prétendait combattre la démocratie antidynastique par des mesures de protection sociale qui rallieraient aux Hohenzollern le grand parti des travailleurs. A l'occasion d'une grève des mineurs westphaliens, il avait déploré la rapidité de certaines fortunes et la profondeur de certaines misères [2]. Il voulait soulager, non frapper, — coudre, sans déchirer. Bismarck n'ignorait pas cette tendance qu'il trouvait détestable. Il arrivait à Berlin, le 24 janvier 1890 vers deux heures de l'après-midi, tout bouillant de colère contre les démocrates et aussi contre les

1. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 446.
2. Maximilien Harden dans le *Zukunft*, *loc. cit.*

compromissions parlementaires, et il réunit le Conseil des ministres pour lui communiquer sa vaillance. Il fut fort étonné de voir que ses collègues ne partageaient point son ardeur et étaient disposés à accepter les adoucissements apportés par le Reichstag au projet de loi sur les menées démocrates. « C'est une faute, dit-il tout net[1]; le gouvernement ne doit pas acquiescer à cet amoindrissement de la loi ; si le Reichstag le vote néanmoins, nous pourrons plus tard demander de nouvelles aggravations, que notre acquiescement actuel nous rendrait impossibles. Bien mieux vaut-il proposer, à la place de l'expulsion, l'interdiction de séjour[2]. Si je parle en ce sens au Reichstag, j'obtiendrai certainement une grosse majorité par la reformation du Cartell. » Les ministres ne marquèrent nul enthousiasme pour cette procédure : Bismarck ne les sentait plus en ses mains.

Mécontent, énervé de cette résistance, le prince se rendit à cinq heures et demie auprès de l'empereur. Il retrouva la même opposition mais bien plus forte, car, depuis près d'un mois, Guillaume avait annoncé qu'il prendrait l'initiative de nouvelles lois sociales, pour n'en point laisser le mérite aux groupes parlementaires ; Bismarck se refusait à cette concession, parlait tout au contraire d'imposer à ce Reichstag ou à son successeur la loi de répression ; si les nouveaux députés la rejetaient, on les dissoudrait « pour marcher énergiquement ». Il se croyait encore en 1863. L'entretien du monarque et du chancelier ne dura qu'une demi-heure : à six heures, Bismarck sortait du cabinet impérial en annonçant qu'il avait demandé au souverain de confier le portefeuille

1. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*. t. VI, p. 377 et suiv., d'après le récit qu'a fait Bismarck à l'auteur en 1893.

2. *An Stelle der Ausweisung, die Verbannung*. Ces deux mesures sont distinctes dans la législation allemande.

du Commerce à un nouveau titulaire, car « les affaires dépendant de ce ministère avaient pris un tel développement qu'elles exigeaient une entière force de travail[1]. » Il aurait indiqué pour son successeur dans ces fonctions M. de Berlepsch, depuis de longues années président dans des centres ouvriers, à Dusseldorf, à Cologne, celui que l'on a nommé à juste titre « un ministre philosophe[2] ». Avoir comme successeur un « philosophe », quel outrage pour ce réaliste !

Quelques minutes après, un nouveau coup était porté à l'omnipotent de la veille. L'empereur avait convoqué pour six heures un Conseil de Couronne dont l'objet était tenu mystérieux : chacun s'assit, puis Guillaume invita M. de Bœtticher à lire les pièces soumises au Conseil. Tranquille, comme s'il ne commettait pas un crime de lèse-chancelier, le ministre donna lecture de deux rescrits[3] qui annonçaient « le développement de la législation d'assurance pour les travailleurs » et « une enquête sur les prescriptions relatives aux ouvriers de fabrique ». « Le devoir de l'État, y était-il dit, est de régler le temps, la durée et le mode de travail de façon à assurer par des mesures législatives la santé, la moralité, les besoins économiques des travailleurs. » Les ouvriers autant que les fonctionnaires étaient invités à donner leur avis sur ces questions de haut intérêt.

Il n'était pas possible de prendre plus exactement le contrepied de la politique sociale de Bismarck ; lui-même n'était point homme à refuser la lutte, et il fonça sur les deux morceaux de papier avec la même ardeur qu'un taureau sur

1. *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, du 20 mars 1890.

2. Andler. *Le Prince de Bismarck*, p. 266.

3. L'idée initiale des rescrits provient certainement de l'empereur ; on nomme, parmi ceux qui collaborèrent à leur rédaction, MM. Hinzpeter, ancien précepteur de Guillaume, le comte Douglas, député au Reichstag, et M. de Bœtticher.

le foulard rouge d'un toréador. Il démontra combien ce projet dépassait le plan de réforme sociale exposé dans le message de Guillaume Ier, le 17 novembre 1881 ; le chancelier s'était élevé avec force, dans ses discours de 1885, contre l'intervention de l'État dans les relations du patron et de l'ouvrier ; il s'était refusé à toute réglementation sur la durée du travail et sur son interdiction le dimanche; de pareilles mesures porteraient la plus grave atteinte à l'industrie allemande, en favorisant la concurrence étrangère, libre de telles entraves. « Un jour arrivera, aurait-il ajouté, où l'on posera sur l'épaule de chaque ouvrier un ange gardien pour lui demander par intervalles s'il ne travaille pas trop. » Mais il était encore d'autres considérations à opposer aux rescrits. Ils empruntaient aux socialistes une partie de leur programme, sans opposer un seul mot à leur propagande révolutionnaire ; on éveillerait par là les appétits des travailleurs, sans y mettre aucune limite. « Tant qu'un ouvrier dit-il en substance, verra quelqu'un posséder plus que lui-même, il sera mécontent, et il exprimera ce mécontentement avec d'autant plus d'énergie qu'on en admettra la légitimité. » L'amélioration du sort des classes ouvrières ne se peut réaliser à coups de décret, mais par une lente évolution, le progrès de la civilisation, et la lutte contre l'agitation des démocrates [1].

Ainsi parla Bismarck. L'empereur déclara maintenir sa volonté. Les autres ministres, hier serviteurs obéissants du chancelier invincible, s'inclinèrent avec admiration devant la parole du nouveau maître. Bismarck déclara qu'il ne contresignerait pas les rescrits avant de les avoir remaniés, et soudain une ruse survint en son âme de vieux parlemen-

1. Blum. *Fürst Bismarck,* t. VI, p. 379 et suiv., d'après des articles inspirés et des confidences de Bismarck.

taire. Il était dangereux pour la Prusse, dit-il, de prendre la première l'initiative de pareilles mesures. Mieux valait soumettre la question à une conférence internationale qui en délibérerait sagement et mûrirait choses de telle importance. Il espérait, a-t-il confessé plus tard, que la conférence « mettrait un frein à l'élan humanitaire de son maître[1] », et se noierait « dans la phraséologie » : c'était l'enterrement parlementaire par manière de renvoi à une commission. Guillaume II accepta cette proposition et ajouta qu' « il soumettrait cette question au Conseil d'État sous sa présidence et en présence des personnes compétentes qu'il y convoquerait ». Bismarck se rassura : il avait temps pour respirer.

Le Conseil de Couronne délibéra ensuite sur l'attitude que prendrait le gouvernement dans les débats sur la loi contre les socialistes à la séance du Reichstag le lendemain, 25 janvier. L'empereur était d'avis d'accepter les adoucissements apportés par le parti national-libéral au projet primitif; et les ministres d'approuver, Bismarck de bondir : il n'était pas possible d'abdiquer à ce point devant le Reichstag, d'abandonner un texte présenté depuis quelques semaines à peine ; mieux valait attendre le résultat de la troisième lecture, et accepter silencieusement la loi, quitte à en demander plus tard la modification. Il semble que l'empereur acquiesça.

A neuf heures, Bismarck rentra à la Wilhelmstrasse; cette journée avait marqué la première étape de la disgrâce, il n'avait à cet égard aucune illusion. Depuis vingt-sept ans, il avait eu avec trois monarques bien des conflits, mais jamais encore il n'avait rencontré dans son maître une opposition si tenace, dans ses collaborateurs une hostilité si

1. Déclaration de Bismarck au directeur du *Frankfurter Journal*, numéro du 11 juillet 1890.

marquée, en lui-même si peu de force de résistance. Il ne trouvait partout qu'adversaires, à la cour où ses formes tranchantes étaient détestées, au ministère où les uns rampaient devant le nouveau maître et les autres cherchaient à remplacer le pilote congédié, parmi les députés, qu'il avait jadis retournés à son gré, mais qui maintenant avaient le seul souci de leur réélection, dans le pays même, où il n'était plus acclamé que comme un César hors d'âge. Il ne renonçait pas à la lutte, mais il en voyait clairement les difficultés.

Dans la soirée, il reçut plusieurs visites, dont l'une était d'importance : le chef des conservateurs, M. de Helldorff, s'entretint longuement avec le chancelier; de cette conversation, rien n'est connu, — fors l'effet du lendemain.

Le 25 janvier, la discussion reprit en troisième lecture au Reichstag sur la loi contre les démocrates; Bismarck ne parut point à la séance ; M. de Bœtticher eut une prise d'armes avec M. Bebel ; mais les conservateurs attendirent en vain du gouvernement la déclaration qu'avait sollicitée en leur nom M. de Helldorff et qui devait leur permettre de se retrancher derrière l'avis du pouvoir exécutif. Fidèles à la parole de leur chef, tous votèrent contre la loi qu'ils déclaraient trop douce et s'unirent aux radicaux qui la trouvaient trop sévère ; le centre catholique se joignit à eux et le projet fut repoussé par 169 voix contre 98. Qu'avaient voulu les conservateurs en forgeant cette coalition des partis extrêmes ? A quel mot d'ordre obéirent-ils ? La question est encore en débat[1] : on peut supposer que Bismarck désirait la dislocation de l'ancien Cartell, la venue de complications parlementaires où son doigté merveilleux lui rendrait son prestige, peut-être la naissance d'une nouvelle coalition, — conservateurs et

1. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 446-447.

cléricaux, — nettement hostile à la politique sociale de l'empereur. Le chancelier ne s'embarrassait pas de vains scrupules : à la veille des élections, il pouvait désirer un embrouillement général, un combat du gouvernement et du Reichstag, un conflit pareil à celui de 1863, où sa vieille expérience serait indispensable au jeune empereur. Mais Guillaume II n'était point un timide, il aimait la lutte et la dirigea contre Bismarck.

Peu d'heures après ce vote, le Reichstag se réunit une dernière fois pour entendre le discours du Trône qui clôturait sa session. Les paroles de l'empereur furent significatives : aucun blâme pour le rejet de la loi répressive, belles promesses pour l'avenir : « Il faut, dit-il, susciter parmi les classes ouvrières la certitude que les autorités législatives ont un cœur chaud pour leurs intérêts et leurs désirs normaux, et que leur situation ne peut s'améliorer que par des mesures paisibles et légales. C'est mon vœu pressant et mon espérance que le prochain Reichstag pourra, d'accord avec les gouvernements alliés, assurer dans les formes législatives les améliorations nécessaires à cet égard. » Ce n'était point là paroles de Bismarck, nul ne s'y pouvait méprendre, et dès lors apparut au public le conflit de l'empereur et du chancelier. Leur dissentiment éclata dix jours plus tard.

Bismarck espérait encore retarder la publication des rescrits impériaux ; lui-même l'a déclaré [1], il fit tout pour y parvenir ; ses sourdes menées se heurtèrent à une ferme volonté. Le 4 février 1890, le *Reichsanzeiger* publiait deux rescrits de l'empereur [2], l'un ordonnait « l'ouverture de négociations avec les gouvernements de la France, de l'An-

1. Déclaration de Bismarck à M. Kämmel, 30 octobre 1892. *Die Grenzboten*, janvier 1907.

2. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. V, p. 638 et suiv. Bismarck a affirmé que le texte originaire des rescrits avait été amendé sur ses indications.

gleterre, de la Belgique et de la Suisse, relatives à une entente internationale sur la possibilité de satisfaire les besoins et les vœux des travailleurs », l'autre développait les idées si fortement critiquées par Bismarck dans le Conseil de Couronne, le 24 janvier, et annonçait leur examen en Conseil d'État. Aucun de ces rescrits ne portait la signature du chancelier : depuis vingt-sept ans, c'étaient les premiers actes solennels où manquait l'apostille de Bismarck. Nul dans l'Empire ne pouvait ignorer sa disgrâce.

Chaque jour, le chancelier constatait plus douloureusement sa déchéance. La discussion s'était rouverte avec l'empereur sur la politique étrangère. Bismarck semblait maintenant tout acquis à la Russie ; il avait annoncé à Vienne que les troupes du tzar envahiraient peut-être la Bulgarie, pousseraient jusqu'aux Dardanelles, sans que lui-même y vît aucun inconvénient, et il engageait l'Autriche à ne point protester si elle ne voulait point être abandonnée par l'Allemagne[1]. Guillaume II, tout au contraire, déclarait « qu'il serait un fidèle allié de l'empereur François-Joseph, que l'occupation de la Bulgarie serait un cas de guerre pour l'Autriche, et qu'il n'abandonnerait point celle-ci ».

Un menu incident aigrit encore les relations de l'empereur et du chancelier ; le consul d'Allemagne à Kiew avait envoyé au ministère de Berlin de longs rapports sur les armements de la Russie ; trouvant cette correspondance poussée au pessimisme, Bismarck n'en communiqua qu'une partie à l'empereur, transmit les renseignements militaires à l'état-major,

1. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 461, 465, 469. Il est certain que le conflit de l'empereur et de son chancelier se porta au moins autant sur les affaires étrangères que sur la question sociale, et spécialement sur les relations de l'Allemagne avec l'Autriche ; au commencement de 1890, Bismarck sacrifiait celle-ci à la Russie, l'empereur demeurait fidèle à l'alliance de 1879. Des Mémoires et Souvenirs en préparation souligneront ce caractère du conflit. D'après des *Documents inédits*.

et conserva le reste. Guillaume II, averti par l'état-major des préparatifs de la Russie, écrivit en mars à son chancelier une lettre de maître, où il déclarait « excellents » les rapports du consul et nécessaires « des contre-mesures et des avertissements à l'Autriche. Je ne puis, ajoutait-il, que profondément regretter d'avoir reçu de si courts extraits de ces rapports [1] ».

Bismarck s'irritait de tout et critiquait tout, les faveurs multipliées à M. de Bœtticher comme les projets du ministre de la Guerre, les nominations de fonctionnaires comme la campagne électorale. Il avait annoncé sa retraite lors de la publication des rescrits, il ne renouvelait point cette intention, de peur qu'on le prît au mot. Le Conseil d'État s'était réuni le 14 février ; aux gens de carrière administrative s'étaient joints des industriels et des ouvriers, pour délibérer sur les projets de l'empereur. Bismarck avait espéré que des critiques y seraient soulevées, de nature à étayer son opposition et faire réfléchir l'empereur : ce fut une erreur ; seuls, quelques industriels firent des réserves, notamment le représentant de l'usine Krupp ; les ministres appuyèrent les desseins du monarque et l'Assemblée les approuva en leur ensemble. Désillusionné, hautain, Bismarck se renferma dans un silence dédaigneux. « On m'a laissé en plan », disait-il plus tard avec amertume [2]. Le Conseil décida que les délégués de dix États seraient réunis en conférence internationale à Berlin le 15 mars pour « discuter la réglementation du travail dans les usines et mines. » Les invitations furent de suite envoyées, suivies dans quelques capitales, à Berne surtout,

1. Sous toutes réserves, la note confidentielle de Bismarck dans les *Leipziger Neueste Nachrichten* du 5 novembre 1906, et la lettre de Guillaume II communiquée par l'agence Herold le 6 novembre 1906.

2. Bismarck à M. Kämmel. *Die Grenzboten*, janvier 1907.

de manœuvres bismarckiennes pour qu'elles fussent refusées. Toutes furent acceptées. Le 15 mars, les délégués se réunissaient au palais même du chancelier.

Cependant les élections au Reichstag avaient eu lieu les 20 février et 1er mars. Elles s'étaient faites sur la question sociale et ouvrière et s'étaient ressenties du désaccord à la cour. C'était un scrutin de désarroi. Les conservateurs perdaient quelques voix, le parti de l'Empire était réduit à sa moitié et le parti national-libéral amoindri de 28 députés ; le centre s'augmentait légèrement, les progressistes gagnaient 32 voix, les démocrates et socialistes passaient de 11 à 45 ; ainsi l'extrême-gauche remportait un éclatant succès ; elle avait réuni dans le pays plus de suffrages qu'aucun autre parti [1]. Ce résultat bouleversait l'ancien équilibre parlementaire ; le *Cartell* de 1887, l'alliance des conservateurs et des nationaux-libéraux, était mis en minorité, et la minorité de la veille, la coalition des progressistes, des socialistes et du centre devenait la majorité. C'était un coup droit à la politique du chancelier, un désaveu de ses lois d'exception et de combat, un appel énergique à une action nouvelle et pleine d'inconnus. Bismarck n'en fut point étonné, il avait prédit ce revirement dès le 25 janvier. Beau joueur, il résolut alors de jeter son va-tout.

§ III

En ce commencement de mars 1890, la question était nette, forte, catégorique entre Bismarck et Guillaume. Pour chacun, c'était tout ou rien ; l'un serait maître, l'autre soumis. Or nul n'avait tempérament à s'agenouiller. Depuis plus

1. *Bulletin de Législation comparée*, juin 1891, p. 529 et suiv. *Annuaire de Législation étrangère*, 1891, p. 171.

d'un quart de siècle, Bismarck avait gouverné en chef incontesté : les ministres, hier souples subordonnés, lui échappaient aujourd'hui des mains ; il lui fallait les reprendre et rétablir l'autorité ; s'il n'y parvenait point, tout était fini. Pour appesantir sa poigne, il souleva un nouvel incident.

Le 8 septembre 1852, au plus beau moment de la réaction, M. de Manteuffel avait obtenu du roi Frédéric-Guillaume IV un ordre de cabinet qui donnait au président du Conseil un contrôle absolu sur les agissements de tous les ministres ; nul ne devait préparer un acte important sans en conférer avec le président, ni en parler au roi de sa propre initiative[1] ; le cabinet n'avait ainsi qu'un représentant, son chef. Bismarck s'était gardé d'abandonner une prérogative qui convenait si parfaitement à son tempérament autoritaire ; pendant les premières années de son gouvernement, il conférait chaque jour avec le roi, qu'il suivait même en voyage. Plus tard, ses longues absences avaient rendu impossibles ces relations journalières, mais l'ascendant qu'exerçait Bismarck sur ses collègues était tel que nul ne se fût risqué à quelque initiative dangereuse. Comme chancelier, le prince n'avait pas moins d'autorité dans les affaires d'Empire, car il n'existait pas de Conseil impérial des ministres, le Bundesrath se composait en majorité de fonctionnaires nommés par le gouvernement prussien, et le pouvoir exécutif en Allemagne était remis au chancelier. La loi de 1878, sur le remplacement du chancelier en son absence, n'avait apporté qu'une exception qui confirmait le principe. Sauf pour les questions militaires, tout pouvoir était condensé entre les mains de Bismarck.

Il n'en était plus de même depuis l'avènement de Guil-

1. H. von Poschinger. *Denkwürdigkeiten des Ministerpræsidenten Otto von Manteuffel*, t. II, p. 247 et suiv.

laume II; le jeune empereur entendait gouverner en personne; pendant deux années, il avait pris contact avec les hommes et connaissance des choses; il avait profité des longues absences de Bismarck pour s'initier au pouvoir personnel; les ministres avaient suivi cette orientation nouvelle, et contracté l'habitude de travailler avec le monarque sans en référer au chancelier. M. de Bœtticher avait préparé les rescrits à l'insu du Président du Conseil; M. de Berlepsch, le nouveau ministre prussien du Commerce, était désigné pour représenter l'Allemagne à la Conférence internationale; le général Verdy du Vernois, ministre de la Guerre, était suspect d'indépendance; tous prenaient leurs ordres au palais impérial; Bismarck résolut de leur rappeler le chemin de sa chancellerie.

Vers le 10 mars, Bismarck invite les ministres à se conformer exactement à l'ordre de 1852 et à conférer de leurs projets avec le Président du Conseil avant de les soumettre au roi. Il en parle au monarque. Le dialogue est vif entre eux [1]. Guillaume n'entend point être restreint dans ses travaux; il parle d'abroger l'ordre de 1852. « Votre Majesté le peut, répond Bismarck, mais alors il n'y aura plus de ministre-président et je devrai me retirer. — Vous me forcez la main, réplique l'empereur. — Absolument pas, rétorque le chancelier, Votre Majesté peut prendre elle-même la présidence. — Cela doit arriver. » Et ces mots de Guillaume terminent l'escarmouche. Elle reprend bientôt, en combat régulier, par la voix d'un ami du monarque. Le 13 mars, cet officieux paraît auprès de Bismarck; il a un mandat délicat,

1. Il est assez difficile de concilier les divers récits faits par Bismarck et Guillaume, mais on peut, de leurs contradictions mêmes, retrouver les grandes lignes de ce combat. Il est certain, quoi que l'ex-chancelier en ait dit à M. Kämmel, que c'est lui, et non le souverain, qui entama la lutte sur l'ordre de 1852.

le souverain désire abroger l'ordre de 1852 et voudrait l'assentiment du président de son Conseil. Bismarck refuse tout consentement : « Si le roi, renouvelle-t-il, désire restreindre les pouvoirs de son ministre-président, il doit devenir lui-même ministre-président, car il en exerce déjà les pouvoirs. » L'ami s'en va et puis revient : le souverain ne tient nullement à prendre la place du ministre-président, il désire de Bismarck un rapport détaillé sur la question. Le prince se met à l'œuvre : son rapport aura pour conclusion la nécessité de maintenir et d'appliquer l'ordre de 1852.

Le 14 mars, Bismarck travaillait à cette rédaction, lorsque la princesse vient l'informer que M. de Bleichrœder désire lui parler; banquier du prince, mêlé depuis vingt ans à sa politique financière, M. de Bleichrœder a ses entrées familières à la chancellerie; il est introduit de suite auprès de Bismarck et il lui expose qu'il vient en mandataire de M. Windthorst : celui-ci désirerait s'entretenir avec le chancelier et a prié M. de Bleichrœder de solliciter audience pour lui. Bismarck s'étonne : M. Windthorst est un des chefs parlementaires au Reichstag; quoique adversaire du gouvernement, il a eu de tous temps accès auprès du chancelier et il n'a pas besoin d'intermédiaire pour être reçu. M. de Bleichrœder répond qu'il l'a amené avec lui. Bismarck le fait immédiatement entrer.

Tel est le récit de Bismarck[1], il prête à réflexions : les origines, les raisons de cette visite ont fourni prétexte à de nombreuses discussions[2]; les deux interlocuteurs se sont rejeté réciproquement l'initiative de l'entretien, quelques par-

1. Blum. *Erinnerungen an Bismarck*, p. 282.

2. Sur ce problème historique, Knopp, *Windthorst*, p. 240 et suiv.; M. Spahn, *Ueber das deutsche Centrum*, dans le recueil *Kultur und Katholicismus*, janvier 1907; *Allgemeine Zeitung*, 16 janvier 1907; Hüsgen, *L. Windthorst* (1907).

tisans de Bismarck ont même prétendu à un piège pour motiver la colère de l'empereur. La vérité paraît plus simple. La situation de Bismarck était grave, nul de ses amis n'ignorait ses démêlés avec le souverain; les élections de février avaient bouleversé la composition du Parlement; on pouvait essayer de sauver le chancelier en formant vite une coalition, un nouveau *Cartell*, qui l'appuyerait solidement, et contraindrait l'empereur à le maintenir au pouvoir. Dès la veille, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* avait pronostiqué l'alliance du centre et des conservateurs; ainsi la visite de Windthorst, le 14 mars, peut être rapprochée de la venue de Helldorff, le 25 janvier[1]. Dans le naufrage du prince, quelque fidèle, Bleichrœder ou tout autre, ou même quelqu'un de plus proche, a imaginé cette combinaison comme une planche de salut, sans deviner qu'elle porterait le coup décisif.

Entre les deux hommes, l'entretien est prompt à s'engager, sans préliminaires inutiles, sur cette double question[2] : comment le centre se comportera-t-il dans le nouveau Reichstag, quelles seront ses prétentions? Notre parti, déclare Windthorst, ne prêtera point son appui au gouvernement tant que l'Église catholique sera soumise à des lois d'exception : et il énumère les dernières dispositions du Kulturkampf dont le centre désire l'abrogation, les mesures concernant les Jésuites, la loi sur les écoles. Ce sera le retour à la législation antérieure à 1870, l'échec définitif du Kulturkampf, et Bismarck se récrie : « C'est exorbitant et inacceptable. » Windthorst insiste, habile à rappeler des projets de loi, à rapprocher des situations, à préparer des alliances, et, quand il quitte le chancelier, il a le sentiment de l'avoir ébranlé,

1. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 448.

2. Sur ce point, les récits de Windthorst et de Bismarck à leurs amis sont concordants.

peut-être convaincu. Mais il n'a point retrouvé l'invincible d'antan, et, mélancolique, il confie à ses amis : « Je viens du lit de mort politique d'un grand homme[1]. »

Windthorst parti, Bismarck se met à table avec ses intimes, quelques invités, son chef de cabinet, M. de Rottenburg; dédaigneux des papotages, le chancelier raconte qu'il a trouvé Windthorst vieilli, et la visite se divulgue, que Windthorst eût désirée secrète dans l'intérêt même de Bismarck[2]. De cette façon ou par un rapport direct, la nouvelle en parvient à l'empereur. Il pense que Bismarck trame une coalition dirigée contre lui-même, il a ses raisons de croire que le chancelier ne se laissera point renvoyer sans se défendre.

Dans l'après-midi de ce même jour, peu d'heures après le départ de M. Windthorst, M. de Lucanus, chef du cabinet civil de Guillaume II, se présente de la part de son maître auprès du prince : « L'empereur invite le chancelier à lui donner avis préalable des négociations politiques qu'il veut conduire avec des députés. — Je vous prie, réplique Bismarck, de déclarer à Sa Majesté que je ne laisserai personne disposer de ma porte[3]. »

Le lendemain, 15 mars, l'empereur en personne paraît à la Wilhelmstrasse à dix heures du matin et demande à parler au chancelier. Celui-ci ne se lève jamais qu'à midi et est encore au lit. On le prévient, il s'habille en hâte. Comme entre deux fines lames, l'assaut s'engage, vif et serré. L'empereur demande ce que signifient ces négociations avec M. Windthorst. Il ne s'agit point, objecte le ministre, de

1. M. Spahn. *Ueber das deutsche Centrum, loc. cit.*

2. Cf. un article très documenté de la *Kölnische Volkszeitung*, 7 novembre 1906.

3. Récit de Bismarck à Blum. *Meine Erinnerungen an Bismarck*, p. 283. Cf. Delaporte. *Comment Guillaume II renvoya Bismarck. Le Correspondant*, 10 juin 1900.

négociations, mais de conversations personnelles et confidentielles. Le monarque ne s'arrête point à cette excuse et revendique son droit d'avoir connaissance des négociations de son chancelier avec les chefs des partis politiques. Bismarck réplique dans sa manière forte. — « C'est tout au plus s'il ne m'a pas jeté l'encrier au visage », raconta plus tard Guillaume à ses confidents[1]. « Je ne laisserai soumettre à aucun contrôle mes relations avec les députés », répond le ministre à l'empereur. « Même si je vous l'ordonne comme souverain », rétorque Guillaume avec irritation. Et Bismarck de répondre : « Les ordres de mon empereur s'arrêtent à la porte du salon de ma femme. » Il ajoute qu'il n'est resté au service du jeune empereur que sur la demande du vieux Guillaume ; s'il ne plaît plus, il est prêt à se retirer.

Après cette scène, la rupture était certaine, et à bref délai. Guillaume avait compris que le chancelier lui enverrait sa démission sur-le-champ ; Bismarck croyait, — ou feignait de croire, — qu'il n'était question encore que d'abroger l'ordre de 1852, et il travaillait au mémoire demandé par le monarque, en accumulant les arguments favorables au maintien de l'autorité du premier ministre. Mais il était sans illusion sur son propre sort, il mandait à la Chancellerie le fidèle Busch pour arranger et emballer ses papiers. « Je m'en vais, répétait-il avec mélancolie, le plus tôt sera le mieux. Cela n'est plus tolérable[2]. »

Le 17 mars, dans la matinée, le général de Hahncke, chef du cabinet militaire de Guillaume, se rend auprès de Bismarck : « L'empereur attend la démission du prince ; il est prêt à recevoir le chancelier pour ce faire à deux heures. — Mon état de santé, répond le prince, ne me permet pas de

1. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II. p. 465.
2. Busch. *Tagebuchblätter*, 16 mars 1890, t. III, p. 276.

sortir aujourd'hui, et je dois demander quelque temps pour rédiger cet écrit. Ce serait un manque de conscience envers l'empereur et la patrie de fuir au drapeau dans les circonstances actuelles. Une démission spontanée donnerait une fausse image de la situation. L'empereur d'Autriche dit bien, quand il veut se séparer d'un de ses ministres : « Nous avons estimé de relever celui-ci de ses fonctions. » Moi-même je ne puis terminer ma carrière politique par un acte qui me paraît fatal pour le peuple et l'Empire ». Le général s'incline et va porter cette réponse à son maître.

Bismarck fait convoquer les ministres pour le commencement de l'après-midi ; il reçoit quelques intimes, Bleichrœder, Busch ; puis il se met à table, fort calme, dissertant sur le caviar russe et le mariage des diplomates, louant fort le vin de Moselle et le Château-Yquem qu'il déguste en fin connaisseur. Mais ses confidences sont amères, un mot revient sans cesse sur ses lèvres, *Il*, qui désigne le maître ingrat. « Il en a assez du vieux mentor ; il veut maintenant des agents plus dociles... C'est maintenant un fait accompli, les choses ont été plus vite que je ne croyais... Il veut avoir des ministres obéissants... Mais moi je ne puis servir genou à terre (*Ich kann nicht mit Proskynesis dienen*)[1]. « Et il cherche de vieilles lettres de Guillaume Ier, destinées à une publication vengeresse.

Au commencement de l'après-midi, les ministres accourent, curieux de nouvelles, anxieux de leur sort. Ils ont été souvent jaloux de Bismarck, d'aucuns guettent sa succession ; mais, à l'heure du péril, ils se serrent autour du vieux pilote, de peur que son naufrage amène leur noyade. Ils s'entenden t

1. Le récit de Busch, écourte dans ses *Tagebuchblätter*, a été restitué dans ses *Mémoires de Bismarck*, t. II, p. 304 et suiv. Cf. le recit du comte Münster à M. de Blowitz. *My Memoirs*, p. 328 et suiv.

pour demander avec Bismarck le maintien de l'ordre de 1852, que chacun a violé sans scrupule, et tous déclarent que le jeune souverain a manqué d'égards envers la vieillesse du chancelier. Dans la soirée, ils se réunissent encore chez celui que Bismarck appelle déjà « le chancelier Bœtticher » ; en l'absence de leur Président, ils combinent quelque démarche destinée à le sauver, une visite collective à l'empereur, un appel à sa générosité. Ils prolongent leur délibération, comme s'ils attendaient quelqu'un. Et un aide de camp impérial apparaît, Guillaume a appris, — il est d'heureux renseignements, — que les ministres délibéraient en faveur du chancelier ; il les prie de ne s'en point donner la peine ; il n'a pas besoin de leurs conseils ; sa décision est prise à l'égard de Bismarck.

Le même soir, M. de Lucanus retournait au palais du chancelier pour demander à nouveau la démission du prince, en ajoutant que le monarque s'étonnait de ne l'avoir point encore reçue, et donnait une heure fixe pour l'avoir. « Je suis prêt à contresigner ma simple révocation, répondit Bismarck ; mais s'il agit d'une démission, dernier acte d'un ministre qui a fait une certaine figure dans l'histoire de l'Allemagne et de la Prusse, il me faut plus de temps. Je suis responsable envers moi-même et envers l'histoire, qui doit savoir pourquoi j'ai reçu mon congé. » M. de Lucanus acquiesce ; il promet au nom de son maître des compensations. « Sa Majesté, dit-il, demande à vous faire duc de Lauenbourg. — J'eusse été duc depuis longtemps, réplique Otto de Bismarck, si mon ambition m'y avait poussé. — Je crois savoir, ajoute le chef de cabinet, que Sa Majesté y joindra la dotation nécessaire à Votre Altesse pour tenir son nouveau rang. — Je ne doute point, rétorque Bismarck avec fierté, des bontés de Sa Majesté, mais j'ai derrière moi une carrière qui ne me permet pas de

la terminer avec un pourboire, comme l'on en donne pour le jour de l'an aux facteurs. »

Et il prépare sa lettre de démission, lentement, à loisir[1]. Il esquisse à larges traits l'histoire politique de la Prusse, depuis la royauté absolue, où le monarque exerçait tout pouvoir, jusqu'au régime constitutionnel, adopté en 1848; dès lors, un premier ministre a pour tâche de réaliser l'unité de la politique dans le ministère et d'assumer la responsabilité de tous les actes du cabinet; l'ordre de 1852 a conféré au président du Conseil l'autorité qui, seule, lui permet d'encourir cette responsabilité envers la Chambre et l'opinion publique. Et Bismarck, l'homme du grand conflit, de conclure avec une simplicité exquise d'ironie, que sans cette autorité « nul président du Conseil ne peut encourir une pareille responsabilité ». Ses collègues partagent à cet égard son avis; les deux « augustes empereurs » Guillaume et Frédéric avaient dans leur premier ministre une confiance qui assurait son autorité au Conseil. Il n'en est plus de même aujourd'hui, et, ne pouvant supporter « cette *capitis deminutio* que constituerait l'abrogation de l'ordre de 1852 », Bismarck n'a plus qu'à se retirer. Il a cru comprendre que le souverain désirait qu'il restât au service de l'Empire, tout en abandonnant le ministère prussien. Cette solution ne paraît point désirable, car elle séparerait la direction intérieure et la politique étrangère. D'ailleurs, l'incident soulevé par l'empereur à propos du rapport du consul de Kiew[2] a signalé au chancelier une

1. La lettre de démission, datée du 18 mars 1890, a été publiée par le *Berliner Local Anzeiger* du 31 juillet 1898, lendemain de la mort du prince, et reproduite dans le *Bismarck Jahrbuch*. t. VI, p. 385 et suiv., puis par M. Moritz Busch, *Bismarck und sein Werk*, 1898, p. 110 et suiv. *Mémoires de Bismarck*, p. 312 et suiv. M. Busch en avait pris copie dès 1891 et est l'auteur de la publication de 1898.

2. *Supra*, t. III, p. 584.

divergence d'orientation entre ses vues et les desseins de son monarque. Il ne lui reste qu'à demander d'être relevé de toutes ses fonctions. « J'aurais soumis cette demande à Votre Majesté depuis un an et des jours, déclare Bismarck en terminant, si je n'avais cru qu'Elle désirait utiliser encore l'expérience et la capacité d'un fidèle serviteur de ses devanciers. Mais j'ai acquis la certitude que Votre Majesté n'a plus besoin de moi, et je puis me retirer de la vie politique sans craindre que l'opinion publique ne condamne ma décision comme prématurée. »

Il soigne cette rédaction, sans se presser, mettant comme un malin plaisir à faire attendre son roi. Il vaque aux affaires de sa charge, tranquille, le front haut, déjouant les curieux par son calme. Il ne manque pas de se rendre à la conférence du travail, réunie depuis le 15 mars, et de recevoir les délégués étrangers. Le 19 mars, alors qu'il venait de terminer sa lettre de démission, il prie à dîner les envoyés français; après le repas, qui fut familial, mais copieux, il s'assied joyeusement dans son large fauteuil, sa pipe d'Ulm aux lèvres, et s'adressant avec jovialité au premier délégué français, en bon bourgeois, heureux de vivre, calme et sûr du lendemain : « Voyez-vous, monsieur Simon, dit-il, un homme ne peut pas mourir avant d'avoir fumé cent mille cigares et bu cinq mille bouteilles de champagne. — J'en suis ravi, Excellence, répond le malin Français, car alors j'ai longtemps encore à vivre. » Et le chancelier de rire joyeusement[1].

Le lendemain, 20 mars, est le dernier jour de son règne. Dans la matinée, il envoie à l'empereur sa lettre de démis-

1. Souvenirs inédits de M. André Lebon, secrétaire de la délégation française. Le propos de Bismarck lui était familier. Booth. *Persönliche Erinnerungen an den Fürsten Bismarck*, p. 27.

sion. Peu d'heures après[1], M. de Lucanus et le général de Hahncke se présentent au nom du monarque, la mine grave, solennelle, apportant deux lettres de leur souverain. L'une exprime « la profonde émotion » de l'empereur qui avait espéré « ne jamais se séparer de son ministre pendant leur commune existence »; il n'y est fait qu'une rapide allusion « aux raisons invoquées à l'appui de cette décision et qui la démontrent irrévocable »; le seul motif officiel de la retraite, c'est la santé du prince, et cette retraite permettra le « raffermissement d'une vie et de forces indispensables à la patrie ». Les phrases s'accumulent, pour exprimer la reconnaissance du peuple et de l'empereur; « en signe de remerciement », Bismarck est fait duc de Lauenbourg et reçoit le portrait de son souverain. La seconde lettre le nomme général de cavalerie avec rang de feldmaréchal.

Bismarck ne demeure point en reste de politesse. Il écrit immédiatement au maître qui le renvoie une lettre de remerciements, il annonce sa prochaine visite, mais il décline la dignité de duc de Lauenbourg. « Je préfère, dit-il en une phrase qui a sa grandeur, ne porter à l'avenir que le nom et le titre que j'ai portés jusqu'ici ».

Ainsi tomba Bismarck, ministre et chancelier, qui fut plus puissant que les rois.

§ IV

Lorsqu'on apprit que l'arbitre des nations était chu du pouvoir, l'impression unanime fut de stupeur, comme à l'annonce

1. Bismarck a raconté que les lettres de l'empereur lui avaient été apportées si vite après que sa démission fût parvenue au Château, que le souverain n'avait pas eu le temps de lire l'une avant d'envoyer les autres. Blum. *Meine Erinnerungen an Bismarck*, p. 287. En réalité, une phrase de la première lettre paraît répondre à mots couverts aux explications du chancelier.

d'un événement irréalisable. Depuis plusieurs jours, les gazettes parlaient à mots couverts de démêlés à la cour allemande, de démission offerte par Bismarck; mais, depuis tant d'années, le chancelier tenait une telle place dans les conseils et les décisions de la politique européenne, si souvent il avait annoncé son départ pour confirmer et accroître son autorité, que le « jamais » du vieux Guillaume semblait une loi humaine, et que la mort seule pourrait briser. Mais à l'émotion des premiers jours succéda vite un soulagement général.

Le jeune empereur, étonné de son propre geste, souffrait comme d'une amputation nécessaire. « J'ai mal, écrivait-il, autant que si j'avais perdu une seconde fois mon grand-père... Le commandement du navire m'incombe, la marche reste la même. A toute vapeur, en avant [1]. » Les gens de cour étaient satisfaits, fatigués du joug impitoyable d'un génie autoritaire; quelques mécontents, le général de Waldersee, M. de Bœtticher, regrettaient le choix du nouveau chancelier, dont ils auraient voulu la place; M. de Caprivi, général en fin de carrière, aussi étranger à la vie parlementaire qu'aux questions extérieures, avait été désigné pour remplacer le grand homme, précisément parce qu'il était un médiocre, soldat honnête et travailleur, mais incapable d'évincer son maître. Fors quelques intimes de Bismarck, les fonctionnaires, qui vivaient agenouillés devant le chef sévère et dur, se relevaient avec joie en secouant la poussière de leurs genoux. « Le lion est mort, écrivait-on de Berlin, les roquets sont en fête [2]. » Les amis de l'empereur Frédéric III étaient reconnaissants au fils d'avoir vengé son père: Stosch était « gai comme un pinson ». « Enfin, disait-il, on peut parler ouvertement, le grand homme

1. Guillaume II au grand-duc de Weimar, 22 mars 1890.

2. Valbert. *La démission de M. de Bismarck. Revue des Deux Mondes* du 1er avril 1890, p. 678.

n'est plus à craindre[1]. » Le grand-duc de Bade, qui avait cru nécessaire de rendre visite au fondateur de l'Empire, avait avec lui une scène pénible, et le comte Herbert ne voyait que des dos tournés[2]. Le parti progressiste était dans la joie, et les socialistes dans l'allégresse. A l'annonce officielle du grand événement, le Reichstag et la Chambre prussienne demeuraient muets, par prudence, hostilité ou ingratitude. Il n'y avait d'inquiétude et de tristesse que dans le groupe dévoué personnellement à Bismarck, parmi les nationaux-libéraux et conservateurs d'Empire, qui déploraient « l'inconnu du lendemain ». Dans le peuple régnait une profonde indifférence[3]; la grande masse de la nation, a-t-on écrit, « est restée froide jusqu'au fond du cœur », *kühl bis an Herz hinein*.

De l'étranger, les condoléances abondaient, les unes polies, mais avec une nuance d'ironie, les autres sincères comme à l'annonce d'un deuil personnel ; les hommes d'État italiens et autrichiens étaient inquiets, car la chute de Bismarck était une menace pour la solidité de la Triple Alliance, dont il était l'auteur ; M. Crispi télégraphiait des « mots touchants[4] » ; l'empereur François-Joseph, philosophe et bienveillant, oubliait Sadowa pour rappeler le Congrès de Berlin et l'alliance fraternelle. Les cercles diplomatiques et les chancelleries étaient déroutés, atteints d'un vague malaise à la disparition du grand brutal dont tous avaient reçu les boutades et les coups, mais dont l'âge et l'expérience étaient une garantie pour la paix.

Cependant Bismarck préparait ses paquets, résolu de se retirer à la campagne, d'y vivre ses dernières heures dans la solitude, loin de ce Berlin où il risquait de rencontrer des

1. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 464.
2. Busch. *Tagebuchblätter*, t. III, p. 302 et plus précis dans *Mémoires de Bismarck*, t. II, p. 311.
3. Pfister. *Das deutsche Vaterland im XIXten Jahrhundert*, p. 691.
4. Bismarck à Crispi, 21 mars 1890.

rois et des ministres ingrats. Il avait cru d'abord que le comte Herbert demeurerait au ministère, pour y rester son représentant, et garder sa place dans un « train mixte » ; mais l'empereur coupa net à cette formation dangereuse, en annonçant dans l'acte même de nomination de Caprivi qu'il maintenait le comte de Bismarck-Schönhausen « provisoirement » aux Affaires étrangères. Cet adverbe était l'invite à une démission qui fut donnée dès le lendemain.

A la Chancellerie, on fermait trois cents caisses, on emballait treize mille bouteilles, et Busch dissimulait dans des cartons les documents confidentiels que le grand déchu réservait pour la rédaction de mémoires vengeurs [1]. Pendant que tout son entourage s'activait à ce travail, Bismarck recevait et rendait des visites, destinées à adoucir ou à rendre plus amère sa peine. Souverains et ministres, hommes d'État et de finances, diplomates et professionnels du patriotisme, amis désolés et rivaux fielleux, tous se présentaient à la Wilhelmstrasse, et les hauts fonctionnaires accouraient de loin. Il en recevait beaucoup, cordial et fort en apparence [2], atteint au fond, et la parole amère, violente à la première critique.

Il invitait à déjeuner son successeur, le général de Caprivi, pour lui livrer les derniers secrets d'État et sans lui annoncer la campagne de presse qu'il préparait dès lors contre lui [3]. Il se rendait auprès de Moltke, son vieux compagnon de lutte, discret et sage en sa retraite, auprès de l'impératrice Frédéric, et comme cet adversaire de la veille lui demandait si elle ne pouvait rien pour lui, il répliqua simplement : « Je ne

1. Busch. *Tagebuchblätter*, 22 mars 1890, t. III, p. 280.

2. J. Booth. *Persönliche Erinnerungen an den Fürsten Bismarck,* p. 75.

3. On a raconté que Bismarck avait annoncé à son successeur : « Le roi me reverra. » Ce propos, qui ne paraît point avoir été tenu, a toujours été démenti par Bismarck. *Hamburger Nachrichten*, 9 janvier 1891, 12 février 1897.

demande que de la sympathie [1]. » Il allait enfin au Château, pour son audience d'adieu, cérémonie désagréable, entretien correct, mais pénible de deux combattants signant une paix toute d'apparence. Bien autre fut la visite qu'il rendit à son vieux, à son seul maître. Le 28 mars au soir, un simple cabriolet s'arrêtait devant le Mausolée des rois, à Charlottenbourg, et un homme de haute taille en descendait; il se promenait silencieusement dans les allées du jardin, tenant à la main quelques roses [2]; à pas lents, il montait au tombeau du grand empereur, et posait doucement les fleurs sur la pierre, la main tendue comme pour une dernière étreinte. Longtemps il resta, le regard lointain, la pensée perdue dans d'anciens souvenirs. C'était l'adieu de Bismarck à Guillaume.

Le lendemain, 29 mars 1890, il quitta Berlin. La ville, qui avait constamment voté contre lui, mais dont il était la joie et la gloire, lui fit un cortège pareil à une apothéose. Dans les rues et à la gare de Lehrte, une foule se pressait, aux rangs serrés, aux acclamations enthousiastes comme jamais roi n'en eut à Berlin au retour d'une victoire [3]. Le grand sceptique, malgré toute son ironie, en marqua quelque émotion. Sur le quai se massaient tous les dignitaires, les ministres et les ambassadeurs, les généraux et les conseillers royaux, en ce désordre pittoresque qu'on voit aux enterrements. Il prit place avec la princesse dans son wagon, ayant pour chacun un mot affectueux ou jovial. A cinq heures quarante, le train s'ébranla et disparut. Et, deux heures après, arrivait à Friedrischsruh un vieux gentilhomme campagnard. Hier encore, il était tout en Allemagne; aujourd'hui, il n'était rien, — mais il restait Bismarck.

1. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten,* t. II, p. 473.
2. Récit de la *Post* de Berlin.
3. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit,* t. VI, p. 403.

CHAPITRE XVII

LES DERNIÈRES ANNÉES

(1890-1898)

§ I. Les années de colère. — En famille ; les intimes. L'isolement et l'ennui. La rédaction des *Pensées et Souvenirs :* leur portée. La maladie de la politique ; critiques amères, les *Hamburger Nachrichten.* — Mécontentement de Caprivi : circulaire du 25 mai 1890. — Campagne de presse dans les *Hamburger Nachrichten.* — Friedrichsruh, centre d'opposition. — Bismarck, député. — Nouvelles critiques de Bismarck : irritation de la cour. — Manifestations populaires. — Mariage du comte Herbert. Voyage à Vienne. Circulaire Caprivi du 9 juin 1892. La réponse de Bismarck et l'interview de la *Neue Freie Press.* Réplique de Caprivi. Les manifestations de Kissingen et le discours d'Iéna. — La maladie de 1893 et la réconciliation avec l'empereur. — Bismarck à Berlin et Guillaume à Friedrichsruh. — Retraite de Caprivi. Hohenlohe, chancelier.

§ II. Dernières fêtes et derniers coups. — La visite de Hohenlohe. Mort de Mme de Bismarck. — L'anniversaire des quatre-vingts ans : une fête nationale. — Friedrichsruh, lieu de pèlerinage. — Le dernier coup de dent ; le traité de réassurance. Colère du gouvernement ; émoi du peuple allemand ; débats au Reichstag.

§ III. La fin. — Le vieux du Sachsenwald. Dernières critiques et pensées mélancoliques. L'affaiblissement. La maladie et la mort. — Le mausolée de Friedrichsruh.

§ I

Les plus grands ont leurs faiblesses : Bismarck avait su exercer le pouvoir, il ne sut l'abandonner ; favori de la fortune, il regimba contre l'infortune avec une âpreté qui n'ajoute point

à sa gloire mais complète son caractère : il ne se piquait point de philosophie. Ses dernières années furent tristes, malgré les honneurs et l'encens[1].

En arrivant à Friedrichsruh, il entrait dans un charmant cercle de famille ; on eût pu croire qu'il s'en contenterait, car cet homme de fer était un affectueux époux et un tendre père ; la princesse de Bismarck, associée depuis quarante-trois ans à ses heurs et malheurs, s'ingénia pour adoucir les déceptions du grand vaincu par les joies de son foyer : elle croyait à la force curative de la musique, de la cuisine et de la poésie, et ne lui ménagea Beethoven, fine chère, ni Gœthe. Sa fille, Mme de Rantzau, abandonnait souvent La Haye, où son mari était ministre d'Allemagne, pour apporter à la maison paternelle le charme de son aimable caractère : on l'appelait en riant la « vice-hôtesse » de Friedrichsruh, et ses quatre enfants animaient la grande maison de la gaîté de leurs jeux. Le comte Herbert, chargé de gérer les terres de Schönhausen, venait distraire son père par les souvenirs de leur ancienne splendeur. Le comte Wilhelm, le joyeux « Bill », quittait sa présidence de Kœnigsberg, pour égayer l'exilé par ses plaisanteries et le jeune sourire de sa femme, Sybille d'Arnim, la nièce d'Otto, la fille de la *liebe Malle* qui restait la meilleure amie du chancelier déchu. Trois intimes s'adjoignaient souvent à la famille : Lothar Bucher, le collaborateur des grands actes, en retraite depuis quatre années, resté le confident des secrets politiques ; Lenbach, peintre d'un talent confinant au génie, portraitriste attitré du prince, aimé pour sa franchise et sa fidélité ; le docteur Schweninger, enfin, indispensable à une santé qu'il avait refaite par

1. Les dernières années de Bismarck, qui sont de petit intérêt, sont bien connues par les publications de H. Kohl. *Bismarck Jahrbuch* (6 vol., 1892-1898). Penzler. *Fürst Bismarck nach seiner Entlassung* (7 vol., 1897). Liman. *Fürst Bismarck nach seiner Entlassung* (1 vol., 1901), etc.

l'hygiène, imposant ses ordonnances par l'habileté de son diagnostic et son amitié par la force de son dévouement.

C'était un milieu charmant, mais il ne suffisait point à Bismarck. « La politique m'a pris, confessait-il avec mélancolie, elle ne me lâchera plus ; qui a conduit les peuples, trouve une chaîne dans l'idylle. » En vain tentait-il de se distraire par les plaisirs de la campagne, la chasse, les grandes chevauchées dans ses forêts, l'administration de ses domaines. « Il faut bien que je scie du bois, puisque je ne peux plus scier les hommes », disait-il à un journaliste français, M. des Houx. Il était étonné de trouver fades les faciles joies de sa jeunesse et de sa vie active : il tenait plus de l'aigle en cage que du bureaucrate honoraire qui pêche les goujons. Il dévorait les journaux, pour y trouver matière à ses critiques acérées ;mais il était humilié de chercher les nouvelles dans les gazettes, lui qui avait forgé les événements. Il était surtout étonné, mécontent du vide et du silence qui s'étaient faits autour de lui : jadis, le château de sa résidence était la capitale politique de l'Allemagne, où affluaient les ministres et les députés, les ambassadeurs et les journalistes ; maintenant, Friedrichsruh était un désert, les ambitieux s'en écartaient comme d'un lieu dangereux, les « vieux amis » craignaient de s'y compromettre, la foule n'en avait point encore appris le chemin [1]. Un nouveau compagnon s'y était installé, insinuant, tenace, terrible, — l'ennui.

Chez ce combattif, né pour la lutte et vivant de la bataille, l'oisiveté devint presque une maladie, et le docteur Schweninger s'inquiéta ; son ingéniosité lui indiqua que le seul remède de l'ennui, c'est le travail. Il engagea l'ancien chancelier à rédiger ses Mémoires, et Lothar Bucher fut mandé au

1. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. VI, p. 405. Bazlen. *Fürst Bismarck*, p. 81-82.

château pour y collaborer. Écrire comme un académicien, c'était maigre distraction pour un athlète et les débuts furent pénibles; les deux hommes s'enfermaient dans le cabinet du prince, Bucher muet devant ses feuilles de papier et ses crayons, trop « conseiller intime » pour provoquer les récits de son chef, — Bismarck étendu sur une chaise longue, le sourcil orageux, plongé dans un journal : et les feuilles restaient blanches[1]. Schweninger et Lenbach durent venir à la rescousse et la rédaction commença : elle était fort avancée lorsque le fidèle Bucher mourut en octobre 1892[2]; Bismarck la continua et acheva les *Pensées et Souvenirs* dont deux volumes ont été publiés après sa mort par le prince Herbert. Le chancelier de fer avait dit qu'il se méfiait des *Mémoires*, œuvres de réhabilitation ou d'apologie personnelle : son écrit justifie sa parole. Dans ces deux volumes, le récit est clair, fort, imagé; si le prince ne retrouve que par intervalles le style pittoresque et amusant qui fait vibrer ses lettres de jeunesse, il retient par la grandeur du sujet, les intérêts en débat, quelques vues en raccourci où éclate son génie. Dans chaque page, sous l'écrivain perce l'homme d'État. Mais l'historien ne lit ces pages qu'avec une sage réserve, car s'il les compare à d'autres récits de l'auteur, s'il les rapproche des témoignages désintéressés, s'il les passe au crible serré de la critique[3], il constate que les faits y sont dénaturés, au gré d'un grand homme qui crut possible de duper l'histoire comme ses

1. Récit du docteur Schweninger. Liman. *Bismarck nach seiner Entlassung*, p. 221.

2. Lothar Bucher mourut à Territet (Suisse) le 12 octobre 1892, après une carrière agitée et féconde. Cf. Poschinger. *Ein Achtundvierzieger. Lothar Bucher*, t. III (1894) p. 373 et suiv. « Je perds beaucoup en lui, disait Bismarck, c'était une nature tranquille, discrète, profonde, un fidèle ami, un esprit clair et pénétrant. Mes amis s'en vont l'un après l'autre. »

3. Lenz. *Zur Kritik der « Gedanken und Erinnerungen » des Fürsten Bismarck*, dans la *Deutsche Rundschau*, juillet 1899.

contemporains. Cela même qui fait l'intérêt du récit, le rend suspect : c'est une œuvre de passion.

Ce travail ne suffisait point à le distraire. Il avait la politique dans la moelle. « J'ai, disait-il jadis, deux âmes en mon corps, les pensées officielles rejettent toutes les autres dehors[1]. » Son naturel, c'était la combattivité, qui revenait au galop. Il avait offert de rester un conseiller officieux, un médecin consultant de la grande politique : il eût été, dans ce rôle, insupportable de prétention, et l'empereur comme son nouveau chancelier refusèrent un collaborateur aussi exigeant. Mais il ne put se taire, trouvant que rien n'était bon dans la nouvelle ère dont il était exclu, et il laissa déborder sa haine. Des journalistes vinrent de tous pays, pour recevoir ses confidences et ses plaintes[2] : il ménagea son monarque, qu'il traita comme un bon jeune homme trop ardent, mais il égratigna la politique de son successeur. Les journaux officieux de l'Allemagne, *Gazette de Cologne*, *Gazette de l'Allemagne du Nord*, l'abandonnaient avec désinvolture, mais il conservait une feuille à sa disposition, les *Hamburger Nachrichten*, qui ne dissimula point que tout allait fort mal dans l'Empire[3].

Le général de Caprivi s'offusqua de ces critiques : il se croyait grand homme, parce qu'il était assis dans le fauteuil de Bismarck, et n'admettait point qu'on le contredît. Le 23 mai, il transmit à ses ambassadeurs et ministres une circulaire où il leur recommandait de distinguer le Bismarck de la veille et celui du jour, l'un ministre tout-puissant, l'autre

1. Booth. *Persönliche Erinnerungen an den Fürsten Bismarck*, p. 33.

2. Interviews de M. Edward Simon (*New-York Herald*), 23 avril 1890, M. Lwow (*Novoié Wremia*), 29 avril, M. H. des Houx (*Le Matin*), 18 mai.

3. Articles de *Hamburger Nachrichten*, des 4, 14 et 21 mai 1890, sur les relations de l'Allemagne et de l'Angleterre.

simple particulier. « J'ai l'espoir, ajoutait-il, que le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, n'attachera pas une valeur actuelle aux appréciations du prince de Bismarck. » L'ex-chancelier avait conservé des intelligences dans la Carrière, il connut cet écrit et en eut grande ire. Lors de son départ, son successeur avait tant affirmé qu'il suivrait la politique de l'illustre retraité, que lui-même considérait comme une offense toute innovation et affirmation d'indépendance. Et les attaques des *Hamburger Nachrichten* redoublèrent de fureur.

Pendant plusieurs années, le journal de Hambourg devint l'organe officiel du mécontentement bismarckien ; il n'est guère d'acte gouvernemental qu'il n'ait déchiqueté à dures dents : tantôt, c'est l'enlizement définitif du Kulturkampf, les nouvelles lois sur les écoles et le culte catholique, rédigées au moment même où mourait Windthorst [1], cette « politique de réconciliation », que Bismarck avait adoptée, mais trouvait exagérée maintenant que d'autres l'appliquaient [2]. Tantôt, c'est le développement de la législation sociale, les nouvelles lois rédigées par des bureaucrates ignorants de la vie ouvrière, le repos du dimanche qui atteint la liberté du travail et remplit les cabarets. C'est encore la politique commerciale, où perce l'esprit malin du libre-échange [3], le traité de commerce avec l'Autriche-Hongrie, qui accablera le Michel allemand de blé étranger, les traités avec l'Italie, la Belgique, les États-Unis, la Roumanie, qui faciliteront l'entrée dans l'Empire des produits manufacturés et ruineront à jamais l'industrie nationale. C'est la politique coloniale, le traité du 1er juin 1890 avec l'Angleterre, l'abandon de l'Ouganda, de Witou et de Zanzibar à la

1. Windthorst était mort à Berlin le 14 mars 1891.
2. *Hamburger Nachrichten*, 23 janvier, 5 février, 22 mai 1891, etc.
3. *Hamburger Nachrichten*, 17 mars 1891.

perfide Albion moyennant la confirmation des conquêtes est-africaines, et la cession d'Héligoland, « l'achat à prix d'or de ce qu'on pouvait acquérir avec une pièce de nickel [1] ». C'est, surtout, la politique étrangère, l'entente avec l'Angleterre [2], la rupture du « fil d'attache » avec la Russie. Et déjà dans les articles, dans les conversations de Bismarck, il est fait allusion à l'abandon d'un traité spécial avec la cour slave, à la juste méfiance de la Russie envers la nouvelle politique de l'Allemagne, qui ont jeté le cabinet de Pétersbourg dans les bras de la France et préparé les fêtes enthousiastes de Cronstadt [3].

Friedrichsruh est devenu un centre d'opposition; son châtelain éprouve pour Guillaume II « une haine incommensurable [4] ». Il s'en fallut de peu qu'il n'allât l'exhaler au Reichstag. Au lendemain de sa démission, il avait pensé à reprendre sa place à la Chambre des seigneurs ou à représenter un petit État au Bundesrath [5]. Au mois d'avril 1891, il fut élu député allemand par une circonscription du Hanovre (Kedhingen-Neuhaus); on le voyait déjà « tombant » son successeur en haute lutte; il se déroba, par sage réflexion : « Je suis vieux de soixante-dix-sept ans, dit-il à ses électeurs, je ne suis plus assez alerte pour remplir les devoirs de député... Faire une vigoureuse opposition à mon successeur ou au gouvernement ne me convient pas, et encore moins me tenir coi en présence de mesures que je tiens pour nuisibles. » Il ne siégea point, mais redoubla ses critiques dans les *Hamburger*

1. *Hamburger Nachrichten*. 8, 11, 15, 19 février, 16 juillet 1891.

2. Article des *Hamburger Nachrichten* du 16 juillet 1891, sous le titre *Deutschland und die englische Politik*.

3. *Hamburger Nachrichten*, 25 juillet 1891.

4. Rauchaupt à Hammerstein, 7 octobre 1891, après un entretien avec Bismarck.

5. Liman. *Fürst Bismarck nach seiner Entlassung*, p. 82 et suiv.

Nachrichten et les *interviews*. L'empereur, le chancelier, les ministres en étaient irrités à l'extrême; poursuivre le journal eût été ridicule, imposer le silence à un « simple particulier » était impossible; on le mettait, le mauvais bavard, en quarantaine, ne l'invitant ni au solennel anniversaire de Moltke, en octobre 1890, ni aux obsèques du maréchal, en avril 1891, et il était interdit aux fonctionnaires d'assister aux « kommerse » tenus en l'honneur du révolté [1].

Le peuple manquait d'obéissance, il revenait à son grand homme, devenu d'autant plus cher qu'il s'était transformé en enfant terrible : lors des voyages du prince à Kissingen, chaque été, la foule manifestait envers l'illustre grognon un enthousiasme aussi spontané que chaleureux. Ces manifestations prirent plus d'ampleur pendant l'été de 1892.

Le comte Herbert de Bismarck, à qui l'oisiveté rendait pesant le célibat, s'était fiancé avec la comtesse Marguerite Hoyos, de Fiume, et le mariage était fixé à Vienne, à la fin de juin. Le 4 de ce mois, les *Hamburger Nachrichten* annoncèrent que l'ex-chancelier partirait de Friedrichsruh le 17 ou le 18, pour traverser Berlin, coucher à Dresde, et gagner Vienne. Le peuple allemand écouta l'avis. Dès la gare d'Anhalt, dans la capitale prussienne, la foule acclama le fondateur de l'Empire, et, dans toutes les stations, les populations s'amassèrent pour le saluer de leurs cris d'allégresse; à Dresde, une multitude se pressait dans les rues, le conseil municipal et les députés accueillirent le voyageur par des discours émouvants, 1.600 chanteurs lui donnèrent une sérénade, 13.000 torches enflammées défilèrent sous ses fenêtres. C'était une manifestation, dont le gouvernement prussien, qui l'avait prévue, eut le mauvais goût de s'irriter; le 9 juin, le chancelier de Caprivi

1. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, 20 mars 1891, t. II, p. 477. Cf. Mittnacht. *Erinnerungen an Bismarck*, p. 51.

avait ordonné à son ambassadeur en Autriche, prince Reuss, de ne point paraître aux fêtes nuptiales et d'aviser officiellement le ministre autrichien, comte Kalnoky, de cette abstention voulue; c'était peser directement sur l'empereur François-Joseph pour qu'il ignorât la présence de Bismarck dans sa capitale. Désolé, car il était lié à l'ex-chancelier par une affectueuse reconnaissance[1], le prince Reuss n'avait qu'à obéir et nul de l'ambassade ne félicita le grand Allemand et son fils; les fêtes n'en furent pas moins éclatantes et le peuple viennois manifesta envers l'auteur de la nouvelle alliance sa sympathie avec presque autant d'enthousiasme que la population allemande. Mais Bismarck ne manqua point de rendre à Caprivi coup pour coup; le 22 juin, il recevait un rédacteur de la *Neue Freie Press*, se répandait en confidences sur les fautes du nouveau chancelier, notamment sur la rupture du traité avec la Russie. « Mon successeur, disait-il, manque d'autorité personnelle... Entre le gouvernement et moi, les ponts sont rompus. » L'émoi fut vif à Berlin, on parla de prendre des mesures contre cet indiscret, comme il en avait pris lui-même jadis contre le « pauvre Arnim ». Déjà ses adversaires le voyaient dans une basse-fosse à Spandau; fort sagement, Guillaume II n'en voulut rien faire : le peuple tenait à Bismarck, il n'eût point toléré qu'on en fît un « martyr[2] ».

Cependant, le prince était rentré en Allemagne : à Munich, à Augsbourg, à Kissingen, il était salué de nouvelles ovations Caprivi s'énerva, et publia dans le *Reichsanzeiger* du 9 juillet 1892 les deux rescrits de méfiance qu'il avait adressés à ses représentants, le 23 mai 1890, et à son ambassadeur en

1. Le prince Henri VII de Reuss avait été nommé ambassadeur à Vienne en 1878 et avait été le meilleur collaborateur de Bismarck dans la signature du traité de 1879.

2. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 488, 491, 495.

Autriche, le 9 juin 1892 : un cri de colère lui répondit en Allemagne, ce fut le *furor teutonicus*, a-t-on écrit[1], déchaîné contre ce médiocre qui critiquait le dieu germain ; et les manifestations se multiplièrent. Le prince effectua son retour en Prussse par une « voie triomphale », et, le 29 juillet, à Iéna, dans la chaleur communicative du triomphe, il décocha de nouveaux traits au souverain et à son ministre : « On croit, dit-il, obéir à Dieu quand on obéit au conseiller intime... Ce que nous devons chercher, c'est un affermissement des convictions politiques dans la pensée publique et dans le Parlement. » Bismarck parlementaire ! Bismarck faisant appel contre l'autorité royale à l'opinion publique ! horrible !

Il passa l'automne à Varzin, l'hiver et le printemps à Friedrichsruh, moins isolé, car les hommes politiques reprenaient le chemin de sa résidence. Et Bismarck ne tarissait pas en sarcasmes sur les *capricismes* et les *Bœtticherei*. Dans l'été de 1893, il retourna à Kissingen, pour sa cure annuelle qui faillit lui être fatale; le 31 août, il fut atteint d'une pneumonie qui le tint une semaine entre la vie et la mort. Guillaume II saisit cette occasion d'esquisser un geste de réconciliation : depuis longtemps on l'engageait à le faire, l'attitude de Bismarck le lui rendait difficile, la maladie du prince le lui facilita; le 19 septembre, il lui télégraphia la « très vive joie » que lui causait son rétablissement et lui offrit un de ses châteaux pour y achever sa guérison. Cette politesse méritait un remerciement, que Bismarck fit chaleureux. Et l'Allemagne applaudit à la réconciliation de son empereur et de son héros.

Cet incident mit fin à la brouille officielle de Guillaume et de Bismarck ; il n'y eut jamais de confiance entre eux,

1. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. VI, p. 455.

mais leurs relations furent correctes d'apparence. Le 20 janvier 1894, un aide de camp de l'empereur, comte de Moltke, le fils du vieux paladin, parut à Friedrichsruh, apportant de la part de son maître une fine bouteille de *Steinberger Kabinet* pour rendre forces à l'illustre convalescent, et Bismarck résolut de se rendre en personne à Berlin pour présenter ses remercîments à son roi.

Le 26 janvier, le grand homme parut dans sa bonne ville en fête ; au milieu des cris de joie, il alla au château où il passa quelques heures. Le 19 février, l'empereur rendit cette visite au châtelain de Friedrichsruh. La réconciliation était définitive, M. de Caprivi n'avait plus qu'à disparaître ; en septembre, Bismarck prononça deux discours à Varzin où il critiquait la politique de son successeur dans les provinces polonaises de la Prusse ; il la trouvait empreinte d'une bienveillance excessive envers les indigènes, et dangereuse pour l'unité nationale ; de son côté, Guillaume II prononça des paroles analogues : un mois après, Caprivi prenait congé du pouvoir, et rentrait dans l'obscurité qui lui était naturelle. Quelques-uns annonçaient déjà le retour de Bismarck, qui avait si personnellement contribué à ce départ [1] ; on comptait sans la volonté de l'empereur. Le prince Clovis de Hohenlohe, statthalter en Alsace-Lorraine, fut appelé à diriger la chancellerie impériale et le ministère prussien.

§ II

A l'annonce de cet événement, une même question se posa dans toute l'Allemagne : comment le nouveau chancelier se comporterait-il envers le héros national ? Le prince de

1. Prince de Hohenlohe. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 505, 509, 511.

Hohenlohe, fin diplomate, parlementaire délié, avait un flair subtil pour percevoir l'opinion publique ; il entretenait depuis de longues années d'excellentes relations avec Bismarck et avait évité avec prudence de prendre parti dans la querelle des deux chanceliers. Il ne manqua point d'annoncer à son illustre prédécesseur sa prochaine visite, d'exprimer sa sympathie à propos de la maladie de la princesse de Bismarck [1], et, le 14 janvier 1895, il se rendit à Friedrichsruh : l'entretien fut cordial, Hohenlohe manifesta son regret d'avoir dû prendre la charge des affaires, Bismarck lui déclara que c'était un « devoir d'honneur », développa quelques considérations générales, et souhaita « bonne chance et courage » à son successeur. Le peuple allemand pouvait préparer sans crainte l'anniversaire des quatre-vingts ans de Bismarck.

Une personne y devait manquer, seule compagne permanente de cette existence agitée, la princesse de Bismarck était morte le 27 novembre 1894. Pendant les quarante-sept ans de leur union, elle fut une bonne épouse, affectueuse, dévouée, un peu effarouchée au début du mariage [2], mais aimant son Otto chaque année davantage, active à l'entourer de sa tendresse et de ses soins discrets. Elle eut sur lui une influence profonde, non qu'elle tentât d'agir directement sur la politique, mais parce que son calme agissait sur ce caractère bouillonnant, et qu'elle lui procurait les joies intimes où cet homme de fer se retrempait. « Sans elle, disait-il, je ne fusse point devenu ce que j'ai été », et c'était vrai : les plus durs des hommes ont besoin de tendresse.

Le 1er avril 1895 marqua l'apothéose de Bismarck ; dix années auparavant, l'anniversaire de ses soixante-dix ans

1. Hohenlohe à Bismarck, 26 novembre 1894.
2. Cf. *Supra*, t. I, p. 305.

avait été déjà l'occasion d'une fête nationale ; mais il était alors en fonctions, tout-puissant, et les réjouissances avaient revêtu un caractère officiel, une organisation administrative. En 1895, Bismarck était un vieillard solitaire, fort seulement de son passé et des services rendus à son pays : la reconnaissance de l'Allemagne s'exprima spontanément, en toute liberté, avec enthousiasme. Elle ne fut point unanime : le Reichstag refusa de s'y associer ; son président, M. de Levetzow, lui proposa d'envoyer ses félicitations « au dernier des grands fondateurs de l'Empire » ; un député catholique déclara qu'il ne conviendrait pas à son parti de participer aux honneurs rendus à celui qui avait violé les droits des princes et des peuples allemands, et la motion de Levetzow fut repoussée par une majorité née du groupement des vieux adversaires de Bismarck, centre, progressistes, démocrates, et de ses victimes, Polonais, Danois et Alsaciens. L'empereur s'empressa de protester, dans un télégramme à Bismarck, de son « indignation profonde » contre le vote de la Chambre allemande [1] ; le 26 mars, il se rendit à Friedrichsruh pour conduire une parade devant le vieux chancelier et offrir un sabre d'honneur au forgeron de la nouvelle Allemagne. Le 1er avril, les délégations se pressèrent devant le château, les télégrammes affluèrent, les dons les plus divers arrivèrent des régions les plus éloignées, bronzes allégoriques et monuments commémoratifs en nougat, diplômes de boucher honoraire et peaux de buffles américains, les discours se multiplièrent auxquels Bismarck répondit avec sa vigoureuse jovialité et le soir une colossale farandole se déroula dans le parc, où les torches dessinaient des rubans de flammes dans les sombres futaies.

Pendant des semaines encore, les délégations affluèrent, et

1. L'empereur Guillaume II à Bismarck, 23 mars 1895.

lorsque le calme se rétablit, il ne fit plus place à l'isolement. Friedrichsruh était désormais lieu de pèlerinage patriotique et toujours quelque association de pasteurs provinciaux ou d'anciens militaires y annonçait sa visite ; il n'était hôte de marque en Allemagne qui ne tînt à s'y rendre, arrivât-il de Chine, comme Li Hung Tchang, ou de Siam, tel Chulalongkorn avec les princes Svasti et Mahisara. Et la correspondance reflétait l'amour populaire, lettres d'un industriel demandant l'autorisation de fabriquer des « mouchoirs Bismarck », d'une bonne mère de famille envoyant la photographie de ses cinq enfants, de tous les collectionneurs acharnés à solliciter des autographes. Bismarck recevait ses hôtes avec cordialité, lisait les lettres, répondait à beaucoup, accueillait ces hommages avec une majesté simple et familière. Robuste, droit encore, le regard puissant et scrutateur, il faisait grande figure dans son cabinet de travail pour disserter politique, à sa table de famille pour recevoir en seigneur, dans sa forêt surtout où il se promenait chaque jour, d'un pas lourd mais fort, s'appuyant parfois au tronc d'un arbre comme pour s'y incruster. Il était bien à sa place dans ces futaies, semblable à ces chênes qui résistent aux ouragans.

Il paraissait définitivement réconcilié avec le gouvernement impérial, résigné à son sort de retraité, détaché des luttes d'ici-bas. L'empereur était revenu à Friedrichsruh le 16 décembre 1895, et les noces d'argent de l'Empire, en janvier 1896, avaient été l'occasion de congratulations officielles à l'adresse de son fondateur. Les articles des *Hamburger Nachrichten* se faisaient plus doux, décochant des traits par habitude, mais sans dureté. Ce répit n'était que pour un temps. Le vieux lion réservait un dernier et terrible coup de griffe à ceux qui l'avaient évincé.

A mesure que la Russie s'éloignait de l'Allemagne, elle se

rapprochait de la France; la visite du tzar Nicolas à Paris, en octobre 1896, manifestait de façon éclatante la solidité de l'alliance franco-russe, et portait quelque inquiétude dans la diplomatie allemande. Bismarck choisit cet instant pour pousser un dernier cri de colère, comme un soldat mourant se soulève sur le champ de bataille pour un dernier appel aux armes. Le 24 octobre, les *Hamburger Nachrichten* publiaient, sous le titre « Le prince Bismarck et la Russie », un article où était révélé le traité de réassurance qui lia pendant six années les cours de Pétersbourg et de Berlin[1]. « Cet accord, continuait la gazette, n'a pas été renouvelé après la retraite du prince, et, si nous sommes bien renseignés sur les actes de Berlin, ce n'est pas la Russie, mais le comte Caprivi qui a refusé de continuer cette assurance réciproque, tandis que la Russie y était prête. » On comprend, ajoutait l'article, que la Russie ait redouté une nouvelle coalition à son détriment, et ne pouvant plus compter sur l'Allemagne, ait cherché un appui dans la République française[2].

C'était un coup droit, bien porté, à l'heure juste, et qui souleva en Europe une violente émotion. On relevait quelques inexactitudes dans l'article sensationnel, on n'en pouvait contester le fond, et les apologistes de Bismarck s'indignaient des fautes de son successeur. L'empereur se sentait atteint; le 27 octobre, le *Reichsanzeiger*, journal officiel, publiait une note fort sèche sur cette violation « des plus étroits secrets d'État », qui constituait une « atteinte aux graves intérêts de l'Empire »; le gouvernement impérial ne publierait ni démenti, ni confirmation. Cinq jours après, le journal de Hambourg publiait de nouveaux détails sur le traité de 1884 et son

1. *Supra*, t. III, p. 517 et suiv.

2. Cet article et tous ceux qui en ont été la suite ont été recueillis dans le *Bismarck Jahrbuch*, t. IV, p. 326 et suiv.

échéance en 1890. Le lendemain, le *Reichsanzeiger* rappelait que la discrétion est pour les hommes d'État un devoir « sous leur responsabilité ». Le combat s'aggravait, car derrière la controverse des deux journaux paraissait la lutte personnelle de l'empereur et de son ancien chancelier.

Pendant quelques jours, Berlin vécut dans l'émoi et l'anxiété : on parlait de mesures projetées contre l'incorrigible bavard ; on rappelait le sort d'Arnim, écrasé par Bismarck même pour une moindre faute. L'émotion se refléta au Reichstag, où le comte Hompesch interpella le chancelier impérial sur les « révélations récentes ». Souple et fin, le prince de Hohenlohe invoqua le secret d'État, le danger des indiscrétions, « les nuages de méfiance, soulevés d'abord dans quelques couches de la population allemande, heureusement dissipés à l'heure actuelle[1] ». Et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, baron Marschall, parla longtemps pour ne rien dire, ce qui est le commencement de la sagesse diplomatique. Puis dix-sept orateurs exprimèrent des opinions diverses, sans omettre les détails de leurs pensées, ni craindre des digressions qui entraînèrent l'intervention du comte Herbert de Bismarck. Et, après qu'on eut tour à tour exalté et conspué Bismarck, on s'arrêta, et chacun s'en fut chez soi. Et les journaux aussi se calmèrent, et parlèrent d'autres choses. Car Hohenlohe, profond connaisseur des curiosités humaines, savait que tout lasse et tout passe.

§ III

Le superbe athlète n'était plus qu'un vieillard. Autour de lui tout était changé ; ses compagnons de lutte étaient dis-

1. Le prince Clovis de Hohenlohe au Reichstag. 16 novembre 1896. H. Kohl. *Bismarck Jahrbuch*, t. IV, p. 347.

parus les uns après les autres, Roon le premier, puis Guillaume, Moltke enfin; de ses collaborateurs, les meilleurs étaient partis, Abeken, Delbrück, Lothar Bucher; l'enfant ingrat, Bœtticher, et le successeur du comte Herbert, Marschall, étaient tombés à leur tour du pouvoir; plusieurs agents de Bismarck, Lutzow, Tausch, avaient été englobés dans des procès retentissants. La brouille était renouvelée entre l'ermite du Sachsenwald et Guillaume II qui n'était plus revenu à Friedrichsruh. Bismarck n'était plus que l'homme de l'avant-veille.

Ce n'était plus qu'un vieillard. Sa haute taille s'était voûtée, le masque énergique du visage s'était déjeté, comme grimé par la vieillesse; seul, le regard demeurait étincelant et fier. Il n'était pas retourné à Varzin depuis la mort de la princesse, et les paysans poméraniens parlent encore tout bas, comme d'un dieu, de ce grand cavalier qui chevauchait dans les bois dorés par l'automne et que brusquement ils n'ont plus revu[1]. Au printemps de 1898, on rencontrait encore parfois sous les chênes de Friedrichsruh un très vieil homme, fort pâle, vêtu de noir comme un clergyman anglais, et qui fixait les passants d'un œil dur. Et les passants s'inclinaient avec respect à son apparition. Ces dernières promenades lui furent bientôt impossibles; le *tolle junker*, le cavalier de Sadowa et de Sedan ne sortit plus qu'en voiture et ne marcha que dans son château.

L'intelligence était restée vive et forte, en révolte contre la décrépitude du corps. Il avait conservé toute sa puissance d'indignation et de colère, furieux contre la politique de ses successeurs, les traitant de gens sans prévision, se contentant de vivre au jour le jour, et ne sachant où ils allaient[2]. La poli-

1. Paul Matter. *Chez Bismarck* dans la *Grande Revue* d'avril 1905.
2. Liman. *Fürst Bismarck nach seiner Entlassung*, p. 212.

tique! c'était sa dernière, sa seule préoccupation, et peu de jours avant sa mort, s'entretenant avec le docteur Schweninger des événements du jour, il s'écriait en portant ses deux mains à la tête : « Ne pourrais-je donc encore une fois entrer dans la porcherie et leur dire où cela mène. Mais vous savez, Schweninger, ma trompette ne donne plus de son, elle est trouée. » Parfois ses pensées étaient douloureuses, car elles lui retraçaient une histoire de sang et de deuils. « Je me sens l'âme triste, avait-il dit jadis. Je n'ai jamais, dans ma longue vie, rendu personne heureux, ni mes amis, ni ma famille, ni moi-même !... J'ai fait du mal, beaucoup de mal !.. C'est moi qui suis la cause de trois grandes guerres; c'est moi qui ait, sur les champs de bataille, fait tuer 80 000 hommes qui, aujourd'hui encore, sont pleurés par leurs mères, leurs frères, leurs sœurs, leurs veuves !... Mais tout cela, c'est affaire entre moi seul et Dieu! Je n'en ai jamais retiré aucune joie et je m'en sens aujourd'hui l'âme troublée[1]. » Et ces réflexions lugubres lui revenaient à la veille d'une mort qu'avec sa forte lucidité il prévoyait prochaine. Lassé d'honneurs, repu de la vie, il éprouvait une immense fatigue. « Il n'y aura plus pour moi qu'un jour heureux, disait-il à Lenbach, celui où je ne me réveillerai plus[2]. »

A la fin de juillet, sa faiblesse devint grande. Le 28, il s'assit pour la dernière fois à cette table de famille où il avait trouvé ses dernières joies. Le 30, il lut dans la matinée le journal qui reflétait ses pensées, les *Hamburger Nachrichten*, il causa de politique et s'entretint notamment des relations de l'Allemagne avec la Russie. Mais, vers midi, il fut pris d'étouffements; les poumons, atteints d'œdème, ne lui donnaient plus d'air, il perdit connaissance et la Mort

1. Blum. *Tagebuchblätter*, t. II, 19 octobre 1877.
2. Interview de Lenbach. *New-York Herald* du 4 août 1898.

posa sa main sur le front du grand homme, en maîtresse. Ses fils, sa fille, les enfants qu'il aimait, étaient à son chevet, et doucement, sans secousse, il glissait à sa fin. Dans la soirée, comme la comtesse de Rantzau essuyait une sueur froide sur le front du mourant, il murmura doucement : « Merci, mon enfant. » Ce furent ses dernières paroles. Le fidèle docteur Schweninger arriva à temps pour recueillir son dernier souffle.

Le 30 juillet 1898, à dix heures cinquante-sept du soir, il mourut.

Accouru des fiords de Norvège, l'empereur Guillaume II eût désiré pour le grand Allemand des obsèques nationales, un tombeau dans la cathédrale de Berlin, des panégyriques et des pompes superbes. Dédaigneux des vaines splendeurs et des « mensonges officiels[1] », Bismarck avait refusé par avance toutes funérailles solennelles, ordonné son inhumation dans sa terre de Friedrichsruh, repos de sa vieillesse, et dicté cette simple épitaphe, dernier trait lancé au jeune monarque : « Un fidèle serviteur de l'empereur Guillaume Ier. » Du service funèbre, les indifférents, les curieux étaient bannis; seuls y assistaient la famille du prince, l'empereur, l'impératrice. Le chant des psaumes, la lecture de quelques versets dans sa Bible, — une vieille Bible éraillée et fatiguée par l'usage, — une prière et des larmes, cet homme, puissant dans la vie, ne voulut rien d'autre dans la mort[2].

1. Le prince avait dit quelque temps avant sa mort : « Je ne veux pas de mensonges officiels sur ma tombe. »

2. Le corps du prince fut conservé dans le château pendant que l'on construisait, sur les plans de M. Schorbach, le mausolée à la place indiquée par Bismarck même; le cercueil de la princesse fut transféré de Varzin et l'inhumation au mausolée des deux époux eut lieu le 16 mars 1899.

Huit mois plus tard, on l'enterra près de sa compagne dans le mausolée où il dort son dernier sommeil. L'homme de la nature est à sa place. A l'orée d'un bois, sous l'ombre douce et calmante des chênes, le monument s'étale, puissant et massif. Dans la chapelle, deux tombes reposent dans le silence et sur l'une on a gravé dans la pierre ce nom plus durable que le granit : Bismarck.

CHAPITRE XVIII

BISMARCK

A la fin de quelques drames antiques, les acteurs paraissaient au fond de la scène, déjà loin de la vie, comme transfigurés par l'approche de l'au-delà ; une dernière fois, ils disaient les passions qui les avaient agités, les exploits dont ils s'étaient rendus les héros, les heurs et malheurs qu'ils avaient traversés ; puis leurs ombres s'évanouissaient dans la nuit du passé

Ainsi, après des années de travail et de réflexion, un étudiant revoit en sa pensée les acteurs du grand drame qui bouleversa l'Europe au milieu du XIXe siècle : en France, Napoléon III, le front haut, le regard vague, l'allure d'un joueur emporté par sa fortune ou sa déveine, M. Thiers, le bon sens poussé jusqu'au génie par l'intelligence et le patriotisme, Gambetta, qui incarna la République et la Défense nationale ; en Italie, Victor-Emmanuel, l'œil roué et bonhomme, la volonté souple et tenace, appuyé sur Cavour, le génie de son pays, fort de sa finesse, de son intelligence pénétrante, de sa foi patriotique ; à Rome, Pie IX, enthousiaste et changeant, apôtre têtu et maladroit, l'homme des bonnes intentions et des mauvais résultats ; en Autriche,

François-Joseph, élégant et mélancolique, regardant avec douceur décroître son pays et croître ses voisins ; en Allemagne, Guillaume, laborieux, digne, aimable et réservé, Roon, front volontaire et pensée tendue à son dessein, Moltke, lèvres closes, regard fixe ; et, les dominant tous de sa haute taille comme de son implacable génie, Bismarck.

Tout en lui respirait la force : stature d'athlète, muscles saillants, visage aux lignes tourmentées, sourcils énormes, regard pénétrant, c'était la puissance physique qui frappait à son approche. Il en avait quelque fierté, et se complaisait au récit de ses exploits, car il aimait la vigueur matérielle et dédaignait la faiblesse comme une humiliation. La force, symbole de la virilité, devenait pour lui la première vertu des hommes, et un Allemand a caractérisé sa manière par ces mots qui s'attachent à lui comme une tunique de Nessus : « La force prime le droit. » Mais sa force n'était brute ni fruste ; elle était servie par une intelligence souple et déliée, un flair subtil, une rare prévision du lendemain.

Ses passions étaient puissantes et il les voulait telles ; de toutes, la haine était la plus forte, non qu'il fût incapable d'aimer, car il chérit sa femme, ses enfants, son roi d'un amour profond et inaltérable ; mais ses haines étaient plus nombreuses, et il les cultivait comme des vertus. Il ne cherchait point à plaire, il aimait la solitude ; il eut beaucoup d'admirateurs, quelques adorateurs, peu d'amis. Sa puissance de travail, qui était énorme, se doublait dans l'isolement ; c'est dans le silence de la nuit, seul avec ses réflexions, qu'il forgea ses meilleures combinaisons. S'il parlait beaucoup à son foyer, il n'eut point de confident ; ses collaborateurs les plus proches ne pénétraient point jusqu'au fond de sa pensée. Sauf Roon, il n'eut point d'intime parmi les ministres ni les généraux. Il se garda de créer *son* parti aux assemblées, car il ne

voulait s'inféoder à aucun ; il préférait gouverner par combinaisons et compromis, au gré des besoins politiques et de ses idées personnelles. Son autorité était exclusive.

Il avait l'imagination abondante et tenace ; elle lui dictait, sur chaque question politique, des pensées et des raisons nombreuses, parfois contradictoires, qui s'emmagasinaient et s'enchevêtraient dans son puissant cerveau, y demeuraient pendant des années pour ressortir à l'heure voulue ; ses desseins étaient faits de pensées très anciennes, longuement germées, lentement écloses, et d'idées instantanées, soudaines, nées des événements quotidiens. Mais cette imagination n'était point la « folle du logis », c'en était la raison ; en lui rien d'un rêveur ; ses pensées n'étaient point nuageuses, fondées sur de lointains espoirs et de vagues spéculations ; elles étaient toujours pratiques, tirées de la réalité des choses, des besoins du jour, des possibilités actuelles ; il avait horreur des théories et ne se souciait que de la vie pratique. Il changeait d'opinion quand les choses changeaient dans son pays ; il tenait pour absurde l'homme d'État qui ne varie pas, car il jugeait qu'en politique il n'y a de loi que du succès et se riait des doctrines professorales. Il confessait ses variations et ses projets avec une crâne sérénité et une joyeuse ironie : il se plaisait à annoncer ses desseins, qui semblaient paradoxes, avec une brutale franchise qui tranchait sur le mystère habituel des secrets d'État, et lui permettait de mieux dissimuler partie de ses intentions.

Il rencontrait souvent des intérêts contraires et des espoirs opposés : il cherchait à les concilier, en contentant chacun pour partie, en traçant ce qu'il appelait la « directive des forces contraires » ; personne n'était complètement satisfait, mais nul mécontent sur tous points, et il engageait chacun à se consoler de ses déceptions en n'envisageant que ses

succès. Il plaçait haut son idéal ; accroître sans cesse la force de la Prusse et de la maison de Hohenzollern, tel était son but, car il était avant tout Prussien, et ne devint Allemand qu'en faisant l'Allemagne ; mais il se garda de heurter le mouvement germanique, il l'utilisa en conciliant ces deux passions ancrées aux cœurs allemands, l'attachement à la petite patrie, l'amour du grand empire.

Depuis 1813, l'unité germanique était en formation ; depuis 1848, elle était certaine. L'invasion et l'oppression de Napoléon avaient révélé aux Allemands la nécessité d'une union qui fît leur force et un sentiment de fraternité dont ils ignoraient l'intensité. La campagne de France les unit par de communes luttes et de mêmes gloires, et les traités de Vienne par une égale déception. Pendant vingt-cinq années, l'Allemagne demeura écrasée, immobile ; Heine la disait endormie ; elle se recueillait et prenait des forces. L'alerte de 1840 la secoua par la crainte d'une nouvelle invasion ; désormais, elle ne s'assoupit plus, et en 1848, au premier bruit de révolution, la nation germanique se dressa en colère, remuée jusqu'en ses entrailles. 1848 fut la première des trois grandes années de l'Allemagne moderne, la plus féconde peut-être, car elle prépara et rendit possible 1866 et 1870. Les rois prirent peur et plièrent devant les peuples, pour quelques mois ; ils profitèrent des maladresses de politiciens inexpérimentés et se redressèrent brusquement ; le grand mouvement échoua par manque d'hommes, abondance d'idées et contradiction d'intérêts ; mais, malgré la réaction de 1850, l'élan national demeurait en suspens, comme immanent, prêt à s'assouplir en force disciplinée ou à surgir en révolution ; la renaissance de l'Allemagne était dès lors fatale, conforme à cette poussée des nationalités, qui transforma la carte de l'Europe en un demi-

siècle ; mais la forme du nouvel empire, son étendue, son esprit, tout demeurait incertain.

Bismarck alors parut. Jusqu'en 1862, il était resté en dehors de la scène politique, en préparation. Sa jeunesse avait été celle de tous les hobereaux de son temps : l'éducation sans ampleur dans des maisons aristocratiques, les années exubérantes d'Université, l'apprentissage de la carrière administrative, et l'exil volontaire dans un lointain domaine ; à ce régime beaucoup s'endormirent ; son intelligence en fermentation l'arracha au sommeil. En 1847, il débute dans la vie publique, empêtré encore de tous les préjugés de sa naissance et de son éducation ; à la Diète unie, il donne l'impression d'un hurluberlu vigoureux, mais ridicule. Il ne comprend point le mouvement de 1848, il n'y voit qu'une émeute républicaine, une menace pour la dynastie des Hohenzollern qu'il aime, les junkers dont il est, la Prusse sa seule patrie ; il se démène pour combattre l'Assemblée de Berlin, qui veut la liberté politique, et l'Assemblée de Francfort, qui réclame la Grande Allemagne ; il fait de la réaction un devoir, et quand la réaction triomphe, il manifeste avec éclat une joie féroce et un prussianisme étroit : ces manifestations sont le début de sa fortune.

Il est envoyé pour représenter la Prusse à Francfort, parce qu'il a loué la politique d'Olmütz et posé le retour à la vieille Confédération comme un acte de soumission à l'ordre établi par Dieu. Et, après trois mois de travail à la Diète, il est retourné de colère et d'humiliation. Ce qui lui avait échappé dans la lutte des partis à Berlin, la situation secondaire de sa patrie en Allemagne, le choque à Francfort comme un outrage personnel : le roi de Prusse seul maître en son royaume, cède place ici à l'empereur d'Autriche, et cela paraît inadmissible à Bismarck. Il entre immédiatement en conflit avec le délégué

de Vienne, et cette lutte se perpétue pendant tout son séjour à Francfort, quelle que soit la personne de son adversaire, car il n'en veut pas à l'homme, mais au pays que l'Autrichien représente et qui doit plier devant le sien.

Francfort est un bon belvédère pour contempler l'Allemagne; Bismarck a la vue perçante et ne manque rien du spectacle : les petitesses de son propre parti à Berlin, les tergiversations du roi et des ministres, les intrigues des petites cours, la force factice et la faiblesse réelle de l'Autriche, le mouvement national en Allemagne, prêt à se donner à qui le conduira. Sa vue dépasse les frontières de la Confédération, il voit en Napoléon un appui et une dupe possible, dans l'Angleterre une indifférente, dans la Russie une puissance fruste mais solide; il combine des alliances, sans souci désormais des grands principes, car il s'est dégagé de ses préventions de caste et de parti; dès lors, il ne croit plus qu'à la politique des réalités.

Les temps ont changé en Prusse : Guillaume I[er] essaie de la voie libérale, et, Bismarck, qu'on croit encore un fanatique de réaction, est exilé à Pétersbourg; trois ans il y reste à réfléchir, à nouer en Russie des relations qui lui serviront trente années, à scruter les revirements de son roi. La Prusse est en crise : Guillaume, tôt lassé de l'ère nouvelle, revient au gouvernement de correction paternelle, mais les députés ont pris goût à la liberté et se regimbent; le royaume est profondément troublé, coupé en deux morceaux, la couronne d'une part, et tout ce qui en dépend, la Chambre, d'autre part, et tous ceux qui la nomment.

Alors que l'Allemagne veut l'unité, la Prusse va à la division; les ministres sont usés, sans autorité, en désir d'un chef. On fait appel à Bismarck, comme à l'homme du fouet; il refuse d'abord, car il veut tout ou rien, et le roi redoute de s'aban-

donner à lui; il part pour Paris, mais sur un cri désespéré de Roon, il revient, la tête haute, audacieux, prêt à tout.

Ses premiers actes semblent des défis, car ils choquent tous les principes reçus, toutes les traditions respectées, et paraissent mener la dynastie à l'échafaud. Il annonce qu'il va gouverner sans budget et contre l'Autriche, et ses déclarations ont une telle crânerie, tant d'audace, que les uns le disent fou et les autres le croient ivre. Mais son plan est précis et sa volonté persévérante : dans le royaume, il veut une monarchie incontestée, une Chambre prête aux concessions, une armée puissante. En Allemagne, il prévoit une lutte nécessaire avec la maison d'Autriche, pour décider de la suprématie et permettre le renouveau de la patrie; il ne cherche point ses alliances dans la Confédération, car le jeune empire ne pourra naître, fort et un, qu'au profit d'un seul roi et au détriment des autres princes; ceux-ci seront les adversaires naturels du monarque qui forgera la nouvelle Allemagne; ainsi éloigne-t-il son souverain du Congrès que préside l'empereur d'Autriche; le roi de Prusse ne serait qu'à la seconde place et ce serait la répétition de la vieille Diète. Hors des frontières allemandes, Bismarck cherche à neutraliser les voisins jaloux, pour restreindre le combat; il profite de l'isolement de la Russie pour conclure une alliance qui profitera un peu à l'empire des tzars et beaucoup à la Prusse; il flatte Napoléon et lui fait illusion.

Dans l'affaire des duchés, il n'a souci des intérêts ni des populations, ni du prince d'Augustenburg, ni de l'Allemagne : il ne se préoccupe que de la Prusse, qui doit annexer ces terres du Nord. Il se rapproche de l'Autriche, pour la lier subtilement à son propre jeu; il la conduit en guerre, pour mater sans danger le Danemark et expérimenter la force de ses armées. A la veille de la grande guerre, il perçoit encore

quelque inégalité dans le combat, il tergiverse à Gastein pour chercher à l'étranger un nouvel appui et lier l'ambition de l'Italie à la sienne. Alors tout est prêt; l'armée est forte; l'Italie complice, la Russie alliée, la France jouée; et, à la volonté de cet homme, toute l'Allemagne se rue dans un combat de frères.

La force lentement préparée l'a emporté; mais ses chefs veulent un butin sans limite; pour restreindre la part de la victoire, Bismarck lutte contre son roi et impose sa sagesse; il écrase les faibles, mais il ménage les forts : à ceux-là il prend leurs territoires, à ceux-ci, il offre ou impose son alliance; et c'est le plus grand trait de son génie, car la Prusse assimilera les nouvelles provinces et se réconciliera avec les vaincus généreusement traités.

Pendant quatre années, Bismarck surveille la patrie germanique en formation; la fusion est trop lente à son gré, car les royaumes du Sud sont rebelles à l'unité et chaque année ils s'incrustent davantage dans leur particularisme hostile à la Prusse; pour leur insuffler l'enthousiasme de la grande patrie, pour les entrainer dans le sillon de la Prusse, il faut une guerre à l'étranger, qui unisse tous ces peuples divers dans une même crainte, de mêmes souffrances, une même gloire, et en fasse une seule nation. Cette guerre paraît fatale; Napoléon y sera logiquement amené par ses conseillers intimes, par ses ambitions nuageuses, et le combat résulte du conflit de deux races, d'une lutte pour la suprématie en Europe qui remonte à quatre siècles. La bataille est prochaine, déjà l'adversaire prépare ses alliances à Rome et à Vienne. Bismarck désire ce combat, mais il le veut à son heure, provoqué par l'étranger, et il le fait surgir à son idée, d'une question subalterne où l'adversaire s'est enferré.

Une fois encore l'armée longuement exercée a vaincu. Dans l'enthousiasme des grandes victoires, l'Allemagne a retrouvé

son unité; mais violent encore est le choc des intérêts opposés : pour satisfaire les vieux Prussiens, les patriotes unitaires et les Bavarois particularistes, pour concilier les junkers férus de réaction, et les gens de Gotha, épris de liberté, pour forger un empire tout ensemble d'autorité et de régime parlementaire, pour contenter le roi et son fils, les princes et les peuples, — Bismarck peine pendant quatre mois, empruntant la forme au passé et les idées au temps présent, ne s'inféodant à nul parti, mélangeant le droit divin et le droit des peuples, donnant et refusant à tous. Et, le 18 janvier 1871, il a dressé de sa poigne puissante l'Empire allemand dans le château français.

Paris a succombé ; les généraux veulent écraser à jamais l'adversaire, Bismarck les suit, et c'est sa faute, car il a oublié la force de la modération et méconnu l'élasticité de la France ; le premier acte du peuple allemand, reformé en patrie, est d'arracher à leur patrie les Alsaciens et les Lorrains attachés à la France par un lien de sang et d'amour ; on a préparé entre deux nations un avenir de ressentiment et de méfiance ; d'un traité de paix, on a fait un acte de haine.

L'Allemagne est une, et, pendant vingt ans encore, Bismarck travaille constamment, avec persévérance, avec génie à son développement intérieur, à sa puissance extérieure. Dans la jeune nation, un dissentiment s'est formé, né de mécontentements accumulés et du combat de deux esprits, la pensée moderne, indépendante et toujours en recherche, l'idée cléricale, dévouée à l'autorité pontificale ; dans ce conflit, Bismarck voit une menace pour l'unité nationale et un danger d'ingérence romaine; avec l'ardeur de sa nature énergique, il fonce au combat, pour défendre l'œuvre qu'il considère comme sienne, il se lance dans le Kulturkampf. Mais bientôt il perçoit les dangers de la bataille et même de la victoire ; la coupure du peuple allemand en deux tronçons, le

triomphe des libéraux, partisans des libertés parlementaires. Découragé, il pense à la retraite, à laquelle le vieil empereur oppose un définitif : « Jamais. » Et, dès qu'un pape souple et conciliant a succédé à l'intraitable Pie IX, Bismarck prend doucement, sinon la route de Canossa, du moins la voie des concessions.

Cependant, la jeune nation est pleine d'ardeur au travail : l'agriculture, l'industrie, le commerce, tour à tour en crise et reprise, demandent une direction et une protection ; le chancelier intervient au gré des besoins journaliers, en homme d'affaires sans souci des théories d'école, au mieux des intérêts actuels. Vers 1879, il voit les cultivateurs découragés, les industriels en malaise : il ferme les barrières de douanes, il prend les chemins de fer sous sa direction, il développe le commerce extérieur par des subventions et par la création de colonies où il est entraîné presque à son insu. Et, pour combattre le socialisme à armes égales, il organise un ensemble de mesures destinées à protéger l'ouvrier contre les heures de peine et de misère ; ces lois du travail ne lui sont pas dictées par un amour fraternel, par « humanité » ; elles sont destinées à satisfaire des besoins et des politiques, à rallier à la dynastie les nouvelles couches, à opposer l'empire protecteur à son pire ennemi, la démocratie ; et elles ont pour corollaire naturel une lutte à outrance contre les députés socialistes qui prétendent que le peuple doit faire lui-même son bonheur.

A l'extérieur, Bismarck est devenu le grand juge des démêlés entre nations ; en 1878, il préside le Congrès européen, où il se dit « honnête courtier », où il se sait arbitre sans appel. Avec un art persévérant, il a groupé autour de l'Allemagne toutes les monarchies de l'Europe : il a tiré bénéfice de sa modération en 1866, il a fait de l'Autriche la satellite du jeune empire et doucement l'a repoussée vers

l'Orient ; il a maintenu le lien de 1863 avec la Russie, — cette alliance qui a permis trois guerres et toute son œuvre, — et, tout en rechignant, la cour russe renouvelle son pacte jusqu'au départ du « grand magicien » ; il a relié l'Italie à son action et réconcilié deux adversaires pour en faire ses amis dans la Triplice ; il a « presque » gagné l'Angleterre, amadoué l'Espagne, plu aux États-Unis, pressenti le Japon, entraîné les petits. Seule, lui résiste la France, l'écrasée récalcitrante.

Depuis 1871, tout l'effort de sa politique est d'isoler cette ennemie détestée, d'empêcher qu'elle ne trouve quelque appui en Europe car Bismarck est hanté par le « cauchemar des coalitions ». Quelques-uns dans son entourage pensent en 1875 à reprendre le combat sur les Vosges pour rendre définitif l'écrasement de la France : il sonde l'opinion européenne, prévoit le danger de quelque intervention et recule avec sagesse et colère. Il voit avec satisfaction son adversaire s'engager dans la politique coloniale, où s'absorbera son excès d'énergie ; mais il contemple avec crainte le renouveau de sa force et il perçoit avec dépit son amitié avec la Russie ; il veut intervenir, mais il est brutal ; sa force a perdu sa souplesse ; son geste est maladroit, car il rapproche ceux qu'il devait séparer ; et ses menaces hâtent l'alliance franco-russe.

Bismarck est vieux ; autour de lui, tout est changé : disparus, son bien-aimé maître Guillaume, et son adversaire, le prince et empereur Frédéric, et ses compagnons de travail et de gloire. Un jeune monarque veut gouverner en maître, avec de nouvelles idées et de nouveaux hommes ; dans sa solitude volontaire et hautaine, Bismarck n'a point perçu que tout rajeunissait, sauf lui. Entre le chancelier vieilli et le jeune souverain, c'est la lutte pour l'autorité ; le conflit éclate sur deux questions, les lois sociales où Guillaume II comprend

cette humanité qu'exècre l'homme de fer, la politique étrangère où l'empereur veut une action droite et une, à l'opposé de cet équilibre ingénieux et presque paradoxal où se complaisait Bismarck. Courte est la bataille ; et le Prince tombe brusquement, comme un grand chêne foudroyé.

Qu'importent les criailleries de ses dernières années, elles ne modifient point le travail de sa vie.

Cet homme était fort ; son œuvre est de son style. Pour en percevoir l'ampleur, il faut comparer la Prusse de 1862 et l'Allemagne de 1890 : le royaume morcelé en deux tronçons, divisé en lui-même par la lutte des partis, mûr pour la révolution, d'un rang secondaire dans la Confédération germanique, admis avec dédain au Congrès de Paris, — et l'empire en pleine puissance, le groupement de tous les États allemands autour de la Prusse agrandie, les pactes d'assurances contractés, alors, avec trois voisins, l'essor prodigieux de l'Allemagne moderne dans tous les domaines. Certes, un seul homme n'a point créé tout cela : la persévérance du mouvement national, le long travail des hommes d'État de la Prusse, les lois obscures et mystérieuses qu'on appelle le destin, ont fait l'unité allemande que les généraux prussiens ont scellée sur les champs de bataille. Mais le génie subtil et puissant de Bismarck a su profiter de ces forces, dominer les querelles mesquines, trouver un compromis des intérêts contradictoires et des espérances opposées, et imposer sa marque à l'œuvre commune : ce fut un grand homme au service d'un grand mouvement. Et qu'on le compare à Richelieu ou à Frédéric, à Napoléon ou à Cavour, il égale les plus grands parmi les fondateurs d'empire.

L'ouvrage de Bismarck a prouvé sa puissance par sa durée ; il aura la vie des grands empires, quelques siècles, poussière de l'éternité. Mais l'homme de poigne dure n'a voulu au beau mouvement unitaire de l'Allemagne qu'une solution d'autorité, issue de trois guerres, sans souci des plaintes des peuples annexés ; son œuvre est née par la force et a vécu par la force. Lui-même l'a dit : elle était « de fer et de sang ».

Versailles, 1899. — Paris, 1907.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

LES PENSÉES DE BISMARCK

CHAPITRE II

LA CANDIDATURE HOHENZOLLERN

CHAPITRE III

LA DEPÊCHE D'EMS. LA DÉCLARATION DE GUERRE

CHAPITRE IV

DE BERLIN A SEDAN

CHAPITRE V

DE SEDAN A VERSAILLES

CHAPITRE VI

LA RENAISSANCE DE L'EMPIRE ALLEMAND

CHAPITRE VII

LA FIN DE LA GUERRE

CHAPITRE VIII
LA CONSOLIDATION DE L'EMPIRE
(1871)

CHAPITRE IX
LE KULTURKAMPF
PÉRIODE ASCENDANTE

(1871-1875)

CHAPITRE X

ALLEMAGNE ET FRANCE

(1871-1875)

CHAPITRE XI

DE GAUCHE A DROITE

LA FIN DU KULTURKAMPF

(1875-1882)

CHAPITRE XII

LE CONGRÈS DE BERLIN

L'ALLIANCE AUSTRO-ALLEMANDE

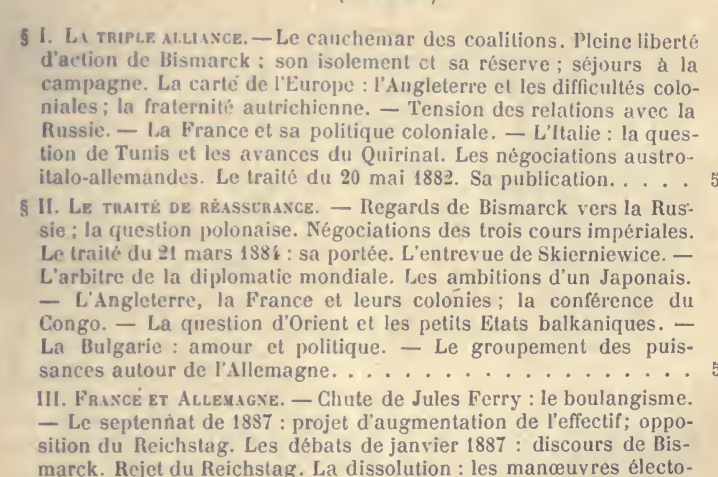
CHAPITRE XIII

POLITIQUE D'AFFAIRES

CHAPITRE XIV

DIX ANNÉES DE POLITIQUE EXTÉRIEURE

(1879-1888)



CHAPITRE XV

TROIS EMPEREURS EN UNE ANNÉE

(1888-1889)

CHAPITRE XVI

LA CHUTE

(1890)

CHAPITRE XVII

LES DERNIÈRES ANNÉES

(1890-1898)

TABLE ALPHABÉTIQUE[1]

A

B

1. On n'a point porté dans cette table les noms des monarques, princes souverains, et de la famille de Bismarck.

C

G

H

I

J

K

L

M

N

O

P

Q

R

S

W

Z

OUVRAGES SUR L'ALLEMAGNE

ANDLER (Ch.), professeur à la Sorbonne. **Les origines du socialisme d'État en Allemagne.** 1 vol. in-8 . . . . 7 fr.

BENOIST-HANAPPIER, docteur ès lettres, professeur agrégé au lycée de Caen. **Le drame naturaliste en Allemagne.** *Histoire, analyse et critique de l'Institution.* 1 vol. in-8 . . 7 fr. 50

GUILLAND (A.), professeur d'histoire à l'Ecole polytechnique suisse. **L'Allemagne nouvelle et ses historiens** (Niebuhr, Ranke, Mommsen, Sybel, Treitschke). 1 vol. in-8. . . . . . . 5 fr.

MILHAUD (G.), professeur à l'Université de Genève. **La démocratie socialiste allemande.** 1 vol. in-8. . . . . 10 fr.

MATTER (P.), docteur en droit, substitut au Tribunal de la Seine. **La Prusse et la révolution de 1848.** In-16 . 3 fr. 50

— **Bismarck et son temps.**

I. *La préparation* (1815-1862). 1 vol. In-8 . . . . 10 fr.
II. *L'action* (1863-1870). 1 vol. in-8 . . . . 10 fr.
III. *Triomphe, splendeur et déclin* (1870-1898). 1 vol. in-8. 10 fr.

Etudes sur Schiller, par MM. Ch. Schmidt, A. Fauconnet, Ch. Andler, Xavier Léon, É. Spenlé, F. Baldensperger, J. Dresch, A. Tibal, A. Ehrhard, Mme Talayrach d'Eckardt, H. Lichtenberger, A. Lévy. 1 vol. in-8 . . . . 4 fr.

SCHMIDT (Ch.), docteur ès lettres. **Le grand-duché de Berg (1806-1813).** 1 vol. in-8 . . . . 10 fr.

VÉRON (Eug.), **Histoire de la Prusse**, depuis la mort de Frédéric II. In-16, 6e édition. . . . . 3 fr. 50

— **Histoire de l'Allemagne**, depuis la bataille de Sadowa jusqu'à nos jours. In-16, 3e édition mise au courant des événements par B. Bondois . . . . 3 fr. 50

WELSCHINGER (H.), **Bismarck.** 1 vol, in-16. . . . 2 fr. 50

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY ET FILS




Bismarck-Schönhausen, Otto Eduard Leopold, Fürst von
HG.B
B6226
.Yma
Author Matter, Paul
91307
Title Bismarck et son temps. Vol.3.
UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY
Do not
remove
the card
from this
Pocket.
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU

